

**This book is with  
tight  
Binding**



















# L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

*SYNTHÈSE COLLECTIVE*

---

XXXI



## DEUXIÈME SECTION

---

### II. — L'EFFONDREMENT DE L'EMPIRE ET L'AFFAIBLISSEMENT DE L'IDÉE MONARCHIQUE

#### I





# LES DEUX CAPITALES

Rome

Constantinople

*Ivoire du Musée de Vienne.*

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

===== SYNTHÈSE COLLECTIVE =====

Dirigée par HENRI BERR

---

LA

FIN DU MONDE ANTIQUE

ET LE

DÉBUT DU MOYEN ÂGE

*avec 3 planches et 3 cartes hors texte*

PAR

FERDINAND LOT

MEMBRE DE L'INSTITUT,  
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE PARIS



LA RENAISSANCE DU LIVRE

78, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

1927

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction  
réservés pour tous pays.

*Copyright by La Renaissance du Livre, 1927.*

## AVANT-PROPOS

---

### ANTIQUITÉ ET MOYEN AGE

*Le présent volume est destiné à établir le lien entre la première et la deuxième section de l'Évolution de l'Humanité. Il ouvre le Moyen Age. Dans quelle mesure se justifie pour la période où nous entrons ce terme traditionnel, c'est une question que nous réservons pour la traiter à la fin de notre Avant-Propos.*

*On a vu, dans la première section, les progrès de l'organisation, les efforts de la coopération humaine aboutir aux empires — empires de l'Orient, Empire d'Alexandre et monarchies hellénistiques, Empire romain qui hérite d'une expérience millénaire et fonde définitivement l'État, en même temps qu'il recueille l'essence d'une civilisation où l'Hellade et l'Orient se sont pénétrés.*

*Mais ce puissant empire méditerranéen, au lieu de se développer d'une façon continue, devait décliner assez vite et succomber, après d'énergiques et impuissants sursauts. La « tragédie » de sa lutte obstinée contre l'implacable destin est « un des spectacles les plus passionnants qui puissent s'offrir aux regards de l'historien et du sociologue », et la chute du monde antique est « peut-être le plus intéressant et le plus important problème de l'histoire universelle » (1).*

(1) Lot, p. 196.

*Dans plusieurs volumes antérieurs, P. Jouguet, L. Homo, A. Grenier, V. Chapot, J. Toutain nous ont signalé des causes diverses de ruine politique, de décadence intellectuelle et morale : ici, F. Lot ramasse cette abondante matière en une magistrale synthèse, et dans ce monde qui finit il fait apparaître les éléments d'un monde nouveau.*



*Si les circonstances extérieures sont venues aggraver la situation de l'Empire romain, c'est surtout une maladie interne qui l'a rongé : il est impossible de mieux expliquer que ne le fait F. Lot la « décomposition de toutes ses forces vitales » qui le vouait à la mort (1).*

*Le mal avait, d'abord, une origine politique : l'insuffisante organisation du pouvoir impérial. Jamais, nous le savons, une loi successorale inattaquable n'a soustrait la désignation de l'empereur aux engouements, aux caprices, aux coups de force des légions (2). Les premiers empereurs ont régné par l'armée ; c'est l'armée, à la fin, qui a régné par les empereurs. Elle les a faits, défait, acclamés, tués pour des motifs futiles ou bas ; et la pompe orientale qui les entourait ne servait guère qu'à masquer leur faiblesse.*

*Sans doute, il y a eu, parmi eux, des hommes remarquables. des « surhommes », qui ont retardé la dislocation, sans lesquels dès le III<sup>e</sup> siècle le monde aurait été plongé dans la nuit : un Septime Sévère, un Probus, un Aurélien, un Dioclétien, un Constantin, un Valentinien I<sup>er</sup>, un Théodose (3)... Mais le fardeau était lourd, même pour des « intelligences lucides » et des « volontés de fer » (4). Il ne s'était pas formé de « con-*

(1) P. 87. Cf. CHAPOT, t. XXII, p. 474.

(2) Pp. 9-10. Cf. HOMO, t. XVIII, p. 462.

(3) Pp. 198, 353, 390. Cf. CHAPOT, t. XXII, pp. 78-80.

(4) HOMO, t. XVIII, p. 462.

*science collective* » (1), de nation romaine (2) : faute d'unité intime, c'est pour unifier l'empire d'en haut et du dehors que le dominat est apparu nécessaire. Or, quelle que fût sa valeur, l'empereur n'était pas en état, à lui seul, dans l'immensité de l'orbis romanus, de tout décider et tout accomplir. Une administration, une bureaucratie se sont constituées, qui ont rendu d'incontestables services et fourni un modèle — précieux, quoique incomplet — aux États de l'avenir, mais qui, empiétant peu à peu sur le pouvoir de l'empereur, finirent par le paralyser (3). Comment cette machinerie, « trop vaste, trop savante, trop compliquée », qui ne pouvait tenir lieu d'une âme nationale, aurait-elle empêché que l'Empire se dédoublât, puis s'émiettât, — que l'Occident finît par « voler en pièces » (4) ?

La mécanisation, ou plutôt la « sclérose » (5) de cet Empire dont la vie se retirait, se manifesta aussi par l'établissement d'un régime de castes. Il n'y a plus chez les individus d'esprit public, de souci de l'intérêt général : comment remédier au « sauve-qui-peut » des charges et obligations ? Comment éviter l'anarchie complète ? Chacun sera parqué dans sa condition, ordo, « rivé à son poste ». Dès lors, on sera ce qu'on est héréditairement, à perpétuité : soldat, — c'est devenu le plus bas degré, — commerçant, colon, fonctionnaire.

Le « colonial », tout particulièrement, se consolide. Et ici nous voyons converger les phénomènes politiques et économiques de la décadence romaine. Le rôle des villes et celui des campagnes se sont peu à peu intervertis. On sait quelle importance a eue, après la Cité grecque, la Cité romaine (6) : dans

(1) Lot, p. 259.

(2) Homo, t. XVIII, Avant-propos, p. xv. Cf. CHAPOT, Les causes de décadence du monde antique, dans la Rev. de Synth. hist., t. XLII (déc. 1926), p. 22.

(3) Homo, ibid., p. 462. — (4) Lot, p. 212. — (5) Pp. 116, 123.

(6) Voir t. X, XV et XVIII.



Dans plusieurs volumes antérieurs, P. Jouguet, L. Homo, A. Grenier, V. Chapot, J. Toutain nous ont signalé des causes diverses de ruine politique, de décadence intellectuelle et morale : ici, F. Lot ramasse cette abondante matière en une magistrale synthèse, et dans ce monde qui finit il fait apparaître les éléments d'un monde nouveau.



Si les circonstances extérieures sont venues aggraver la situation de l'Empire romain, c'est surtout une maladie interne qui l'a rongé : il est impossible de mieux expliquer que ne le fait F. Lot la « décomposition de toutes ses forces vitales » qui le vouait à la mort (1).

Le mal avait, d'abord, une origine politique : l'insuffisante organisation du pouvoir impérial. Jamais, nous le savons, une loi successorale inattaquable n'a soustrait la désignation de l'empereur aux engouements, aux caprices, aux coups de force des légions (2). Les premiers empereurs ont régné par l'armée ; c'est l'armée, à la fin, qui a régné par les empereurs. Elle les a faits, défaits, acclamés, tués pour des motifs futiles ou bas ; et la pompe orientale qui les entourait ne servait guère qu'à masquer leur faiblesse.

Sans doute, il y a eu, parmi eux, des hommes remarquables, des « surhommes », qui ont retardé la dislocation, sans lesquels dès le III<sup>e</sup> siècle le monde aurait été plongé dans la nuit : un Septime Sévère, un Probus, un Aurélien, un Dioclétien, un Constantin, un Valentinien I<sup>er</sup>, un Théodose (3)... Mais le fardeau était lourd, même pour des « intelligences lucides » et des « volontés de fer » (4). Il ne s'était pas formé de « con-

(1) P. 97. Cf. CHAPOT, t. XXII, p. 474.

(2) Pp. 9-10. Cf. HOMO, t. XVIII, p. 452.

(3) Pp. 198, 258, 390. Cf. CHAPOT, t. XXII, pp. 78-80.

(4) HOMO, t. XVIII, p. 452.

*science collective* » (1), de nation romaine (2) : faute d'unité intime, c'est pour unifier l'empire d'en haut et du dehors que le dominat est apparu nécessaire. Or, quelle que fût sa valeur, l'empereur n'était pas en état, à lui seul, dans l'immense île de l'orbis romanus, de tout décider et tout accomplir. Une administration, une bureaucratie se sont constituées, qui ont rendu d'incontestables services et fourni un modèle — précieux, quoique incomplet — aux États de l'avenir, mais qui, empiétant peu à peu sur le pouvoir de l'empereur, finirent par le paralyser (3). Comment cette machinerie, « trop vaste, trop savante, trop compliquée », qui ne pouvait tenir lieu d'une âme nationale, aurait-elle empêché que l'Empire se dédoublât, puis s'émiettât, — que l'Occident finit par « voler en pièces » (4) ?

La mécanisation, ou plutôt la « sclérose » (5) de cet Empire dont la vie se retirait, se manifesta aussi par l'établissement d'un régime de castes. Il n'y a plus chez les individus d'esprit public, de souci de l'intérêt général : comment remédier au « sauve-qui-peut » des charges et obligations ? Comment éviter l'anarchie complète ? Chacun sera parqué dans sa condition, ordo, « rivé à son poste ». Dès lors, on sera ce qu'on est héréditairement, à perpétuité : soldat, — c'est devenu le plus bas degré, — commerçant, colon, fonctionnaire.

Le « colonat », tout particulièrement, se consolide. Et ici nous voyons converger les phénomènes politiques et économiques de la décadence romaine. Le rôle des villes et celui des campagnes se sont peu à peu intervertis. On sait quelle importance a eue, après la Cité grecque, la Cité romaine (6) : dans

(1) Lot, p. 259.

(2) Homo, t. XVIII, Avant-propos, p. xv. Cf. CHAPOT, Les causes de décadence du monde antique, dans la Rev. de Synth. hist., t. XLII (déc. 1920) p. 33.

(3) Homo, *ibid.*, p. 462. — (4) Lot, p. 213. — (5) Pp. 116, 143.

(6) Voir t. X, XV et XVIII.

le Latium, dans toute l'Italie, la cité avait absorbé la population rurale. Maintenant, elle dépérit; et la campagne attirera les grands eux-mêmes, après avoir fixé les humbles.

F. Lot explique lumineusement cette évolution. Il a sur la vie économique des pages admirables de précision et de vigueur. L'Empire n'avait pas été suffisamment créateur de richesses; il en était venu vite à consommer plus qu'il ne produisait. On a dit que Rome était une « pieuvre » : de la ville antique, en général, on peut dire qu'elle était « tentaculaire » (1). Elle n'avait pas d'activité industrielle véritable. Point de classe productrice, en conséquence. Une population décroissante (2) et rapidement appauvrie. En face de la misère oisive, une richesse insolente et stérile. Celle-ci provenait de la conquête, du pillage, et, pas plus qu'elle n'impliquait l'industrie, elle ne parvenait à l'animer. Les besoins étaient relativement modérés, les goûts stables : Lot relève « le caractère monotone, ennuyeux, de la civilisation romaine » (3). L'invention technique, ici, s'est arrêtée de bonne heure, et l'esclavage ne pouvait suppléer au défaut du machinisme (4). Le commerce, assez dédaigné, assez limité, servait surtout à ramener vers l'Orient l'or drainé par l'Occident. Le capital romain, au lieu de s'investir dans l'industrie, dans le commerce, dans l'agriculture, de féconder l'entreprise, s'employait volontiers dans l'usure, — qui est le contraire du crédit. L'organisation bancaire était incomplète; et il vint un moment où, le numéraire se raréfiant, on retourna en arrière, vers une économie plus primitive, celle de la rémunération des services en nature (5).

Ainsi Rome a exploité son empire jusqu'à l'épuisement. Une seule richesse, pourtant, ne pouvait s'épuiser : la terre. Et

(1) Lot, pp. 81, 84.

(2) Voir p. 76. Cf. sur les difficultés de la statistique appliquée à la démographie de l'antiquité les discussions du Centre int. de Synthèse (Bulletin n° 4, à paraître).

(3) P. 84. — (4) Voir t. II et XX, Avant-Propos.

(5) Lot, pp. 67, 95-97.

*c'est pourquoi la terre — surtout après la tourmente du III<sup>e</sup> siècle — devient l'objet de souci, et presque d'amour, de tous, des grands comme des humbles. L'humble, le colon, est attaché à la glèbe, dans l'intérêt de l'agriculture, mamelle nourricière, mais non sans avantages pour lui-même (1). Le grand, d'autre part, fuyant les cités, qui perdent tout attrait, qui deviennent forteresses et étouffent dans leur geôle, s'installe de propos délibéré à la campagne. Pendant près de quinze siècles le seigneur y vivra. A la fin de l'Empire, le grand domaine a sa vie autonome. L'aristocratie terrienne est la force, une poussière de forces, dans la déchéance de la Cité et de l'État (2).*

*A tous ces principes de décadence s'ajoutait la « maladie religieuse » (3). On sait combien le christianisme, au point de vue politique, a été dissolvant pour l'Empire. C'est parce qu'il ne s'est pas laissé assimiler dans la religion patenne, parce qu'il a repoussé le culte de l'Empereur, qu'il a été persécuté. La société antique a subi là de longs déchirements. Constantin, dont les initiatives ont inspiré à F. Lot des réflexions profondes, n'a fait que renverser les rôles. Il a proclamé la tolérance ? En réalité, il a donné l'investiture au christianisme ; il a appliqué au paganisme la persécution. Coup de folie ou de génie, dont allaient sortir des biens et des maux. Dans tous les cas, le résultat immédiat a été que, soutenu par le pouvoir, le christianisme a entraîné l'État dans les luttes théologiques, dans la défense d'une orthodoxie. La crise intérieure de l'Empire a été aggravée par son triomphe, comme elle l'avait été déjà par son développement (4).*

*Même sans les Barbares, l'Empire était atteint profondé-*

(1) Pp. 130-131. — (2) Pp. 146, 209. Cf. CHAPOT, p. 477.

(3) Pp. 26, 210. — (4) P. 47. Voir les tomes XXVIII à XXX.

ment dans sa vitalité. Mais il y a eu les Barbares; et leur action a été décisive : ils ont provoqué la débâcle.

Le tome XXII nous a montré, tout autour de la Romania, une ceinture de populations diverses, — Vandales, Goths, Alamans, Francs, Saxons, Burgondes, Hérules, Alains, Scots, Pictes, Sarmates, Quades, Maures, Nubiens, — inégalement avancées en civilisation, devant lesquelles la conquête a fini par s'arrêter, dont la menace a pu être longtemps conjurée, mais qui exerçaient sur le limes une pression inquiétante (1) : c'est le Barbaricum (2).

Certains de ces « Barbares » (3) ont imposé leurs services à l'Empire, avant de lui faire la loi, et s'y sont infiltrés, bien avant de l'envahir. En Orient, il est arrivé que Rome payât tribut à des barbares pour en tenir d'autres en respect (4). A l'Occident, ce sont les barbares peu à peu qui constituent l'armée. La défense du limes, trop vaste, devenait impossible; les villes de l'intérieur étaient — plus ou moins bien — protégées par leur muraille; la frontière était — plutôt mal — surveillée par des soldats-laboureurs que la terre démilitarisait : quant à l'armée combattante, au rebours de l'antique légion, elle était composée de cavaliers — empruntés à la Ger-

(1) CHAPOT, pp. 76-78.

(2) AMMIEN MARCELLIN, dans JORGA, Essai de synthèse de l'Histoire de l'Humanité, t. II, p. 17.

(3) Ce mot appelle une remarque. Pour les anciens, βαρβαρος, barbarus désignaient tout ce qui n'était pas grec ou latin : dans Cornelius Nepos, Barbarus, c'est le roi de Perse. Mais le mot ayant pris, selon une tendance naturelle, un sens péjoratif, il a servi, dès l'antiquité, pour qualifier des populations peu civilisées (le barbare n'est pas le « primitif ») et de mœurs rudes ou même brutales. L. Halphen, dans Les Barbares, sans définir le mot, oppose (p. 87) les « Barbares authentiques » aux Perses appelés à tort Barbares et (p. 27) traite les Huns de « Barbares asiatiques, plus sauvages que tous les autres ». Pour nous, en somme, les Empires de l'Orient et de l'Extrême-Orient sont exclus de la « Barbarie ». — Il vaudrait mieux écarter ce terme, assez vague, s'il n'était d'un usage courant pour l'époque dont il est question ici : Grégoire de Tours déjà, parle de la « barbarie qui se déchaîne au début du vi<sup>e</sup> siècle ».

(4) CHAPOT, p. 234. Selon le vers, si frappant, de Rutilius Namatianus, Rome était captive avant d'être prise : Et captiva, priusquam caperetur, erat.

*manie. « Au milieu du IV<sup>e</sup> siècle, soldat, miles, est synonyme de Barbarus... Armée romaine aux IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup> siècles, cela veut dire simplement armée au service de Rome (1). »*

*A cette époque, la poussée devient de plus en plus violente, faite en partie de remous que provoquent des nouveaux venus dans l'histoire de l'Occident, les Huns. F. Lot a, sur cette « trombe ethnique », sur le caractère des empires nomades, destructeurs des empires agricoles, sur le rôle du chef dans ces empires, des pages substantielles (2); et il évoque de façon saisissante cette inondation guerrière qui fait refluer les populations germaniques. Les Goths, par des victoires et des traités, s'établissent à l'est; les Francs pénètrent, de plus en plus nombreux, à l'ouest. Une période commence, d'intrigues, de désordre, de confusion extrême, où des Barbares, fédérés, luttent contre d'autres Barbares qui ne demandent qu'à devenir fédérés eux-mêmes (3), où le pouvoir passe aux patrices, maîtres de l'armée, où l'empereur s'efface, — en attendant que l'empire d'Occident disparaisse (476).*

*Il n'y a plus à prouver que la « grande invasion » n'a pas été ce torrent dévastateur qu'on s'était longtemps représenté (4). Néanmoins l'arrivée de ces vagues successives, l'établissement plus ou moins brutal, plus ou moins définitif, de ces bandes avides et remuantes (5), de ces « hôtes » incommodes que les possesseurs du sol supportent par prudence, ou par lâcheté, ou par résignation chrétienne, devait non seulement achever la dissolution politique et aggraver la régression*

(1) Lot, pp. 268, 267.

(2) Pp. 219-222, 239.

(3) Sur le contrat de fédération et sur les réquisitions de terre, voir L. HALPHEN, *Les Barbares*, p. 24.

(4) Voir pp. 237, 464.

(5) Voir un essai de MARC BLOCH pour saisir sur le vif ce travail de désorganisation et de réorganisation : Observations sur la conquête de la Gaule romaine par les rois francs, dans la *Revue historique*, mars-avril 1927, *not.* p. 178. Cf. IORDA, *ouvr. cité*, t. II, chap. IV, et L. HALPHEN, *ouvr. cité*, chap. II.

*économique, mais compromettre la civilisation gréco-romaine. Les Barbares, d'abord, s'étaient romanisés : la Romanie finit par se « barbariser ». Outre la dislocation de l'empire d'Occident, la décadence intellectuelle fut le résultat inévitable des invasions.*

*Nous avons vu que les Romains, éminemment doués pour l'action, organisateurs merveilleux, n'avaient développé que lentement, sous l'influence de la Grèce et de l'Orient, des qualités littéraires, des goûts artistiques; que l'aptitude à la spéculation, chez eux, avait toujours été très faible : la jouissance esthétique, la recherche désintéressée n'étaient pas vraiment leur affaire, et jamais leur gouvernement ne prit grand souci de l'instruction (1). Il va de soi que, pendant le long travail de décomposition politique et économique dont il vient d'être parlé, les esprits n'ont pu que baisser, surtout en Occident (2). Les derniers soubresauts de la littérature latine coïncident avec les périodes de gouvernement énergique; avec l'anarchie et l'appauvrissement, au contraire, progressent l'ignorance, l'indifférence aux choses de l'esprit et de l'art.*

*Il y a en principe, il y eu à l'origine, antinomie entre le christianisme et la recherche de la beauté littéraire ou plastique. Sans doute, la littérature a été renouvelée dans son fond par l'inspiration chrétienne; mais la forme vieillie s'impose à l'inspiration neuve et — quelques œuvres mises à part où éclate, malgré tout, le génie — la rhétorique, dans la prose, l'imitation superstitieuse des grands modèles, dans les vers, marquent un déclin que rien n'arrêtera plus. Encore cette phraséologie scolaire, cette poétique conventionnelle sont-elles un reste, le seul, de l'acquis intellectuel des siècles écoulés : la philosophie, — qui jamais, à Rome, n'a été ni originale ni très en honneur, — la science — qui, dans l'antiquité, a toujours*

(1) Voir I. XVII et XXII, Avant-Propos.

(2) Pour l'Orient, voir le tome XXXII.

*été trop spéculative et s'est appliquée insuffisamment à la matière (1), — sont « submergées » par le « torrent de religiosité venu d'Orient » (2). La révélation anéantit l'effort de la raison grecque (3).*

*Du crépuscule des esprits — en attendant que « tombe la nuit » de l'époque mérovingienne — et de la corruption des mœurs, dans ce monde décadent, Lot a fait un puissant tableau. Si certaines âmes, touchées par la doctrine du Christ, se veloutaient de douceur et d'humaine tendresse, d'autres — parmi les fonctionnaires, les courtisans — s'entraînaient à la dureté, à tous les vices ; et la masse, dans les villes, par les jeux, les spectacles obscènes, les encouragements à la paresse, allait s'avilissant, s'atrophiant. Le sang se retire de la cité : la terre, constatons-le encore, attire vers elle « tout ce qui subsiste de vie dans la société » (4).*



*Dans la dernière partie de ce livre si plein, on voit, réagissant et bouillonnant, comme au creuset, les éléments divers que renferme l'Occident : survivances romaines, tendances provinciales, esprit du christianisme, mœurs et coutumes germaniques.*

*Cet Empire romain, dont le prestige avait fasciné les Barbares, se maintient comme un cadre idéal et ne disparaîtra qu'en 1806 avec le dernier empereur romain de nation germanique. Mais la tentative de Justinien pour refaire l'unité réelle, autour du lac méditerranéen, fut vaine, et à certains égards, fâcheuse. Byzance, d'ailleurs, n'était plus un État romain, et l'Occident devait s'en détacher. Sous des dynasties barbares, — tandis que l'Europe centrale est un chaos sans nom, que l'Angleterre est tiraillée entre Saxons et Celtes, —*

(1) Voir l'Avant-Propos du t. XIII, p. XVIII. — (2) LOT, p. 194.

(3) Voir ROBIN t. XIII, p. 439. — (4) LOT, p. 209.



*des États romano-germaniques se constituent : vandale, en Afrique ; ostrogothique, puis lombard, en Italie ; wisigothique, en Espagne ; franc, en Gaule. Lot fait ressortir les traits particuliers qui résultent à la fois du caractère des régions envahies et du caractère — du nombre aussi — des Barbares envahisseurs : c'est ainsi que l'Italie demeure un « pays de villes », pendant qu'ailleurs la vie urbaine périclète, un pays où l'autorité des rois, qui partout ailleurs deviendra souveraine, se trouve limitée par celle des ducs (1). Des nations auraient pu naître dès lors si des circonstances diverses — ambitions de Justinien, invasion musulmane, poussée germanique — n'avaient tout replongé au désordre.*

*Cette histoire compliquée et, dans le détail, mal connue, des luttes de chefs barbares entre eux, des formations politiques mouvantes, Lot la résume en des chapitres sobres et clairs, où se dégagent à demi du « brouillard » qui les enveloppe (2) quelques personnalités puissantes. Il insiste sur le royaume franc, celui qui a pris le plus de consistance et d'ampleur et « auquel étaient réservées les plus hautes destinées après la décomposition du monde antique » (3). Parmi les tribus germaniques qui se disputent la Gaule, les Francs l'emportent, grâce à un homme — à la fois doué de sens politique et dénué de scrupule. Clovis, par son baptême, a uni la force barbare et la force chrétienne, et forgé ainsi une « force historique » nouvelle. Force, mais non pas nation. C'est tout au plus si l'Austrasie, la Neustrie, la Bourgogne représenteront des ébauches de « nationalités ». La France des Mérovingiens est une sorte de protoplasme amorphe où l'on taille des tranches, où l'on fait des partages à volonté : il y a là de la terre sans limites définies, de la matière humaine sans caractère prononcé (4). Souverain absolu — et bientôt de droit divin, quand débuttera*

(1) Pp. 334, 341. Pour l'Espagne, où la fusion des races est plus prompte qu'ailleurs, voir pp. 326, 341, 466.

(2) P. 224. — (3) P. 359. — (4) P. 272.

« l'alliance du trône et de l'autel » (1), — le roi dispose à son gré de son royaume, qui est sa propriété personnelle. Plus de res publica; plus de services publics. Mais, à côté du roi, une aristocratie qui aura son chef, le maire du palais, « ministre unique de cette monarchie absolue », et qui ne tardera pas à créer un régime nouveau (2).

L'ère des dynasties barbares est pour Lot une « ère historique maudite » (3). Le monde antique n'a pas été « régénéré » par elles, comme certains l'ont soutenu. La régression économique est allée en s'accroissant. La terre, richesse des grands, ressource unique des colons, devient la base peu à peu, non seulement de l'économie, mais de l'organisation sociale. Dans les villes déchues, l'industrie est presque nulle, le commerce singulièrement réduit. Les monnayages se multiplient, puis la monnaie se perd. C'est le retour vers l'économie naturelle dans les horizons rétrécis.

Et pour les intelligences voici venir la nuit. Les curiosités de l'esprit s'éteignent une à une. En même temps que la connaissance du grec toute philosophie disparaît; la théologie même se stérilise pour plusieurs siècles. Quelques inventions pratiques ne sont pas incompatibles avec cet abaissement de la pensée, parce qu'elles ne procèdent pas de la science (4) : nous savons que, comme l'animal se donne des « organes », l'homme fabrique est créateur d'instruments (5).

Mais dans cette décadence, qu'il décrit en traits saisissants, Lot discerne les états d'un redressement futur. Le catholicisme maintient et propage deux éléments précieux : un principe d'administration, que le clergé séculier et surtout l'évêque représentent, une préoccupation morale, qui se concentre dans les convents, — l'esprit de Rome et l'esprit du Christ (6).

(1) Voir LAVISSE, Histoire de France, t. II, p. 274.

(2) Lot, pp. 408, 413, 418. — (3) P. 401. — (4) P. 421.

(5) Voir l'Avant-Propos du tome II.

(6) Lot, pp. 57, 444, 462. Voir COURNOT, Traité de l'enchaînement des idées fondamentales, pp. 676, 678.

Sans doute, par son expansion même la religion catholique s'est contaminée de bien des survivances païennes, associée aux passions les plus basses ou les plus féroces. Pourtant il avait coulé, de l'Orient en Occident, un courant de foi mystique; et les Barbares avaient apporté de leurs forêts nordiques, avec des sens en quelque sorte neu's, une sponlanéité vive, des ressources d'enthousiasme et de ferveur.

Dans un parallèle intéressant, profond, — qui prête, d'ailleurs, à la discussion, — Lot oppose les littératures, les arts, les âmes classiques et romantiques. Non seulement il dénonce dans l'art de l'époque impériale un traditionalisme qui « donne une impression d'uniformité accablante » (1), mais il fait le procès de l'esprit classique, « obstacle au renouvellement de la forme et du fond », qui « entend figer la langue en proposant l'imitation de modèles insurpassables » (2). Or, quand il parle de « l'action stérilisante » des chefs-d'œuvre, surtout des œuvres classiques « que le subjectivisme ne rafraîchit pas et ne vivifie point intarissablement comme aux époques romantiques » (3), ne projette-t-il pas dans l'antiquité entière l'idéal étroit de notre classicisme français ?

« Pour le fond, dit-il, le classicisme ne s'intéresse qu'à l'universel. Il repousse tout ce qui est particulier, « singulier ». A vrai dire, il vit de lieux communs. Fatalement, il devient, et très vite, monotone, pauvre, stérile. La mort guette toute littérature classique « objective »... Ce ne sont pas seulement les littératures antiques, mais les lettres modernes qui ont failli, il y a cent cinquante ans, périr desséchées. Rousseau et les Romantiques, en introduisant le subjectivisme dans la littérature moderne, l'ont sauvée de la mort (4). » — Sans doute, la littérature gréco-romaine s'est épuisée, mais par l'épuisement même des esprits. A l'époque de la Renaissance, ou encore au temps d'André Chénier, elle a retrouvé, avec son prestige,

(1) P. 169. — (2) P. 188. — (3) P. 179; cf. 213. — (4) Pp. 180, 260.

*une vertu fécondante. C'est parce qu'elle a été mal comprise au XVII<sup>e</sup> siècle, interprétée à travers le rationalisme régnant, qu'elle a semblé ne pouvoir inspirer que de rares chefs-d'œuvre et condamner à la monotonie un classicisme sevré de matière et étouffé par des règles.*

*« C'est hier seulement, dit encore Lot, au XVIII<sup>e</sup> siècle, que l'homme a osé se révéler aux autres hommes, qu'il n'a pas eu honte d'étaler ses joies et ses douleurs personnelles. Depuis le triomphe du subjectivisme, les lettres sont assurées d'un avenir indéfini (1). » Mais le subjectivisme romantique a ses dangers, ses excès, et sa monotonie, lui aussi. Il n'a pas tardé à provoquer la réaction de l'objectivisme réaliste. Le trésor des impressions que l'esprit reçoit du réel n'est-il pas aussi riche que celui des émotions personnelles ? L'objet est-il plus vite épuisé que le sujet ? Le romantisme n'a-t-il pas travaillé, en fin de compte, pour le réalisme en avivant l'imagination reproductrice, liée au sentiment par d'étroites relations, et en lui ménageant toute une technique des couleurs et des sons ?*

*Quoi qu'il en soit, au cours des siècles dont nous nous occupons, dans l'affaiblissement des intelligences, c'est par l'essor de la sensibilité et de l'imagination que se prépare un renouveau. L'art chrétien, tout imprégné de mysticisme, s'épanouira tardivement. Mais une évolution s'accomplit où « la couleur détrône la plastique » (2) : le vitrail, la tapisserie, la mosaïque, la pierre creusée, ajourée, sur laquelle joue, dans laquelle pénètre la lumière, les bijoux chatoyants, l'orfèvrerie gemmée et cloisonnée, — des formes d'art se propagent, venues d'Orient encore par Byzance et Ravenne, mais aussi par la Russie du Sud et par l'intermédiaire des Goths, dont l'éblouissante richesse pouvait, tout à la fois, réveiller le goût des décadents et contenter celui des Barbares (3). Dans l'art, comme dans*

(1) P. 189. — (2) Pp. 170, 213.

(3) Pp. 171, 260, 440.

la religion, à partir du IV<sup>e</sup> siècle, « une âme nouvelle se substitue à l'âme antique » (1).



Et voilà le mérite suprême de F. Lot : il va jusqu'au cœur de son sujet ; il interiorise l'histoire. Ce scrupuleux médiéviste, — un des maîtres qui ont donné à l'érudition française sa parfaite sûreté de méthode et sa rigoureuse précision, — à travers une documentation qui est énorme, bien qu'il la déclare « indigente, fragmentaire, incertaine » (2), sans s'arrêter aux faits, pousse au plus profond de la psychologie, collective et individuelle (3). Ce volume, nourri de savoir, attachera l'esprit du lecteur par des analyses et des réflexions où souvent l'éclat du style, la vigueur des formules égalent la force de la pensée : c'est un des plus beaux livres, selon nous, qu'aient écrits un historien.

Ils'en dégage cette idée essentielle, que la ruine de l'Empire, les invasions barbares, l'expansion du christianisme ont abouti à « une complète transformation de la psychologie humaine » (4), disons : à une mentalité neuve. Le monde extérieur est différent ; mais « surtout le monde intérieur s'est renouvelé ». Il y a comme une « rupture de continuité psychologique » (5) : « entre l'homme des temps nouveaux et l'homme des temps antiques il n'y aura plus une pensée commune » (6). La mystique orientale opère une véritable « trans-

(1) P. 171. — (2) P. 3.

(3) *Psychologie de certains groupes ethniques* (Romains, Grecs, p. 22). *Psychologie de l'Église* (pp. 54, 59, 261, 346). *Psychologie de certains empereurs et chefs barbares* (Constantin, pp. 43, 50; Clovis, pp. 368, 399, 467; Charles Martel, pp. 395, 466). S'il met en relief des individus, il montre aussi les limites de leur action et — parmi les autres causes — le rôle du hasard (pp. 52, 235). Il y a souvent contradiction entre les prévisions des hommes et les événements : les initiatives de Constantin en sont un exemple frappant (pp. 63-64).

(4) P. 3. — (5) P. 2. — (6) P. 3; cf. p. 171.

*mutation des valeurs » (1). « La transformation n'est pas moins prodigieuse que si le dormeur, éveillé, voyait briller d'autres astres au-dessus de sa tête (2). »*

*De l'« homme antique » Lot a une conception sur laquelle — comme nous l'avons fait à propos de ses réflexions sur l'art ancien — nous formulerions volontiers quelques réserves. Ee d'abord, le Spartiate, l'Athénien, l'Alexandrin, le Romain de la République, le Romain de l'Empire ne diffèrent-ils pas sensiblement ? Le triomphe du christianisme, dit Lot, « en bouleversant la psychologie des hommes, a creusé un abîme entre nous et l'antiquité » (3) : à quelques égards, cependant, certains de ces hommes antiques ne sont-ils pas plus près de nous que l'homme du moyen âge (4) ? Du reste, au sujet de l'allégorie, qui, pour les gens de cette époque, était une « science », Lot ne déclare-t-il pas qu'« entre ces esprits et les nôtres la différence n'est pas seulement quantitative, mais qualitative » (5) ?*

*Il y a donc une mentalité, propre au « moyen âge », qui est distincte aussi bien de la mentalité moderne que de l'ancienne.*



*Nous voici amenés — et préparés — à traiter cette question du « moyen âge », et des divisions de l'histoire, en général.*

*On sait que l'expression « moyen âge » date du XVII<sup>e</sup> siècle : c'est Christophe Kellner, — Cellarius, — mort, en 1707, professeur d'histoire à l'Université de Halle, qui l'a employée pour la première fois, en 1688 (6). Elle a fait une fortune*

(1) Sur ce mysticisme oriental, voir les tomes XI, XIII, XV.

(2) P. 214 ; cf. LAVISSE, Histoire de France, t. II, I, p. 81. — (3) P. 44.

(4) « L'introduction du rationalisme occidental, avec Pythagore et avec Socrate, a été comme une fausse entrée qui devançait de vingt siècles l'ère de notre civilisation. » L. BRUNSCHWIG, Les progrès de la conscience dans la philosophie occidentale, t. I, p. 75.

(5) P. 432.

(6) *Historia antiqua* (1685) ; *H. medii aevi* (1688) ; *H. nova* (1696).

*brillante, parce qu'elle répondait à un besoin pratique, à des commodités pédagogiques : il était bon, pour l'exposition des faits, surtout pour la constitution des programmes scolaires, qu'il y eût — en outre des divisions par pays, par règnes, par périodes institutionnelles ou par grands événements propres à tels pays (la Royauté, la République, l'Empire; la guerre du Péloponnèse, la guerre de Cent ans) — de larges tranches d'histoire générale. Mais y a-t-il là autre chose qu'une convention — discutable ? Cette période intermédiaire entre l'antiquité et les temps modernes, suivis eux-mêmes d'une époque contemporaine, répond-elle à une réalité objective ? A une réalité qui ne soit pas unique ? Peut-on de temps et de milieux divers, ou même de l'évolution de tous les peuples, dégager un concept du moyen âge qui en représenterait une phase (1) ?*

*Ce problème a été nettement posé et amplement traité, ces temps derniers. Au cours des discussions, il semble bien qu'un certain nombre de points aient été fixés et que, par delà la question du mot, on ait abouti à un heureux approfondissement des études historiques.*

*Et d'abord, toute coupure, en histoire, est évidemment fautive. Rien ne finit, rien ne commence absolument. Il y a quelque chose d'absurde à délimiter une période par des dates rigoureuses. Fût-ce une révolution ou une mort, aucun événement ne rompt tous les fils avec le passé ou l'avenir.*

*La trame de l'histoire, d'ailleurs, est complexe : elle est faite d'éléments très divers, — politiques, économiques, religieux, intellectuels, moraux. L'évolution ne va point, pour tous ces éléments, d'une même allure. Une révolution ne produit pas, tout d'un coup, ses effets en tous sens. Admettra-t-on que l'élément politique est prépondérant ? C'est une thèse qui répond à la pratique courante, qui a encore en Allemagne de*

(1) Voir KURT BREYER, *Der Stufenbau und die Gesetze der Weltgeschichte*; *Kulturgeschichte der Neuzeit*, I, II, *Alterthum und Mittelalter als Vorstufen der Neuzeit*.

vigoureux défenseurs (1), mais qui de plus en plus apparaît comme discutable et en elle-même et par l'incertitude des jalons qu'elle fournit. Le moyen âge commence-t-il en 395, avec le partage de l'Empire ? Ou en 406, avec la ruée des Huns et le reflux germanique ? Ou en 476, avec la mort de Romulus Augustule ? Ou encore entre 630 et 730, avec les invasions musulmanes ? Et quand finit-il ? En 1453, avec la chute de l'Empire d'Orient ? Mais certains lui fixent pour terme l'invention de l'imprimerie (1440 ?), ou la découverte de l'Amérique (1492). L'esprit peut-il être satisfait par une division de l'histoire « générale » qui s'ouvre sur un événement politique et se clôt sur des circonstances d'ordre intellectuel ou géographique ?

Quant aux histoires spéciales, non seulement — comme nous l'avons indiqué plus haut — elles tendent à adopter d'autres dates que l'histoire générale, des dates qui varient de l'une à l'autre, mais elles hésitent elles-mêmes sur leurs propres divisions.

Pour certains économistes, le vrai moyen âge commence au X<sup>e</sup> siècle, après une période transitoire qui va des invasions aux Capétiens et qui aboutit à l'économie fermée ; il coïncide avec l'époque féodale ; et dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, l'économie moderne se prépare avec le développement des villes et les grands courants commerciaux (2). — « On désigne communément sous le nom de philosophies médiévales, dit un historien récent, les doctrines philosophiques qui se sont développées du IX<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle de notre ère » ; mais « cette délimitation dans le temps présente assurément un caractère assez artificiel » : dès le XIII<sup>e</sup> siècle s'ébauche et dès le XIV<sup>e</sup> siècle se constitue définitivement l'attitude qui caractérise la philoso-

(1) Voir A. GARTELLIERI, *Weltgeschichte als Machtgeschichte* ; a. r. de L. HALPHEN, dans la *Revue historique*, t. CLV, p. 170.

(2) Voir G. MARTIN, *Histoire économique et financière de la France*, dans HANOTAUX, *Hist. de l'Université* t. X.



phie des temps modernes ; « comme période historique fermée sur elle-même, le moyen âge n'existe pas » (1). — En histoire littéraire, Gaston Paris était disposé à réserver le nom de moyen âge pour la période de 842 (serment de Strasbourg) à 1328 (avènement des Valois) : d'autres le prolongent jusqu'en 1515 (avènement de François I<sup>er</sup>), ou même 1548 (interdiction des mystères). — Pour l'art, c'est, d'abord, dit André Michel, aux temps mérovingiens et carolingiens, une période « de pénétrations réciproques, d'influences complexes, de tâtonnements et d'amalgames » ; puis vient la période « romane » où le monde commence à se parer de la « robe blanche des églises » ; puis la période gothique, du milieu du XII<sup>e</sup> siècle au XV<sup>e</sup>, où se produit, dans toute son originalité, l'expression esthétique du christianisme ; mais, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, « au sein de l'art gothique un art nouveau tendait à naître » : on peut donc attribuer à l'art du moyen âge quatorze siècles, « entre la glorieuse antiquité et l'époque où l'humanité revint à ses œuvres et à ses leçons comme à l'unique Beauté », ou trois siècles environ, quand il est définitivement « entré au service du christianisme » (2). — Et les dates, si variables, que nous venons de relever concernent surtout la France. Quelle diversité accrue si l'on considère — ne fût-ce que l'ensemble de l'Europe occidentale !

Comment donc, au milieu de ces difficultés, arriver à une solution ? — Très certainement, ce ne peut être qu'en partant et d'un centre et du dedans. Il faut partir d'un centre, c'est-à-dire d'un ensemble de manifestations historiques qui présentent des caractères nettement tranchés, et chercher jusqu'où s'étend cette différenciation, dans le temps et dans l'espace, en admettant des zones intermédiaires, des franges de transition. Et il faut partir du dedans, ce qui veut dire que de ces manifestations diverses de l'activité humaine, qui ne se modifient pas

(1) GILSON, La Philosophie au moyen âge, t. I, p. 3.

(2) Histoire de l'Art, t. I, II, pp. 925 et suiv. ; II, I, p. VII ; III, I

toutes en même temps et au même degré, on remontera à l'agent, à l'homme, que dans une psychologie particulière on trouvera la caractéristique profonde, incontestable, d'une période historique.

C'est ce qu'a bien vu Ferdinand Lot. Sans doute, il termine son livre en déclarant qu'au VIII<sup>e</sup> siècle, avec des « forces » nouvelles, — l'Islam, la Papauté, la Vassalité, — « commence véritablement le moyen âge »; et cette proposition peut paraître, à première vue, ne pas s'accorder avec la thèse du début, — que c'est « le monde intérieur » surtout qui s'est renouvelé. Pourtant, si l'on y regarde de plus près, que sont ces « forces » historiques, sinon l'expression institutionnelle d'états d'âme ? La papauté — comme l'Islam — est l'aboutissement d'une révolution religieuse qui a étendu de proche en proche le mysticisme oriental et lui a fait atteindre une exceptionnelle intensité. La vassalité est la traduction de cette fidélité d'homme à homme qui était la base de la société germanique et qui, favorisée par les circonstances générales, devait substituer le morcellement politique à l'unification romaine.

Le « contemporain du roi Dagobert » est bien un homme nouveau : il échappe à l'empire moral de la Grèce et de Rome, à la souveraineté de la raison — spéculative et pratique; son champ de vision terrestre est singulièrement rétréci : c'est dans l'au-delà qu'il porte son regard, et c'est là qu'il fixe l'« objet de ses désirs » (1). Homme nouveau, mais dont la mentalité a été préparée par les siècles antérieurs (2) et plonge ses racines dans le lointain Orient. Il ne faut pas exagérer

(1) Voir PRÉVOST-PARADOL, *Essai sur l'Hist. universelle*, t. I, pp. 426, 429 (ouvrage un peu oublié et qui garde de la valeur).

(2) On dirait que, « dès le commencement de notre ère, la faculté de juger... est partout faussée... L'unique but de la vie humaine est de rapprocher l'homme de Dieu, de l'identifier avec lui. Voir Dieu, l'entendre, lui parler, entrer de mille manières en communication avec lui, tel est le désir inassouvi qui fermente partout ». BOUCHÉ-LECLERCQ, *Hist. de la divination dans l'antiquité*, dans BRIVHCSNUGG, *ouvr. cité*, p. 77.

*l'opposition Orient-Occident (1); mais il faut la reconnaître, en comprenant sous le mot Occident l'essentiel de l'héritage gréco-romain (2). Au surplus, cet héritage ne se perd jamais entièrement (3). L'effort organisateur d'un Charlemagne, de l'Église catholique, de la Papauté en sont la preuve. Et quand se développent, entre le X<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle, les principes propres de l'âge nouveau dans la religion, l'art et la vie sociale, en même temps la tradition antique se renoue : le mysticisme, le romantisme, la féodalité coïncident avec la scolastique, — c'est-à-dire avec le renouveau de la spéculation grecque, — avec le développement des communes, avec un affermissement du pouvoir central, avec une amélioration économique de l'Occident. On voit poindre la Renaissance de bonne heure, surtout en Italie : elle se précise et s'affirme bien avant la date où on la fait généralement commencer.*

*En somme, il n'y a pas — on a eu raison de le dire — un moyen âge : il y a des âges moyens (4). Entre le développement, rationnel et unificateur, de la civilisation gréco-romaine et la reprise ultérieure, occidentale, du même développement, des périodes assez différenciées se sont succédées. Période de dissolution et d'invasions. Période où, après le brillant essai*

(1) Certains, particulièrement en Allemagne, dressent aujourd'hui l'Orient, l'Asie, l'asiatisme, contre l'Occident, contre la romanité, sans se rendre compte de tout ce que l'Occident — antique, médiéval, moderne — a, soit assimilé, soit consciemment rejeté, d'éléments orientaux. Voir H. MASSIS, Défense de l'Occident, et A. CHAUMEIX, Les jeunes et l'exotisme, dans la Revue des deux mondes, 1<sup>er</sup> juin 1927, p. 699.

(2) Voir BRUNSCHVIG, *ouvr. cité*, p. xiv ; GAULLERY, Hist. des sciences biologiques, dans HANOTAUX, *ouvr. cité*, t. XV, p. 18 (« Sous l'influence de l'Orient, la superstition et le goût du surnaturel ont tout envahi... Le développement du christianisme s'opère aux dépens de la culture antique ; la science grecque cède le pas à la cosmogonie biblique ») ; GOURNOT, *ouvr. cité*, p. 631.

(3) Cf. F. SCHNEIDER, Rom und Romgedanke im Mittelalter, c. r. dans la Historische Zeitschrift, t. CXXXV, p. 261.

(4) La division : haut et bas moyen âge est courante, mais insuffisante, trop massive. En Allemagne, la Historische Zeitschrift établit des coupures bien absolues et contestables : römisch-germanische Zeit (Cf. le Spätantike de GELZER, H. Z., t. CXXXV, p. 273) und frühes Mittelalter bis 1250 ; späteres Mittelalter, 1250-1500.

*d'empire chrétien de Charlemagne, la vassalité s'organise et la puissance publique se désorganise. Période où l'idéal nouveau se manifeste avec le plus de conscience et d'éclat, en même temps que se consolide une ossature provisoire : féodalité, papauté, Saint-Empire. Période enfin où des éléments du passé interviennent, — qui sont des éléments d'avenir, — où l'autorité renaît, où une Europe se constitue. L'unité de toute cette phase est dans la prédominance du sentiment sur la raison. On peut dire qu'alors c'est l'homme sentimental qui règne (1).*

*On comprendra pourquoi, dans cette œuvre, nous n'avons pas rejeté le terme de « moyen âge », mais pourquoi, d'autre part, nous nous sommes gardé de lui donner de trop rigoureuses déterminations.*

*Notre seconde section débute par une série consacrée aux origines du christianisme, à son développement, à la crise morale du monde antique. Vient une seconde série, — dont le présent volume est le premier, — où nous montrons, tandis que Byzance survit avec sa civilisation composite, l'Occident qui s'effondre, puis se reconstitue selon des modalités nouvelles. Nous faisons ressortir dans une troisième et une quatrième séries le rôle de l'impérialisme religieux, les caractères d'un art et d'une civilisation inspirés par la foi. Enfin nous suivons, dans les dernières séries, pour l'ensemble de l'Europe, dont les parties deviennent peu à peu solidaires, une évolu-*

(1) Pour des détails et des indications bibliographiques sur cette question du « moyen âge » et des périodes en général, nous renvoyons aux débats du Centre international de Synthèse. Bulletin n° 1 (en appendice dans la Revue de Synthèse historique, t. XLI, juin 1926), communication de O. DE HALECKI et de R. EISLER sur la division de l'histoire en périodes, pp. 16 et 21; discussions. Bulletin n° 2 (R. S. H., t. XLII, déc. 1926), DE HALECKI, projets d'articles sur Divisions et Moyen Âge pour le Vocabulaire historique du Centre, pp. 11, 16; discussion; observations de L. FEBVRE. Cf. dans la R. S. H., t. XLII, p. 61, H. SÉE, la division de l'Histoire en périodes, à propos de Troeltsch, et t. XLIII (juin 1927), p. 3, O. DE HALECKI, Moyen Âge et Temps modernes, à propos de von Below.

tion qui s'accomplit dans les institutions et les esprits, et où s'ébauche la Renaissance. Toujours et partout nous mettons l'accent sur la vie sociale et intellectuelle, et sur la logique qui s'y manifeste. Là, selon notre hypothèse, est le cœur de l'histoire (1).

Le moyen âge — cela va de soi pour qui prend l'attitude scientifique — n'est ni à exalter ni à déprécier. Considéré objectivement, il n'est ni progrès ni régress en bloc. C'est une phase d'incubation. Il y a eu un cataclysme, résultat de multiples contingences. Mais le monde antique « se faisait vieux », et les migrations « barbares », non seulement ont brassé les races humaines, mais ont apporté « cette ardeur juvénile, cette confiante audace, cette aptitude au changement et au progrès dont les civilisations avancées perdent le privilège et dont la barbarie n'est que la forme inculte et passagère » (2).

HENRI BERR.

(1) Voir notre Introduction générale, t. I, pp. XIII-XV.

(2) PRÉVOST-PARADOL, *ouvr. cité*, t. I, p. 461.

**LA FIN DU MONDE ANTIQUE**  
**ET**  
**LE DÉBUT DU MOYEN AGE**



# LA FIN DU MONDE ANTIQUE

## ET LE DÉBUT DU MOYEN AGE

---

### INTRODUCTION

Que le « Moyen Age » n'ait pas succédé brusquement à l'« Antiquité », c'est *a priori* chose évidente. La notion même d'une période intermédiaire entre les temps anciens et l'époque moderne a eu peine à naître. Entrevue peut-être au <sup>xvii</sup>e siècle, elle n'a été acceptée par la science qu'à une date récente.

Longtemps les historiens déroulèrent leurs récits sans se préoccuper d'opérer une ponctuation chronologique, sans éprouver le besoin de s'arrêter à une pause majeure. Quand le concept du médiévisme se fut imposé à l'attention — il y a seulement un siècle — le dogme de l'évolution, de la transformation continue et lente de la nature et de l'humanité fit méconnaître le fait de la discontinuité. Si bien que les oppositions cardinales entre la période à laquelle il convient de réserver le terme d'« Antiquité » et les temps subséquents auraient sans doute continué à être méconnues sans la nécessité d'opérer dans la narration historique des coupures dans un but pédagogique. Malheureusement ces divisions chronologiques en vue de l'école ont été faites avec tant de maladresse, ou parfois de ridicule, qu'elles ont compromis toute tentative de discrimination entre l'Antiquité et le Moyen Age.

Cette séparation cependant répond à une réalité et il y aurait danger à se refuser à l'opérer. S'il est vrai que le fleuve du Temps glisse d'un mouvement continu, il est vrai aussi que son cours ne va pas d'une allure égale; tantôt il s'attarde au



point que son mouvement est à peine perceptible, et le récit de plusieurs siècles semble pouvoir tenir en quelques pages; tantôt il précipite son débit, bouillonne et s'échappe, et l'historien, comme écrasé par l'abondance des faits pressés, tumultueux, use toute une vie à retracer quelques journées révolutionnaires.

Dans l'histoire de l'humanité il y a des périodes où l'homme ne comprend plus ses ancêtres, son père, lui-même. Il semble qu'il y ait comme une rupture de continuité psychologique. Un contemporain de Septime Sévère ou même de Dioclétien eût pu se reconnaître dans un ancêtre du temps d'Auguste. Leur goût, leur langue, leur art, leur conception du monde, leurs passions, n'avaient subi dans cet intervalle de deux ou trois siècles que ces modifications qui peuvent altérer les contours sans voiler la ressemblance foncière. Mais qu'y a-t-il de commun entre un contemporain de Dioclétien et un contemporain du roi Dagobert? Le monde que contemplent les gens du VII<sup>e</sup> siècle est tout différent de celui que les gens du III<sup>e</sup> ou du IV<sup>e</sup> siècle avaient sous les yeux : l'empire romain n'existe plus, sauf en Orient, et sous une forme qui n'est plus latine; des nations nouvelles l'ont envahi et elles-mêmes sont menacées par d'autres peuples plus féroces et plus étranges encore; des langues, des lois, des habitudes nouvelles se sont imposées. Surtout le monde intérieur s'est renouvelé. L'homme s'est détourné avec indifférence ou dégoût des objets que chérissaient ses plus proches ancêtres : il ne comprend plus les lettres antiques parce qu'il ne les aime plus; la forme même qui les lui transmet, la langue, lui échappe; l'art enchanteur de la plastique a cessé de charmer sa vue. Les dieux sont morts, tués par le Dieu unique dont les commandements imposent une règle de vie si nouvelle que désormais le monde d'ici-bas passera au second plan; le sage imbu de la « nouvelle philosophie » fixera l'objet de ses désirs dans le domaine de l'au-delà. Entre l'homme des temps nouveaux et l'homme

des temps antiques il n'y aura plus une pensée commune.

Suivre comme il conviendrait une si complète transformation de la psychologie humaine exigerait le secours de témoignages précis, délicats, abondants. Malheureusement notre documentation est indigente, fragmentaire, incertaine. Placé en face du « problème le plus difficile de l'histoire », l'historien se sent cruellement inférieur à sa tâche. Pour n'y pas renoncer, pour triompher de ses scrupules, de ses angoisses mêmes, il devra se rappeler sans trêve la grandeur du but qu'il poursuit et aussi qu'il n'est pas bon qu'un excès d'humilité empêche de servir l'autel.

Un ouvrage de la nature de celui qu'on présente ici au public ne peut avoir qu'un caractère de compilation. Nul ne peut se flatter d'être compétent en toutes les parties d'un aussi vaste sujet. A chaque pas on doit s'appuyer sur les travaux de ses prédécesseurs et de ses contemporains. L'auteur ne revendique pour lui que le plan et, peut-être, quelques idées.

Commencé en 1913, ce livre a été terminé, après une longue interruption, en octobre 1921. Néanmoins on a tenu la bibliographie au courant, autant que possible, jusqu'au milieu de l'année 1926. On ne s'étonnera donc pas que la doctrine exposée dans le texte ne soit pas toujours d'accord avec les travaux auxquels il est renvoyé en note.

FERDINAND LOT.

Août 1926.



# PREMIÈRE PARTIE

## LA CRISE DU III<sup>e</sup> SIÈCLE ET LA RECONSTITUTION DE L'EMPIRE

---

### CHAPITRE PREMIER

#### LA CRISE POLITIQUE DU III<sup>e</sup> SIÈCLE

Le pouvoir de l'empereur romain, un des plus absolus que le monde ait jamais connus, n'était cependant pas d'essence monarchique (1). Le prince n'est pas tout-puissant parce qu'il est censé descendre des dieux, comme les monarques de l'Orient et les rois de certains peuples germaniques. Il est tout-puissant parce qu'il incarne en sa personne la *Respublica*, l'autorité du peuple romain, laquelle est absolue. Son pouvoir n'est donc pas un pouvoir personnel, encore moins est-il héréditaire, c'est une *délégation*.

Le pouvoir repose avant tout sur la force armée. L'empereur, c'est celui qui a, par délégation, le commandement, absolu comme tout commandement véritable, de l'armée. Ce commandement s'appelle l'*imperium*. Pendant la période républicaine, quantité de personnages ont eu l'*imperium*, ce sont les généraux en chef, les *proconsuls*. Ils ont été *imperatores*, mais pendant la durée de la campagne ; au lendemain du triomphe

(1) CCCXLIV, 26, 42, 111; CCLIV, t. IV, 224-231; CCLX, t. I, § 62, CXI IX, 147; CDXLI, 92-99; CCCLVII, 284.

ce pouvoir absolu expirait. L'établissement de l'empire a consisté à limiter à une seule le nombre de personnes auquel est conféré l'*imperium*, et à lui conférer cette dignité pour la durée de sa vie.

En son essence, l'empire n'en demeure pas moins une *magistrature*. L'idée de la souveraineté de l'Etat continue, en théorie, à planer sur l'empereur, incarnation de la *Respublica*. Et s'il reçoit le titre d'Auguste, c'est-à-dire de saint, de sacré, c'est sans doute parce qu'il est le symbole vivant de *Dea Roma*. A sa mort, on juge s'il doit être déifié, nous dirions sanctifié, si son *numen* ou génie recevra les honneurs divins.

L'*imperium* proconsulaire ne revêt-il que cet aspect militaire? N'a-t-il pas une face civile, judiciaire? On en dispute (1). Il paraît évident que l'*imperium*, bien que constituant l'élément stable, fort du pouvoir du prince, ne suffisait pas à donner à son autorité la plénitude juridique, pour la raison que le pouvoir proconsulaire ne peut s'exercer qu'en dehors de Rome (jusqu'à Septime Sévère) et de l'Italie. Aussi l'empereur se fait-il attribuer la puissance tribunitienne à vie, qui lui confère le droit d'*intercessio* ou protection générale du peuple romain, et rend sa personne sacrée, inviolable. Mais il ne la prend qu'après la précédente qui, visiblement, est fondamentale (2).

Autour de ce noyau ont pu s'agréger d'autres fonctions : l'empereur est *pontifex maximus*, censeur, *princeps Senatus*; il prend de temps en temps le consulat, mais ces titres ne lui procurent aucun accroissement bien notable de son pouvoir. A partir de Vespasien peut-être on concède en bloc par un sénatus-consulte, qui est en même temps une loi (la *lex regia*) acclamée au Champ de Mars, l'ensemble des droits dont le faisceau constituait la puissance impériale. Cette loi

(1) CCCXLIV, t. V, 42 CXXXIV, t. V, 135; CLXI, t. III, 275; CXLIX, 155, 197 CCCLVII, 284; CCCXXXII, t. I, p. 213-5; CCLXVI, t. III, 209, 404, 403; CCLIV, t. IV, 221.

(2) CCCXXII, t. I, 241, 370, 375; LIII, 148.

confère l'imperium, nullement la puissance tribunitienne.

La magistrature impériale n'a pas pour objet de substituer la royauté à la république. Au début, l'empire se présente comme un expédient (1). Une dictature permanente, pour remédier aux convulsions sociales et politiques qui menacent l'existence de la république romaine, est confiée au premier citoyen de l'État : c'est ce que signifie *princeps*. Mais les organes légaux de l'État, le sénat et les comices, subsistent au début de l'Empire. Le pouvoir législatif n'est pas l'attribut exclusif de l'empereur : il a l'initiative des lois, mais comme tout autre magistrat, et quand ses constitutions, ses *acta* auront force de loi, la base juridique sera probablement dans la puissance tribunitienne dont il est revêtu.

L'empereur n'a pas davantage, au centre, de fonctionnaires véritables au commencement du principat ; jusqu'à Hadrien il puise dans son entourage d'« amis » les éléments du conseil indispensable à tout chef d'État.

Mais l'antique machinerie subsiste. Les comices étant morts de vieillesse, l'administration et les finances, ainsi que la législation, sont concentrées entre les mains du Sénat (2).

Si l'ensemble du territoire avait continué à être gouverné par celui-ci, l'Empire aurait été une aristocratie ayant à sa tête un dictateur militaire. En fait il n'en a nullement été ainsi. Le rôle de l'empereur n'a pas cessé de grandir aux dépens de celui du Sénat. Dans la réalité des choses, l'empereur a, non seulement commandé l'armée, fait la guerre et la paix, mais il a pris en mains le pouvoir de tout l'État et il s'est créé une administration propre. C'est que, dès le début, le prince et le Sénat se sont partagé les provinces. Pour administrer celles qu'il se réservait, l'empereur a dû nécessairement avoir ses gouverneurs, ses finances (son *fiscus* opposé à l'*aerarium*) ; et comme il avait à sa disposition la force, ses empiètements ont

(1) CCCLVII, 283.

(2) Voir L. HOMO, t. XVIII, et V. CHAPOT, t. XXII.

été incessants sur tous les domaines demeurés au Sénat (1).

Nous n'avons pas à retracer l'évolution lente mais continue qui transforma le principat en un régime monarchique ou quasi tel (2). Au III<sup>e</sup> siècle il s'en faut que cette évolution soit terminée. Sous le principat d'un tout jeune homme, Sévère-Alexandre (12 mars 222-février-mars 235), il semble que le Sénat va reprendre le premier rôle dans l'État romain :

« Il fournit le conseil de régence et seconde l'impératrice (mère) Mammæa. Devenu majeur, Alexandre ne fait rien sans l'avis du Sénat ; il lui remet le choix de ses principaux fonctionnaires, des préfets du prétoire et de la ville et des gouverneurs pour les provinces proconsulaires ; il lui demande souvent des candidats pour toutes les autres. A Rome il adjoint au préfet une commission de quatorze personnages consulaires chargés de l'aider à rendre la justice et de surveiller chacun un quartier de la ville. Il donne aux préfets du prétoire la dignité sénatoriale pour qu'un sénateur romain ne puisse être jugé que par un sénateur. Il n'envoie aucun rescrit, n'émet aucune constitution sans avoir pris l'avis de son conseil où dominant les sénateurs. Il nomme lui-même les consuls, mais les fait désigner par le Sénat. Il diminue l'autorité des procureurs impériaux et soumet leur élection à l'approbation populaire ; il rétablit l'*ærarium* à côté du fisc... Rien ne trouble cet accord des deux pouvoirs réunis dans cette nouvelle forme de gouvernement qu'Hérodiën appelle aristocratie (VI, 1). L'idée de l'Empire sénatorial est presque réalisée ; quelques-uns rêvent même de rétablir la République et ces espérances se retrouvent jusque dans les discours que Dion Cassius prête à Mécène et à Auguste (3). »

Et c'est justement à la fin de ce règne, avec l'assassinat de Sévère-Alexandre et de sa mère, qu'éclate la crise formidable

(1) CCCXLIV, t. III, 274 ; t. V, 158, 190, 236, 397 ; LIII, 152 ; CCXXXVII.

(2) Esquisse dans CCCLVII, 349. — (3) Voir L. Homo, t. XVIII ; CLXXXVI, 3.

qui a failli briser en morceaux le monde romain et mettre fin à sa civilisation, encore si brillante au début du III<sup>e</sup> siècle.

Alors se montre en pleine lumière, sans voiles, le vice fondamental de l'Empire. L'Empire romain, en dépit des apparences, n'a pas de constitution. Il ne repose que sur la force, une force brutale déchaînée par les appétits les plus bas (1).

Ce pouvoir absolu du premier citoyen, concentrant et résumant la *majestas* du peuple romain, qui le confère? Il ne repose sur aucune base solide, légale. Qui désignait le dictateur militaire, l'imperator? Le Sénat, l'armée surtout, force guerrière du peuple romain, au gré des circonstances, dans un but d'intérêt général. Mais, après que l'armée est dissociée du peuple romain, elle continue à exercer une action prépondérante dans le choix du maître de l'État. Il semble que le pouvoir de l'empereur n'ait la plénitude de la légalité que lorsque le princeps a reçu à la fois l'agrément de l'armée et celui du Sénat. Mais auquel des deux pouvoirs appartient l'initiative légale? Nul ne le sait (2). La désignation par le Sénat serait plus rassurante, mais elle n'est pas plus légitime. En fait, c'est l'armée qui désigne l'empereur, parce qu'elle est la force. Il est arrivé qu'elle ait prié le Sénat de faire le choix, mais cette prière a toujours caché un ordre ou un piège.

A l'époque ancienne de l'histoire de Rome, l'armée est peu nombreuse, ramassée : elle peut spontanément désigner l'homme dont elle attend le salut. Depuis le I<sup>er</sup> siècle avant notre ère, depuis l'institution de l'armée permanente soldée, il n'y a plus une armée, mais des armées. L'empereur, c'est le chef qui les conduit et dont elles attendent la victoire et le butin. Quand il n'y a plus qu'un chef, qu'un empereur, l'armée est dispersée, les légions (24, 30, 32, etc.) campent aux frontières de l'Empire, sur le Rhin, le Danube, l'Euphrate. Cet

(1) CC, 97.

(2) CCCXLIV, t. V, 152, CCCXXXII, t. I, 206. 244. 269 : CXVI, t. I, 1. 649; CXXXIV, t. V, 133-144.



éloignement de Rome et de l'Italie laisse d'abord la partie belle à la garde impériale, les neuf, puis dix cohortes prétoriennes casernées sous Rome. Néanmoins on voit les légions des frontières, dès la seconde moitié du 1<sup>er</sup> siècle, prendre part à l'élection de l'empereur; depuis la fin du second siècle c'est même la règle, la domination des prétoriens ayant été brisée par Septime-Sévère (193-211).

Les motifs d'intervention de l'armée, ou plutôt des armées, ne sont pas d'un ordre très élevé: on fait ou on défait l'empereur pour de l'argent ou pour des motifs d'amour-propre. Quelquefois les légions élèvent un personnage militairement incapable s'il est riche (Didius Julianus). Puis elles s'en dégoûtent et tuent. Elles le tuent aussi si l'empereur est trop strict sur la discipline. Elles tuent pour un caprice, pour le plaisir, parfois même pour un motif plausible, quand l' élu est incapable de vaincre les barbares. Naturellement ces armées se battent entre elles, chacune ayant la prétention d'imposer l' élu de son choix. Ces armées n'ont même pas toujours besoin, au III<sup>e</sup> siècle, d'être excitées par des ambitieux. Leur agitation paraît spontanée; brusquement telle armée donne le pouvoir à des gens qui tremblent de l'accepter. Être élu empereur, dans la période d'un demi-siècle qui suit la mort de Sévère-Alexandre, est une destinée tragique. Les élus (tels Gordien, Decius, Saturninus, Tetricus) acceptent le principat comme un arrêt de mort. La maladie qui n'a cessé de troubler le monde romain pendant les deux premiers siècles de l'Empire, et même depuis Marius et Sylla, se déchaîne en accès de fièvre convulsive. Il n'y a plus de peuple romain. Le Sénat n'est qu'une ombre; le représentant de la *Respublica*, le chef de l'État, despote tout-puissant et redoutable, est l'esclave soumis d'un monstre aux cent têtes, d'un Caliban sans idéal, sans foi ni loi, l'armée dite « romaine ». Et l'histoire de l'Empire n'est et ne sera qu'une suite de pronunciamientos,

L'homme qui retarda d'un demi-siècle la catastrophe,

Septime-Sévère, mit de côté toute hypocrisie ; il ne joua pas la comédie comme ses prédécesseurs. Il aurait laissé comme précepte à ses fils, à son lit de mort, en Bretagne : « Enrichissez le soldat et moquez-vous du reste. » Caracalla agit conformément à ce conseil cynique (1).

On ne saurait ici retracer l'histoire de la période dite des Trente Tyrans. Voici simplement un tableau de l'Empire au moment où quelques rudes soldats parvinrent à faire reculer l'anarchie.

L'indiscipline des armées coïncide avec un redoublement d'activité des Barbares sur le Rhin et le Danube. En Mœsie, les Goths ont franchi le Danube. L'empereur Decius fut vaincu et tué (nov. 251) ; son corps même ne put être retrouvé. En Orient, le danger est plus grave encore. La vieille monarchie des Parthes, si longtemps funeste aux Grecs et aux Romains, venait de s'écrouler. Un nouvel empire perse fut institué en 226-227 par Ardéchir. Les Arsacides avaient gardé quelque chose de l'hellénisme ; en religion, ils étaient indifférents. Avec le Perse triomphe une religion, le Mazdéisme, soutenue, propagée par une puissante organisation sacerdotale, celle des mages.

Les Perses sont des fanatiques. Dans les pays qu'ils soumettent ils abattent les temples et imposent le Mazdéisme : ainsi firent-ils à l'Arménie quand Sapor (Shapûr) s'en empara. Le Parsisme est incompatible avec la culture gréco-hellénique. Ce sont deux civilisations qui s'affrontent. Le choc fut très rude, désastreux pour les Romains. L'empereur Valérien fut fait prisonnier (260) par le roi des Perses, Sapor, qui lui aurait infligé les traitements les plus humiliants, se servant de son captif comme marchepied pour monter à cheval. Un bas-relief gigantesque, celui de Nakeh-Rousten, près de Persépolis, montre Valérien à genoux devant le roi perse à cheval. La légende veut qu'à la mort du captif, sa peau tannée, teinte en

(1) Interprétation favorable de CXXVIII, t. VI, 128, 214-246.

rouge, empaillée, ait été pendant plusieurs siècles suspendue à un temple perse (1).

Gallien, fils et successeur de Valérien, fut incapable de racheter ou de délivrer son père. Tout ce qu'il put faire, ce fut de confier les forces militaires, avec titre de *dux* puis d'*imperator* (mais non d'Auguste) à Septimius Odenath, d'origine arabe, tout-puissant dans l'oasis de Palmyre, à mi-chemin entre la Syrie et l'Euphrate. Odenath réussit à contenir l'ennemi avec des troupes syriennes et arabes, équipées à la romaine (2).

Ce Gallien, sous lequel trente tyrans — en réalité dix-huit compétiteurs — déchirèrent l'empire, a très mauvaise réputation. Mais nous ne devons pas oublier que nous ne le connaissons que par un témoignage tardif et hostile, celui du prétendu Trebonius Pollion. C'est que sous son principat éclatèrent les révoltes qui séparèrent l'Empire en vingt tronçons. Comme elles furent simultanées, Gallien ne réussit à garder que l'Italie. La Pannonie élit successivement Ingenuus, Regalianus, Aureolus ; l'Égypte Macrianus, Æmilianus ; la Grèce Valens ; la Thessalie Pison ; l'Isaurie Trebellianus ; l'Afrique Celsus. Les Gaules pendant près de vingt ans (257-274) obéirent à des empereurs particuliers, Posthumus, Victorinus, Tetricus.

Il y a là l'indice d'un particularisme, sinon national, du moins provincial. Aucun de ces empereurs n'a vraiment dessein de se séparer de Rome, de constituer un État à part. Pas de séparatisme (sauf à Palmyre, sous Zénobie). Tous ou presque combattent les Barbares, ainsi Posthumus qui, ayant battu les Francs, fait frapper des monnaies avec la légende : *salus provinciarum*. Mais, si la situation s'était maintenue longtemps, l'Empire se fût cassé en six, huit, dix morceaux. A la tête de chaque province ou groupe de provinces aurait régné un empereur trop faible pour triompher des autres. A la longue, le particularisme provincial aurait engendré des nationalités. La

(1) CXXXVIII, 419 ; CCXXXIX, 150.

(2) CCXXXIII, 48, 49, 200.

situation dans la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle aurait été celle des v<sup>e</sup> et vi<sup>e</sup> siècles. Seulement, au lieu des royaumes romano-germaniques des Ostrogoths en Italie, des Wisigoths en Espagne, des Francs et des Bourguignons en Gaule, des Vandales en Afrique, on aurait eu des États de culture romaine, ce qui eût été peut-être très intéressant, à condition que ces morceaux d'Empire eussent été de taille à résister à la poussée des forces barbares. Leur pression est dès le III<sup>e</sup> siècle si forte que les pertes de la *Romania* au profit du germanisme auraient été plus graves encore. Quoi qu'il en soit, c'est à une série d'empereurs illyriens que fut dû en 274, avec Aurélien, le rétablissement de l'unité impériale (1), l'expulsion des Barbares, l'écrasement du particularisme oriental, gaulois, etc., la ruine définitive du pouvoir du Sénat.

Malheureusement ce rétablissement presque miraculeux de l'unité impériale ne modifia en quoi que ce soit le vice fondamental de l'Empire. Au contraire, la frénésie de l'armée s'exaspère. Les empereurs périssent tous sous les coups de leurs propres soldats. Gallien, qui cependant avait réussi à protéger l'Italie contre les Alamans, après avoir renversé plusieurs usurpateurs et reconquis la Pannonie, est tué comme trop mou (268). Tacite, vieux sénateur accepté par l'armée parce qu'il est riche, périt au bout de six mois, accusé de faiblesse : en réalité, comme il n'a plus rien, ayant tout distribué aux soldats, ceux-ci le suppriment (275). Les hommes les plus remarquables, des soldats sortis du rang, Aurélien, Probus, sont assassinés par leurs compagnons d'armes sous prétexte qu'ils sont trop exigeants sur la discipline. Les plus grands services rendus à l'État, à l'armée elle-même, comptent pour rien. Au lendemain du crime, il a pu se faire que les soldats aient eu regret de leur folie, mais ils recommencent à la première occasion.

Il faut trouver quelque chose, autre chose.

(1) Claude II (le Gothique) bat les Goths à Naissus (Nisch), en 269 ; Aurélien triomphe de Tetricus et de Zénobie.

## CHAPITRE II

### LA RESTAURATION DU MONDE ROMAIN

#### I

##### DIOCLÉTIEN ET LA RESTAURATION DE L'EMPIRE.

Le grand mérite du nouvel élu des soldats, le Dalmate Dioclès, qui modifia en Diocletianus son nom, révélateur d'une origine très humble, fut d'écarter toute fiction (1). Le « peuple romain » depuis plusieurs siècles n'était plus qu'un fantôme. Mais le Sénat gardait quelque reste de son antique prestige. L'illusion d'une république romaine dirigée par lui avait fleuri au III<sup>e</sup> siècle. Mais l'histoire des empereurs chers au Sénat, Alexandre-Sévère, les Gordien, Tacite, avait fait éclater toute l'impuissance de ce corps décrépît. Dioclétien le mit délibérément de côté : même pour l'élaboration des lois et des règlements d'administration, on cessa de le consulter. Où chercher un appui ?

Au lendemain même de sa victoire sur Carin (284), Dioclétien comprit que, pas plus que ses prédécesseurs depuis un demi-siècle, il ne réussirait à conserver pour lui seul la totalité du pouvoir ; il n'était que trop certain que désormais l'empire ne pouvait plus être dirigé par un seul maître. La sagesse com-

(1) L'homme ne nous est pas connu intimement. Sa biographie, qu'aurait écrite un secrétaire, ne nous est pas parvenue. Les chapitres où Ammien Marcellin (vers 400), Zosime (vers 500), traitaient de son règne dans leurs histoires romaines ont disparu. On ne le connaît un peu que par Lactance, un rhéteur chrétien qui l'exécrait. Son physique même nous échappe. Aucun buste n'est authentique, et les monnaies ne nous offrent qu'un type conventionnel (voy. J.-J. BERNOUILLI, **XXXII**, t. III, 1894, p. 193 195). Mais nous avons le secours de la numismatique et des sources législatives abondantes.

mandait d'aller au-devant de l'inévitable, de s'adjoindre un collègue et de le choisir tel qu'il ne risquât point de se transformer en rival et en ennemi. Dioclétien jeta les yeux sur un compagnon d'armes avec lequel il était lié d'amitié, Maximien. Celui-ci, homme sans instruction et dur, avait du moins des talents militaires, qui semblent avoir fait défaut à l'empereur, et il respectait en Dioclétien la supériorité du talent : il consentit à être la force au service de l'intelligence. Les surnoms de *Iovius* et d'*Herculius* que prirent officiellement les deux amis manifestèrent ostensiblement l'existence de ce concept. Le choix fut heureux : Hercule ne trahit point Jupiter. Nommé « César » puis, bien vite (dès 286) « Auguste », Maximien fut vraiment le bras droit de Dioclétien.

Cette mesure même fut insuffisante. Les attaques des Perses en Asie, des Germains en Europe, des troubles et des révoltes en Bretagne, en Égypte, en Maurétanie, excédèrent les forces des deux « augustes ». En 293, Dioclétien fit un pas de plus dans la voie du démembrement du pouvoir. Chacun des deux empereurs s'adjoignit un lieutenant qui reçut l'imperium, la puissance tribunitienne, le diadème, donc l'exercice effectif du pouvoir, mais seulement le titre de « César », ce qui le laissait dans une position subordonnée par rapport à son « Auguste ». Dioclétien prit pour collaborateur Galère, un Dace inculte, mais bon soldat ; Maximien, un Illyrien de naissance distinguée et d'un commerce agréable, Constance Chlore. Chacun des Césars apportait ainsi à son « Auguste » les qualités qui lui faisaient défaut. Des alliances de famille resserrèrent les liens politiques : les deux Césars, déjà mariés, durent répudier leurs femmes pour épouser, l'un, Galère, la fille de Dioclétien ; l'autre, Constance, la belle-fille de Maximien. Enfin ces gendres devinrent fictivement les fils de leurs beaux-pères, par l'« adoption ». Dioclétien se réserva l'Orient, laissant à Galère la surveillance des provinces danubiennes ; l'autre César eut dans son ressort la Gaule et la Bretagne. S'il y eut partage du

pouvoir, il n'y eut pas démembrement de l'Empire : chaque « Auguste » avait droit de parcours sur le territoire confié à son « César ». L'unité de législation et d'administration subsista, indivise en théorie, entre les deux « Augustes », exercée en fait par Dioclétien qui demeura le ressort qui donnait l'impulsion à la machine.

Dès 293 probablement, Dioclétien fixa le terme au bout duquel, jugeant sa tâche accomplie, il renoncerait volontairement au pouvoir. Pour prévenir tout conflit futur, il exigea de Maximien, dans le temple de Jupiter Capitolin, le serment d'abdiquer en même temps que lui-même (1).

De magistrature, l'« empire » était devenu, par la force des choses, un pouvoir monarchique. On tenta de l'entourer d'un prestige factice.

Parti de bas, comme tous ses prédécesseurs (après Gallien), Dioclétien crut pouvoir donner le change en entourant la personne impériale d'un cérémonial emprunté à l'Orient. Il reprit le port du diadème mystique, symbole d'éternité, emprunté par Aurélien aux Sassanides. Il se laissa qualifier de maître (*dominus*), mais cette qualification ne fut pas officielle. Sous son principat, les charges de cour sont encore réputées inférieures aux charges publiques. C'est seulement dans la deuxième moitié du IV<sup>e</sup> siècle que les premières s'élèveront dans la hiérarchie au détriment des secondes, à mesure que s'obscurcit l'idée de service public.

L'organisation de l'armée, le nerf du pouvoir, a certainement été l'objet de préoccupations toutes particulières de

(1) Le « système » de Dioclétien, déjà entrevu en 1778 par GIBBON (CLXVI t. II, 1812, p. 385), a été exposé par Jakob BURCKHARDT (XLV, 1854, 2<sup>e</sup> éd., 1880) avec une rigueur mécanique qui lui donna la fausse apparence d'une construction de théoricien. Aug. WILH. HUNZINGER (CCXLIV) a eu raison de protester; mais il s'abuse étrangement en croyant que la critique consiste à accepter le récit de Lactance, un ennemi haineux et inintelligent. « Les réformes constitutionnelles de Dioclétien ne sont pas issues de spéculations *a priori* ; il n'apparaît pas comme un théoricien politique de la famille des Sièyès », dit justement, J. GOYAU dans son mémoire sur la tétrarchie, CLXXVII.

l'empereur. Malheureusement, pour cette période, l'histoire de l'armée romaine est des plus obscures (1). Voici ce qui semble à peu près assuré :

Les « prétoriens », si dangereux au siècle précédent, voient leurs prérogatives de plus en plus diminuées. Déjà Septime-Sévère avait expulsé de leurs dix cohortes les Italiens, turbulents et infatués de leur origine, pour y faire entrer les plus distingués des soldats des légions provinciales. Dioclétien y attire particulièrement ses compatriotes d'Illyrie, rudes et dévoués. Sous son successeur Constantin, le nom même de prétorien, abhorré, disparaîtra. Les « cohortes urbaines », relevant du préfet de la ville, sont diminuées de nombre.

Le chef du prétoire, le préfet du prétoire, qu'on a comparé au grand vizir des États musulmans, avait été redoutable aux <sup>II</sup>e et <sup>III</sup>e siècles : à plus d'une reprise il avait fait massacrer l'empereur pour prendre sa place. Le dédoublement de la préfecture diminuera l'aire géographique de son pouvoir. Puis, avant la fin du règne de Constantin, l'Empire sera divisé en quatre préfectures. Surtout la mesure efficace sera de réduire le préfet du prétoire à des fonctions presque exclusivement civiles en confiant le commandement effectif à des « maîtres de la milice », transformation qu'achèvera Constantin. Des légions attirées de province en Italie et qualifiées « palatines » constituent une seconde garde, rivale et contrepoids de la première.

Une grave mesure, le fractionnement de la légion en six détachements, autant qu'il y avait de tribuns, commencé probablement avant Dioclétien, a dû se poursuivre sous son règne. Chacun de ces détachements vit d'une vie autonome et tient garnison, non plus seulement à la frontière, mais dans les places fortes que sont devenues les villes depuis les environs des années 260-270.

La distinction entre « légions » et « auxiliaires » tend à

(1) Voy. CLXXX et CLXXXI.



s'effacer. La cavalerie, indispensable pour lutter contre les Goths, les Perses, etc., prend une importance grandissante, particulièrement dans la garde impériale, la *Schola*.

Pour le commandement, Dioclétien continue également une pratique antérieure. Gallien († 268) avait écarté en 261 du commandement des légions l'ordre sénatorial. Jalousie, crainte, sans doute, mais aussi nécessité. Pour des gens de cette classe, l'armée n'était pas une carrière, mais un stage préparatoire aux fonctions civiles. Ces errements n'étaient plus compatibles avec le siècle. Les six fils de famille à la tête de chaque légion n'étaient fatalement que des amateurs; quant aux jeunes gens appartenant à l'ordre, souvent modeste, des sénats provinciaux, les *décursions*, ils manquaient de prestige et d'expérience. Dioclétien les écarta, eux aussi, de l'armée. Les temps étaient durs. Pour lutter contre les Barbares et contre les Perses, il fallait des professionnels. Ce fut moins un caprice de tyran qu'une impérieuse nécessité que d'attribuer le haut commandement à des officiers tirés de l'ordre équestre, ou, pis encore, sortis du rang. Les empereurs, passé Gallien, appartiennent tous à cette dernière catégorie : ils sont montés de grade en grade, partant du plus bas, jusqu'au trône impérial qui apparaît comme le terme normal d'une carrière militaire.

La tendance est de confier de grands commandements à la frontière, même à l'intérieur, à des courtisans qui joignent à leur titre nouveau de *ducs* la qualification de *comes*, c'est-à-dire d'ami du prince. Plus tard le *comitatus*, longtemps simple décoration, s'entendra d'une fonction.

Si les hommes de haute et de moyenne naissance se trouvent écartés de l'armée, ce qui amènera des conséquences très graves, du moins sous Dioclétien, il n'apparaît pas que le commandement ait été livré à des barbares fraîchement naturalisés, comme ce sera l'habitude bientôt.

Il serait téméraire de vouloir préciser la portée des changements introduits dans l'armement et la tactique. Une influence

orientale, iranienne, est cependant indéniable. Ayant à lutter contre les cavaliers, l'infanterie est allégée dans son armement. L'archer, un Asiatique, prend une importance qu'il n'avait point connue jusqu'alors dans le monde romain. Une partie de la cavalerie, très augmentée numériquement, est cuirassée, revêtue de la cotte de mailles de la tête aux pieds : le « chevalier » médiéval fait son apparition dès la fin du III<sup>e</sup> siècle. Quant à l'esprit de l'armée, la seule chose vraiment importante, il semble avoir été encore très bon. L'Empire, non seulement ne courut point de danger sérieux, mais les liens parurent se resserrer; les Barbares d'Europe et d'Afrique furent contenus, la Perse recula : elle dut céder cinq provinces dans la haute vallée du Tigre, et permettre le rétablissement du royaume d'Arménie sous le protectorat de Rome (297). Ces succès sont un signe de rétablissement social non négligeable : « l'armée, à bien des égards, résume en elle la civilisation d'un peuple », a observé Victor Duruy (1).

Après la force, l'armée, son aliment, l'impôt. L'empereur le fit percevoir avec rigueur. Il avait besoin d'argent pour déployer du faste, moins par goût peut-être que par politique, pour éblouir les populations. On attribue à ce règne une innovation fiscale célèbre, l'évaluation de la contribution foncière en *caput* ou *jugum*. A la suite de chaque opération cadastrale (révisée en principe tous les quinze ans), les forces contributives de chaque circonscription financière sont comptées pour un nombre déterminé de *caput*. Ce *caput* ou *jugum* n'est pas une unité réelle, géométrique, mais une unité fiscale, établie par des approximations assez grossières : chaque *caput* est constitué par cinq arpents de vignes, ou encore par vingt arpents de bonne terre de labour ou quarante de terres moyennes ou soixante de terres mauvaises; ou encore par deux cent vingt-cinq souches d'oliviers en plein rapport ou

(1) CXXVIII, t. VI, 370.

quatre cent cinquante d'oliviers de seconde catégorie. Ailleurs le *jugum* paraît être la « charruée » de terre, la quantité nécessaire à l'entretien d'une famille de paysans.

La répartition s'opérait ensuite par « cités » et dans chaque cité par domaine ; chaque propriétaire devait un certain nombre de *caput* ou de fractions de *caput* suivant l'importance de sa fortune territoriale.

Il y avait à cette réforme des avantages multiples. Longtemps les provinces avaient versé le « tribut » soit en espèces monnayées, soit en nature, soit des deux manières, en vertu d'antiques conventions, profitables à certaines parties de l'Empire peu chargées, onéreuses à d'autres. Désormais chaque circonscription paya en raison de sa richesse foncière : l'Italie même fut désormais soumise à l'impôt foncier.

Surcharges et dégrèvements se trouvèrent facilités. Le taux de chaque *caput* paraît avoir été d'une réelle stabilité : le chiffre de sept sous d'or, soit, en gros, cent francs, valeur intrinsèque, en principal, semble de règle aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles. Les contribuables des *civitates*, sachant le nombre des *juga* de leur petit Etat et le chiffre d'impôts qu'il avait à supporter réglementairement, trouvèrent à ce système des garanties relatives, en même temps que le pouvoir, connaissant très exactement l'étendue de ses ressources, était à même de mieux constituer son budget.

Comme complément aux mesures fiscales, il faut signaler une tentative pour remédier à la grande crise économique sous laquelle le monde romain pliait. Dioclétien réussit là où Aurélien avait échoué. En 296 il rétablit une monnaie saine. Il remit en circulation le vrai denier d'argent, taillé à raison de 96 à la livre, pesant 3<sup>gr</sup>,41, comme sous Néron, sous le nom d'*argenteus minutulus* ou *argenteolus* ; l'*Antoninianus*, déprécié au dernier degré, disparaît ou ne subsiste plus que

(1) Cf. *Revue historique de droit*, 1925, p. 38.

comme monnaie de billon. La pièce d'or, l'*aureus*, fut taillée à raison de 60 à la livre et pesa par conséquent 5<sup>gr</sup>,45 (1). En 301, dans le but de faire baisser les prix, l'empereur imagina de créer une monnaie de compte en bronze argenté, le *denarius communis*, représentant le 50 000<sup>e</sup> de la livre d'or, donnant à la livre d'or de 327 grammes une valeur de 240 000 grammes de bronze (2).

En cette même année, pour mettre fin aux spéculations désastreuses provoquées par la perturbation monétaire, l'empereur, dans un *Edictum de pretiis rerum venalium*, crut pouvoir fixer, non pas le prix des denrées, vêtements, objets usuels, salaires, traitements, etc., mais le maximum qui pouvait être exigé. L'édit semble bien avoir visé particulièrement la *Pars Orientis*. L'insuccès fut complet : les marchands cachèrent leurs denrées, les prix montèrent et il y eut des troubles. L'édit dut être plus tard retiré.

Il n'est pas inutile de signaler que le nombre des *provinces* fut porté à une centaine. Un double avantage découlait de cette mesure : moins étendues — certaines étaient d'une grandeur démesurée, — les provinces furent mieux administrées et le pouvoir eut moins à redouter de gouverneurs dont le ressort était diminué. On a, du reste, exagéré les innovations de Dioclétien sur ce terrain : il n'augmenta le nombre des provinces que de quatorze unités, dont douze en Orient. Chose infiniment plus importante, le Sénat fut dépouillé de l'administration de celles des provinces qui, pendant plusieurs siècles, lui avaient été réservées : toutes furent désormais à la disposition de l'empereur.

Un nouveau groupement apparaît, le *diocèse*, qui embrasse plusieurs provinces. A la tête de chacun d'eux (il y en eut douze) est un *vicaire*, intermédiaire entre le *præses*, gouverneur de la province, et le préfet du prétoire ; par cette mesure,

(1) XIII, t. I, 531 ; CCCXXII, t. I.

(2) 288 000 grammes, selon DATTARI (*Revue belge de numismatique*, 1914) ; cf. la réplique de MAURICE dans la *Revue numismatique*, 1920.

l'autorité de ce dernier se trouva encore circonscrite.

Au centre, Dioclétien innove moins qu'il ne poursuit les transformations commencées avant lui. Depuis le début du <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle, les affranchis avaient été écartés. Les fonctions, même subalternes, de l'administration avaient été militarisées ; ces employés, dits *officiales*, ont des titres qui rappellent les grades de l'armée : centurions, corniculaires, options, etc. Ils deviennent les auxiliaires des hauts fonctionnaires, ainsi les *Cæsariani*, qui doivent exécuter les décisions des agents du fisc. Le service de bureau est qualifié « milice ».

Le corps qui donne l'impulsion à la politique et à l'administration, c'est le conseil du prince, le *Consistoire*. Il achève alors la lente évolution qui, en trois siècles, transforme l'entourage des amis du prince en un organe d'État, en un « Conseil d'État ». L'empereur exige de lui beaucoup de travail.

L'activité législative de Dioclétien a été en effet considérable. Aucun autre empereur ne nous a laissé un aussi grand nombre de rescrits ou d'édits : douze cents. L'esprit en est des plus ouable. Le prince entend réprimer les fraudes, protéger les aibles, l'esclave, la femme, le débiteur, l'homme libre pauvre, contre le riche ; le colon contre son « dominus », le père contre l'ingratitude des enfants.

La réforme de la procédure s'achève. Au civil, la double instance, *in jure* devant le préteur, *in judicio* devant le juré désigné par le premier, se simplifie : le magistrat retient la connaissance du fond et tranche. Il est vrai que le magistrat n'est plus qu'un fonctionnaire, mais la complication du système ancien pouvait, elle aussi, entraîner des inconvénients. Au criminel, la *cognitio extraordinaria* est substituée à la procédure formaliste : c'est le magistrat et non l'accusateur qui prend en main l'*inquisitio*. L'empereur est défavorable à l'emploi de la torture. Il se défie de la police militarisée et il licencie les « frumentaires », espions et agents provocateurs qui infestent la capitale et les provinces.

Mais il ne faut pas être dupe des apparences. Cette législation<sup>23</sup> abondante, pleine de bonnes intentions, est sans originalité. Le conseil, qui parle au nom du prince, répète des décisions anciennes. Ce n'est pas sans raison qu'un contemporain malveillant, Lactance, déclare que la science du droit n'existait plus sous ce règne. Au dire d'un bon juge (1), à voir la simplicité des questions sur lesquelles l'empereur est consulté, il semble qu'il n'y ait plus de barreau, plus de magistrature. L'ignorance est telle que le prince doit intervenir à chaque instant pour indiquer les règles de droit que doivent appliquer les gouverneurs de province. Au moins faut-il reconnaître à ce fils d'un esclave dalmate le mérite d'avoir favorisé les études de droit (à Beyrouth notamment) et d'avoir senti le besoin d'un grand corps, le Conseil du prince, où se concentreraient les faibles lumières juridiques de l'époque.

« Puis il faut dire, à la décharge des magistrats de ce temps (2), que l'ignorance était parfois excusable et leur tâche moins aisée que par le passé. Ils devaient appliquer les lois romaines à des peuples qui jusqu'alors avaient conservé plus ou moins complètement l'autonomie. Nous avons vu que les prédécesseurs de Dioclétien travaillèrent à la romanisation de l'Empire au point de vue législatif. Il restait encore beaucoup à faire, et Dioclétien est un de ceux qui ont le plus efficacement contribué à généraliser l'usage du droit romain. Certes, l'unité législative n'existe pas encore. Dioclétien permet d'invoquer les règlements municipaux et les coutumes locales, mais dans des cas de médiocre importance... C'est sous le règne de Dioclétien qu'on commence à trouver les expressions *jus romanum*, *leges romanæ* au lieu de *jus civile Romanorum*, *jus nostrum*, *jus gentium*. Jusqu'alors le droit romain avait

(1) Ed. Cuq, **XCVIII**, 1884, p. 499.

(2) Les gouverneurs de province. Les Romains, remarque justement M. Cuq (*Instit. judiciaires*, 964), n'ont jamais séparé nettement la justice et l'administration. A. de Broglie (**LX**, t. II, 195) avait déjà fait observer que le principe de la division des pouvoirs leur était étranger. — Voir aussi J. DECLAREUIL, t. XIX,

conservé dans une certaine mesure le caractère d'un droit municipal. Créé pour les besoins d'une ville, on n'avait pas su, du moins pour les actes qui présentaient un caractère religieux, lui donner la souplesse nécessaire pour en faire un *droit national*. »

A vrai dire, la *Cité* antique était un creuset trop étroit pour y refondre le monde. Sans activité d'aucun ordre, ni matériel ni spirituel, Rome était devenue un obstacle à l'expansion de la *Romania*. Alors qu'Aurélien l'avait entourée d'une nouvelle et plus spacieuse enceinte, comme s'il voyait en elle le *palladium* de l'Empire, comme s'il lui souhaitait une vie nouvelle, Dioclétien l'abandonna délibérément et tout de suite. A partir de 284, Rome cesse d'être effectivement la capitale de l'Empire. C'est un sanctuaire où l'on accomplit certaines cérémonies rituelles, les *vicennalia*, les « triomphes » -- et ceux-ci vont devenir d'une excessive rareté ; c'est un musée incomparable ; c'est une ville morte. L'empereur réside en Orient, de préférence à Nicomédie, aux confins de l'Europe et de l'Asie. Son collègue s'établit à Milan, pour mieux surveiller les barbares qui menacent les Alpes. Ses lieutenants, les « Césars », campent à Trèves, à Sirmium, guettant l'attaque du Germain ou de l'Iranien d'Europe (Sarmate, Roxolan, Iazyge). Désormais le prince ne viendra à Rome qu'en de rares occasions et pour peu de jours ; il s'y sent dépaysé, provincial et, d'ailleurs, les affaires de l'Empire l'en éloignent bien vite. Le contraste est frappant entre l'existence des empereurs de la fin du III<sup>e</sup> et du IV<sup>e</sup> siècle et celle de leurs prédécesseurs qui ne quittaient pas la « Ville » et y dissipaient leur santé, leur raison et leur vie en orgies stupides ou démentes.

Somme toute, l'action de Dioclétien, autant qu'on en peut juger, vu la misère des sources, apparaît grande et heureuse. Il réussit à ramener la prospérité, au moins un semblant, pour l'Empire. Son succès, un ennemi, un chrétien, Lactance, l'atteste. Les monuments aussi : thermes fameux, le palais de

Salone (Spalato) en Dalmatie, des basiliques, des portiques, quantité de constructions civiles ou militaires, à Rome, à Milan, à Antioche, à Édesse (1). Sans être précisément un lettré, l'empereur favorise l'étude : il crée l'école de Nicomédie et Constance Chlore relève les écoles d'Autun. Les arts et les lettres ont donc eu leur part dans cette réfection du monde romain.

Vingt années passèrent depuis la mort de Carus, les plus heureuses que le monde romain eût connues depuis Sévère-Alexandre. Après avoir été célébrer à Rome ses « vicennalia » et « triomphé » en compagnie de son collègue (novembre 304), Dioclétien jugea que le moment de faire place aux jeunes était arrivé. Son œuvre lui paraissait affermie et il sentait les approches de l'âge — il touchait à la soixantaine — et les atteintes de la maladie. Il abdiqua solennellement près de Nicomédie, en face du temple de Jupiter, le 1<sup>er</sup> mai 305. Le même jour, en Occident, l'Herculéen, lié par son serment, renonçait à la pourpre en frémissant. Sans doute le système de la *Tétrarchie* se brisera au lendemain de cette double cérémonie. Mais c'était moins un système qu'un expédient. De guérison à la maladie de l'Empire, il n'en était point. C'était beaucoup d'avoir imaginé un remède de fortune qui permit au patient de reprendre des forces contre les assauts futurs du destin.

## II

### DIACLÉTIENT ET LE CHRISTIANISM

La fin du règne de Dioclétien est marquée par une mesure qui a laissé une tache ineffaçable sur la mémoire du grand politique, la reprise de la persécution contre les chrétiens. Il convient de nous y arrêter.

L'Empire souffrait depuis deux siècles et demi d'une maladie



interne, le christianisme. L'antagonisme entre l'État romain et la Nouvelle Loi, assoupi pendant des intervalles plus ou moins longs, reprenait périodiquement avec une rage atroce. Le pouvoir entendait exterminer la secte; les chrétiens ne lui opposaient qu'une force d'inertie, mais invincible.

Il faut faire effort à distance pour comprendre les motifs de la violence de cet antagonisme, ou même sa raison d'être (1). La tolérance de Rome à l'égard des religions étrangères est un fait bien connu. La seule religion qui, avec le christianisme, ait été persécutée, le Judaïsme, le doit aux imprudences et aux provocations fanatiques de ses adeptes. Encore, après la destruction de Jérusalem, intervint-il un *modus vivendi* qui laissa aux Juifs toute liberté de conscience et même de pratiques, celles-ci (telle la circoncision) fussent-elles interdites aux autres habitants de l'Empire.

Il est à remarquer que les persécutions reprennent à des moments critiques de l'histoire de l'Empire, tels les règnes tragiques de Dèce, de Valère, à ces moments où l'opinion inquiète cherche une cause aux malheurs publics. Les chrétiens, réputés mauvais citoyens, ennemis des dieux dont ils attirent le courroux, étaient les « traîtres » tout désignés pour servir de victimes expiatoires.

Mais rien de pareil ne peut être discerné à la fin du principat de Dioclétien qui s'achève, au contraire, dans la prospérité. L'empereur ne s'est décidé à reprendre la persécution qu'après de longues hésitations qui ont duré plusieurs années (de 299 à 303). La raison qui a incliné sa volonté vers une politique de répression demeure mystérieuse. On s'est demandé s'il

(1) On trouvera un exposé des théories d'Allard, de Lebanc, de Boissier, de Guérin, de L. Duchesne, de Mommsen, de K. J. Neumann, A. Kneller, J.-E. Weiss, Hardy, Ramsay, Harnack, Caléwaert, dans A. LINSSEN-MAYER, CCC. Le beau livre de BOUCHÉ-LECLERCQ, LI, d'une pensée personnelle et d'une langue si savoureuse, ne dépasse pas en fait le III<sup>e</sup> siècle; la fin est sacrifiée. On peut compléter avec les ouvrages d'ALLARD, III-VI, et de P. BATIFFOL, XXII, écrits dans un tout autre esprit. Voir aussi LINSSEN-MAYER, CCC.

ne s'était pas produit des incidents regrettables dans l'armée. Les chrétiens passaient pour être peu propres aux armes. Certaines sectes, les Montanistes par exemple, déclaraient le service militaire incompatible avec le christianisme. Mais le montanisme avait été condamné et l'Église « catholique » était moins rigoriste. Peu à peu le christianisme avait fait des adeptes même dans l'armée. Y eut-il des manquements à la discipline, des refus de sacrifier par ordre ? C'est possible. Mais ce sont là des suppositions.

On doit relever que Dioclétien était à ce moment de sa vie sous l'influence de Galère, dont la mère était une païenne zélée, qui avait transmis à son fils sa haine du christianisme. La vérité, c'est que, même dans les périodes d'accalmie, entre l'Église chrétienne et l'État il n'y eut jamais qu'une trêve tacite, précaire, à la merci du moindre incident. L'occasion de la rupture semble avoir été l'incendie du palais de Nicomédie. C'était la ville favorite de Dioclétien : en quelques années il en avait fait la plus belle ville de l'Orient après Antioche et Alexandrie.

Ainsi la dernière persécution, comme la première, celle de Néron, fut déclenchée par la croyance à la manie incendiaire des chrétiens.

Cette dernière persécution fut la plus longue : elle ne dura pas moins de huit années (303-311) (1). En dépit de la tradition, il n'est pas sûr qu'elle ait été la plus cruelle, au moins tant que régna Dioclétien. On s'en prit aux choses plus qu'aux personnes. Les églises furent fermées ou renversées, les livres saints détruits. Le nombre des victimes ne paraît pas avoir été fort élevé. Les magistrats montrèrent la déboullaireté fatiguée, ennuyée, dont ils étaient coutumiers en ces sortes d'affaires.

L'adversaire chrétien de Dioclétien, Lactance lui-même, en raillant leurs précautions, leurs longues hésitations, leur facilité à se contenter d'une rétractation feinte, porte témoi-

(1) V CCLXXX V, t. III.

gnage en faveur de la modération relative de la répression.

Tout de même les chrétiens plièrent sous le choc, sans que rien pût faire présager leur longue résistance, encore moins leur succès final.

C'est l'année même qui suivit le début de la persécution que Dioclétien jugea le moment venu d'abdiquer, estimant que son œuvre avait été menée à bon terme. Dans la retraite grandiose qu'il s'était ménagée de longue main sur les rives de son pays natal, à Salone, il ne fut troublé, soyons-en assurés, par aucun scrupule touchant la légitimité de son édit, par nulle inquiétude sur son efficacité. L'abolition du christianisme é ait le couronnement de son œuvre de restauration de l'Empire si longtemps déchiré : il n'y aurait plus désormais qu'un seul troupeau sous un pasteur à plusieurs têtes.

### III

#### LA SUCCESSION DE DIOCLÉTIEN.

Dioclétien avait-il réglé dans le détail le système de ce qu'on a appelé la *Tétrarchie* ? Peut-être que non, et il n'importe. Ce système avait sa logique interne. Il voulait que les « Césars » succédassent aux « Augustes » et prissent à leur tour des « Césars ». Il était dans la tradition que l'un des « Augustes » eût une sorte de prééminence sur l'autre. Galère suivit donc les voies tracées par son prédécesseur en désignant les deux nouveaux Césars, Sévère et Maximien Daïa. On écartait du trône, il est vrai, les fils de Maximien et de Constance, Maxence et Constantin ; mais cela aussi était conforme à l'esprit de la tétrarchie où le choix du maître et la parenté fictive l'emportent sur les prétendus droits du sang. Seulement on se heurta ici à la force des choses. Les princes évincés se soulevèrent et la confusion recommença. Après sept ans de luttes, le pouvoir tomba en Occident aux mains de Constantin, vainqueur de Maxence au Pons Milvius, près de Rome (28 octobre 312). Il

fallut douze autres années pour que le fils de Constance Chlore (mort en 306) réussit à se rendre maître de tout l'Empire. On tenta d'abord de prolonger le système de Dioclétien. Constantin donna sa sœur en mariage à Licinius, successeur de Galère ; vainqueur de son collègue à plusieurs reprises, il le ménagea et lui laissa l'Orient (315). C'est en 323 seulement que Constantin se décida à assumer seul le gouvernement de l'Empire et à supprimer son rival. La tétrarchie, comme la dyarchie, avait vécu. Quand il prendra ses dernières dispositions (337), Constantin divisera l'Empire entre ses fils et ses neveux, comme il eût fait d'un patrimoine. C'est déjà un partage à la mérovingienne ou à la carolingienne, fondé uniquement sur les droits du sang.

Il lui restait trois fils, tous proclamés Césars successivement. On fit trois parts de l'Empire. Constantin eut l'Occident (Gaule, Bretagne, Espagne), Constance l'Orient avec l'Égypte, Constantin eut l'Italie avec l'Illyricum et l'Afrique. On n'oublia pas les neveux. L'un, Dalmace, devait avoir dans son lot la Thrace, la Macédoine et l'Achaïe, un autre, Annibalien, une partie de l'Arménie et du Pont, avec le titre oriental de « roi des rois ».

L'unité de l'Empire fut rétablie au profit de Constance par la suppression des neveux, massacrés par l'armée (337), par la victoire de Constant à Aquilée sur son frère Constantin II, qui fut tué (340), par le meurtre du vainqueur, victime du « *magister militum* », Magnus Magnentius (350). La succession par filiation n'avait pas mis fin, en effet, aux révoltes des généraux et à leurs tentatives d'usurper l'Empire. Toutefois il faut reconnaître qu'à partir de Dioclétien elles furent plus rares et n'aboutirent point. En 353, Constance ayant défait et tué Magnence, se trouve maître de tout l'Empire. Mais, dès 361, il voit se révolter contre lui son cousin Julien (fils de Jules Constance, frère de Constantin le Grand) qu'il avait fait César avec mission de défendre la Gaule contre les Barbares. Après les courts règnes de Julien († 26 juin 363) et de Jovien († 17 février 364),

une nouvelle dynastie s'installe sur le trône en la personne d'un vaillant et cruel soldat, Valentinien. Mais le jour même de son élection par l'armée, réunie dans la plaine de Dadastania, le 26 février 364, les soldats en l'acclamant exigèrent qu'il s'adjoignit un collègue. Valentinien fit choix de son frère, Flavius Valens, et lui confia l'Orient avec la péninsule Balkanique. La séparation effective de l'Empire en deux grandes divisions était devenue une nécessité impérieuse (1). Depuis cette époque, ces deux moitiés n'ont plus été réunies, sauf un espace de temps insignifiant sous Théodose (trois mois : fin septembre 394 à janvier 395).

---

(1) En 365, on dédouble les charges de cour : il y en a autant en Orient qu'en Occident, et le rôle du Sénat de Constantinople est égalé à celui de Rome.

## CHAPITRE III

### L'EMPIRE ROMAIN ET L'ÉGLISE AU IV<sup>e</sup> SIÈCLE (1)

#### I

#### CONSTANTIN ET L'ÉDIT DE MILAN.

Vainqueur de Maxence sous les murs de Rome, au Pons Milvius, Constantin promulgua peu après, en février 313, le très célèbre *Édit de Milan*, qui marque le tournant décisif dans l'histoire des rapports de l'Église et de l'État (2).

Est-ce à dire que le christianisme ait eu tout de suite cause gagnée et cela parce que l'empereur s'est converti, ainsi que l'affirment ses panégyristes chrétiens, au moment de jouer la partie suprême contre Maxence ?

Observons tout d'abord que l'édit de tolérance n'émane pas du seul Constantin. La même année (le 13 juin), Licinius fait de même en Orient, à Nicomédie, et Licinius n'est pas et ne sera jamais chrétien. Constantin et Licinius avaient été précédés dans cette voie par le féroce ennemi du christianisme, Galère : le 30 avril 311, celui-ci, gravement malade, avait fait afficher à Nicomédie une déclaration par laquelle il renonçait aux persécutions : « En retour de notre indulgence, ils (les chrétiens) devront prier leur dieu pour notre salut, pour l'État, pour eux-mêmes, afin que la république jouisse d'une prospérité parfaite et qu'ils puissent vivre chez eux en sécurité. » Un autre persécuteur, Maximien Daïa, suivit cet exemple quand il se sentit menacé par le destin (mai-juin 313).

(1) LX; XXII et XXIII; CXXVI, t. II et III; CCCXIII; CCCXVIII.

(2) Le texte du début de 313 ne nous est pas parvenu. On utilise la confirmation du mois de juin.

L'édit de Milan n'est donc pas une innovation. Il n'est pas une mesure visant particulièrement les chrétiens. Il débute ainsi : « Nous étant rendus à Milan sous d'heureux auspices et « recherchant avec soin tout ce qui peut être utile au bien et à la « paix publiques, entre autres choses pouvant servir à la majorité « des hommes, nous avons cru qu'il fallait régler avant tout ce « qui concerne la révérence due à la Divinité, pour donner et « aux Chrétiens et à tous la libre faculté de suivre la religion « de leur choix. Puisse, en conséquence, la Divinité, en sa « demeure céleste, témoigner sa satisfaction, ses faveurs, et à « nous et aux peuples qui vivent sous notre autorité. »

L'Édit de Milan proclame donc la liberté des cultes, « moment unique dans l'histoire où semble périr enfin cette religion d'État... qui était devenue un instrument inutile et odieux. Mais ce ne fut qu'un éclair de bon sens qui traversa le ciel politique : dès l'année 325 la religion d'État reparaitra et avec elle sa compagne nécessaire, l'intolérance » (1).

L'Édit ne prouve donc nullement que Constantin ait passé au christianisme. A-t-il même jamais été chrétien ?

On l'a nié. En dehors de l'apologétique chrétienne, les historiens (2) s'accordent à voir dans le fondateur de l'Empire chrétien un politique avisé, au fond sceptique en religion, tout au plus déiste. Ils ramassent tous les traits qui montrent que, jusqu'à sa victoire finale sur Licinius, Constantin tint la balance égale entre le paganisme et le christianisme. Aux symboles chrétiens qu'invoque l'apologétique chrétienne ils en opposent d'autres nettement païens :

Si les monnaies, à partir d'une certaine date, portent le monogramme chrétien, on lit au revers « *sol i invicto comiti* » invocation au dieu-soleil, dieu des empereurs et de l'armée depuis Claude II et Aurélien (fils d'un prêtre du Soleil), dieu

(1) **CXXVIII**, t. VII, p. 61.

(2) En France, Duruy, Bouché-Leclercq, Albert Réville; en Allemagne, Niebuhr, Burckhardt, H. Schiller. O. Seeck, Ed. Schwartz, etc.

et de Constantin lui-même en sa jeunesse. Si l'empereur accorde des privilèges aux églises chrétiennes, il fait de même pour les temples. Il ne renonce pas à son titre, tout païen, de *pontifex maximus*. Il confie les fonctions publiques aux païens aussi bien qu'aux chrétiens. A la cour, il est entouré de philosophes et de rhéteurs, païens naturellement. Il a fermé les temples, dirait-on; deux ou trois seulement, ceux d'Esculape à Égée, d'Aphrodite à Héliopolis : ils étaient devenus des maisons mal famées. Il interdit les sacrifices, même à l'intérieur des demeures; c'est qu'il veut tout ramener à la lumière et sous sa main. Même après 324, quand il fut devenu chrétien, « autant qu'il pouvait l'être », il garde des ménagements envers le paganisme. En somme il a protégé le christianisme et est devenu chrétien à la fin de sa vie parce qu'il a senti en cette religion une « force qu'il ne voulut pas laisser en dehors de son gouvernement ». Il a saisi la puissance de l'épiscopat, déjà pleinement constitué : il a compris quels fonctionnaires incomparables il aurait à son service s'il savait attirer à lui les évêques. Constantin est une sorte de Bonaparte signant le Concordat pour réconcilier la Révolution et l'Église et faire des évêques des préfets plus soumis. « Souverain pontife païen de droit, il serait aisément le chef réel de la chrétienté et régnerait ainsi sur les âmes comme sur les corps (1). »

Ces interprétations de la pensée de Constantin sont ingénieuses, vraisemblables. Elles peuvent aussi constituer une erreur totale. Nous avons la manie de prêter aux grands personnages du passé de profondes combinaisons politiques dont ils ne se sont peut-être jamais avisés (2). On oublie qu'ils ont pu être des chimériques (3) et, en ce cas, les mobiles auxquels ils ont obéi sont d'un ordre si particulier que toute reconstitu-

(1) On résume ici les vues de **XV**, **CXXVIII**, **CCCCVI**, **CCCCLV**.

(2) Cf. **XLIX**, t. I, 30.

(3) Les représentations figurées de Constantin sont conventionnelles et ne révèlent rien sur lui, Voy. **XXXII**, t. III, 218; **DXII**, 258-258.



tion psychologique fondée sur le sens politique est nécessairement ruineuse. D'abord, se représenter Constantin comme un sceptique désabusé est plus qu'arbitraire. Il n'y avait pas de libres penseurs en ces temps. Tous les hommes, des bas-fonds jusqu'au faite de la société, sont religieux, au moins superstitieux, même Dioclétien, même Marc-Aurèle. Constantin païen était nécessairement religieux, Constantin chrétien le fut très certainement. On le voit tourmenté par les problèmes de la nature intime du Christ et de ses rapports avec le Père. Il s'efforce de rendre à l'Eglise son unité. Indifférent, il eût laissé tranquillement les partisans d'Athanase et d'Arius s'excommunier réciproquement et dresser église contre église, se bornant à maintenir l'ordre public et à empêcher les disciples de Jésus de s'assommer les uns les autres. Sans doute eût-il mieux fait d'adopter cette attitude. Mais il est intervenu, et s'il est intervenu, c'est qu'il croyait à la vérité, à l'absolu. Dans son adhésion au christianisme il y a une part certaine de sincérité et cette part a dû être grande.

Prétendre que Constantin a adhéré au christianisme par politique, c'est croire qu'il avait intérêt à le faire. Quel intérêt ?

Un souverain comme Henri IV, incapable absolument d'amener à sa foi des sujets dont la grande majorité professe une doctrine différente de la sienne, peut croire nécessaire l'abandon de ses sentiments particuliers pour réaliser l'unité de croyance, estimée indispensable au bon fonctionnement de la société. En ce cas Constantin, même s'il eût été chrétien de cœur, eût dû se faire païen. En dépit de sa prodigieuse force d'expansion pendant les trois premiers siècles de son existence, le christianisme était loin d'avoir conquis la majorité des habitants du monde romain. Les seules régions où il pouvait, au début du IV<sup>e</sup> siècle, constituer environ la moitié de la population sont l'Asie Mineure, une partie de la Thrace, Chypre, Édesse. Il exerçait une influence notable sur les classes dirigeantes à An-

tioche, en Cœlé-Syrie, à Alexandrie (y compris l'Égypte et la Thébaïde), à Rome où il y avait 30 000 chrétiens, soit un vingtième de la population, dans la Basse-Italie et quelques parties de la Haute-Italie, dans l'Afrique proconsulaire et la Numidie, dans quelques portions de Thessalie, de la Macédoine, des côtes méridionales de la Gaule. Il était fort peu répandu en Palestine, où le judaïsme avait repris le dessus, en Phénicie, dans l'Arabie (romaine), dans l'intérieur de l'Achaïe, de la Macédoine, de la Thessalie, de l'Épire, de la Dardanie, de la Dalmatie, de la Mœsie, de la Pannonie, dans l'Italie du Nord, en Mauritanie, en Tripolitaine. Il était presque inexistant sur les côtes de la mer Noire, dans la partie occidentale de la Haute-Italie, dans la Gaule moyenne et septentrionale, en Belgique, en Germanie, en Rhétie, en Bretagne.

Ainsi les pays où est né Constantin, où a régné son père, lui-même jusqu'en 312, comptent parmi les moins chrétiens de l'Empire. Il est paradoxal que l'empereur Constantin, un Occidental, ait imposé une religion qui n'était répandue que dans la *pars Orientalis* de l'Empire.

Si quelque empereur avait eu intérêt à embrasser le christianisme, c'était Galère, c'était Maximin Daïa et, au contraire, ils sont ses pires ennemis. Se rallier au christianisme, c'était pour le souverain qui régnait en Occident un pur non-sens politique. C'était même dangereux, car l'armée, la seule force réelle de l'État, était toute païenne, adonnée surtout au culte du Soleil, et le demeurera longtemps.

Puisqu'il est avéré que Constantin avait tout à perdre et, en apparence, rien à gagner à embrasser le christianisme, il n'y a qu'une conclusion possible, c'est qu'il a cédé à une impulsion soudaine, d'ordre pathologique ou divin, comme on voudra (1). Il a joué sa fortune en misant sur le Dieu des chrétiens. Le

(1) Apparition de la croix dans le ciel, au couchant, avec les mots *ἐν τοῦτ' ὥρα* (en ceci sois victorieux). Apparition du Christ à l'empereur la nuit suivante.

esprits étaient troublés par la destinée tragique de tous ceux qui avaient persécuté les chrétiens. Galère lui-même, leur plus farouche adversaire, venait de faire amende honorable et demandait à ses victimes de prier pour son salut. A Rome, Maxence, qui avait l'armée la plus nombreuse, avait fait des incantations à toutes les puissances infernales ou divines du monde païen, et ses pratiques magiques bouleversaient les imaginations. Restait pour Constantin de tenter la chance en faisant appel au dieu nouveau, le Dieu des chrétiens. Sa conversion est l'acte d'un superstitieux.

Mais s'est-il vraiment converti? Nous voilà ramenés au problème soulevé plus haut. Si l'on entend par conversion un renouvellement moral intérieur, la réponse sera sans doute négative. Mais il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de voir si l'empereur, à partir de sa victoire sur Maxence, a donné des marques extérieures, officielles de son adhésion à la Foi nouvelle.

Ces marques sont indiscutables.

Au moment d'engager l'action contre son rival Maxence, Constantin ne se contenta pas d'une prière mentale au Dieu des chrétiens, il fit graver le symbole  $\text{I}\eta\sigma\omega\varsigma\ \text{X}\rho\iota\sigma\tau\omicron\varsigma$  sur le bouclier de ses soldats. Mais user de ce talisman c'était prendre un engagement irrévocable envers la divinité qui donne la victoire. Après cela il était impossible de revenir en arrière sans risquer le courroux céleste. Au lendemain de la victoire, quand Constantin fit son entrée à Rome, le 29 octobre 312, il accepta que le Sénat, tout païen, lui offrit une statue, image de sa divinité, mais il fit mettre une croix sur la main. L'étendard impérial, le *labarum* est l'ancien *vexillum*, c'est-à-dire une bannière fixée à une hampe surmontée d'une couronne; mais dans cette couronne est introduit le monogramme qui transforme l'étendard en figure chrétienne. Le *labarum* date sinon de l'an 312, comme le prétendit Constantin lui-même, par suite d'une confusion de souvenirs, mais de 317; le 1<sup>er</sup> mars, à Sardique, il élevait au rang de Césars les fils qu'il avait eus, Crispus de Minervina,

Constantin II de Fausta. Les portraits des deux jeunes princes figurent sur la bannière. C'est manifester d'une façon éclatante l'adhésion du maître et de ses enfants au christianisme.

L'étude de la numismatique constantinienne est des plus probantes (1). En 314 l'empereur fait émettre des monnaies commémoratives de Claude II, de Constance Chlore, de Maximien Hercule (dont il se pose en héritier). Sur ces médailles il ne laisse représenter aucun rite ayant trait à la consécration païenne des *divi*. Maxence, qui avait élevé les mêmes prétentions à leur succession, agit différemment. En cette même année, l'atelier de Tarragone inscrit la croix comme marque monétaire. Il y a plus : dans une série monétaire frappée à *Scissia* (Sissek, au confluent de la Save et de la Kulpa), atelier de la Pannonie supérieure, de 317 à 320, on aperçoit deux monogrammes chrétiens sur le casque de l'empereur. C'est la marque indiscutable d'une profession publique de foi au christianisme. En effet, si au revers le choix des images, légendes, symboles est abandonné au libre choix des officiers monétaires, à la face, la représentation de l'empereur a un caractère officiel, sacré : introduire une modification, même légère, dans les emblèmes, à l'insu du maître, exposerait au châtement encouru par le crime de lèse-majesté. Le monétaire s'est probablement inspiré ici des signes peints sur les boucliers en octobre 312 ; le second de ces monogrammes est, en effet, inconnu avant le règne de Constantin.

Une fois acquis au christianisme, d'une adhésion pleine et entière, Constantin put, par prudence, ménager le paganisme. Mais ce fut pour une courte durée. Il était impossible qu'une nature aussi despotique, disposant de la toute-puissance, ne voulût pas imposer sa foi. La tolérance — qui dura environ dix ans — fut rapidement précaire pour les non-chrétiens. L'impartialité officielle de l'empereur fut hypocrite. Même

(1) La numismatique, l'histoire même de Constantin, ont été renouvelées par les travaux de M. Jules MAURICE. Voy. CCCXXII, CCCXXIII Cf. O. VOTTER, CCCXCIX, p. 68, et pl. II, fig. 74, 75.

pendant cette période (313-323) les chrétiens furent constamment favorisés :

Défense aux Juifs sous peine du feu de lapider ceux de leurs coreligionnaires qui passent au christianisme. Interdiction aux municipalités païennes d'obliger les chrétiens à célébrer les sacrifices; dispense des *munera* pour les clercs. Permission d'opérer les affranchissements à l'église. Permission de tester en faveur de l'Église. Repos obligatoire du dimanche (1). Abolition des peines portées contre le célibat. Juridiction civile un instant accordée aux évêques (2).

Mais c'est surtout à partir de sa victoire définitive sur Licinius en 324 (3) que Constantin laisse éclater son zèle. Le dieu des chrétiens, qui l'a encore favorisé et lui a donné l'Empire en entier, est vraiment le vrai Dieu. Le *labarum* est gravé sur les monnaies. Dans les effigies frappées à cette date l'empereur et ses figures apparaissent dans l'attitude de la prière, les yeux levés au ciel (4). Par contre, il interdit de conserver ses images dans les temples païens. Il s'intitule en Orient Νικητής Κωνσταντῖνος et non plus Ἀνίκητος (*invictus*), terme qui rappelle trop le *Sol invictus*, dieu de sa famille et de sa jeunesse. Il bâtit des églises en Orient, à Antioche, à Nicomédie, en Terre-Sainte (en 325, consécration de la célèbre basilique de Jérusalem).

Constamment il intervient dans les affaires de l'Église. Dans la querelle des catholiques et des donatistes en Afrique, au lendemain même de son triomphe sur Maxence. Il assemble le concile de Nicée (25 juillet 325) dont la tenue coïncide avec ses *vicennalia*. Vingt années seulement séparent cette cérémonie du triomphe de Dioclétien à Rome, et il y a un abîme entre ces deux dates!

(1) L'administration, demeurée païenne, feint de croire qu'il s'agit d'honorer le Soleil.

(2) Ce privilège ne serait qu'une fraude pieuse, selon Duruy (t. VII, p. 80). La loi est authentique. Voy. CHÉNON, LXXXI, 1901, p. 264.

(3) Et non 323. Voy. JOUGUET, CCLII, 1906, p. 231.

(4) Julien fera disparaître ces effigies; elles ont donc bien un sens chrétien.

Il fait de la propagande. Il invite ses sujets à se convertir au christianisme; il distribue comme cadeaux des médailles d'or et d'argent à intentions chrétiennes. Il écrira à son rival persan, Sapor, pour le prier de protéger les chrétiens et l'engager à devenir lui-même chrétien.

Il devient agressif. Il condamne le culte d'Apollon dont l'oracle a déchaîné la persécution de Dioclétien. En 326, dans la répétition à Rome de la cérémonie de ses *vicennalia* il reproche à ses soldats de sacrifier à Jupiter Capitolin et se fait conspuer par le Sénat et le peuple romain, demeurés païens en grosse majorité. Il interdit (après 330) aux fonctionnaires de sacrifier aux dieux dans les cérémonies officielles; d'une façon générale, ils doivent s'abstenir de toute participation publique aux cultes païens. Depuis plusieurs années déjà les sacrifices domestiques étaient interdits (1); dans la restauration des édifices publics, les temples sont exceptés.

Il est vrai qu'il conserva jusqu'au bout le titre de *pontifex maximus*; mais il se dispensa d'en remplir les fonctions, abandonnées à un *promagister*. Les chrétiens comprenaient l'avantage immense qu'il y avait pour eux à ce que le maître fût au cœur du paganisme pour l'étouffer plus sûrement.

Il est vrai qu'il ne reçut le baptême qu'à son lit de mort (22 mai 337). Mais au iv<sup>e</sup> siècle il n'était pas extraordinaire, loin de là, de ne le demander que lorsqu'on était parvenu à l'âge adulte. Conféré *in extremis*, le baptême passait pour assurer le salut éternel (2).

Mais la manifestation la plus éclatante des sentiments de l'empereur, c'est la fondation de Constantinople.

La fondation de Constantinople est, à tous les points de vue, un très grand événement historique. Elle a eu pour résultat de déplacer l'axe du monde romain et de substituer à brève

(1) On n'oserait affirmer que ces lois aient pu être appliquées. Peu importe : l'intention qui les a dictées garde toute sa signification.

(2) Voy. Franz Jos. DÖLGER, *op. cit.*, p. 387-477.

échéance, en Orient, à la culture latine la culture hellénique. Mais pourquoi susciter à Rome une concurrence? Pourquoi une seconde Rome?

On chercherait vainement à cet acte des motifs personnels.

Imaginer que les souvenirs républicains de Rome auraient pu offusquer l'empereur est une chimère. A Rome, le Sénat était sans forces. La population, railleuse et insolente, pouvait être d'un contact désagréable, au cirque par exemple, mais cette plèbe était trop dégradée pour être redoutable. Le séjour de Rome était, au contraire, fort plaisant. Ses palais, ses thermes, ses cirques et théâtres, ses grands et beaux jardins en faisaient la plus belle ville du monde. Il faudra beaucoup de temps à Constantinople pour supplanter Rome ou même simplement pour l'égaliser en agrément.

Des raisons militaires? Lesquelles? En 324 les Goths ont cessé d'être menaçants, la Perse est déchirée par les discordes. Le danger était sur le Danube, sur le Rhin surtout. C'est en Occident qu'était la place d'un chef de guerre tel que Constantin.

Les provinces d'Orient étaient-elles plus riches que l'Occident? A ce moment ce n'est pas sûr. Les Goths n'avaient pas moins sévi au III<sup>e</sup> siècle dans la péninsule des Balkans et en Asie Mineure que les Francs et les Alamans en Gaule et en Italie. Et puis, qu'importe à un grand politique? Il réside là où sa présence est nécessaire.

Quant à affirmer que Constantin pouvait prévoir les conséquences immenses de son œuvre, c'est imaginer qu'il lui a été donné de scruter l'avenir d'un œil si pénétrant que nul homme n'a pu s'égaliser à lui. Et si cette puissance visionnaire lui avait été donnée, il aurait aperçu des choses si étranges, si contraires à tout ce qu'il pouvait désirer, qu'il eût reculé.

La fondation de Constantinople est une énigme.

Elle n'est pas l'aboutissement d'une évolution. Si, en fait, Rome cesse d'être la capitale depuis l'an 284, si les esprits ont

été habitués à dissocier de Rome le séjour habituel de l'empereur, c'est par la force des choses et sans qu'il y ait eu un dessein prémédité. Jamais l'idée de décapitaliser Rome n'est venue à un empereur. Même l'aliéné syrien Élagabal n'a pas tenté de mettre en Orient la capitale. L'Illyrien Aurélien, qui n'avait pas eu à se louer du Sénat et du peuple (révolte des « monétaires »), étend la superficie de Rome et l'entoure d'un solide rempart.

On ne peut vraiment attribuer à Dioclétien le dessein de décapitaliser Rome. S'il réside en Orient, à Nicomédie de préférence, c'est que, moins guerrier que politique, il laisse au poste de combat, en Occident, son bras droit l'« Herculéen ». Si celui-ci et son César sont plus souvent à Milan, à Aquilée, à Trèves, qu'à Rome, c'est par suite d'une impérieuse nécessité, non de propos délibéré.

L'idée de susciter à Rome une rivale appartient bien en propre à Constantin. La fondation de Constantinople est l'effet d'une décision foudroyante (1). Le 18 septembre 324, quand débute la dernière bataille contre Licinius (non loin de Chalcédoine), Constantin ne peut être assuré de ne pas être refoulé en Occident. Le 8 novembre, la création de la nouvelle capitale est déjà décidée. Que s'est-il passé dans l'âme de Constantin dans ce bref intervalle? Nous en sommes réduits aux conjectures. Ce qui ressort du récit d'Eusèbe, c'est que l'empereur, au moment d'engager la lutte suprême contre son rival, était dans un état d'esprit tout semblable à celui du 28 octobre 312. Licinius, en dépit d'un édit de tolérance, n'avait pas sauté le pas et n'était point devenu chrétien. Loin de là, il passait son temps à consulter des magiciens.

Constantin, enfermé dans une sorte de tabernacle où il avait placé la croix, ne cessait de prier; il s'entretenait avec

(1) On se contentera de renvoyer à CCCXXIII. L. BRÉHIER, LV, reprend avec talent la thèse consacrée qui attribue à Constantin de profonds desseins politiques, indépendants de toute pensée religieuse.



Dieu, « comme Moïse ». Vainqueur dans une bataille où son rival se remit entre ses mains, Constantin devait au Dieu des victoires un signe éclatant de sa reconnaissance. Il la manifesta en transportant sa capitale hors de cette Rome infectée d'un paganisme incurable, dans une ville nouvelle toute chrétienne. Le choix de Byzance lui vint certainement à l'esprit au cours des combats livrés sous la vieille cité où il pressait Licinius quelques semaines auparavant. Il fut frappé de ses avantages stratégiques. Mais, sans une crise psychologique intense, comment eût-il transporté en Orient la capitale de l'Empire au moment même où la disparition de son émule rendait l'unité au monde romain ? Tout ce que les modernes racontent sur la vitalité de l'Orient supérieure à celle de l'Occident est, à cette date, purement hypothétique, inventé pour les besoins de la cause.

Une fois la décision prise, l'œuvre avança avec une rapidité exceptionnelle. L'antique ville de Byzance n'avait jusqu'alors joué qu'un rôle très secondaire, en dépit de la théorie qui attribue aux belles positions géographiques une valeur soi-disant fatale. Constantin ne la laissa subsister que comme noyau de la nouvelle capitale (1). L'enceinte nouvelle quadruplait ou quintuplait sa superficie. Commencée en novembre 324, elle reçut le nom de *Constantinopolis*, dès 326 pour le moins. L'inauguration eut lieu le 11 mai 330.

Les temples païens audacieusement pillés (on en retira les portes de bronze, les toits dorés, les statues) servirent à l'ornement de la Nouvelle Rome. L'administration demeurée païenne dressa la statue de Tychè (la Fortune), mais dans la vieille ville, et, aussitôt que l'empereur fut installé, il n'y toléra plus aucune manifestation de paganisme. Constantin se plut dans sa capitale, tellement que, sauf de rares interruptions, il ne la quitta plus jusqu'à sa mort (22 mai 337).

(1) Sur le plan, voy. CCCCLI, t. I; cf. OBERHAMMER, dans *Geograph. Jahrbuch*, t. XXXIV.

Constantinople est née du caprice d'un despote en proie à une intense exaltation religieuse. Et cependant peu d'actes politiques concertés ont eu des effets plus considérables et plus durables. Pendant une longue suite de siècles un grand État a eu ses destinées attachées à cette ville. A maintes reprises Constantinople a refait l'Empire. La culture hellénique, antique et médiévale, a été sauvée d'une destruction totale parce qu'elle a trouvé sur le Bosphore un asile inexpugnable. Rien de tout cela n'aurait été sans la volonté de Constantin. Mais était-ce cela qu'il voulait ? Il ne semble pas.

La Rome nouvelle, dans sa pensée, devait être toute romaine. Il y transporta une partie du Sénat et fit bâtir des palais pour les vieilles familles qu'il y attira (1). Les lois furent toutes romaines. La langue de la cour, des bureaux fut le latin. La Rome nouvelle devait être l'instrument du triomphe de la Foi, la capitale du Christianisme.

Et voici ce qui s'est passé :

Constantinople est redevenue une ville grecque. Deux siècles après sa fondation, les descendants des Romains transplantés dans la *pars Orientis* avaient oublié la langue de leurs pères, ne connaissaient plus rien de la littérature latine, considéraient l'Italie et l'Occident comme une région à demi barbare. En changeant de langue ils avaient changé d'âme. Constantin a cru régénérer l'Empire romain. Sans s'en douter, il a fondé l'Empire si justement appelé « byzantin ». Les services incomparables rendus à l'hellénisme ont eu une contrepartie désastreuse pour la latinité. Rome décapitalisée, l'Occident a été négligé et la *pars Orientis* n'hésitera pas à sauver sa mise en détournant les coups des Germains et des Huns sur l'Occident latin qu'ils feront voler en pièces. Ce n'est pas cela que prévoyait Constantin, un Latin, qui savait peu ou pas le grec !

(1) CCLXXXVI; CCCXXIII, t. I, 186

Par un retour imprévu, Rome cesse d'être la forteresse du paganisme pour devenir la tête du christianisme. L'évêque monte d'un élan irrésistible et le voici qui, en Occident, prend la place de l'empereur, quand le trône demeure vide. Et entre la vieille Rome et la nouvelle s'établit un conflit d'autorité religieuse, d'abord latent, puis aigu, qui aboutit à une rupture radicale. Constantinople coupe les ponts et fait le schisme. Ce n'est pas cela qu'avait voulu Constantin, passionné pour l'unité de foi !

En dépit des apparences, Constantin a donc échoué dans ses desseins (1). Mais les grands hommes font-ils exactement ce qu'ils veulent ? Mieux vaut peut-être qu'ils soient impuissants à dominer les forces latentes qu'ils ont appelées à la vie et déchaînées sur le monde sans trop savoir pourquoi.

La conversion de Constantin est le fait le plus important de l'histoire du monde méditerranéen entre la constitution de l'hégémonie romaine et l'établissement de l'Islam. C'est à lui qu'est dû le triomphe du christianisme qui, en bouleversant la psychologie des hommes, a creusé un abîme entre nous et l'Antiquité. Depuis l'adoption du christianisme, nous vivons sur un autre plan.

Constantin l'a fait triompher parce qu'il était une nature violente, convaincue et despotique, et aussi et surtout parce qu'il a pu mettre au service de sa politique religieuse les forces prodigieuses que l'État romain confiait à son chef.

Dressons le bilan de ce qu'ont gagné et perdu l'État et l'Église à leur mariage.

## II

### CONSÉQUENCES POUR L'ÉTAT.

Le gain, au premier abord, n'est pas facile à découvrir.

L'État a gagné de désarmer l'hostilité d'une partie des sujets

(1) La vanité de son œuvre a été entrevue déjà par Broglie, *LX*, t. II, 376.

de l'Empire. Mais cette partie était, dans l'ensemble, une minorité, et une minorité soumise. Jamais les persécutions n'ont soulevé de révoltes, ou même d'émeutes, sérieuses. Le prosternement sous l'autorité impériale était de tradition chez les chrétiens. Dès le II<sup>e</sup> siècle, au temps de Marc-Aurèle, l'épiscopat naissant fait des avances au pouvoir (1). L'hostilité déclarée de telles gens était peu redoutable. Leur opposition passive l'était peut-être davantage. Le chrétien était de nature un mauvais citoyen; il refusait de s'intéresser aux choses d'ici-bas. Le chrétien était un piètre soldat ou même se dérobaît au service.

L'attitude des chrétiens vis-à-vis du monde devait, il est vrai, se modifier du moment que l'État embrassait le christianisme; mais ce ne fut pas sans doute du jour au lendemain que les plus distingués des chrétiens consentirent à donner à la vie politique et administrative de l'État romain le meilleur de leurs forces. Longtemps encore « la société civile n'eut que le rebut des âmes » (2). Et pour rallier ces médiocres et tièdes sujets l'État romain mécontentait, puis persécutait les innombrables sectes païennes !

On vient de dire que dans les dernières années de sa vie Constantin avait renoncé à la tolérance et avait commencé à accentuer son attitude hostile au paganisme. Ses enfants l'imitent. Constance renouvelle l'interdiction des sacrifices; il n'épargne que les temples situés hors des villes.

La réaction païenne de Julien ne fut qu'un éclair. A la fin du siècle, la persécution recommence. Théodose renouvelle (380) l'interdiction de sacrifier des victimes animales; il tolère encore l'encens. En 392 il interdit toute pratique, quelle qu'elle soit. En outre, évêques et moines excitent le peuple à détruire les temples et l'autorité ferme les yeux. Gratien (vers 382) confisque les revenus des temples et des prêtres. Les derniers temples seront fermés par Justinien.

(1) CCCCV, 286, 384, 615. — (2) RENAN, CCCCV, 499.

Naturellement, toutes les faveurs du maître vont à ceux qui se font chrétiens, — chrétiens en conformité avec les opinions théologiques de l'empereur. Les païens sont tolérés dans l'armée, à la tête de l'armée quand ils sont indispensables. Encore Honorius a-t-il soin d'éloigner du service intérieur du palais les soldats non catholiques.

Ces mesures violentes, les insultes aux dieux de l'État, la désertion du Capitole, la suppression de l'autel de la Victoire qui ornait la salle des séances du Sénat, exaspérèrent ou consternèrent toutes les classes de la population, les plus hautes — la classe sénatoriale — comme les plus humbles. Les polémiques (fin iv<sup>e</sup> et v<sup>e</sup> siècle) entre païens et chrétiens montrent que ces mesures ont ébranlé la confiance d'une partie notable, la plus notable de la population, dans la solidité et l'avenir de l'État romain (1).

Imaginons un roi de France voulant se convertir au protestantisme, religion d'une faible partie de ses sujets, animé d'un zèle pieux contre l'« idolâtrie », détruisant ou laissant tomber en ruines les sanctuaires les plus vénérés de son royaume, l'abbaye de Saint-Denis, la cathédrale de Reims, où s'accomplissent les actes les plus augustes de son règne, jetant au feu l'oriflamme, la couronne d'épines, sanctification de la Sainte-Chapelle, et nous n'aurons qu'une faible idée de la démesure qui s'empare des empereurs romains au iv<sup>e</sup> siècle.

Cette folie politique a réussi parce que le paganisme n'avait aucune unité de doctrine et aucune homogénéité; agrégat de cultes de toute provenance, sans livres saints, quelquefois même sans clergé régulier, il ne pouvait opposer aucune résistance concertée. Aussi tous les cultes furent-ils extirpés un à un sans que les populations terrorisées aient pu opposer de résistance efficace au vandalisme chrétien. Les empereurs réussirent donc sans se heurter à aucune révolte. Mais, au

(1) **XLIX**, t. I, 94-99; t. II, 271, 301, 302, 341; **CXXVI**, t. II, 630; **XV**, 252; **CCLXXXVI**, 146.

point de vue politique, la destruction de la vieille religion de la Cité romaine fut un pur non-sens.

Au cours du v<sup>e</sup> siècle, les païens de majorité passent minorité; ils achèvent de disparaître au vi<sup>e</sup> siècle. En même temps, les chrétiens se réconcilient avec la vie terrestre et s'attachent, et même très fort, aux biens de ce monde. La société chrétienne va-t-elle transfuser quelque chose de sa force à l'État avec lequel elle fait désormais bon ménage? Oui, si l'Église est unie.

Mais elle est déchirée dans son sein et l'État est entraîné dans l'orbite de ses querelles intestines. Une rencontre fâcheuse a voulu que l'époque de leur mariage coïncidât avec celle des grandes discussions théologiques sur la nature intime du Christ et sur les rapports qu'elle soutient avec Dieu le Père. L'établissement de la christologie a demandé quatre siècles (325-680 : du premier concile œcuménique de Nicée au sixième concile œcuménique de Constantinople). Elle a amené une fermentation inouïe dans les esprits, troublé les consciences, ulcéré les cœurs.

L'« orthodoxie » a dû être imposée d'autorité par une longue série de coups de force. Et le résultat inévitable c'est que les individus et les pays qui se sont refusés à adopter tel ou tel symbole de foi ont dû fatalement résister, non seulement à l'autorité spirituelle de tel évêque, de tel concile, mais à l'empereur qui fait sien le symbole et veut l'imposer. La rébellion politique a été une conséquence fatale de l'opposition religieuse.

Les discussions entre Athanasiens et Ariens affaiblirent instantanément la portée de la conversion de Constantin. L'État se trouva tout de suite entraîné dans le tourbillon des controverses théologiques. Constantin jouait de malheur. Au moment où, rejetant toute précaution, il affiche sa foi chrétienne et fait du prosélytisme, la controverse la plus passionnante qui ait troublé le monde chrétien commence à faire rage, celle

qui touche à la nature du lien qui unit le Christ à Dieu le Père (1).

La controverse arienne débuta vers 318 à Alexandrie (2). Arius, prêtre de l'église de Baucalis, remarqua ou crut remarquer dans les vues de son évêque sur la trinité du « sabellianisme ». Il lui répliqua vivement en niant l'éternité du Fils. L'agitation ne fut nullement calmée quand Alexandre eut réussi à faire excommunier Arius par un concile et l'eut contraint de quitter l'Égypte. Au contraire, de Palestine, de Nicomédie, Arius lança des lettres où il précisa sa doctrine. Comme il avait une forte instruction théologique et savait manier la logique aristotélicienne, il gagna rapidement des adhésions (2).

La préoccupation fondamentale d'Arius, c'est d'éviter le dithéisme sans toutefois tomber dans le sabellianisme. Une seule voie s'ouvre à lui : subordonner le Logos au Dieu Père. Jusque-là-rien de bien neuf. Tous les docteurs ayant eu les mêmes préoccupations, avaient comme lui subordonné le Fils. L'originalité d'Arius réside moins dans la doctrine que dans la rigueur implacable de son raisonnement.

Il n'est pas facile à un incroyant de dire en quoi la doctrine d'Arius pouvait être hérétique. La théorie subordinationnienne avait été l'arme avec laquelle d'illustres docteurs de l'Église avaient pu écarter dithéisme et modalisme. Quant à l'*homoousie*, le concile d'Antioche de 270 l'avait condamnée. Ses adversaires, Alexandre, et surtout le diacre Athanase, furent obligés de préciser la doctrine contraire, jusqu'alors flottante. La « lucidité cassante » d'Arius ne permettait plus de rester dans le vague. Le Fils n'est pas de la nature des choses faites et créées, donc il a toujours existé et le Père a toujours eu le

(1) Sans parler du « Donatisme » en Afrique. Voy. CCCCXVII ; CCCXLV, t. III.

(2) CXXVI, t. II, 128 ; CC.V 177 ; CCCCVI, 74 ; CCCCLXXXIII, t. II, 22, 30.

Fils avec lui. Ils sont inséparables. Le Fils, dans le principe, est parfait, infaillible. Et cependant Père et Fils sont deux personnes distinctes, le Père seul étant inengendré.

La valeur des adversaires d'Arius réside, non dans le raisonnement et la dialectique, — ils lui sont à cet égard nettement inférieurs, — mais dans la profondeur du sentiment chrétien. Athanase saisit tout de suite que ce qui est essentiel dans le christianisme, à partir de saint Paul, c'est la rédemption. Celle-ci n'est possible que si Dieu « entre dans l'humanité ». Par suite, Christ-Logos est Dieu, pleinement Dieu. Autrement il ne serait pas le Sauveur, il serait un héros à l'antique, un homme devenu dieu. On le voit, pour ce qui touche aux rapports de personne, Athanase s'en tire comme il peut. Tant pis si l'on risque d'être accusé de modalisme : « l'intérêt religieux avant tout ».

Tout le monde — catholiques, protestants, libres-penseurs (1), — tombe d'accord que dans la lutte, Athanase domine Arius, parce qu'il est porté par le flot grossissant du sentiment populaire qui, d'instinct, adopte toute théorie qui grandira Christ le plus possible, sans se soucier des difficultés, ni même des contradictions, qui naîtront de son assimilation à la divinité. Ainsi s'explique le triomphe final du symbole athanasien. Mais il faut bien avouer que, pour des esprits timorés, conservateurs, ennemis de toute précision, parce que préciser c'est innover, Athanase n'était pas moins insupportable qu'Arius. Aussi ne doit-on pas s'étonner que la majorité des évêques se soit montrée indécise, se portant d'un côté ou de l'autre, au gré des circonstances.

L'arianisme reçut tout de suite un coup violent. Constantin, surpris par cette agitation à laquelle il ne comprenait pas grand-chose, fut scandalisé. On troublait — il s'en plaint assez comiquement — le sommeil de ses nuits. Il supplie ses nouveaux

(1) Ainsi, **XCI**, 235; **CXXVIII**, t. VII, 103, 109, 114; **CXCVII**; **CCIV**, 183; **CCCCVI**, 77, 88-92, etc.



frères d'avoir pitié de lui et de ne pas attirer le courroux céleste. Décidé, gendarme auguste, à mettre fin au désordre, il réunit un concile à Nicée en juin 325. Il en sortit la célèbre formule appelée symbole de Nicée (1).

Arius et deux évêques furent exilés (Eusèbe de Nicomédie, Théognis de Nicée). Le triomphe de ceux qu'on appellera les « orthodoxes » est surprenant. L'homœousie fut plus imposée qu'acceptée. Il paraît certain que l'empereur pesa sur le concile (2). S'il s'est rangé du parti de l'évêque d'Alexandrie, ce n'est pas par conviction théologique, cela va de soi, — il était trop ignorant des choses de l'esprit, — c'est qu'il subit des influences personnelles, probablement celle d'Hosius de Cordoue. *A priori* il ne pouvait être que mal disposé à l'égard d'Arius; un homme autoritaire comme l'empereur voit toujours de mauvais œil un subordonné discuter l'opinion de ses supérieurs. Le plus grand tort d'Arius aux yeux de Constantin fut sans doute d'être un simple prêtre, tandis qu'Alexandre était un évêque. La netteté de la condamnation, celle du symbole où l'on s'attache à ne laisser subsister aucune équivoque, est chose insolite; elle révèle une volonté ferme, dominatrice, celle du maître. C'est un fait significatif, inquiétant, que le premier grand concile tenu par l'Église ait délibéré et voté sous la pression d'un homme, païen si peu de temps auparavant.

Le triomphe des orthodoxes était trop rapide, trop complet. Les esprits n'y étaient pas préparés (3). Les exilés furent rappelés. Constantin fut circonvenu par les ariens ou les demi-ariens, et c'est d'un des exilés, Eusèbe de Nicomédie, qu'il reçut le baptême à son lit de mort (22 mai 337).

Dans la période qui suivit, les esprits moyens et conservateurs s'épuisent à chercher une formule de conciliation. Cer-

(1) Texte grec dans CCCCLXXXIII, t. II, 34; CXXV, t. II, 149.

(2) CXXV, t. II, 154 · XLIX, t. I, 72-75; CCCCLVII. t. III, 410, 553.

(3) « La formule de Nicée n'avait en sa faveur aucune tradition en Orient, car même Alexandre d'Alexandrie avait parlé de trois *hypostases* dans le sens d'*ousies* » (Harnack, 195); — XCI, 249.

tains croient la trouver dans la formule de *ὁμοιουσία* : la nature du Christ est semblable (*ὁμοιουσία*) à celle du Père et non identique (*ὁμοουσία*). Les demi-ariens sont très nombreux en Orient et l'Orient est toujours la tête du christianisme. Ils ont pour eux nombre d'évêques, l'empereur Constance ; aussi l'orthodoxie athanasienne est-elle « en pleine déroute » (Duchesne) au milieu du iv<sup>e</sup> siècle. La pression impériale fait condamner Athanase (Arles, 353 ; Milan, 355). Qui plus est, en 355, à Sirmium, on arrache au vieil Hosius une soumission à une déclaration arienne. L'empereur abandonne la formule nicéenne de 325 à 326.

L'orthodoxie fut sauvée par l'avènement de Julien, qui, avec un dédain méprisant, rappela Athanase exilé. Elle put reprendre haleine et se réformer. Le règne de Valens (364-378), arien déterminé, faillit cependant amener la ruine de l'orthodoxie. Sous son règne l'immense majorité des évêques de la *pars Orientis* est antinicéenne.

L'orthodoxie fut sauvée cette fois par l'Occident. Au cours du iv<sup>e</sup> siècle le nombre des chrétiens s'y était énormément accru, et ces chrétiens subissaient passivement l'influence du seul grand siège épiscopal, celui de Rome. L'évêque de Rome, peu théologien, plus docile aux inspirations de la piété populaire que les Orientaux, est nicéen, sauf une défaillance, celle du pape Libère (1).

L'empereur Valentinien (364-375) fut indifférent ou impartial, Gratien (375-383) subit l'influence de l'évêque de Rome Damase, et de l'évêque de Milan, Ambroise, tous deux ardents nicéens. A la mort de Valens (378), Gratien se donna comme collègue pour l'Orient l'Espagnol Théodose, un Occidental nicéen. Théodose convoqua en 381 à Constantinople un concile (2) qui reprit le symbole de Nicée, tout en supprimant *ἐκ τῆς*

(1) P. BATIFFOL nie la chute de Libère dans **XXII**. Personnellement il ne nous a pas convaincu.

(2) BATIFFOL, **XXIII**, 112-146.

οὐδίας τοῦ πατρός. L'empereur rétablit (30 juillet 381) les évêques nicéens déposés ou exilés. Toutefois les effets de ce concile furent longs à se faire sentir. Il n'avait été œcuménique que de nom (150 évêques, tous orientaux). L'empereur avait sans doute agi sagement en ne convoquant pas les Occidentaux trop raides, brouillés à mort avec les Orientaux. Par une suite de mesures habiles, Théodose arriva lentement à calmer les esprits surexcités, si bien que l'arianisme s'éteignit en Orient vers le début du v<sup>e</sup> siècle. En Occident, il est vrai, Gratien assassiné (383) fut remplacé par son frère Valentinien II, dont la mère, Justine, était arienne. Mais Valentinien ne put se maintenir que par la protection de Théodose ; quant à la réaction païenne sous le pseudo-empereur Eugène (394), elle fut immédiatement étouffée. L'arianisme avait vécu ; mais, pour en venir à bout, le catholicisme avait dû avoir recours à la coercition du pouvoir séculier.

Au cours de cette longue controverse, les esprits entrèrent en ébullition et les cœurs s'aigrirent. L'empereur avait pris parti tantôt pour une doctrine, tantôt pour l'autre, et il s'était mis à dos successivement l'ensemble de ses sujets. Pour comble d'infortune, le hasard voulut que le christianisme pénétrât chez les Barbares, chez les Goths, chez les Vandales, chez les Bourguignons, par le canal d'évêques ariens (Ulphilas, évêque en 341).

Or, depuis 376 les Wisigoths ont passé la barrière du Danube et sont campés sur territoire d'empire, en Mœsie, nominalement sujets de l'Empire. Les forces d'absorption de la *Romania*, déjà affaiblies, déclinent encore davantage par suite de la différence de doctrine. Les Goths ariens auraient sans doute pu être assimilés par l'Orient arien. La chose devint impossible quand l'Orient fut devenu, par ordre, nicéen.

## III

## CONSÉQUENCES POUR L'ÉGLISE.

Les gains et les pertes de l'Église chrétienne dans son union avec l'État sont bien plus aisés à déterminer.

*Les gains.* — Ils sont éclatants. Minorité persécutée, l'Église chrétienne devient subitement toute-puissante. Depuis Constantin, c'est la première institution de l'État.

On répète que le triomphe du christianisme était fatal; un peu plus tôt, un peu plus tard, il devait se produire. Cela est facile à dire. On oublie que le christianisme n'était pas la seule force religieuse qui exerçât son prestige sur les masses. Il avait des concurrents, dont quatre ou cinq dangereux. Il est certain que l'antique religion romaine était depuis longtemps en pleine décadence. Les vieux cultes latins, très frustes, avaient été, dès les temps de la République, assimilés, vaille que vaille, au Panthéon hellénique. Mais ce syncrétisme, s'il avait donné à la religion romaine plus de variété, de poésie, de coloris, avait été impuissant à lui constituer une philosophie et une morale (1). Les premiers empereurs comprirent si bien que les cultes antiques n'étaient plus qu'une écorce vide qu'ils s'ingénierent à constituer le culte de Rome et d'Auguste pour servir de support au sentiment national de Rome élargie. On a dit que ce culte n'était ni aussi artificiel ni aussi dégradant qu'on a cru. Toujours est-il qu'il était un rite politique plutôt que religieux et il devait s'anéantir le jour où le principal intéressé, l'empereur, cesserait de le soutenir.

L'aliment aux besoins de mysticisme, la réponse aux angoisses touchant la destinée de l'homme après la mort, Hellènes et Latins les cherchèrent dans les religions orientales (2).

(1) XLIX; LI; CCCCLII-III; DVI; CCLXX.

(2) XCV; — CCCCVII; — CCCCLXXXIV. Sur les mystères proprement dits : P. FOUCART, *Des associations religieuses chez les Grecs* (1878) et *Mystères d'Éleusis* (1914). — REITZENSTEIN, *Die hellenistischen Mysterien ihre Grundlage und Wirkung* (1910).

Quelle que fût la supériorité de la religion chrétienne sur ses émules, la seule propagande n'eût pu cependant suffire à lui assurer la domination, ou même simplement la supériorité numérique (1). Il lui fallait pour cela capter les forces toutes-puissantes mises à la disposition de l'empereur.

On peut penser que, à défaut de Constantin, un autre se fût converti. D'abord ce n'est pas sûr le moins du monde. Ensuite reste à savoir si le moment eût été aussi propice. Or il est bien certain que la conversion de Constantin est venue à un moment critique, décisif. Imaginons l'empereur se désintéressant des discussions théologiques. La crise de l'arianisme n'en eût pas moins éclaté. Et alors qui eût imposé l'unité de doctrine? L'empereur lui-même, on l'a vu, n'a pu y réussir qu'après soixante ans de luttes, — et les mouvements suivants (Nestorianisme, Monophysisme, etc.), au lieu d'être espacés, se seraient déclenchés aussitôt. Comment croire que cette chrétienté, déchirée par des divisions aussi profondes, eût gardé sa force d'expansion et eût présenté une grande séduction pour un empereur païen?

Les historiens de l'Église sont d'accord pour reconnaître que les controverses du IV<sup>e</sup> siècle avaient une gravité plus grande, en dépit des apparences, que les sectes des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> siècles, maladies dont l'organisme frais et robuste de l'Église chrétienne s'était remis de lui-même. La conversion de Constantin est donc un « miracle » (2) : elle a sauvé l'Église. Et l'Église l'a si bien senti qu'elle a tout pardonné à cet homme, ses crimes, et même son baptême administré par un évêque plus que suspect d'arianisme.

Et tout de suite l'Église — par ses représentants, les évêques — s'est passionnément attachée à l'État et lui a cédé beaucoup.

(1) La facilité relative avec laquelle les empereurs ont imposé le christianisme ne doit pas nous faire illusion à cet égard. Il y a d'autres exemples d'un pouvoir tyrannique imposant les vues du maître à ses sujets.

(2) HARNACK, CCIV, 135, 138, 141.

L'épiscopat a été « fasciné » par Constantin. Les persécutés de la veille, devenus les conseillers intimes du maître, eurent la tête tournée. « L'autorité aime l'autorité. Des hommes aussi conservateurs que les évêques devaient avoir une terrible tentation de se réconcilier avec la force publique, dont ils reconnaissaient que l'action s'exerce le plus souvent pour le bien... La haine entre le christianisme et l'Empire est la haine de gens qui doivent s'aimer un jour (1). »

Au fond, l'Église sentait le besoin du bras séculier. A mesure qu'elle s'organisait, elle éprouvait la nécessité catholique de l'unité, elle comprenait l'impossibilité de triompher des dissidents sans l'aide de la force. L'excommunié avait la ressource de dresser chapelle contre chapelle. Impossible de l'éliminer sans avoir recours à l'autorité publique. C'est un fait très significatif que l'affaire de Paul de Samosate. Pour se débarrasser de leur collègue excommunié, les Pères du concile d'Antioche s'adressent à l'empereur Aurélien, un fervent du culte du Soleil et qui lancera peu après un édit contre les chrétiens. On n'a pas honte de demander au païen d'exiler l'évêque chrétien dont les opinions ne sont pas conformes à celles de ses collègues (vers 270).

L'Église chrétienne n'était pas organisée pour la vie civile et politique (2). Dans l'attente du « royaume », elle avait vécu longtemps dans une demeure provisoire. Quand elle se sentit devenir une majorité, une puissance dans l'État, quand elle se réconcilia avec l'idée de vivre de la vie de ce monde, elle s'aperçut qu'elle avait négligé d'élaborer le droit privé et public, qui seul peut permettre l'existence normale. Ce droit existait, le plus parfait qu'on eût connu, le Droit romain. Elle l'adopta, elle se moula dans le cadre des institutions juridiques antiques. Elle dut, par suite, se soumettre et pleinement à l'organisme qui maintenait ces institutions. La seule précau-

(1) RENAN, CCCCV, 615, 618; cf. CLXXXV; CCCCVI, 73; CCCCLV, 82.

(2) CCCXXVIII, t. II, 469-509.

tion, et très sage, qu'elle prit fut de faire excepter son clergé de la juridiction ordinaire (1).

A plus forte raison le christianisme est-il dépourvu de l'organisation militaire qui sera un jour indispensable pour lutter contre un rival terrible, l'Islam. Plus que jamais il aura besoin du bras fort du laïque pour se protéger. Et cette nécessité l'empêchera de tout absorber et le courbera, bon gré mal gré, sous les puissances du siècle (2).

*Les perles.* — Elles sont avant tout d'ordre éthique.

Appuyée sur l'État, disposant de l'État, l'Église deviendra avec une extrême rapidité intolérante et persécutrice. A partir de Théodose, les païens sont traqués. Le retour au paganisme ou au judaïsme est puni par Gratien et Théodose en mai 381 et 383 (*Cod. Theodos.*, XVI, 7, 1 et 3), l'orthodoxie romaine imposée « à tous les peuples que régit notre clémence » le 28 février 380. L'hérésie est assimilée au crime, le schisme de même, sous Honorius. L'exil ne suffira plus; contre des dissidents même chrétiens, on usera de la torture et des supplices.

Enfin l'Église chrétienne luttera contre toute opinion indépendante. Elle voudra tuer toute pensée libre, et il est presque incompréhensible qu'elle n'ait pas réussi.

Le concours de l'État, l'Église doit le payer en se soumettant à l'État (3). Dès le concile d'Arles (août 314), elle offre d'excommunier ceux qui se refusent au service militaire (4). De là à l'approbation des fautes et des crimes de l'État, il n'y a qu'un pas, trop vite franchi.

(1) Mais ces privilèges n'eurent qu'un temps et furent repris, pour la plupart, par les successeurs du grand empereur. Le *privilegium fori* en matière criminelle ne semble avoir été accordé qu'entre 412 et 452. Voy. encore **XXVII**, 67; — **CCLXXVIII**; — **CCCCLXXXVII**.

(2) Esmein estime que l'Église est moins absorbée dans l'État qu'absorbée par lui (*Droit constitutionnel*, 6<sup>e</sup> éd., p. 1179). Jean CRUET la considère comme un « État désaffecté » (*La Vie du droit*, p. 220).

(3) **CCLXXVII**, t. III, 228; **CCCCLV**.

(4) **CCVII**, 87; **CDLXXXIX**, 2<sup>e</sup> série, 158.

L'Église s'accoutume à user du bras séculier pour les conversions. Elle se rouille et perd son pouvoir d'assimilation. La propagande personnelle s'arrêtera dès le v<sup>e</sup> siècle environ. Désormais le christianisme ne cherchera à faire des recrues qu'en captant la confiance des rois barbares et de leur entourage ; une fois le chef acquis, on se sert de lui pour imposer la foi à ses sujets par une pression douce ou violente.

Et puis la victoire fut trop rapide, trop complète. Ces troupeaux de païens, Romains, puis Barbares, poussés de gré ou de force dans le giron de l'Église, ont dégradé et altéré le sentiment chrétien. Ces foules ont subrepticement réintroduit les superstitions et le polythéisme dans le christianisme qui en avait horreur. Non pas que le culte des saints soit le culte des dieux déguisé sous un nouveau nom. Les exemples à l'appui sont rares, sans grande portée ; les faits de substitution ont dû se produire à l'insu du clergé, qui flairait d'un odorat subtil tout relent païen (1). Mais ces masses trop vite converties apportèrent à l'Église des cœurs insuffisamment purifiés, où les germes païens, mal étouffés, reprirent vigueur. Le paganisme est la mauvaise herbe qui repousse sans cesse dans le catholicisme (2).

Devenue majorité, la société chrétienne voit tomber le niveau de sa moralité. L'Église, immensément élargie, ne peut plus demeurer la société des purs, des saints, qui attendent dans le tremblement et les mortifications la fin des temps. Identifiée, ou presque, au « Monde », l'Église subit profondément l'influence dégradante de la vie, chose fatale, le siècle étant le mal (3). Pour y échapper, une seule voie de recours : vivre en dehors du monde, artificiellement, en cherchant le désert ou la solitude, en se cloîtrant seul (réclusion) ou collectivement

(1) Les théories de Gelzer, Usener, Saintyves, etc., ont été l'objet d'une critique pénétrante de la part du P. Delahaye, CIX.

(2) CCCCLXXXV.

(3) « Il faut, pour être viable, que toute Église pactise avec le diable », remarque Élie HALÉVY (*Hist. du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> s.*, t. I, 268).



(monastère). Ce n'est pas pur hasard que l'ascétisme érémitique puis monacal apparaisse, au moment même du triomphe de l'Église, d'abord en Orient (1).

Mal accueilli en Occident, l'ascétisme s'impose aux <sup>v</sup><sup>e</sup> et <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècles d'une manière irrésistible. Le monastère apparaît comme le seul moyen de réaliser la vie chrétienne, ce dont le monde n'est plus capable ; le couvent est le seul royaume de Dieu possible sur cette terre (2). Désormais, « entrer en religion » voudra dire renoncer à vivre de la vie de ce monde. Il s'établira un dualisme, une opposition même, entre la vie religieuse et la vie sociale.

Contre-coup fatal, le monde se sentira irrémédiablement mauvais, impuissant contre les forces du mal. Il s'en remettra aux solitaires, aux saints — ils remplacent les martyrs depuis que les persécutions ont cessé, — du soin d'intercéder pour eux auprès de la Divinité. Confiant, le monde se déchargera sur eux du fardeau de la vertu et se résignera vite à vivre d'une vie chrétienne médiocre, très médiocre. Sa sévérité se reportera toute sur les saints (moines, évêques). A leur égard, la vénération est exigeante et soupçonneuse. Plus les hommes sont mauvais, plus ils sont de rigoureux gardiens de la vertu des pasteurs. C'est que cette vertu est la sauvegarde du pécheur ; elle seule arrête les écluses de la colère divine perpétuellement suspendue sur un monde mauvais. Tout n'est donc pas faux dans l'aphorisme pessimiste de Renan que le « christianisme sombra dans sa victoire » (3).

Conclusion : si l'État romain a fait un marché de dupe, de son côté l'Église, tout en réalisant un gros profit matériel, a éprouvé des pertes spirituelles effrayantes.

Alors pourquoi cette union ? Ne peut-on imaginer qu'il eût

(1) XIV, XVI; XXXV, XXXVI; CCVI-CCVIII; CCCCLXX, 547; DXXI.

(2) CCCCv, 167, 208, 241, 627. HARNACK (*Essence du christianisme*, p. 102-112) s'élève contre le concept que l'Évangile soit ascétique et monacal.

(3) CCCCv, 634.

mieux valu pour les deux conjoints malheureux ne pas s'unir? Révons...

L'État renonce aux persécutions, mais reste impartial, neutre. Il ne se laisse pas entraîner dans le tourbillon des controverses. Il se borne à faire sa besogne de policier, à empêcher les gens de s'entre-tuer.

L'Église, ne comptant que sur ses forces morales et sur les interventions surnaturelles, n'oblige pas par la force les païens à désertier le temple pour la basilique, ne persécute pas les dissidents. Elle reste une minorité. Elle ne devient majorité qu'au prix d'une libre propagande. Cela lui demande quelques siècles de plus, mais n'est-ce pas préférable au danger d'être envahie par des demi-païens ou des demi-orthodoxes? D'ailleurs, était-il bon d'user le meilleur de ses forces à la poursuite d'une dogmatique rigoureuse, au risque de négliger les sources profondes de la vie religieuse qui s'alimentent de sentiments et non de formules métaphysiques?

Cette vue est chimérique parce qu'elle est toute moderne.

Toute Église est conquérante par nature, parce qu'elle se croit en possession de l'absolu. L'Église chrétienne ne pouvait pas « laisser la lumière sous le boisseau ». La propagande est une nécessité vitale. La propagande par la force est un écueil, mais vraiment fatal. Aucune doctrine ne peut échapper à cette fascination. Le respect des convictions adverses et la tolérance modernes sont le fruit, et chez un petit nombre, du développement de la conscience ou de la conviction que la croyance à l'absolu est une maladie de l'esprit, chez la plupart des hommes le résultat d'une grande lassitude. Encore peut-on constater que, si peu que les forces se réparent, l'intolérance reprend sa virulence.

Dans toute union l'un des conjoints domine l'autre. Le résultat à cet égard a été sensiblement différent en Orient et en Occident.

En Orient, l'Église avait fait à l'empereur, dès le premier

our, une si large place qu'il lui fut par la suite difficile de le remettre à sa juste place. Aux <sup>vi</sup><sup>e</sup>, <sup>vii</sup><sup>e</sup>, <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècles, l'empereur joue un rôle prépondérant dans l'histoire, non seulement extérieure, mais interne, dogmatique de l'Église, qui compte sur lui pour écraser les dissidents. Dans l'Église chrétienne grecque et chez ses filiales, bulgare, russe, etc., le clergé sera toujours dominé par le pouvoir suprême laïque. A cet égard, le césaro-papisme, fléau du christianisme oriental, doit reconnaître son fondateur en Constantin lui-même (1).

En Occident, il a failli en être différemment, parce que depuis 476 il n'y eut plus d'empereur. On a dit : « l'Empire romain n'était détruit qu'en apparence ; ses secrets vivaient dans le haut clergé romain » (2). On prétendu encore que « l'Église romaine se glissa insidieusement à la place de l'Empire romain. En fait, celui-ci se continua en elle. Le pape — *pontifex maximus* — a succédé à César. Le pape est empereur » (3).

Ces vues ne sont justes qu'en partie : au moment où le pape s'identifie en Italie à la *Respublica Romanorum* (milieu du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle), il est bien tard pour remplacer l'empereur. L'Église d'Italie avait, elle aussi, subi le joug de l'empereur d'Occident, puis du roi goth, enfin, à partir de 551, celui, bien plus lourd, de l'empereur byzantin. Ensuite, pour lutter contre la domination des Lombards, elle avait été obligée d'appeler les Francs. Ceux-ci furent des protecteurs plus que des maîtres. Mais, en 800, la papauté commet la faute énorme de ressusciter un fantôme d'Empire d'Occident, impuissant à reproduire l'Empire romain, mais très capable d'opprimer l'Église.

En dépit de tous ses efforts, l'Église ne parviendra à dominer

(1) GELZER, CLVIII; HAHN, CC, c. 5, 6; STREHL, CCCCLXX, 545; HARNACK, *Essence*, 270.

(2) RENAN, CCCCV, 624.

(3) HARNACK, CCVI, 300, et *Essence*, 294, 30

l'État. La raison profonde, c'est, nous l'avons vu, que l'Église chrétienne n'avait pas été constituée pour la vie d'ici-bas. Elle n'apportait à la société aucun concept juridique ou social nouveau. Elle accepta donc sans résistance, sans vraie répugnance, les institutions de l'État romain. Celui-ci put conserver ses cadres et continua sa vie. A plus forte raison en fut-il de même des États barbares, dont la christianisation fut superficielle.

L'État médiéval et moderne, héritier en partie de l'État romain, n'a donc pu être absorbé par l'Église. Il a gardé conscience, tout baigné qu'il fût de christianisme, d'être une chose à part de l'Église. Si les racines de l'État n'avaient pas été profondément enfoncées dans le passé romain, l'État médiéval se serait dissous dans l'Église et l'Église dans l'État, et l'on ne voit pas comment le concept moderne de la séparation entre la conscience religieuse et l'État aurait pu se développer, ou même aurait pu naître.

Là est le secret de la différence profonde, bien plus profonde encore qu'on ne croit, entre États chrétiens et États musulmans. L'Islam apporte non seulement une religion, mais un droit, une politique, dont on chercherait vainement l'équivalent dans l'Évangile. Encore cette façon de parler est-elle inexacte: droits, coutumes, usages même, tout est indiscernable de la religion. Impossible de toucher à quoi que ce soit sans rencontrer, sans risquer d'offenser le dogme. Et comme droit, politique, usages, sont rudimentaires, constitués pour une société peu évoluée, c'est une tâche surhumaine d'adapter une société musulmane à la vie moderne. Ici la religion ne se laisse pas réduire à la portion congrue. Il est vain de chercher à la mettre à sa place, car sa place est partout ou nulle part (1).

(1) RENAN, *L'Islamisme et la Science*, conférence faite à la Sorbonne le 29 mars 1883; GOLDZIEHER, CLXXV; cf. deux articles anonymes remarquables dans la *Revue de Paris*, 15 janvier et 1<sup>er</sup> septembre 1916.

## CHAPITRE IV

### RÉGRESSION ÉCONOMIQUE DU MONDE ROMAIN

#### I

#### LES CRISES MONÉTAIRES ET ÉCONOMIQUES.

Que le monde romain subisse une perturbation économique des plus graves, à partir du III<sup>e</sup> siècle et même dès la seconde moitié du II<sup>e</sup> siècle, c'est un fait avéré. Et il est non moins certain que ce fait a entraîné des conséquences politiques et sociales de tout premier ordre. On peut les formuler ainsi : *l'Empire à partir du III<sup>e</sup> siècle est une préparation au moyen âge.*

Les signes le plus évidents de cette perturbation économique nous sont présentés par l'altération des monnaies et le bouleversement des prix. A la fin de la République romaine, l'économie monétaire avait depuis fort longtemps succédé à l'économie dite « naturelle » ou domestique, dans laquelle les valeurs d'échange n'existent pas ou existent à peine. Chaque domaine, grand ou petit, fournit tout ce qui est nécessaire à la subsistance de la famille, et les produits en nature sont consommés sur place, tout au plus sont-ils échangés contre d'autres produits en nature, ainsi le vin contre l'huile, si tel domaine ne produit pas assez d'olives, etc.

Mais le monde méditerranéen était sorti de ce stade (1), les pays helléniques antérieurement au V<sup>e</sup> siècle avant notre ère, l'Italie latine vers le III<sup>e</sup> siècle. L'économie monétaire se trouva

(1) CDXXX, CLXIX, CCCXXVIII.

même assez avancée pour que Jules César pût faire d'un des métaux précieux. l'or, le régulateur des valeurs : il avait, comme nous dirions, adopté l'étalon d'or. César fit frapper l'*aureus* à raison de 40 à la livre, soit 8<sup>gr</sup>,180, c'est-à-dire 27 fr. 71, valeur intrinsèque. La frappe de l'or et de l'argent fut abondante, la valeur del'or étant à peu près 12 fois celle de l'argent. Au I<sup>er</sup> siècle, sous Néron, on constate dans la frappe un léger fléchissement : l'*aureus* pèse 7<sup>gr</sup>,4, 7<sup>gr</sup>,6 (valeur environ 25 francs). Pour la monnaie d'argent, alors qu'on taillait seulement 84 deniers dans la livre romaine de 327 grammes, ce qui faisait que chaque denier pesait 3<sup>gr</sup>,90 (valeur actuelle 0 fr. 86), Néron en fit tailler 96, ce qui réduit le poids du denier à 3<sup>gr</sup>,41 (valeur actuelle 0 fr. 75). Sous les Antonins, le fléchissement s'accroît. Il s'aggrave sous Septime-Sévère. L'or a 50 à 60 p. 100 d'alliage ; la frappe diminue, signe que le métal s'est raréfié (1).

Quant aux espèces d'argent, l'alliage y entre dans la proportion de 50 à 60 p. 100 et la valeur réelle du denier tombe à 0,40, 0,30, alors que le pouvoir libératoire que la législation entend lui donner reste le même : l'effigie de l'empereur gravée sur la pièce lui donne cours forcé.

A mesure qu'on avance dans le III<sup>e</sup> siècle, la chute se précipite. La seule monnaie en circulation reste l'*antoninianus* créé par Caracalla. Le poids en est irrégulier, la frappe détestable. La proportion d'alliage monte jusqu'à 90, 95, 98,5 p. 100 sous les règnes de Gallien et de Claude II. A ce moment, l'*antoninianus* » est une pièce de cuivre ou de plomb recouverte d'une mince couche d'argent, une pièce « saucée ». Elle n'est plus, comme a dit Mommsen, qu'un « assignat métallique ». En dépit des prescriptions impériales, les prix subissent des perturbations corrélatives. Jamais le monde n'avait vu encore un semblable ébranlement économique. Les efforts d'Aurélien pour remédier à cet état de choses furent inutiles. Dioclétien réussit dans la tâche formidable de rétablir la bonne monnaie : en 296 il reprit

(1) Cf p. 20-21

la frappe de la monnaie d'argent sur le pied de 96 à la livre romaine. Constantin compléta et acheva la réforme. La frappe de l'or reparut, quoique, sans doute, beaucoup plus rare (1).

Quant à la tentative de Dioclétien d'instituer un *maximum* pour le prix des denrées, salaires, objets usuels (301), elle eut une fortune bien différente : l'échec fut total et Constantin retira l'édit (2).

En dépit de ces mesures, le malaise du monde romain persiste (3). Et il apparaît à des indices certains que la société est en état de régression économique, l'économie monétaire cédant la place de plus en plus à l'économie naturelle ou domestique. On revient en arrière, fort en arrière.

L'État reçoit l'impôt foncier, très souvent, le plus souvent, en nature, tout en se réservant en principe le droit d'exiger, selon ses besoins, le versement en numéraire ou en nature (4). Les gouverneurs doivent informer le Préfet de la ville (chargé de l'approvisionnement de Rome) des cours des denrées de leur province. Constantin règle dans le plus grand détail la perception des tributs en nature et les transports dans les magasins publics. En 363, Julien doit ordonner que, en Campanie, la perception ait lieu en argent.

En outre, selon la nature et les produits du pays, les contribuables doivent des réquisitions de denrées alimentaires (*cellaria*) : pain, vin, huile, vinaigre, lard, fourrage pour les bestiaux, bois, effets d'équipement, étoffes, vaisselles, animaux de trait (chevaux, mulets). En Thrace 20 *capita*, en Scythie et Mésie 30, en Orient et en Égypte 33 *juga* devaient livrer une *vestis*. Ces prestations pouvaient, elles aussi, être converties en argent si l'administration jugeait avantageuse, vu le cours, cette conversion.

(1) XIII; CCCXXII. — (2) XLVI; D.

(3) CCLXVII, t. III, 226.

(4) LX, t. II, 240; XLII, 282, 294; CCCXLIV, t. X, 279, 291; CCXLII, t. I, 375; DIII, t. II, 92; CDXL, t. II, 71.

Les *annonariæ species* et *annonariæ functiones* (prestations) entraînent fatalement des charrois et corvées de tous genres, vu la nécessité de transporter le produit de l'impôt, et des réquisitions jusqu'aux greniers et magasins de l'État. Un pareil système est dommageable au contribuable, dont il prend le temps et les forces. Il est dommageable aussi à l'État, à cause des pertes inévitables que subissent les denrées dans les magasins, des vols et gabegies de tous genres. On a estimé que dans le système d'impôt en nature les deux tiers du revenu se perdent en route. De leur côté, ces contribuables, qui versent en nature l'impôt foncier dont vit l'État, sont payés en nature par leurs colons. Valentinien I<sup>er</sup> interdit aux propriétaires d'exiger les redevances en espèces monnayées, sauf dans les régions où celles-ci sont traditionnelles (1).

Ces recettes en nature ont pour contre-partie des traitements en nature. L'annone et les manufactures impériales nourrissent la cour et servent à la vêtir. Les magistrats (gouverneurs), les comtes, tout le hautpersonnel de l'administration civile a droit, en guise de traitement, à des réquisitions. Certains en abusent au point d'écraser les populations.

Médecins, architectes, professeurs vivent d'annonnes (2). Chose infiniment plus grave, la solde de l'armée tend de plus en plus à être versée en nature. Sous le Haut-Empire, le soldat touchait une solde : les légionnaires 225 deniers (300 depuis Domitien), les cohortes urbaines 375, les prétoriens 750. Le soldat payait sa nourriture, ses habits, ses armes, ses objets de campement ; ces fournitures entraient en décompte de la solde.

Sous la République, seuls les alliés n'avaient pas de solde mais des provisions en nature. S'ajoutaient à la solde des distributions extraordinaires, des *donativa*, gratifications en numéraire distribuées dans des circonstances solennelles (avènement, etc.) : la moitié était versée dans une caisse où elle

(1) CCCCXXX, 213, 253 ; O. SEECK dans CCCXCVII, t. IV, 508.

(2) DI, t. III, 227.



constituait un pécule (*castrense peculium*) dont la garde était confiée au porte-drapeau de la légion.

A la sortie de l'armée, le vétéran touche une retraite : 12000 sesterces (3 000 deniers) s'il est légionnaire, 20000 (5 000 deniers) s'il est prétorien (1).

L'armée étant le véritable maître de l'État, nous ne nous étonnerons pas que la solde se prolonge tard. On sait que Septime-Sévère laissa comme précepte : « Enrichissez les soldats et moquez-vous du reste. » Caracalla augmenta la solde de 70 millions de drachmes (deniers). Son père avait porté la solde du légionnaire à 500 deniers, à charge de s'entretenir avec sa famille. Sévère-Alexandre disait : « Le soldat doit avoir la bourse pleine (2). » Maximien (235-238) gorge d'or l'armée. Ces empereurs et leurs successeurs firent des largesses insensées, qui, loin d'apaiser l'avidité des armées, ne firent que l'exciter. Le sénateur Tacite (275-276) fut élevé au pouvoir à cause de son immense fortune : il suffit de six mois de distributions aux troupes pour la dissiper.

Il serait téméraire d'affirmer que la transformation de la solde en numéraire en solde en vivres était effectuée dès le milieu ou la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle (3). Il serait même inexact de dire qu'au siècle suivant la solde en argent disparut entièrement. Aucune mesure générale n'a été prise à ce sujet, et çà et là une allusion montre que la solde persiste au milieu du IV<sup>e</sup> siècle. Elle persiste, mais diminuée, réduite à peu de chose. Il semble probable qu'après Constantin le soldat ne touche de l'argent que dans les occasions exceptionnelles telles que l'élévation d'un nouvel empereur, etc. ; c'est le *donativum* qui se poursuit, plutôt que la solde régulière. Sous Julien, au milieu du IV<sup>e</sup> siècle, chaque simple soldat touche une annone, donc une prestation en nature ; même les *protectores*, successeurs des anciens centurions, touchent 6 annones.

(1) LIII, 223, 286. CCCXXII, 2 3 CCCLI, 112 ; surtout CXXII, 218-241.

(2) XV, 233. — (3) CCCLI, t. II, 18., 317.

Quant à la retraite, elle n'est plus versée en numéraire : officiers et vétérans reçoivent des terres dont ils s'entretiendront eux et leur famille, car depuis Septime-Sévère ils sont mariés. Ces terres (*fundi limitrophi*) sont choisies aux frontières et, au iv<sup>e</sup> siècle, la propriété passe au fils s'il consent à servir.

L'absence de numéraire entraînant la disparition de la solde amènera à préférer, par économie, aux armées romaines, trop coûteuses, des troupes de barbares usant de leur armement, combattant sous leurs propres chefs, et à rétribuer leurs services en terres. L'évolution a été très bien aperçue par Montesquieu ; dans ses *Considérations* il s'exprime ainsi : « L'impuissance où l'on se trouva de payer ces charges (solde et libéralités à l'armée) fit que l'on prit une milice moins chère. On fit des traités avec les nations barbares qui n'avaient ni le luxe des soldats romains, ni le même esprit, ni les mêmes prétentions (1). »

Quant aux conséquences inéluctables d'un système qui ne permet de récompenser les services rendus que sous forme de traitement en nature, de distributions de terre, on les entrevoit aisément : elles mènent au régime dit féodal ou à un régime analogue. Dans tous les États où ce régime s'est manifesté, on le voit coexister avec l'économie naturelle et disparaître, ou s'atténuer, avec les transformations économiques.

Nous voici maintenant en présence d'un problème de première importance. Comment s'expliquer que le monde romain, économiquement prospère à la fin de la République et pendant les deux premiers siècles de l'Empire, soit ruiné et irrémédiablement ? La tourmente du iii<sup>e</sup> siècle a été terrible politiquement, et le régime monétaire a subi des perturbations effroyables. Mais Aurélien, mais Dioclétien, mais Constantin, ont remis sur pied le monde romain, refondu l'administration,

(1) Éd. de 1734, chap. XVIII. Cf. DUREAU DE LA MALLE, CXXVII, t. II, 439; MARQUARDT, CCCXLIV, t. X, 291, n. 7.

perfectionné le système financier, et la monnaie est redevenue presque aussi bonne qu'au 1<sup>er</sup> siècle. Et cependant rien ne peut arrêter la ruine, qui ne fait que s'accroître au cours des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles.

C'est un phénomène bien surprenant pour nous, habitués au spectacle d'une prospérité sans cesse grandissante (1). Une crise commerciale, une guerre, peuvent interrompre cette prospérité, mais nous sommes assurés qu'après un temps d'arrêt plus ou moins long les affaires reprendront et que la production des richesses ne s'arrêtera jamais. Pourquoi cela ? Parce que nous vivons sous le régime capitaliste, régime sous lequel toutes les forces de la société sont tendues vers la production de valeurs qu'on écoule sur des marchés de plus en plus étendus.

En va-t-il de même dans l'Antiquité ? Autrement dit, l'Antiquité a-t-elle connu un véritable régime capitaliste ?

A cette question la plupart des historiens de cette période de l'humanité n'hésitent pas à répondre affirmativement. Ils nous montrent le régime de l'économie monétaire tendant à se substituer au régime de l'économie domestique à une époque reculée, vingt à trente siècles avant notre ère dans les vallées du Tigre et de l'Euphrate.

L'Égypte elle-même, longtemps « féodalisée », apprendrait à connaître le régime monétaire dès le Nouvel Empire, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle avant notre ère. L'Empire perse des Achéménides montre, depuis sa réorganisation sous Darius, une combinaison intéressante d'économie naturelle et d'économie monétaire, au moins dans les provinces occidentales.

Arrivons à la Grèce. L'époque mycénienne témoigne d'une forte influence orientale, laquelle ne peut s'expliquer sans un commerce développé. Puis vient une période de régression, le « moyen âge » hellénique, l'époque des héros où une aristocratie guerrière vit du produit de l'agriculture, surtout de ses

(1) [Écrit en 1914].

troupeaux. C'est la fin de cette époque que nous dépeint l'*Illiade*. L'économie est toute domestique : on fabrique tout à la maison. Seul, ou presque seul, le travail du métal est une profession des spécialistes : *καλυστις* (cf. dans la Bible), mais la vie ne dépasse pas le cercle du village.

Hésiode dépeint encore la société plongée dans le régime agricole et naturel. Cependant il connaît le commerce par mer, qu'il redoute d'ailleurs. L'*Odyssée*, sensiblement plus jeune que l'*Illiade*, connaît aussi le marchand.

Aux VIII<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles, les Hellènes sillonnent la Méditerranée comme pirates, puis comme commerçants. Que transportent-ils d'un bout à l'autre de la mer intérieure? Quelques produits de leur sol ou de leur mer (huile de l'Attique, vin de Chio, de Lesbos, pourpre de Cythère, cuivre de Chypre et de l'Eubée, argent des mines du Laurium en Attique), — et surtout, des produits fabriqués : étoffes, tapis, vêtements, armes, objets de métal, poteries, etc. (1).

Ces objets supposent une technique avancée, des métiers exercés par des professionnels, donc des ateliers. Tout cela excède de beaucoup le stade de l'économie naturelle, domestique. Qui plus est, le style de ces objets (les vases par exemple) révèle que certaines localités se livrent plus spécialement à des fabrications déterminées : les beaux vases en Italie et en Sicile viennent de Corinthe et de Chalcis. A partir du commencement du VI<sup>e</sup> siècle, une de ces cités, Athènes, prend sur toutes les autres une prépondérance commerciale : l'Attique dont le sol est si pauvre étant surpeuplée, cette prépondérance ne peut s'expliquer sans l'existence d'une industrie alimentant un gros commerce d'exportation.

Les bras libres ne suffisent plus, on se procure des instruments de travail en achetant des esclaves : c'est seulement à partir du IV<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> jusqu'au I<sup>er</sup> siècle que le nombre des esclaves

(1) CLXXXIX; CXCI. CCCXXVIII; CLXIX.

grandit démesurément dans le monde méditerranéen ; le but mercantile de l'esclavage se manifeste clairement par le fait que les villes où l'on achète et où l'on vend le plus d'esclaves sont les villes les plus commerçantes : en As e Milet, dans l'Hellade Chalcis, Corinthe, enfin Égine, petite ile rocheuse et infertile qu , au vi<sup>e</sup> siècle, est l'emporium du monde hellénique. En même temps la population de chaque πόλις se concentre dans la *ville*, qui prend le dessus sur la campagne. Enfin l'usage de la monnaie métallique (provenant de Lydie) se répand avec une rapidité extrême. Le développement de l'esclavage, les révolutions politiques elles-mêmes ne peuvent se concevoir à partir du vi<sup>e</sup> siècle, sans des villes riches, peuplées. Le gros commerce (ἐμπορικὴ) se sépare du petit commerce (καπηλική) et au détaillant (κάπηλος) s'oppose le grand marchand (ἐμπορος).

On n'hésitera pas à rapprocher le développement économique du monde hellénique aux vii<sup>e</sup> et vi<sup>e</sup> siècles avant notre ère de celui des xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles après Jésus-Christ, et le v<sup>e</sup> siècle avant notre ère du xvi<sup>e</sup> siècle après notre ère.

Dans le chef lieu, devenu centre de la vie de chaque πόλις, le régime politique subit de profondes modifications. A Corinthe, à Égine, plus tard à Rhodes (cf. Carthage), le pouvoir est usurpé par l'aristocratie des riches commerçants. Ailleurs (Argos, Syracuse, Tarente, Athènes surtout) des révolutions, le plus souvent sanglantes, assurent l'élimination de la classe moyenne urbaine, classe nullement fainéante, comme on l'a dit, mais travailleuse, de petits artisans.

Il se crée de nouvelles places de commerce : Rhodes, plus tard Délos, avant tout Alexandrie dans l'Égypte helléniste. L'économie du monde hellénistique (iii<sup>e</sup>-ii<sup>e</sup> siècles) est donc comparable sinon à celui du xix<sup>e</sup> siècle, du moins à celui des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles.

On peut poursuivre la comparaison plus loin. La ruine de la Grèce après les conquêtes d'Alexandre présente des analogies saisissantes avec des faits modernes. Cette agriculture délaissée,

cette population en décroissance rappellent la crise de l'agriculture anglaise au XIX<sup>e</sup> siècle. La cause est analogue : le monde oriental, susceptible d'un rendement économique infiniment plus fécond que le pauvre territoire de l'Hellade, s'est ouvert à l'activité des Hellènes, comme la découverte du Nouveau Monde à celle des Anglais et des Espagnols.

Quant à Rome, plongée dans l'économie naturelle pendant de longs siècles, elle s'en dégage rapidement. La concurrence de l'agriculture sicilienne, égyptienne, africaine occasionne des crises agraires, en même temps que les conquêtes lui valent un énorme apport de métaux et d'objets précieux, qui restent aux mains de l'aristocratie. Celle-ci accapare la terre, prête aux États étrangers, à ses concitoyens, fait des spéculations de tous genres. Le I<sup>er</sup> siècle avant notre ère voit l'apogée de l'esclavage ; des troupes d'esclaves sont employés, non seulement aux besoins domestiques, mais à la fabrication d'objets d'industrie. Il y a donc eu un capitalisme romain, et ce capitalisme en vint à étouffer, à écraser toutes les autres classes sociales.

« Par conséquent, l'Antiquité... n'offrirait aucune différence avec les temps modernes au point de vue économique. C'est une grossière croyance populaire qui a accrédité la légende que le développement historique des peuples méditerranéens s'est fait d'une façon continue, selon une ligne ascendante. Cette croyance trouve son appui dans la répartition tripartite de l'histoire en *Antiquité*, *Moyen Age*, *Temps modernes*. Et, comme on trouve dans le Moyen Age des conditions de vie très primitives, on croit pouvoir en induire des conditions encore beaucoup plus primitives pour l'Antiquité. Tout au contraire, l'Antiquité était de beaucoup plus avancée que le Moyen Age (1). »

(1) Résumé de Sa'violi, *CDXXX*, p. 13-14, dont les vues personnelles sont directement opposées à l'existence d'un véritable capitalisme pendant l'Antiquité.

Voyons, si, à Rome, le capital a été « investi », comme on dit, dans l'industrie et le commerce, auquel cas l'existence du capitalisme ne ferait pas de doute.

## II

### LE CAPITAL ET L'INDUSTRIE. — LA POPULATION.

Dès une période reculée de l'histoire romaine le métier s'est détaché de la famille, de l'économie domestique, pour se mettre au service du public. La spécialisation des métiers et la division du travail sont poussées assez loin dès les III<sup>e</sup>-II<sup>e</sup> siècles avant notre ère (1). Et les métiers, quelquefois constitués en « collèges », avaient tendance à se grouper dans certaines rues. Le citadin trouvait des boulangers pour y acheter du pain, des échoppes où l'on servait du poisson frit, des auberges, des coiffeurs. Pour se vêtir, des boutiques de vêtements (2). Mais cela même n'implique pas une production industrielle capitaliste. Aujourd'hui encore les tapis de Perse, les potiches de Chine, fabriqués pour être envoyés au bout du monde, sont confectionnés dans des ateliers familiaux, ne supposant aucunement une économie vraiment capitaliste. Seuls, certains produits de luxe (vases, objets de fer forgé, tissus (?), bijoux, etc.), attestent une réelle division du travail. Seuls ils sont fabriqués pour être écoulés sur un marché, souvent lointain.

Mais, en fait, le capital-argent — si abondant à la fin de la République et au début de l'Empire — ne se porte pas ou se porte peu sur l'industrie. Et voilà déjà une différence profonde, essentielle, entre l'économie romaine et l'économie de la période moderne, ou, si l'on veut, contemporaine.

(1) **BLUENNER**, **XLIII**, **XLIV** ; **GUMMEURS**, **CXCV**.

(2) Listes de professions ayant rapport à l'industrie du vêtement dans **MARQUARDT**, **CCCXLIV**, *Vie privée*, tr. fr., t. II, p. 227. On peut lire aussi les restitutions de l'édit du maximum de Dioclétien par Mommsen. Sur la technique, voy. **GROTHE**, **CLXXXII**, **YATES**, **DXIV**, et l'ouvrage de **Hugo BLUENNER**, **XLV**.

Pourquoi l'argent ne cherche-t-il pas son emploi dans l'industrie ?

D'abord parce qu'il rencontre la résistance de l'économie domestique. Celle-ci est profondément implantée dans les mœurs. Chaque grande *villa* a non seulement ses moulins à bras, ses fours, ses ateliers pour les besoins agricoles (forge, charpenterie), mais des ateliers de tissage et de vêtements, confiés aux femmes et aux esclaves. L'aristocratie entretient des brodeurs, des doreurs, des ciseleurs, des orfèvres, des peintres, architectes, sculpteurs, coiffeurs, esclaves ou affranchis. « Il y avait pour les familles riches une espèce de vanité à pouvoir dire que tous les besoins de la maison pouvaient être satisfaits par le travail intérieur lui-même : ainsi tout se fait à la maison, même les objets de luxe. » Se fournir au dehors est une sorte de déshonneur (1).

Au contraire, le capitalisme moderne a réussi à faire voler en pièces, au moins dans l'Europe occidentale, l'industrie domestique ; il a utilisé les progrès de la technique. Or, c'est un fait significatif que la technique des métiers ne semble pas avoir fait de progrès appréciables chez les Romains.

Il y a là un cas particulier, très important, de ce phénomène d'engourdissement de l'invention qui se manifeste dans tous les domaines de l'activité humaine, art, littérature, science, philosophie, en Grèce dès le II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, à Rome au II<sup>e</sup> après.

Faute de perfectionnement technique, le capital n'est pas sollicité de se porter vers l'industrie ; l'esprit d'invention, à son

(1) FRIEDLAENDER, trad. fr., t. III, suppl., p. 66. Cf. la Russie au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle encore : *Autour d'une vie*, du prince Pierre KROPOTKINE, 1902, p. 35. Au début de l'hiver, 25 traîneaux de paysans, serfs apportent de très loin, des grands domaines, les provisions pour l'hiver (avoine, froment, seigle, volailles gelées) ; la liste que doit amener chaque village, dressée par le seigneur lui-même, remplit plusieurs pages. Chaque grande famille de la haute aristocratie se vante d'avoir cochers, valets, cuisiniers, pâtisseries, tailleurs, brodeurs, cordonniers, barbiers, orfèvres, musiciens (p. 26) : on compte 150 serviteurs à la maison.



tour, n'est pas encouragé par la perspective des profits que le capitallui apportera s'il s'applique à perfectionner la technique industrielle. Ces actions et réactions réciproques de l'esprit d'invention et du capitalisme, très marquées en Europe, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle et même avant, n'existent pas dans le monde romain.

A défaut de machines, à défaut d'outils perfectionnés, l'emploi de bras humains à bas prix — à un minimum de prix, — l'emploi des esclaves ne pourrait-il, du moins, attirer les capitaux ? Un instant, oui. Il y a eu quelques grosses entreprises montées avec des esclaves (1).

A Rome, il y a eu aussi des tentatives. Entrepreneurs, capitalistes ont cru qu'ils feraient d'excellentes affaires en s'appropriant les profits du travail d'esclaves dressés à pratiquer des métiers. Le profit s'est vite avéré très maigre. D'abord il faut dépenser de l'argent pour acheter l'esclave, ou bien, s'il est à la maison, pour l'élever, pour lui apprendre le métier. S'il y a crise, l'esclave doit tout de même être entretenu, si peu que ce soit.

Surtout, la capacité de son travail, son rendement, sont très inférieurs à ceux de l'homme libre (2) : la marge est si peu large que le profit du maître peut disparaître entièrement. Si l'on conserve des troupeaux d'esclaves (et jusque vers le I<sup>er</sup> siècle seulement), c'est par vanité, par ostentation, plutôt que pour des avantages bien tangibles. Enfin, comme le maître veut utiliser ses esclaves pour tout, travaux des champs comme mé-

(1) BÜCHSENSCHUTZ, **LXIII**, 192, 335.

(2) Le travail libre n'a donc pas trop souffert du travail servile, quoique GUIRAUD, **CLXXXIX**, p. 61, 70, soutienne le contraire. Aussi jamais la plèbe n'a demandé l'expulsion des esclaves. « L'ouvrier libre se plaignait, non pas du manque de travail, mais d'être obligé de travailler, de ne pas être aussi riche que les classe dirigeantes, de n'être pas propriétaire foncier. » « La question sociale de l'antiquité ne fut pas la lutte du travail libre et du travail servile, mais la lutte entre les propriétaires fonciers et ceux qui n'ont pas de terre. » SALVIOLI, **CCCCXXX**, p. 146, 296; cf. SCHMOLLER, trad. fr., t. V, p. 107. Voir aussi **LXXXIV**

tiers des villes, il ne peut pousser bien loin la division du travail. L'économie esclavagiste s'avère donc foncièrement anti-capitaliste.

Une des conditions pour la constitution d'une industrie florissante, c'est l'ouverture de débouchés abondants où le débit est constant. C'est dire que la densité de la population doit être assez élevée. Est-ce le cas pour l'Empire romain ?

Érudits et philologues des *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles (Juste Lipse, Isaac Vossius) se faisaient une idée fantastique de la richesse et de la population de l'Empire romain. Montesquieu énonce encore de véritables insanités (1) : le monde au *xviii<sup>e</sup>* siècle n'aurait pas renfermé le dixième de la population de l'Empire romain. Les Anglais (Hume, Gibbon), au *xix<sup>e</sup>* siècle, Dureau de la Malle (2), Moreau de Jonnés (3) commencent à réagir contre ces conceptions insensées. Gibbon arrive cependant au chiffre approximatif de 120 millions, chiffre que Wietersheim (4) réduit à environ 90 millions. Mais aucune de ces tentatives n'avait été menée avec une méthode suffisamment rigoureuse. L'enquête fut reprise par Julius Beloch et aboutit au livre (5) qui demeure encore l'ouvrage fondamental sur la question. Utilisant les très rares et très fragmentaires recensements de citoyens du monde ancien, les chiffres des contingents armés, les chiffres de distributions de céréales pour Rome, ayant sans cesse égard au rapport entre ces données et la superficie des contrées, mettant à profit les découvertes de la science statistique moderne sur les rapports numériques entre les sexes, les enfants, les adultes, les vieillards dans un État donné, Beloch arrive à des résultats très différents. Le monde romain, à la mort d'Auguste (et il ne s'est accru par la suite que de la Bretagne et un instant de la Dacie), comptait environ 50 millions d'habitants, ce qui, pour une superficie totale de 3 339 500 kilomètres carrés (déduction faite des déserts d'Afrique), donne

(1) *Lettres persanes*, 112. — (2) **CXXVII**, 1840. — (3) **CCCXLVIII**, 1851.

(4) **DVIII**, t. I, p. 169-268. — (5) **XXIX**, 1886. Voir encore **LXXVI**

seulement 16 habitants au kilomètre carré (France, 74; Espagne, 40; Allemagne, 120; Grande-Bretagne, 144; Autriche-Hongrie, 76; Belgique, 254; Russie d'Europe, 24).

Inutile de dire que ces chiffres, ou plutôt ces déclarations, ont été contestés de tous côtés. Les observations peut-être les plus intéressantes et les plus inquiétantes ont été présentées par Hans Delbrück (1), qui a prouvé que les chiffres des contingents militaires tels que nous les ont transmis les historiens de l'Antiquité ne méritaient pas la moindre confiance. Se fonder sur eux, c'est bâtir sur le sable. Lui-même fait une évaluation très approximative : 60, 65 millions d'habitants.

Même ainsi grossi, ce chiffre — tout à fait incertain — ne laisse encore qu'une densité moyenne très faible, et une population aussi clairsemée ne saurait soutenir une grande industrie. Il est vrai que ce chiffre n'est qu'un minimum. Mais il est probable que les évaluations les plus basses sont les plus vraisemblables. Nous savons que des portions étendues de l'Empire étaient très peu peuplées. Dans la Grèce antique, le recul de la population avait commencé au <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle avant notre ère à Sparte, même à Athènes (2). Polybe (mort en 124 avant notre ère) nous dit : « Nous n'avons eu à subir ni épidémies ni guerres prolongées et pourtant les villes sont désertes et les terres stériles. Nous manquons d'hommes parce que nous manquons d'enfants. On aime trop l'argent et le bien-être, pas assez le travail. Par suite, on ne veut plus se marier, ou, si l'on se marie, on tâche de n'avoir pas plus d'un ou deux enfants, afin de les élever dans le luxe et de leur laisser un plus bel héritage. » Au <sup>i</sup><sup>er</sup> siècle, Strabon écrit : « Thèbes n'est plus qu'une bourgade et les autres cités de Béotie ont éprouvé la même déchéance. » La Messénie est en grande partie déserte, la « Laconie n'est rien en comparaison d'autrefois ». En Arcadie, les villes

(1) CLXXXVIII. Voir aussi Ed. MEYER, CCCXXVI.

(2) GUIRAUD, CLXXXIX, p. 156. Cf. Ed. MEYER, CCCXXVII, p. 164-168.

se sont vidées et les campagnes sont délaissées. Vers 214, Larisse, en Thessalie, a son territoire en friche. L'île d'Eubée est aux deux tiers inculte et, jusqu'aux portes des villes, on se croit au désert.

Au II<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ, la situation ne s'est pas améliorée : Plutarque (mort vers 140), déclare la Grèce de son temps incapable d'armer plus de 3 000 hommes.

La population et la prospérité de la Grèce avaient émigré en Égypte. Il en était plus que probablement de même de la Macédoine.

Les provinces danubiennes (Mœsie, et, plus à l'ouest, Illyrie, Pannonie, Norique, Rhétie), à demi barbares, n'ont jamais dû avoir qu'une population pastorale clairsemée.

A l'ouest, si l'Espagne du Sud (Bétique) et des côtes (Tarraconnaise) est riche et peuplée, l'intérieur et l'Ouest (Lusitanie) sont encore barbares et déserts. La Gaule Narbonnaise est peuplée, sans doute aussi l'Aquitaine; la Celtique, et surtout la Belgique, sans doute un peu moins.

Quant à la Bretagne, son acquisition aux I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> siècles n'ajoute qu'un appoint : couverte de forêts et de prairies, elle n'avait qu'une faible population (1).

En Afrique, seules l'Afrique proconsulaire et la Byzacène, qui correspondent à notre Tunisie, étaient fertiles et très peuplées, ce qui n'est pas sans nous étonner, car, sur ses 130 000 kilomètres carrés, les deux tiers sont des steppes.

Quant à la Numidie et à la Maurétanie Césarienne, c'est-à-dire à peu près l'Algérie, les Romains n'en occupaient que le Tell, dont la superficie est peu considérable. La Maurétanie Tingitane est représentée par la partie espagnole du Maroc actuel, prolongée jusqu'à Meknès, c'est-à-dire que sa superficie et sa population n'étaient pas très importantes.

( ) L'Angleterre du moyen âge est encore un pays très peu peuplé

L'Italie même ne devait pas être fort peuplée (1). Le Latium et l'Étrurie méridionale étaient déserts ; il en était de même de la vallée de l'Arno : de Florence à Pise, le fleuve coulait au milieu de plaines marécageuses. L'épine dorsale, l'Apennin, a été toujours pays pastoral, donc à densité très faible. Le Picenum seul était peuplé.

La Campanie, riche et fertile, était la région la plus peuplée de l'Italie, mais son étendue était insignifiante (1000 kilomètres carrés). Quant au Sud, le pays des Samnites, le Brutium, la Lucanie, et, sur les côtes, la Grande Grèce, ces régions avaient joui aux <sup>VI</sup><sup>e</sup> et <sup>VII</sup><sup>e</sup> siècles d'une prospérité extraordinaire, selon des traditions où il entre sans doute beaucoup de légende. Au <sup>I</sup><sup>er</sup> siècle, ce n'était plus que des pays de *latifundia* peuplés de chèvres et de moutons. L'Apulie, dit Cicéron, est la partie la plus déserte de l'Italie.

La Sicile était le grenier de Rome. Cependant l'intérieur était livré aux bergers (2), il y existait des forêts aujourd'hui disparues.

De nos jours, et même depuis le moyen âge, la partie peuplée de la péninsule c'est la plaine du Pô, où la densité de la population monte à des taux remarquables. Mais, longtemps habitée par les Gaulois, la Cisalpine n'avait connu qu'une exploitation agricole très arriérée. Sous Auguste encore, les plaines du Pô étaient encombrées de marais et de forêts ; les marais de Parme ne commencèrent à être desséchés qu'en 109 avant notre ère ; au milieu du <sup>I</sup><sup>er</sup> siècle, ils s'étendaient encore de Modène à Bologne, et la *Via Æmilia* était établie sur des levées de terre. Aux bouches du fleuve et de ses affluents, de Ravenne jusqu'à Adria, ce n'était que marécages.

Des colonies romaines avaient été établies en Cisalpine.

(1) BELOCH (XXX, t. III, 1903, p. 471-490) veut que l'Italie péninsulaire n'ait eu au plus que 7 à 8 millions d'habitants sous Auguste, soit la moitié du chiffre avancé par H. NISSEN, CCCLVIII.

(2) PINDARE : πολύμηλος Σικελία.

Cependant, dans le catalogue des villes d'Italie dressé sous Auguste, les régions du Centre et du Sud (I<sup>er</sup>-VII<sup>e</sup> siècles) renfermaient 350 communautés, les régions du Nord (VIII<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles) n'en avaient que 82. Pas de grandes villes : seule Padoue avait une certaine importance. Cependant des défrichements et assainissements furent opérés au cours de l'Empire, mais c'est seulement à la fin du III<sup>e</sup> et du IV<sup>e</sup> siècle que Milan, au temps d'Auguste insignifiante, devient la deuxième ville d'Italie.

La partie orientale de l'Empire était plus favorisée.

Diodore de Sicile et Josèphe sont d'accord pour évaluer la population de l'Égypte à 7 millions ou 7 millions et demi d'habitants, non compris Alexandrie. C'est le chiffre qu'atteignait cette contrée il y a un quart de siècle. Pour 30 000 kilomètres carrés (vallée du Nil et Fayoum, Delta), abstraction faite des déserts, c'est plus de 200 habitants au kilomètre carré.

Les Anciens savaient fort bien qu'aucune contrée de la terre n'avait une population aussi dense, et l'Égypte, pour eux, est un pays tout à fait à part, à tous les points de vue.

La Syrie et la Palestine ne sont qu'une frange de faible largeur le long de la Méditerranée ; le reste jusqu'à l'Euphrate n'est qu'un désert. L'ensemble n'a jamais dû dépasser les chiffres actuels : 3 millions d'habitants (14 au kilomètre carré).

L'Asie Mineure était, au contraire, prospère et peuplée ; du moins l'Ouest (Asie proconsulaire, Bithynie, etc.), car le centre (Galatie, Cappadoce) n'a jamais pu avoir qu'une maigre population. Estimée de nos jours (1910) à 11 millions d'habitants, soit 17 au kilomètre carré, cette contrée a pu atteindre dans l'antiquité un chiffre plus élevé.

Des villes, la plus importante était Rome. Les évaluations proposées par les érudits des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles sont simplement absurdes. Il est difficile de croire que, même à l'époque de sa

plus grande extension, Rome ait pu dépasser le demi million d'habitants. Juste-Lipse lui attribuait 4 millions d'habitants, Isaac Vossius 14 millions (*sic*). D'autres évaluations vont de 1 à 2 millions. Eloch rabaisse ces chiffres à 800 000, Ed. Meyer à 700 000. C'est encore trop. Dureau de la Malle a montré (1) que la seule base certaine devait être cherchée dans un rapport entre la superficie (connue) et la population (inconnue). La Rome d'Aurélien s'étendant sur 1 230 hectares, et renfermant beaucoup d'espaces vides, ne peut avoir été plus peuplée que Rome moderne (538 000 habitants en 1901), qui couvre un espace plus considérable (1 411 hectares). Ed. Cuq a prouvé (2) que les *insulæ* (au nombre de 46 602) qu'un document de l'époque de Constantin énumère à côté de 1 790 *domus* (palais), sont des étages, ayant une individualité juridique, et nullement des maisons, encore moins des « blocs ». Les conclusions de ce savant ne sauraient d'ailleurs être acceptées : il imagine que les pauvres logeaient ailleurs, non seulement hors des *domus*, mais hors des *insulæ* ! A quatre ou cinq personnes par appartement, on obtient pour Rome 200 000 à 250 000 habitants, chiffre tout voisin de celui (261 000) qu'obtenait Dureau de la Malle en admettant que la Rome antique avait la même densité de population que le Paris de son temps. Les faubourgs ne sauraient grossir ce chiffre. Au sens moderne, ils n'existaient pas : le *suburbium* était désert.

Rome était-elle un marché ? En un certain sens oui, et même un marché mondial, comme nous dirions ; tous les produits de la nature et de l'art y affluaient (3). Mais, en échange, Rome ne vendait rien parce qu'on n'y produisait quasi rien. La population, entretenue dans une demi-oisiveté par les distributions de vivres et l'abondance exagérée des specta-

(1) CXXVII, I, 340-408. — (2) CII, t. XI, 1916.

(3) FRIEDLAENDER, CXLV, 5<sup>e</sup> éd., t. I, p. 15 ; cf., par contre, LXXXI MARQUARDT, CCCXLIV, trad. fr., t. XV, p. 13.

cles (1), rendait très peu. « Rome, qui faisait tout venir des provinces, ne les remboursait jamais qu'avec l'argent des impôts, c'est-à-dire avec les sommes mêmes que ces provinces lui avaient fournies. Son prétendu commerce n'était donc au fond qu'une spoliation indirecte (2). » La capitale, cité improductive, était vraiment une « pieuvre » (3).

La nouvelle capitale, Constantinople, mérite en partie les reproches qu'on adresse à l'ancienne (4). En partie seulement, car elle deviendra l'*emporium* de la Méditerranée orientale et de la mer Noire. Mais son ascension commerciale demandera du temps et son peuplement également (5).

Ce qui ressemble bien plus que Rome à une grande ville moderne, c'est Alexandrie, et, dans une certaine mesure, Antioche. S'étendant sur 5 kilomètres de long et 2 de large, couvrant une superficie de 920 hectares, peuplée peut-être de 300 000 habitants (6), Alexandrie demeura longtemps « la plus grande place du monde » (7). On ne s'en étonnera pas en se rappelant que son arrière-pays c'est l'Égypte, la contrée de l'Antiquité où la population fut la plus dense : elle atteignait 7 millions et demi d'habitants (8).

(1) Voir en dernier lieu R. CAGNAT, **LXIX**.

(2) **LX**, t. II, p. 234.

(3) **CXXVIII**, t. VI, p. 71; SALVIOLI, **CCCCXXX**, p. 159; LANDRY, *Manuel*, p. 29.

(4) L'Égypte approvisionnait sa plèbe, comme faisaient l'Afrique et la Sicile pour celle de Rome.

(5) La ville de Constantin était moins étendue que Rome. Même après l'extension qui lui fut donnée sous Théodose II, sa superficie n'atteignit pas les deux tiers de celle de la vieille capitale. Il est inconsidéré de lui attribuer un million d'habitants, comme fait Victor SCHULTZE, **CCCL**, t. I, 1913, p. 185. Le quart de ce chiffre est, sans doute, encore exagéré. Saint Jean CHRYSOSTOME (*Act*, XI, 3) y compte 100 000 chrétiens. Il est probable que sous Constantin elle n'eut pas même la moitié de cette population.

(6) BELOCH, p. 259; JOUGUET, p. 7; SALVIOLI, p. 274. Ici encore, il faut faire la part de l'exagération dans les évaluations anciennes et modernes. Alexandrie antique n'a certainement pas eu une population supérieure, ni même égale, à Alexandrie moderne (330 000 habitants).

(7) Μέγιστον ἐμπορίον τῆς οἰκουμένης (STRABON, XVII).

(8) Cf. plus haut, p. 79.



D'une façon générale, les villes sont fort peu peuplées (1). Même au temps de la plus grande prospérité de l'Empire, les villes de Gaule les plus étendues, Nîmes, Toulouse, Autun, Trèves, n'ont jamais pu compter plus de 50 000 habitants, n'ayant que 200 à 300 hectares de superficie. Des villes célèbres, Marseille, Milan, Vérone, Aquilée, Naples, ont toujours été petites. Que dire lorsque, à la suite des désastres du <sup>III</sup><sup>e</sup> siècle et de la dépopulation qui en résulta, les villes durent se concentrer, n'occupant plus que le quart, le dixième, le vingtième parfois de leur ancienne étendue : Autun couvre 10 hectares au lieu de 200. A partir du règne d'Aurélien, une *cité*, pendant le Bas-Empire et le haut moyen âge, c'est un réduit fortifié, ayant rarement plus de 20 à 25 hectares de superficie et souvent moins encore. C'est ainsi que Bordeaux, une des villes importantes de la Gaule sous le Bas-Empire, n'a que 2340 mètres de périmètre et 23 hectares de superficie. Nantes et Rouen, Troyes n'ont que 16 hectares. On tombe à 10 hectares à Beauvais, Tours, Rennes, à 6 ou 7 à Senlis. Paris n'a que 1 620 mètres de tour. En Italie, Vérone n'a que 900 mètres de périmètre, Pavie est une très petite ville, Milan et Turin ne couvrent pas un espace considérable. Et c'est partout la même chose (2).

Des cités aussi exiguës ne peuvent renfermer qu'une faible population. Les plus grandes, ayant la superficie d'un camp romain, laquelle varie de 21 à 25 hectares (Lambèse, Neuss, Bonn), ne peuvent guère avoir une population supérieure à l'effectif d'une légion, soit, au maximum, 6 000 hommes.

La comparaison avec les petites villes françaises de l'époque moderne est instructive. La « cité » de Limoges avait conservé en 1789 la même superficie qu'à l'époque romaine,

(1) Les évaluations qu'on trouve même dans MARQUARDT (trad. fr., t. X, p. 151) sont d'une exagération criante. Cf. CCCXCI.

(2) Voy. Adrien BLANCHET, XL (1907), p. 284; pour l'Italie, voy. NISSEN, CCCLIX.

soit 11 à 12 hectares : elle comptait 3 000 habitants (1). Autun moderne, avec 70 hectares, couvre le tiers de la superficie d'*Augustodunum* du Haut-Empire ; elle a 15 000 habitants, soit 200 à l'hectare. Saint-Malo, où la population s'entasse dans des maisons élevées dans des rues très étroites, renfermait, en 1901, 7 262 habitants pour les 26 hectares de la commune, *intramuros*, soit moins de 300 habitants à l'hectare. Il semble impossible qu'aucune ville de Gaule ou d'Italie, Rome exceptée, ait pu dépasser ou même atteindre ce chiffre.

Non seulement la population est peu dense, mais son pouvoir d'achat est faible. L'homme antique, s'il n'est pas dans l'opulence, a peu de besoins. Son alimentation est simple et frugale, comme celle des gens du Midi encore de nos jours. Les classes inférieures se nourrissaient de pain et de pâtes de froment (les autres céréales étant méprisées), de légumes. L'usage de la viande était peu répandu, sauf pour le porc et le chevreau ; d'où notre mot « boucher », qui signifie vendeur de viande de chevreau. Le beurre était un aliment de Barbare et on lui préférerait l'huile. On buvait peu de vin ; l'armée même, si ménagée, n'en avait qu'un jour sur deux (2). Dans ces conditions, les commerces d'alimentation ne pouvaient être florissants.

Il en était de même du vêtement. L'habillement était simple, rarement renouvelé. Point de linge véritable (3). Aussi l'industrie vestimentaire ne se développe pas (4). Elle ne réussira à sortir des ateliers domestiques qu'avec l'extension du commerce de la laine et de l'industrie drapière et lorsque la chemise, d'origine germanique, cessera d'être un vêtement pour être véritablement du linge ; c'est dire que ces transformations ne se produiront qu'à un stade avancé de l'histoire du moyen

(1) P. GRENIER, *La cité de Limoges* (1907), p. 12 et 16.

(2) MARQUARDT, t. XV, p. 35 ; Ed. MAYER, CCCXXVII, p. 153.

(3) Un passage de saint Augustin (*Sermons*, 37, 6), plusieurs fois cité, n'implique nullement l'existence du linge véritable.

(4) CCCXLIV, t. XV, p. 105-153 ; CDXXX, p. 128 ; CLXXXII.

Age. Habitation, chauffage, éclairage, demeurent donc stationnaires.

La population des grandes villes s'entasse dans des immeubles de rapport divisés en étages indépendants les uns des autres (*insulæ*) (1). C'étaient de tristes séjours, peu ou pas chauffés, même en hiver, sauf avec des *braseros*. Pour éclairage, une lampe à huile rudimentaire, simple mèche nageant dans l'huile. L'ameublement était sommaire : un lit (tréteau sur lequel on jette des coussins), des coffres, tables, chaises. Le citoyen vit le moins possible dans son maussade intérieur ; quand il a fini son travail, s'il travaille, il se promène dans les rues, sous les portiques, au forum, hante les cirques, le théâtre, les thermes, où le manque de linge l'oblige à prendre des bains fréquents.

D'une manière générale, l'homme antique a une psychologie sensiblement différente de la nôtre. Il a peu de besoins, une grande stabilité de goûts. La mode existe à peine et elle n'exerce son influence que sur les classes supérieures et non sur l'ensemble de la société, comme de nos jours. Elle change du reste avec une extrême lenteur. Costumes, habitations, mobilier, objets d'art, tout a tendance à se stéréotyper en des formes quasi immuables. D'où le caractère monotone, ennuyeux, de la civilisation romaine.

Cette simplicité de vie, cette absence de besoins, de confort sont tout ce qu'il y a de plus défavorable au développement de l'industrie. L'*aurea mediocritas*, si chère aux Romains ou aux Français, est un concept incompatible avec une civilisation matériellement avancée.

Il est vrai que le monde romain compte des fortunes éblouissantes, colossales — en comparaison du moyen âge ou de l'aurore des temps modernes (2). Mais, dans le train ordinaire de leur vie, les riches, même à la ville, vivent des produits de leurs domaines ruraux et n'achètent quasi rien. Il faut faire

(1) Cf. plus haut, p. 80.

(2) Juste remarque de FRIEDLAENDER, CXLV (t. III, p. 11) à ce sujet.

exception pour les objets de luxe qu'on fait venir des quatre coins du monde. Seulement l'économique moderne nous a appris que le commerce de luxe, qui n'intéresse qu'un petit nombre de personnes riches, est absolument insuffisant à produire, à susciter et à soutenir une industrie florissante : « Quand la richesse est concentrée à un pôle, le luxe rompt l'équilibre de la production en diminuant le produit des objets de consommation, en augmentant celui des objets de luxe (1). » L'industrie prospère dans les sociétés où la richesse est répartie sur un très grand nombre de têtes, et, par graduations successives, va du plus riche au plus pauvre : « plus la richesse est divisée, plus augmente la consommation et par suite la production ».

Malheureusement, sauf dans un très petit nombre de villes en Orient, rien de pareil ne se montre dans l'Empire romain. Peu ou pas de classes moyennes. Entre le luxe extrême et la misère, résignée ou hargneuse, il n'y a rien. A Rome, la plus riche, la plus éclatante des villes, en face des 1 800 *domus* (palais), 46 600 appartements où grouille une population famélique. Les gens de bonne naissance, sans fortune, vivent de *sportules*. Rome est une ville de mendiants et l'est demeurée presque jusqu'à l'époque contemporaine.

Au surplus, la vie urbaine antique est séparée de la vie urbaine moderne par une différence profonde (2). La ville moderne vit avant tout d'industrie et de commerce : là est sa fonction propre.

Il n'en va pas nécessairement de même de la ville antique : elle est le chef-lieu de l'État, avant tout. Les gens bien nés y vivent du produit de leurs terres. L'industrie et le commerce peuvent y fleurir par surcroît, mais là n'est pas la fonction primordiale de la ville. Elle ne rayonne pas sur le territoire voisin pour le féconder et l'enrichir, le civiliser ; elle suce sa

(1) CDXXX, p. 157-160. — (2) CCLXXXIII.

substance : elle est « tentaculaire » — je reproduis une expression contemporaine (1).

Les villes ne sont donc pas des centres d'industrie reliés entre eux par des intérêts ou même par la concurrence. Ainsi il n'y a pas de bourgeoisie industrielle véritable dans l'Antiquité parce qu'il n'y a pas, à vrai dire, de grande et de moyenne industrie (2). Nous n'appellerons pas « grande industrie » ces entreprises montées sous le contrôle de l'État pour l'approvisionnement des capitales et de l'armée (3). Les magasins généraux d'Ostie, les deux cent cinquante énormes boulangeries de Rome, les fabriques d'armes et de tissus impériales, nécessitaient certainement beaucoup d'argent, de main-d'œuvre, un personnel nombreux. Mais ce n'est pas là de la grande industrie : ces établissements se bornent à emmagasiner des denrées pour le peuple romain (4) ou à produire des objets destinés à l'Empereur et sa cour et non au public. Ils ne subsistent qu'à force de privilèges, d'exemptions, de contrainte.

A toutes les époques et dans des civilisations très inégales, de grands ateliers royaux ont travaillé au service du souverain. Ainsi en Égypte, même à l'époque où l'économie monétaire n'existait pas. Ces grands magasins romains ne représentent pas plus la grande industrie que les « manufactures » de tapis, de meubles, de porcelaine de Louis XIV et de Louis XV, travaillant sans concurrence, essentiellement pour le maître roi, non pour un public payant (5).

(1) Cf. DE BROGLIE, II, 214-235. « Tandis que nos grandes capitales modernes, si elles tirent leur nourriture des provinces qui les environnent, leur en payent le prix en produits d'une savante industrie, Rome, qui faisait tout venir des provinces, ne les remboursait jamais qu'avec l'argent des impôts. A son exemple, les citoyens de chaque ville voulaient vivre aux dépens des campagnes qui les environnaient. » Cf. SALVIOLI (contre Ed. Meyer), 273.

(2) « Les Romains conservèrent jusqu'à la fin leur antipathie pour le travail industriel » (WALTZING, II, 262-263 à 483). Cf. LAVISSE-RAMBARD, I, 153 ; DURUY, VII, 513.

(3) Quelques restrictions : voir MARQUARDT, XV, 320-321, 323-324 ; SALVIOLI, p. 158-159, 163.

(4) CCCLXXVI

(5) P. MANTOUX, *La Révolution industrielle* (contre Germain-Martin), p. 6-7

## III

## LE COMMERCE.

Le commerce occupe une place infiniment plus importante que l'industrie dans l'estime des gens de l'Antiquité et du Moyen Age.

Dans les temps modernes, même les pays les plus riches, à la tête du régime capitaliste, ont commencé par être des pays commerçants. Les Hollandais au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, les Anglais au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, sont avant tout des commissionnaires et leurs ports sont des entrepôts. Les marchandises que transportent leurs flottes n'étaient pas d'abord, ou fort peu, des produits de l'industrie hollandaise ou anglaise. Mais il est également certain que cet essor commercial a précédé et déterminé le développement d'une industrie nationale (1).

L'unification du monde hellénique sous Alexandre, celle du monde méditerranéen sous Rome ont, à coup sûr, activé dans des proportions très grandes l'essor du commerce méditerranéen. Ce fut un bienfait inappréciable pour le commerce que de pouvoir faire circuler les marchandises en sécurité des colonnes d'Hercule à l'Euphrate, de la Bretagne à l'Afrique (2).

Néanmoins, bien que le commerce ait été vu de meilleur œil que l'industrie, il n'a jamais atteint une très grande amplitude. Le monde romain produisant peu, transportait peu et vendait peu : il se heurtait à des déserts au sud, aux Barbares au nord, à l'est à la civilisation perse, arriérée économiquement ; les relations avec l'Inde et la Chine était excessivement rares (3). Donc, à défaut d'industrie dans le monde romain, le commerce ne pouvait véhiculer les produits d'une industrie

(1) P. MANTOUX, p. 74-75.

(2) La réunion sous une même domination du bassin de la Méditerranée méridionale et orientale, au temps du Khalifat de Bagdad, déterminera de même la renaissance du commerce qui, entamée au <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle en Orient, gagnera l'Italie, puis la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, vers les <sup>xi</sup><sup>e</sup>-<sup>xii</sup><sup>e</sup> siècles.

(3) LXXX, CCCLIX : CCCXCVI

étrangère. Le grand commerce ne pouvait porter que sur des objets de luxe, dont le coût élevé permet de récupérer les frais de transport. Mais, à propos de commerce de luxe, il convient de répéter les remarques touchant l'industrie de luxe : il est au fond improductif (1). En outre, objets de luxe et d'art venaient surtout d'Orient et le grand commerce ne s'alimente qu'avec des objets de large consommation et non pas avec des objets de luxe dont la vente est capricieuse, et qui peut même s'arrêter complètement et amener alors de profondes perturbations. La navigation ne pouvait prospérer en transportant de la pourpre, même d'Extrême-Orient (soieries de Chine, aromates, épices, etc.). Enfin, dans ce trafic, la balance était défavorable à Rome et à l'Occident qui payaient en numéraire et ne vendaient rien ou quasi rien sous forme de marchandises. L'or et l'argent étaient ainsi drainés vers l'Orient et l'Extrême-Orient (2).

La raison profonde de cette langueur des affaires doit être cherchée dans la psychologie des Romains. Contrairement aux Grecs de la période athénienne et de la période hellénistique, ce peuple ne s'intéressait pas profondément ou pas longtemps au trafic ; il montrait « peu de jalousie sur le commerce » (3) et, quoi qu'on ait dit, jamais Rome n'a eu de politique mercantile (4). Les marchands « italiens », signalés un peu partout de

(1) SCHMOLLER, t. V, p. 228 et suiv.

(2) Quantité d'historiens et d'économistes (Ed. MEYER, CCCXXVII, p. 158, vol. I ; BLUMNER, XLIV, 1911, p. 620 ; MARQUARDT, t. II ; NISSEN dans *Bonner Jahrbücher*, 1834 ; GRUPP, CLXXXIV, t. II 221, 230 ; STREHL, CCCCLXX, p. 497 ; DELBRÜCK, CLXXXVIII, t. II, p. 211 ; SALVIOLI, CCCCXXX, p. 228, 20, etc.) ont vu dans ce fait une explication de la raréfaction du numéraire qui se fait sentir à partir du II<sup>e</sup> siècle, et ont prétendu chercher de ce côté une explication de la crise économique du III<sup>e</sup> siècle. C'est là une grosse exagération. Le commerce avec l'Extrême Orient était trop peu intense pour provoquer ces effets aussi considérables.

(3) MONTESQUIEU (*Esprit des lois*, XXI, 14). Cf. NAUDET, CCCLI, t. I, p. 247 : « Les Romains se piquaient de mépriser le commerce ; le petit négoce était mis au rang des professions infâmes. » — L. GOLDSCHMIDT, CLXXIII, p. 59) remarque aussi que chez les Romains l'industrie et le commerce ne sont pas considérés comme des occupations « respectables ».

(4) Voy. J. HATZFELD, CCXII.

la Gaule à l'Orient à la fin de la République romaine et au début de l'Empire, n'étaient pas des habitants de Rome, mais des gens de l'Italie du Sud. Un certain nombre n'étaient que des trafiquants qui s'abattaient comme les mercantis des colonies nouvelles aujourd'hui pour faire fortune rapidement par tous les moyens possibles et qui, ensuite, plient bagage. Cette classe d'hommes disparaît même, absorbée dans le monde hellénistique. Le trafic devient le monopole des Orientaux, surtout Syriens et Juifs, dès le règne de Tibère et il en sera encore ainsi après la disparition de l'Empire, à l'époque mérovingienne (1). Dans la navigation, les Romains ne jouèrent aucun rôle : les équipages étaient grecs, illyriens, égyptiens.

Quant aux hautes classes de la société (classes sénatoriales, équestres), elles furent détournées du commerce par les préjugés, les lois mêmes. Ces hautes classes, si avides pourtant, n'ont pas l'esprit d'entreprise capitaliste (2). Le grand commerce ne trouve pas en elles le secours des capitaux qu'elles sont seules à détenir et il ne se constitue pas cette classe de vrais commerçants, expérimentée, entreprenante, utile, considérée, sans laquelle il n'y a pas de véritable régime capitaliste.

On a pu s'y tromper.

Le droit commercial romain est perfectionné. On avait, à l'imitation de l'Orient, de l'Égypte, des sociétés en commandite, des sociétés par actions ; on connaissait l'assurance maritime, le marché à terme, les titres au porteur et à ordre, peut-être une sorte de lettre de change (*permutatio*). Les banques jouent un grand rôle. Encore faut-il remarquer que c'étaient des banques de dépôts et comptes courants ; il n'est pas sûr qu'elles aient pratiqué l'escompte, et les formes supérieures du crédit moderne leur étaient inconnues. Il y a un abîme entre l'*argentarius* romain, qui n'est qu'un changeur ou un bijou-

(1) *Id.* : V. PARVAN, CCCLXXI.

(2) SALVIOLI, CCCCXXX, D. 237, 247 (contre Goldschmidt).



tier, et le banquier moderne d'affaires dont le crédit vivifie l'industrie et le commerce modernes.

Sous ces réserves — et elles sont graves — on voit que les Romains de l'Empire ont connu ce qu'on appelle l'économie *fiduciaire* (1). Mais cela ne veut pas dire qu'ils étaient arrivés au stade de l'économie vraiment capitaliste. Il y a déjà beau temps que K. Marx (2) a montré que l'Économie fiduciaire était une annexe de l'Économie monétaire et que celle-ci, bien que précédant nécessairement l'économie capitaliste, n'en est pas moins foncièrement, organiquement, distincte.

#### IV

#### L'AGRICULTURE.

A défaut de l'industrie, à défaut du commerce, les capitaux n'ont-ils pas employé à l'agriculture? Que le capital s'applique à l'industrie ou à l'agriculture, cela est secondaire, a-t-on dit (3).

Les historiens qui jugent ainsi ont en vue particulièrement les *latifundia* exploités avec des esclaves, selon des méthodes qui seraient capitalistes.

Il est certain qu'il y a eu à la fin de la République et sous l'Empire des efforts soutenus pour appliquer à l'agriculture les capitaux abondants dont disposaient les hautes classes (4). Pour un homme de basse naissance, enrichi dans un commerce, le seul moyen de faire oublier cette tare c'est d'acheter de la terre. Le petit commerce est « sordide »; mais le marchand qui se retire et emploie sa fortune dans l'agriculture est digne d'éloges (5).

Les mœurs, la législation, la faveur impériale, la mode

(1) ROEBERTUS et BUCHER l'ont nié à tort. « L'économie fiduciaire est quand une grande partie des échanges se font à crédit, et que le papier de crédit sert de substitut à la monnaie » (SALVIOLI, p. 2 et 264).

(2) CCCXX, t. III, p. 107.

(3) MEYER, CCCXXVII, 154-155; cf. MOMMSEN et FERRERO.

(4) GUMMERUS, CCXCIV. HEITLAND, CCXXII; WEBER, DIV; WESTERMANN, DVII.

même, tout poussait à mettre de l'argent dans l'achat et l'exploitation de grands domaines fonciers.

Les résultats ne répondirent pas à ces efforts. L'exploitation capitaliste du sol aboutit à un échec complet.

C'est que l'exploitation au moyen d'esclaves, non seulement immobilise de gros capitaux, mais exige deux autres conditions au moins pour être rémunératrice : un sol riche, de grosses agglomérations à proximité. Mais les parties les plus fertiles de l'Italie, de la Gaule, etc., demeurèrent longtemps en friches ; faute de connaissances scientifiques, nées d'hier, faute aussi de gros bétail, la majeure partie du sol s'épuisait vite, surtout avec le système d'assolement biennal (1). Les villes étaient de très médiocres débouchés. La plupart, on l'a vu, étaient petites, peu peuplées, et, qui pis est, éloignées les unes des autres (2), conditions détestables pour qu'elles fussent des marchés profitables. Restait Rome ; mais, approvisionnée par l'« annone » d'Afrique (3), de Sicile etc., la capitale était, au point de vue économique, comme étrangère à l'Italie.

Rappelons que la puissance de consommation du peuple des villes était très limitée : pas de viande, peu de vin. Les transports de vin, d'huile, etc. (par vases d'argile ou par outres), étaient, d'ailleurs, malaisés, ceux des fruits plus difficiles encore (4).

Les grands domaines à esclaves n'ont donc connu que l'exploitation extensive, surtout le pâturage. Ils produisaient moins pour le marché que pour l'entretien du propriétaire, de sa famille, de ses clients. Les *latifundia* (5) rentrent dans

(1) CCCXXVIII, p. 153 ; CDXXX, p. 182-208

(2) Les études de Thünen ont montré que, au delà d'une certaine distance, les frais de transports absorbent, et au delà, le bénéfice. Voy. Ch. ANDLER, *Origine du socialisme d'État en Allemagne*, p. 251.

(3) LXIX.

(4) Ajouter que de nombreuses espèces de fruits et de légumes étaient encore peu répandues ou même inconnues. Voy. CCCXCLIV, t. XV, p. 49.

(5) Leurs méfaits ont été démesurément exagérés. Il est faux, notamment, qu'ils aient fait disparaître petite et moyenne propriété. celles-ci se sont maintenues partout où les conditions naturelles l'ont permis. Voy. CDXXX, p. 98-123 166, 217.

l'économie domestique. Ils annoncent et préparent, si l'on veut, l'économie féodale, nullement l'économie capitaliste.

Aussi partout où cela est possible le propriétaire en vient à diviser ses domaines en lots assignés à des colons.

Ces colons sont-ils des fermiers au sens moderne, c'est-à-dire des sous-capitalistes possesseurs de bétail, d'instruments aratoires, d'un fonds de roulement? Certainement non (1). Le *colonus* libre n'a que ses bras et sa famille pour l'aider, point de capital; et cela nous explique sans doute la facilité avec laquelle il sera lié à la glèbe sous le Bas-Empire. Or cette division du domaine en lots assignés à des colons libres ou serfs est tout ce qu'il y a de plus contraire au système d'une exploitation en régime capitaliste, car, — est-il besoin de le dire, — grande propriété n'est pas du tout synonyme d'exploitation en grand (2).

Ainsi, le capitalisme, en s'appliquant à l'agriculture, a été impuissant à modifier son caractère d'économie naturelle, et rien ne ressemble moins à l'économie capitaliste que l'agriculture de l'Empire romain.

Au terme de cette revue, concluons-nous qu'il n'y a eu à Rome ni esprit d'entreprise ni tentative d'utiliser les sommes considérables que la conquête de l'Asie et de la Grèce avait accumulées à Rome? Une telle conclusion serait contraire non seulement à toute vraisemblance, mais à tous les textes. La fin de l'ère républicaine voit surgir des hommes nouveaux, négociants, publicains, âpres au gain, doués d'un esprit d'entreprise ardent. Les vieilles classes, celle des chevaliers, celle des sénateurs, sont animées d'une frénésie de jouissances et de dépenses, et aussi d'une rage de spéculations. Certains types

(1) Il a existé une classe de *conducores* intermédiaires entre le propriétaire et les tenanciers. On peut les rapprocher de nos « fermiers généraux » de la Nièvre et de l'Allier.

(2) Étrange méprise d'Ed. MEYER. CCCXXVIII (p. 155) à ce propos.

d'hommes d'affaires sont célèbres. On a mis en bonne lumière la physionomie d'un Atticus, d'un Rabirius à l'affût de placements avantageux dans toutes les parties du monde romain (1).

Il existait des sociétés commerciales, même par actions. Le droit commercial, nous l'avons dit, n'est nullement embryonnaire (2). Néanmoins, quand on y regarde de près, on s'aperçoit que l'activité se concentre sur trois sortes d'affaires : 1<sup>o</sup> la prise en ferme des impôts dus par les provinciaux, sujets de Rome, 2<sup>o</sup> les placements fonciers (terres, immeubles des villes), 3<sup>o</sup> les prêts usuraires. Et il n'est que trop visible que les publicains qui pressurent les provinces sont les ancêtres des fermiers généraux, nullement de nos hommes d'affaires modernes.

Les placements fonciers, nous en avons parlé. Ils furent peu productifs ou improductifs. Ils ont un but social, mondain, et très peu de valeur économique. Avant tout fleurit l'usure (2). « Le capital mobilier ne prit que la forme usuraire. L'usure est la grande spéculation des Italiens au 1<sup>er</sup> siècle avant J.-C. et pendant l'Empire. L'usure est pratiquée sous toutes ses formes et du prêt pur et simple, de la *versatura* (nature de contrat obscure, mais très onéreuse), et du prêt à la grosse par la haute banque et par les petits prêteurs à la semaine, à la journée, nuage de sauterelles, capables d'appauvrir les pays les plus riches, de vrais eldorados, comme l'Asie (3). »

Les *Italici qui negotiuntur*, répandus partout à la suite des soldats en Gaule, en Asie, par milliers, sont avant tout des usuriers. Le prêt à la petite semaine seul est mal vu, ignoble. Mais l'usure sur grande échelle est acceptée et il n'est pas honteux de s'y livrer. Et quelle usure ! Chevaliers, sénateurs prêtent aux rois d'Orient, puis aux villes, aux corporations, aux particuliers, à des taux invraisemblables. Le 4 p. 100 par mois est de règle ; certains ne prêtent qu'à 75 p. 100 ou

(1) G. BOISSIER, P. GUIRAUD, DELOUME.

(2) CDXXX, 40; CCCXLIV, t. XII, 15 ; CLXXXIII; CDLVIII

(3) CDXXX, 52, 58.

100 p. 100; ainsi Atticus, considéré par ses contemporains comme le roi des chevaliers. Comme il protégeait les hommes de lettres, il a tout de même laissé la réputation d'un galant homme. Brutus prêtait à 48 p. 100. « Tous les grands noms de l'histoire romaine sont liés à des opérations usuraires (1). » Voilà pour les provinces.

En Italie, même dans les périodes de calme, le taux de 12 p. 100 était légal. « La grande industrie pour Rome, c'est l'usure (2). » L'argent n'allait ni à la terre, ni au commerce, ni à l'industrie. Le capital du monde romain ne fécondait pas l'entreprise. Appliqué à des opérations usuraires, le capital tarissait même l'esprit d'entreprise et, en s'attaquant aux sources de la richesse, il décourageait la production. « L'usure fut à Rome, comme elle le sera toujours dans les pays où il y a peu d'industrie commerciale, un impôt exorbitant exigé des pauvres et des nécessiteux par les capitalistes, une cause de ruine pour le peuple. Moins il se fait de négoce, plus l'usure est excessive (3). » Rien de plus stérile, de plus malfaisant que l'usure. Elle ne prospère que dans les pays et dans les périodes où le véritable crédit n'existe pas (4), autrement dit lorsque les esprits ne se sont pas élevés encore à la conception capitaliste des affaires.

Cette aristocratie usurière, oisive, nullement capitaliste, fut par surcroît horriblement dépensière. On a pu exagérer le luxe des hautes classes (5), il n'en demeure pas moins certain qu'il y eut à la fin de la République romaine et au début de l'Empire des prodigalités insensées, une grosse destruction de richesses. Ces richesses, ce n'était pas Rome qui les avait créées, c'était le monde hellénistique (6). L'industrie de Rome

(1) CDXXX, 225, 229; CCLXXXVI, 96. Cf. CXI et CXII.

(2) CXXVIII, t. VII, 542. — (3) CCCLI, t. I, 198; cf. 34.

(4) CL, 193-194. Cf. LX, t. II, 234 : « Les deux symptômes certains d'un accroissement de richesse véritable manquèrent toujours à Rome, à savoir l'abaissement de l'intérêt de l'argent et l'accroissement de la population. »

(5) CXLIII, trad. fr., t. III, 145 et Préface, CDXXX, 37, 51, 90.

(6) CLXIX.

aux II<sup>e</sup> et I<sup>er</sup> siècles avant notre ère avait été la guerre, la spoliation des vaincus. Drainé à Rome, mais non entretenu par un véritable esprit d'entreprise, le capital, produit de longs siècles de travail du monde méditerranéen, tarit vite. « Les fruits de la conquête se dissipèrent en un siècle (1). » Le moment du plus grand luxe s'étend du milieu du I<sup>er</sup> siècle avant notre ère jusqu'à la mort de Néron (2). Sous Vespasien déjà, l'ordre sénatorial et l'ordre équestre sont comme anéantis par suite des persécutions politiques, mais aussi en raison de la dissipation des fortunes. Vespasien fut obligé de constituer une nouvelle noblesse avec des familles provinciales. Et à partir de ce moment aucune fortune ne dura plus de trois ou quatre générations (3).

Observons enfin que les Anciens n'ont pas eu d'idée saine sur la nature du capital productif (4). Ils le confondaient avec le prêt en nature ou le numéraire, lequel n'est qu'un symbole de valeur d'échange. Nous savons, nous, que « l'accumulation du capital-monnaie n'est pas un signe d'accumulation du capital, c'est-à-dire de reproduction; il ne représente pas la richesse réelle ». Seulement il n'y a pas longtemps que nous le savons. Lorsque la raréfaction du numéraire commença à se faire sentir — et cela dès le II<sup>e</sup> siècle, — à la suite de la dissipation des richesses anciennes et de l'épuisement des mines d'or et d'argent (5), il en résulta un désarroi d'une gravité exceptionnelle (6).

(1) CXXVI/I, t. V, 597; CCCLI, t. II, 209 : « Les Romains, si féconds en ressources pour la politique, n'imaginèrent jamais d'autre règle et d'autre plan de finances que le droit du plus fort et la spoliation des vaincus. Ils savaient commander plutôt que régir : ils savaient conquérir et non conserver. »

(2) CLXXXIX — (3, DIII, t. II p. 260. — (4) CDXXX, 254, 263; CCCLVI.

(5) XIII, t. I, col 806; CXXVIII, t. VI, 3/8-84, 583-585; t. VII, 543; CCXXXIX, 72-91; CDLVII, t. II, 201; CXXXVIII, *L'industrie minière, telle que la révèle le code Théodosien, est une industrie tombée* (DIII. t. II, 231). Cf. XXXIV.

(6) Il y a des économistes qui veulent que le stock monétaire n'importe pas à la prospérité générale. Ils ont peut-être raison logiquement, mais non psychologiquement. « Puisque l'économ e monétaire représente la manifestation extérieure de la vie économique, il est clair que la quantité de monnaie qui sert

Alors commence l'altération des monnaies, d'abord assez lente, puis, passé le règne de Septime Sévère, très rapide, aboutissant à une véritable crise de prix. Qu'il survienne maintenant une période de troubles politiques de longue durée (235-284), avec tout son cortège de misères, de guerres intestines, de confiscations, d'invasions barbares, et le numéraire raréfié, avili, se cachera, le commerce sera comme anéanti et l'antique prospérité s'effondrera. C'est que l'activité des premiers siècles avant et après J.-C. n'avait été qu'une effervescence passagère. Le « capitalisme » romain n'était qu'une mince couche balayée au souffle de la tempête, et le roc sous-jacent de l'économie naturelle perça très vite (1).

Ce retour à l'économie naturelle, après l'arrêt de l'économie monétaire, c'est déjà, économiquement, le Moyen Age. Politiquement et socialement, c'est la préface du Moyen Age.

A la prospérité matérielle, au degré de culture atteints par la Société antique était liée la solidité du régime impérial. L'économique étant en régression accentuée, il eût fallu diminuer les frais. Mais l'on ne put s'y résigner. L'État romain, depuis la fin du III<sup>e</sup> siècle, est comme un propriétaire ruiné qui veut continuer le même train de maison qu'au temps de sa prospérité. Vains efforts ! L'armée se recrute mal ; le décursion fuit la curie, le paysan la terre, l'artisan son *collegium*. L'État ne voit qu'une voie de salut : attacher obligatoirement chacun à sa profession, le river lui et ses descendants au même

comme capital circulant constitue l'élément principal de la prospérité d'un pays. Quand cette quantité se restreint au plus strict minimum, il n'est pas possible d'accumuler ou de former de nouveaux fonds, ou de remplacer les richesses consommées » (CDXXX, 308). Voy. encore XXXIV et CX.

(1) CDXXX, 319. Cf. MARSHALL : « La ressemblance (entre notre époque et l'époque romaine) est superficielle et trompeuse. Elle porte sur les formes extérieures et non sur la substance vivante de la vie nationale » (*Principes*, t. I, 25). Dans un ouvrage paru plusieurs années après la rédaction de ce chapitre, nous voyons WERNER SOMBART (*Der moderne Kapitalismus*, t. II, 107) mettre en doute l'existence d'un véritable capitalisme pendant l'antiquité.

poste, et il constitue un vrai système de castes. Les réformes de Dioclétien, de Constantin, de leurs successeurs, traduisent la lutte désespérée d'un organisme qui ne veut pas mourir contre les forces naturelles de l'économie qui ne permettent pas à la société de soutenir avec des ressources très réduites un État étendu et compliqué.

D'habitude, on ne voit dans cette législation que le côté mesquin, chicanier, despotique, chimérique. On n'en saisit pas le côté tragique et grandiose. On incrimine les empereurs des iv<sup>e</sup> et v<sup>e</sup> siècles pour n'avoir pas réussi à galvaniser l'Empire. On les accable de reproches; on les couvre d'injures. Seul, ou presque seul, Albert de Broglie a été équitable et a vu juste :

« A dire le vrai, si l'Empire au iv<sup>e</sup> siècle, au lieu de communiquer ses lois et ses mœurs aux nations étrangères, se laissa déborder et vaincre par elles, ce n'est ni à la politique pacifique de Constantin ni aux institutions militaires qui n'en étaient que la suite naturelle qu'il faut s'en prendre. Le mal vient de plus loin : il eut sa source à une profondeur où il n'est guère donné aux lois humaines d'atteindre. C'était par ses plaies intérieures et par la décomposition de toutes ses forces vitales, et non par la faute d'aucune organisation militaire que l'Empire devait périr. Dix siècles de corruption et trois de despotisme avaient amené cette vieille société à un état de misère morale et matérielle, et, *si on ose se servir d'une expression trop moderne, à une condition économique* qui rendait toutes les lois impuissantes. Pour tout dire en un mot, Rome, depuis quatre siècles, se ruinait sans relâche et dans sa ruine pécuniaire étaient entraînées toutes ses ressources politiques. Quand une société ne peut pas subvenir à ses propres besoins, elle ne peut pas longtemps non plus pourvoir à sa propre défense. Rome, au iv<sup>e</sup> siècle, ne pouvait plus ni nourrir ses citoyens ni entretenir son administration, ni payer ses troupes : d'année en année, ses populations s'appau-



vrissaient et ses charges devenaient plus lourdes en même temps que ses forces moindres. Ce fut cette misère croissante, dont Constantin, pas plus que personne de son âge, ne savait pénétrer les causes, auxquelles il n'apporta que des remèdes très impuissants et quelquefois pires que le mal, qui trompa tous ses efforts, déjoua tous les calculs de sa politique, livra l'Empire comme une proie facile à ses ennemis et ne permit pas aux vieilles nations romaines de retremper à temps dans les inspirations d'une foi nouvelle leur vigueur épuisée. Il reste à envisager sous cet aspect et *à ce point de vue d'économie sociale*, qui se rattache pourtant à de hautes considérations politiques et morales, l'effet et le sort des institutions de Constantin (1). »

Si les empereurs romains du Bas-Empire ont voulu que l'État persistât à mener un train que la situation économique ne permettait plus de soutenir, c'est que l'existence même de l'État était liée à ce train de vie. Leur reprocher les mesures qu'ils ont prises est injuste et même puéril : autant leur faire grief d'avoir voulu que l'Empire romain continuât d'exister. Ils n'ont réussi qu'à prolonger son agonie en Occident. Mais, sans eux, le malade eût expiré deux siècles plus tôt dans une crise de fièvre chaude. Et il est prodigieux qu'en Orient ils soient parvenus à soutenir son existence.

(1) LX, t. II, 228.

## CHAPITRE V

### LA MONARCHIE CONSTANTINIENNE. SON CARACTÈRE. RÉFORMES ET SERVICES

#### I

##### L'EMPEREUR, LE SÉNAT ET LES HAUTS FONCTIONNAIRES.

L'œuvre de transformation de l'« Empire » de magistrature en monarchie, projetée par Aurélien, entreprise par Dioclétien, se poursuit et s'achève sous Constantin et ses successeurs (1).

Devenu chrétien, l'empereur ne permet plus qu'on l'adore comme un dieu. Cependant il entend demeurer au-dessus de l'humanité. L'étiquette n'est pas modifiée. Le symbole l'est à peine. L'empereur cesse d'être représenté comme l'incarnation du Dieu-Soleil, mais le « nimbe » du saint entourera sa tête. Et il se qualifiera un jour d'*ἰσαπόστολος*, « semblable aux apôtres ».

Le Palais, la Cour, devient le centre de l'État et « l'Empire y tient tout entier » (Duruy). Les « fonctionnaires », civils et militaires, sont d'autant plus honorés qu'ils sont plus proches de la personne sacrée de l'empereur. Les services de l'État participent de ce caractère « sacré » et cette qualification leur est donnée : le Conseil impérial est le « sacré consistoire », le ministère des finances est dit des « largesses sacrées ».

Les anciens pouvoirs ne sont plus qu'une ombre.

Le Sénat, vidé de ses prérogatives, est une ruine : plus de *sénatus-consultes*, plus d'attributions financières. Aucune ini-

(1) Le meilleur exposé est encore celui de WALLON, *DI*, t. III, 126. Voy. encore *CC*, *CCLXVII*.

tiative, et même aucune attribution bien déterminée. Le Sénat est une simple chambre consultative et quelquefois une sorte de haute cour de justice. Ses privilèges, simplement honorifiques, ont pour contre-partie des charges fort lourdes.

Aussi le rôle du Sénat romain décline-t-il de plus en plus. Cependant, en Occident, les sénateurs conservent un rôle de premier ordre en tant que classe sociale, sinon comme corps politique.

A Constantinople, le Sénat, de simple curie municipale, devient un corps égal au Sénat de Rome et son rival à partir de 359, quand Constance établit un « Préfet de la Ville », à partir surtout de 365 quand, lors du partage opéré entre Valentinien et Valens, on dédouble toutes les charges de cour (1).

A Constantinople, il est le cœur de la nouvelle aristocratie de fonctionnaires, force de l'État byzantin. Il s'ingère en outre dans les affaires religieuses.

Quant à l'ordre équestre, il a disparu, ou plutôt il s'est transformé, et si profondément qu'on a peine à le reconnaître dans l'ordre des *perfectissimes* de la nouvelle hiérarchie dont on va parler.

Les anciennes magistratures, qui donnaient accès au Sénat, consulat, préture, questure, dépouillées de toute attribution sérieuse, ne sont plus que des charges et fort lourdes (donner jeux au peuple de la ville, etc.). Le consulat annuel est toujours considéré comme la première dignité de l'État : c'est une sorte de décoration dispendieuse.

La nouvelle hiérarchie (2) s'achève seulement sous Constance et Valentin. Les vraies divisions de la société sont alors constituées par la hiérarchie des fonctionnaires impériaux. A chaque fonction de l'État est attachée une qualification, quelquefois héréditaire. Sont :

(1) CCLXXXVI, 8, 219, 231.

(2) CCCLI, t. II, 75, 257; CCCXXXII, t. I, 315, 338; CCXXVII et CCXXVIII.

1° *Illustres* : les préfets du prétoire, les préfets des deux capitales, les *magistri militum*, le grand chambellan, le maître des offices (1) (ministre de la Maison de l'empereur et aussi de la police), le questeur du palais, les deux ministres des finances (comte des largesses sacrées, comte du domaine privé), les deux comtes de la garde (depuis 400).

2° *Respectables* : Le premier chambellan (*primicerius sacri cubiculi*), le primicier des notaires (sorte de secrétaire d'État), le maréchal du palais (*castrensis palatii*), les directeurs des quatre grands bureaux de la chancellerie (*magistri scriniorum*), les gouverneurs de certaines provinces, dites proconsulaires, les vicaires des diocèses, les comtes et ducs militaires.

3° *Clarissimes* : Ce titre, d'abord réservé aux sénateurs, c'est-à-dire à des personnages qui ne sont pas des fonctionnaires, fut décerné aux gouverneurs des provinces, du moins en Orient, au préfet de l'annone, au préfet des vigiles.

4° *Perfectissimes* : Le perfectissimat, simple qualification des fonctionnaires de l'ordre équestre au III<sup>e</sup> siècle, devient un ordre sous Constantin. Sont *perfectissimes*, d'abord les ducs et comtes, puis, après Constantin, les ducs passent au rang de *respectables*, et certains comtes, ceux de première classe, montent jusqu'au titre d'*illustre* ; de même certains gouverneurs de province. Au IV<sup>e</sup> siècle, ce titre est l'apanage des *magistri census*, des primiciers des bureaux, des médecins. Il tombera à rien sous Justinien.

Au-dessus sont les *Nobilissimes*, membres de la famille impériale et les *Patrices* sans fonction déterminée : ce sont de grands personnages, dits « pères de l'empereur ».

La hiérarchie exerce même sa puissance d'attraction sur les *sénateurs* des « civitates » provinciales (2) qui ne sont pas et ne seront jamais officiellement des fonctionnaires. Le « perfectissimat » devient la récompense d'une carrière de décurion.

(1) XLVII. — (2) CCLXXXVI, 26, 39, 50.

Quelques « sénateurs » provinciaux se glissent dans le clarissimat d'où ils sont vite expulsés : Constance refoule dans les curies, les curiales que Constantin avait laissés sortir de leur condition. Il n'est jusqu'aux chefs des corporations industrielles et commerciales qui n'aspirent au « perfectissimat ».

Si on ne peut occuper une fonction donnant droit à un titre, on tâche d'obtenir l'honorariat, la vacance.

Ainsi toute la société est entraînée, englobée dans la hiérarchie impériale. Le Sénat même rentre dans la « carrière », car la faveur du prince en ouvre l'accès à ceux qui ont rempli des charges à la cour et ailleurs.

Il est à remarquer que les personnages attachés au service particulier du maître ne cessent de monter en dignité :

Le grand chambellan, depuis 424, prime les ministres des finances, même le ministre de la maison de l'empereur et chef des bureaux (*magister officium*) ; le questeur, charge nouvelle due à Constantin (porte-parole de l'empereur, premier du consistoire, rédacteur des lois et rescrits), est mis au-dessus des proconsuls, entre 372 et 416, et décoré du titre d'« illustre ».

## II

### L'ARMÉE (1).

Les corps sont d'autant plus estimés qu'ils sont plus près de la personne du maître.

*La Garde.* — Les derniers prétoriens sont licenciés en 312. A leur place on trouve désormais : 1<sup>o</sup> *Domestici et protectores*. Recrutés avant Dioclétien parmi les sous-officiers émérites, ils cèdent la place peu à peu à des jeunes gens de bonne famille qui, pour approcher le prince, obtiennent, même à prix d'argent, la faveur d'entrer dans ce corps. Mais ils en abaissent la

(1) XV; CXXI; CLXXXVIII, t. II; CLXXX et CLXXXI, CCCXLI.

valeur guerrière et le transforment en troupe de parade. Ils sont divisés (à partir de 409) en deux troupes, fantassins, cavaliers, ceux-ci plus estimés. — 2<sup>o</sup> *Scholares*. Ce sont les gardes du palais, ce qui explique que leur chef soit le maître des offices. Ils forment également une infanterie et une cavalerie ; à l'imitation de la Perse, les cavaliers (*clibanarii*) sont à la fois des cuirassiers et des archers.

*Les légions*. — La hiérarchie des légions est bouleversée. Hadrien avait adopté le recrutement régional à une époque où il semblait que l'Empire n'avait plus d'ennemi sérieux à redouter. Ce mode de recrutement, simple et économique, présentait à la longue des inconvénients sérieux. Installés indéfiniment dans la même région, mariés à partir du principat de Septime Sévère, les soldats prirent les mœurs, la langue même du pays où ils résidaient de père en fils. Ce sont moins des armées de Rome que des armées provinciales. Constantin ne supprima pas les vieilles et illustres légions campées depuis tant de siècles aux frontières, mais il les sectionna en détachements le long des fleuves-frontières, Rhin, Danube, Euphrate, tenant garnison dans des fortins (*castella, burgi*). L'appellation traditionnelle de « légion » continue à être donnée à l'ancienne cohorte dont l'effectif pouvait varier entre 900 et 1090 hommes ; elle était commandée par un *praefectus*, les autres cohortes (450 à 545 hommes) l'étant par un *tribunus*.

Poursuivant les mesures inaugurées par Dioclétien et Maximien, qui donnaient le pas à celles des légions assurant la protection personnelle de l'empereur, les Joviens, les Herculéens, Constantin met en tête les légions « palatines » puis les *auxilia palatina* ; viennent ensuite les légions « à la suite » (*comitatenses*), puis les *pseudo-comitatenses*. Le renouvellement se poursuivra et sera si complet que, vers l'an 400, sur 172 légions, à peine le quart (29 en Orient, 11 en Occident) remonte à une période antérieure au règne de Constantin. Bien peu de vieilles légions furent jugées dignes d'occuper un rang élevé

dans la hiérarchie nouvelle : deux seulement, la *VIII<sup>a</sup> Augusta* et la *XI<sup>a</sup> Claudia*, furent « palatines », une dizaine furent mises « à la suite ». Tout le reste fut relégué aux frontières comme *pseudo-comitalenses*, ou même sans qualification aucune.

Les corps estimés sont ramenés à l'intérieur et tiennent garnison dans les villes. Zosime accuse à ce propos l'empereur d'avoir amolli le soldat par cette existence urbaine en même temps qu'il laissait les frontières ouvertes. Mais l'historien païen déteste en Constantin le premier empereur chrétien et, écrivant un siècle et demi après lui, il peut interpréter à faux les mesures prises par l'empereur. Le système de la frontière linéaire s'était montré inefficace au *III<sup>e</sup>* siècle ; ces minces cordons n'avaient jamais réussi à empêcher l'invasion des Barbares qui s'étaient répandus dans l'Empire en détruisant des villes sans défense. A partir des règnes de Gallien et d'Aurélien, celles-ci, très réduites en étendue, furent toutes fortifiées et constituèrent de véritables forts d'arrêt (*castra, castella*), gardés par les meilleures troupes. La frontière fut simplement surveillée par un rideau de soldats-paysans.

La prédominance de l'élément barbare dans les armées impériales dès le milieu du *IV<sup>e</sup>* siècle rend plus que vraisemblable que Constantin avait déjà donné l'exemple d'incorporer des Germains non seulement dans les *auxilia*, mais dans les légions elles-mêmes (1).

La *Comitiva* (2). — Le magistrat cède le pas au courtisan (*amicus, comes*).

La clientèle impériale avait été, dès le début de l'Empire, la plus recherchée de toutes. Et le nombre des amis du prince fut tellement élevé que Tibère avait dû répartir « les amis » en trois catégories. Ce sont ces amis qui, à partir d'Hadrien, fournissent le Conseil du prince et se substituent au Sénat pour la direction des affaires de l'État.

(1) *XVIII* ; *CVIII*, t. II.

(2) *CCCLI*, t. II, 81, 230, 318 ; *CDLVII*, t. II, 75 ; *CVII*, 5, 78.

Il était réservé à Constantin de transformer cette *comitiva* à trois étages en dignité officielle de l'Empire. Les amis personnels de l'Empereur continuent à être appelés *amici, comites*. Ce titre même est donné honorifiquement, comme récompense, à la fin d'une carrière administrative, militaire, municipale, collégiale, un peu comme les titres de conseillers auliques, de conseillers privés dans les monarchies modernes.

L'innovation de Constantin consista à lier réglementairement le titre comtal à certains emplois, particulièrement importants, à faire de la *comitiva* une fonction officielle. Il attache à ce titre certaines attributions déterminées.

Le Conseil se compose de *comites primi ordinis*, ayant qualité de *spectabiles*. Le Conseil est réorganisé vers 335 ; les jeunes clarissimes du Sénat y sont admis et, par ce moyen, le Sénat, ou plutôt quelques-uns de ses membres, rentrent dans le Conseil du prince, mais en devenant ses clients.

Les deux ministres qui dirigent les finances sont l'un *comes sacrarum largitionum*, l'autre *comes rerum privatarum*. Ils ont rang d' « illustres » et leurs subordonnés portent également ce titre : le *comes largitionum per Illyrium*, le *comes largitionum per Africam*, le *comes et rationalis summarum Aegypti*, le *comes commerciorum per Illyrium*, le *comes metallorum per Illyrium*, etc. Naturellement les personnages attachés au service particulier du prince, *comes sacræ vestis*, *comes domorum*, *comes stabuli* (celui-ci ayant rang de clarissime, puis de spectable). Les chefs de la Garde : le *comes domesticorum, equitum et peditum* depuis 409), les *comites scholarum* : ils ont rang d' « illustres ».

A la tête des « diocèses » Constantin met des *comites provinciarum*, d'abord inspecteurs temporaires, puis permanents. Toutefois ce titre ne put prévaloir sur celui de *vicarii*, sauf pour le *comes Orientis* et le *comes Ponticæ*.

Les fonctions militaires, particulièrement délicates, sont



confiées aux amis, aux « comtes » du prince. Les deux ministres de la guerre et généraux en chef, créés par Dioclétien, ou Constantin, les *magistri militum* sont *comites primi ordinis* : ils ont rang d'« illustres ». Comme ils résident à la cour, d'où la qualification de *praesentales*, il deviendra nécessaire (sous Théodose) de leur adjoindre dans les contrées exposées des généraux : *comes et magistri militum per Gallias* en Occident ; *comes per Orientem, per Thraciam, per Illyrium* en Orient ; ils ont aussi la qualification d'« illustres ». A partir de Dioclétien, pour le moins, outre les commandements des grandes régions (Italie, Gaule, Espagne, Maurétanie, Bretagne), on trouve sur les frontières et territoires menacés de grands commandements militaires confiés à des ducs. Vers 400 il y en a treize en Orient, douze en Occident avec rang de *spectabiles*.

A côté d'eux sont établis des *comites rei militaris* (deux en Orient, six en Occident), qualifiés aussi *spectabiles*, vrais lieutenants des *magistri militum praesentales*. D'ailleurs le titre de *comes* est conféré à plusieurs *ducs* : d'où la titulature *comes et dux*.

L'armée impériale de l'intérieur est confiée dans chacune des grandes régions naturelles de l'Empire à des *comites* ayant rang de *respectabiles* : ainsi en Illyrie, Espagne, Maurétanie, Tingitane, *Africa*, Bretagne. En Gaule, le *comes* est même *magister equitum* et « illustre » : il réside à Trèves. En Italie, l'ensemble des forces est sans doute sous l'ordre direct des *magistri militum*.

Ce qui est grave pour l'avenir, c'est que la *comitiva* tend à substituer au service de l'État le service personnel. On sert moins la *Respublica* que le prince. La *comitiva* annonce, de loin il est vrai, la vassalité, c'est-à-dire un régime où toute notion de service d'État ayant disparu, on ne conçoit plus que les relations d'homme à homme.

## III

## LE GOUVERNEMENT ET LES FINANCES.

*Le Gouvernement.* — C'est un gouvernement de cour, avec toutes ses petitesse. Les prononciamentos des prétoriens, les révoltes des légions provinciales sont remplacés par des intrigues de palais menées par les eunuques et les délateurs. Les espions (*agentes in rebus*) pullulent. On opère des arrestations sous les prétextes les plus futiles (un songe, une plaisanterie) et elles sont trop souvent suivies de supplices abominables. Tous les sujets, les plus humbles comme les plus grands, sont suspects au maître, car tout homme libre peut aspirer à l'Empire. Un des successeurs de Constantin, son fils Constance, apparaît déjà comme une sorte d'Abd-ul-Hamid.

*Les Finances* (1). — On ne peut affirmer ni que les impôts aient été excessifs, ni que les dépenses aient été extravagantes.

L'impôt foncier aurait-il été d'une lourdeur exceptionnelle sous le règne de Constantin ?

Lactance (*De mortibus persecutorum*, 23) écrit : « Les recenseurs se répandent partout : on mesure les champs motte par motte, on compte les pieds de vigne, les arbres ; on couche par écrit les animaux de toute espèce, on note les hommes par tête. » Et il s'en indigne, mais en cela les agents du fisc ne font que leur devoir. Ils ont raison notamment de procéder avec soin aux opérations d'arpentage, de compter les pieds de vigne. Ce n'est que par ce relevé minutieux que l'on peut constituer avec rectitude l'unité fiscale (*jugum* ou *caput*), dont l'établissement remonte au règne de Dioclétien.

Constantin crée ou développe des *impôts de classe*.

Les membres de l'ordre des clarissimes versent le *foliis*, dit aussi *aurum glebale*, *glebalis collatio*, au prorata de leur

(1) CDXXXVII; CCCXXXII; CCCXLIV, t. X; CCLX, t. I; CCXLII.

fortune : deux, quatre, huit livres d'or par an. Comme la livre vaut 72 sous d'or, cette contribution est lourde ; elle durera jusqu'à 450, année de sa suppression par Valentinien III et Marcien. Il est vrai que les gens de cette classe, celle des « sénateurs », constituent une aristocratie immensément riche qui détient la plus grande partie du sol et est affranchie des *munera*. Les reproches que Zosime adresse à la mémoire de Constantin paraissent donc exagérés.

Au-dessous, la classe des curiales paye (à partir de 364) l'*aurum coronarium*, au prorata de ses ressources foncières (1). D'ailleurs l'*aurum coronarium* n'a pas un caractère permanent : longtemps cadeau spontané (une couronne offerte à l'empereur), il conserve ce trait de n'être pas exigible chaque année, mais en des circonstances exceptionnelles. Ce n'est pas cela qui a pu amener la ruine des curies.

La classe des *negotiales*, embrassant non seulement les gros négociants et les gros commerçants, mais les artisans et les petits ouvriers libres, paye le *chrysargyre* ou *lustralis collatio*. En dépit de ce nom, il était exigible tous les quatre ans. Créé par Constantin, cet impôt sera supprimé par Anastase en 501 (2).

Ainsi pour la classe marchande et pour celle des moyens propriétaires les impôts de classe étaient plutôt gênants par leur irrégularité que par leur lourdeur.

Quant à cette classe mal définie, mal connue, qu'on appelle les *phébéiens*, les empereurs ont pris à son égard des mesures bienveillantes. Au cours du iv<sup>e</sup> siècle, la population urbaine, au moins en Orient, fut affranchie de la *capitation personnelle*. Mais celle-ci se maintint à la campagne. Elle frappait à la tête le petit propriétaire foncier (non curiale) et surtout le

(1) Nous n'admettons pas, cependant, que cette classe, pas plus que celle des sénateurs, en compensation de l'établissement d'un impôt de classe, ait été déchargée de l'impôt foncier comme le veut une récente théorie (CCCV).

(2) *Aurum coronarium* et *chrysargyre* sont pratiqués déjà dans l'Égypte des Lagides, sous les noms de στίονος et de χρυσονόμιον. Voy. BOUCHÉ-LECLERCQ, *Hist. des Lagides*, t. III, 305 et 335.

« colon », encore libre en théorie. La capitation se transmettra au moyen âge.

*Impôts indirects* (1). — Les Romains confondaient sous le nom de *portorium* ou *teloneum* trois choses pour nous distinctes : la douane, l'octroi, les péages intérieurs établis en des lieux de passage déterminés (*stationes*). Ces impôts étaient affermés. A partir du règne d'Hadrien les fermiers proprement dits cessèrent d'appartenir à la classe des « chevaliers », et furent des affranchis, surveillés par des *procuratores* « chevaliers ». Le « Bas-Empire » n'apporta d'autre changement au mécanisme de l'institution qu'en réduisant la durée de la ferme de cinq à trois ans, en exigeant que l'adjudication se fit en présence du préfet du prétoire ou des vicaires, enfin en mettant l'ensemble de l'administration sous la haute main des *comes sacrarum largitionum*. On ne sait ce que devinrent les *procuratores*. Le taux, relativement modéré, de la perception (4 à 5 p. 100 selon les circonscriptions) sera porté au chiffre considérable de un huitième au v<sup>e</sup> siècle.

Il est à remarquer que Constantin exempta du paiement de la taxe les instruments agricoles et accorda l'immunité aux vétérans et à leurs enfants. Par contre, à partir de Théodose, l'État met la main sur l'octroi des municipalités « libres » et les oblige à un partage où il se fait la part du lion : les deux tiers.

*Impôts de mutation et autres.* — L'impôt de 5 p. 100 imposé par Auguste (*vicesima hereditatum*) n'est plus attesté après le milieu du iv<sup>e</sup> siècle. Il a dû disparaître lors des réformes financières de Dioclétien. De même, la *vicesima libertatis* sur l'affranchissement des esclaves.

Par contre, la taxe de 1 p. 100 sur les ventes à l'encan (*centesima rerum venalium*) a subsisté.

(1) René CAGNAT, *Étude historique sur les impôts chez les Romains*. 1882. in-4.

Quant aux monopoles d'État, leur existence n'est pas prouvée, même pour le monopole du sel.

Somme toute, ni le nombre des impôts ne s'est augmenté, ni leur poids ne s'est aggravé sous Constantin ou après lui, du moins en ce qui touche les classes inférieures de la population.

*Dépenses.* — Étaient-elles exagérées? Il est certain que Constantin aimait le faste (1). Il développa encore les pompes de la cour et il entendait que les hauts fonctionnaires l'imitassent. L'empereur fut généreux jusqu'à la prodigalité; dans les dix dernières années de sa vie, il ne sut rien refuser à ceux qui l'entouraient et les courtisans lui soutirèrent des sommes considérables en se faisant bien venir par les dehors d'une piété hypocrite. Constantin a fait construire et beaucoup; comme Dioclétien, il a eu la folie de la bâtisse.

Il est vrai. Mais il n'y a rien sous ce règne qui dépasse ou atteigne même les prodigalités de ses prédécesseurs des <sup>1er</sup>, <sup>11e</sup> et <sup>111e</sup> siècles même.

*Dépenses d'État.* — La plus importante, la seule importante pour mieux dire, c'est l'armée. Mais l'effectif n'est pas augmenté; au contraire. Les armées romaines en campagne, à partir du <sup>iv</sup>e siècle, ne comptent plus qu'un nombre dérisoire de combattants : 15 000, 20 000. On peut douter que l'Empire ait jamais été capable de lever plus de 30 000 hommes pour une expédition. Au reste, on l'a vu, la solde devient rare. L'armée, de plus en plus, est payée en nature. Il en va de même des « fonctionnaires ».

Les distributions de vivres (2) (de blé, ensuite de pain, huile) sont augmentées, car le système de l'entretien d'une plèbe à demi oisive est étendu à la Rome nouvelle. Cependant

(1) CXXVIII, 172.

(2) CCCXLIV, t. X, 149; LXXII, 342; DIII, t. II, 19, 185.

il y a peu de dépenses d'intérêt public. Les grandes constructions et les amusements se font aux frais des riches particuliers.

En dehors de l'armée, le seul service public réel c'est la poste, réservée à l'empereur et à ses fonctionnaires. C'est une lourde sujétion, mais pour les villes et villages riverains seulement.

Dans l'ensemble, rien ne permet de croire que les dépenses aient été plus élevées que dans la période précédente.

*Régime monétaire* (1). — Nous avons vu que Dioclétien était parvenu à arrêter l'épouvantable perturbation monétaire du III<sup>e</sup> siècle. Il était réservé à Constantin d'achever son œuvre et de replacer le système monétaire romain sur des bases qui resteront inébranlables, du moins en Orient, pendant de longs siècles. Vers 312, Constantin émet le *solidus aureus*, le sou d'or de 72 à la livre (4<sup>sr</sup>,55) dont la valeur intrinsèque est de 15 fr. 61. En même temps, il institue une pièce d'argent taillée, elle aussi, sur le pied de 72 à la livre (la livre = 72 fr. 75). Elle est appelée *miliarensis*. Elle équivaut en effet au millième de la livre d'or, étant donné que le rapport de l'or à l'argent est d'environ 14 (exactement 13,71 : livre de 327 grammes d'or, divisée par 1 000 = 0<sup>sr</sup>,327, et multipliée par 13,71 = 4<sup>sr</sup>,55, le même poids que le sou d'or). La valeur intrinsèque était un peu supérieure à un franc (de l'année 1913).

Il faut dire cependant que cette monnaie fut peu répandue. C'est une monnaie de luxe que distribuaient, par exemple, les consuls dans leurs largesses publiques.

Les monnaies d'argent effectives furent la silique et la demi-silique. Dans le système pondéral romain, la *silique* était un poids valant le tiers de l'obole, le 6<sup>e</sup> du scrupule, le 24<sup>e</sup> du sou d'or, le 1 728<sup>e</sup> de la livre. La silique d'or vaut donc 0<sup>sr</sup>,189. Mais comme il était impossible de frapper une pièce aussi petite, on

(1) XIII, 566, 574-580; CIV ; DXXXVII, t. I.

la monnayait *en argent*. Étant donné le rapport 13,71 on eut une pièce d'argent pesant 2<sup>er</sup>,60 pour la silique et 1<sup>er</sup>,30 pour la demi-silique. Le miliarès (4<sup>er</sup>,55) valut donc 1 3/4 de silique.

#### IV

##### RÉFORMES LÉGISLATIVES ET PROTECTION SOCIALE.

La législation de Constantin continue en partie celle de Dioclétien. Elle réprime les abus des évocations à l'empereur, lesquelles avaient l'inconvénient de distraire les parties de leurs juges naturels. Cependant les veuves et les orphelins peuvent récuser les gouverneurs suspects de partialité. Les juges sont déclarés responsables sur leur fortune personnelle des dommages causés par négligence ou prévarication. On s'efforce de prendre des précautions touchant le témoignage oral ou écrit. Interdiction de retenir indéfiniment en prison les accusés pour les causes civiles. Au criminel, toute accusation doit s'appuyer sur un écrit. Dans la législation pénale on abolit le supplice de la croix (remplacé par la potence) et aussi la marque sur le front, « la figure humaine étant formée à l'image de la Divinité ». Dans la législation civile, la rigueur du droit qui accorde tout au père de famille est adoucie : le fils peut hériter du vivant de son père du tiers des biens de sa mère et la mère a droit au tiers de la succession de ses enfants. Enfin l'empereur reprend à l'égard des enfants pauvres la politique charitable des Antonins.

En ce qui touche l'*esclavage*, l'empereur, reprenant peut-être une loi d'Hadrien, assimile le meurtre de l'esclave à celui de l'homme libre. L'*affranchissement* est facilité : il peut s'opérer dans le conseil du prince, dans l'église, devant les consuls et les préteurs, au tribunal des gouverneurs, devant les magistrats municipaux. En ce qui touche les *colons*, défense, lors des partages de fonds, de séparer les enfants des parents, les frères des frères ; défense aux propriétaires d'augmenter les rede-

vances. Les *curiales*, à partir de 361, ne payent plus l'impôt à la place des sénateurs défaillants; à partir de 383 ils n'ont plus la lourde et dangereuse corvée de percevoir l'impôt (*exactio*) sur les terres des puissants. Aux *négociants* et *artisans* Constantin accorde des avantages (à trente-sept corporations libres) pour les inciter à se perfectionner dans leur métier, eux et leurs enfants. Le *clergé* chrétien est particulièrement favorisé : ses terres sont exemptes d'impôts (jusqu'à 360); les clercs sont affranchis des *munera*, des corvées, de l'*aurum coronarium*. Ils obtiennent en outre des avantages judiciaires considérables.

*Répression des abus du « patronage »* (1). — Les petits propriétaires ruraux libres sont une proie pour la haute aristocratie terrienne passée tout entière dans la classe « sénatoriale » des *clarissimes*. Ceux-ci usent de mille procédés pour extorquer aux pauvres leur indépendance et leurs biens sous prétexte de patronage. Les empereurs entendent défendre ces pauvres gens contre leur propre faiblesse. Une loi de 370 interdit aux *agricolae* le *patrocinium*, sous peine de confiscation de leurs biens. Le patron qui aura accepté sera frappé d'une amende de 25 pièces d'or pour chaque fonds de terre, amende portée à 40 livres en 399. En 395, défense aux grands de prendre sous leur patronage des villages libres (*vici, métrocomies*).

Cependant la législation pénale a été accusée d'être « atroce » par V. Duruy : « Il (l'Empereur) multiplie la peine du bûcher; il y condamne le juif qui jette des pierres à un juif chrétien; le receveur qui prévarique; le scribe qui inscrit à tort un nom sur la liste des immunitaires; l'aruspice qui entre dans une maison particulière; l'esclave qui s'unit à une femme libre; les complices d'un rapt; le faussaire; ceux qui ont des intelligences avec les Barbares; le créancier qui saisit pour dettes les bœufs et les instruments aratoires du débiteur, etc. Il fait

(1) DLXXXIII, 102, 242; CCCXLVI.



verser du plomb fondu dans la bouche de la servante qui a aidé à l'enlèvement d'une jeune fille ; les ouvriers, dits *baphii* ou *gynaecii*, qui gâtent une étoffe peuvent être mis à mort, etc. (1). »

Il est vrai. Mais il convient de remarquer que ces pénalités terribles révèlent un chef d'État désireux de combattre à tout prix la corruption de la société :

« C'est contre les délits qui blessaient la chasteté qu'il sévit de la manière la plus inexorable, la plus terrible ; il paraissait plus irrité des outrages faits à la morale et à la religion que soigneux de garder l'ordre et les droits de la société civile. Ses édits contre l'adultère et le rapt respirent l'animosité d'un vengeur plutôt que la prudence du chef d'un empire. S'inquiétant peu de remédier au mal pourvu qu'il infligeât au coupable une punition proportionnelle à l'offense, il violait toutes les lois anciennes et ses propres lois pour satisfaire à cette pieuse mais trop véhémence indignation (2). »

Constantin et ses successeurs ont donc fait tout ce qu'il était possible de faire, législativement du moins, pour régénérer moralement la société de leur temps.

(1) **CXXVIII**, t. VII, 206.

(2) **CCCLI**, t. II, 141-142.

## CHAPITRE VI

### LE RÉGIME DES CASTES

En dépit des efforts des empereurs, il est visible que la société antique se sclérose et s'affaisse. Plus de vie politique, cela va de soi, mais presque plus de vie municipale. L'art est en pleine régression. La science est figée. La littérature est insignifiante. Le Monde romain a perdu toute force conquérante. Il perd même son pouvoir d'assimilation sur les Barbares : les populations introduites sur le sol de l'Empire demeurent sujettes de Rome, mais ne semblent plus prendre goût à acquérir les usages romains et la langue latine. Seul le domaine religieux est le théâtre d'une agitation intense, parce que toutes les forces de l'esprit et du cœur s'y portent d'un élan passionné.

Chacun se trouve mal dans sa condition et cherche à y échapper. Le paysan déserte la campagne, l'ouvrier abandonne son métier, le décurion fuit le sénat municipal. A ces maux le pouvoir ne trouve qu'un remède : river chacun à sa condition, boucher les issues par lesquelles il pourrait s'évader.

Le mot d'ordre est « chacun à son poste » ou la culture romaine va périr. C'est l'état de siège, l'état de siège à vie, à perpétuité. On en vient à rendre héréditaire la condition sociale, la profession. Nous assistons à l'établissement d'un véritable régime de castes, phénomène ici, non pas primitif, spontané, mais nouveau, politique, imposé d'en haut.

Passons en revue les différentes catégories d'hommes qui doivent le subir.

## I

## « OFFICIALES ». « COLLEGIATI ».

**Les *Officiales*.** — Les fonctionnaires, ou plutôt les employés (*officiales*) et appariteurs (*susceptores*), sont militarisés depuis le règne de Septime Sévère. Les services sont répartis en « cohortes », d'où le nom de *cohortales* pour les employés des gouverneurs. L'employé a le privilège du testament militaire. Aussi le service, soit dans l'administration centrale (le *palais*), soit dans les administrations provinciales, est-il qualifié de *militia* (*palatina, officialis*), la première étant, cela va de soi, beaucoup plus relevée.

Ces employés ont des privilèges (1) : ils ne peuvent être révoqués arbitrairement. Ils ont des exemptions d'impôts et de charges diverses ; ils reçoivent des titres honorifiques à la fin de leur carrière. Mais ces faveurs sont compensées par une véritable servitude. Les *officiales* sont dits enlacés dans le filet de leur condition : *conditio numerarii inreliabilis* (I. 28, C. Th., VIII, IV, *De Cohortalibus*). On n'hésite pas à prolonger leurs services au delà de l'âge, jusqu'à épuisement des forces. Autour de chaque gouverneur, de chaque directeur de service pullulent ces *cohortales*, inamovibles mais soumis aux caprices de l'Administration qui use d'eux comme d'un troupeau. Enfin, leurs fonctions sont héréditaires. Pour les seules catégories d'employés au *palatium* et dans la garde, on n'a pas à avoir recours à des moyens de coercition : il est inutile d'expliquer pourquoi.

**Les *Collegiati*.** — Le régime de caste est imposé d'abord aux serviteurs directs de l'État, cela se conçoit. Le numéraire se fait rare et les mines sont considérées comme chose d'État. Il est donc fatal que le travail des mines soit obligatoire et

(1) *DI*, t. III, 126, 149-160,

même héréditaire, car qui consentirait à accepter bénévolement une existence aussi horrible que celle du mineur antique? C'est pourquoi on y emploie des esclaves publics, des condamnés. Il en va de même des carrières et salines.

Au contraire, les ouvriers des ateliers monétaires étaient généralement libres. Mais quelle liberté! Le métier est à vie, héréditaire; les artisans doivent épouser des filles issues d'ouvriers exerçant même profession et ils sont soumis au droit de poursuite.

Il en va de même des ouvriers d'armes (*fabricenses*), armuriers et forgeurs des manufactures impériales. Ils sont militarisés et marqués au bras; ils doivent mourir *exhausti laboribus*. Il en va de même des *bastagarii* employés aux convois du fisc et aux besoins des troupes, des muletiers (*muliones*), palefreniers (*hippocomi*), charrons (*carpentarii*), vétérinaires (*mulomedici*), des employés de la poste publique; des gens occupés à recueillir la pourpre, à tisser les vêtements dans les fabriques de l'État (*gynaecce* ou *textina*), au nombre de dix-sept en Occident, soit pour l'Empereur et la Cour, soit pour l'armée.

Tous sont organisés en « collèges » et sont soumis à des règlements et à une discipline militaires. Au reste, dès Hadrien, les « *bastagarii* » sont groupés en « cohortes » (1).

Le ravitaillement de Rome, puis de Constantinople, constitue un service public indispensable. Ces villes sont des marchés où se vendent les produits de tout le monde méditerranéen; mais elles produisent peu, la première surtout. L'industrie et le commerce, la charité privée seraient impuissants à faire vivre la population famélique qui s'y entasse. Les contributions en nature des provinces sont indispensables, d'autant plus que l'économie rétrogradant lentement, l'impôt en argent cède de plus en plus la place à l'impôt en nature. Les sociétés de publicains qui affermaient ces services

(1) **DIII**, t. II, 224-238, 243.

ayant été supprimées par suite de leurs abus monstrueux et les particuliers étant impuissants, faute de gros capitaux, à les assurer, l'État est forcé de confier le transport des denrées à une corporation officielle pourvue de privilèges, les *navicularii*. Ce sont des armateurs officiels, groupés obligatoirement en corporation. Le commerce maritime entre les ports de Rome (Ostie, Porto) et l'Afrique ou l'Égypte deviendra même (sous Maxence) une charge héréditaire (1).

Les denrées ainsi amenées, il faut les travailler, car, depuis Aurélien, on distribue au peuple non plus la farine, mais le pain. D'où la nécessité non seulement de magasins généraux à Ostie et Porto, mais d'énormes boulangeries (258) à Rome même où l'on moud, pétrit et cuit le pain, enfin d'esclaves nombreux. Le *corpus pistorum* (à la fois meuniers et boulangers) jusqu'à l'utilisation du moulin à eau (iv<sup>e</sup> siècle) demeure puissant et indispensable. Ajoutez les distributions d'huile, de lard, de vin, à bas prix ou gratuites. Les corporations deviennent officielles, obligatoires. « L'entretien de Rome dépend des corporations », écrit le préfet Symmaque à Valentinien II (*Ep.*, X, 27).

Après l'alimentation vient l'entretien des édifices publics. Les propriétaires de carrières sont tenus de fournir la chaux pour Rome, des corporations de chauxfourniers (*calcis coctores* ou *calcarienses*) et de voituriers (*vectores* et *vecturarii*) sont chargées des transports. Le grand *collegium fabrum* ou *fabrorum tignariorum*, englobe tous les ouvriers du bâtiment ; il a des rapports étroits avec l'État, auquel il doit des journées de travail.

Le bois est fourni, à la fois pour le chauffage et les constructions militaires et navales, par les *dendrophores*. C'est qu'en effet le bain, la douche quotidienne, sont devenus indispensables à la population. Il existe 956 thermes à Rome. Les *navicularii lignarii* amènent d'Afrique le bois pour les chauffer.

(1) DIII, t. II, 20, 34, 103; DI, t. III, 261; CCCXLIV, t. X, 149.

Les conservateurs des aqueducs qui alimentent les thermes (*hydrophylaces aquarii*) sont marqués sur les mains *felici nomine pietatis nostræ*.

Les jeux sont devenus comme un besoin organique : 175 jours par an au iv<sup>e</sup> siècle (135 sous Marc-Aurèle) sont employés à des jeux du cirque ou à des jeux scéniques. Ces représentations comiques ou tragiques, ces combats de gladiateurs et de bêtes, exigent des frais et un personnel très onéreux. Ces frais sont supportés par l'empereur, c'est-à-dire par les contribuables des provinces, et par de riches particuliers. Les jeux sont une charge de la préture ; si le préteur décède au cours des fêtes les héritiers sont tenus d'acquitter les frais jusqu'au bout.

Le service des jeux est un des gros soucis du pouvoir. Au théâtre, à l'amphithéâtre, au cirque, le peuple manifeste en pleine liberté et déploie sa turbulence (1). Le christianisme tente vainement de refréner la passion des jeux, aussi violents et non moins désastreux que l'alcoolisme des temps présents.

Les empereurs cèdent à la volonté populaire : gladiateurs, mimes, musiciens et musiciennes, acteurs et actrices, cochers de cirque sont enchaînés héréditairement à leur profession qualifiée infâme : ils doivent être, disent les constitutions impériales, les « esclaves des plaisirs du peuple ». On finit même par exercer à leur égard le droit de poursuite. Il est interdit aux histrions et aux cochers de cirque de quitter la ville : ils sont soumis à la résidence.

Ces services se répètent sur une petite échelle dans les villes chefs-lieux de *civitates*. Les fleuves y transportent denrées et matériaux grâce à des collèges de *navitæ*, au service des villes, au moins partiellement. On retrouve dans les provinces des *collegia fabrum*, des *dendrophores*, etc.

Les fêtes et jeux sont à la charge des duovirs. Les villes de Trèves, Cologne, Mayence, Carthage, Antioche ne sont pas

(1) **DI**, t. III, 369, 375.

moins folles de spectacles que Rome ou Constantinople (1).

Jamais les villes n'ont mieux mérité l'épithète de « tentaculaires » que sous l'Empire romain.

## II

### LA CASTE MILITAIRE (2).

La *militia* par excellence, l'armée (*militia militaris*) devient également une caste. Par son mode de recrutement d'abord. Depuis longtemps les citoyens romains ne servaient plus. Au contraire, les étrangers acquéraient la qualité de citoyen soit à leur entrée dans l'armée (les *légionnaires*), soit à leur sortie (les *auxiliaires*), après un long service (seize à vingt-cinq ans). Après l'édit de Caracalla (212), qui accorde le droit de cité à tous les hommes libres sujets de l'Empire, ces mesures perdent de leur intérêt. Le Bas-Empire arrive à imposer cependant le régime de caste en fermant l'armée, en bas aux esclaves, toujours exclus du service militaire, en haut aux sénateurs, exclus du service depuis Gallien, aux *décursions*, à leurs enfants, aux *subjecti curiae* qui se doivent tout entiers au service de leurs « cités » et à la levée de l'impôt, aux *negotiatores*.

Les soldats ne pourront donc être tirés que de la partie la plus humble de la population libre des villes et des *vici*, et par voie d'engagement volontaire. La dureté et la longueur du service, la médiocrité de la solde (remplacée de plus en plus par des paiements en nature) écartent du service même la lie de la population. Ajoutons que les ravages du iv<sup>e</sup> siècle dépeuplent les contrées du sud du Danube, où l'on avait puisé les meilleurs éléments de l'armée romaine depuis le milieu du iii<sup>e</sup> siècle.

Reste la conscription. Elle devient une charge imposée aux

(1) CCLXX, t. I, 46 ; LXXII, 343 ; CVII.

(2) Cf. plus haut, p. 102.

grands et moyens propriétaires. Le recrutement étant local depuis le règne d'Hadrien, quand les circonstances l'exigent on procède à l'engagement forcé. Chaque grand propriétaire doit fournir une ou plusieurs recrues choisies parmi les hommes soi-disant libres qui vivent sur ses domaines. C'est, comme la réquisition des chevaux, une prestation qui leur est imposée. Les constitutions impériales disent tout crûment *tironum sive equorum productio, equorum tironum praestatio*.

« C'est une des variétés de la perception en nature et pas même une des plus estimées. De ces deux sortes de fonctions rangées d'abord également parmi les charges civiles, celle de lever des soldats et celle de recueillir les « espèces porcines » (*porcinæ species*), l'une devint une charge sordide : ce fut celle de lever des soldats (1). » Parfois l'État préfère lever lui-même et se fait payer (25, 30, 36 sous d'or par tête de conscrit) : *aurum temonarium* ou *aurum tironicum*. Il se constitua même des entreprises de remplacement, une classe de marchands d'hommes.

Naturellement, les *senatores* et les *honorati* ne livraient aux recruteurs (ce sont des curiales chargés de cette *turma-ria functio*) que le rebut de la population.

Enrégimentées, ces recrues prêtent serment et sont marquées au bras. Leur condition est indélébile : elles serviront jusqu'à épuisement des forces, vingt, vingt-cinq ans et au delà. Il est vrai que ces soldats peuvent se marier en justes noces, ce qui était impossible sous le Haut-Empire ; mais les enfants nés de leurs unions appartiennent de droit à l'armée (2). S'ils tentent d'y échapper, la loi les pourchasse partout. Constantin le premier impose cette obligation aux fils de soldats et de vétérans. L'armée, elle aussi, tombe donc dans un rigoureux servage.

On imagine la valeur d'une armée ainsi recrutée. La *mili-*

(1) DI, t. III, 155; CVIII, 229.

(2) Cependant, MISPOULET (*Revue épigraphique*, 1913) a montré qu'il n'y a pas trace d'une condition héréditaire avant le iv<sup>e</sup> siècle.



*tia* devient un vrai déshonneur. Son rendement militaire est médiocre. Et l'Empire eût sans doute succombé s'il n'avait développé la pratique de verser dans ses armées des Barbares. On peut dire que, à partir du milieu du IV<sup>e</sup> siècle pour le moins, une armée « romaine » a d'autant plus de valeur militaire qu'elle renferme plus de Barbares et moins de Romains (1).

Les Barbares entrent au service de Rome par plusieurs voies :

1<sup>o</sup> Par engagement volontaire, individuel. En ce cas ils se romanisent et sont soumis aux mêmes obligations, aux mêmes pratiques que les recrues romaines ;

2<sup>o</sup> Comme *fœderati* : nous y reviendrons ;

3<sup>o</sup> Comme *laeti* (mot germanique qui s'applique aux demi-libres). Ceux-ci étaient cantonnés à la campagne sur des terres « létiques » dont ils avaient la jouissance héréditaire, à condition que les enfants fussent assujettis au service militaire comme leurs parents. Les lètes ressortissent à douze *praefecti laetorum* relevant du *magister peditum praesentalis*. Ils ont même une organisation corporative ; une novelle de Sévère (465) les dit *corpora publicis obsequiis deputata*. Il semble qu'on leur laisse leur droit national ; pour achever de les river à leur caste, en 365, une constitution (de Valentinien et Valens) interdit le mariage entre lètes et Romains et même entre lète et colon. Ainsi le besoin d'assimiler les populations étrangères installées sur le sol de l'Empire fut sacrifié à la manie de parquer les hommes en compartiments.

Les lètes sont particuliers à la Gaule. On ne les rencontre que dans ce pays, surtout au nord-est ; ils semblent d'origine franque et frisonne.

Les *Gentiles*, au contraire, se retrouvent non seulement en Gaule, mais encore et surtout en Italie. On entend par ce terme les populations sarmatiques ou germaniques danubien-

(1) CVIII, t. II.

nes transplantées sur le territoire de l'Empire dans des conditions voisines de celle des lètes. On compte quatre *prae-fecturae gentilium* en Gaule, dix-neuf en Italie Supérieure. Ces gens ont été introduits probablement par Constantin ou plutôt par Constance, alors que l'introduction des lètes est plus ancienne. Nous connaissons le nom de quelques-unes de ces colonies des *Gentiles*.

Le terme général a laissé son empreinte : *Gentiliacum* : Gentilly. Ces « Gentils » étaient surtout des Iraniens, c'est-à-dire des Sarmates. De ces *Sarmatia* sont venus les noms de Sermaise, Saumaise (Marne, Oise, Seine-et-Oise, Loiret, Nièvre, Yonne, Aisne etc.) ; de Sermizelles (Yonne). Les Taifales, peut-être d'origine gothique, ont laissé leur nom à Tiffauges (Vendée). On rencontre ainsi parmi eux quelques Germains du Danube. Les *Marcomans* ont donné leur nom à Marmagne (Côte-d'Or, Allier, Mayenne, Saône-et-Loire, Cher). Les Alamans à Allemans (Aisne, Marne, Dordogne, Lot-et-Garonne), à Allemagne (Calvados, Basses-Alpes, Ain) (1).

Aux frontières les soldats, d'abord romains, puis barbares, obtiennent des fonds de terres (*terrae limitaneae, fundi limitrophî*), mais ils ne sont pas forcés de les cultiver, encore moins de les défricher eux-mêmes ; ils les font exploiter par des esclaves ou des colons. Ces terres ne payent pas l'impôt foncier ; elles ne peuvent être l'objet d'appropriation privée de la part de tiers et passent aux enfants. Mais ceux-ci sont attachés à la défense des *castella* ou *burgi* de la frontière : d'où leur nom de *castellani, burgarii*. Cette institution, attribuée à Alexandre Sévère par l'*Historia Augusta*, n'est probablement pas antérieure à Constantin (2).

L'entretien de l'armée exige des services d'approvisionnement, de transports, des magasins, des logements, des arsenaux, des fabriques d'armes, des ambulances. Tous ces services sont, nous l'avons vu, organisés corporativement.

(1) CCCIV, 127-137. — (2) MISPOULET, dans *Revue épigraphique*, 1913.

## III

## LE COLONAT (1).

Le nom de Constantin est attaché au premier texte législatif que l'on possède sur la célèbre institution du colonat (octobre 332) : « Celui chez qui l'on trouvera un colon appartenant à un autre n'aura pas seulement à le restituer au domaine où ce colon est né, mais il devra encore payer la capitation pour le temps (passé chez lui)... Quant aux colons qui essayent de fuir, il conviendra qu'on les charge de chaînes à la façon des esclaves » (*Cod. Theod.*, V, 9. 1).

Qu'est-ce qu'un colon ?

« Le colon... est un fermier perpétuel et héréditaire, mais non volontaire, pour qui l'attache au sol est à la fois un droit et une nécessité; il ne peut être investi de fonctions publiques qui l'en éloigneraient, ni ordonné clerc, si ce n'est sur le fonds qu'il cultive et à condition d'y rester. S'il s'enfuit, il est revendiqué comme un esclave et, une fois repris, sérieusement puni, ainsi que le receleur. Mais le propriétaire ne peut vendre le fonds sans les colons, ni les colons sans le fonds, ni les transporter d'un fonds sur un autre, à moins que le premier n'ait trop de fonds et l'autre pas assez. Le fisc lui-même ne peut rompre le lien qui l'attache à la terre et les constitutions impériales défendent à ses agents d'expulser le colon qui ne peut payer l'impôt (2). »

Cette terre, dont il est le serf et qui le retient lié à sa glèbe, le colon la tient, lui aussi, de père en fils, et elle ne retournera au propriétaire que si le colon ne laisse pas d'héritier. Le maître n'a pas le droit d'augmenter les redevances ou de modifier les devoirs du tenancier : ceux-ci sont fixés par une *lex* (ou *mos loci*), considérée comme perpétuelle. Au regard

(1) CLII; XXVIII; C; CCCXXXIV; CDXXII; SEREGK. dans CCCXCVII.  
v<sup>o</sup> *Colonus*.

(2) CLIII, 156.

du droit civil, le colon est un homme libre. Il peut contracter mariage, tester, même intenter une action, du moins pour des contestations portant sur sa tenure. Il n'est le serviteur de son seigneur (*patronus, dominus*), le propriétaire, qu'indirectement, par l'entremise de la terre sur laquelle il habite et qu'il cultive.

Ce régime social n'est pas une innovation du Bas-Empire. Les antiques monarchies de l'Asie et de l'Égypte, la Grèce ancienne, la Gaule indépendante aussi, très probablement, ont connu de temps immémorial un servage de la glèbe qui présente des analogies frappantes avec le « colonat » proprement dit.

Toutefois, celui-ci, sur le sol de l'Occident du moins, paraît être le résultat d'une évolution du système d'exploitation agraire du monde romain. Dès la fin de la République, la petite propriété rurale avait disparu. Restaient, sous l'Empire, la grande et la moyenne propriété qui avaient à leur disposition pour la culture deux systèmes : 1<sup>o</sup> le faire valoir direct, confié à des intendants, exécuté par des esclaves enchaînés groupés en « décuries » ; 2<sup>o</sup> le fermage.

Le premier a dû être abandonné peu à peu à cause de la diminution considérable du nombre des esclaves. Une fois la période de conquête terminée, il n'a plus été possible de jeter sur le marché des troupeaux de captifs, comme au <sup>II</sup><sup>e</sup> et au <sup>I</sup><sup>er</sup> siècle avant notre ère. L'importation par achat n'a été que d'un faible débit. D'autre part, l'élevage des esclaves est dispendieux : jusqu'à treize ans, pour le moins, l'esclave coûte et ne rapporte pas ; il s'use vite et meurt jeune. Enfin l'économie agraire esclavagiste exige des capitaux élevés et des terres riches, vu la faible productivité du travail non-libre. Mais dès le <sup>II</sup><sup>e</sup> siècle de notre ère, les capitaux ont disparu, les terres riches sont épuisées et le travail agricole esclavagiste devient une spéculation désastreuse.

Quant à la classe des petits fermiers libres (*coloni, conduc-*

*tores*) qui louaient la terre pour une courte durée (cinq ans d'habitude) et à prix d'argent, elle disparut ou se raréfia extrêmement dès le règne de Trajan.

Les propriétaires de fonds n'eurent plus d'autre remède que d'opérer la division de leurs domaines. Ils en firent deux parts. L'une, la réserve du maître (*indominicatum*), comprend l'habitation (la *villa*, le futur « château ») avec une partie des terres labourables et un peu de prés, la plus petite part (un tiers ou un quart du total), mais la totalité des forêts, pâturages, landes. L'autre, la majeure partie des terres labourables, vignes et prés, fut répartie en « tenures » (appelées *manses* à l'époque franque) conférées à des fermiers, dits libres (*coloni*), et aussi, mais beaucoup plus rarement, à des esclaves « casés » (*casati*). La tenure, dite *mansus ingenuilis* ou *colonica* quand elle est exploitée par un colon, *mansus servilis* quand elle l'est par un esclave, est une unité économique. Elle ne consiste point en terres d'un seul tenant, mais en parcelles labourables réparties dans les divers cantons ou soles du domaine, en quelques arpents de vigne ou de prés, enfin dans la jouissance des pâturages et des bois de maître (*dominus*), au prorata du nombre de têtes de bétail possédées par le fermier. Le manse, c'est en principe la quantité de terres, prés, vignes nécessaire à l'entretien d'un paysan et de sa famille : toutefois, si la tenure est étendue, celui-ci a le droit de s'adjoindre un associé (*socius*), parfois même deux.

Ces tenanciers s'acquittent moyennant une somme d'argent des plus modiques et surtout, vu la décadence de l'économie monétaire, en parts de fruits (*agrarium*) : ils versent un dixième, semble-t-il, des récoltes. Enfin, et surtout, ils donnent à la réserve seigneuriale une forte partie de leur temps et de leur peine : ils y font gratis les labours, semis, hersages, moissons, fauchaisons, fenaisons, clôtures, réparations de tous genres. Les serfs casés doivent consacrer à ces travaux (*corvadae*, *manoperae*) la moitié de leur existence, les colons

ingénus sensiblement moins, mais, tout de même, une forte part de leur temps. Le problème angoissant de la main-d'œuvre se trouve ainsi résolu pour le propriétaire. « Au fond, le colonat n'est pas autre chose que la substitution du système de la petite tenure au système de la culture en masse par des mains serviles (1). »

Cette pratique n'était pas sans racines dans le passé : Atticus, l'ami de Cicéron, homme d'affaires avisé, avait déjà commencé à diviser ses fonds entre de petits colons partiaires. Elle a pris ensuite un développement considérable, du <sup>II</sup><sup>e</sup> au <sup>IV</sup><sup>e</sup> siècle, sans que nous puissions malheureusement suivre les étapes de l'évolution. Si la législation du Bas-Empire nous révèle, comme subitement, le colonat, qui a transformé la société antique en Occident, c'est que l'intérêt de l'État l'a amené à regarder de très près cette institution et à y porter une main autoritaire et violente.

Au début, son intervention est surtout fiscale. Dans ce système de l'exploitation parcellaire la cheville ouvrière, c'est le colon. S'il déserte le fonds, le domaine perd de sa valeur au prorata du nombre des tenanciers qui le quittent. L'administration financière le sait si bien que, à son estimation des terres, vignes, prés, etc., et du bétail du domaine, elle ajoute un recensement des colons et des serfs qui le mettent en valeur. En raison de la dépopulation ou de la faible densité de population de l'Empire romain, la terre, richesse presque unique depuis la régression de l'industrie et du commerce, ne vaut que par les bras qui la cultivent. Si les colons quittent, il est probable que le propriétaire n'en trouvera pas d'autres : il sera ruiné et ne pourra pas payer l'impôt ; en outre, le colon fugitif ne versera pas sa capitation.

Sachant bien que des travailleurs vagabonds sont insaisissables fiscalement, l'État romain décide que le colon sera inscrit sur le rôle du domaine dont il cultive sa part ; il est *adscriptitius*

(1) CLIII, 144.

en tant que soumis à la *capitatio plebeia* et son propriétaire, le *dominus*, est responsable pour lui.

En abandonnant sa tenure, le colon frustre donc à la fois le propriétaire et l'État. L'empereur estime indispensable d'intervenir. Mais, au premier abord, il n'entend nullement fixer le colon à un coin du sol à perpétuité ; il le fixe seulement au rôle de l'impôt du domaine sur lequel il vit : c'est le sol encore plus que l'homme qui est « adscrit au cens ». Et la preuve c'est que si le propriétaire a sur un domaine trop de colons et pas assez dans un autre, le surplus des colons peut être transféré dans ce dernier (pourvu qu'il soit dans le même ressort fiscal). En outre, les colons ne sont pas tous *adscriptitii*, ou *tributarii*, ou *censiti*, ou *obnoxii censibus*, ou ἐναπόγραφοι. S'ils ont quelques biens-fonds en propre, même très modiques, ils ne sont pas portés sur le rôle domanial du riche propriétaire dont ils cultivent ordinairement le domaine, mais sur les rôles du village libre (*vicus*, *métrocomie*) qu'ils habitent et leur contribution recueillie par les mains des agents du fisc.

A la fin du IV<sup>e</sup> siècle, les colons ont encore parfaitement le sentiment qu'ils sont liés au rôle de l'impôt du domaine, mais non au domaine lui-même ; ils ne se sentent pas serfs de la glèbe. Une loi ayant supprimé la capitation dans le diocèse de Thrace tout entier (entre 393 et 395), l'empereur Théodose prévoit que les colons tireront de cette décision la conclusion qu'ils peuvent aller où il leur plaît. Il s'empresse de leur ôter cette illusion (*Cod. Just.*, XI, 52).

C'est qu'en effet, dépassant vite le point de vue strictement fiscal, l'État romain en était venu à envisager le colonat via-ger, puis héréditaire, le servage de la glèbe, pour user d'une expression moderne (1), comme une nécessité vitale pour la société. En 371, Valentinien I<sup>er</sup> écrit : « Nous ne pensons pas que les colons aient la liberté de quitter le champ auquel les

(1) MARC BLOCH, dans *Revue historique*, t. CXXXVI, 1921.

attache leur condition et leur naissance... S'ils s'en éloignent et passent chez un autre, qu'ils soient ramenés, enchaînés, punis. » Il semble qu'il s'agisse de descendants de colons plutôt que de colons dont la condition est récente. Mais de nouvelles et rigoureuses mesures n'exceptent personne. Introduisant le colonat en Palestine, Théodose le décrit ainsi : « Désormais le colon ne pourra s'amuser à aller de plein droit où il lui plaît, mais, à l'exemple de ce qui se passe dans les autres provinces, il sera attaché au maître du fonds et nul ne pourra sans encourir l'amende le recueillir ; en outre, le maître a plein pouvoir de ramener le fugitif. » L'empereur rappelle que dans toutes les provinces c'est une règle établie par une sorte de droit éternel, que les colons ne doivent point s'éloigner du sol dont les produits l'entretiennent, désertier la terre qu'ils ont une fois accepté de mettre en valeur (*Cod. Just.*, XI, 51). Enfin, la fin du décret supprimant en Thrace la capitation est ainsi conçue : « Que les colons soient retenus par droit d'origine et, bien qu'ils soient de condition libre, qu'ils soient considérés néanmoins comme les serfs de cette terre où ils sont nés ; qu'ils n'aient pas la faculté d'aller où ils veulent, de changer de localité, mais que leur possesseur use légalement et de la sollicitude d'un patron et de l'autorité d'un maître. »

Le colonat est devenu un *état*, une *conditio*, un *ordo*, intermédiaire entre la liberté et l'esclavage. La législation hésite longtemps, avec tendance de plus en plus accentuée à précipiter dans la pire condition les conjoints et les enfants, lors d'un mariage entre colon et non-colon.

On verse dans le colonat des Barbares, des indésirables, même de libres cultivateurs : Anastase lie à la glèbe l'ingénu qui aura travaillé trente ans chez autrui, et Justinien étend cette disposition aux enfants. La loi, quand elle parle des colons, est d'une rigueur inexorable. Point de ménagement, point de pitié : « Chacun doit subir sa destinée » (*Cod. Just.*, XI, 69, 4). L'être pour lequel on saisit un accent de tendresse, c'est la



terre : « Quelle inhumanité de mutiler la terre », la terre, cette bonne mère que ses enfants méchants risquent de faire périr par leur désertion.

La société repose sur l'agriculture. Celle-ci est le « premier des services publics ». Si le jeu spontané des efforts et des intérêts particuliers ne suffit pas à l'assurer, l'autorité publique y doit pourvoir par des mesures de contrainte... « Les procédés fournis par le droit privé ayant été insuffisants pour assurer l'agriculture, des constitutions impériales y ont pourvu par la contrainte législative. Les cultivateurs ont été attachés au sol par des mesures analogues à notre conscription militaire, à notre inscription maritime (1). »

Ce qui surprend, c'est qu'une condition, si affreuse à nos yeux, ait pu être imposée et acceptée. C'est que, en regard de charges que nous considérons comme onéreuses et dégradantes, elle présentait des avantages réels. Si la terre tient le colon, lui aussi tient la terre. L'éviction, pour lui et sa descendance, est prohibée. Une possession pratiquement indéfinie est une manière de propriété, en fait sinon en droit. La contre-partie de cet avantage capital est légère en ce qui touche les redevances : le cens en argent est des plus minimes, la part des fruits (un dixième, semble-t-il) relativement modérée. Les banalités, comme on dira plus tard (moudre le blé au moulin du seigneur, faire le vin à son pressoir, etc.), peuvent être gênantes et coûteuses, mais elles ont aussi leurs avantages. La seule charge vraiment onéreuse, ce sont les corvées et manœuvres sur la réserve du maître, qui usent le temps et les forces du tenancier. Mais elle paraît n'avoir été vraiment accablante (la moitié de la semaine) que pour les serfs « casés » ; les colons proprement dits devaient sensiblement moins, selon la coutume du domaine : quelquefois un ou deux jours par semaine, mais parfois aussi seulement une douzaine ou une demi-douzaine de jours par an.

(1) G. DEMANTE, *Étude historique sur les mainmortables*, p. 57.

Restent deux servitudes qui paraissent déshonorantes : interdiction de quitter le domaine (droit de suite), interdiction de prendre femme au dehors (formariage). Soyons assurés que bien rarement elles semblèrent dures aux *agricolae* du monde romain. De tout temps le paysan est casanier ; ce qu'il voulait alors comme aujourd'hui, ce n'était pas errer çà et là, mais se cramponner au sol qu'il aime d'un instinct comme animal. Quant au mariage, le paysan prend femme le plus souvent dans son voisinage. On peut douter que le « formariage » qui, en pratique, se réduisait à acheter une autorisation, ait été plus gênant que les formalités insensées dont certaines législations modernes ont entouré l'acte nuptial.

Somme toute, le paysan demandait un minimum de sécurité, de stabilité, de garantie contre l'arbitraire. Le colonat répondait à tous ces *desiderata*. Ne nous étonnons pas qu'il ait survécu en Occident un grand nombre de siècles à l'Empire romain.

#### IV

##### LES PAYSANS LIBRES.

En dehors des colons et des serfs ruraux, « casés » ou non, il a existé çà et là des paysans libres groupés en villages indépendants, appelés *vici* en Occident, *métrocomies* en Orient. La main de l'État les fixe au sol, eux aussi. A ces hommes libres, comme aux colons et aux serfs casés, il est interdit de quitter leurs champs : ils sont serfs de leur village. Il sont *adscripti* au *vicus* comme les colons au domaine rural. La communauté de village leur est imposée : interdiction (Égypte) d'aliéner leurs biens propres en faveur d'un autre qu'un co-villageois (Anthémius en 468). Quand ils veulent acquérir un domaine (*possessio, massa*), les *convicani* sont soumis par Théodose II (en 425) à l'ἐπιβολή ou *adjectio*, c'est-à-dire obligés de prendre les terres désertées comme peu fertiles aussi bien que les terres cultivées.

## V

## LES CURIALES.

*La cité et le grand domaine.* — Sous peine de ne rien comprendre au régime auquel fut soumise la ville et ses habitants sous le Bas-Empire, il faut nous rappeler que des différences profondes séparent la cité antique de la ville du moyen âge et des temps modernes, au double point de vue politique et économique.

Dans le monde méditerranéen, hellénique et romain, la ville était devenue, plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, le point de concentration, le foyer de convergence des forces politiques et sociales de la peuplade, ou tribu, hellénique, latine, samnite, sicule, étrusque, etc. ; le reste du territoire, la campagne, le plat pays, était tombé dans la dépendance du centre urbain (1). Pour ne citer que deux exemples, l'Attique a fini par se résumer dans Athènes, le Latium dans Rome. Si bien que l'*Urbs*, la *πολις*, donne son nom au petit État qu'elle dirige et domine, et la *civitas*, la « cité », c'est à la fois le centre urbain et le territoire, souvent étendu, dont elle forme la tête. Il subsiste, il est vrai, des traces d'un état de choses antérieur, mais ce sont des survivances sans avenir et sans force (2).

Ce régime, les Romains, et même les Hellènes avant eux, l'étendirent partout où ils parvinrent à dominer. Les colonies helléniques et romaines sont des cités fondées à l'image de la cité-mère à laquelle les filles s'efforcent de ressembler.

Un autre trait qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que les fonctions économiques de la colonie antique n'ont que des rapports très lointains avec les créations modernes. De notre temps on ne fonde pas une ville à volonté, ou bien l'on va au-devant d'un échec : la ville nouvelle se fonde, pour ainsi dire, spontanément, quand les conditions économiques favorables à

(1) LIII, 171 ; CDXXX, 258 ; CCCXLIV, t. VIII, 20.

(2) CCCXXVII, 111, 143.

des échanges commerciaux ou à des installations industrielles se rencontrent sur tel ou tel point de la terre.

Dans le monde romain, en laissant de côté le monde hellénique, qui nous ramènerait trop en arrière, il en va différemment. Au temps de la Rome républicaine, la colonie est un détachement de citoyens romains qu'on établit dans une contrée récemment soumise pour la surveiller, la contenir, la romanser. C'est une garnison, mais une garnison perpétuelle (1). Les *coloni* emmènent des femmes et font souche. A partir de l'époque des Gracques, le caractère se modifie : le but de la colonie est surtout social. Il s'agit de décharger Rome et le Latium du trop-plein de sa population plébéienne. Enfin, au <sup>1er</sup> siècle avant notre ère, la colonie est un moyen de se débarrasser des soldats quand, après la guerre civile, il devient nécessaire de licencier les armées. Sylla, César, Auguste, fondèrent ainsi des colonies qui conservèrent les noms de leurs créateurs. Passé Tibère, il n'y eut plus guère de colonies effectives : on donne ce nom, avec les prérogatives qu'il comporte, à des villes de tout autre formation, ainsi qu'on va voir.

Quel que soit le motif de sa fondation, la colonie doit vivre. De quoi va-t-elle vivre ? Pas du commerce ni de l'industrie, naturellement : les soldats ou les prolétaires qui la peuplent n'ont ni goût ni aptitude pour ce genre d'occupation et, d'ailleurs, pour le choix d'emplacement de la colonie, on ne s'est inspiré que de considérations politiques et stratégiques, nullement économiques. La colonie vivra avant tout du travail des champs, et le nom même de *colonia* s'apparente à *colere*, « cultiver ».

Ces colons sont des soldats, mais des soldats laboureurs : entendez que chacun d'eux cultivera, avec des serviteurs, son lot tiré au sort (d'où *sors*). La ville, c'est donc tout simplement le groupement des habitations de ces soldats laboureurs entouré

(1) CCXXXVIII, 40; CCLXXII et CCLXXIII; CCCLXVIII

d'un rempart de protection : à l'entour s'étendent les champs arables. La portion du sol non assignée (*loca relicta, subseciva*) demeure *ager publicus* ou est concédée à la colonie comme communaux. Quant aux indigènes de la campagne, ils sont rattachés à la colonie par des liens de subordination mal définis (1).

En somme, la colonie est un village fortifié, ce qui explique qu'on peut fonder une colonie où l'on veut, pourvu qu'il y ait de bonnes terres. Encore aujourd'hui, dans le sud de l'Italie, quantité de villes ne sont que de gros bourgs. La population rurale, au lieu de se disséminer en petits villages ou hameaux, ou même, comme en France, en exploitations rurales d'une ou deux familles, se ramasse et ne se disperse dans la campagne qu'aux époques des semailles, des labours, des moissons.

Ce caractère artificiel des colonies romaines explique aussi le plan rectiligne de certaines villes : leur aspect est celui d'un camp (2). Naturellement, si les circonstances s'y prêtent, la colonie, ainsi constituée, peut devenir un centre commercial, et ce n'est même que dans ce cas qu'elle prendra par la suite une réelle importance, qu'elle deviendra une *ville* au sens moderne. Mais, à l'origine, rien de semblable n'est recherché, et la colonie peut parfaitement conserver toujours son caractère stratégique et son économie simplement rurale.

Filiales de Rome, ces colonies ont leur constitution calquée sur celle de la cité-mère : elles ont un sénat, des magistrats, pourvus d'attributions semblables ou analogues à celles de Rome. Passons sur les différences entre colonies pourvues du droit romain et celles pourvues, du droit latin : à l'époque qui nous occupe, elles n'ont plus qu'un intérêt archéologique. Les villes d'Italie avaient été pourvues, soit d'un droit de cité sans suffrage (*municipes*), soit soumises à la juridiction du préteur urbain (d'où le nom de *praefecturae*). Les lois *Julia* (90) et

(1) CCCXXXII, t. II, 32, 36.

(2) CCCXLII.

*Plantia Papiria* (89) les firent entrer en bloc dans les cadres des cités romaines. Ces villes, appelées *municipes*, jouissent du droit latin (1). Quant aux cités du monde hellénique, soumises, fédérées ou alliées, Rome, en principe, leur laissa leurs vieilles lois.

Si bien qu'en apparence, aux I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> siècles de notre ère encore, l'Empire romain semble une fédération d'États, de *cités*, reconnaissant simplement l'hégémonie de la plus illustre d'entre elles, *Urbs Roma*.

En fait, toutes ces constitutions sont modelées sur celles de Rome et de ses « colonies » (2). Ces constitutions sont vieilles, décrépités; d'où la nécessité du recours à l'empereur en maintes occasions. Sous Marc-Aurèle, Marseille renonce spontanément à son antique constitution. Sous Septime-Sévère, le régime municipal d'Alexandrie et de l'Égypte est transformé (3).

Le gouvernement romain se préoccupa d'introduire le régime de la Cité dans les contrées où il était ignoré ou peu répandu, en Gaule, par exemple. Dans la partie conquise par Jules César, les *Tres Galliae*, vivaient une soixantaine de peuples celtiques, belges, ibériques, subdivisés en 300 *pagi*. Ils ignoraient la vie urbaine, à peu d'exceptions près (Bourges par exemple). La ville, c'est l'*oppidum*, le lieu de rassemblement en cas de guerre, en même temps le marché (types : Gergovie, le Mont-Beuvray). On s'y rassemble périodiquement, on n'y demeure point ou guère. Les Gaulois vivent aux champs dans de gros bourgs ou dans des habitations dispersées.

Rome fonda des colonies dans les Trois Gaules, comme elle avait fait dans la Narbonnaise, où elle en avait créé six romaines et treize latines. Lyon et Bâle furent instituées en 43 avant notre ère, puis Nyon sur le Léman. Claude en créa une quatrième, Cologne, sur le Rhin en 40 de notre ère. Sous Vespas-

(1) LIII, 175; CCCXXXII, t. II, 59; XLII, 204.

(2) CVII, 14. — (3) CCLI.

sien apparaissent Avenches, chez les Helvètes, *Nemetes* (Spire) sur le Rhin, Feurs chez les Segusiaves, peut-être Trèves. Trajan fonde les deux « Ulpiennes », l'une à Nimègue, l'autre sur le bas Rhin. De date incertaine sont Besançon, Langres, Eauze en Novempopulanie. Dans le Centre, leur nombre est peu élevé et plusieurs villes n'ont de colonies que le nom : elles sont « honoraires » (1).

Surtout Rome pousse au développement de la vie urbaine dans les États dits « libres ». Les antiques *oppida* gaulois se transforment en villes chefs-lieux de la *civitas*, et tout *pagus* a au moins un *vicus*. L'aristocratie gauloise prend goût très vite à la vie urbaine, c'est-à-dire à la civilisation romaine. Dès le temps de Strabon (IV, 1, 11), la noblesse allobroge s'était concentrée à Vienne. Les institutions celtiques purent subsister au début ; c'est ainsi qu'Autun continua à être dirigé par le *vergobret* des *Aedui*, Nîmes par le *praetor* des *Volcae*. Mais la force d'assimilation de Rome fut tellement irrésistible que, au III<sup>e</sup> siècle, il n'y a plus trace de ces antiques institutions. En même temps le territoire de chaque peuplade gauloise s'incorpore au chef-lieu, et si fortement, qu'il lui impose le plus souvent son nom : *Lutetia* devient Paris (*ad Parisios*), *Agedicum* devient Sens (*ad Senones*), *Caesaromagus* devient Beauvais (*ad Bellovacos*), etc.

Au cours du III<sup>e</sup> siècle l'unification des constitutions urbaines était un fait accompli dans tout le monde romain, sauf en quelques contrées de l'Afrique où les habitants du *pagus* vivent sous le régime de la tribu avec une organisation distincte de celle de la *civitas*. On peut donc décrire, au moins à grands traits, le régime dit municipal (2), en réalité le régime des petits États dont la juxtaposition constitue l'Empire romain.

La *Cité* (*civitas*, πόλις) comprend les citoyens (*cives*) et les étrangers (*incolae*) qui supportent les charges sans parti-

(1) XLII, 210, 221 ; CXIII ; CCLXVIII.

(2) CVII ; CCXXXVIII ; CCLXXII ; CCXCVI.

ciper aux droits des citoyens. Le peuple (*plebs*) a perdu, au cours du II<sup>e</sup> siècle, le droit d'élire les magistrats ; ses comices ont cessé de se réunir, sauf peut-être dans quelques villes d'Afrique (1). Les magistrats, nommés pour un an par le Sénat municipal, ou recrutés par cooptation, sont :

1<sup>o</sup> Les deux consuls (*duoviri*), avec les mêmes insignes qu'à Rome. Ils rendent la justice collégalement et administrent la ville ; ils ont la haute direction de ses finances et de la police urbaine ;

2<sup>o</sup> Deux édiles qui administrent aussi collégalement. Ils ont dans leur ressort les marchés ; ils surveillent les routes, les édifices, la voirie, les jeux, les distributions frumentaires. Quelquefois *duovirs* et *édiles* sont remplacés par un collège de *quatuorviri* ;

3<sup>o</sup> Au-dessous sont les questeurs préposés à la caisse, lesquels ne sont pas toujours compris parmi les magistrats ;

4<sup>o</sup> Immédiatement après venaient les pontifes, augures, flamines et, avant tout, les augustales ; ils disparaîtront au cours du IV<sup>e</sup> siècle, lors du triomphe du christianisme.

Le Sénat « municipal », comme on dit à tort, calqué sur celui de Rome dont il est une réduction, constitue le vrai gouvernement du petit État, car *pagi* et *vici* n'ont pas de curie. Il est qualifié *curia*, *ordo*, *ordo amplissimus*, *honestissimus*, *splendidissimus*, quelquefois même *sena'us*. Ses membres sont dits *decuriones*. La curie forme une personne morale, une *universitas*, dont l'autorité s'étend sur tout le territoire de l'État. La curie se compose de cent membres ordinaires, sans compter les patrons honoraires. En principe, tous les cinq ans, les *duovirs* en fonction, appelés cette année « quinquennales », arrêtent la liste, l'*album*, en se conformant à certaines règles strictes où l'on tenait compte de la fortune, de la position sociale, de l'honorabilité. En fait, comme les magistrats et

(1) XCVII ; CCLXVI ; CDXVIII.



anciens magistrats en faisaient partie de droit, l'*ordo* en vint très rapidement à se recruter dans un petit nombre de familles dont les membres remplissent par roulement les fonctions de magistrats.

Les pouvoirs législatifs et exécutifs des curies et des magistrats sont très réduits dès le IV<sup>e</sup> siècle et même avant : la juridiction des duovirs se borne à la police au criminel, à la juridiction gracieuse (dation de tutelle, etc.) au civil. La curie ne légifère plus, mais elle constitue une sorte de cour d'appel des décisions des magistrats. Elle surveille, et mal, comme toutes les oligarchies, les finances d'État.

La gloire de suivre la carrière « sénatoriale » d'un petit État (on est successivement questeur, édile, duovir, quinquennal, honoraire), la carrière des honneurs (*honores*), coûtait fort cher. L'opinion exigeait que le citoyen reconnût l'« honneur » qu'on lui faisait en dépensant largement son patrimoine. Il était tenu de prendre à sa charge les fêtes et les jeux donnés au chef-lieu, et c'était horriblement dispendieux ; les distributions frumentaires, au moins des grandes villes. Il construisait thermes et aqueducs, théâtres, amphithéâtres. Sa générosité ne doit pas s'arrêter au chef-lieu, mais s'étendre aux *vici* et aux *pagi*. Tant que l'Empire fut prospère, les *honores* furent recherchés et l'aristocratie locale se fit une joie de contribuer à l'embellissement et à l'agrément de la petite patrie et de son chef-lieu.

Mais la ruine vint. Elle vint d'abord lentement, insidieusement. Elle s'annonce dès la fin du II<sup>e</sup> siècle, elle se précipite au III<sup>e</sup> siècle. Les vieilles familles s'appauvrissent, puis s'éteignent. Le mouvement ascensionnel des nouveaux riches est très insuffisant pour réparer les pertes. Les curies se vident, la carrière des honneurs tente de moins en moins depuis que le fardeau des charges (les *munera*), réparti sur un nombre de têtes sans cesse diminué, devient de plus en plus lourd. Et puis elle n'est pas seulement onéreuse, elle devient dange-

reuse, car les édiles et duovirs, rendus responsables de la situation financière de la cité, peuvent être, et sont, poursuivis en fin de gestion.

La situation financière des cités devint si déplorable que les empereurs durent nommer des inspecteurs de finances sous le nom de *curateurs*. Cette institution fut généralisée à l'époque de Dioclétien. Et il semble qu'à ce moment le curateur s'attribua la réalité de tous les pouvoirs financiers, n'en laissant que l'ombre aux magistrats des cités. Et comme le gouverneur leur enleva, vers le même temps, le peu d'autorité judiciaire et administrative qui leur restait, on se demande ce qui pouvait subsister d'attributions effectives aux curies.

Cependant l'État romain entend résolument qu'elles subsistent. Leur existence lui est plus que jamais nécessaire. N'oublions pas que le pouvoir de Rome ne connut longtemps que le régime de la Cité. L'Empire, c'est, il faut le répéter, une fédération de cités reconnaissant l'hégémonie de la plus grande, de la plus belle, de la plus puissante d'entre elles, Rome. L'Empire s'affaiblira dans la mesure où s'affaibliront les membres qui le composent.

Pour entretenir la vie de ces petits États, il faut un budget. Comment s'alimente-t-il ? En fait, seulement du produit du domaine des cités et des amendes dues pour les contraventions. Mais le produit du domaine (fonds de terre et maisons loués par baux de cinq ans) est très insuffisant, et ce domaine lui-même, les empereurs en disposent à peu près comme de leurs *res privatae*. Dons et confiscations l'épuisent. En fait, la cité ne peut subsister que par l'afflux constant des largesses des « magistrats ».

Par une sorte de fatalité paradoxale, au moment où ces magistrats cessent d'exercer des attributions réelles dans leur *civitas* (dont s'emparent les curateurs), ils deviennent de plus en plus des agents de l'État (1). Jusqu'au règne de Dioclétien,

(1) CVII, 264, 307, 358, 370, 383 ; CCCXXVII, 149.

chaque *civitas* devait à Rome l'impôt foncier, en nature ou en espèces métalliques, d'après d'antiques règles déterminant les rapports du petit État (*civitas*) ou de la *provincia* où il est englobé, avec l'État souverain. Après les réformes financières de Dioclétien, les responsabilités des curies sont accrues. Les décurions doivent répartir l'ensemble des *juga* ou *capita* imposés à la *civitas*, entre les *possessores*, procéder à la levée de l'impôt foncier, surveiller sa rentrée, et ils en sont responsables, depuis Constantin, sur leur fortune personnelle. De même pour la levée du chrysargyre. Ils procèdent également au service de l'« annone », collecte et transport aux magasins de l'État des denrées nécessaires à l'armée et aux fonctionnaires ; au logement des gens de guerre, etc. Ils procèdent aussi à la levée des conscrits (*praebilio lironum*).

Le service d'état civil, le service public du notariat (bureau d'enregistrement à la curie) leur incombe également. Ils sont auxiliaires du gouverneur (*praeses*) pour l'administration de la justice : arrestation et détention des malfaiteurs, etc.

L'ensemble de ces charges étant devenu écrasant, il ne se trouve personne dès le début du IV<sup>e</sup> siècle pour courir de gaieté de cœur la carrière « sénatoriale » de province. L'État romain prend alors une mesure inouïe : il l'impose rigoureusement. Et il ne peut pas faire autrement sous peine de laisser crouler l'État et la civilisation. Les décurions sont irremplaçables. L'État n'a pas de fonctionnaires à leur substituer.

D'abord la notion de « fonctionnaire » au sens moderne n'existe pas ou à peine. Il y a des « magistrats », puis des amis personnels de l'empereur en mission temporaire, les comtes, à l'origine vrais conseillers auliques envoyés en inspection. Au-dessous, infiniment, les *officiales*, simples employés dont la condition est dégradée par le servage du bureau.

Eût-il même la pensée et la possibilité de créer de vrais fonctionnaires que l'État eût fait un marché de dupes. Il eût dû verser des sommes énormes pour rétribuer un personnel

innombrable dont la fidélité, le travail et la probité auraient certainement laissé à désirer dans une société aussi corrompue. L'État avait besoin au contraire de citoyens donnant à la petite patrie, la cité, et à la grande, Rome, leur temps, leur peine et leur fortune. Ce qui nous surprend, c'est que les empereurs aient pu estimer qu'ils avaient le droit d'imposer des charges aussi exorbitantes et qu'ils pouvaient réussir à les faire accepter de gré ou de force.

Mais les conceptions antiques sur les droits et les devoirs du citoyen n'étaient pas encore complètement effacées. Les Anciens n'ont aucune idée de la liberté individuelle au sens absolu et anarchique des modernes. La liberté pour eux, c'est la jouissance des droits politiques. Le citoyen se doit tout entier, corps et âme, à l'État. Il lui est redevable de son temps, de sa fortune, de sa vie même.

Les empereurs n'ont pas cru outrepasser les droits de l'État, et les citoyens libres et riches se sont soumis. L'opposition n'a jamais pris que le caractère d'une résistance passive. Elle ne s'est généralisée que lorsque la charge a été au-dessus des forces économiques de la société.

Pour empêcher les curies de se vider, il a été nécessaire de les remplir d'office, mécaniquement, et pour cela de rechercher quelle catégorie de personnes devaient normalement supporter les charges de la curie, devaient être *obnoxii curiæ*, être *curiales*. Ce dernier terme, qui n'est pas identique, comme on le prétend, à celui de *décursion*, ne se rencontre qu'à partir du III<sup>e</sup> siècle. Au III<sup>e</sup> siècle, au début du IV<sup>e</sup> même, les curiales ne forment pas encore un collège héréditaire et fermé (1). Une certaine aisance, consistant surtout, mais pas nécessairement, en biens fonciers, jointe à la résidence, suffit pour faire d'un homme libre un candidat éventuel et forcé aux fonctions et charges de la curie, pour l'y incorporer. A partir du moment

(1) CVII, 195-198.

où il s'est inscrit, il ne peut plus s'évader. Les curiales forment un *consortium* responsable collectivement non seulement de l'administration de la Cité, mais des services d'État de première importance, tels que la levée de l'impôt. Par suite, la fortune du curiale est affectée à la garantie de sa *functio* : elle constitue le gage de l'État et celui de ses propres collègues ; elle devient *substantia curialis*.

Par une logique inéluctable, la classe des curiales devient une *caste*. Il est impossible que le fils, en héritant du patrimoine, n'hérite pas des charges. On est donc curiale héréditairement, comme on devient colon, parce que le patrimoine est adscrit à la curie, comme la tenure du colon au rôle du domaine rural. Et la personne du curiale devient serve de la curie, comme celle du paysan devient serve de la glèbe.

Si le curiale n'a pas de postérité directe, des dispositions ingénieuses veillent à ce que les héritiers ou acquéreurs de ses biens indemnisent la curie, au cas où ils seraient inaptes à remplir les fonctions de curiales. Les curiales sont unis encore en un *consortium* en tant que propriétaires ruraux. Le manque de bras incitait à grouper les cultivateurs et à masser les ressources sur les parties les plus fertiles des domaines, et à abandonner le reste. Les principes d'une bonne économie rurale allaient dans le même sens : l'exploitation d'une terre mauvaise ou médiocre exige plus de main-d'œuvre qu'une bonne et rapporte peu ou pas. Ce procédé, les grands fermiers des domaines du fisc et du patrimoine en donnaient l'exemple. Ces entrepreneurs avaient même imaginé de rétrocéder les bonnes terres aux « puissants » (*potentiores*), ne gardant par devers eux que les parties stériles, pour lesquelles ils demandaient ensuite des dégrèvements ou se déclaraient insolvables. Pour couper court à ces manœuvres et empêcher la matière impossible de se dérober, Constantin décrète que chaque domaine impérial formera un tout indivisible en ce qui concerne le paiement du « canon » (fermage, redevances) et des

charges publiques (impôt foncier, annone); les parcelles du fonds sont solidaires (*conservæ*), d'où le nom de *prædia conservæ* (ὁμόδουλα) donné à cette catégorie de biens-fonds. Et cette mesure est ensuite étendue à tous les grands domaines, qui, désormais, constituent chacun une unité fiscale.

Dans le même dessein l'empereur ordonne que, dans le territoire de chaque *civitas*, on adjuge les *prædia deserta*, et d'une façon générale les *prædia* dont les propriétaires ne se retrouvent plus, aux curiales. Ces curiales, investis de force, sont-ils insolvables, la propriété des champs déserts est répartie entre tous les *possessores* de la *civitas*, sans doute au prorata de l'impôt foncier dû par eux. Ces mesures draconiennes furent complétées par une série d'autres tendant au même but : en 371, interdiction aux héritiers d'accepter seulement les biens héréditaires fertiles : ils doivent prendre tout ou rien ; en 383, loi sur les concessions de fonds municipaux et sur les biens provenant de confiscations de la fortune de temples païens : les *sterilia* sont imposées au fermier général (*conductor*) sous peine de révocation de la concession.

Par malheur, en même temps que l'*ordo decurionum* se constituait en caste, d'autres « ordres » subissaient parallèlement une évolution analogue. Au-dessous, les professions étaient enrégimentées, nous l'avons vu, en corporations au service de l'État ou des Cités : leurs membres étaient trop humbles, trop méprisés, trop pauvres, pour qu'on eût l'idée de les faire entrer dans les curies. Quant aux personnes s'adonnant au commerce et à l'industrie urbains, ou au peu qui en subsistait, elles furent de force rassemblées en des collèges de *negotiatores* où l'on versa pêle-mêle l'humble débitant d'une échoppe et l'armateur ou le gros négociant en blés, huile, vin, etc. Les curies auraient pu et dû se recruter parmi les membres les plus fortunés de cette classe, et de fait, il est

arrivé qu'on ait été obligé de précipiter dans la curie les plus riches négociants d'une cité commerçante. Mais ce fut une mesure exceptionnelle, prise à regret. Les préjugés aristocratiques de l'époque interdisent les *honore* aux gens vivant de négoce. Le seul homme considéré est celui qui vit du produit de ses biens fonciers ou immobiliers. Tout au plus le banquier est-il toléré. Aussi la constitution de la société en « ordres », en classes fermées, arrête presque absolument ce mouvement ascensionnel des individus de classe en classe qui vivifie les sociétés modernes et les empêche de se scléroser.

Les curies se vident par le haut : les plus riches propriétaires et magistrats des provinces entrant dans l'*amplissimus ordo*, le Sénat de Rome, dispensés dès le III<sup>e</sup> siècle d'assister aux séances du Sénat romain (1). Les lois qui les obligeaient de siéger et même d'acheter des biens fonciers en Italie sont abrogées sous Dioclétien et après lui. Si bien qu'au V<sup>e</sup> siècle l'ordre sénatorial se subdivise en deux classes, d'un côté les « illustres » et les « spectables », tenus à la résidence effective, de l'autre les « clarissimes », vivant en province et n'ayant plus droit à l'entrée aux séances. Répandus dans tout l'Empire, les clarissimes constituent une vraie classe sociale, une haute aristocratie provinciale où entre tout ce que ces provinces comptent de gens riches et considérés.

A partir de la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle, ces sénateurs provinciaux, qui cessent de droit et de fait d'appartenir au petit sénat local, sinon à titre de patrons, résident de moins en moins au chef-lieu. On a vu que, après la tourmente qui marque le milieu du III<sup>e</sup> siècle, la topographie urbaine subit une transformation complète. Les villes du Haut-Empire, spacieuses et gaies, s'étendant, pour la plupart, sans rencontrer l'obstacle d'un rempart, ont été réduites en superficie et transformées en forteresses. L'espace y est chichement mesuré. Dans ces

(1) CCLXXXVI, 63-66.

nombreuses petites villes, l'existence était certainement des plus maussades. L'aristocratie, en Occident du moins, déserta ces geôles et s'en fut vivre à la campagne d'une existence plus large. Les plus fortunés y habitent de véritables palais construits à l'imitation des villas italiennes. Ils comportent appartements d'hiver et d'été, thermes, parterres et jardins (1). Les classes supérieures se retrempent dans la vie au grand air, s'adonnant passionnément à la chasse et aux exercices du corps, sans perdre encore le goût des lettres. Les visites entre voisins et amis, des voyages à la capitale rompent la monotonie de l'existence. Alors s'inaugure la vie rurale, qui va devenir pour le grand seigneur l'existence normale pendant près de quinze siècles.

En même temps le grand domaine et la Cité tendent à vivre d'une vie séparée. Les clarissimes, affranchis des *honores* et des *munera* municipaux, refusent aux curiales l'entrée de leurs terres, même pour y laisser accomplir les opérations exigées par l'assiette et la levée de l'impôt foncier. En 383, il faut décréter que sur les terres des « puissants » l'*exactio* sera confiée au gouverneur de la province qui la fera opérer par son *officium*.

Ainsi doté d'une véritable autonomie fiscale, le grand domaine acquiert, par abus, l'autorité judiciaire sur les hommes libres ou non qui l'habitent. Même les villages libres (*vici, comæ*) cherchent à s'y agréger. En même temps, lorsque l'aristocratie se christianise, elle commence à élever des églises privées, des *capellæ*, pour ses besoins religieux et ceux des hommes du domaine; les liens qui unissent le domaine à l'église mère (cathédrale) de la Cité tendent à se desserrer. A la fin de l'Empire le grand domaine, qui constitue une unité économique, fiscale, judiciaire, religieuse même, vit d'une vie autonome à l'écart de la Cité (2).

(1) CDXXI; CLI.

(2) XXVIII, 161-178.



Réduite à un chef-lieu qui n'est plus qu'une forteresse, habitée par les plus pauvres des propriétaires ruraux, par des banquiers, des avocats, qui désormais forment la curie, par des *collegiati* qui s'acquittent des *munera* inférieurs, la Cité entre au iv<sup>e</sup> siècle dans une décadence irrémédiable. Les curiales voudraient la fuir et se retirer aux champs eux aussi. Mais la loi intervient pour les retenir dans cette prison qu'est devenue la ville. En 396, Arcadius interdit l'« exode impie à la campagne ». On confisquera ce domaine qu'ils préférèrent à la ville, et ils seront privés de ces champs pour lesquels ils se sont montrés impies au point d'abandonner leur patrie. Défense au curiale, au cas, rare sans doute, où il a de la fortune, de passer dans l'ordre des clarissimes. Défense (320) d'entrer dans le clergé. Les constitutions bouchent toutes les issues par lesquelles les curiales tenteraient de s'évader du bague municipal. Ils sortent cependant de la ville trois fois par an, au début de septembre, de janvier, de mai, pour opérer la levée de l'impôt foncier dans les campagnes, et ce ne sont pas là des tournées d'agrément. « Les cités ont perdu leur splendeur », avouent les empereurs du v<sup>e</sup> siècle. Les pauvres villes anémiées ne sont plus capables d'alimenter une civilisation brillante. La décadence de la vie urbaine traduit d'une manière qui ne trompe pas la régression de la société.

Ainsi, le régime des castes imposé au monde romain a pu retarder sa décomposition, il s'avère impuissant à lui rendre la jeunesse et la vigueur.

## CHAPITRE VII

### LA GRANDE PROPRIÉTÉ CONTRE L'ÉTAT ET LES FAIBLES. — LE PATRONAGE

Dès le Haut-Empire on assiste au développement de la grande propriété terrienne. Chaque grand domaine garde ses limites, son individualité, son nom. En France, quantité de villages conservent aujourd'hui (Juilly, Vitry, Savigny, Lézigny) les noms d'antiques propriétaires gallo-romains (Julius, Victor, Sabinus, Licinius). En Afrique, en Asie, leur étendue est encore plus grande qu'en Gaule et en Italie.

La décadence de l'industrie et du commerce, depuis le <sup>III</sup><sup>e</sup> siècle, contribue encore à rehausser la position hors ligne des grands propriétaires terriens. Désormais la terre est la seule source de la richesse. La perturbation monétaire, épuisante pour le monde romain depuis cette époque, touche relativement peu le grand propriétaire qui va de domaine en domaine et consomme sur place le produit de sa terre. Les plus fortunés font partie du Sénat, redouté et haï des empereurs du <sup>III</sup><sup>e</sup> siècle.

On a vu que, depuis le milieu de ce même siècle, cette classe sociale est écartée du commandement de l'armée. Il lui reste les fonctions civiles. Enfin et surtout il lui reste sa puissance économique, qui tend de plus en plus à l'omnipotence (1).

#### I

#### LE GRAND PROPRIÉTAIRE CONTRE L'ÉTAT.

Son domaine est administrativement en dehors du territoire de la Cité. Son autonomie est marquée sur le sol par des bornes (2).

(1) CCLXXXVI. — (2) XXVIII, 15, 151.

I. — Le grand propriétaire fait d'un domaine un *asile*. Il y accueille : 1° les esclaves fugitifs. Il faut une *oratio* de Marc-Aurèle pour obliger le *potentior* à laisser pénétrer et enquêter sur sa terre ; 2° les curiales qui veulent échapper aux charges du fisc : réfugiés sur la terre du *vir potens*, ils sont à l'abri des lois (1). Les constitutions de Julien et de Majorien contre ces abus demeurent inutiles ; 3° les commerçants qui se sont refusés à verser la *collatio*, à payer patente, comme nous disons (Théodose, 386).

II. — Il fraude le fisc. Et cela de plusieurs manières : 1° en se livrant à des opérations commerciales et en se refusant à payer patente (364 : Valens et Valentinien). En 408-9 Honorius et Théodose II sont obligés de prendre une mesure radicale : interdiction aux puissants de *mercimonium exercere*. 2° Ils refusent impudemment, eux ou leurs agents, de payer l'impôt foncier, sachant que les Cités n'oseront les poursuivre. Aussi, en 383, Théodose prend une série de mesures : le soin de recouvrer la capitation sera confié aux *officiales* (employés) du gouverneur de la province. C'est, de même, le gouverneur qui fera dresser un cadastre de ces grands domaines (*massae, fundi, potestates, ιδιόσατα*). Ainsi, dans chaque *civitas*, tandis que le décurion est chargé du soin de lever le tribut sur les *curiales*, et le *defensor civ. tatis* sur les *minores personae*, c'est au recteur de la province qu'incombe la tâche difficile de faire payer les clarissimes. Mais la situation de certains propriétaires est telle que le gouverneur lui-même ne peut rien : le riche contribuable se refuse à comparaître devant lui. Déjà en 328 Constantin avouait que certains personnages n'étaient, en fait, justiciables que du préfet du prétoire et de l'empereur.

III. — Il se fait attribuer, par force ou fraude, des *fundi limitrophî* qui servaient à entretenir les armées des frontières (Constitution de Valentinien, Théodose et Arcadius, en 385).

(1) CCCXLVI, 80. — (2) CVII, 291, 335.

## II

LE GRAND PROPRIÉTAIRE CONTRE LES FAIBLES.  
LE PATRONAGE.

Le propriétaire terrien est le « vrai roi des campagnes » (1). On vient de dire que son domaine est gratifié d'une individualité qui le soustrait à l'action des magistrats de la *Civitas*, parfois même à celle des gouverneurs. Le grand propriétaire commande non seulement à ses esclaves et aux colons, mais aux hommes libres qui travaillent sur ses domaines et même dans le voisinage. Il en vient, dès le <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle pour le moins, à s'arroger le droit de juger leurs procès (2).

Il nourrit des hommes d'armes. Il a des prisons privées. Léon et Anthémios en 458 interdisent aux particuliers d'entretenir des *buccellarii*, des « Isauriens », des esclaves armés. Des constitutions de 388 (Théodose et Arcadius), 486 (Zénon), 529 (Justinien) défendront la détention dans les prisons particulières. Le renouvellement même de ces constitutions prouve leur inefficacité.

Il se fait justice à lui-même. S'il est créancier, il va avec une troupe armée saisir son débiteur. En 389, Valentinien, Théodose, Arcadius tentent d'arrêter cette pratique — inutilement, cela va sans dire.

Il intervient dans les procès des tiers et se substitue à l'une des parties dans les litiges. Claude II (268-270), Dioclétien et Maximien (286) interdisent aux humbles, aux *tenuiores* la *cessio in potentio rem*. Un des cas particuliers les plus graves de ces pratiques, c'est le transfert au puissant d'une créance réelle, parfois aussi fictive.

Il se permet d'apposer frauduleusement ses *tituli* sur les

(1) CCCXLVI, 82.

(2) ESMEIN, dans *Mélanges de l'École française de Rome*, 1886, p. 416; ECLXXXVI, 110 et suiv.; Ed. BEAUDOIN, *La recommandation et la justice seigneuriale* (1889), p. 110, et XXVIII, 178-194.

biens en litige. Il oblige les malheureux à consentir à des transactions dont lui seul tire avantage.

S'il a du crédit à la curie, le puissant intercesseur (*suffragator*) fait payer au solliciteur son intervention pour l'obtention d'une place. Les empereurs, faute de pouvoir le réprimer, consacrent cet abus. Leurs constitutions, telles celles de Constantin et de ses fils, telle celle de Théodose (394: *de usu suffragiorum ad honores oblinendos*), nous révèlent de véritables escroqueries : les *suffragatores* se faisaient payer à l'avance, souvent en biens-fonds, et ne se livraient à aucune démarche.

Le puissant lèse encore les classes moyennes et inférieures de bien d'autres manières. Quelquefois, s'il fait encore partie du sénat municipal, il s'entend, de gré ou de force, avec les *tabularii* municipaux pour rejeter les charges sur les *inferiores* (313 : Constantin). Il se fait céder à des prix dérisoires les biens, même de décurions. Enfin, mettant tout semblant de côté, il est des puissants qui s'emparent tranquillement des bonnes terres des petits propriétaires, ne laissant à ces malheureux que les mauvaises (398 : constitution d'Arcadius et Honorius).

Arrêtons-nous. On n'en finirait pas dans l'énumération des abus et extorsions que se permettent les *potentiores*. Il en est qui inspirent une véritable terreur. On n'ose pas déposer en justice contre eux. Même des décurions, pour désarmer leur hostilité, recherchent pour femmes les *servulæ* des puissants et en viennent à leur abandonner honneur et patrimoine (constitution de Constantin en 313, de Majorien en 458).

Sous la pression de l'aristocratie terrienne, des gens de condition libre, appartenant même aux classes moyennes, s'abandonnent au *palronage* des puissants.

Qu'est-ce que cette institution qui annonce le régime dit féodal et qui semble prendre sous l'Empire finissant un développement comme monstrueux ?

Le *patrocinium potentiorum* n'est pas chose nouvelle (1). Les racines de ce régime plongent dans le passé : le recommandé, le *susceptus* des iv<sup>e</sup> et v<sup>e</sup> siècles, dérive du *cliens* de l'époque républicaine. Le commentateur de Virgile, Servius, nous en est garant (fin du iv<sup>e</sup> siècle) : *clientes quos nunc susceptos vocamus* (*Æneid.*, VI, 609). Mais avec le temps, l'institution s'est profondément transformée. La clientèle de la Rome républicaine avait surtout un caractère politique. Il est bien difficile de savoir au juste en quoi consistait l'*obsequium* du client. Ce qui peut en donner une idée approximative, c'est la clientèle politique électorale d'aujourd'hui. La différence, c'est que le *patrocinium* du Bas-Empire a surtout un caractère économique. Il met le protégé, ou soi-disant tel, dans une dépendance plus directe, plus absolue à l'égard du *patronus*. Sous l'Empire, comme sous la République, ce régime est extra-légal. Sous la République et le Haut-Empire la loi ne s'en occupe pas parce qu'il ne semble pas menaçant pour l'État. Sous le Bas-Empire, les empereurs s'aperçoivent que le patronage sape leur autorité. Les puissants en viennent à prendre sous leur *patrocinium* jusqu'à des villages entiers et les aident à frauder le fisc. Aussi Arcadius et Honorius en 395, 399, Théodose II en 415, interdisent aux *vici* de se mettre en *patrocinium*.

Dès 360 Constantin avait défendu d'une façon générale tout *patrocinium* (*C. Th.*, XI, 14, 1), interdiction reprise en 370 (Valentinien, Gratien, Théodose), en 399 (Arcadius et Honorius), 415 (Théodose II). Marcien, Léon et Anthémios (468), plus tard Justinien (531) ont poursuivi le patronage et Tibère II (478-582) l'interdit même aux intendants impériaux. Vaines prohibitions ! Le patron avait pris ses pré-

(1) FUSTEL DE COULANGES, *Le bénéfice et le patronat*; Fabien THIBAUT, *Le patrocinium vicorum* dans *Vierteljahrschrift f. Social- und Wirtschaftsgesch.*, 1904, et *Nouvelle Revue historique de droit*, 1907, 223; G. PLATON, *Démocratie et régime fiscal*, 134-141; cf. 103-105; ZULUETA, *De patrocinio vicorum*, dans les *Oxford Studies de Vinogradof*, t. I (1909). Voy. encore **XXVIII**, 15, 160; **CCLXXXVI**, 128. 207; **DLXXXIII**.

cautions : pour exercer sûrement son autorité sur le protégé, il avait exigé que celui-ci lui fit préalablement remise de tous ses biens dont il lui laissait seulement l'usufruit (Salvien, Zosime) moyennant une faible redevance payée par le *susceptus*. La législation impériale se brisait contre les subtilités de droit privé et les mille pièges de la pratique.

Le danger du *patrocinium*, de la toute-puissance des grands propriétaires, a paru si grand, l'insuffisance du droit privé s'est révélée si complète aux empereurs qu'ils ont été amenés à introduire dans la législation romaine des nouveautés étranges qui violaient tous les principes juridiques. Ils en sont venus à dénaturer les contrats. Aussi certaines parties de cette législation du Bas-Empire ont-elles été une énigme pour les juristes romanistes qui ont étudié les constitutions impériales du *xvi<sup>e</sup>* au *xix<sup>e</sup>* siècle. On ne commence, en France du moins, à en bien saisir la portée et l'esprit que depuis les travaux de H. Monnier (1). En voici deux ou trois exemples.

1<sup>o</sup> La *querela non numeratae pecuniae* : la quittance ne fait pas la preuve du paiement qu'elle constate si, dans un certain délai (un an, deux, cinq ans, selon les cas), le débiteur oppose l'*exceptio*. Ainsi il suffit que le débiteur nie pour que la *cautio*, l'écrit, perde sa valeur probatoire. Le demandeur devra chercher d'autres moyens de preuve. C'est le renversement de la règle *reus in exceptione actor est*, c'est une monstruosité juridique (2). La première trace apparaît dans deux constitutions de Caracalla de 215 et 217 (*Cod. Just.*, IV, 30, 3 et 4) (3). Elle prend de plus en plus d'extension jusqu'à Justinien. Les tentatives d'interpréter toutes ces anomalies selon les principes du droit classique ont échoué. Tout s'explique fort bien si on se rappelle le prestige et les abus des *potentes*, des δυνατοί, et leurs procédés à l'égard des *humiliores*, *tenuiores*, du πενητης. Le

(1) CCCXLVI.

(2) M. KROELL, *Du rôle de l'écrit dans la preuve des contrats*, 177 et suiv.

(3) La constitution de Septime Sévère de 197 est interpolée.

plus souvent la quittance constatant un prêt a été extorquée et le puissant n'a pas versé un denier de la somme consignée sur la *cautio*, ce qui ne l'empêche pas de réclamer cette somme non prêtée à son soi-disant débiteur. En droit classique, c'était à celui-ci d'établir que le prêt n'avait pas eu lieu. Mais les mœurs du temps rendent cette procédure impraticable : témoins et juges tremblent devant le puissant.

Que fait Constantin? Il déplace le fardeau de la preuve : interdiction au juge de tenir compte de l'écrit, au moins pendant un certain délai.

2° Depuis 285 (Dioclétien et Maximien) il est loisible de rescinder une vente pour *laesio ultra dimidium* si la valeur réelle du fonds vendu atteint ou dépasse le double du prix.

3° *Jus poenitendi* dans le louage de fonds ruraux : la constitution *ἐκατέρω ἡ διάταξις ἐπιτρέπει* (*Cod. Just.*, IV, 65, 34) est « exorbitante du droit commun » : elle permet au *locator* et au *conductor* de résilier le contrat dans l'année. Cette loi est de Zénon, rendue entre 489-491 en Orient et applicable à l'Italie. Selon H. Monnier, on craint que le puissant, sous prétexte de louage, ne s'empare de la terre comme locataire à perpétuité.

On pourrait citer bien d'autres cas, mais il faudrait passer en revue tous les contrats, puisque partout les puissants s'ingénient à tourner la loi. L'impuissance de l'État a des causes multiples. La plus profonde, c'est sans doute que le « puissant », s'il est, d'une part, un oppresseur, est, d'un autre côté, un protecteur, protecteur contre les autres « puissants », protecteur contre l'État lui-même. L'intervention du pouvoir public en faveur des faibles n'est pas désintéressée : il a besoin de leur concours pour faire aller la grande machinerie qu'est devenu l'Empire romain. Mais ce qu'il réclame pour que l'Empire puisse subsister paraît désormais au-dessus des forces humaines.



## CHAPITRE VIII

### DÉCADENCE ET FIN DE L'ART ANTIQUE

On a soutenu que le christianisme avait mis fin à l'Art antique. Dans une certaine mesure cette opinion peut se justifier. Le christianisme, et aussi l'Islam, à l'imitation de leur père le Judaïsme, répugnent par essence à ce qui fait le charme et la beauté de l'Art antique, la plastique : « Vous ne ferez pas d'image taillée, ni aucune figure de ce qui est en haut dans le ciel et en bas sur la terre, ni de ce qui est sous les eaux » (*Exode*, XX, 4).

Les Pères de l'Église, s'attaquant à l'idolâtrie, ont condamné par là-même les plus magnifiques productions de l'Art, la représentation des dieux et des héros. Non seulement la statuaire, mais toutes les figurations par la peinture murale, la peinture sur vases, la gravure sur pierres précieuses, de scènes mythologiques tombent sous le coup d'une réprobation inexorable. Nombre d'entre elles, même simplement ornementales, ont un caractère licencieux. Le nu dans l'Art était inadmissible pour l'Église chrétienne (1).

Mais ce courant iconoclastique, qui n'est pas, du reste, spécial à l'Église (on le retrouve chez les Pythagoriciens et les Stoïciens), n'a produit ses effets, et en Orient, qu'aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles, pendant et après la « Querelle des Images », et aussi, dès le VII<sup>e</sup> siècle, dans les régions tombées au pouvoir des Musulmans.

(1) **CDLXII**, 716-718; **CCL**, 406.

Le christianisme s'est accommodé de l'Art antique en y opérant de larges retranchements. Il a même servilement imité ses procédés, comme il fit en littérature (1). Le christianisme a plutôt mis au tombeau l'Art antique qu'il ne l'a tué à proprement parler (2).

L'art, au moment du triomphe du christianisme, était déjà frappé à mort et traînait depuis longtemps une existence languissante. L'art antique, c'est-à-dire l'art hellénique, avait atteint son apogée aux <sup>v</sup><sup>e</sup> et <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècles avant notre ère. Il se soutint encore par des créations magnifiques après Alexandre. Mais, pour avoir dépouillé la Grèce et l'Orient et amené un monde de statues et d'objets d'art à Rome, les Romains ne devinrent pas pour cela des créateurs : ils ne devinrent que des amateurs, des dilettantes. Sous l'Empire, les artistes continuèrent à être des Orientaux et les ateliers sont moins en Italie qu'à Athènes ou à Alexandrie. La part de Rome, c'est de passer des commandes qui soutiennent la production, surtout l'imitation des modèles, jusqu'au temps d'Hadrien.

## I.

### L'ARCHITECTURE.

Il est, du moins, un genre où les Romains excellèrent, l'*Architecture*. L'arc de triomphe, les thermes, les amphithéâtres sont des créations du génie romain ou tout au moins du génie italique (3). Le goût du bâtiment n'a pas cessé. A l'exemple d'Auguste, les Flaviens, puis Trajan, Hadrien, enfin Septime Sévère (au Palatin, le *Septizonium*, portique à sept étages) et Caracalla (Thermes) ont élevé de grandioses constructions. Les empereurs du Bas-Empire, Dioclétien, Constantin, sont eux aussi de grands constructeurs. On doit au pre-

(1) C'est pourquoi on négligera presque entièrement l'art chrétien, se contentant de renvoyer aux grands traités de KRAUS (CCLXIX) et de LECLERCQ (CCLXXXIII), aux livres de BRÉHIER (LV, LVII).

(2) CDLXXII, 774; LVIII, 870. — (3) LXXXII.

mier, à Rome, des thermes énormes (400 mètres de côté), des constructions à Nicomédie, le grand palais de Salone (*Spalato*) ; le second a bâti à Rome des thermes et des basiliques ; il a même fait sortir du sol toute une ville, Byzance. Et la tradition se poursuit très tard : en 374, un grand portique est élevé à Rome pour Gratien, Valentinien, Théodose. L'édification des amphithéâtres se poursuit en Italie (Vérone, Pola sont du <sup>III</sup><sup>e</sup> siècle), en Afrique même, à Thysdrus (El Djem). De même pour les cirques. Maxence en construit encore un en 309, à deux milles de Rome : il a plus de 500 mètres de long. Et l'on ne parle pas des ouvrages utilitaires : routes, ports phares, aqueducs (encore sous Alexandre Sévère), remparts, et tours, etc.

Malheureusement ces ouvrages sont d'énormes bâtisses, non des œuvres d'art. Faits de matériaux grossiers, noyés dans le mortier, plutôt que de belles pierres savamment appareillées, ils ont été élevés trop vite. Les constructions du règne de Constantin ont le caractère hâtif, improvisé, des réformes sociales de l'empereur.

Une des dernières grandes œuvres païennes, impressionnante à vrai dire plutôt que belle, en style « colossal et enflé », est le temple de Baalbeck en Syrie, dédié à Jupiter Heliopolitanus : achevé par Caracalla, il avait été commencé antérieurement sous Antonin, donc à la fin de la bonne époque. « Après les grands architectes des Antonins il n'y a plus que des maçons », a-t-on dit (1), non sans quelque injustice.

Quant à l'église chrétienne, on sait que son plan dérive de la basilique antique, vaste local servant de tribunal, de marché, etc. Elle est de forme rectangulaire et recouverte d'une charpente en bois. Il faudra bien des siècles pour donner à la basilique un caractère artistique. Au reste, les premières basiliques chrétiennes, élevées sous Constantin, furent si mal bâties qu'elles tombèrent en ruines.

(1) **CXXVIII**, t. VI, 387 ; t. V, 699.

D'une façon générale, après le II<sup>e</sup> siècle de notre ère, l'art perd ses qualités de pureté et de goût avec une rapidité extrême. La technique même s'altère profondément. L'art, même l'art d'imitation, ne réussit pas à traverser la tourmente du III<sup>e</sup> siècle. Il jette une dernière et faible lueur sous Dioclétien et s'éteint sous Constantin. A cet égard, le moyen âge commence dès le IV<sup>e</sup> siècle.

## II

### LA PLASTIQUE.

Le témoignage irrécusable de cette agonie est offert par la *Plastique*.

*Les Statues.* — Que la figuration des divinités perde toute originalité, cela était inévitable : les types consacrés de majesté ou de grâce sont bien vite figés, et dans toutes les religions. Mais les statues élevées aux empereurs, aux magistrats, aux gladiateurs mêmes, — elles sont innombrables jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle, — perdent toute valeur représentative, particulièrement les *statuae loricae* (cuirassées) : la tête seule présente un aspect individuel parce qu'elle est « rapportée », mais les gestes et les détails se ressemblent tous. La statue colossale qui se donne pour une représentation de Constantin est des plus médiocres comme exécution.

D'un genre aimé des Romains, peut-être d'origine étrusque, le *buste*, nous avons conservé des spécimens remarquables, d'un naturalisme puissant, à partir du premier siècle avant notre ère. D'Auguste à Antonin nous possédons une magnifique série de bustes impériaux, nullement idéalisés, sauf peut-être la tête d'Auguste, et qui constituent d'admirables portraits (1). Sous Alexandre Sévère, le genre commence à se gâter. Au milieu du III<sup>e</sup> siècle, on rencontre encore des pièces intéressantes, quoique conventionnelles, telles celles qui repré-

(1) XXXII.

sentent l'empereur Gallien. Mais, à partir de Constantin il n'y a plus rien qui vaille : ce sont des images sans vie du type frontal oriental. De Constantin lui-même nous ne possédons pas un seul portrait assuré.

*Les Bas-reliefs* (1). — Ils décorent notamment les arcs de triomphe. Plusieurs sont des œuvres d'art ; ainsi l'arc de Titus, commémorant son triomphe sur les Juifs (achevé par Domitien en 81), l'arc de Trajan, vainqueur des Daces. Mais déjà celui de Marc-Aurèle annonce la décadence. Le style en est mou. « Tout le monde, jusqu'aux Barbares, a l'air excellent ; les chevaux y ont un œil attendri et philanthropique... La colonne Antonine est un ouvrage curieux mais sans délicatesse dans l'exécution, très inférieure au temple d'Antonin et de Faustine sous le règne précédent (2). La statue équestre du Capitole nous charme par l'image sincère qu'elle nous présente de l'excellent empereur, mais l'artiste n'a pas le droit d'attacher toute créance à ce portrait (3). »

Postérieur de trente ans seulement, l'art de Septime Sévère est un ouvrage grossier : les reliefs ne sont autre chose qu'un plan tracé sur pierre, les formes sont réduites à des lignes, les objets à des schémas, au dire d'un bon juge (4) qui se refuse à poursuivre plus loin. L'arc de triomphe de Constantin est un aveu d'impuissance : la décoration est faite en partie de morceaux pillés dans les arcs de Trajan, de Marc-Aurèle, peut-être de Dioclétien. Dans les parties originales, l'exécution est fruste, rigide, le corps humain tracé d'une manière schématique (5). Déjà à partir du milieu du III<sup>e</sup> siècle la forme humaine était réduite à une fonction décorative : ainsi sur le sarcophage où est représenté (en 242) Timésithéc, beau-père

(1) **XCII**.

(2) Elle est peut-être postérieure à la mort de Marc-Aurèle (**XCII**, 186).

(3) **CCCV**, 46. — (4) **XCII**, 191.

(5) P. ALLARD montre, contre Frothingham (dans la *Revue des questions historiques* de 1914, p. 325), que l'arc de Constantin est bien du IV<sup>e</sup> siècle. Voir aussi **CCL**, 242 et 398.

de Gordien III. C'est qu'on ne comprend pas bien la fonction du bas-relief et les personnages se dé'achent, semblables à des marionnettes, sur fond plat. Le bas-relief s'est survécu dans les sarcophages chrétiens, où malheureusement l'abus du symbolisme engendre des œuvres conventionnelles et froides.

*Les Ivores* (1). — La sculpture sur défenses d'éléphant produit des statuettes, des objets usuels, de toilette (peignes), des diptyques (tablettes) à intérieur de cire où l'on écrit avec un style, et sur l'extérieur sculpté l'image d'un grand personnage (consul, empereur). Nous en avons du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle qui semblent être des portraits, des diptyques chrétiens (saint Paul dans l'ivoire de la cathédrale de Rouen; <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle-<sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle), des pyxides (boîtes renfermant des hosties); des plaques de reliure. Les lieux de fabrication sont en Égypte, où les ateliers alexandrins sont particulièrement célèbres. On a encore de beaux produits du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle; telle la chaire épiscopale de Maximien à Ravenne, d'un réalisme admirable, d'une inspiration orientale dans la manière de traiter les personnages. C'est un événement artistique, « mais un triomphe sans lendemain » (2).

Il y a eu cependant une ivoirerie latine : diptyque du Bargello à Florence, du <sup>v</sup><sup>e</sup>-<sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, représentant des scènes de la vie d'Adam et de saint Paul, d'inspiration gréco-romaine : « c'est le dernier monument de l'art augustal et comme son imposante et suprême revendication à l'instant de sa disparition ». On ne trouve plus ensuite que des ivoires travaillés à jour dans un style de découpe sur pierre dont on parlera bientôt.

*La Glyptique* (3). — La gravure sur pierres fines (γλύπτω : je grave) a atteint son apogée pendant l'Antiquité. La Renaissance et les temps modernes n'ont pas égalé, en tout cas pas surpassé, les produits anciens qui sont parvenus jusqu'à nous.

(1) **CDLXII**, 792-793; **CCLXXXIII**, 327, 360.

(2) **VIII**, t. I, 165; **CCLXXXIII**, 353.

(3) **XI**, 186 et suiv.; **CCL**, 426; **CCLXXXIII**, 363.

L'apothéose de Germanicus (en 19 ou 37), celle d'Auguste (camée de Vienne) sont des pièces inégalées. Deux séries : la *camée* ou gravure en relief (ἀναγλυφή, *caelatura*, *sculptura*), l'*intaille* ou gravure en creux (διαγλυφή, *cavaiores*, *signarii*). La vogue, qui fut inouïe, provoqua des contrefaçons en pâte de verre d'une perfection déconcertante.

Chose étrange, la glyptique tombe dans une décadence profonde dès le milieu du <sup>II</sup>e siècle. Ce n'est pas que le goût en soit passé le moins du monde, mais, après le règne de Caracalla, les produits de cet art n'ont plus de valeur artistique. Les objets du <sup>VI</sup>e siècle témoignent même d'une complète déchéance technique. « Quelle barbarie dans le travail, quelle inexpérience dans le maniement de la bouterolle et de la tarière ! » Au portrait se substitue la devinette cabalistique, ou bien l'on s'en tient à la beauté de la pierre précieuse.

Chose non moins étrange, la décadence se produit également, quoiqu'un peu plus tard, hors de l'Empire. Du <sup>III</sup>e au <sup>V</sup>e siècle la glyptique sassanide de Suse et de Ctésiphon avait rivalisé avec celle du monde romain. Après le règne de Sapor, elle vit sur des procédés, c'est-à-dire qu'elle n'est plus un art, mais une industrie.

### III

#### LES ARTS DÉCORATIFS.

*Orfèvrerie* (1). — La toreutique (hauts-reliefs sur patère ou travail au repoussé) donne des bols d'argent (*scyphi*), des vases, des coupes, des gobelets, des miroirs, etc. Elle atteint son apogée sous les successeurs d'Alexandre. Dès le milieu du <sup>I</sup>er siècle de notre ère cet art, au témoignage de Pline l'Ancien (2), était en pleine décadence.

C'est sans doute que le goût allait vers l'orfèvrerie gemmée, alliance des pierres précieuses avec l'or. Celle-ci est d'ori-

(1) CDLXXII, 216; CCL, 429, 437; CCLXXXIII, t. II, 393, 413-446; CCXCVIII; XII.

(2) *Hist. Nat.*, XXXVI, 157.

gine orientale et est toujours demeurée orientale de facture.

Il faut remarquer que la recrudescence de l'influence orientale s'accuse, dès le milieu du <sup>III</sup><sup>e</sup> siècle, non seulement dans la bijouterie et la parure du vulgaire, mais dans l'ornementation de la personne de l'empereur. Depuis Constantin, peut-être même depuis Aurélien, les empereurs imitent les rois Sassanides. A leur exemple, ils substituent au laurier pour leur coiffure de cérémonie la couronne gemmée, qui deviendra un diadème rigide sous Justinien; sur le ceinturon scintillent les gemmes. Les vêtements du prince sont constellés de pierreries, dans le goût perse. On adopte le fauteuil orné d'orfèvrerie, le trône.

Autre conquête étrangère, l'orfèvrerie cloisonnée : le métal disparaît sous le revêtement des gemmes (où le grenat domine), soit naturelles, soit artificielles (pâte vitreuse), ou enchâssées dans des montures de métal. L'origine de cette orfèvrerie, que les Goths et les Germains occidentaux répandent dans toute l'Europe depuis le <sup>V</sup><sup>e</sup> siècle (1), semble très ancienne. C'est un surgeon de l'art iranien implanté chez les Scythes, au sud de la Russie actuelle, puis chez les Sarmates, leurs successeurs (2).

*Émaillerie* (3). — Il en va de même de l'émaillerie, qui consiste à appliquer sur terre cuite, et surtout sur métal, un oxyde métallique réduit à un état pulvérulent ou pâteux : à la cuisson, l'oxyde s'incorpore à l'objet; l'émail le protège contre l'air et l'eau, tout en le décorant de reflets brillants. Connue très anciennement en Orient puis en Grèce, l'émaillerie avait disparu vers le <sup>III</sup><sup>e</sup> siècle avant notre ère et les Romains l'ignorèrent jusqu'au jour (vers le <sup>III</sup><sup>e</sup> siècle) où des artistes barbares « voisins de l'Océan », ayant gardé le secret de ce

(1) CCCXII.

(2) ROSTOWTZEW, *Iranians and Greeks in South Russia* (1922); MINNS, *Scythes and Greeks* (1913); VIII, t. I, 1<sup>re</sup> p., 405-435.

(3) CCLXXXII, t. II, 447-461.



procédé, perdu dans le monde hellénistique, en répandirent des spécimens (1).

Chose étrange, soit que le goût ait cessé de bonne heure, soit que le secret se soit resserré entre initiés, cet art subit une nouvelle éclipse du <sup>vi</sup><sup>e</sup> au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle. L'émaillerie ne renaîtra vraiment qu'au <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle.

*La Verrerie* (2). — Cette industrie compliquée doit être subdivisée.

1<sup>o</sup> *Pâte de verre*. — Elle servait à contrefaire les pierres précieuses (rubis, topaze, béryl, agate, sardoine, etc.) pour les camées et les cabochons, mais aussi et surtout à fabriquer des vases à décoration mythologique. Elle a donné des produits magnifiques à Alexandrie et à Sidon, plus tard aussi en Campanie. Le plus célèbre est le vase dit de Portland, au British Museum, représentant Pélée et Thétis, qui n'est pas du <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle de notre ère, mais du siècle d'Auguste. Mais, à l'époque chrétienne, les spécimens conservés attestent un art dégénéré.

2<sup>o</sup> *Verres taillés, gravés, à fond d'or, peints*.

Malheureusement les spécimens sont très peu nombreux (une demi-douzaine). L'ornementation subit les mêmes vicissitudes que dans les autres arts. Enfin la technique s'altère : la pâte, encore limpide, translucide, au <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle, deviendra opaque au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle. Cependant nous avons conservé un beau spécimen représentant Gallia Placidia, Valentinien, Honorius (donc vers 425).

*La Terre cuite* (3). — La céramique grecque, dont les produits sont inégalés, fut imitée en Italie dès le <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle avant notre ère. Au <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle, le lieu de fabrication le plus renommé fut Arezzo en Toscane, où l'on trouve de l'argile rouge. Des familles nobles montent des fabriques ; les artistes,

(1) Pour Émile MOLINIER (dans VIII, t. I, 424-671), l'émaillerie est orientale d'origine.

(2) CLXV; CCCXLIX; CCL, 437; CCLXXXIII, t. II, 463-507.

(3) CCCXLIV, t. XV, 285-324; CCLXXXIII, 517-548; CCL, 443; XXXIX; CVI.

qui sont des esclaves, signent leurs œuvres; l'origine asiatique de ces œuvres est attestée par la décoration, mythologique et naturaliste, imitation de celle des Grecs. Au 1<sup>er</sup> siècle de notre ère, cet art dégénère, peut-être à cause de la concurrence de Pouzzoles en Italie et surtout des fabriques provinciales, à Tarragone, en Gaule (centre), même en Germanie et en Grande-Bretagne. Les formes sont rarement élégantes, la décoration demeure lourde.

Vers le III<sup>e</sup> siècle, le procédé de la glaçure lustrée des poteries romaines se perd. Sous le Bas-Empire, la figurine en terre cuite cesse d'être un art, et la céramique est réduite à la production des objets usuels.

La lampe antique, encore légère et fine sous le Haut-Empire, s'altère au III<sup>e</sup> siècle pour des motifs d'ordre économique : on ne veut, ou on ne peut plus, acheter que des produits à bon marché, faits d'une argile jaune ou grise, façonnés dans des moules de plâtre et non de bronze, enlaidis d'un vernis pâteux. Dumoins, à l'époque chrétienne, la décoration des objets en terre, à défaut d'art, conserve une grande variété de sujets.

Quant aux plats, ceux d'Italie et d'Afrique n'ont plus qu'une ornementation détestable.

La céramique, tout à fait perdue comme art en Occident, ne se prolonge que dans l'Empire byzantin, selon des témoignages écrits, car nous n'en avons pas conservé de spécimens.

*La Ferronnerie (fer ou bronze ouvragé)* (1). — A Constantinople et en Égypte, l'art industriel du bronze et du cuivre s'est poursuivi sous forme de candélabres, de lustres, de portes, ou encore de mobilier (bassins, aiguères, chaudières, réipients), ou d'objets liturgiques (vases, chandeliers, croix, clochettes, etc.). La raréfaction des objets en métal pré-

(1) **VIII**, t. I, 12, 410; **OCLXXXIII**, t. II, 555.

cieux (au cours du v<sup>e</sup> siècle) en soutient le débit. Le style (des chandeliers, par exemple) est laid.

*Le bois.* — Très rares spécimens conservés : « la sculpture sur bois n'est que le reflet de la sculpture monumentale ; elle n'offre aucune originalité ».

On y rattache un modèle de décoration appelé « ornement à relief plat », d'origine syrienne et dont la valeur artistique est nulle.

*Le stuc* est fait de marbre pulvérisé mélangé à la chaux. Les monuments en sont très rares ; ils témoignent d'une décadence complète, ainsi à San Vital de Ravenne.

*Vitrail.* — Il ne s'agit pas ici de décrépitude, mais d'enfance. Signalé par des textes comme il en existait aux fenêtres d'église, aux iv<sup>e</sup> et v<sup>e</sup> siècles, ces vitraux paraissent n'être encore que des verres peints, sorte de mosaïque transparente.

*Monnaies et médailles* (1). — Au point de vue artistique, la plus belle période de la monnaie est la période hellénistique. Malheureusement, sous le Bas-Empire, les artistes qui gravaient les coins monétaires des médaillons de luxe commémorant un événement dégénèrent. Les figures ne sont plus traitées en ronde bosse, mais aplaties. Même la représentation de la figure impériale n'est plus un portrait, mais un type conventionnel.

*Peinture et Miniature* (2). — Il n'est pas resté de spécimens de la bonne époque de la peinture antique, c'est-à-dire de la période hellénistique. Les exemples intéressants, dont quelques-uns même charmants, à Pompéi et au Palatin, sont tout de même de second ordre, imitations d'œuvres plus anciennes disparues. Au surplus, la peinture antique fut très inférieure à la sculpture et à l'architecture. Cette infériorité tient en partie à des insuffisances techniques : on ne connaît que la peinture

(1) PROU dans VIII, t. I, 2<sup>e</sup> partie, 908.

(2) CCLXXXIII, 556, 631.

à fresque et à détrempe. Les lois de la perspective sont à peine entrevues, même le plus souvent méconnues. Le canon des proportions, dont on n'ose s'affranchir, consacre des attitudes immuables.

Pline parle de la peinture comme d'un art qui se meurt. De fait, les spécimens de peinture chrétienne qui se relient directement à ceux de Pompéi et du Palatin, montrent non seulement un arrêt, mais une décadence. Tous sont mal gradués ; on ne sait plus colorer les chairs ; les contours du corps et des vêtements sont soulignés brutalement par des traits noirs ; les ombres figurées maladroitement par des bandes sombres. Le dessin est plus que gauche, il est franchement incorrect. Même quand la peinture sortira des catacombes pour se produire au grand jour, elle ne sera pas rénovée. Le symbolisme engendrera la monotonie et la raideur hiératique.

La seule peinture qui poursuive des destinées encore glorieuses est celle des manuscrits, la miniature. Nous n'avons conservé qu'un très petit nombre de spécimens de la tradition antique et païenne : le Virgile du Vatican, l'Homère de l'Ambrosienne (ils sont du <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle au plus tôt). Après, en Occident du moins, nous n'avons rien. Quand les manuscrits à peintures reparaitront, ils seront la visible imitation de Byzance, ou même des copies directes de manuscrits syriens. La miniature byzantine offre des spécimens magnifiques, mais où l'influence du goût oriental (syrien, égyptien, iranien) s'accuse à l'évidence (1).

Les manuscrits occidentaux des <sup>vii</sup><sup>e</sup>, <sup>viii</sup><sup>e</sup>, <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècles offrent dans l'ornementation des lettres l'emploi du décor ornemental : lignes brisées, entrelacs, nattages ; enfin l'animal, quelquefois même l'homme, est traité d'une façon fantastique (2). C'est une imitation servile de la miniature irlandaise et anglo-saxonne, dont l'ornementation paraît d'origine orientale ; mais elle est parvenue à l'Occident par l'entremise des populations

(1) **CXV**, 613, 619. — (2) **VIII**, t. I, 2, 307 ; **CCCXII**.

barbares du centre de l'Europe. Il y a là une marche parallèle à celle de l'orfèvrerie.

Ainsi les invasions germaniques, en transplantant en Occident des germes apportés d'Orient, ont contribué à détruire la tradition de l'art antique.

*Mosaïque* (1). — Les Romains l'avaient empruntée aux Grecs, mais, depuis Sylla, ils l'avaient tellement développée qu'ils en avaient fait un art national qu'ils portèrent aux quatre coins du monde. Pour ces compositions, d'une superficie parfois immense, on emploie non seulement de petits cubes de marbre, mais d'émail et des pâtes de verre. On en décore le sol (pavements) et aussi les murailles et les coupoles : la coupole de Saint-Georges de Salonique, de 900 mètres carrés, exigea 36 millions de cubes.

La décoration des pavements en marbre entra la première en décadence : les artistes ne renouvellent plus leurs modèles ; ils traitent toujours les mêmes sujets. Cependant, en Afrique, ils s'attachent à des scènes de chasse d'un effet pittoresque et amusant. A l'époque chrétienne, le pavement n'offre plus d'intérêt : peut-être a-t-on craint de représenter des sujets religieux sur des parties de la demeure qu'on foulait nécessairement aux pieds.

Au contraire, les mosaïques en émail, qui décoraient les murs et les coupoles, ont su s'adapter à la religion et aux sentiments nouveaux et ont produit des œuvres remarquables, telle la mosaïque de Sainte-Pudentienne à Rome (iv<sup>e</sup> siècle), peut-être le chef-d'œuvre de mosaïque ancienne. Cependant, même à ce moment, les difficultés sont esquivées plutôt qu'affrontées : les dessinateurs usent de draperies pour dissimuler leur ignorance de l'anatomie. Enfin, la mosaïque « tombe du rang des arts à celui de l'industrie, et renonce à la représentation animée pour se contenter du décor géométrique ». Cette décadence, très nette même à Rome au vi<sup>e</sup> siècle, s'accusa de

(1) **CXIII**; **CDLXCH**; **CCLXXXIII**. t. II, 193.

plus en plus et descendit au dernier degré de la barbarie aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles. C'est un soulagement de voir cesser cet art misérable.

*Tissus* (1). — Les étoffes de laine, de lin ou de soie, où sont tissés ou brodés des sujets fantastiques païens, puis chrétiens, virent d'abord leur fabrication limitée à la partie orientale de l'Empire; mais à partir de la querelle iconoclastique, qui chassa les artisans à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle, cet art s'introduisit en Occident. Son origine orientale est indéniable : telle chappe carolingienne ou capétienne représente encore des sujets, ainsi des tigres affrontés, familiers à l'art sassanide de la Perse.

*Tapisseries*. — Les tapisseries retrouvées en Égypte et en Crimée (fragments du IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère) ont été une révélation : la tapisserie n'avait pas de spécimen antérieur au XI<sup>e</sup> siècle de notre ère. Chose bien curieuse, la texture paraît identique à celle de notre manufacture des Gobelins. Mais, dès les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles, la tapisserie entre en décadence : elle devient incapable de reproduire les modèles vivants. Passé le IV<sup>e</sup> siècle, seule l'ornementation est supportable, et toute tentative de reproduire la nature animée aboutit à une représentation monstrueusement informe.

#### IV

##### LA MUSIQUE (2).

Elle se résume dans la musique grecque, dont le plain-chant des Églises orthodoxe et latine peut donner quelque idée. Mais, à vrai dire, la musique moderne, fondée sur l'harmonie et le contre-point, est une création du moyen âge et du XVI<sup>e</sup> siècle. De même la notation musicale (3). La musique antique de chant est étroitement attachée au texte poétique. La mélodie ne parvient pas à s'en dégager et reste mélopée. Elle se meut dans

(1) CLXIV; CCLXXXIII, 585, 593.

(2) Théodore REINACH, *La Musique grecque* (1926).

(3) TANNERY, dans *Revue de synthèse historique*, 1902, 336.

l'intervalle étroit d'une ou deux octaves. Quant à la musique d'ensemble, le chœur ne connaît que le chant à l'unisson.

*Musique instrumentale.* — Les instruments à cordes et à bois sont peu nombreux et peu puissants. Les interprètes de la musique moderne, violon, violoncelle, orgue, sont une création du moyen âge.

Ici il n'y a pas eu décadence, mais progrès, quoiqu'à échéance très lointaine.

## V

### CAUSES DE LA RÉGRESSION DE L'ART ANTIQUE.

Pourquoi cette régression de l'art antique ?

On en peut découvrir deux raisons principales, l'une économique, l'autre esthétique.

*Raison économique.* — On sait les rapports de l'art et de la richesse. Pour que l'art puisse naître, grandir, se soutenir, se répandre dans une civilisation quelconque, il faut que la demande d'œuvres d'art par le public soit abondante et continue. L'art exige une technique impeccable, donc difficile à acquérir, difficile à transmettre, aisée à oublier. Que la demande faiblisse ou se raréfie, le métier s'altère fatalement. Faute de commandes, l'artisan, l'artiste cesse de faire des recrues ; la technique se perd, les écoles s'éteignent successivement. Tel est le danger qui menace l'art à toutes les époques et dans tous les pays. La régression économique du <sup>II</sup>e siècle, la ruine du <sup>III</sup>e ont certainement un rôle capital dans l'arrêt brusque (vers 150), puis dans le rapide déclin de l'art antique. Au <sup>IV</sup>e siècle, il n'y a plus d'artistes, ni même d'artisans d'art. Quand on lit un édit de Constantin accordant (337) l'immunité des charges publiques à cinquante-huit professions libérales ou industries artistiques, afin que les *artifices* se rendent plus habiles en leur métier et y dressent mieux leurs enfants (*Code Théod.*, X, 64, I), on comprend que les « arts et métiers » étaient en voie de disparition.

*Raison esthétique.* — Elle est complexe. Il faut mettre en

avant l'action stérilisante des chefs-d'œuvre. L'œuvre d'art engendre l'imitation, puis l'imitation d'une imitation. Cette tendance est absurde, l'imitation se condamnant par définition, mais elle est fatale. Quand l'Empire s'établit, la période de création était passée depuis longtemps. Les grands amateurs, depuis Sylla, font des commandes où l'on s'inspire des œuvres antiques : on imite surtout la manière de Praxitèle ou de Lysippe (1). On conserve cependant de belles œuvres que sauve la technique, qui demeure impeccable jusqu'au temps d'Hadrien. Sous cet empereur, malheureusement, et en partie sous son influence (2), il se produit un mouvement d'archaïsme d'où sort un académisme stérilisant. On sait la malfaisance de l'amateur féru d'archaïsme, un des pires fléaux de l'art. Cette engeance a failli tuer en France et en Europe les arts appliqués au *xix<sup>e</sup>* siècle. Hadrien et les collectionneurs de son siècle ont joué un rôle aussi funeste.

A cette raison, il faut joindre la lassitude d'une trop longue tradition. L'art hellénique pèse sur le monde romain du poids d'un passé lourd déjà de bien des siècles. Et puis, pourquoi ne pas l'avouer ? L'art antique est monotone. A l'époque impériale, une tradition invétérée consacre l'affectation des œuvres d'art. Dans les jardins, en pierre ou en marbre, statues d'Ariadne endormie ou sommeil de Ganymède, des satyres dansants, des sirènes, Pan, l'hermaphrodite, des nymphes. Aux bassins et fontaines, Neptune sur un dauphin, Narcisse, des pêcheurs, Silène avec son outre, l'enfant à l'oie, des Néréides chevauchant un animal. Aux thermes, Vénus anadyomène ; dans les palestres, annexes des thermes, Hermès, Hercule, des statues d'athlètes. Pour les mosaïques également, les sujets sont consacrés. De la Syrie à l'Espagne, de la Grande-Bretagne à l'Afrique, même décoration. Il ne semble pas qu'on change jamais de lieux ni de climat. La civilisation antique à l'époque impériale donne une impression d'uniformité accablante.

(1) CDLXII, 722. — (2) CCL, 396.



Les limites de l'art antique sont dénoncées, quoique avec une discrétion dévotieuse, dans une page célèbre de Renan (1). Rappelons-nous la fin de la prière à Athéné sur l'Acropole : « Il viendra des siècles où tes disciples passeront pour les disciples de l'ennui. Le monde est plus grand que tu ne crois. Si tu avais vu les neiges du pôle et les mystères du ciel austral, ton front, ô déesse toujours calme, ne serait pas si serein ; ta tête, plus large, embrasserait divers genres de beauté. »

Il faut en prendre son parti : la plastique hellénique, le « miracle grec », après avoir enchanté le monde pendant sept à huit siècles, a fini par le laisser indifférent, aussi indifférent que les dieux qu'elle magnifiait sous une forme impeccable.

On eût pu croire que des sentiments nouveaux amèneraient une rénovation de l'art antique. Il n'en a pas été ainsi. Mithriacisme et christianisme ont imité servilement les produits abâtardis de l'art antique, l'Islam a proscrit la plastique ; l'Orthodoxie chrétienne a fait de même dans l'Empire d'Orient au VIII<sup>e</sup> et au IX<sup>e</sup> siècle. Mais, en Occident, le christianisme ne commence à avoir son expression esthétique originale et profonde qu'au XI<sup>e</sup> et au XII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à une époque prodigieusement récente, onze à douze siècles après la mort de son fondateur !

Cependant, au cours de cette période, l'Art n'a pas péri en entier. Seulement son expression a changé du tout au tout. Le décor supplante la ligne ; la couleur détrône la plastique.

On a fait observer (2) que le sentiment religieux ne peut seul être rendu responsable de la ruine de la plastique. Les iconoclastes ne s'acharnaient pas particulièrement sur les statues ; toute représentation anthropomorphique leur était odieuse sous quelque forme que ce fût. Pourquoi la plastique seule a-t-elle succombé ?

(1) *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, p. 71.

(2) LVIII ; CXV ; CCLXXXIII, t. II, 3, 114.

Il ne semble pas douteux que cela est dû à un changement, ou pour mieux dire, à une révolution du goût. L'art hellénique, après avoir régné sans partage, subit l'influence de l'Orient qui dessine un retour offensif, de plus en plus triomphant, à celui du III<sup>e</sup> siècle. L'art oriental n'ignore pas la sculpture, mais elle sert, pour lui, à couvrir d'ornements des surfaces et non à représenter des objets dans l'espace. Aussi n'emploie-t-il guère que le bas-relief ; dédaignant de modeler le corps humain, il n'y voit qu'un élément décoratif. Il ne comprend pas l'ornementation d'un édifice sans panneaux de faïence émaillée, sans mosaïques à fond d'or, sans étoffes même. Sous son influence, la technique se transforme. Le trépan se substitue au ciseau ; on creuse, on perce la pierre au lieu de la modeler. On sculpte comme motifs des feuilles d'acanthé, des oves, des rais de cœur qui s'enlèvent en pleine lumière sur fonds ajourés, grillagés. « L'impression produite est celle d'une admirable étoffe dont les motifs baignés de lumière tranchent sur l'obscurité du fond : l'impression de douceur est la même que celle que produisent les plus beaux tapis persans. » Comme rançon, la figure humaine sculptée devient d'une incorrection monstrueuse.

En architecture, la coupole, d'origine probablement iranienne, devient d'un emploi constant et caractérise une nouvelle période.

Constantinople centralise, puis propage l'art nouveau venu d'Asie mineure, de Syrie, de plus loin encore, art qu'on a qualifié, avec plus ou moins de raison, de byzantin (1).

Donc l'Art ne meurt point. Mais l'Art antique périt avec la plastique. Dans la *pars Orientis*, les descendants des Hellènes en perdront jusqu'au sentiment. En Occident, la sculpture renaîtra, vers le XI<sup>e</sup> siècle, profondément différente comme inspiration et comme facture de la sculpture ancienne.

Ainsi, dans le domaine de l'art, comme dans celui de la religion, au IV<sup>e</sup> siècle, une âme nouvelle se substitue à l'âme antique.

## CHAPITRE IX

### DÉCADENCE DE LA LITTÉRATURE DISPARITION DE LA PHILOSOPHIE ET DE LA SCIENCE ANTIQUES

1

#### LES LETTRES PAÏENNES.

Si l'Art antique baisse à partir du <sup>II</sup><sup>e</sup> siècle, la Littérature tombe d'une chute non moins précipitée, particulièrement en Occident.

Après le règne de Trajan, où brillent des noms tels que ceux de Tacite, de Juvénal, de Pline le Jeune, le règne d'Hadrien n'a plus à nous offrir que Suétone, collectionneur d'anecdotes suspectes, celui de Marc-Aurèle, Apulée, un Africain de Madaura, plus intéressant par sa personnalité que par ses écrits. L'auteur le plus célèbre du règne, le précepteur de l'empereur Marc-Aurèle, qui lui prodigue les marques d'un profond respect, Fronton, Africain de Cirta, est au-dessous du médiocre ; la découverte de ses œuvres (plaidoyers, harangues, éloges de la Fumée, de la Poussière) au <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle a été désastreuse pour sa réputation : elles montrent en lui un déclamateur superficiel, vaniteux et creux. Aulu-Gelle, à la fin du <sup>II</sup><sup>e</sup> siècle, présente le type d'écrivain qui va régner, le compilateur. Dans ses *Noctes Atticae*, il rassemble sans méthode, même sans but précis. Il collige une multitude de renseignements pris de tous côtés. Lui-même compare son œuvre à une boutique de garde-manger : *quasi quoddam litteratum penus*, boutique en désordre, œuvre où il n'y a ni pensée personnelle,

ni composition, ni style. Après lui, c'est la stérilité. Le III<sup>e</sup> siècle est un Sahara littéraire.

Du moins en Occident. En Orient, il en va différemment. L'évolution n'est point parallèle, chronologiquement parlant. La période de décadence avait commencé très antérieurement. C'est le I<sup>er</sup> siècle de notre ère qui avait été la période stérile. Rien à signaler, sauf les œuvres de Philon d'Alexandrie, de Flavius Joseph, dues, au surplus, non à des Hellènes, mais à des Juifs vivant en pays hellénique. Elles intéressent la philosophie antique et l'histoire judaïque plutôt que la littérature. D'œuvres purement littéraires, de poèmes par exemple, il n'y en a pas à relever, sauf quelques épigrammes.

Mais, après cette longue période d'affaiblissement, il y eut une sorte de « Renaissance » (1) s'étendant de Nerva et de Trajan à la fin du règne de Dioclétien, embrassant, par conséquent, environ deux siècles. La pensée grecque dépasse le cadre des petites cités antiques, ou même celui des royaumes issus du démembrement de l'Empire d'Alexandre, et prend un caractère d'universalité, d'humanité, tout nouveau. Cependant la fécondité n'a pas été la même dans les divers domaines des lettres. Le théâtre, mourant dès le III<sup>e</sup> siècle avant notre ère, n'a pu être ressuscité. La poésie compte à peine, puisqu'il n'y a à signaler que des poésies didactiques (deux exemples du III<sup>e</sup> siècle, *Κυνηγετικά*, *Ἀλιευτικά* sur la chasse, la pêche ; fables de Babrius).

L'histoire, morte en Occident après Tacite et Suétone, peut citer (fin du II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> siècle) les noms d'Appien, de Dion-Cassius, d'Hérodien, de Dexippe, qui traitent de l'histoire de Rome et de celle de leur temps ; ces écrivains soignent leur style, qui cependant n'est relativement pas trop ampoulé. Malheureusement ils ne rappellent ni Thucydide ni Polybe ; ce sont des esprits médiocres, totalement dépourvus de

(1) **XCIII**, 718.

vigueur de pensée et de personnalité. Arrien, contemporain de Marc-Aurèle, nous a transmis une histoire d'Alexandre honnêtement faite ; malheureusement ses autres ouvrages historiques, très nombreux et très importants (les Successeurs d'Alexandre ; Histoire de la Bithynie, sa patrie ; Histoire des guerres des Parthes sous Trajan ; Ἀλανικά) ont péri. Somme toute, le genre historique est en baisse.

Un genre nouveau commence à fleurir, le roman : les *Éthiopiennes* ou *Théagène et Cariclée* par Héliodore (III<sup>e</sup> s.), *Leucipe et Clitophon* par Achille Tatios (IV<sup>e</sup> s. ?), *Daphnis et Chloë* par Longus (II<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> s.). Artificiels, fades, diffus, ces romans ont exercé une réelle influence sur la littérature du moyen âge et même des temps modernes.

En laissant de côté les œuvres de rhéteurs, érudits, compilateurs, grammairiens, etc., les traités techniques, par exemple en médecine Galien, en géographie Ptolémée, il reste au II<sup>e</sup> siècle de grands noms ou de beaux noms, ceux des moralistes : Dion Chrysostome, Plutarque, Épictète, Lucien (v. 125-v. 192), celui-ci hors de pair. Ce Sémite, un Syrien de Samosate, qui a écrit en grec, par sa tournure d'esprit satirique, spirituelle, fantaisiste, échappe presque à l'Antiquité ; son esprit s'apparente à maint auteur français moderne, à Voltaire par exemple. Lucien semble être le créateur du dialogue satirique, du pamphlet, du récit fantastique.

Au III<sup>e</sup> siècle, la pensée, sinon la littérature, compte un grand homme, le Grec d'Égypte Plotin, né en 204, qui enseigna à Rome de 264 à 270, date de sa mort. Ses leçons furent recueillies par son disciple Porphyre, qui les publia en neuf livres (d'où le nom d'*Ennéades*). « Livre étrange, obscur, dédaigneux de la forme », mais fruit d'une des intelligences métaphysiques les plus puissantes que l'humanité ait connues. Quant à Porphyre (né à Tyr en 233, mort à Rome vers le début du IV<sup>e</sup> siècle), ses écrits philosophiques sont très inférieurs à ceux de son maître et leur mérite littéraire est mince. On

peut avancer qu'il y a une différence, non seulement quantitative, mais qualitative entre ces deux hommes. Le premier est le dernier penseur de l'Antiquité profane ; le second ouvre la série des commentateurs à la manière du moyen âge (1).

Dans le monde chrétien, un autre grec d'Égypte, Origène (85-254) est un métaphysicien profond et l'auteur le plus prolifique de l'Antiquité (2).

Que peut opposer à cette fécondité, à ces noms, dont trois ou quatre sont éclatants, la littérature romaine de la seconde moitié du <sup>II</sup>e siècle et de la totalité du <sup>III</sup>e siècle ? Rien (3). Sa seule originalité, il faut la chercher dans l'œuvre des juristes Gaius, Ulpien, Papinien, dont les travaux ne sont point, à vrai dire, du ressort de la littérature.

Aussi le prestige des lettres et de la pensée grecques demeure-t-il incomparable. Il est subi par les empereurs romains. Hadrien est tout grec par ses goûts. Marc-Aurèle, si Romain au contraire, n'en écrit pas moins ses pensées en grec. Son jeune et faible imitateur, Alexandre Sévère (222-235), s'exprime mieux en grec qu'en latin. Et si Constantin ignorait ou savait peu le grec, il y eut un réveil de l'hellénisme sous Julien. Il est vrai que ce fut le dernier. Après lui, l'hellénisme se meurt en Occident.

Il se produisit dans la littérature latine, à partir de Constantin et jusqu'au début du <sup>V</sup>e siècle et plus avant, une sorte de renouveau. On a même prononcé le mot de « Renaissance ». Grosse exagération. Déblayons le terrain des œuvres des grammairiens, commentateurs, abrégiateurs, qui tiennent de la place dans les manuels, mais qui ne sont pas de la littérature.

Les *Panegyriques* des empereurs et le verbiage des *Scriptores historiae Augustae* relèvent à peine de l'histoire. Les

(1) CXXIV, CXXXI. — (2). Voir Ch. BIGG, *The Christian Platonists of Alexandria*, 2<sup>e</sup> éd., Oxford, 1913.

(3) Voir un tableau synchrone où les auteurs grecs sont mis en regard des latins. L'effet est saisissant dans CCCLXXXIV, 964.

panégyriques, ceux d'Eumène par exemple, sous Constantin et ses successeurs, sont des œuvres ampoulées et vides de substance. Il en faut dire presque autant malheureusement des six écrivains, réels ou imaginaires (Spartianus, Vulcarius Gallicanus, Lampridius, Capitolinus, Trebellius Pollio, Vopiscus), qui ont eu la prétention de nous retracer les biographies des empereurs romains depuis Hadrien jusqu'à Carus le prédécesseur de Dioclétien. Ces auteurs, ou les faussaires qui au iv<sup>e</sup>-v<sup>e</sup> siècle ont écrit sous ces noms supposés, n'ont ni style ni idées : « Nos biographes ont été les esprits les plus médiocres, les plus bornés qu'on puisse rêver, les représentants les plus achevés de cette décadence intellectuelle, de cette barbarie du III<sup>e</sup> siècle (1). » Collection d'anecdotes frivoles, de discours, de lettres supposées. Au moins si ces discours et ces lettres étaient authentiques, on pourrait reconnaître aux écrivains de l'*Histoire d'Auguste* le mérite d'être des compilateurs diligents. Hélas ! Un examen impitoyable a révélé que la documentation est entièrement supposée. Même quand l'auteur a sous les yeux une lettre authentique, la sténographie d'une allocution impériale au Sénat, il se croirait déshonoré de la reproduire telle quelle. Ce ne serait pas « littéraire ». Il refait ou même fabrique de toutes pièces. Exemple peut-être le plus frappant de la malfaisance de la pseudo-littérature. Il est exaspérant d'utiliser un ouvrage de ce genre où il est presque impossible de faire le départ du vrai et du faux, et ce qui est pire encore, des anachronismes. On risque à chaque instant d'attribuer au III<sup>e</sup> ou au II<sup>e</sup> siècle une institution du temps de Dioclétien ou de Constantin. Les écrivains de l'*Histoire d'Auguste* sont des types achevés de brutes littéraires.

Le seul historien digne de ce nom qu'ait produit la littérature romaine après Tacite, c'est Ammien Marcellin, né à Antioche vers 330, mort vers 400 (2). Il a entrepris de continuer

(1) CCLXXXVIII, 406; CDXXXVIII, 4<sup>e</sup> partie, 66.

(2) CCLXIV.

Tacite à partir de Nerva (96). De ses trente livres d'histoire nous avons conservé les dix-sept derniers embrassant la période qui va de 353 à 378. C'est heureusement l'époque contemporaine de l'auteur, l'époque où il a été témoin oculaire ou pendant laquelle il a pu assembler des renseignements personnels. Document inappréciable pour l'histoire de ce quart de siècle. Nous voudrions en posséder l'équivalent pour ce qui précède et ce qui suit. L'œuvre a de rares qualités de curiosité, d'impartialité. Et puis, homme d'action, officier, ami et admirateur de l'empereur Julien, il a fait plusieurs des campagnes qu'il décrit. Malgré tout, Ammien n'est pas un véritable écrivain. Son style est pénible et trahit l'application à suivre son modèle, Tacite, qu'il n'arrive jamais à approcher, même de loin. Trop de discours, de mauvaise rhétorique, de réflexions qui visent à la profondeur et sont trop souvent des platitudes. Ammien Marcellin, malgré ses efforts, est à Tacite ce que l'arc de triomphe de Constantin est artistiquement à l'arc de Titus ou de Trajan.

L'écrivain en prose le plus notable est Q. Aurelius Symmachus (345-405), préfet de Rome en 384, élevé au consulat en 391. Il a composé des panégyriques des empereurs (Valentinien, Gratien), des discours au Sénat, des lettres (1). Il a été considéré de son temps comme un fin lettré et révérend des païens, ses coreligionnaires, même des chrétiens. Saint Ambroise, Prudence n'osent s'égaliser à son éloquence. Quand on lit ses œuvres, elles nous donnent l'impression que l'auteur était un honnête et digne homme, ami des belles-lettres, très poli dans les discussions, un homme de bonne société, mais d'une nullité intellectuelle affligeante. Il y a peu à tirer de sa correspondance.

En poésie, deux ou trois noms sont à retenir : Ausone (310-395), Claudien (mort vers 408), Rutilius (écrit en 416). C'est peu numériquement, mais c'est beaucoup si l'on se rappelle

(1) CCXVI.



que depuis plus de deux siècles, depuis Juvénal (mort en 149), c'est-à-dire depuis les règnes de Trajan et d'Hadrien, la littérature latine n'avait pas produit un seul ouvrage en vers, même simplement distingué, si l'on excepte le *Pervigilium Veneris*, seule fleur de la poésie lyrique entre Horace et Prudence. Ausone (D. Magnus Ausonius), né à Bordeaux, professeur, précepteur de l'empereur Gratien, a beaucoup écrit en vers jusqu'en son extrême vieillesse. On ne citera que la *Mosella* et l'*Ephæmeris*. La plupart du temps il est ennuyeux et sans originalité. « Son style, bourré de citations, de plagats et de pastiches, est celui d'un vieux professeur qui a la tête meublée d'expressions consacrées et qui croit rendre aux auteurs qu'il a si longtemps expliqués un suprême hommage en pensant et en parlant sans cesse d'après eux... Il déverse dans ses écrits la masse des renseignements hétéroclites qu'il a accumulés pendant ses trente ans de professorat (1). » Cette « érudition indigeste » gâte des parties où l'on trouve ce que l'on chercherait vainement chez les classiques, « un je ne sais quoi de confiant et de familial » (2) : il parle de lui-même, de sa vie, de ses parents et amis, de sa petite patrie, Bordeaux, avec simplicité et bonne grâce.

Claudien, d'Alexandrie, est connu par ses poésies officielles en l'honneur de l'empereur Honorius et surtout du patrice demi-barbare Stilichon, auquel il ne semble pas avoir survécu (408). C'est un rhéteur en vers : ses pièces, très froides, sont gâtées par des flagorneries, des déclamations, des invectives contre les ennemis du maître, par l'emploi forcené de la mythologie (3). Mais sa langue est pure, son style vigoureux, le vers sonne magnifiquement comme chez les poètes de la meilleure époque. Quant à Rutilius Claudius Namatianus, si l'on cite son *Itinéraire de Bordeaux à Rome*, composé en vers élégiaques en 416, c'est surtout parce qu'il renferme un

(1) CCCLXXXIV, 155. — (2) CCLIII, 7. — (3) CCCLXX.

éloge éclatant de Rome au moment où la puissance romaine s'incline vers une chute irrémédiable (1).

La « Renaissance » se résume donc en trois ou quatre noms pour tout un siècle, noms distingués, mais sans éclat. Sauf peut-être Symmaque, qui est un sot, pas un de ces auteurs n'est originaire de Rome, ni même d'Italie. Ausone et Rutilius Namatianus sont des Gaulois d'Aquitaine et ce sont des gens de second ordre; Ammien Marcellin est un Syrien d'Antioche, Claudien un Grec d'Alexandrie. Ammien a certainement parlé couramment le latin, bien que dans sa langue on ait cru relever des hellénismes ou des sémitismes. Mais Claudien semble avoir appris le latin par la lecture des classiques, ce qui explique qu'il soit pénétré de leur substance et qu'il écrive purement (2). Cela même n'est-il pas inquiétant ?

On soupçonne Claudien, avant lui Ausone, après lui Sidoine Apollinaire, et d'autres encore, d'avoir écrit une langue artificielle, incomprise non seulement du vulgaire, mais de la moyenne des contemporains, accessible seulement à quelques raffinés, gens instruits dont le nombre, très restreint, ira sans cesse en diminuant. Il y a là un gros danger : la littérature, passe-temps d'un petit cercle d'initiés, n'a plus de racines dans la vie. Mais il n'en pouvait être autrement. Comme dans l'art, les chefs-d'œuvre littéraires exercent une action stérilisante, surtout les œuvres « classiques », que le subjectivisme ne rafraîchit pas et ne vivifie point intarissablement comme aux époques romantiques. Expression d'une société païenne qui se raréfiait de plus en plus, la littérature antique n'était pas capable de retenir les esprits ni de réchauffer les cœurs. Elle devait même exciter l'horreur de la doctrine qui captivait de plus en plus l'humanité, le christianisme.

(1) CCCLXXXII. — (2) CCCLX, 648.

## II

## LA LITTÉRATURE CHRÉTIENNE.

De fait, aux III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> siècles, les parties les plus vivantes de la littérature latine, sinon grecque, sont sous l'influence de l'esprit chrétien (1). Tertullien de Carthage (150-230 environ), saint Cyprien évêque de la même ville (200-255), Minutius Félix, Arnobe de Sicca (contemporain de Dioclétien), Lactance, précepteur de Crispus, fils de Constantin, Firmicus Maternus (vers 347), tous Africains, témoignent d'une manière éclatante que le III<sup>e</sup> siècle et la première moitié du IV<sup>e</sup> n'ont été stériles que dans les lettres profanes. Tertullien n'a été inférieur pour la vigueur de l'expression à aucun des écrivains de la belle époque, fût-il Cicéron ou Juvénal ; et pour la puissance de l'imagination et la passion il est au moins leur égal. Le petit dialogue *Octavius*, dû à Minutius Felix, vaut Cicéron. Arnobe approche de Tertullien. Cyprien, diffus et onctueux, est une sorte de saint François de Sales antique. Lactance a été qualifié de « Cicéron chrétien » déjà par saint Jérôme, avec indulgence, il est vrai.

Au milieu du IV<sup>e</sup> siècle commence la série des écrits des Pères de l'Église d'Occident, les docteurs, — car les précédents sont avant tout des polémistes luttant contre le paganisme et des apologistes. Leur œuvre est faite de controverses dirigées contre les dissidents (Ariens, Pélagiens, Donatistes), de commentaires des saintes Écritures. Tout embarrassée de théologie, elle ne peut présenter les mêmes caractères littéraires que l'œuvre des apologistes de la période précédente. On aurait tort cependant d'expulser entièrement de la littérature les écrits de saint Hilaire de Poitiers, un Gaulois, de saint Ambroise de Milan, un Italien (mort en 397), de saint Jérôme (mort en 420), un Dalmate ou un Italien. Quant à saint Augus-

(1) CCLXXV ; XXI ; CCCXLV.

tin, Africain de Thégeste (mort en 430), ce n'est pas seulement le plus grand docteur de l'Église latine, celui qui lui a imprimé une direction toute-puissante jusqu'à l'ère moderne ; il appartient à la littérature universelle par sa *Cité de Dieu* et ses *Confessions*, les seuls ouvrages de ces temps qu'on puisse lire encore de nos jours.

La constitution d'une poésie chrétienne en langue latine est également un grand fait littéraire. Vers le milieu du III<sup>e</sup> siècle, Commodien de Gaza en Palestine avait tenté, à l'usage du plus grand nombre, en Afrique sans doute, une poésie fondée moins sur la prosodie que sur l'accent tonique ; la distinction des brèves et des longues commençant à s'effacer, un système constitué par la succession de syllabes toniques ou atones était seul perceptible aux oreilles des gens sans instruction. A vrai dire, la poésie de Commodien est un compromis : dans les hexamètres, elle ne tient pas compte des brèves et des longues pour les quatre premiers pieds, mais s'attache à maintenir réguliers, ou à peu près, les deux derniers pieds, qui retiennent plus particulièrement l'attention ; si vous joignez une césure après le deuxième pied vous obtenez un vers qui, si l'on ne sait pas bien la quantité, produit l'illusion d'un hexamètre correct. Le vers de Commodien est donc une contrefaçon du vers classique, bien plus qu'un vers en langue populaire. Son œuvre était à l'avance condamnée littérairement. Politiquement aussi : dans ses *Instructiones*, dans son *Carmen apologeticum*, il attaque avec une virulence apocalyptique les Juifs, les païens, Rome même. Cette attitude ne fut plus admissible lorsque le christianisme se fut réconcilié avec l'Empire. Quant à la forme, les chrétiens instruits en eurent honte. Un prêtre d'Espagne, Juvencus (vers 330), tomba dans l'excès inverse : dans ses *Evangeliorum libri IV*, il habille à la romaine l'histoire sacrée ; il pastiche Virgile et aboutit à un travestissement ridicule, ce qui ne veut pas dire que Juvencus n'ait pas eu de succès, loin de là.

Il était réservé à deux Pères de l'Église, à saint Hilaire et surtout à saint Ambroise (dès 386), de composer pour l'ensemble des fidèles des hymnes d'un caractère élevé, d'une technique correcte, et cependant capables d'être comprises (ou à peu près) des masses et de les émouvoir. Ambroise en composa également la musique. Le succès fut tout de suite immense et il fut durable. Ces prières passèrent dans la liturgie. La poésie chrétienne latine a même un grand homme, l'espagnol Aurelius Prudentius Clemens (mort peu après 405). Auteur de poésies didactiques (contre les hérésies) et lyriques célèbres, ces dernières surtout (*Calhemerion* : hymnes pour les diverses heures du jour), *περὶ Στεφανῶν* (hymne sur les martyrs), Prudence est le seul lyrique que la littérature ait produit depuis Horace. Par la profondeur du sentiment et l'originalité de l'expression, il lui est bien supérieur. Pour retrouver un artiste véritable en vers, il faudra attendre plus de neuf siècles; attendre Dante. Audessous de Prudence, quelques gens de distinction, tels les Aquitains saint Paulin de Nole (353-431) et Prosper (403-463) (1). Le v<sup>e</sup> siècle produit cinq ou six autres noms, mais secondaires.

Si nous nous tournons vers la partie orientale de l'Empire, celle où prédomine la langue grecque, nous voyons que; ici également, aux iv<sup>e</sup> et v<sup>e</sup> siècles, seule l'expression de la pensée chrétienne offre un véritable intérêt littéraire. La Renaissance des ii<sup>e</sup> et iii<sup>e</sup> siècles ne s'était pas soutenue. Ce n'est pas qu'on ne trouve encore quelques écrivains (historiens, philosophes surtout) de mérite, dont le plus intéressant est l'empereur Julien, mais la littérature chrétienne prédomine d'une manière incontestable. Et même, abstraction faite du fond, les païens n'ont rien à opposer, pour la forme littéraire, aux grands docteurs de l'Église. Avec Athanase (il écrit surtout de 356 à 358) l'éloquence chrétienne a déjà toute sa force. Dans la seconde moitié du siècle, elle va y joindre la douceur, la

(1) CDXCI.

grâce, l'élégance brillante et le charme avec ceux qu'on nomme les Cappadociens, Basile le Grand (né à Césarée de Cappadoce vers 331), dont les lettres et les homélies offrent la « noblesse de la simplicité » (1); Grégoire de Naziance en Cappadoce vers 338, ami du précédent (éloges, discours funèbres, poèmes théologiques), poète assez mince; son éloquence a plus d'éclat et moins de simplicité que celle de son ami (2). Au-dessous, Grégoire, évêque de Nysse en Cappadoce, meilleur comme théologien que comme écrivain, car son éloquence est banale. Jean, surnommé Chrysostome, né à Antioche vers 345, métropolitain de Constantinople en 397, mort en exil en 407, a laissé des traités, des homélies, des lettres. Moins théologien que moraliste, il est doué de la faculté oratoire à un degré éminent; c'est un surprenant improvisateur, un des plus grands que le monde ancien ait sans doute connus, « le plus beau génie de la société nouvelle enté sur l'ancien monde ». Il est par excellence « le Grec devenu chrétien » (3). Mais, après lui, l'éloquence chrétienne sous la forme grecque subit une éclipse à peu près complète.

A part le théâtre, condamné sans rémission possible, il n'est aucun genre antique où la littérature chrétienne ne se soit essayée, et nous venons de voir que, dans l'éloquence, en Orient et en Occident, dans la poésie en Occident, avec Prudence, elle avait eu des réussites brillantes. Restait l'histoire. Eusèbe de Césarée (267-338) entreprit de constituer l'histoire de l'Église; mais, si son livre est rempli de renseignements inestimables, l'auteur n'est pas un homme de lettres véritable. Et le même jugement doit être porté sur ses continuateurs du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, Socrate, Sozomène, Théodoret. L'œuvre d'Eusèbe sera connue en Occident par la traduction latine de Rufin d'Aquilée, composée en 403, celle de Sozomène le sera pas Casiodore vers 550.

(1) **XCIII**, 809. — (2) **CLXXXVIII**.

(3) **CDXCVIII**, 207; **CCCXCIV**.

Très supérieure est l'*Historia sacra* où un Aquitain, Sulpice Sévère, résuma, en l'année 403, l'Ancien et le Nouveau Testament en un joli style imité de Salluste. L'œuvre n'eut point de succès. On lui préféra de sèches chroniques où les faits de l'histoire sont mis bout à bout à partir de l'origine du monde.

La tâche d'établir un parallélisme entre l'histoire profane des Grecs et des Romains et celle du peuple élu, le peuple hébreu, fut entreprise, sous Alexandre Sévère, par S. Julius Africanus, dont les *χρονολογικά* atteignent l'année 221. L'Africain est le fondateur de la chronologie chrétienne. Un siècle plus tard, le même Eusèbe de Césarée reprend cette tâche et conduit jusqu'à 324 une série chronologique prenant à la création du monde. Conquise en Occident par la traduction latine de saint Jérôme, elle est le fondement de la chronologie du moyen âge latin.

Ces travaux sont en dehors de la littérature proprement dite. Au contraire, l'œuvre d'un disciple et ami de saint Augustin, l'espagnol Paul Orose, *Adversus paganos historiarum libri septem* (va jusqu'en 417), est littéraire, au moins d'intention. C'est une histoire universelle écrite dans un dessein pessimiste, celui de montrer par des exemples que la vie terrestre a toujours été mauvaise, remplie de catastrophes. L'idée originale qui domine cette compilation, c'est le plan providentiel : la chute successive des empires est voulue par Dieu ; leur ruine prépare la voie à l'Empire romain, dont le triomphe est la condition nécessaire de l'expansion du christianisme. Ces vues ont joui d'une vogue immense qui s'est prolongée jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle (Bossuet). A partir d'Orose, tout sentiment véritable de l'histoire de l'Antiquité est perdu.

Enfin signalons l'apparition d'un genre plus curieux et d'une fécondité inépuisable, la *Vie de saint* (1). Au début on se borne à rappeler le jour commémoratif de la mort des mar-

(1) DELEHAYE, *Les passions des martyrs et les genres littéraires* (Revue d'histoire ecclésiastique, 1922); cf. CIX.

tyrs, l'action d'éclat qui motive la fête. Un petit nombre des *passions* authentiques conservées dans les trois premiers siècles (70 environ) sont belles de simplicité. Avec le triomphe du christianisme, le martyre cesse; l'admiration va aux docteurs, aux évêques pieux, surtout aux anachorètes. Le monachisme chrétien, né en Orient au iv<sup>e</sup> siècle, gagne l'Occident pendant la seconde moitié de ce siècle. En Orient, la vie de saint Antoine, type de la vie des Pères du Désert, n'est cependant pas très originale. C'est un genre littéraire qui existait dans l'antiquité païenne, l'arétologie, où l'on retraçait la vie et les actions étranges des philosophes et des sages. Nombre de clichés chrétiens se trouvent déjà dans Eunappe (*Vie des Sophistes*, vers 400), dans la *Vie de Pythagore* par Jamblique (mort en 333), dans la *Vie d'Apollonios de Tyane* par Philostrate (mort vers 265). Ces sages commandaient aux éléments, écartaient les épidémies, apprivoisaient les bêtes sauvages, chassaient les démons du corps des possédés, opéraient des guérisons surprenantes. Même les pratiques ascétiques n'étaient pas ignorées des religions païennes : avant saint Siméon Stylite, des dévots se tenaient debout sur une colonne du temple de la déesse syrienne d'Hiéropolis (1).

L'insincérité des arétologues païens semble, malheureusement, s'être transmise, en même temps que le genre littéraire, aux Vies de saints chrétiens (2). De bonne heure il est admis qu'on n'est pas blâmable si, en racontant la vie d'un saint homme, on emprunte un trait à une autre vie, dans un but d'édification. L'étude des vies de saints d'Orient et d'Occident — et il y en a des milliers — réserve de grosses difficultés critiques, et aussi de pénibles déceptions littéraires. Bien peu de ces *Vitae* sont sincères et émues. L'immense majorité n'est qu'un odieux fatras. L'hagiographie est une basse littérature, comme, de nos jours, le roman-feuilleton.

(1) TOUTAIN, dans *Revue d'histoire des religions* (1912, janvier).

(2) XVI, 94-108.



Si l'inspiration chrétienne, en renouvelant les littératures antiques qui se desséchaient, a vivifié certains genres littéraires, néanmoins elle n'a pas prolongé leur existence d'une durée très longue. A son tour la littérature chrétienne a tari et très vite, j'entends au point de vue esthétique, car la somme des écrits en latin et en grec composés après la fin de l'Empire constitue une masse énorme, mais dénuée de valeur artistique.

Chose étrange, la forme n'a pas subi d'altération. Païens et chrétiens disent des choses différentes en termes analogues. L'ensemble des œuvres de la littérature gréco-romaine de l'époque impériale est colorée d'une même teinte : le tout apparaît recouvert d'un badigeon uniforme, la rhétorique. En vers comme en prose tout le monde déclame.

La cause profonde du mal, c'est l'éducation pseudo-humaniste (1). Depuis la fin de l'époque républicaine, le couronnement de l'instruction est l'étude des figures de rhétorique. Les études de grammaire, c'est-à-dire l'apprentissage de la correction du langage et l'explication des poètes, ne sont qu'une préparation à la déclamation, l'apprentissage de l'éloquence. Il y a là un phénomène étrange : l'éloquence n'a jamais été tant prisée qu'à partir du moment où elle ne répond à rien, puisque toute liberté a disparu. Mais il faut se rendre à l'évidence : cette gymnastique verbale a excité un enthousiasme inouï et qui n'a pas faibli (2). Considérée comme le chef-d'œuvre de l'esprit humain, la rhétorique mène à tout : il n'est pas rare, au IV<sup>e</sup> siècle, que l'empereur nomme un professeur gouverneur ou l'élève même au consulat, la plus haute dignité honorifique.

(1) XLIX; LXXXV; CXIX; CXXIV; CXCIX; CCLVIII; CCLXII; CCCXXXIII; CCCLXXXII et CCCLXXXIV; CDXVII; CDXXXII; CDXXXVIII, 4<sup>e</sup> partie, 546.

(2) On trouvera quelques sujets dans CDXVLI, 191 : douleur de Thétis sur cadavre d'Achille ; contre un père qui ne veut pas racheter son fils captif des pirates, et qui plus tard lui demande assistance ; contre un homme qui a placé une statue de Minerve dans un mauvais lieu. En Grèce, le sophiste offre de parler indéfiniment sur n'importe quoi, et de soutenir n'importe quelle opinion (CROISET, 757-8).

Cet art finit par être identifié à la nationalité romaine, à la civilisation. « On est lettré, on est Romain quand on sait comprendre et sentir ces recherches d'élégance, ces finesses d'expression, ces tours ingénieux, ces phrases périodiques qui remplissent les harangues des rhéteurs. Le plaisir très vif qu'on éprouve à les entendre s'augmente de ce sentiment secret qu'on montre en les admirant qu'on appartient au monde civilisé ». « Si nous perdons l'éloquence, disait Libanius, que restera-t-il donc qui nous distingue des Barbares (1) ? »

Nous ne nous étonnerons donc plus que partout où Rome porte ses armes elle porte aussi ses écoles de grammaire et de rhétorique.

Ce prestige fut tellement incomparable que les chrétiens n'y purent échapper. Cet enseignement, cependant imprégné d'idolâtrie, dénoncé par Tertullien (*De anima*, 39), puisqu'il reposait sur l'explication et l'imitation des auteurs classiques, donc païens, l'Église en a toujours eu peur, mais ses condamnations demeurèrent longtemps toutes théoriques. Le Romain a dans le sang le poison. Un saint Jérôme, un saint Augustin avouent qu'ils ont éprouvé une secrète répugnance pour les livres saints trop frustes pour leur goût corrompu. Pour mettre en paix leur conscience et calmer les scrupules des rigoristes intransigeants qui condamnaient l'étude des auteurs profanes, ces Pères ont recours à des arguments tels que ceux-ci : saint Augustin autorise le chrétien à chercher son bien chez les profanes en se fondant sur l'exemple des Israélites qui s'emparèrent des vases d'or des Égyptiens pour les consacrer au Seigneur ; Jérôme invoque le Deutéronome (XXI, 12) où l'Hébreu prend pour femme la captive infidèle : il est vrai qu'il lui rase la tête et lui coupe les ongles ! (2). Soyons indulgents à ces puérités : elles ont sauvé la transmission des lettres antiques.

(1) **XLIX**, I, 230.

(2) **XLIX**, t. I, 230, 394 ; t. II, 50, 176, 497 ; **CLXXXVIII** ; **CDXVII**, 135-140.

Si quelques chrétiens instruits, tel Commodien, ont cru qu'il suffisait de s'adresser au vulgaire, ou plutôt aux demi-lettrés, la grande majorité a compris qu'il fallait absolument gagner au christianisme les classes dirigeantes de la société. Ils ont senti d'un juste instinct qu'on n'arriverait à rien si on n'égalait pas les controversistes païens en correction et en élégance. Et, quoi qu'on ait dit, c'était faire preuve de sagesse. Les plus intelligents des docteurs chrétiens se sont donc mis délibérément à l'étude des modèles antiques pour battre l'ennemi avec ses propres armes. Ils ont attiré autour d'eux la jeunesse en lui enseignant le beau langage. Comme leurs rivaux, ils ont été des professeurs de rhétorique. Tertullien, Minutius Félix, Lactance, Ausone, Prudence, Augustin ont enseigné. En Orient il en va de même : saint Basile est fils d'un rhéteur et disciple des rhéteurs ou philosophes païens, Himerius et Libanius ; Jean Chrysotome a commencé par se mettre, lui aussi, à l'étude des rhéteurs et des sophistes.

La littérature de l'époque impériale, aussi bien chrétienne que païenne, est donc une littérature de professeurs et d'élèves, une littérature scolaire. De là une impression de convenu, d'artificiel, de vieillot. Ni fraîcheur, ni spontanéité, pas même de sérieux, sauf chez les chrétiens. Les recettes de la rhétorique et de la sophistique, codifiées et imposées, ont infecté les meilleurs esprits.

L'héritage d'un grand passé littéraire est lourd à porter. Dans d'autres civilisations une chaîne historique trop longue a écrasé toute invention, ainsi en Chine où il existe déjà des classiques à une époque où nos ancêtres étaient encore des sauvages.

Et puis l'esprit classique, qui caractérise l'antiquité gréco-romaine, est un obstacle au renouvellement de la forme et du fond. Il entend figer la langue en proposant l'imitation de modèles insurpassables. Et comme il est aussi impossible d'empêcher la langue d'évoluer que d'empêcher la terre de

tourner, l'école creuse un fossé entre l'idée et son expression. En poésie, les sons cessent d'être la traduction harmonieuse de la pensée ou du sentiment. Le vers des <sup>iv</sup>e, <sup>v</sup>e, <sup>vi</sup>e siècles n'est qu'une construction laborieuse, un rébus. Prudence, qui s'adresse à des chrétiens, qui veut les édifier et les instruire, et qui use d'une langue qu'ils ne peuvent comprendre sans se casser la tête, est plus absurde que Claudien chargé des dépouilles de Virgile.

Pour le fond, le classicisme ne s'intéresse qu'à l'universel. Il repousse tout ce qui est particulier, « singulier ». A vrai dire, il vit de lieux communs. Fatalement il devient, et très vite, monotone, pauvre, stérile. La mort guette toute littérature classique « objective ». C'est hier seulement, au <sup>xviii</sup>e siècle, que l'homme a osé se révéler aux autres hommes, qu'il n'a pas eu honte d'étaler ses joies et ses douleurs personnelles. Depuis le triomphe du subjectivisme, les lettres sont assurées d'un avenir indéfini.

Si l'école a sa grande part dans la décadence des lettres antiques à cause même de la dévotion superstitieuse qu'elle voue aux grands modèles, ses services, à d'autres égards, sont immenses. Ce sont les grammairiens et les rhéteurs qui ont maintenu le contact entre les esprits. Leur œuvre fut aussi grande et plus durable que celle des armées et de la bureaucratie impériales. Sans eux, le sentiment de l'unité de culture se serait vite effacé chez des hommes séparés par des distances considérables, répandus de l'Euphrate à l'Océan, de la mer du Nord au Sahara. La vie décompose et tend à la diversité, à l'incompréhension. Le rhéteur lutte contre les forces de la nature tragiquement, comme l'empereur contre les forces économiques et ethniques qui veulent la fin de l'Empire. Quand il n'y aura plus d'écoles, de grammairiens, de rhéteurs, au <sup>vi</sup>e siècle, l'unité de la *Romania* disparaîtra à tout jamais.

Grammaire et rhétorique formaient le tout, ou presque, de l'instruction sous l'Empire. Le droit s'apprenait surtout par la

pratique; il n'y avait que trois écoles, à Rome, à Constantinople, à Beyrouth (1). La philosophie n'était pas enseignée, du moins dans des établissements publics, sauf à Rome, à Constantinople, à Athènes. Au reste, les anciennes écoles étaient en décadence depuis longtemps. S'influençant l'une l'autre, elles aboutissent à l'éclectisme. Après Plotin (2), le néo-platonisme achève de se perdre dans le mysticisme. Jamblique, un Syrien, est moins un philosophe qu'un illuminé et un thaumaturge; ses disciples le considèrent comme un être surnaturel. Le néo-platonisme tourne à la religion (3). Au <sup>vi</sup> siècle, Proclus (mort en 480) en fait une scolastique aride et puissante; mais, lui aussi, est un visionnaire et ses admirateurs le regardent comme un faiseur de miracles. Quand Justinien ferma (529) l'école d'Athènes, la dernière école de philosophie qui subsistât, la vie s'en était déjà retirée.

### III

#### DISPARITION DE L'ESPRIT SCIENTIFIQUE ET DE L'ESPRIT PHILOSOPHIQUE.

La science est une création du génie hellénique. En dehors des Grecs et avant eux il y a eu des découvertes; mais, comme elles n'étaient pas le fruit d'une méthode, elles demeurèrent infécondes.

Dans les pays helléniques eux-mêmes, toutes les branches de la science n'ont pas brillé du même éclat. Le génie grec s'est manifesté surtout dans les mathématiques qu'il a véritablement constituées (4). Malheureusement la spéculation mathématique, où l'esprit se meut à l'infini sans jamais se heurter à l'obstacle et au contrôle des faits, présente des analogies avec la spéculation métaphysique. Ses procédés et ses trouvailles jettent les esprits dans un ravissement qui peut aller

(1) LXXXVII. — (2) CXXIV. — (3) CXXXI; CDXC.

(4) CCCXXXI; cf. XVII; LXXIV; CCXX.

jusqu'à l'ébranlement cérébral. La découverte par la force seule du raisonnement amène à la croyance que, par le jeu des formules, on peut percer les secrets de la nature, par suite la soumettre aux volontés de l'homme. L'admiration inconsidérée des mathématiques maintient ou réintroduit une mentalité magique. Déjà Pythagore avait enseigné, au milieu du vi<sup>e</sup> siècle avant notre ère, le principe de l'harmonie qui maintient l'Univers par la force du Nombre. Au iv<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ, Jamblique est comme affolé par la science des nombres. Quant à l'astronomie, malgré d'admirables découvertes, elle ne s'est dégagée vraiment de l'astrologie qu'au xviii<sup>e</sup> siècle.

Sans doute que la mathématique, réduite à elle seule, est impuissante à soutenir l'esprit scientifique. Il lui faut le secours des sciences d'observation et d'expérimentation. Mais, pendant l'Antiquité, les sciences de la nature demeurèrent dans l'enfance (1). La physique fut presque inexistante. La chimie demeura engagée dans la magie et ne fut qu'une collection de recettes mystérieuses (2).

La science grecque a eu aussi le malheur de ne pouvoir arriver à se dégager pleinement de la philosophie. L'homme le plus intelligent de l'Antiquité, peut-être de tous les temps, Aristote, n'a jamais eu l'idée de la nécessité d'une pareille distinction. Ce n'est pas que le maître proscrive l'observation et l'expérimentation, conditions préalables à toute science. La plus simple inspection de ses œuvres proteste du contraire, puisqu'elles sont en majorité une série de théories reposant sur un énorme matériel de faits physiques, naturels, politiques, psychologiques rassemblés avec une curiosité et un zèle incomparables. Plusieurs de ses écrits (la *Constitution d'Athènes*, par exemple) sont, comme nous dirions, des « pièces justificatives », et combien d'autres qui nous ont

(1) CIII. — (2) XXXIII, t. I.

échappé : il avait fait recueillir par ses amis et ses élèves plus de 150 constitutions d'État (1). Son système paraît même éminemment propre à susciter la recherche. Tandis que Platon attribue la réalité au monde des idées et professe même qu'il est la seule réalité, Aristote soutient que les idées n'existent que dans les choses. Alors que Platon subordonne les idées à l'idée du bien, ou pour mieux dire les absorbe en cette idée, essence suprême, Aristote maintient la distinction des essences et se refuse à les englober dans l'unité de la substance. Par suite, il demeure nécessaire d'étudier ces essences en elles-mêmes, pour elles-mêmes, non pour y retrouver l'idée du bien, mais pour en saisir, au contraire, les différences spécifiques.

Qu'est-ce que la connaissance ? C'est celle qui porte sur l'essence, et l'essence d'un objet se ramène à quatre éléments qui le déterminent et sont ses causes : 1° la matière (ὕλη) dont il est fait ; 2° la forme (εἶδος) qu'a prise la matière ; 3° le moteur (τὸ κινεῖν) qui a opéré cette transformation ; 4° la fin (τὸ τέλος) réalisée grâce à elle. « C'est le concours des quatre causes qui fait passer la matière de la puissance à l'acte. C'est donc l'ensemble qu'il faut connaître pour posséder la science totale de l'objet. La dialectique ne suffit pas (2). »

Elle suffit si peu que le fondateur de la Logique, après avoir pensé « créer par là un auxiliaire intellectuel de premier ordre, un organon de toute recherche scientifique » (3), n'a jamais recours dans ses innombrables traités aux modes et aux figures du syllogisme. La logique aristotélicienne, dont la malfaisance au moyen âge et jusqu'à Descartes, est bien connue, ne suffit donc pas pour expliquer l'infécondité scientifique de l'œuvre du Stagirite (4).

Ce qui fut infécond, ce furent les spéculations sur l'Être : « la

(1) CLXXVI.

(2) XCIII, 473, 493. — (3) CLXXVI, t. III, 50, — (4) CDXXIII.

distinction de la matière et de la forme, en particulier, était tout à fait impropre à suggérer ou à promouvoir des recherches vraiment scientifiques, susceptibles d'apporter, à la longue, des éléments pour contrôler ou redresser les idées que l'intelligence peut concevoir *a priori* sur l'Univers. La théorie générale *a priori* de la forme et de la qualité est stérile en comparaison de la théorie cartésienne de la quantité et de la théorie leibnizienne de la force. *C'est une erreur de la pensée grecque* ; le néant des débats qu'elle a suscités partout pendant près de deux mille ans le prouve surabondamment (1). »

Toutefois il y aurait injustice et contradiction à rejeter sur la seule influence d'Aristote l'arrêt de la science antique. En dehors des *Dialogues*, qui ont fait la réputation *littéraire* d'Aristote, et nous ne les avons plus, les œuvres du maître ont failli périr et n'ont été répandues dans le public que vers le milieu du 1<sup>er</sup> siècle avant notre ère, grâce à l'édition procurée par Andronikos de Rhodes (2) : à cette époque, il y avait longtemps que la science antique avait perdu toute force créatrice. Réfugiée, concentrée, à Alexandrie, la science grecque n'y déploie aucune originalité ; il y a encore des noms de savants, mais pas d'école.

L'influence d'Aristote, par l'intermédiaire du livre, fut donc chose à longue portée, d'avenir lointain. En outre, concurrence, contrebalancée par d'autres systèmes, elle n'était pas seule à occuper le champ. Les Pyrrhoniens n'attendirent pas le XVIII<sup>e</sup> siècle pour montrer, contre Aristote et son maître Platon, que « toute connaissance est relative, que le vrai absolu n'est pas, que les recherches d'explication logique par les causes ou par les choses invisibles qui se manifestent sous des signes apparents ne reposent que sur des illusions » (3).

(1) Ch.-V. LANGLOIS, dans *Questions d'histoire et d'enseignement*. 80-81 ; CLXXVI, t. III, 94-96 : « Le concept n'a pu conduire à aucune explication du monde. »

(2) CLXXVI, 33-34 ; CCII. — (3) CCCXXXI, 262-263, 255-256.



En dehors des rêveries de Platon sur l'Idée, rêveries dont Aristote n'a pas réussi à s'affranchir en dépit de tous ses efforts, il y a eu sur la matière une théorie saine, scientifique, susceptible de résultats féconds, la théorie atomistique de Démocrite (1).

On ne saurait donc faire retomber sur le seul Aristote la responsabilité de l'arrêt scientifique du monde antique, encore moins déclarer que les tendances étroitement logiques de la pensée grecque ont empêché le développement de la méthode expérimentale, c'est-à-dire la création de la science moderne. Pour se constituer à part des spéculations philosophiques ou théologiques, la science avait besoin d'« un attachement passionné des hommes à la vérité et à la raison » (2), ajoutons d'un attachement désintéressé. Mais l'étude exclusivement scientifique réclame des efforts, une abnégation, qui répugnent de tous temps à l'immense majorité des hommes. Elle réclame aussi l'indépendance, l'appui du pouvoir et de l'opinion publique, des asiles. Sa vie est fragile, sa transmission sans cesse menacée. Or les Grecs, et encore bien plus les Romains, étaient portés à ne voir dans la science que le côté utilitaire. Alors, comme aujourd'hui, les masses ne s'intéressaient qu'aux résultats pratiques. Les hautes parties de la science ne furent jamais l'objet d'un enseignement régulier, autonome, soutenu par l'État. Liées à la vie personnelle d'un très petit nombre de savants, elles furent sans cesse menacées d'extinction, ne purent se répandre et finalement succombèrent.

Enfin la science, aussi bien que la philosophie, subit la terrible concurrence de l'esprit mythique qui offre à moindre prix des solutions plus séduisantes des problèmes de la vie et de la mort. L'abstraction scientifique est incapable d'émouvoir les cœurs et les appétits, comme la religion qui promet

(1) CLXXVI, t. III, 88.

(2) CCCXXXI, 270.

le bonheur, ici-bas ou ailleurs, à l'égoïsme sentimental des hommes. La science et la philosophie, impuissantes à lutter contre le mysticisme, qui procure à l'initié l'union avec l'Être absolu, furent submergées par ce torrent de religiosité venu d'Orient lequel, à partir surtout du 1<sup>er</sup> siècle de notre ère, ne souffre rien en dehors de lui. La philosophie émergera de nouveau à la fin du x<sup>e</sup> siècle. Mais de la science il ne restera qu'un amas de procédés qu'aucune explication méthodique ne viendra vivifier. De l'Antiquité le Moyen Age, du moins chrétien, ne recueillera qu'une collection de recettes, et une collection longtemps très incomplète.

## CHAPITRE X

### CORRUPTION DE L'ESPRIT PUBLIC

Nous avons terminé l'exposé des remèdes dont ont usé les empereurs romains, avant tout Dioclétien et Constantin, pour arrêter la dissolution de l'État et de la Société. Nous les avons vus achever la transformation en pouvoir monarchique de l'*imperium* d'origine républicaine ; essayer du système de la tétrarchie, puis du partage de l'Empire en deux moitiés ; bouleverser l'organisation de l'armée, à la fois pour mater les légions et pour l'adapter aux nouvelles exigences de la tactique ; remanier le système des impôts dans un but d'unification et de simplification, et aussi pour mieux presser la matière contribuable. Nous avons vu Constantin substituer à l'administration par des magistrats le procédé de la *comitiva* dans l'administration centrale et provinciale, c'est-à-dire le gouvernement absolu des « amis » du prince, en même temps qu'il achevait la séparation des fonctions militaires et civiles et donnait la prééminence à celles-ci. Nous avons parlé de ses efforts pour améliorer le droit civil et criminel ainsi que la procédure. Enfin nous avons étudié l'établissement d'un véritable système de castes par l'institution d'une hiérarchie de fonctions et par l'obligation imposée à chaque homme de continuer jusqu'à la fin de sa vie sa profession et de la transmettre à ses enfants. En même temps, par une inspiration d'une hardiesse inouïe, l'empereur, brisant avec les traditions les plus vénérables, transformait la religion de l'Empire.

Rarement société a subi autant de bouleversements que

dans le demi-siècle qui suivit l'avènement de Dioclétien, en 284.

A la grandeur de la tâche se mesure l'étendue du mal. Par des efforts surhumains la chute de l'Empire a pu être retardée en Occident, la décadence enrayée en Orient; mais, d'une façon générale, l'État et la civilisation antique ont continué à s'affaïsser.

Pourquoi? Cette question est une des plus troublantes de l'histoire, et sans doute celle à laquelle il est le plus difficile de répondre. La chute du monde antique « est peut-être le plus intéressant et le plus important problème de l'histoire universelle » (1). C'est « le plus grand problème de l'histoire » (2).

Nous allons tenter, sinon de le résoudre, du moins de le circonscrire.

On a cherché l'explication dans le caractère personnel des chefs de l'État : c'est le procédé le plus simple, celui qui vient immédiatement à l'esprit. Il est exposé avec force dans l'estimable *Histoire des Romains* de V. Duruy : « Dans les États où le prince est tout et les institutions rien, la décadence peut succéder rapidement à la grandeur, car, s'il n'y a pas d'hommes providentiels, il y a des hommes nécessaires. Que Trajan, Hadrien ou Sévère soit au gouvernement, et cent millions de Romains vivent dans la quiétude et la prospérité; que les incapables les remplacent, et le désordre est dans les armées, les Barbares dans les provinces... La civilisation avance par les hommes supérieurs, non par les foules; la nature ne formant plus alors d'hommes de cet ordre, la civilisation recule (3). »

Et dans la conclusion de son grand ouvrage : « Ce destin (l'invasion des Barbares) aurait-il pu être évité? Oui, dans une certaine mesure, si Auguste, Trajan et Hadrien avaient

(1) CCCXXVII, 160.

(2) Jul. BELOCH, *Sybel's Histor. Z.*, t. LXXXIV, 1900.

(3) CXXVIII, t. VI, 392.

eu des héritiers au lieu de successeurs indignes. Mais il y a dans les affaires humaines une force des choses dont les habiles se servent et qui emporte tout quand de vulgaires ambitieux ont remplacé les hommes d'expérience (1). »

Il y a bien des réserves à faire sur cette conception. Elle oublie que le résultat n'est pas en raison directe de l'effort. Pour être impartial, il faut supputer les difficultés que l'homme d'action, chef politique ou chef militaire, doit surmonter. Tel général déploie mille fois plus de talent et d'énergie en faisant exécuter une retraite honorable à des troupes démoralisées qu'en remportant avec une armée bien en main, pourvue d'un matériel perfectionné, une victoire éclatante sur un adversaire inférieur en nombre et en armement. Peut-être Dioclétien, si peu connu faute d'historiens contemporains, a-t-il fait preuve de plus de génie pour ranimer le corps vieillissant de l'État romain qu'Auguste lui-même pour guérir un organisme malade, mais encore plein de jeunesse et de ressources (2).

Mais ces discussions sont fort inutiles, parce que les assertions de Duruy, et de bien d'autres encore, sont erronées ou exagérées.

Le monde romain a vu passer sur le trône une succession de souverains comme l'histoire n'en a plus offert l'équivalent par la suite, et cela précisément depuis l'époque d'arrêt, puis de décadence du monde antique (3) : Marc-Aurèle, Septime-Sévère, Claude II, Aurélien, Probus, Dioclétien, Constantin, Julien, Valentinien, Théodose. Et leurs rivaux malheureux ne sont pas indignes du vainqueur. A défaut de Septime-Sévère, Albinus ou Pescennius Niger, ses émules, eussent été des chefs d'État de premier ordre. Ce qu'a fait Dioclétien, Carus l'eût sans doute accompli. Parmi les trente tyrans du

(1) CXXVIII, t. VII, 544.

(2) E. L. MEYER met l'œuvre de Dioclétien au-dessus de celle d'Auguste (CCCXXVIII).

(3) Il y a déjà un siècle, NAUDET (CCCLI, t. II, ' 86-287) s'en est aperçu.

III<sup>e</sup> siècle, plusieurs ont été des hommes vigoureux. Au IV<sup>e</sup> siècle, Maxence a été déprécié au profit de Constantin, et le « tyran » Maxime eût été un empereur légitime très acceptable.

Parmi ces hommes, plus d'un a fait preuve d'une crnauté impitoyable, tel Valentinien, mais tous ont montré une énergie incomparable. Hommes d'État, législateurs, guerriers, ils courent de la Bretagne au Rhin, du Rhin au Danube, du Danube à l'Euphrate pour défendre le monde romain et la civilisation contre les Barbares germaniques ou sarmates ou contre les Parthes, puis contre les Perses. Tous savent que leurs jours sont constamment menacés : les amis d'hier sont les rivaux de demain ; ils savent que les troupes qui leur ont imposé la pourpre les égorgeront pour un simple caprice. Et ils s'abandonnent sans frayeur à leur destinée tragique de surhommes. Car si jamais il y a eu des surhommes, c'est bien chez les empereurs romains du II<sup>e</sup> au IV<sup>e</sup> siècle qu'il faut les chercher. Comparez-les à nos rois du moyen âge et vous serez saisis de la grandeur de ces empereurs. Combien pâles, falotes, en comparaison nous apparaissent les physionomies de nos Mérovingiens ou de la plupart des Capétiens (1) !

Mais si les chefs d'État, abstraction faite de leur moralité personnelle, ont été vigoureux et actifs, leurs serviteurs donnent le spectacle d'une dégradation et d'une corruption effrayantes.

La réforme du système des impôts n'avait en soi rien que de louable. Les vieux procédés coutumiers de la République et du Haut-Empire avantageaient l'Italie et certaines provinces aux dépens des autres. Malheureusement, dans l'application les abus les plus déplorables se produisirent. L'établissement de la matrice cadastrale et la perception de l'impôt

(1) C'est sans doute parce qu'ils sentaient cette grandeur de la destinée des empereurs romains que nos ancêtres, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, s'attachaient à l'histoire de ces temps. C'est pour cela qu'ils avaient tant de peine à s'intéresser à l'histoire du moyen âge, qui leur paraissait ennuyeuse et chétive, en comparaison de l'histoire romaine, même au Bas-Empire.

foncier donnent lieu à des scènes hideuses : Lactance (*De mort. persecut.*, c. 23) nous décrit les recenseurs convoquant sur les places publiques les gens de la ville et de la campagne et appliquant la torture, faisant déposer enfants contre parents, femmes contre maris, serviteurs contre maîtres ; leur arrachant des déclarations exagérées à force de coups et les surestimant encore ; couchant sur le rôle enfants et vieillards.

Il faut dire que les contribuables étaient singulièrement récalcitrants : l'Égyptien se faisait un point d'honneur de ne payer qu'après avoir été roué de coups (selon Ammien Marcellin).

La perception du chrysargyre provoquait des scènes non moins épouvantables (1). Libanius (*Contr. Florent.*, p. 427) nous dit : « Impôt d'or et d'argent, impôt insupportable qui fait frissonner tout le monde quand la cinquième année approche... Tandis que les négociants peuvent s'indemniser des spéculations, ceux à qui le travail de leurs mains fournit à peine de quoi vivre sont écrasés sous le fardeau. Le dernier des savetiers ne peut l'éviter. J'en ai vu qui, levant les mains au ciel et tenant leur tranchet, juraient qu'ils ne payeraient rien autre au monde. Mais leurs protestations ne ralentissaient pas l'avidité des cruels qui les poursuivaient de leurs cris menaçants et qui semblaient tout prêts de les dévorer. C'est le temps où la servitude se multiplie, où les pères aliènent la liberté de leurs enfants, non pas pour s'enrichir du prix de cette vente, mais pour le remettre à leurs persécuteurs. »

Et Zosime d'écrire : « Constantin imposa un tribut d'or et d'argent à tous ceux qui faisaient le commerce dans le monde et même aux plus petits marchands des villes ; les misérables courtisanes n'étaient pas exemptes de l'impôt. Au retour de la quatrième année, à l'approche du terme fatal, on voyait

(1) CCCXLIV, t. X, 297.

toutes les villes dans les larmes et la douleur. Quand l'époque était venue, les fouets et la torture étaient employés contre ceux dont l'extrême pauvreté ne pouvait suffire à cette taxe injuste. Les mères vendaient leurs enfants, les pères prostituaient leurs filles, forcés de se procurer par ce déplorable trafic l'argent que venaient leur arracher les exacteurs du chrysargyre (1). »

A la dureté de la perception s'ajoutaient les fraudes dans la confection des rôles et la répartition des *juga*, des cotes. Les *tabularii* des cités, auxquels était confiée la matrice cadastrale, dégrevaient les riches pour rejeter le fardeau sur les pauvres. Le percepteur (*exactor*), le caissier (*susceptor*), refusaient de tenir pour valable la quittance du contribuable en règle. Ils rognaien<sup>t</sup> le numéraire versé à l'Etat. Les curiales exigeaient des gens de la campagne des prestations en nature et des corvées exagérées ou indues. Pressurés par les comtes et les gouverneurs, battus par les sénateurs, les curiales, à leur tour, opprimaient les pauvres diables : *tot curiales, tot tyranni*, dit Salvien (2).

Il fallut en 364 instituer des *defensores civitatis* dont la principale mission fut de prévenir les abus de la fiscalité. De même que les décurions furent exemptés de pénétrer sur les terres des puissants pour lever l'impôt foncier, en 383, le *defensor* fut chargé de l'*exactio* sur les terres des *minores possessoros* (3).

Il est probable que ce qui parvenait jusqu'aux caisses de l'Etat ne représentait qu'une partie des espèces en nature ou numéraire perçues sur les contribuables. Les collecteurs en faisaient leur proie personnelle. Ajoutons à ces maux l'abus des immunités personnelles (4) ou de classe, ou collectives, au point que Lactance a pu dire, non sans une évidente exa-

(1) CCCLI, t. II, 21. — (2) DI, t. III, 284, 531.

(3) CVII, 287, 291 CCLXXXVI, 103.

(4) CVII, 83; CXXVIII, t. VII, 185, 211.



gération : « Ceux qui vivent de l'impôt sont plus nombreux que ceux qui les payent. »

A la dureté, à l'improbité s'ajoute la vénalité, la concussion. Tout le monde vole. A l'armée, les comptables volent sur la solde ; les naviculaires, chargés du service de l'annone, volent sur le blé ; eux-mêmes sont exploités par les préposés aux ports. Les recruteurs acceptent comme conscrits le rebut des colons. L'administration de la poste exploite les voyageurs. Les employés (*officiales*) trafiquent des audiences judiciaires : « Arrière, mains rapaces des officiers publics, arrière, dis-je ; si, prévenues, elles ne se retirent pas, qu'elles soient coupées » (loi de 388). Bienheureux quand le tout-puissant *judex* (gouverneur) n'est pas complice (1).

Abus du pourboire, du cadeau. « Le nouveau venu dans un bureau (cohorte) doit un cadeau » ; le nouveau venu dans le corps des *domestici* paye cinquante sous d'or. Sous prétexte de droit d'entrée, de droit de bienvenue, on en arrive à vendre et à acheter des « charges » effectives ou honorifiques : il s'établit une sorte de tarif (*suffragium*), et l'abus est tellement invétéré que les empereurs, après avoir inutilement tenté de l'extirper, le consolident en en profitant. A partir de Constance, ils réclament à ceux auxquels ils ont conféré des faveurs *auri argenteque collationes*, et Justinien exigera qu'on remette cinquante pièces d'or « à la très pieuse impératrice ». Au <sup>vi</sup> siècle, Synesius pourra dire à un souverain : « Tout s'achète. »

Il est une plaie encore plus terrible, la délation (2). Ce n'est pas que les empereurs n'aient tenté d'y mettre fin. Constantin écrit en 313 : « Il faut arrêter le plus grand fléau du genre humain, l'exécrable race des délateurs. Il faut l'étouffer en ses premiers efforts et arracher à l'envie sa langue pernicieuse. Que les juges ne reçoivent point les dépositions

(1) *DI*, t. III, 285. — (2) *CCCLY*, t. II, 237, 241.

calomnieuses des délateurs; qu'on les livre au supplice dès qu'il s'en présentera. » En 335, il réitère ses plaintes : on ne cesse de dénoncer. Les prescriptions qui attribuent au dénonciateur une partie de la dépouille des victimes étaient tombées en désuétude, mais la courtisanerie des puissants suppléait au zèle de ces coquins. Même les courtisans enrichis n'étaient jamais repus. Constance, en 338, casse les rescrits de son père tout en maintenant l'interdiction des délations secrètes.

Le résultat, le voici : « Des preuves manifestes ont montré que Constantin le premier excita l'avidité de ses proches. Constance les engraisa du sang et de la moelle des provinces » (Ammien Marcellin, XVI, 8; cf. Julien, Zosime). Et le même Ammien Marcellin porte témoignage des atrocités auxquelles les particuliers, même les plus humbles, étaient soumis sur la plus légère, même la plus ridicule imputation de conspiration de lèse-majesté, de magie. Le mal datait de loin, de Tibère, et il n'avait jamais pu être extirpé et ne le sera jamais : il tenait à la nature même du pouvoir impérial.

Des « fonctionnaires » et de la Cour passons aux sujets.

La seule partie de la population dont le pouvoir se préoccupe vraiment, c'est la plèbe des grandes villes, parce que seule elle paraît redoutable. Le « peuple romain », en fait, a disparu. Dès la fin de la République, le Latium est vide d'habitants. Il faut dire que ce résultat était fatal. Le Latium n'était pas destiné par la nature à nourrir une forte population. Quand cette contrée surpeuplée eut fait la conquête de l'Italie, puis du monde méditerranéen, il était inévitable que la population délaissât ce territoire de médiocre fertilité pour des contrées plus favorisées. Les Romains se répandirent, au <sup>II</sup><sup>e</sup> et au <sup>I</sup><sup>er</sup> siècle avant notre ère, dans toute l'Italie, en Espagne, en Gaule, jusqu'en Orient, et le berceau resta vide. L'Hellade, après les conquêtes macédoniennes, avait déjà présenté le même phénomène, l'Espagne le répétera au <sup>XVI</sup><sup>e</sup> siècle.

La population reflue sur la « Ville », dont les environs sont

à demi déserts dès l'Empire. Dans la ville, que faire ? Pas de grande industrie. On vit de petits métiers, de petit commerce, et assez difficilement, à cause de la concurrence du travail servile. La plèbe vit surtout d'aumônes, aumônes de l'État (distributions publiques), sportules des particuliers, des riches familles qui habitent les 2500 palais (*domus*) de Rome. Le « peuple romain » est écarté de l'armée depuis Auguste et Vespasien (sauf pour les cohortes prétoriennes), dépourvu de droits politiques depuis que, en l'an 14, Tibère a transféré le droit d'élection au Sénat. Les comices (par tribus) subsistèrent théoriquement ; les lois proposées au Champ de Mars étaient acclamées par quelques figurants ; puis cette comédie cessa, on ne sait trop à quelle époque.

Inoccupée ou presque, cette population romaine pouvait être dangereuse, travaillée par des intrigants. La distraire est une nécessité politique primordiale : aussi, avec les distributions gratuites, les « jeux » constituent un des services publics les plus importants de l'État. Le nombre des jours fériés ne cesse de s'accroître. Il est porté de 65 sous la République, à 135 sous Marc-Aurèle, puis à 175 jours. A partir de cette époque, on peut dire que la population passe sa vie au théâtre, à l'amphithéâtre, au cirque. « Le cirque est son temple, dit Ammien Marcellin (XXVIII, 4) à propos de la population de Rome. Le reste du temps on ne vivait plus que du souvenir des fêtes passées ou de l'espoir des fêtes prochaines. »

Au v<sup>e</sup> siècle, plus tard encore, c'est au cirque, à l'amphithéâtre, que les Barbares surprennent la population (Trèves, Antioche). Pour se la concilier, les rois ennemis feront célébrer les jeux ; ils se continueront à Rome sous les Goths. Totila, reprenant Rome en 549, donnera des jeux ; le roi perse Chosroës assiste aux jeux après la prise d'Antioche.

Quelques souverains (Marc-Aurèle, Julien) eurent, dit-on, l'idée de les abolir. Projet tout à fait chimérique. Toutes les

tentatives pour restreindre leur nombre ou leur importance échouèrent. Gratien rétablit en Afrique les combats d'athlètes en déclarant qu'« il ne faut pas restreindre les amusements publics : on doit, au contraire, pousser le peuple à manifester sa joie, puisqu'il est heureux » (*Cod. Théod.*, XV, 7, 3). — Arcadius rétablit les fêtes de mai (*Maiuma*) en protestant qu'il n'est pas ennemi des jeux et des spectacles. « Il ne veut pas, en les abolissant, jeter l'Empire dans la tristesse » (*C. Th.*, XV, 6, 2).

L'empereur est tenu d'y assister et de ne point faire le dégoûté. Autrement, la populace témoigne son mécontentement (1). C'est pour gagner la popularité que Commode descend dans l'arène.

Il faut dire que c'est seulement aux jeux, surtout à ceux du cirque, que le contact s'établissait entre le maître et le peuple. Là les rapports étaient directs, brutaux ; louangeur ou agressif, le dialogue s'engageait. Le peuple se montrait exigeant, capricieux. « En somme, c'étaient les deux maîtres de l'Empire (en face l'un de l'autre), et pour la tranquillité de l'un et la satisfaction de l'autre, le reste avait été mis dans la servitude (2). »

Les jeux, par leur multiplication, entretenaient la population des villes et même celle des campagnes, car les théâtres et amphithéâtres sont pour le *pagus* et non uniquement pour la ville, dans une fainéantise incurable. Mais leur pire bienfaisance venait peut-être de leur nature. Ils provoquaient et développaient le goût de la cruauté et de la luxure. Les exhibitions d'animaux et de peuples exotiques étaient relativement innocentes ; elles tenaient la place de nos jardins zoologiques. Mais le peuple se délectait surtout aux combats sanglants, non seu-

(1) De même en Espagne, aux *xvii<sup>e</sup>* et *xviii<sup>e</sup>* siècles, les souverains assistent aux courses de taureaux, et les ambassadeurs sont hués si leur visage trahit l'ennui ou le dégoût.

(2) **XLIX**, t. I, 440; voy. aussi **CVII**, 124.

lement de bêtes contre bêtes, mais d'hommes contre hommes (gladiateurs), ou d'hommes contre bêtes. On y employait des condamnés de droit commun, des prisonniers barbares. Faute de condamnés, la populace réclamait qu'on saisis les chrétiens pour les livrer aux bêtes et les magistrats obéissaient en tremblant. Les panégyristes célèbrent comme un haut fait que Constantin, ayant capturé des chefs francs, les jette aux bêtes pour amuser le peuple de Trèves.

Les candidats aux « honneurs » cherchent partout bêtes curieuses, bêtes féroces, gladiateurs, prisonniers. En 392, Symmaque, préfet de Rome, eut un gros chagrin. Son jeune fils ayant été désigné pour la questure, Symmaque, en bon père, se chargea à sa place du soin des fêtes et des dépenses qu'entraînait obligatoirement cette dignité. Le « numéro » sensationnel devait être un combat de vingt-neuf prisonniers saxons ; mais le jour même de la fête, ceux-ci, sans se soucier du désappointement du peuple, sans réfléchir qu'ils allaient faire crouler la popularité du jeune questeur, s'étranglèrent de leurs mains « impies ». Le père se résigna « en invoquant Socrate et la philosophie » (1).

Au théâtre même, le public n'est pas content si, dans la représentation, la fiction ne fait pas place à la réalité sanglante. Il ne supporte la tragédie d'*Hercule au Mont Oeta* que si, à la fin, le héros est réellement brûlé. Le mime Laureolus est mis en croix, non pour rire, mais effectivement (2). Aux jeux sanglants succèdent les pantomimes obscènes. Il s'y joint les fêtes orgiaques de la *Maiuma*, au mois de mai, fêtes qu'un empereur essaya vainement de supprimer.

Tous les écrivains, de Sénèque à Libanius et à saint Augustin, témoignent de l'attrait terrible, quasi irrésistible, qu'exerçaient ces spectacles sanglants ou voluptueux. Bien peu parmi les Anciens ont eu l'intuition de l'effroyable danger que font

(1) DI, t. III, 423, 544. — (2) XLIX, t. I, 472.

courir à la société ces aberrations psychiques. Seul, presque seul, Sénèque a compris, pour l'avoir vu, que ces jeux provoquaient la cruauté et, en même temps, la lâcheté chez le peuple. Il peut paraître extravagant qu'un État ait cultivé pendant de nombreux siècles une névrose aussi pernicieuse. Mais sans doute s'étonnera-t-on un jour que notre civilisation tolère l'alcoolisme, sans parler de spectacles et d'exhibitions non moins délétères que les jeux des Anciens.

L'Église eut une peine infinie, non pas à extirper les jeux, elle ne put y parvenir, — du moins à les adoucir. Les combats de gladiateurs semblent avoir disparu sous Théodose en Orient, sous Honorius en Occident (1). Le moine Télémaque, se jetant dans l'arène pour séparer des gladiateurs, fut lapidé par le peuple : l'empereur aurait profité du scandale pour mettre fin au fléau. Constantin, en 325, avait déjà voulu abolir les luttes des condamnés contre les bêtes féroces, mais il n'est pas sûr qu'il ait été obéi. Au vi<sup>e</sup> siècle, il ne subsiste plus que les courses de chars et les exhibitions, tout au plus les combats d'animaux contre animaux. En Occident, seule la ruine publique y mit fin au cours de la seconde moitié du vi<sup>e</sup> siècle.

Le régime impérial a réussi, au moins en Occident, à contenir et à contenter les villes. Il semble qu'il ait été conforme aux aspirations du citadin des classes inférieures et moyennes du monde méditerranéen. Il lui donne autant et plus qu'aucun régime antérieur ; c'est vraiment l'État-providence. Grâce à lui, moyennant un travail très modéré ou nul, on vit et on s'amuse. Si l'on n'a aucun droit politique, on peut censurer, railler et, au théâtre, crier. Familiarité et insolence font bon ménage avec le despotisme chez les populations méridionales. Pour la plèbe urbaine, l'Empire romain paraît bien avoir été l'âge d'or. Il allait dans le sens des aspirations des Anciens, pour qui « la Cité était un groupement d'intérêts autant

(1) K. SCHEIDER, dans CCCXCVII, t. III, supplément, col. 780-784; cf. V. CHAPOT, dans *Bull. Soc. antiquaires de France*, 1922, 130.

qu'une association morale ; chacun réclamait sa part d'avantages palpables » (1). Et Rome n'a jamais pu ou voulu briser le moule de la « cité » (2).

Le revers du système, c'est l'effrayante atonie de la population. La monarchie du Bas-Empire se dresse sur « une masse morte » (3). La plèbe des campagnes est systématiquement réduite au rôle de cheptel humain. La plèbe des villes, repue, insouciant, ne s'intéresse vraiment à rien qu'à ses plaisirs, puis aux controverses religieuses quand elle sera devenue chrétienne. Les plus grands événements politiques passent comme des nuages, sombres ou dorés, au-dessus de la tête du peuple. Celui-ci assistera avec indifférence à la ruine même de l'Empire et à l'arrivée des Barbares. C'est un corps usé dont les fibres ne réagissent plus à aucune excitation. Il se laissera au besoin massacrer par un ennemi très peu nombreux et, au fond, point redoutable, sans avoir même le sursaut de l'animal qui défend sa vie.

Au sujet des classes supérieures de la société, il est très difficile de se faire une opinion. On a longtemps déclamé sur la corruption des hautes classes et on a divagué. Puis une réaction s'est produite. Des historiens moralistes se sont demandé si la société païenne du IV<sup>e</sup> siècle était aussi mauvaise qu'on a prétendu. Gaston Boissier n'a pas de peine à montrer tout ce que les imputations d'Ammien Marcellin, de saint Jérôme, plus tard de Salvien, renferment de vague, de déclamatoire, de conventuel ; ce sont des lieux communs qui valent pour tous les temps et tous les pays. Les quelques débris de correspondance nous révèlent de grands seigneurs humains, préoccupés d'élever leurs enfants, d'aider leurs amis ; ils semblent bons époux. L'impression n'est pas moins favorable que celle

(1) CLXXXIX, 148 : Alfred CROISSET, *Démocratie antique*.

(2) LI, 171 ; CCCXXXII, t. I, 257. II, 24 : DIII, t. II, 7.

(3) Expression d'Eduard MEYER, CCCXXVIII ; cf. CDXLVII, t. II, 1, 305, n. 2

qui se dégage de la lecture de Pline le Jeune pour la société des Trajans et des Antonins. Symmaque s'imagine vivre dans un « siècle ami de la vertu »; il est vrai que c'est un imbécile.

Étudiant la société aristocratique du siècle suivant, Fustel de Coulanges prononce une sentence favorable : « Rien ne nous offre le tableau d'une société foncièrement corrompue... on estimait fort la vie de famille... L'un des traits saillants de cette société était son goût pour les travaux et les jouissances de l'esprit; jamais l'instruction littéraire ne fut appréciée plus haut... » (1). Seulement ses preuves sont parfois d'une étrange naïveté : « les inscriptions signalent sans cesse, et dans un langage simple et franc, la piété filiale, les habitudes de la vie de famille, le mariage respecté, l'affection des serviteurs pour leurs maîtres et la sollicitude des maîtres pour leurs serviteurs. Une cité veut-elle faire l'éloge d'un de ses membres, elle rappelle dans une inscription « sa gravité et l'honnêteté de ses mœurs ». Fustel de Coulanges ajoute, il est vrai : « Cela ne saurait prouver que ces vertus fussent toujours pratiquées, mais cela prouve au moins qu'elles étaient universellement appréciées. » Soit ! Mais des esprits taquins pourraient lui objecter qu'on apprécie surtout les biens qu'on ne possède pas.

Le même a diagnostiqué la vraie cause du mal public : « Ce n'était pas la corruption des mœurs, c'était l'amollissement de la volonté et, pour ainsi dire, l'énervement du caractère... La vertu qui manque le plus, c'est la force... Tandis que les classes inférieures manquent d'énergie à cause de leur dépendance même, la classe supérieure en manquait tout autant malgré sa supériorité (2). » Il incrimine son indifférence au bien public, son défaut de caractère, son peu de goût pour le métier des armes. Il rejette sur elle, semble-t-il, la responsabilité de la ruine de l'Empire. Ses reproches ne vont

(1) CL, 211. — (2) CL, 217, 224.



pas sans injustice, car c'est le pouvoir lui-même qui a fermé l'armée à cette classe sociale, et sa trop réelle passivité est l'effet même du despotisme.

Se déprenant des charges publiques, l'aristocratie s'attache plus passionnément que jamais à la terre, désormais seule source de la richesse. Elle se réfugie sur ses immenses domaines et y mène une vie facile, autant que possible à l'abri des séductions, des menaces aussi, du pouvoir public. En apparence, elle est aussi soumise que jamais, courbée sous le joug du prince. En réalité, elle attire à elle sourdement, presque inconsciemment, en vertu de sa puissance économique, tout ce qui subsiste de vie dans la société.

## RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS DE LA PREMIÈRE PARTIE

L'Empire romain a failli périr dans la grande crise qui s'étend de 235 à 268. Finalement, les Barbares ont été repoussés par les empereurs illyriens, Claude II, Aurélien, Probus, et l'unité politique a été reconstituée. Néanmoins la situation demeure précaire. Les transformations nécessaires sont opérées par deux personnalités de premier ordre, Dioclétien, Constantin. On a voulu voir en eux des idéalistes, des chimériques, des rêveurs. L'erreur est surprenante; ce sont des esprits pratiques, le premier surtout. Ils commencent par faire la part du feu. Il est visible qu'un seul homme ne peut plus gouverner de l'Euphrate à l'Océan, du Sahara à la Calédonie, deux mondes incapables de se fondre, le monde hellénique et le monde latin. Pour prévenir toute révolte d'un compétiteur, Dioclétien le choisit et tente de s'en faire un collègue et un ami. L'unité, au moins idéale, de l'Empire est ainsi maintenue. Constantin rend définitive la séparation des deux mondes en transformant Byzance agrandie en une nouvelle Rome (330). Grâce à sa situation, celle-ci pourra être sauvée de l'invasion; sans cette idée géniale, la civilisation hellénique aurait disparu et, comme pour la Chaldée, elle ne nous serait connue que par des débris informes.

Une maladie religieuse minait la société romaine, le christianisme. Dioclétien en était resté au vieux concept que la violence pouvait anéantir la secte. Constantin, dans un transport de démente apparent ou réel, y voit une force à utiliser

pour le service de l'État romain. En Orient, l'Église orthodoxe, la culture hellénique, l'État arriveront à se fondre si bien qu'entrer dans le sein de l'Église ce sera par là même devenir un « Romain » de langue grecque, du moins pendant quelques siècles.

Le christianisme capté, les empereurs tendent tous les ressorts de la machine fiscale. Pour lutter contre les Barbares, pour les acheter aussi, pour maintenir debout l'édifice grandiose de l'Empire, il faut des ressources considérables.

Mais le monde méditerranéen a subi une très grave perturbation économique. Il est ruiné et en pleine régression au moment où les besoins de l'État sont plus pressants que jamais. Une fiscalité impitoyable en arrive à instituer un véritable régime de castes. Le paysan est désormais fixé au sol : ce n'est pas l'unique cause du servage de la glèbe dont les origines plongent dans un passé lointain, mais l'extension de ce régime à des travailleurs libres est une des caractéristiques du Bas-Empire. Obligé de s'affilier à un *collegium*, l'artisan est lié à son métier, le négociant à sa profession. Que dire des ouvriers des mines et des manufactures impériales marqués au fer rouge? Ils ne peuvent s'enfuir et leur condition est héréditaire. Les classes moyennes ne sont pas moins « administrées ». Les curiales forment un *consortium* responsable de l'impôt et de la mise en culture des terres; toutes les portes sont fermées par où ils pourraient s'échapper de la curie.

Le résultat fut le suivant : le pouvoir brisa toute résistance, mais aussi toute indépendance; il acheva de transformer la population en un troupeau de « raïas », à la turque.

Cependant nous ne sommes pas en présence d'un despotisme purement égoïste. Et pas davantage en présence d'un système longuement mûri, savant, systématique. Ce n'est pas de propos délibéré que les empereurs ont centralisé, unifié, uniformisé. Une nécessité inéluctable, aveugle, irrésistible, les obligeait à tout broyer pour que l'Empire pût continuer à subsister.

Ces empereurs ont eu des préoccupations humanitaires dont leur législation offre des témoignages nombreux, répétés, trop répétés pour que leur décisions aient été efficaces. Ils ont voulu protéger les classes moyennes et inférieures des villes et ont institué des *defensores civitatis*. Les *collegia* de marchands et d'artisans ont joui de privilèges ; on leur a laissé faire leurs règlements eux-mêmes et ils n'ont pas été tracassés dans leur vie intérieure.

Les empereurs ont voulu laisser monter jusqu'à eux les plaintes de leurs sujets. Ils ont voulu mettre un frein à l'absolutisme de leurs fonctionnaires. De là des créations, stériles au fond, mais significatives, comme celles des assemblées provinciales, dont l'une, celle des Gaules, subsistera jusqu'à la fin de l'Empire d'Occident. Enfin, des mesures individuelles, telles que remises d'impôts, punitions de hauts personnages coupables de prévarication ou de tyrannie, n'ont pas été rares.

Malgré tout, l'État échoue dans son rôle de protecteur. Il est desservi, trahi par ses propres agents. Ceux-ci, les hauts fonctionnaires ou, pour dire plus exactement, les « magistrats », les « juges », appartiennent à la classe des grands propriétaires fonciers. Ils en partagent les idées, les mœurs, les intérêts. Cette aristocratie sert mal le gouvernement, tout en tremblant devant lui. Elle lui résiste sourdement, moins par haine ou par esprit d'opposition que par égoïsme. Écartée de l'armée, confinée dans des fonctions honorifiques, soupçonnée et surveillée, la classe dirigeante perd toute spontanéité, toute initiative et, chez elle aussi, le caractère tombe très bas.

La cause fondamentale de la décadence, puis de la décomposition de l'Empire romain, nous paraît être la suivante :

L'Empire était devenu une machinerie trop vaste, trop savante, trop compliquée ; le monde méditerranéen, en état de régression économique depuis le III<sup>e</sup> siècle, n'en pouvait plus soutenir le poids. Il se scinde en deux, *pars Orientalis*, *pars Occidentis*, dès la fin de ce siècle. Pour l'exercice même de son

pouvoir, l'État est dans la nécessité de rétrécir son champ d'action. Cette même nécessité obligera bientôt l'Occident à se casser en États à demi romains, à demi barbares. Ceux-ci, à leur tour, se subdiviseront et l'émiettement territorial ira croissant sans cesse pendant de longs siècles, jusqu'au xii<sup>e</sup> siècle. Ce rétrécissement de l'action politique s'accompagne de rétrécissement de l'esprit public : il ira jusqu'à l'anéantissement de l'idée d'intérêt général, jusqu'à la disparation de la notion d'État à l'époque barbare.

Ainsi, sous une apparence encore majestueuse, l'Empire romain, à la fin du iv<sup>e</sup> siècle, n'était plus qu'une écorce vide. Il était incapable de résister à une grande secousse. Et bientôt il va subir un nouvel et terrible assaut de la Barbarie. L'Orient s'en tirera vaille que vaille. L'Occident volera en pièces.

Il est une chose plus profonde, plus stable que les formes politiques, toujours éphémères, c'est ce qu'on appelle la civilisation. Dans ses parties les plus hautes, les lettres, les arts, la philosophie, la religion, les transformations ne sont pas moins saisissantes que dans le domaine politique. Les vieilles et naïves divinités naturistes, helléniques et latines, cèdent la place aux « superstitions » orientales, judaïsme, christianisme, mithracisme, manichéisme, etc., venues d'Égypte, de Syrie, de Perse. Ces étrangères bouleversent l'éthique, transforment la psychologie de l'homme antique. Son art et sa littérature subissent le contre-coup de ces grands changements. Le culte stérilisant des grands modèles, certains défauts inhérents à l'esprit classique, rendaient presque impossible un renouvellement de l'esthétique. Le triomphe du Christianisme, bientôt celui de l'Islam, détacheront les âmes des formes anciennes de la beauté. Avant même qu'elle soit condamnée par la religion, la plastique succombera, victime d'une révolution du goût issue de l'Orient : la ligne est sacrifiée à la couleur, la noblesse du style à la fantaisie, à la chimère. Les lettres anciennes sont condamnées par l'Église. Toutes païennes, elles

cessent d'être comprises et d'être aimées. Malheureusement la double littérature chrétienne, grecque et latine, qui entend se substituer à elles, croit y réussir en se coulant dans le même moule. Mais à des penses et à des sentiments nouveaux il faut une forme nouvelle. Les lettres chrétiennes, au point de vue artistique, sont mort-nées. La science et la philosophie succombent sous la concurrence de la mystique orientale qui opère une véritable transmutation des valeurs.

La transformation n'est pas moins prodigieuse que si le dormeur éveillé voyait briller d'autres astres au-dessus de sa tête.









## DEUXIÈME PARTIE

### LA DÉBACLE

---

#### CHAPITRE PREMIER

#### ROME ET LES BARBARES DANS LA SECONDE MOITIÉ DU IV<sup>e</sup> SIÈCLE (350 à 395) (1)

L'Empire romain, en dépit de la régression économique, de l'imperfection politique de sa constitution, enfin de la décadence générale qui se manifeste dans les mœurs, les lettres, les sciences et les arts, aurait peut-être pu continuer à vivre d'une vie diminuée, à l'exemple de bien d'autres empires qui ont traîné leur existence au cours de longs siècles, si la lutte contre les Barbares n'avait dominé la vie de l'État à partir du milieu du II<sup>e</sup> siècle de notre ère.

Passé le règne de Trajan, les conquêtes cessent. Sous les règnes pacifiques d'Hadrien et d'Antonin, l'offensive est arrêtée. A partir de Marc-Aurèle, elle fait place à une défensive épuisante. Depuis lors, c'est une lutte incessante contre le danger mystérieux qui vient surtout du Nord et de l'Est, les Barbares.

Ces Barbares appartiennent à toutes les races, Germains,

(1) Sur les sources, **CCLXXXVII**.

Iraniens (Sarmates, Iazyges), Scots et Pictes dans les îles Britanniques, plus tard, Slaves, en Europe; en Afrique, Maures et Nubiens. En Asie, l'Iran (les Perses) représente une culture rivale de la civilisation gréco-latine et non une barbarie.

De tous ces peuples, ceux qui ont porté les coups les plus rudes à l'Empire et qui ont recueilli sa succession, du moins en Occident, ce sont les Germains.

On a vu que les empereurs de la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle, Claude, Aurélien, Probus, avaient réussi, comme par miracle, à arrêter les Germains et même à rejeter dans les steppes du sud-est de l'Europe les plus redoutables de ceux-ci, les Goths, des nouveaux venus sortis de Scandinavie vers la fin du II<sup>e</sup> siècle. Ces grands hommes rendirent à l'Italie, à la Gaule, à la civilisation le même service que Marius et César. Quelle nuit profonde fût tombée sur le monde si la barbarie se fût rendue maîtresse de l'Occident deux ou trois siècles plus tôt ! Grâce à la barrière élevée par eux entre elle et la *Romania*, la culture antique a pu vieillir doucement, se transformer partiellement, transmettre aux nouvelles générations, aux Barbares eux-mêmes, quelques parcelles de civilisation.

Néanmoins le péril n'était pas conjuré. La Barbarie déferlait constamment sur la frêle barrière qui la séparait de l'Empire. La lutte, qui avait tourné à l'avantage de Rome sous Dioclétien et Constantin, devait fatalement reprendre un jour ou l'autre avec violence.

## I

### LA LUTTE CONTRE LES BARBARES APRÈS CONSTANTIN.

(350-375.)

#### a. *En Occident* (1).

La situation n'est redevenue critique qu'à la suite de la lutte entre Constance et l'usurpateur Magnence, lutte qui dura

(1) CDXLIII et CDXLIV; LXXIII, t. I, 183. CCCI: CCCLXXIX.

de 350 à 353. Les frontières étant dégarnies, Francs et Alamans passent le Rhin et pénètrent en Gaule. Les premiers s'installent sur le cours inférieur du Rhin, à Cologne, dans l'île de Betuwe, les seconds sur le cours supérieur et moyen du fleuve. C'est contre ces derniers qu'il fallut d'abord guerroyer. Aussitôt délivré de Magnence, l'empereur Constance combat (354-355) contre les Alamans près de Bâle et du lac de Constance ; puis il passe le commandement à Julien César. Les Alamans étaient maîtres à ce moment de tout le nord-est de la Gaule, jusqu'à Autun. Julien réussit en deux campagnes à la nettoyer. L'épisode le plus célèbre est la bataille de Strasbourg, où, avec 13 000 hommes, il battit sept rois alamans à la tête de 35 000 guerriers (été de 357) (1). Quant aux Francs, une partie (Chamaves) fut refoulée au delà du Rhin, une autre (Saliens) admise en Toxandrie (nord du Brabant), sous l'autorité de l'Empire. La ligne du bas Rhin fut fortifiée (à Bingen, Andernach, Bonn, Neuss) (2).

Mais le départ de Julien pour l'Orient et sa mort en Mésopotamie (363) laissèrent le champ libre aux Barbares. Pendant dix ans, Valentinien dut défendre la Gaule, la Bretagne, les régions danubiennes contre les Alamans, les Francs, les Saxons, sans compter la Bretagne contre les Scots, les Pictes, les Attacotti. Il réussit, en partie, par de dures campagnes poussées jusqu'au Rhin et au delà, par la diplomatie, en tournant de nouveaux venus, les Burgondes, sortis de Scandinavie et récemment arrivés sur le Main, contre les Alamans. Il ne quitta la Gaule qu'au printemps de 375 pour courir défendre les provinces danubiennes contre les Sarmates, peuplade iranienne, et les Quades (Souabes). Il mourut, dit-on, dans un accès de colère, le 17 novembre 375, en recevant à Bregetio, près Komorn (à mi-chemin entre Vienne et Budapest), une ambassade de Quades venant offrir leur soumission (3).

Tenaces, rudes à dompter étaient, en Afrique, les Maures, insuffisamment romanisés, de la Maurétanie césarienne. Théodose, père du futur empereur de ce nom, réussit cependant à soumettre Firmus (374).

### b. *En Orient.*

Rien n'y bouge jusqu'en 332. En cette année, il se produit un mouvement sur le Danube (Sarmates, Taïfales et Terwings, ceux-ci un rameau des Goths). Les Terwings, battus par Constantin, font leur soumission. On les prend comme fédérés (1) avec mission de défendre les abords de l'Empire. Ils s'acquittent de ce devoir pendant trente-cinq ans et se civilisent quelque peu. On place dans cette période de paix l'introduction des runes, écriture cryptique de l'Antiquité, qui des Goths passera aux Scandinaves. Le christianisme est prêché chez les Goths et les Vandales par Ulfilas, Goth lui-même, évêque des chrétiens goths en 341. Il traduit les Évangiles en langue gothique. Malheureusement Ulfilas est arien et cela aura des conséquences très graves : ces barbares chrétiens seront séparés des populations romaines par l'hérésie, et la fusion des races sera retardée.

Les hostilités reprennent en 367. L'agresseur, cette fois, est le Romain Valens, frère et collègue de Valentinien ; furieux que les Goths eussent fourni (deux ans auparavant) des troupes à un prétendant à l'Empire, Procope, parent de Julien, il passe le Danube. Les Goths se retirent en Transylvanie. De même en 369.

Le chef de ces Goths, Athanaric, exécrait l'Empire et le christianisme. Valens réussit un instant à le battre et à le remplacer par Frithigern, lequel était chrétien. En somme, ces Goths de l'Orient, touchés par la civilisation, n'eussent pas été à eux seuls très dangereux, surtout s'ils avaient pu se fixer au sol.

(1) L'expression n'apparaît que plus tard.

Jovien avait acheté la paix aux Perses par des concessions humiliantes : Nisibe, Singare, remparts de la Mésopotamie, les cinq provinces au delà du Tibre, l'abandon de l'Arménie. En 372-373, la guerre de Valens contre Sapor n'amène pas de résultat bien décisif. En tout cas, à cette date, la Perse est plus menacée que menaçante.

Au moment où mourait Valentinien (375), l'Empire paraissait solidement protégé, mais au prix de la vigilance et de l'activité incessantes, presque surhumaines, de ses chefs (1). Or, en cette même année se montraient sur la mer Caspienne des cavaliers appartenant à une race barbare jusqu'alors inconnue, les Huns. Ces pillards sont les avant-coureurs de la catastrophe qui va fondre sur le monde romain et le disloquer irrémédiablement. Avant de poursuivre, arrêtons-nous un instant à cette date de 375, car elle est fatidique.

## II

### L'ARRIVÉE DES HUNS.

#### INSTALLATION DES GOTHs DANS L'EMPIRE D'ORIENT. THÉODOSE. (375-395.)

En dehors de la branche des Goths en contact hostile ou amical avec les Romains d'Orient, une autre partie, la plus considérable sans doute, s'était établie, vers le III<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> siècle, dans le sud-est de l'Europe, sur le Dniepr (*Borysthène*).

Ces Goths, dits Greutungs, sont depuis le V<sup>e</sup> siècle appelés *Ostrogoths*, c'est-à-dire « Goths brillants » (*austr*) (et non Goths de l'Est), tandis que ceux dont on a parlé plus haut seront dits *Wisigoths*, c'est-à-dire « Goths sages » (et non Goths de l'Ouest) (2). Au milieu du IV<sup>e</sup> siècle, le roi Ermenarich aurait fondé un empire occupant environ la moitié du territoire de la Russie d'Europe actuelle. Il avait pour voisins, au nord-est les Finnois, au nord-ouest les Slaves ; à l'occident

la limite était le Dniestr (*Tyras*), à l'ouest duquel sont les Wisigoths ; au sud-est les Érules du Palus-Méotides lui étaient soumis. A l'est, la limite paraît avoir été le Don (*Tanaïs*), au delà duquel se trouvaient les Alains, de race iranienne, ancêtres des Ossètes actuels. Cet État, très vaste mais sans consistance, ne put résister au choc des nouveaux venus, les Huns.

On a longtemps discuté et on discute encore sur leur origine. Il semble avéré qu'ils sont de race turque et identiques aux Hiong-nou que les annales chinoises montrent aux frontières de l'Empire chinois, au sud du désert de Gobi, bordant la province de Kan-sou, six siècles déjà avant notre ère (1). C'est pour protéger le Kan-sou, et aussi les provinces de Chen-si et de Chan-si, que fut entreprise, vers 214 avant notre ère, la célèbre « Grande muraille » (2). Au <sup>III</sup> siècle avant notre ère les Hiong-nou commencent leur expansion. Ils détruisent l'Empire, peut-être iranien, des Yuetchi, au nord de Kan-sou, et passent dans le Ferghana. Au <sup>I</sup>er siècle, ils s'étendent dans la direction du lac Balkach, du Tarym, sur l'Iaxarte, vers l'Oural même, aux dépens de l'empire des Aorses. Le centre de l'empire hunnique est le Yuepan, au nord des monts Tienchan. Les puissantes dynasties chinoises des Han (206 avant J.-C. à 220 après J.-C.), puis celle des Tsin, qui refit l'unité de la Chine en 265 de notre ère et dura jusqu'en 419, continrent longtemps ces hordes, qui se déversèrent finalement vers l'Ouest, vers l'Europe.

Cinq à six tentes (en mongol *yurta*) parentes par le sang, en moyenne familles de cinq à six têtes, forment un camp (turc *aul*, mongol *khotan*, *khotun*, roumain *catun*). Le chef de camp est, parmi les plus anciens, celui qui possède le plus de bêtes. Plusieurs camps forment un clan (turc, *ivie*, mongol *aïmak*). Plusieurs clans forment une tribu (*uruk*). Plusieurs tribus,

(1) XC; LXXI; CCXXX; CCLXXX, t. II, 890; CLXXXIII; CLXXXVII, t. I

(2) CLVII.

un peuple (turc *il*, mongol *uluss*). Les conflits entre tribus et entre peuples sont arbitrés par l'assemblée des chefs de clan. Enfin un groupement de peuples peut constituer une horde commandée par un khagan ou khan (1).

Tant que ces peuplades peuvent trouver à vivre dans les steppes, les liens qui unissent ces divers groupements sont lâches, d'autant plus lâches que le groupement est plus extensif : la tribu se désagrège plus vite que le clan, le clan plus vite que le camp et la tente, qui sont les vraies cellules organiques de ces sociétés. Chefs et assemblées de chefs ne viennent pas toujours à bout d'apaiser les conflits qui portent presque toujours sur les pâturages. Mais qu'une personnalité intelligente et énergique se rencontre, elle peut réussir à agréger camp à camp, clan à clan, tribu à tribu, peuplade à peuplade, avec une rapidité déconcertante. Cela s'explique par la vie nomadique : les peuples qui passent leur vie à errer à cheval n'ont que de faibles attaches au sol. Si, pour un motif ou par un procédé quelconque, on réussit à agglomérer quelques fractions, celles-ci soumettent d'autres nomades, de gré et de force, et le bloc se grossit rapidement. L'ensemble, s'il se maintient, porte le nom du chef (Seldjoukites, Ottomans) et, en effet, sans lui, ce groupement n'aurait jamais existé. C'est un torrent, ou plutôt une concentration de torrents dont la puissance destructive est à peu près sans limites. Les sédentaires, à quelque race, à quelque civilisation qu'ils appartiennent, sont régulièrement broyés. Aucune défense n'est efficace contre les nomades. Leur attaque imprévue se produit par masse. Si elle ne réussit pas, par extraordinaire, la horde se replie à toute vitesse sur le steppe où il est impossible aux sédentaires de la poursuivre, et cela pour de multiples raisons : les sédentaires ignorent les pistes ; ils ne sont pas habitués à la vie très rude qu'il faut y mener ; ils n'ont pas l'endurance



physique extraordinaire du Turc, du Mongol, du Bédouin, qui peuvent supporter des privations de nourriture, de sommeil, le froid, le chaud et vivre à cheval presque indéfiniment.

Tous les empires à base de paysans agriculteurs ont été régulièrement et à maintes reprises la proie des nomades : l'Égypte a été soumise aux Hyksos, l'Iran aux Massagètes, le centre de l'Asie a été conquis par les Turcs au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle de notre ère(1); l'Inde et la Chine l'ont été nombre de fois : l'Inde par les Aryens, nomades blancs, plus tard par les Mongols et les Turcs, nomades jaunes ; la Chine, à dix reprises par les Tatares, les Mongols, les Mandchoux. En Afrique, au Soudan, en Arabie, les nomades tiennent les sédentaires sous le joug.

Il est vrai que les empires fondés par les nomades, s'ils ont une extension immense (l'Empire romain tout entier n'eût formé qu'une partie de l'Empire mongol de Gengiskan, à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, ou de Tamerlan à la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup>), se défont aussi vite qu'ils se créent, car leur cohésion tient à la personne même du fondateur et non à des nécessités économiques ou politiques.

Vers le milieu du <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle, une de ces trombes ethniques commença à se former au centre de l'Asie, dans le Yue-pan, au nord et à l'ouest des monts Tienchan. Les Alains, peuple iranien nomade, dont l'empire s'étendait de l'Oural au lac d'Aral, furent soumis et incorporés à l'armée hunnique.

Vers 370, l'empire des Goths (Greutungs ou Ostrogoths) fut attaqué. Le vieux roi Ermenarich se serait suicidé de désespoir. Son successeur, Withimer, risqua la bataille et fut tué. Alors les Greutungs se scindent en deux parts. L'une, soumise à l'autorité des Huns, partagera leurs destinées jusqu'à la dissolution de leur empire ; l'autre, commandée par Alatheus et Safrac, se dirige vers l'ouest et atteint le Dniestr. C'est sur ce fleuve que se porte également Athanaric, chefs des Goths de

(1) Ed. CHAVANNES, *Documents sur les Tou-Kiue (Mémoires de l'Académie de Saint-Petersbourg, 1903)*. Cf. PELLIOU dans *Toung-Pao*, 1915.

l'Ouest, pour surveiller les événements. Nous sommes en 375, l'année qui voit mourir l'empereur Valentinien.

Une partie des Goths de l'Ouest, sous Athanaric, prend le parti de se réfugier dans les Carpathes. Une autre, commandée par Frithigern, se tourne en suppliante vers l'Empire romain et demande à être installée sur territoire romain. L'accord se fait, quoique péniblement. Au printemps de 376, un groupe de Goths franchit le Danube, peut-être vers *Durostorum* (Silistrie), et s'installe sur la rive droite du fleuve. Il est suivi du rameau des Greutungs sous Alatheus et Safrac, et d'une autre troupe de Goths de l'Ouest sous Farnobius. L'ensemble de ces Goths se fond en un peuple que nous appellerons désormais les *Wisigoths*.

L'accord avec les Romains fut rompu très vite. Les Goths se plaignirent d'être opprimés et exploités. Et il était impossible, d'autre part, à ces bandes de se tenir tranquilles. En 377, ils franchissent les Balkans : la Mœsie, la Macédoine sont en feu. L'empereur Valens, qui prépare une expédition contre les Perses, ne peut revenir d'Asie qu'à la fin de mai 378. Le danger s'avère si menaçant que son neveu, Gratien, accourt de Gaule par l'Illyrie à son secours. Gratien, fils aîné de Valentinien I<sup>er</sup>, lui avait succédé en Occident ; il venait de renouveler les exploits de Julien et dans les mêmes parages : à *Argentaria* (Horburg sur l'Ill, vers Colmar) (1), il avait écrasé l'invasion alamannique et repris la ligne du Rhin qui sera, en somme, maintenue pendant un quart de siècle encore, jusqu'en 406-407.

Valens se refusa à attendre le secours de son neveu, soit qu'il fût jaloux de lui, soit qu'il estimât les forces de l'ennemi peu importantes (10 000 hommes). Les Goths étaient retranchés derrière leurs chariots, dans une plaine, vers Andrinople. L'empereur attaqua le 9 août ; l'armée romaine, entendons les Barbares au service de l'Empire, fut détruite avec tous les

(1) CDXLIII, 195.

généraux et trente-cinq tribuns. L'empereur périt dans l'action. On ne put retrouver son corps ; blessé, il aurait été porté dans une cabane où les Goths mirent le feu. Le récit d'Ammien Marcellin — qui termine là son ouvrage — est peu clair ; il semble que la victoire fut décidée par une charge de flanc de la cavalerie gothique (1).

Depuis Gibbon (2), on a tendance à voir dans cette bataille un point tournant de l'histoire, tout au moins de l'histoire militaire.

Limitant ses observations à l'art de la guerre, Ch. Oman assigne à la bataille d'Andrinople une valeur représentative : du jour où la cavalerie a réussi à dominer l'infanterie, et, à partir de cette année 378, c'est quasi la règle, l'art de la guerre n'existe plus véritablement. Il ne renaîtra qu'au xiv<sup>e</sup> siècle, au cours de la guerre de Cent ans, et surtout au xv<sup>e</sup> siècle, avec l'infanterie suisse. Victor Duruy écrit à propos de cette date de 378 : « Nous pourrions nous arrêter ici, car de Rome il ne reste rien : croyances, institutions civiles, organisation militaire, arts, littérature, tout a disparu et l'invasion a commencé : Fritigern est venu jusqu'au pied des murs de Constantinople ; dans quelques années Alaric prendra Rome (3). »

Ces appréciations semblent au premier abord très exagérées. Quelque douloureux qu'il fût, l'événement du 9 août 378 n'était pas sans précédent. Cent vingt-cinq ans auparavant, l'empereur Decius avait été vaincu et tué, lui aussi, par les Goths ; peu après, Valérien, vaincu et fait prisonnier par le Perse Sapor en 260, finit ses jours dans une captivité ignominieuse. Cependant, on l'a vu, en dépit d'une anarchie au moins aussi terrifiante que celle des années 377-378, le monde s'était relevé. Mais à l'époque à laquelle nous sommes parvenus il n'en sera plus de même. Les forces de cohésion de l'Empire sont sensiblement relâchées ; la vie se retire du monde

(1) **CVIII**, t. II, 280-297 : **CCCL XIII** ; surtout **CDXXV**,

(2) **CLXVI**. — (3) **CXXVIII**, t. VII, 436.

romain au moment même où la pression de l'Asie, avec les Huns, les Alains, puis les Awares et les Turcs, ne cesse plus et se fait même de plus en plus violente. C'est pourquoi la défaite d'Andrinople, en soi simple épisode, apparaît comme une importante étape sur la voie d'une décadence irrémédiable, et l'année 378 comme un tournant décisif.

Le premier soin de Gratien fut de se chercher un collaborateur. Son choix se porta sur un Romain d'Espagne, Théodose, fils du comte du même nom qui s'était distingué en Bretagne et en Afrique et qu'il avait récompensé en l'obligeant à se donner la mort. Théodose fut proclamé « auguste » le 19 janvier 379, à Sirmium (Mitrovitza, à l'ouest de Belgrade), sorte de capitale de l'*Illyricum*. Il y eut quatre années de luttes et de négociations, terminées par un traité de paix avec les Goths (3 octobre 382).

Il s'opère à ce moment un rapprochement entre Goths et Romains. Athanaric, le vieil adversaire, est reçu avec faste à Constantinople. Ebloui par la civilisation romaine, il y demeura et y mourut ; on lui fit de magnifiques funérailles. Quantité de Goths entrent au service de l'Empire comme soldats, fonctionnaires même. Dans la capitale, les Goths de basse naissance tiennent une foule de petits emplois. Théodose avait, du reste, du goût pour ce peuple, selon Zosime (IV, 48), comme Constantin pour les Francs. C'est pour venger un officier goth, Botheric, qu'il commit l'acte qui est resté le déshonneur de son règne : il fit massacrer au cirque la population de Salonique, la ville où lui-même avait longtemps habité et où il avait reçu le baptême. On sait que l'évêque de Milan, saint Ambroise, interdit à l'empereur l'entrée des saints lieux. Théodose ne fut réconcilié avec l'Église qu'à la Noël de 390, après une longue pénitence (1).

Ce qui fut grave, c'est que Rome n'essaya même pas d'assimi-

(1) CXXVIII, t. VII, 447, 482-486 ; XXIII, 73-76.

ler les Goths établis sur son territoire, en Mœsie. Sous le nom de fédérés, ceux-ci gardèrent leurs chefs, leurs coutumes, leur langue ; ils ne furent pas soumis aux lois de l'Empire. Depuis ce temps, les Barbares dédaignèrent de se romaniser. Le lien qui les rattachait à l'Empire fut, en fait, très lâche ; pendant le règne même de Théodose, les Goths ne cessèrent de s'agiter, et il est évident dès ce moment que, d'une part dans l'armée régulière, d'autre part comme fédérés, ils sont ou seront à bref délai les maîtres de la situation.

Dans la *pars Occidentis*, la soldatesque étrangère au service de Rome se sent de plus indispensable. Gratien s'entourait en plus d'Alains, d'où la désaffection de l'armée romano-germanique d'Occident : aussi, quand un usurpateur, Maxime, qui commandait les troupes de Bretagne, se fut soulevé et eut pénétré en Gaule, Gratien fut-il abandonné et tué (août 383) ; le Franc Mérobaude et un comte Wallia partagèrent son sort.

Trop occupé en Orient, Théodose dut reconnaître l'usurpateur, qui était son compatriote (un Espagnol) et peut-être un frère d'armes, à condition qu'il se contenterait de la préfecture des Gaules (Gaule, Bretagne, Espagne) et laisserait celle de l'Italie (Italie, Afrique, Illyrie) à Valentinien II, frère puîné de Gratien. Quatre ans plus tard, sous prétexte de défendre l'orthodoxie menacée par Justine, mère du jeune empereur, favorable à l'arianisme, Maxime se rendait maître de l'Italie. Théodose, qui avait épousé Galla, sœur de Valentinien II, marcha contre Maxime à la tête d'une armée de Goths, d'Alains, de Huns, commandés par les Francs Richomer et Arbogast. Maxime, vaincu à Apulée, fut pris et décapité (août 388).

Quand Théodose quitta l'Italie trois ans après, le vrai maître en Occident fut le « maître de la milice », le Franc Arbogast, qui défendit la Gaule contre les incursions des Francs (392). Les relations entre ce personnage et Valentinien II font déjà présager celles d'Honorius et de Stilichon, de Valentinien III et d'Aetius, même celles de Rikimer avec les derniers fan-

tômes impériaux. Le « maître de la milice » soupçonne Valentinien de vouloir le faire assassiner ; il le prévient (mai 392) et élève au trône un empereur fantoche, le grammairien et rhéteur Eugène, que son compatriote, le Franc Richomer, lui avait recommandé. L'acte était prématuré. Théodose intervint et comme parent et comme représentant de l'orthodoxie, qu'Arbogast et Eugène, tous deux païens, menaçaient. La bataille s'engagea le 5 septembre 394, non loin d'Aquilée, sur le bord du *Frigidis*. Arbogast amenait des Francs et des Alamans ; Théodose, des Goths, des Alains, des Ibères du Caucase, des Huns même ; parmi ses généraux, on trouve le Goth Gaïnas, le Vandale Stilichon qui défendra Rome, le Goth Alaric qui, quinze ans plus tard, s'en emparera. Le premier jour Arbogast fut vainqueur ; le second il fut trahi, puis se tua. Eugène mis à mort, Théodose réunit entre ses mains l'ensemble de l'Empire, mais pour cinq mois seulement : il mourut le 17 janvier 395.

Le règne de Théodose est un règne de transition (1). Il retarde la chute du monde romain sur la pente où il glisse d'une allure vertigineuse. Son importance a été exagérée par les écrivains ecclésiastiques parce que, contre tout espoir, l'arianisme a pu être extirpé de la *pars Orientis*, où il avait jeté de profondes racines, surtout à Constantinople. Théodose a mis la force au service de l'orthodoxie athanasienne et il a si bien combattu l'arianisme qu'après lui il végétera misérablement dans le monde romain et ne se soutiendra que chez les Barbares (2).

Mais, en fait, politiquement et socialement, l'empereur n'a pas pu grand'chose. La dissolution était déjà si avancée que, quels que fussent les mérites et les efforts du prince, il n'était déjà plus de grand règne possible. Les ressorts de la politique de Rome étaient usés. Celle-ci ne pouvait se maintenir contre la barbarie envahissante que par l'aide de barbares d'abord

(1) CXCIII; XXIII. — (2) CDVIII.

romanisés, puis de moins en moins différents de leurs compatriotes demeurés indépendants.

Les vrais maîtres de l'Empire ce sont, après Théodose, les « maîtres de la milice », demi-barbares ou même tout à fait barbares. Du moins la dernière étape ne fut jamais franchie. Jamais ces hommes, tout-puissants parce qu'ils avaient en mains la force, l'armée, n'osèrent élever les yeux jusqu'au trône.

Les deux ou trois exemples qu'on fait valoir pour prouver le contraire sont sans valeur. Dès le III<sup>e</sup> siècle, l'empereur Maximin (235-238) aurait été un Goth ou un Alain d'origine. C'est une invention tendancieuse de la fin du IV<sup>e</sup> siècle. Né en Thrace, Maximin était citoyen romain, au même titre que Philippe, empereur d'origine arabe (1).

Le deuxième exemple est celui de Magnence, chef des Joviens et des Herculéens, proclamé empereur en janvier 350 : dans une scène d'ivresse les soldats l'avaient acclamé et obligé à accepter le diadème sous peine de mort.

Julien dit de lui : « misérable reste d'un sang germain réduit en servitude ». Selon Aurelius Victor et Zosime, il descendait d'une famille germanique, transportée en Gaule au siècle précédent. Magnence (*Magnus Magnentius*) était donc un « lète » d'origine. Mais, né sur territoire romain et peut-être en Bretagne, il était Romain (2) : le scandale de son élection c'était la bassesse de sa condition sociale, non sa nationalité.

Le troisième exemple est celui du Franc Sylvanus (3). Il avait servi avec distinction en Pannonie et en Gaule, mais il avait à la cour de Constance des ennemis qui fabriquèrent des lettres compromettantes pour lui. Sylvanus, connaissant la cruauté soupçonneuse de Constance, se crut perdu. Il se proclama empereur à Cologne (août 355) ; il suffit à un envoyé de la cour de se présenter pour que Sylvanus, saisi par ses propres

(1) DESSAU dans *Hermès*, t. XXIV, 359 ; cf. XVIII, 91.

(2) XXXVIII, 312-318. — (3) CDLVII, t. II, 488 ; CXXVIII, t. VII, 288.

hommes, fût mis à mort. L'incident est sans portée. Il est possible, du reste, que Sylvanus fût citoyen romain ; il est du moins intéressant de remarquer qu'il avait pris un nom romain. Son père était un Franc qui s'était distingué sous Constance (Ammien Marcellin, XV, 5, 335).

Les officiers vraiment barbares n'ont jamais osé prendre la pourpre. Ils se sont contentés de disposer du trône, d'être des faiseurs d'empereurs, satisfaits du titre de maîtres de la milice et de la dignité de patrices, c'est-à-dire de pères adoptifs de l'empereur, qu'on leur décerna.

On peut se demander si cette réserve n'a pas été plus nuisible qu'utile à l'Empire. Au III<sup>e</sup>, au IV<sup>e</sup> siècle, un chef d'armée mécontent, ambitieux, prend la pourpre. Battu, il est mis à mort, et cela ramène le calme, du moins provisoirement. Vainqueur, il tue son rival ou ses rivaux et immédiatement monte, à leur place, la garde aux frontières contre les Barbares. Sa destinée a toujours une grandeur tragique. L'empereur du III<sup>e</sup>, du IV<sup>e</sup> siècle, c'est le prêtre de Nêmi qui défend le bois sacré contre tout profanateur. Le premier venu peut lui succéder en le tuant ; mais le meurtrier est obligé de prendre la place de sa victime et de poursuivre sa destinée terrible et grandiose.

Au V<sup>e</sup> siècle, il n'en va plus de même. Théodose en mourant ne laisse que deux mineurs incapables. On s'attendrait à les voir éliminer au profit de bras ou de têtes plus vigoureux. Il n'en est rien. Les causes en sont le respect gardé à la mémoire du grand empereur orthodoxe et d'habiles manœuvres. Ils sont proclamés augustes dès leur enfance, sans même passer par l'étape de « César », dignité ou fonction qui disparaît. Bref, les deux jeunes gens sont maintenus et règnent jusqu'à leur mort, l'un en Orient, Arcadius ; l'autre en Occident, Honorius. L'empereur cesse d'être le premier soldat et le chef de l'armée, le maître de la force ; c'est un débile vivant enfermé dans un palais.

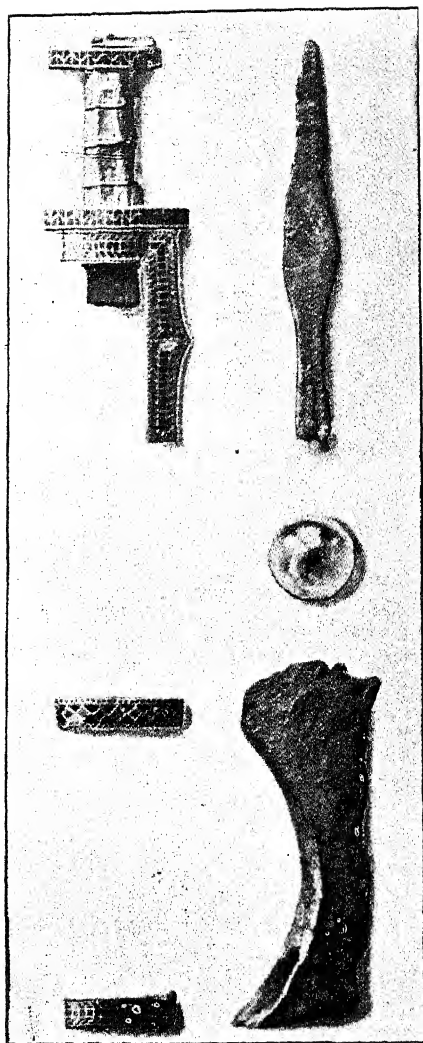
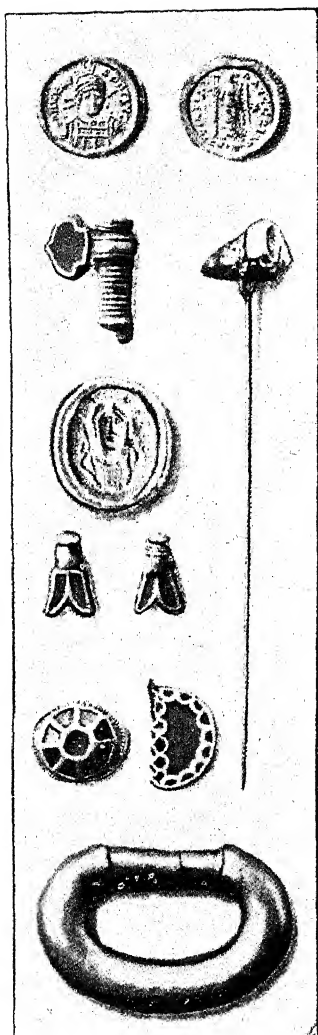


La réalité du pouvoir passe aux mains de patrices demi-romains, demi-barbares, comme Stilichon, Aetius, ou entièrement barbares, comme Rikimer ou Odoacre. Patrice et Empereur luttent d'intrigues. Le premier n'ose prendre la pourpre, le second ne peut se passer des services du premier, tout en le redoutant et en le haïssant. Dans la première partie du siècle, en Occident, quand l'empereur trouve le patrice trop puissant ou quand le fardeau de sa reconnaissance est trop lourd, il le fait assassiner (408-454). Dans la seconde partie, le patrice se garde mieux, il tient l'empereur sous une surveillance incessante et le tue quand il désobéit. Finalement, il supprime l'Empire en Occident (476).



IVOIRES REPRÉSENTANT STILICHON, SERENA  
ET LEUR FILS EUCHER

*(Basilique de Monza)*



### BIJOUX DU TOMBEAU DE CHILDÉRIC

*A gauche, le sceau du roi et divers bijoux de verroterie et d'or.*

*A droite, fragments d'épée, de francisque et de framée.*

## CHAPITRE II

### L'EMPIRE ROMAIN EN OCCIDENT DE 395 à 476 (1)

#### I

##### INSTALLATION DES BARBARES.

Après la mort de Théodose, la décadence de l'Empire romain s'accroît rapidement. La cause prochaine de ce déclin précipité semble bien être l'incapacité des descendants de cet empereur. Arcadius, son fils aîné (dix-huit ans), nous est dépeint comme un petit être chétif. Au moral, sa faiblesse de caractère est extrême ; il a le parler lent, l'air endormi. Honorius (onze ans), est dévot ; son naturel paraît doux, mais il est aussi incapable que son frère, avec des accès d'obstination stupide qu'il prend pour de l'énergie.

A ces mineurs, à ces débiles, succèdent d'autres mineurs non moins débiles. Théodose II, qui, en 408, remplace son père Arcadius, a sept ans. Il est élevé par sa sœur Pulchérie avec le plus grand soin. Très instruit, il est pur de mœurs au milieu du borborygme de vices de son siècle et relativement humain. Physiquement, il vaut mieux que son père ; il est grand et blond, d'origine germanique, sa mère, Eudoxie, étant fille du Franc Bauto. Moralement c'est un bigot ; entièrement dénué de caractère et d'une telle paresse qu'il ne lit même pas les constitutions impériales qui ont immortalisé son nom. Pas un acte qui soit dû à son initiative personnelle dans

(1) CXLIV ; CXXVIII, t. VII ; CCXXXI, t. I ; CDXCVII, t. I ; CDXIX ; CDLXXIV ; CXCH ; CDLXXX ; CDLXXXI, CDLXXXII ; et avant tout LXVI.

un règne de quarante-deux ans (408-450). A la fin, il chasse sa femme, disgrâce sa sœur et retombe au pouvoir des eunuques. Il s'occupait à copier et enluminer des manuscrits. Il fut surnommé le « Calligraphe ».

Le successeur d'Honorius, mort en 423, vaut encore moins. Valentinien III est fils de Galla Placidia, sœur d'Honorius et de Constance; le dernier (avec Boniface) général romain de l'Empire en Occident. Né en juillet 410, il a quatre ans à la mort d'Honorius. Associé en 425 à Théodose II, il règne jusqu'en 455. Aussi faible de caractère que son oncle; il est, par surcroît, débauché. Les empereurs suivants valent mieux. Marcien (époux de Pulchérie) en Orient, Majorien en Occident, sont très supérieurs comme caractère. Mais ils viennent trop tard : le patrice barbare, chef de l'armée, est désormais le maître.

L'existence du chef de l'État change profondément. Jusqu'à Théodose, la vie de l'empereur est une course continuelle d'un bout à l'autre de l'Empire. La lutte contre les Barbares et les rivaux l'absorbe tellement qu'il n'a même plus le temps de résider à Rome. Il y passe en courant. En Occident, depuis Maximien Hercule (286), collègue de Dioclétien, l'empereur se tient au milieu de l'armée, à Milan, à proximité des frontières. Les successeurs de Théodose adoptent un genre de vie sédentaire. Jamais on ne les voit à la tête des armées. Ils vivent cachés à Constantinople ou à Ravenne, imprenable ou favorable à la fuite. L'empereur est reclus : il mène l'existence de fantôme des souverains d'Extrême-Orient. La vie de l'Empire, si l'on peut appeler cela une vie, est concentrée au palais. L'empereur y est le jouet de son entourage de femmes, d'eunuques, d'évêques, de fonctionnaires serviles, de chefs de guerre à moitié ou tout à fait barbares. Et tout ce monde se hait et se dénonce. On n'a peut-être jamais autant intrigué et espionné. Aucune sécurité pour personne : le favori de la veille peut tomber brusquement, victime d'une dénonciation.

Le patrice, sauveur de l'Empire, est toujours secrètement soupçonné et finit par être assassiné. L'évêque même n'est pas à l'abri de ces disgrâces. L'exemple le plus éclatant est celui de saint Jean Chrysostome, favori d'Arcadius, qui, deux fois, est chassé de Constantinople et meurt en exil (407) (1).

C'est un va-et-vient incessant du parti impérial au parti d'un rebelle, romain ou barbare. La conduite des envahisseurs barbares présente des vicissitudes surprenantes. Au moment où il semble qu'ils vont tout abîmer, ils députent à l'empereur pour négocier avec lui. Les traîtres fourmillent aussi bien dans l'entourage des patrices et des chefs barbares qu'à la cour de l'empereur. Le désarroi est universel. Rien ne semble invraisemblable. Il nous est impossible de reconstituer la psychologie des hauts dirigeants de ce temps et de porter sur eux des jugements. Les contemporains eux-mêmes ne s'y reconnaissent pas et leurs jugements sont l'écho de souvenirs probablement absurdes ou de rancunes personnelles. Bien hardi qui tentera de reconstituer la physionomie réelle d'un Stilichon, d'un Rufin, d'un Aetius ! Qui osera dire que Rufin a été un traître, Stilichon un serviteur dévoué ? C'est par le détail qu'il faudrait étudier cette période pour donner quelque idée du phénomène de décomposition politique et sociale qu'offre l'Empire romain dans les derniers temps de son existence. On se bornera à marquer quelques étapes dans sa marche à l'abîme.

Il eût semblé que la partie occidentale de l'Empire avait au moins autant de chances de durée que la partie orientale. Elle était gouvernée en fait par Stilichon, homme de confiance de Théodose et aussi le chef de guerre le plus renommé du temps, et, semble-t-il, à juste titre (2). Pendant quelques années Stilichon semble continuer l'œuvre impériale sans le titre. La sédition de Gildon en Afrique est facilement abattue ; la Gaule

(1) CCCXCIV, CDLXXIX. — (2) CCLXIII.

est protégée contre les Barbares ; de même l'Italie. En 405, Stilichon extermine, près de Fiesole, des bandes confuses d'Alains, de Quades, de Vandales, d'Ostrogoths venues du Danube sous la conduite de Radagaise. Mais, l'année suivante, il ne peut empêcher une grosse armée de Vandales, d'Alains, de Suèves (Quades) de franchir le Rhin (fin de décembre 406), pas plus qu'il ne peut arrêter l'usurpation de Constantin III qui passe en Gaule et en Espagne. Constantin III emmène les dernières troupes romaines de Bretagne, laissant l'île livrée aux incursions des Pictes de Calédonie, des Scots d'Irlande, enfin des Saxons et des Angles. Désespérant d'obtenir le secours de Rome, une partie des habitants s'enfuit en Armorique ; le reste est soumis aux Saxons entre 429 et 441. L'île est perdue pour la *Romania*, sauf sa partie ouest. Province excentrique, sa perte est peu ressentie à Rome.

Le plus proche et le plus rude adversaire était Alaric avec les Wisigoths (1). Campé en Illyrie avec le titre de *magister militum*, Alaric, après avoir ravagé l'Empire à l'Est, se tourne vers l'Ouest. A partir de 401, il le menace constamment. Stilichon est seul capable de protéger l'Italie contre lui. Il le bat à plusieurs reprises. Mais il semble, en même temps, l'avoir ménagé, dans l'arrière-pensée de l'utiliser un jour. Stilichon, en effet, a des ennemis acharnés. Il est haï parce qu'il est d'origine barbare et favorable aux ariens, enfin parce qu'il domine l'empereur et lui est apparenté : Serena, sa femme, est nièce de Théodose et Honorius a épousé successivement deux de ses filles (il n'en eut pas d'enfants). Il paraît probable que Stilichon rêvait l'empire pour son propre fils, Eucherius. Ses ennemis ayant persuadé à Honorius qu'il trahissait, il fut mis à mort avec sa famille (408).

La situation d'Honorius fut aussitôt des plus critiques. La Gaule, l'Espagne, la Grande-Bretagne étaient au pouvoir des

(1) CDLXXX.

Barbares et des usurpateurs. En Afrique, Héraclien, l'assassin de Stilichon, se déclara indépendant et arrêta les convois à destination d'Italie. L'Italie tomba bien vite au pouvoir d'Alaric. Ses prétentions étaient très modérées : il exigeait la permission de s'établir dans le Norique dépeuplé, d'où il aurait protégé les abords de l'Italie. Honorius, caché dans Ravenne inaccessible, refusa tout accommodement. Il était sous l'influence du parti hostile à Stilichon et aux Barbares. Alaric finit par mettre la main sur Rome (24 août 410). Il la pillra, mais son occupation fut relativement bénigne. Alaric était un chrétien dévot et, bien qu'arien, il respecta les églises de Rome. Jadis, en Grèce, il avait signalé sa piété en abattant les temples païens. Alaric n'était pas, au surplus, étranger au monde romain ; il avait servi publiquement, sous Théodose, et il était sans doute « citoyen romain ».

La prise de Rome ne conférait aucun avantage positif, en dehors du pillage. Rome était grande et encore peuplée, mais elle ne vivait plus que des arrivages d'Afrique. Alaric l'avait réduite par la famine plutôt que par la force : imprenable grâce à la muraille d'Aurélien, Rome était facilement coupée de la mer, tandis que la nouvelle Rome tirait sa force de sa situation sur le Bosphore. Le Sénat, sans autorité réelle, avait gardé néanmoins une ombre de prestige. Depuis la mort de Stilichon, c'est avec lui qu'Alaric avait négocié pendant trois ans. Malgré tout, Alaric n'eut pas un instant la pensée de faire à proprement parler la conquête de l'Italie, encore moins de s'emparer de la dignité impériale. Qu'un Barbare pût être empereur, c'était une idée qui n'entraît dans la tête de personne. Cela eût paru chimérique, ridicule. Alaric, un instant, avait opposé un contre-empereur, le préfet de Rome, Attale. Attale, qui était un sot, se prit au sérieux, il contrecarra Alaric et se fit déposer. Une tempête fit échouer le dessein d'Alaric de passer en Afrique pour y cantonner son peuple.



Cette tempête changea l'histoire de l'Europe occidentale. Après la mort d'Alaric (fin 410), son beau-frère, Athaulf, s'établit dans la Gaule du Sud et se mit au service d'un usurpateur, Jovin. Il s'empara de Narbonne et épousa Galla Placidia (414), sœur d'Honorius, faite prisonnière dans le sac de Rome. L'ex-empereur Attale chanta l'épithalame. Athaulf ne demandait qu'à entrer au service de l'empereur. Il fut assassiné par le parti ennemi de Rome, par Sigerich, dont le père, Sarus, était au service d'Honorius et le poussait à résister à toutes les demandes d'Alaric. Ces traits montrent la confusion des partis. Il y eut alors un retour de fortune pour Honorius. Constance le débarrassa des usurpateurs de Gaule et d'Espagne et il obtint Galla Placidia, dont il eut Valentinien III. Quant aux Wisigoths, on les utilise pour nettoyer l'Espagne des Barbares qui s'y maintenaient depuis 409 : ils s'acquittent fort bien de cette tâche et exterminent l'une des deux tribus de Vandales, les Silingues, campés dans la Bétique qui a gardé leur nom : Andalousie. Constance, craignant qu'ils ne deviennent trop puissants en Espagne, ramène les Wisigoths en deçà des Pyrénées et les cantonne dans l'Aquitaine seconde (Bordeaux, Agen, Angoulême, Poitiers) et dans la *civitas* de Toulouse (418).

Lavisse a bien mis en lumière la vraie nature des relations des Barbares avec l'Empire, particulièrement des Wisigoths :

« Figurons-nous la France déshabitée de la guerre, des tribus d'Arabes employées à la défense de notre sol, les chefs comblés d'honneurs, faits généraux et maréchaux, les hommes soldés et nourris, tout un petit peuple étranger, d'humeur indépendante, incapable de discipline, mais incapable aussi de faire autre chose que servir, toujours en quête de cantonnements meilleurs, traînant leurs smalas de province en province, les chefs réclamant de plus grands honneurs, la tribu de plus amples distributions de vivres et d'or : tels

étaient les Wisigoths. Souvent révoltés, ils retombaient toujours dans l'obéissance (1). »

On peut aussi comparer les bandes de Goths, d'Alains, de Bourguignons, de Francs, d'Alamans qui ont ravagé la Gaule, l'Italie et l'Espagne pendant les cinquante premières années du v<sup>e</sup> siècle, aux grandes compagnies du xiv<sup>e</sup> siècle, aux bandes d'écorcheurs du xv<sup>e</sup> siècle, aux condottieri des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles. Plusieurs de leurs chefs fondent des dynasties, la plupart n'ont qu'un but : se louer à un prince. Les usurpateurs du v<sup>e</sup> siècle, Constantin III, Constant, Géronce, Sébastien, Jovin, prennent les Barbares à leur service. Et l'empereur fait de même.

Grâce à Constance, la Gaule parut pacifiée, et Honorius réorganisa les assemblées provinciales par l'édit de 418 (2). Le siège fut Arles qui, depuis les premières années du v<sup>e</sup> siècle, était devenue la résidence du préfet du prétoire des Gaules, à la place de Trèves trop menacée par les Francs et les Alamans (3). Jusqu'à la fin de l'Empire, l'assemblée se réunira à Arles et il y aura des préfets du prétoire des Gaules. On connaît même des personnages qui continuèrent à porter ce titre honorifique après 476 (4).

La minorité de Valentinien III fut toute occupée par les dissensions du comte Boniface, qui commandait en Afrique, et d'Aetius, crée *magister militum*. Constance, proclamé « Auguste », était mort avant Honorius. Boniface, qui commandait en Afrique, était Romain. Il avait une grande réputation de talent guerrier et de piété. Aetius (5) était né dans la Petite Scythie (Dobroudja), donc sur territoire d'Empire, mais il avait vécu chez les Huns et entretenait avec eux des relations d'amitié. Une guerre civile éclata entre ces deux personnages ; elle se termina par une bataille rangée où

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 juillet 1885, p. 402.

(2) CCX. — (3) DXVI, DCXVII.

(4) Ed. Cuq, dans *Alli del Congr. intern. di scienze storiche* (Rome, 1903), t. IX, 339-346.

(5) CCCXXXVII : CCCII.

Boniface périt (432). Pendant vingt ans, Aetius est le principal personnage de l'Occident. Il ne peut empêcher la perte de l'Afrique. Geiserich, roi des Vandales Asdings (1), y pénètre et, en dix ans (429-439), se rend maître de la Maurétanie et de l'Afrique. C'est une perte très grave, car Carthage était la première ville de l'Occident après Rome, et Rome vivait des envois de blé de l'Afrique. Sans flotte, Aetius ne put rien contre le Vandale.

L'Empire fut également incapable de reprendre la Bretagne. Aetius dut laisser sans réponse les demandes de secours des Bretons qui, à partir de 441, furent sous le joug des Saxons et des Angles de Germanie, des Pictes de Calédonie, des Scots d'Irlande (2).

Le patrice réussit du moins à garder la Gaule. Il battit dans une série de rencontres les Francs, qui s'avançaient dans la vallée du Rhône, de la Moselle, de la Meuse et de l'Escaut et commençaient à se fixer et à peupler ces régions. Il réussit également à contenir les Wisigoths, qui s'efforçaient d'étendre leurs cantonnements. Arles fut surtout l'objet de leur convoitise.

Quant aux Bourguignons, c'est d'accord avec les empereurs ou les usurpateurs (Honorius, Constantin III, Jovin) qu'ils avaient passé le Rhin et s'étaient établis sur la rive gauche (413). L'épopée des *Nibelungen*, malgré la date basse de la rédaction (xiii<sup>e</sup> siècle), garde le souvenir de leur séjour à Worms (3). Mais elle a déformé la défaite qu'ils subirent en 435, défaite qui amena l'extermination de la race royale : les Huns qu'ils infligent ce désastre n'étaient pas les sujets d'Etzel (Attila), mais des Huns mercenaires au service de l'Empire. Aetius aimait à employer ces barbares et c'est avec des troupes de Huns qu'il a lutté contre les Francs et les Wisigoths. Établis par Aetius en 443 dans la *Sapaudia* (entre Yverdon et

(1) CDXLV ; CCCXIX. — (2) CCCVII, CCCVIII.

(3) E. TONNELAT, *La Chanson des Nibelungen* (1926).

Grenoble, avec Genève comme centre), les débris des Bourguignons se sont montrés fidèles serviteurs de l'Empire.

En Gaule, l'invasion d'Attila n'a pas eu l'importance qu'on lui a attribuée (1). C'est un orage qui s'est dissipé (451). Son invasion en Italie fut plus grave; on s'en tira avec de l'argent; Valentinien avait fui à Rome. La destruction d'Aquilée obligea les Venètes à se réfugier dans les îles bordant la côte entre les embouchures de la Piave et de l'Adige. Ils établirent leur chef-lieu successivement à Grado, Héraclée, Torcello, Malamocco. Au commencement du ix<sup>e</sup> siècle, le siège sera transféré à Rivo-alto (Rialto), qui prendra le nom du peuple: Venise. L'empire d'Attila n'a pas duré plus de vingt ans et s'est effrité au lendemain de sa mort (453). C'est le type des dominations mongoles et turques: une coalition de tribus de cavaliers, dont l'élan guerrier est tel qu'aucune force ne peut lui résister (cf. Temoudjin et Timour); mais la coalition ne tient que par la personnalité du chef. Lui disparu, tout s'en va en morceaux.

Cependant Valentinien III n'avait pas de fils. Aetius songe à faire associer à l'Empire son propre fils, Gaudence, fiancé à Eudocie, fille de Valentinien. Celui-ci, alarmé, l'attire traîtreusement et l'assassine de sa propre main (21 septembre 454). Valentinien III subit le même sort quelques mois après: le 16 mars 455 il est tué par deux officiers d'Aetius. Sa mort marque la fin de la domination impériale en Occident. Dès 455, Rome est pillée par Geiserich, qui ramasse en un coup de filet les parents de ses ennemis (Eudoxie, veuve de Valentinien, ses filles, enfin Gaudence, fils d'Aetius) (2).

Ce n'est pas que les empereurs qui ont suivi pendant les vingt années suivantes aient tous été des gens méprisables (3). Certains, comme Majorien (457-461), Anthémios (467-472), Julien Nepos (474-475), étaient fort supérieurs aux Honorius

(1) CLXVII; CDLXXXII. — (2) LXXVII. — (3) CDLXXXI.

et aux Valentinieniens. Ils résident à Rome, le patrice à Milan. Majorien semble avoir été un personnage remarquable. Au lieu de moisir dans les marécages de Ravenne, il est sans cesse en mouvement. En 458, il séjourne en Gaule où, depuis soixante-six ans, pas un empereur (légitime) n'avait mis les pieds. Il se fait reconnaître non seulement des Bourguignons, mais des Wisigoths (de Théodoric II) qui avaient créé un empereur, Avitus, à la mort de Valentinien III. Puis il passe en Espagne (459) pour préparer contre les Vandales une expédition qui échoue. Il périt en 461, victime du patrice Rikimer, fils d'un Souabe de race royale et de la fille de Wallia, le successeur d'Athaulf le wisigoth.

C'est que, instruit par le sort de Stilichon et d'Aetius, le patrice surveille de près l'empereur et ne lui laisse plus qu'une ombre d'autorité. Sous le nom de Sévère, d'Anthemius, d'Olybrius, c'est Rikimer qui gouverne. A la mort (472) de ce dernier, c'est Oreste, un Romain d'Illyrie, mais ayant vécu chez les Barbares, comme serviteur d'Attila, qui prend le pouvoir sous le nom de son fils, Romulus Augustule. Il s'attire la haine de l'armée germanique au service de l'Empire, composée de Rugues, de Skyres, d'Érules, cantonnée dans le nord de l'Italie, autour de Milan. Le chef de ces barbares, Odoacre, simplifie la situation (476). Il se passera d'un semblant d'empereur pour l'Occident. Il gouvernera effectivement ce qui subsiste de l'Empire sous l'autorité nominale de l'empereur qui règne à Constantinople (1).

## II

### L'EMPIRE EN 476.

Si l'on s'en tient à l'apparence, l'unité de l'Empire est rétablie. Jamais elle n'avait été brisée. En vertu du principe

(1) CDLXXXI.

de l'*unanimitas*, après comme avant Théodose, aucun empereur ne peut être légitime s'il n'a l'agrément de son collègue. Comme la succession est plus rapide en Occident, l'Orient finit, depuis 445, par donner une sorte d'investiture à l'Occident. A partir de 476 il n'y a plus qu'un empereur pour le monde romain et cet empereur réside à Constantinople. En fait, à la date de 476, l'Empire d'Occident avait perdu depuis longtemps déjà la majeure partie de son territoire.

*Les provinces danubiennes* (1). — Les plus exposées de toutes, atrocement ravagées depuis un siècle, elles furent, en fait, perdues de bonne heure pour l'Empire. La Pannonie fut abandonnée aux Huns vers 433, puis aux Ostrogoths après 454, enfin aux Gépides, après le départ des Ostrogoths (471), gagnant l'Illyrie, la Mœsie, la Macédoine. On trouve encore un préfet du *Noricum* en 448, mais les populations romaines de cette province, et aussi de la Vindélicie et de la Rhétie, seront ramenées en Italie par l'ordre d'Odoacre. A leur place s'installent les Markomans, venus de Bohême et qui, pour cette raison, prennent dès lors le nom de *Baiuvari* (Bavarois). Seule la Dalmatie demeure encore romaine.

*La Grande-Bretagne* (2). — Privée de troupes romaines depuis 411, elle était tombée au pouvoir des Saxons en 441-442. Le Nord, habité par les Pictes ou Calédoniens, était demeuré indépendant de Rome. Les côtes occidentales, depuis Alban, au nord, jusqu'à la Domnonée (Devon et Cornwall actuels) au sud, étaient déjà sous la domination des pirates scots, venus d'Irlande. Les débris des Bretons, refoulés à l'ouest vers la Severn, les collines du Cumberland, du Westmoreland, et dans la vallée de la Clyde, perdant le

(1) CCLVI; CCCLXXXI; CXLII.

(2) LXXIX; CCCVI, CCCVII, CCCVIII.

contact avec le continent, oublièrent la langue et les institutions romaines (1).

*L'Afrique* (2). — Ce serait faire violence à la vérité historique que de nier que le passage des Vandales Asdings en Afrique, en mai 429, fut autre chose qu'une conquête. Six ans après, il est vrai, les Barbares ayant échoué contre Carthage, entrent en pourparlers avec l'Empire qu'ils avaient, au surplus, servi comme fédérés en Espagne depuis 411. Par une convention, en date du 11 février 435, ils sont établis à ce titre dans la Numidie proconsulaire et Geiserich devient une sorte de fonctionnaire militaire avec Hippône comme résidence. Mais cette paix dura peu : le 19 octobre 439, le « roi des Vandales et des Alains » s'étant emparé de Carthage par un coup de main, se considéra comme indépendant : il fit dater les actes publics et privés de son nom avec cette année (439) comme point de départ de son autorité. Effrayé par les expéditions de piraterie du Vandale, Valentinien III dut lui reconnaître, en 442, la possession de la Maurétanie, de la Proconsulaire, de la Byzacène, de la Numidie proconsulaire (Hippône), de la « Gétulie » (sud de la Byzacène). Peu après (avant 458), Geiserich mit la main sur le reste et régna de Tanger à Tripoli.

Son expédition de pillage contre Rome en juin 455 passera difficilement pour être une simple réponse à l'assassinat de Valentinien III, comme voulait le faire croire le Barbare lui-même : la veuve du défunt empereur et ses filles, Eudoxie et Placidie, firent partie du butin rapporté par le Vandale. S'il joue un grand rôle dans les affaires de l'Empire agonisant, s'il a ses candidats, tel Olybrius, parent par alliance de son fils Hunerich, en peut-on conclure qu'il se considère

(1) Selon Bury, la domination romaine se serait poursuivie en Grande-Bretagne jusque vers 428. Sur cette hypothèse, voy. *Revue des Études anciennes*, janvier 1923.

(2) CDXLV ; CCCXIX.

comme membre de l'Empire? Attila, lui aussi, était intervenu dans la politique intérieure de l'Empire.

Désespérant de le réduire, l'empereur de Constantinople, Zénon, doit reconnaître au Vandale, en cette même année qui voit la fin de l'Empire d'Occident, toute l'Afrique du Nord, plus les îles de la Méditerranée occidentale: Sicile, Sardaigne, Corse, Baléares. Moyennant quoi il y eut entre l'empire vandale et Constantinople une paix qui dura plus d'un demi-siècle, jusqu'en 530.

Au surplus, depuis longtemps l'Afrique tendait à échapper à l'Empire. Depuis le début du <sup>iv</sup>e siècle, elle était en proie à des convulsions politiques, religieuses, sociales (1). L'origine est le schisme des Donatistes, qui tire son nom de Donat, évêque de Carthage (315). Au début c'est un mouvement rigoriste dirigé contre les chrétiens trop tièdes qui ont faibli pendant la persécution de Dioclétien. Blâmés par les évêques italiens et gaulois, les rigoristes africains firent un schisme: ils considéraient les autres chrétiens comme corrompus et déclaraient sans valeur les sacrements conférés par les évêques non-donatistes. La valeur du sacrement dépend donc de celui qui le confère, de son état de grâce: c'était renouveler les errements de l'antipape Novatien qui avait refusé le pardon aux chrétiens ayant apostasié au cours de la persécution de l'empereur Decius en 251-253. Les Donatistes furent très nombreux: ils eurent, dit-on, 300 évêques. Le schisme ne put être extirpé, ni par l'autorité romaine, ni par Geiserich qui, en sa qualité d'arien, persécuta impartialement donatistes et catholiques.

Ce mouvement religieux suscita la secte des *milites Christi* (Circoncelliens) qui, dans les campagnes, eut un caractère social et fut une sorte de jacquerie.

Enfin les gouverneurs d'Afrique furent peu sûrs. Firmus

(1) CCCXVII: CCCXXV; CCLXXXII; CCCXLV, t. IV.



vers 379, Gildon en 398, causèrent de grands soucis à l'Empire. Héraclien, l'assassin de Stilichon, nommé en Afrique, se révolta aussitôt. Précurseurs de Geiserich, ces gouverneurs révoltés affamaient l'Italie : certains projetèrent même des expéditions en ce pays. Le dernier d'entre eux, Boniface, appela, selon la légende, les Barbares en Afrique.

L'empreinte romaine fut assez faible à l'extrémité occidentale de l'Afrique mineure : la domination de Rome ne dépassa guère, au sud du Maroc actuel, Volubilis (au nord de Meknès)(1). Les Maures de deux Maurétanies apparaissent comme très indépendants dès le iv<sup>e</sup> siècle. Ils ont dû oublier de bonne heure le latin et revenir à l'usage du libyen, ancêtre des idiomes « berbères » d'aujourd'hui. Dans la Numidie, la Proconsulaire, la Byzacène, si les classes dirigeantes furent très romanisées, il semble que le peuple ait gardé encore longtemps l'usage de la langue punique.

*Espagne et Aquitaine.* — Au milieu du v<sup>e</sup> siècle (454), il ne restait à l'Empire que la moitié environ de l'Espagne, la Tarraconaise, la Carthaginoise. Les trois autres provinces (Galice, Lusitanie, Bétique) étaient au pouvoir des Souabes depuis plus de quarante années. Le roi des Goths, Théodoric II, successeur de Théodoric I<sup>er</sup>, qui périt sous les coups des Huns à la bataille de *Campus Mauriacus* (2), entreprit en Espagne une expédition qui lui assura la majeure partie de ce pays (456). Lui aussi se mêla de faire des empereurs : il donna la pourpre à Avitus qui lui avait appris les lettres latines. Un instant l'empereur Majorien et le *magister militum* Aegidius continrent son ambition. Mais sous Euric (466-484), successeur et assassin de son frère Théodoric II, l'expansion des Goths devint irrésistible. Vers 470 ils prennent pied en Provence. Du côté du nord ils rencontraient un sérieux

(1) Le *limes* de Tingitane commençait à 6 kilomètres seulement au sud de Rabat. Voy. ROULAND-MARESCHAL, dans *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions*, t. XIII, 2<sup>e</sup> p., 1924.

(2) CIXVII.

obstacle : la « cité » la plus importante de l'Aquitaine première, l'Auvergne (*civitas Arvernorum*), leur résistait obstinément, quoique abandonnée à ses propres forces. La résistance était dirigée par le fils et le gendre de l'ex-empereur Avitus, Ecdicius et Sidoine Apollinaire. Les derniers empereurs livrèrent l'Auvergne aux Goths. Glycère (473-474), pour se débarrasser d'une bande d'Ostrogoths commandée par Widimer, les envoya en Gaule. Julius Nepos fit mieux : il céda l'Auvergne aux Wisigoths en 475. Euric s'empara en outre de la région au sud de la Durance et acheva la mainmise sur la Provence (1). En Espagne, la Tarraconaise, où la population avait tenté une résistance analogue à celle de l'aristocratie gallo-romaine en Auvergne, fut également soumise. Euric obtint la consécration de ses conquêtes de l'empereur Zénon, au lendemain de la chute de l'Empire d'Occident, et se trouva un instant le plus puissant des chefs barbares.

*La Gaule du Sud-Est.* — Les Bourguignons (2), cantonnés en *Sapaudia* en 443, observèrent le *foedus* avec Rome jusqu'à la mort d'Aetius et de Valentinien III (455). Mais, dès 456, ils commencent à s'étendre hors de leurs cantonnements. L'arrivée de Majorien, le seul empereur « légitime » qui ait mis les pieds en Gaule après Valentinien II, suffit à les ramener à l'obéissance. Mais, après sa mort (461), leur expansion ne rencontre plus d'obstacle : Lyon tombe en leur pouvoir, puis Vienne, puis Die, puis le Vivarais (de 461 à 470). Toutefois ils ne purent s'étendre en Provence, prévenus de ce côté par les Wisigoths. Ils furent plus heureux à l'est et au nord où ils refoulèrent les Alamans; ceux-ci s'étaient avancés jusqu'à Langres et Besançon et tinrent *Vindonissa* (Windisch), au confluent de l'Aar et de la Limmat. A la fin du siècle, les Bourguignons s'étendent de la Durance, au sud, jusqu'aux abords de la Champagne, au nord, des Cévennes à la

(1) DXV. — (2) DXXXIII ; CDXXIX.

Reuss. Leurs rois résident à Lyon, à Vienne, à Genève, à Besançon, surtout à Genève et à Lyon. Ces rois appartiennent à une race nouvelle, l'antique dynastie ayant péri sous les coups des Huns en 436. Plus faibles que les Goths qu'ils redoutent, ces souverains se gardent de rejeter toute fiction d'alliance avec Rome. Chilpéric, Gundioc sont *magister militum*. Gondebaud, nommé patrice par l'empereur Olybrius, dispose de l'Empire au cours d'un séjour à Rome et porte au trône Glycère, un Italien, chef de la garde du précédent empereur. Mais Constantinople (Léon I<sup>er</sup>) ayant refusé à Glycère l'*unanimitas* et envoyé comme empereur Julius Nepos, Gondebaud retourne dans la vallée du Rhône (1).

*La Gaule septentrionale : du Rhin à la Loire.* — Ravagée en 407-408 par les Alains, Vandales et Souabes, délivrée par le passage des Barbares en Espagne (409), elle subit l'invasion d'Attila, orage effrayant mais vite dissipé (2). Bien plus grave fut la pression continue des Francs et des Alamans qui commencent à s'installer sur la rive gauche du Rhin et à remplacer les populations romaines par des colons germaniques (3). Les Francs Saliens s'étaient déjà installés en Toxandrie (nord du Brabant) dès 358, comme sujets de Rome. Gênés par la forêt Charbonnière, ils étendirent leurs cultures le long de la mer du Nord, dans l'ancien pays des Ménapiens celtiques. Aetius réussit à contenir ces peuplades conduites par Chloion. Mais après sa mort, les chefs Francs, suivant la voie romaine de Cologne à Cambrai, s'emparent de Tournai, de Cambrai et arrivent jusqu'à la Somme (4). Mais dans ces cités ils n'imposèrent pas leur langue.

Bien plus profonde ethnographiquement fut la poussée des Francs Ripuaires, politiquement inférieurs aux Saliens. Maîtres de Cologne, qui est leur capitale, ils s'étendent à l'ouest jusqu'à l'Eifel, sans toutefois entamer l'Ardenne. Au sud ils

(1) CDLXXXI; DXXXIII. — (2) CDXLIII, CDXLIV.

(3) CCLXXVI. — (4) CCLXXIV.

arrivent jusqu'à Mayence. La vallée de la Moselle fut repeuplée par des Ripuaires ou des Francs Hessois (*Chatti*) ainsi que la vallée du Mayn. Trèves, quatre fois pris et repris, fut perdu pour Rome vers 455 (1).

A la même époque les Alamans occupent la rive gauche du Rhin de Worms à Bâle et s'avancent même, un instant, jusqu'à Langres, Besançon, Mandeure. Peu après la Rhétie tombe en leur pouvoir. En Germanie, le Lech les sépare des Bava-rois, qui arrivent de Bohême (2).

Les pirates saxons, non contents de conquérir la Grande-Bretagne, s'installent çà et là sur les côtes de la Gaule, aux environs de Boulogne, dans le Bessin, sur le cours inférieur de la Loire (3).

L'Armorique est occupée par les Bretons de la grande île, fuyant la domination des Angles, des Jutes, des Saxons et aussi celle de leurs voisins celtiques d'Irlande, les Scots, qui s'installaient sur les côtes occidentales de Grande-Bretagne. Ces émigrés tentèrent même de s'étendre jusqu'au cœur du la Gaule : vers 470, un de leurs chefs, Riothime, fut battu près de Déols en Berry par les Goths (4).

Contre ces ennemis, deux personnages ont lutté vaillamment, le comte Paul et surtout le *magister militum* Aegidius (5). Celui-ci réussit à se servir des Francs comme fédérés : Mérovée et Chilpéric surtout ont été au service de l'Empire contre les Saxons, les Goths, les Alains. Mais Aegidius mourut subitement en 464. Il s'était maintenu par ses propres forces, haï de Rikimer. Il en fut de même de son fils et successeur Syagrius, qui garde une ombre d'indépendance dans le pays situé entre la Meuse, la Somme et la Loire. Séparé de l'Empire, il usa des Barbares. Nous savons qu'il parlait la langue germanique comme un Germain. Ainsi, pour commander aux dernières troupes « romaines » dans

(1) CDXLIII. — (2) DCXLVII. — (3) CCCVI, CCCVIII; CCCIV, 178.

(4) CCCVIII. — (5) CDLXXV.

la Gaule du Nord, il était bon de parler allemand !

En fait, à la date de 476, l'Empire avait perdu la majeure partie de l'Occident et ne subsistait plus qu'en Italie et théoriquement. Et c'est ce qui explique que « sa chute, qui se préparait depuis longtemps, fut à peine sentie du reste du monde : il tomba sans bruit ; c'était la mort d'un vieillard qui, privé de ses membres, expire de caducité » (1).

Un instant on crut qu'on pourrait le ressusciter : en 477, l'assemblée des Gaules, réduite aux députations d'Aix, d'Arles, de Marseille, demanda à Zénon de rétablir Julius Nepos en Occident. Cette tentative pour ranimer un cadavre n'eut point de suite. L'année 476 marque bien la fin de l'Empire romain en Occident.

(1) **CCLXXXI**, t. VIII (1764), p. 109

### CHAPITRE III

#### L'EMPIRE ROMAIN EN ORIENT

de 395 à 518 (1)

*La pars Orientis*, si menacée et si éprouvée au iv<sup>e</sup> siècle, a vécu, au v<sup>e</sup> siècle, d'une existence misérable, mais n'a pas été emportée par la tourmente. Cependant Arcadius est un fantoche, jouet successivement de Rufin, de l'eunuque Eutrope, de l'impératrice Eudoxie. Les tragédies sanglantes se succèdent : Rufin tué par son ennemi Gainas qui, comme toute l'armée d'Orient, était un Goth. Ce Gainas, soutien de l'Empire, conspire et périt, vaincu par Fravitta qui, lui aussi, est un Goth. La faveur des gens de cette race, après avoir atteint son apogée sous Théodose, touche à sa fin : ils sont massacrés à Constantinople (400) (2). A partir de ce moment il n'y a quasi plus de Germains dans les armées de l'Empire romain en Orient. Ils sont remplacés par des Caucasiens, des Alains, des Isauriens, etc.

Après Rufin, le pouvoir appartient à l'eunuque Eutrope, vieillard que ses ennemis accusent de tous les vices ; il périt, à son tour victime du ressentiment de l'impératrice qu'il a offensée. Saint Jean Chrysostome, lui aussi, s'attire la haine d'Eudoxie et meurt en exil. Arcadius laisse tout faire et assiste comme hébété à ces événements tragiques.

Son fils, Théodose II, grandit sous la tutelle d'Anthemius, préfet du prétoire d'Orient, et de sa sœur Pulchérie, qui n'avait que deux ans de plus que lui et qui passe pour la

(1) **LXVI**; **CXCII**; **DLXI**. — (2) **LXVI**, 135.

femme la plus remarquable de l'époque. Les événements les plus saillants de son règne sont : son mariage romanesque avec Athenaïs (Eudokia), fille d'un philosophe païen d'Athènes, la fondation de l'université de Constantinople, l'extension de l'enceinte de Constantinople (due à Anthemius), son œuvre législative (Code, 429-438), surtout les controverses christologiques qui aboutissent à la condamnation de Nestorius au concile œcuménique d'Ephèse (431).

Nestorius, à l'exemple de Théodore de Mopsueste, séparait les deux natures du Christ : l'homme, né de la femme, de Marie, n'est pas fils de Dieu par nature mais par grâce, et Marie n'est pas Θεοτόκος mais Χριστοτόκος. Par réaction, Eutychès, archimandrite de Constantinople, absorbe tout dans la nature divine. Il sera condamné au quatrième concile œcuménique, celui Chalcedoine (451), qui décrète qu'il faut confesser un seul seigneur en deux natures.

Ces controverses passionnent l'empereur, la cour, les grands, la foule : il y va de la sûreté de la foi, par suite du salut. Il n'est donc point de sujet plus important et les préoccupations causées par les Barbares passent au second plan.

Ces préoccupations sont bien graves pourtant. Les Goths (Wisigoths) se détournent de la péninsule balkanique ravagée et cherchent fortune en Occident : après la mort de Stilichon, la *pars Orientis* n'a plus rien à redouter d'eux. Restent, entre autres, les Perses et les Huns. On s'en tire vaille que vaille avec des traités et de l'argent. Avec les Perses, une paix de cent ans est conclue en 422. Vis-à-vis des Huns, dont l'Empire, comprenant, non seulement des hordes de Tatares, mais des sujets germains (Ostrogoths), des Alains, des Sarmates, probablement aussi des Slaves, s'étendait jusqu'en Hongrie et en Pannonie, l'Empire adopta une politique de soumission : il paya tribut à Rugila, puis, à partir de 444 environ, à son neveu et successeur, Attila. Comme l'Empire chinois, l'Empire romain essaye de sauver la face : il feint de

considérer les Huns comme des fédérés et le khan tatar comme un général au service de Rome : Attila est soi-disant *magister militum*. Le chef des Huns, tantôt se prête à cette comédie, tantôt rappelle insolemment à l'empereur de Constantinople qu'il est son sujet et son esclave puisqu'il lui paye tribut. Au reste, à plus d'une reprise (441, 443, 447) les Huns envahissent et ravagent le territoire de l'Empire.

Cette situation ignominieuse, mais peut-être inéluctable, change à la mort de Théodose II (28 juillet 450). Son successeur, Marcien, refuse de continuer à payer les soi-disant fédérés. Marcien, né en Thrace, est sorti du rang ; il devient tribun, sénateur et époux spirituel de Pulchérie, sœur de Théodose II. Brave et pieux, quand il mourut en 457 (janvier), âgé de soixante-cinq ans, il fut considéré comme saint, ainsi que son épouse, ou plutôt sa sœur, par l'Église chrétienne d'Orient.

Sa résistance aux exigences d'Attila lui aurait coûté cher si l'ambition n'avait porté le khan à se jeter sur l'Occident. L'échec et la mort de celui-ci (453) amenèrent la dislocation de son empire et le monde romain put souffler et reprendre haleine. Les Ostrogoths s'installèrent dans l'Illyricum, sous trois frères de l'antique race des Amales, comme fédérés.

A la mort de Marcien, le vrai maître de l'Empire est le *domestikos* Aspar, fils d'un guerrier Alain, Ardabuir, qui s'était distingué sous le règne précédent. Il élève au trône Léon, dit le Thrace, ancien « tribun », qui avait été son intendant. Le Sénat de Constantinople est en effervescence à cause de l'obscurité du personnage et de sa situation subordonnée vis-à-vis des Barbares. Pour lui donner quelque lustre, on a l'idée de procéder à une cérémonie nouvelle : le patriarche de Constantinople, Anatole, met la couronne sur la tête du nouveau *basileus* (7 février 457). C'est le premier exemple de couronnement d'un empereur par un ecclésiastique. Et il est gros de conséquences pour l'avenir.

Au même moment, en Occident, un autre barbare, Rikimer,



moitié Souabe, moitié Goth, dispose de l'Empire, en faisant et défaisant une demi-douzaine d'empereurs.

En Orient, il n'en fut pas de même. Léon fut peut-être plus méfiant, Aspar plus léger. Toujours est-il qu'ici c'est le barbare qui eut le dessous dans la lutte d'intrigues et de perfidies qui fut l'unique politique de ces temps. Aspar veut faire nommer César son fils, mais celui-ci est arien et le Sénat de Constantinople s'y oppose. En 471, Aspar est surpris et assassiné sur l'ordre de Léon par les *excubitores* du palais. Avec lui périssent ses fils, dont l'un, Ardabuir, était *magister militum*. Cette exécution mit fin à la prédominance des Alains comme celle de 400 à la domination des Goths.

Il faut dire que Léon avait l'appui de son gendre, un Isaurien, Zénon, qui mit au service de l'Empire ses compatriotes, les montagnards sauvages de l'Isaurie, en Asie Mineure, mais sujets de Rome depuis des siècles. Zénon lui-même est à demi barbare : son vrai nom est Tarasicodissa, fils de Rusumbladestus. Zénon remplaça Léon de 474 à 491. Son successeur fut le « silencieux » Anastase, de Durazzo, déjà âgé (soixante et un ans), qui dut son élévation à la veuve de Zénon, Ariadne, qu'il épousa. Il eut un long règne, étant mort le 9 juillet 518.

Ce sont d'assez pauvres règnes. Ces trois personnages sont gens d'origine obscure, d'intelligence et de courage médiocres. Zénon est grossier et cruel. Anastase vaut mieux ; il avait une certaine douceur d'âme et le souci du bien public. Il abolit les combats d'hommes et de bêtes fauves (499) ; il supprima le chrysargyre (498), la responsabilité collective des curiales. Il thésaurisa : le trésor se trouva plein à sa mort. Surtout il éleva les « longs murs » de 65 kilomètres, barrant la péninsule thrace (1).

Ces empereurs sont le jouet des factions ; ils sont sans cesse

(1) OBERHAMMER, dans *Geographisches Jahrbuch*, t. XXXIV.

sous le coup de révoltes de leurs généraux, de mutineries de la populace des grandes villes. Surtout les controverses théologiques troublent profondément les cœurs. Le monophysisme, étouffé à Constantinople, gagne l'Égypte et la Syrie et y allume des foyers de haine contre Byzance, et cela sera de grande conséquence au VII<sup>e</sup> siècle. Les empereurs croient de leur devoir d'imposer l'orthodoxie, c'est-à-dire leur doxie personnelle. Mais leurs bonnes intentions tournent contre le but qu'ils poursuivent. Zénon, par l'*Hénotique* ou Lettre d'union (482), déchaîne le schisme avec Rome, schisme qui durera longtemps (quarante ans). Anastase, en voulant imposer la phrase « qui fut crucifié pour nous », introduite par le moine Pierre le Foulon dans la formule liturgique du *Trisagion*, provoque les troubles les plus graves. Accusé de monophysisme et menacé d'être détrôné, l'empereur dut s'excuser au cirque (novembre 512).

Les périls extérieurs ne lui furent pas épargnés. Non seulement les Ostrogoths furent des hôtes incommodes et menaçants, mais les débris des Huns, firent des incursions; enfin apparaissent les Bulgares; ceux-ci sont encore de purs Tatares (Turcs), et derrière eux s'annoncent les Awares, leurs parents, qui seront bientôt suivis de la marée irrésistible des Slaves (1). Et cependant l'Empire n'est ni broyé ni submergé. A la fin du V<sup>e</sup> siècle les seuls ennemis vraiment inquiétants sont les Ostrogoths, surtout depuis que leurs diverses branches sont unies sous l'autorité d'un jeune prince, Théodoric, de la race illustre des Amales. Il succède à son père Théodémir en 475; il avait passé sa jeunesse à Constantinople, de huit à dix-huit ans (461-471).

Grâce à sa politique habile, l'Empire parvient à se débarrasser de ce peuple dangereux et même rêve de les utiliser à son profit. Odoacre avait donné des sujets de plaintes et d'in-

(1) Sur les Awares, voy. CCCXCVII, v<sup>o</sup> Hunni.

quiétudes à Zénon. En 488, Théodoric, avec le peuple goth, dont 20 000 guerriers, se dirige sur l'Italie. Il porte le titre de *magister militum* ; c'est moins comme chef barbare que comme fonctionnaire et général au service de la nouvelle Rome qu'il s'empare de l'Italie après une dure lutte, qui occupe cinq ans(1). En mars 493 seulement, après le meurtre d'Odoacre, il reçoit le titre royal de ses compagnons d'armes. Il est donc roi des Goths. Mais, vis-à-vis des Romains d'Italie, sa situation juridique demeure incertaine. Théodoric était, au point de vue du droit civil, « citoyen romain » et il porte la qualification de Flavius, réservée à la famille impériale. Donc, en Occident, il est une sorte de représentant de l'Empire, muni de pouvoirs constitutionnels mal définis, en fait absolus. Ce sera pour l'avenir une cause de rupture entre Constantinople et la monarchie ostrogothique. Pour l'instant, la sagesse était de ne pas trop préciser.

Ainsi, alors que la *pars Occidentis* s'est brisée en morceaux, qui ne se ressouderont jamais, la *pars Orientis* a réussi à vivre, tant bien que mal. Elle seule constitue désormais la *Romania*. Qu'une occasion favorable se présente, elle tentera, sous Justinien, de reconstituer l'Empire dans son unité passée, et elle voudra faire refluer le cours des destinées.

(1) CDXLIII, 92-95; CDLXX, 566; CCXXXI, t. I-II; DXCV, t. I.

## RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES

La caractéristique de l'Empire, c'est d'être un pouvoir absolu de fait, modérateur d'intention. L'empereur, c'est le premier citoyen de l'État, entre les mains duquel on rassemble les pouvoirs pour empêcher les citoyens de s'entr'égorguer et maintenir la cohésion du monde romain. L'Empire est une magistrature.

L'empereur, arbitre suprême, armé de droits formidables, ne peut laisser les provinces en proie à l'exploitation intense dont elles étaient victimes sous la République, entendez sous le gouvernement de l'aristocratie sénatoriale. Les pays conquis par Rome ont commencé à respirer seulement à partir de l'établissement de l'Empire.

L'État romain n'est pas un État véritable (1). Ses organes sont adaptés au gouvernement d'une cité antique et non d'un grand Empire. Aussitôt qu'elle a dépassé le stade de la conquête et de l'exploitation brutale ou hypocrite des vaincus, Rome ne sait trop quelle attitude prendre vis-à-vis de ses conquêtes. La Cité est un creuset trop étroit pour y refondre le monde. Le plus ancien procédé, c'est la colonie, petite Rome en miniature, installée au cœur des pays conquis. On en use encore, mais insuffisamment. Les provinces sont, ou des expressions géographiques, ou des divisions artificielles, rarement d'anciens États (Égypte). La vraie division organique du monde méditerranéen, c'est la Cité. Parmi les cités vaincues, Rome fait des distinctions : celles qu'elle a intérêt à ménager ou dont elle veut récompenser les services passés reçoivent les titres honori-

(1) On trouvera un autre aspect de la question dans les *Institutions politiques romaines*, de M. Homo, t. XVIII.

fiques de fédérées, alliées, amies, libres même, quoique, sous une forme ou une autre, elles payent l'impôt de sujétion, le *stipendium*, comme les cités sujettes. L'Empire romain, c'est donc une fédération de cités groupées autour de la plus puissante d'entre elles, Rome.

Mais une fédération de ce genre, si elle était effective, se décomposerait très vite. En fait, toutes les cités sont soumises aux décisions arbitrales, c'est-à-dire arbitraires, du maître, l'empereur. Sa personne est le lien qui unit les pièces de la machine. Malheureusement ce pouvoir absolu est presque sans organes légaux, sans fonctionnaires. Le prince n'est pas un roi, et aucun principe de succession ne pourra jamais s'imposer. L'Empire romain tout d'abord n'a à sa disposition que le vieil organisme de la République, inapte à l'administration d'un vaste État. Il n'a pas d'institutions qui lui soient propres. En fin de compte, tout repose sur la volonté du maître et celui-ci, en théorie nommé par le Sénat et par le peuple, est en fait l'élu et le jouet des armées.

Ce vice radical, l'absence d'institutions, s'aggrave à partir de la fin du <sup>II</sup>e siècle de notre ère, sous l'action de trois grands phénomènes : régression économique, crise religieuse, recrudescence de la pression des Barbares qui assiègent le monde méditerranéen depuis longtemps.

Crise économique : Rome a mis la main sur les richesses accumulées depuis Alexandre. Elle les a gaspillées, elle ne sait pas les renouveler par le travail. Son capitalisme, si toutefois on peut l'appeler ainsi, n'est qu'une usure stérilisante; les mines antiques, exploitées avec intensité, sont presque épuisées.

Crise de religion : elle eût suffi à elle seule à ébranler un organisme plus robuste.

Les Barbares : la Scandinavie déborde et la vague, se propageant chez les Germains d'Occident, déferle sur le monde romain qu'elle battra sans répit jusqu'à ce qu'elle ait forcé ses digues.

Alors se déchaîne la tourmente du <sup>III</sup>e siècle, où le monde

romano-hellénique faillit s'abîmer, moins sous les coups extérieurs que sous l'action des maladies internes. Le III<sup>e</sup> siècle est un pré-moyen âge où la religion, la littérature (en Occident du moins) et l'art antiques sont profondément atteints.

Cependant les forces sociales étaient encore assez vivaces pour triompher de ces maladies, quoique péniblement. Aurélien, surtout Dioclétien, puis Constantin, parviennent à reconstituer l'unité romaine. Seulement l'amorphisme du Haut-Empire n'est plus possible. Pour empêcher la dislocation, il faut centraliser, faire de la magistrature impériale une quasi-monarchie, lui donner des organes; des fonctionnaires, la diviser entre plusieurs têtes (tétrarchie, puis partages entre les fils d'empereurs).

Cette œuvre de reconstitution est entravée par la crise religieuse et la ruine économique. Dioclétien, sous l'influence de Galère, croit venir à bout d'une secte réputée dangereuse, le christianisme, par une compression systématique et prolongée. Son successeur, Constantin, prend une voie diamétralement opposée, moins par politique que par conviction personnelle : il accorde aux chrétiens la liberté, puis des faveurs et des privilèges et, enfin, se déclare lui-même chrétien.

A la régression économique ces grands hommes opposent des mesures, soit heureuses, comme le rétablissement d'une saine monnaie, soit inopérantes, comme l'édit du maximum. Surtout ils instituent une sorte de régime de castes qui maintient à vie, puis héréditairement, chaque homme dans sa fonction ou son métier.

Aux vices de la société les empereurs opposent une législation, tantôt plus humaine (pour la famille, l'esclavage), tantôt rigoureuse jusqu'à la cruauté (pour les délits contre les personnes et les mœurs).

L'armée est transformée. Les légions sont scindées en détachements qui tiennent garnison dans les villes fortifiées, réduites en étendue, ramassées sur elles-mêmes. Les « pro-

nonciamentos » diminuent d'intensité, sans cesser pourtant complètement.

Grâce à cet ensemble de mesures, le monde romain peut continuer à vivre, à contenir les Barbares, à s'adapter à la vie chrétienne et y adapter ce qui subsiste de la culture païenne antique, et cela sera de grande conséquence. Ce sont là des services inappréciables. Quelle profonde nuit ! quel retard dans le progrès, si le monde romain s'était disloqué dès le III<sup>e</sup> siècle !

Malheureusement, l'Empire n'est au fond qu'une « ruine réparée » et il y a tout de même un contraste tragique entre l'énormité de l'effort et le résultat. La décadence économique a été à peine enrayée et bientôt elle reprendra pour de très longs siècles.

Le changement de religion a été, au point de vue strictement politique, une opération médiocre : l'empereur impose le christianisme au moment même où cette religion subit une crise terrible, l'arianisme, et le pouvoir se jette à corps perdu dans le tourbillon des controverses théologiques, au grand dam de l'Église, et de l'État aussi.

La magistrature impériale aboutit inévitablement, normalement, à la monarchie du Bas-Empire. Mais cette monarchie n'est pas une monarchie véritable ; elle ne l'est ni par l'hérédité, qu'elle ne réussit pas à constituer, ni par le caractère auguste, presque mystérieux de ses représentants ; l'étiquette et la pompe ne parviennent pas à faire illusion sur l'origine trop basse de la plupart des empereurs. L'empereur, en dépit de sa terrifiante puissance, n'est nullement respecté de la population qui, à l'occasion, lui prodigue railleries et outrages. La plèbe urbaine n'a conservé de son passé républicain que l'irrespect, et la fidélité est, de tous les sentiments, celui qui lui est le plus étranger.

Le prince ne peut compter non plus sur le dévouement d'une aristocratie guerrière se serrant autour du trône. En

effet, l'aristocratie a été désarmée par l'autorité impériale. Elle sert l'État dans les carrières civiles, elle est à la tête de la bureaucratie, pour employer un terme un peu trop moderne, qui mène la machine administrative et grâce à laquelle l'Empire tient encore. Mais dans ces hautes fonctions l'aristocratie cherche moins l'intérêt général que ses profits particuliers. Cette aristocratie apeurée, aplatie devant le maître, dès les premiers temps de l'Empire, possède économiquement une puissance formidable. La grande propriété terrienne, qui a tué ou soumis la petite et la moyenne et qui, depuis la ruine du commerce et de l'industrie, est désormais l'unique source de la richesse, est toute entre ses mains. Sous une apparente soumission, l'aristocratie est la rivale du pouvoir monarchique, et, quand elle redeviendra guerrière, en Occident, elle le remplacera. Les bases économiques, sinon juridiques et politiques, de la féodalité médiévale sont déjà constituées sous le Bas-Empire.

Le peuple, sous la double pression politique de l'empereur, économique de l'aristocratie, est réduit à une insignifiance presque absolue. Il ne s'intéresse qu'à son bien-être matériel et à son amusement. Il n'a de romain que le nom. Rome a réussi partiellement à romaniser le monde méditerranéen, mais seules les classes supérieures ont la mentalité romaine. Même quand ils ont appris à parler latin ces Gaulois, ces Bretons, ces Espagnols, ces Africains, ces Illyriens, encore moins ces Égyptiens et ces Asiates, n'ont pu acquérir une conscience collective romaine. Les controverses religieuses seules sont parfois capables de tirer cet agrégat de peuples d'une apathie profonde, d'une aboulie sans remède.

Pour maintenir l'unité politique et « culturelle » du monde méditerranéen, il avait fallu briser par la force toute résistance, établir un pouvoir absolu, et ce pouvoir n'a pu subsister qu'en comprimant tout. Plus de politique, plus d'esprit public. La stérilité philosophique, scientifique, artistique et



littéraire tient à la fois à des causes économiques et à des causes psychiques : on ne s'évade de cette geôle que par la porte du mysticisme. Par une fatalité inexorable, l'Empire ne peut subsister que par le despotisme, et le despotisme étouffe toute spontanéité vitale, mine l'État et amènera fatalement sa perte. La masse morte des serfs et des colons dans les campagnes, des lazzaroni dans les villes, n'offre à l'État aucun point d'appui, aucune ressource.

La décadence économique a été une des causes de la décadence esthétique : une société pauvre est rarement féconde en œuvres d'art.

Autre cause : l'influence de l'Orient qui substitue son idéal à celui de la plastique hellénique. L'Orient, l'Asie, s'empare de l'Occident aussi bien esthétiquement, par son art, sous toutes ses formes (architecture, tapisserie, sculpture), qu'éthiquement par la religion : mithracisme, manichéisme, christianisme.

Quant à la littérature, sa décadence est bien plus profonde encore, d'abord à Rome, puis dans l'Orient hellénique. Ici aucune influence externe ne peut, comme ce fut le cas pour l'art, la renouveler, tout au moins la prolonger. Nous avons essayé de voir pourquoi le christianisme, loin d'apporter un souffle nouveau aux lettres antiques, s'était adapté aux formes les plus désuètes d'une tradition littéraire pétrifiée en des formes conventionnelles. Sans doute, les littératures objectives, n'étant pas fondées sur des émotions personnelles, sont toujours menacées de tarir à bref délai. Ce ne sont pas seulement les littératures antiques, mais les lettres modernes qui ont failli, il y a cent cinquante ans, périr desséchées. Rousseau et les Romantiques, en introduisant le subjectivisme dans la littérature moderne, l'ont sauvée de la mort.

Les langues antiques sont atteintes encore par les outrages inévitables du temps. Les Anciens n'ont pas admis qu'on écrivit en des formes autres que celles que des chefs-d'œuvre

avaient consacrées. Mais comme les langues se transforment sans qu'aucune force puisse s'y opposer, au bout de quelques siècles, l'écart entre la langue écrite et la langue parlée devient tel que faire de la littérature consiste à écrire péniblement dans une langue figée, artificielle, morte.

La philosophie et la science sont en pleine décadence depuis longtemps. Cette décadence avait commencé avant même la naissance de l'Empire romain, avant même l'hégémonie de Rome, dès le II<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Elle se précipite après et pour bien des motifs : l'esprit scientifique, mal distingué de l'esprit philosophique, est engagé dans une voie sans issue avec la logique aristotélicienne. La base, trop étroite, de la science antique repose sur les mathématiques et quelques parties de la physique ; les connaissances en chimie et en biologie sont presque nulles. Il y a surtout la concurrence religieuse. Le sentiment religieux, engourdi dans les siècles qui ont précédé et suivi l'ère chrétienne, reprend avec une force extrême vers le III<sup>e</sup> siècle ; il entre en conquérant dans l'âme humaine et entend y régner sans partage.

L'affaiblissement de l'Empire se manifeste sous sa forme la plus frappante, dans la décadence de l'armée. La gloire militaire de Rome, presque intacte encore, malgré les déchirements du III<sup>e</sup> siècle, s'éclipse soudain après Constantin. Et, dès la fin du IV<sup>e</sup> siècle, il est visible que si l'État romain est encore debout en apparence, la force lui a échappé et qu'elle est passée aux mains des Barbares à son service.

Comment a pu s'opérer cette transformation surprenante ?

La réforme de l'antique organisation militaire était, certes, inévitable. La percée des Barbares en Gaule, en Italie même, les défaites sanglantes où les empereurs (Dèce, Valérien) avaient perdu la vie ou la liberté, avaient démontré son inefficacité. De cruelles expériences avaient condamné le système de la frontière continue, le *limes*. La pesante légion, arme encore merveilleuse entre les mains d'un Septime Sévère,

peut-être même d'un Aurélien, s'avère inefficace contre la ruée des nouveaux adversaires de l'Empire, les Goths en Europe, les Perses Sassanides en Asie. Ce sont des cavaliers incomparables, comme plus tard les Vandales, parmi les Germains, les Huns et autres peuplades turques. Tactique, stratégie, fortifications, tout doit être transformé de fond en comble.

Le changement capital, et qui caractérise l'art de la guerre pour douze ou treize siècles, c'est que la prédominance passe de l'infanterie à la cavalerie. C'est celle-ci qui sera la reine des batailles jusqu'à la réapparition d'une véritable infanterie avec les bandes suisses à l'extrême fin du moyen âge. A partir de Constantin, le soldat par excellence (*miles*) s'entend du cavalier. Les écrivains du moyen âge rendront toujours par ce mot latin la notion de « chevalier ».

Dans le dernier tiers du III<sup>e</sup> siècle, à l'imitation de la Perse, on emploie dans l'armée romaine des cavaliers, et ces cavaliers sont revêtus de cottes de mailles de la tête aux pieds. Les *clibanarii*, *cataphracti*, *scutarii* de la garde impériale sont des cuirassiers.

L'armement offensif, lui aussi, est modifié. De leurs campagnes contre les Parthes, puis contre les Sassanides, les Romains rapportent l'usage de l'arc, d'un arc puissant dont les flèches sont encore meurtrières à 125 ou 130 mètres, et ils en arment leurs cavaliers. Sur 17 corps de cavalerie, le duc de Syrie en a 4 de *sagittarii*, un de *scutarii*. Le duc de Mœsie commande 3 *cunei* de *scutarii*, 2 d'*armigeri*. La garde impériale a des escadrons de cuirassiers armés de l'arc, comme des cavaliers, perses ou turcs. L'infanterie « palatine » compte aussi quelques corps de *sagittarii*.

La légion, cessant d'être l'arme de choc par excellence, voit modifier radicalement et son armement et sa tactique et sa composition. L'armement est allégé : à l'énorme *scutum* demi-cylindrique on substitue un petit bouclier rond ; il est ques-

tion de supprimer le casque de fer, les lames métalliques qui cuirassent la poitrine. L'exercice du *pilum*, l'arme caractéristique du légionnaire, est désormais délaissé. La formation en phalange sur huit hommes de profondeur, encore en faveur sous Caracalla et Alexandre Sévère, est abandonnée. Dans les cas, probablement de plus en plus rares, où la légion est utilisée pour l'attaque, elle prend la formation en « tête de sanglier », à la mode germanique.

Toutes ces réformes tendent à l'allégement de la légion, réformes logiques puisque le rôle d'arme de choc est passé à la cavalerie lourde. L'infanterie n'a désormais pour fonction que d'appuyer la cavalerie, de couvrir ses évolutions, de lui permettre de se reformer après l'attaque, et ce rôle, elle le gardera à travers tout le moyen âge. Dernière et inéluctable conséquence : la légion se disloque. Chacune des dix cohortes qui la composent tend à l'individualité et finira par constituer un corps autonome (*numerus*, ἀριθμός), comprenant de 300 à 500 hommes commandés par un « tribun ». Ce qu'on nomme « légion » à la fin du iv<sup>e</sup> et au v<sup>e</sup> siècle, c'est une grosse cohorte de 800 à 1 200 hommes.

Ces détachements sont employés à garder les villes de l'intérieur, transformées en forteresses. On a compris qu'il était impossible de défendre sur tous les points les « murailles de Chine » que le Haut-Empire avait élevées entre le Rhin et le Danube, en Bretagne, de la mer du Nord à la mer d'Irlande, sur l'Euphrate, etc.

Le *limes* est désormais (sauf en Bretagne) une frontière ouverte, un *border*. Il est gardé par des troupes de *limitanei* ou *riparienses* ou *ripenses*, soldats-laboureurs gratifiés de fonds de terre, mais héréditairement attachés à leur condition, vrais serfs militaires, à partir du iv<sup>e</sup> siècle. Comme on prévoit que leur résistance en rase campagne sera courte et peu efficace, on leur bâtit sur le *border* quantité de blockhaus, appelés *castella* ou, d'un mot germanique, *burgi*, où ils ont

mission de tenir garnison (*castellani*). En même temps, on conserve les grands commandements militaires des frontières, on les multiplie, on en augmente la profondeur. Ce sont des *tractus* : *tractus Armoricanus*, *tractus Nervicanus*, *tractus Mogontiacensis*, *tractus Argentoratensis* en Gaule. Le commandement en est confié à de hauts personnages, « amis » de l'empereur, les *comites* ; d'où la qualification de comte (*comes*) qui s'ajoute au titre de général (*dux*) et tend à devenir elle-même un titre. Néanmoins on ne se fait aucune illusion. Le *limes*, le *tractus*, pourra retarder l'invasion des Barbares, il sera impuissant à l'arrêter.

Au temps des « trente tyrans », la cellule organique du monde romain, la *Civitas*, avait le plus souvent son chef-lieu sans défense aucune : bien rares furent, en Gaule du moins, les villes du Haut-Empire entourées de remparts, exception faite de Nîmes, d'Autun, de Trèves. Aussi avaient-elles été prises facilement et détruites par les Barbares. A partir des années 260-270 environ, on se préoccupa de fortifier les chefs-lieux de *civitates*. Pour bien des raisons (dépopulation, nécessités stratégiques), les villes durent être extrêmement resserrées : elles n'eurent désormais qu'une superficie très réduite, une vingtaine d'hectares pour les plus importantes, et très souvent la moitié et moins encore : ce ne sont plus que des forteresses. Seule, Rome eut son enceinte agrandie : Aurélien la porta à près de 19 kilomètres de périmètre.

Il est plus que probable que c'est pour garder les villes fortes que les légions ont été scindées en *numeri* ou *αριθμοί*. Il suffit d'ouvrir la *Notitia dignitatum* (v. 400) pour se rendre compte que les innombrables corps qu'elle énumère ne sont, pour l'immense majorité, que des garnisons. Ces corps, si on les dénombre, atteignent un chiffre voisin de mille têtes, à la fois pour l'Orient et pour l'Occident.

Ce total doit être à peu près doublé si l'on tient compte des contingents des troupes de frontière (*limitanei*, *ripenses*).

Le total des forces de l'Empire a pu s'élever à 523 ou 533 mille hommes. Il est vrai que la *Notitia dignitatum* comporte des lacunes. Ces lacunes ou ces omissions sont peu de chose : elles laissent croire simplement que le total pouvait monter à 550 mille hommes. Il faut ajouter la double garde impériale des *domestici*, dont le chiffre exact est inconnu (il sera de 3 500 au vi<sup>e</sup> siècle pour l'Orient) et les *scholæ* (7 en Orient, 5 en Occident) des deux « maîtres des offices ».

Si cette armée avait été tout entière une armée de campagne, le succès des grandes invasions ne s'expliquerait absolument pas. Les Barbares qui envahirent l'Empire ne comptaient, en effet, qu'un petit nombre de guerriers. Les Goths qui vainquirent et tuèrent Valens à la célèbre bataille d'Andrinople n'étaient que 10 000. Les Vandales qui firent la conquête de l'Afrique n'étaient tout compris, hommes, femmes et enfants, que 80 000, c'est-à-dire au maximum 20 000 combattants. Le peuple des Ostrogoths, conduit par Théodoric, tint un instant tout entier dans Pavie, très petite ville encore à la fin du v<sup>e</sup> siècle. Et il est permis de soupçonner que les « hordes innombrables » d'Attila se trouvaient, lors de la bataille de *Campus Mauriacus*, réduites à quelques milliers de cavaliers.

Pour être incapables de tenir tête à des adversaires si peu nombreux, il faut que les armées romaines aient fini par n'être plus en grande majorité qu'une milice dépourvue de véritable instruction militaire et de toute valeur combative.

Leur faiblesse numérique est d'ailleurs misérable. A partir de cette époque, les armées comportent au plus 15 000 hommes et les corps expéditionnaires 5 000 à 6 000 hommes, moins encore. Il en sera désormais ainsi à travers tout le moyen âge : les grosses batailles seront des rencontres où, de chaque côté, se heurtent de 3 000 à 4 000 « chevaliers » et « sergents à cheval » et 8 000 à 10 000 « sergents à pied ».

Il faut dire que l'énorme étendue de l'Empire et son attitude défensive vis-à-vis des Barbares, passé le règne de Trajan, le

condamnaient à être faible sur tous les points, bien qu'entretenant un chiffre de troupes élevé. En outre, la régression économique du monde romain obligeait à payer en nature (sauf des cadeaux extraordinaires), à faire vivre le soldat sur le pays. Les soldats-laboureurs du *limes* et les Barbares (Lètes, Sarmates) attachés à la glèbe à l'intérieur du pays perdaient vite toute valeur militaire. Légions et *auxilia palatina* eux-mêmes, à force de tenir indéfiniment garnison dans la même ville, dans le même *castrum*, se déshabituèrent du combat en rase campagne. La baisse de la valeur combative de l'armée dite « romaine », non moins que les difficultés du transport du ravitaillement accrues par la décadence économique, peut-être par le mauvais entretien des routes, expliquent qu'il devienne de plus en plus difficile de lever un corps expéditionnaire. Pour constituer la petite armée de Mascezil en 398, il faut lui donner les meilleures troupes de l'Empire, les légionnaires Herculéens et Joviens, et des cohortes du nord de la Gaule. Pour secourir Rome attaquée par Alaric, on tire de Dalmatie cinq grosses légions dont l'effectif monte à 6 000 hommes ; c'est une élite, qui fut, d'ailleurs, exterminée par les Goths. Chacune des grandes provinces ne renferme donc qu'un nombre très faible de troupes de choc. Que celles-ci quittent le pays pour un motif quelconque, et voici la Gaule, la Bretagne, l'Illyrie qui deviennent instantanément la proie des Barbares, en dépit des *limitanei* et des garnisons urbaines.

Rome a payé de sa vie la politique négative qui, sous prétexte de pénétration pacifique, l'a empêchée de faire la conquête de l'Europe centrale, de la Calédonie, de l'Irlande, au moment (1<sup>er</sup> et même II<sup>e</sup> siècle) où celle-ci était possible. La « sagesse » d'un Tibère, d'un Hadrien devait déchaîner, à longue échéance, la catastrophe.

Il y a pis encore :

Le phénomène capital de l'histoire de l'armée romaine, c'est que depuis Constantin, peut-être même antérieurement, elle

se vide de Romains pour arriver très rapidement à n'être plus composée que de Barbares. Armée romaine aux iv<sup>e</sup>, v<sup>e</sup> siècles, cela veut dire simplement armée au service de Rome (puis de Byzance).

De très bonne heure, les non-Romains ont été au service de Rome, ils forment les *auxilia* (infanterie, surtout cavalerie), mais sous la République ce sont des Latins ou des Italiens, proches parents de race et de langue et rapidement romanisés. Sous l'Empire, les Barbares, surtout Germains, entrent dans la garde personnelle de l'empereur dès le principat d'Auguste. Phénomène de tous temps et de tous pays : le maître aime à s'entourer d'étrangers, plus fidèles que ses compatriotes et à l'abri des influences politiques ou autres. Pendant tout le cours de l'Empire romain et byzantin, il en sera ainsi. Cette mesure est généralement peu dangereuse, car ces étrangers ne trahissent pas le maître, qui les paye, au profit de la population qui les déteste. Que des Germains de la rive gauche du Rhin servent dans les corps auxiliaires ou même dans les légions, c'est normal : ils sont citoyens romains (tous les libres le sont depuis l'édit de Caracalla de 212) et sont romanisés.

Quant aux Barbares habitant en dehors des frontières, dès le iii<sup>e</sup> siècle, même dès la fin du ii<sup>e</sup>, ils sont admis dans l'armée romaine comme auxiliaires. Néanmoins, le nerf de l'armée c'est toujours la légion (à effectif de 5 000 à 6 000 hommes), recrutée sur place à partir du principat d'Hadrien. Si, dans certaines parties de l'Orient, cette mesure ne donna que des résultats médiocres, l'Empire eut la bonne fortune de trouver un réservoir d'hommes, puis de généraux, dans l'*Illyricum*. Ces populations illyriennes (de Pannonie, du Norique, de Rhétie, de Dalmatie, de Prévalitanie), longtemps demeurées barbares, sont au iii<sup>e</sup> et au début du iv<sup>e</sup> siècle la force de Rome, comme les Albanaï, leurs descendants, furent la force de l'Empire turc. Elles sont, du reste, romanisées de langue et de mœurs.

Malheureusement, au cours du iv<sup>e</sup> siècle et du suivant, ces



populations, et aussi les populations thraces de la péninsule balkanique, sont à peu près exterminées par les invasions barbares. A leur place, on fait entrer dans les légions ces mêmes Barbares, Germains, Sarmates et aussi quelques Gaulois et Germains du nord de la Gaule, des Maures, des Cauciens (Ibères, Arméniens). Dès le <sup>ii</sup>e siècle, il n'y a presque plus de Romains provinciaux ; à la fin du même siècle, il n'y en a plus du tout : les légions romaines ne comptent plus dans leurs rangs que des Germains occidentaux (Alamans, Francs, etc.) ou Orientaux (Goths, Vandales, Érules), quelques Maures, et même des gens de race orientale, Alains, Huns, etc. Au milieu du <sup>iv</sup>e siècle, soldat, *miles*, est synonyme de *Barbarus*. C'est le lieu de reprendre la phrase de Tacite : *Nihil validum in exercitibus nisi quod externum*. Voilà qui devient grave. C'est comme si l'armée française finissait par ne plus se composer que d'Algériens, de Marocains, de Sénégalais, d'Annamites.

Mais tant que les cadres, l'instruction, la langue du commandement, l'armement, la tactique demeurèrent romains, il n'y eut encore que demi-mal. Malheureusement, on n'en resta pas là. Dès le milieu du <sup>iii</sup>e siècle, la politique soupçonneuse de Gallien écarte de l'armée les sénateurs romains ; puis c'est la classe sénatoriale des provinces, puis les décurions, enfin les *subjecti curiæ*, auxquels le service militaire est rigoureusement interdit. Ces mesures n'allaient que trop au-devant des désirs de l'aristocratie et de la bourgeoisie amollies. Un préjugé se fait jour bien vite, qui considère comme une sorte de déshonneur le service militaire, même en qualité d'officier, et l'Église accentuera ces préventions. Le résultat paradoxal de ces mesures inconsidérées sera de livrer la force, par suite l'État, à des hommes de condition très humble. Cette aristocratie, si profondément imbue de la naissance et de la fortune, qui méprise les petites gens, leur abandonne le trône en leur abandonnant les grades de l'armée. Des soldats de fortune, de

basse naissance, montent de grade en grade jusqu'au pouvoir suprême : soldat, protecteur (centurion), tribun, César, tel est le *cursus honorum* de Constance Chlore, de Maximien Daïa, de Valentinien, de Valens, etc. Et il est heureux pour l'Empire d'être, à partir de Claude II, entre les mains de ces généraux illyriens, rudes, mais énergiques.

Passé le commencement du iv<sup>e</sup> siècle, cette ressource tarit. Force est de prendre les officiers, comme les soldats, parmi les Barbares. Déjà sous le principat de Gallien, l'Érulle Naulobatus avait reçu les *ornamenta consularia*, simple décoration, il est vrai. Mais, à partir du règne de Constantin, l'élévation des Barbares germaines aux plus hautes fonctions de la cour, aux plus hauts grades de l'armée, est fréquente, presque systématique. Le chef alaman Eroc (Crocus) avait porté au trône Constantin. Trois autres alamans (Latinus, Agilo, Scudilo) font partie de l'armée de Constance. Un roi de cette nation, Vadomir, sera fait duc de Phénicie, un autre roi « tribun » d'un corps auxiliaire. Mais la prédilection de Constantin allait aux Francs : *Franci quorum multitudo in palatio florebat*, dit Ammien Marcellin. Leur faveur se poursuivra jusqu'à la fin du siècle : Mellobaude sera chef de la garde (*comes domesticorum*) en 378 ; Dagalaïf (366), Mérobaude (377) obtiendront la distinction la plus haute, le consulat. Les armées romaines sont commandées par des Francs, Bauto, Arbogast, Richomer ; par des Goths, Gaïnas, Sarus, Fravitta, Alaric même ; par un fils de Vandale, Stilichon ; par un Sarmate, Victor ; au siècle suivant, en Orient, par des Alains, Aspar, Ardabuir. On vit même un Franc, dissimulant son origine sous un nom latin, Sylvanus, aspirer un moment à l'Empire.

Toutefois, il importe de faire observer que ces personnages, bien que d'origine germanique, sont « citoyens romains ». L'élévation au consulat, le patriciat, le « connubium », ne permettent point d'en douter. Fravitta épouse une Romaine, Stilichon épouse Sérena, nièce de Théodose, et le fils de celui-ci,

Honorius, épouse une fille de Stilichon. L'empereur Théodose II est, par sa mère, petit-fils du Franc Bauto. Beaucoup de généraux barbares sont même nés sur territoire d'Empire et sont ses sujets, tels Magnence, Stilichon.

N'est-il pas, tout de même, inquiétant que l'ensemble des officiers supérieurs appartienne à une race étrangère au monde romain ?

Inquiétant, pourquoi ? Ont-ils trahi l'Empire ? Jamais. Les Francs demeurés indépendants et barbares n'ont pas eu d'adversaires plus redoutables que les Francs Sylvanus, Arbogast, Richomer. Même après la chute de l'Empire, les Rugues, Barbares du Danube, seront exterminés par celui-là même qui a mis fin à l'Empire d'Occident, Odoacre, qui lui-même est un Rugue ou un Skyre. En vérité, aux iv<sup>e</sup> et v<sup>e</sup> siècles, tout homme brave pouvait choisir entre deux voies, la Barbarie, la *Romania*. S'il adoptait celle-ci, il s'y tenait.

Alors, dira-t-on, où est le mal ? La masse de la population travaille, paisible et civilisée, exempte du service militaire. La force brutale est recherchée chez les brutes et ces brutes sont fidèles. C'est une division rationnelle du travail. Tout est pour le mieux.

Dans la réalité, en procédant de la sorte, l'Empire a laissé le pouvoir glisser de ses mains. L'armée romaine avait été un puissant agent de romanisation tant qu'elle avait compris des Italiens ou même des provinciaux. Au iv<sup>e</sup> siècle, il n'en est pas ainsi. Composée de Germains, commandée par des Germains, cette armée n'a plus de romain que le nom, et elle devient, sans même le vouloir, un agent de germanisation, et cela dès une époque où la solidité de l'Empire semble encore à toute épreuve. Quand on lit le récit des campagnes de Julien et de ses successeurs, il apparaît que les troupes les plus estimées sont moins les légions que certains corps auxiliaires aux noms pittoresques (*Petulantes*, *Braccatae*, *Ursi*, etc.). Or ces corps ne semblent plus armés à la romaine et n'usent plus de

la tactique romaine. Les antiques traditions de discipline et de science militaire se perdant, mieux vaut utiliser au service de Rome la fougue barbare. Plus le soldat soi-disant romain est barbare, mieux il vaut. De fait, l'armée de Julien est toute germanique. Elle attaque en « tête de porc », pousse les mugissements appelés *barritus*, élève Julien empereur sur le pavois, comme un roi mérovingien. Son habillement est tout germanique. L'empereur lui-même finit par se vêtir de peaux de bêtes et le costume romain devient de cérémonie, même pour le chef de l'État.

Le commandement est naturellement en latin. Cependant, quand on voit, à la fin du v<sup>e</sup> siècle, Sidoine Apollinaire complimenter Syagrius de parler à la perfection le germanique, il en faut conclure qu'il devint indispensable de parler allemand pour se faire comprendre des derniers soldats « romains » de la Gaule !

Cette germanisation du monde romain se manifeste dès le milieu du iv<sup>e</sup> siècle dans l'onomastique. Si certains généraux barbares prennent un nom latin, tels Victor, Magnentius, Sylvanus, Sebastianus, la plupart préfèrent conserver leurs noms germaniques : Merobaude, Dagalaïf, Bauto, Arbogast, Richomer, Gaïnas, Stilicho, Rikimer, etc. Des écrivains latins du v<sup>e</sup> siècle, Merobaude, Frigeridus, portent, l'un un nom franc, l'autre un nom gothique. Des Romains et Romaines, nés avant la chute de l'Empire d'Occident, ont déjà des noms germaniques, tels les saints Médard et Gildard, saint Vast (*Vedastus*), sainte Geneviève (*Genovefa*). La vogue inouïe des noms germaniques, qui amènera l'extermination complète de l'onomastique latine, aux vii<sup>e</sup> et viii<sup>e</sup> siècles, a déjà commencé.

La chose grave, c'est que la confiance n'a jamais régné entre les généraux barbares et la population romaine. Tant que l'Empire a paru inébranlable, la méfiance est demeurée latente. Après Théodose elle a fait explosion et a été attisée par la jalousie de quelques généraux d'origine vraiment romaine,

généraux dont l'empereur est le jouet. L'empereur, désormais un débile, craint le « patrice ». Le danger passé, quand il croit n'avoir plus à redouter les Barbares, il se débarrasse de lui par l'assassinat (Stilichon, en 408 ; Aetius, en 454 ; Aspar en Orient, en 471). Mais, dans la seconde moitié du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, en Occident, le chef barbare, maître de l'armée, prend mieux ses précautions ; c'est lui qui surveille l'empereur et le tient à sa merci. Son origine lui interdit, vu les idées du temps, de prendre la pourpre pour lui-même, ce qui perpétue un dualisme funeste. A deux reprises, Rikimer, après avoir laissé l'Empire vacant, le relève. Enfin Odoacre met fin à la comédie en cessant de mettre sur le trône une marionnette impériale. Mais il n'a ni les ressources ni le prestige nécessaires pour sauver l'Empire en Occident. Celui-ci était, en fait, réduit à l'Italie. La Bretagne était perdue à jamais ; les provinces danubiennes, l'*Illyricum*, étaient transformées en un désert sillonné par les cavaliers hunns, goths, gépides, lombards, érules, etc. La Gaule, l'Espagne, l'Afrique étaient au pouvoir des fédérés barbares, Wisigoths, Suèves, Vandales, Bourguignons, Francs. Le *fœdus* avec les Barbares, qui les admettait sur le territoire de l'Empire qu'ils s'engageaient à défendre, s'était avéré tout de suite un expédient désastreux. Conservant leurs armes, leur tactique, leurs mœurs, leur langue, leurs rois nationaux, les « fédérés » furent rebelles à toute romanisation. Sans avoir eu, au début, le dessein de détruire l'Empire, ils lui portèrent cependant des coups terribles, à partir de l'année 376, par leur turbulence, leur indiscipline, leurs appétits insatiables. Si les Germains composant l'armée « romaine » régulière des <sup>iv</sup><sup>e</sup> et <sup>v</sup><sup>e</sup> siècles ne trahirent jamais, les fédérés furent en état de révolte à peu près constante. Quand l'Empire s'éclipsa brusquement en Occident, à partir du milieu du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, leurs rois, maîtres de la force, saisirent naturellement le pouvoir dans les provinces où ils étaient cantonnés. La population romaine, habituée à identifier l'armée et les « Barbares », se serait à peine aperçue du changement, puisque l'administration à la romaine se poursuivait

sans modification appréciable, si les nouveaux maîtres n'avaient été ariens ou païens.

Somme toute, excepté en Bretagne, et sur une lisière à l'ouest du Rhin et au sud du Danube, où les éléments germaniques se sont entièrement substitués à la *Romania*, les Barbares n'ont pas détruit l'Empire romain d'Occident. L'Empire est mort de maladie interne. Pendant les deux derniers siècles de son existence, il oppose une politique de conservation implacable aux forces économiques, sociales, ethniques, qui veulent sa dissolution. Jamais lutte plus obstinée n'a été menée contre la Destinée. Cependant, depuis la fin du iv<sup>e</sup> siècle, sa résistance cède rapidement. Au v<sup>e</sup> siècle, c'est un affaissement sans espoir de redressement, jusqu'à ce que Rome laisse finalement échapper le pouvoir de ses mains défaillantes.

Cette tragédie, le Monde antique qui ne veut pas mourir, est un des spectacles les plus passionnants qui puissent s'offrir aux regards de l'historien et du sociologue.







## TROISIÈME PARTIE

### APRÈS LA DÉBACLE

---

#### CHAPITRE PREMIER

#### L'ITALIE APRÈS LA DISPARITION DE L'EMPIRE D'OCCIDENT, DE 476 A 526

Les invasions des Barbares (Radagaise, les Wisigoths, les Huns, etc.), la disparition de l' « Empire » en 476, l'arrivée et l'occupation du pays par les Ostrogoths, rien de ces grands événements n'a affecté profondément la vie sociale ou même l'organisation et la géographie administrative du pays.

On s'imagine, ou plutôt on s'imaginait, je ne sais quel bouleversement, non seulement politique, mais social en 476 : Odoacre distribuant à ses bandes germaniques révoltées contre l'Empire le tiers du sol de l'Italie. Les choses ne se sont pas passées ainsi. Que les Germains fussent maîtres de l'armée, il n'y avait rien là qui pût surprendre les Italiens. Depuis près de deux siècles, même au temps où l'Empire brillait encore d'une splendeur incontestée, sous Constantin, — et peut-être même peut-être sous Dioclétien déjà, — l'armée au service de Rome était surtout composée de Barbares, en majorité Germains. Et cela n'était alors d'aucune conséquence, puisque ces troupes étaient fidèles.

Dès le iv<sup>e</sup> siècle, *barbarus* est synonyme de *miles*, de soldat (1).

Chose plus grave, les chefs de ces armées équipées et instruites à la romaine, mais barbares de race, et aussi de langue, sont aussi très souvent eux-mêmes des barbares, à partir du iv<sup>e</sup>-v<sup>e</sup> siècle. Mais ce sont des barbares qui ont rompu avec la barbarie et sont entrés dans les cadres de l'État romain. Un Sylvanus, un Dagalaïf, un Arbogast au iv<sup>e</sup> siècle, même un Alaric au v<sup>e</sup> siècle, sont *civis romanus*. Il n'est pas douteux qu'il en fut de même de Rikimer, qui domina l'Occident après Aetius, et d'Odoacre lui-même.

Seul maître de l'Italie, ce dernier la défend comme un dogue. En 487, il tombe en plein hiver sur les Rugues qui menacent l'Italie. Surpris dans la région du Danube, les Barbares subirent une défaite écrasante et leur roi fut ramené prisonnier en Italie. Deux ans après, nouvelle expédition victorieuse : la peuplade des Rugues est réduite à une poignée de guerriers et disparaît peu après de l'histoire (2).

Odoacre, bien que ses compagnons fussent les débris des nations des Skires, Érules, Turkilingues, Rugues, commandait en réalité la dernière des armées romaines, entendez au service de Rome. Si elle s'est soulevée en 476 contre le patrice Oreste et l'empereur fantôme Romulus — c'est cela qu'on appelle la fin de l'Empire d'Occident, — c'est, dit-on, qu'on lui refusait le partage des terres.

Qu'est-ce que le partage des terres ?

Est-ce une révolution sociale ? « C'eût été une révolution sociale telle que l'histoire du monde n'en offre point de pareille (3). » Rien de semblable ne s'est passé. Ces soldats « romains » mercenaires demandent en réalité à être assimilés aux *fédérés*.

Rappelons brièvement la nature de l'établissement de Bar-

(1) CVIII, t. II, 263; DXLV, t. I, 20 — (2) CDXLIII, 134-136.

(3) CVIII, t. II, 342.

bares fédérés sur le sol romain. Le mode d'occupation, le cantonnement de ces Barbares est qualifié d' « hospitalité » (*hospitalitas*). Le fédéré barbare, l'hôte (*hospes*), vit aux dépens d'un propriétaire foncier (*possessor, dominus*). Tous deux se partagent une terre et les moyens d'exploiter cette terre (colons et esclaves, véritable cheptel humain). La proportion varie. En Gaule, Wisigoths et Burgondes reçoivent les deux tiers; en Italie, les troupes d'Odoacre, puis de Théodoric, recevront le tiers. Mais peu importe. Ce qui est partagé, ce n'est pas l'ensemble des biens d'un grand propriétaire foncier, mais un domaine (entre dix ou vingt) ou une fraction de domaine suffisant à l'entretien d'un soldat barbare, de sa famille et de ses serviteurs. Dans les pays, comme l'Italie, où il reçoit le tiers, le barbare reçoit le tiers d'un fonds de terre plus grand, voilà tout (1).

Pourquoi les soldats de la dernière armée romaine ont-ils préféré le régime de l'*hospitalité* à celui de la solde en argent, ou en nature surtout, qui était en usage jusqu'alors pour les troupes régulières? Nous ne le savons pas au juste. Peut-être parce que les magasins militaires ne recevaient plus des « provinciales » les fournitures accoutumées (2). La seule chose assurée, c'est qu'il n'y eut aucune révolution dans la structure sociale de l'Italie. Le seul changement fut l'assimilation des soldats réguliers aux fédérés, et ce fut peu de chose. Cette armée, dont Odoacre fut le roi, demeura, du reste, cantonnée dans le nord de l'Italie autour de Milan : depuis deux siècles il en était ainsi, les troupes défendant l'Italie restaient massées près de Milan, de Vérone ou de Ravenne.

Mais l'administration ne changea pas. La géographie administrative demeura la même. Les provinces subsistèrent sans modification (3).

L'administration civile, financière, fonctionne comme aupar-

(1) CDXXIX, 72, 95; CVIII, t. II, 345. — (2) DXLV, t. I, 74.

(3) DLXIII, 134; DCLI, t. I, 110.

ravant. Il y a toujours un Sénat, un préfet de Rome, des consuls (jusqu'en 541), des curies. Rome est toujours la plus belle ville de l'Occident. Sa vue frappe d'admiration les étrangers et même les Barbares. Elle continue, du reste, sa vie d'oisiveté : les jeux du cirque et de l'amphithéâtre ne chôment point. Il ne semble pas, en vérité, que la masse de la population italienne ait eu à opérer de réelles modifications dans ses habitudes.

Rien ne changea non plus quand, au gouvernement d'Odoacre, succéda celui de Théodoric et des Ostrogoths. Après la dissolution de l'empire d'Attila, les Ostrogoths s'étaient rendus indépendants des Huns et s'étaient établis en Pannonie et en Illyrie. Ils étaient soi-disant alliés ou sujets de l'Empire. En réalité, ils étaient des hôtes ou des voisins turbulents, pillards. Ils devinrent dangereux quand leurs bandes furent unies sous une autorité unique, celle de Théodoric, de l'illustre famille des Amales.

La politique impériale réussit un coup de maître : elle parvint à se débarrasser de ce peuple redoutable et en même temps à l'utiliser. Odoacre, quoique reconnu par Zénon et décoré du titre de « patrice », avait donné des sujets de plaintes à l'empereur. En 488, Théodoric, à la tête de tout son peuple, — et ce n'était pas une bien grosse multitude : elle ne comptait peut-être pas plus de 20 000 guerriers, — se dirigea vers l'Italie. Il porte le titre tout romain de *magister militum* et la qualification de *patrice*. C'est moins comme chef barbare que comme général au service de la Rome nouvelle qu'il se rend maître de l'Italie, après une lutte acharnée de cinq années. C'est seulement en mars 493, après la défaite et le meurtre d'Odoacre, qu'il reçoit de ses compagnons d'armes le titre royal. Il est roi des Goths, mais nullement des Romains d'Italie. A leur égard, sa situation est mal définie. Au point de vue du droit civil, Théodoric, qui a passé sa jeunesse à Constantinople, n'est pas un étranger, il est « citoyen

romain ». Il accole à son nom le gentilice *Flavius*, ce qui est soi-disant le rattacher à la famille impériale par un vague lien d'adoption. Il gouverne ainsi la population italienne par une sorte de délégation, au moins tacite, un *magisterium militum praesentale*, à compétence étendue.

En théorie, il reconnaît la suprématie de l'Empire ou plutôt ne songe même pas à la nier explicitement, car, sous les hyperboles de sa chancellerie, il se cache de la prudence. Cependant, non seulement il prodigue les paroles flatteuses à l'empereur, mais il se dit son fils et serviteur (*ego qui sum servus voster et filius*). En 508, il écrit (1) : *Regnum nostrum imitatio vestra est, unici exemplar imperii... qui quantum vos sequimur, tantum gentes alias anteimus. Additur etiam veneranda Romanae urbis affectio a quo segregari nequeunt, quae se nominis unitate junxerunt. Romani regni unum velle, una semper opinio sit.*

Théodoric ne se donne pas comme roi des Romains. Les monnaies émises à Rome, à Ravenne, à Milan, etc., sont toujours frappées au nom de l'empereur ; au revers seulement, et pas toujours, est le monogramme de Théodoric. Il convient d'observer que Rikimer, au temps où l'Empire d'Occident subsistait encore, avait fait de même (2).

Il ne légifère pas. Ce qu'on appelle la législation politique, ce sont des *Édits*, c'est-à-dire des décisions de l'autorité, telles que pouvaient en rendre les magistrats romains (3).

Au surplus, Théodoric ne vit pas à Rome comme un empereur. En 500, seulement, il fit sa première apparition dans la Ville Éternelle et donna des fêtes dans le cirque. Sa résidence est Ravenne, et il est plus que probable que les cantonnements des fédérés gothiques sont surtout dans le nord de l'Italie.

Extérieurement, Théodoric est un *magister militum*, une sorte de vice-roi. Il écrit avec déférence au Sénat qui, lui, est

(1) **CDIII**, 27. — (2) **FRIEDLAENDER**, *Die Münzen der Vandalen* (1849), 5.

(3) **CDIII**, 30; **DXLV**, t. I, 525; **DXCV**, t. I, 90.

à Rome : *patres conscripti*. Il nomme les consuls d'Occident, d'accord avec l'empereur de Constantinople. On date d'après les consuls et non d'après son règne, et cela chez ses successeurs, encore jusqu'en 534, signe évident que les Goths reconnaissent l'autorité, du moins théorique, de l'empereur de Constantinople.

Quoique arien, Théodoric protège l'Église.

Son plus gros souci est peut-être celui de l'approvisionnement de la capitale. Heureusement pour Rome, il conserve la Sicile, alors que l'Afrique, la Sardaigne et la Corse sont tombées au pouvoir des Vandales. Il répare les aqueducs.

Il s'inquiète de ne pas laisser tomber la vie intellectuelle. Lui et ses successeurs veillent au maintien des chaires publiques de grammaire et de rhétorique latines.

L'administration demeure telle qu'auparavant (1). Les fonctions civiles sont réservées aux Romains. On voit, il est vrai, des *comites Gothorum*, des « comtes des Goths ». Ceux-ci fonctionnent dans les lieux où les Goths sont en nombre, et ces personnages ont pour mission de trancher les différends entre ces Goths d'après leurs coutumes nationales. Mais ils ne se substituent pas aux fonctionnaires romains dans les affaires qui, en grosse majorité, n'intéressent que les Romains. Il est vrai que, dans quelques provinces et *civitates*, on voit le *praeses* ou la curie remplacés dans l'exercice de leurs fonctions par un comte, goth ou romain, muni de pleins pouvoirs : ainsi le comte de Syracuse est à la fois gouverneur de Sicile et commandant des forces militaires de cette île. Ces mesures sont dues à des circonstances exceptionnelles. Elles ne constituent point, du reste, une innovation. Dès le milieu du <sup>ve</sup> siècle, il y a déjà des *comites* romains de provinces ou de cités (2). Les mariages entre Goths et Romains sont interdits. Ne faudrait-il pas voir là une preuve du mépris des conqué-

(1) DCLIV, 378-398 : DXCIV, t. I, 88; DLXX. — (2) DLVII, 32-36.

rants à l'égard des vaincus ? Non. C'est en vertu des constitutions impériales, lesquelles défendent le *connubium* entre Romains et Barbares.

Seulement la force, l'armée, est entièrement gothique. A l'exclusion des Goths des fonctions civiles répond l'exclusion des Romains de l'armée. Mais cela est la continuation du principe de la séparation absolue des fonctions civiles et militaires, lequel remonte au III<sup>e</sup> siècle. Depuis cette époque il n'y avait plus de Romains d'Italie dans les armées romaines. Barbares pour Barbares, les Ostrogoths valaient bien les bandes d'Odoacre ou de Rikimer, ou encore les soi-disant armées romaines de Théodose, de Valentinien, même de Constantin.

Au regard des régions qui ont composé l'Empire en Occident, Théodoric apparaît comme le successeur des empereurs. Il se pose en protecteur des Wisigoths et empêche les Francs de pousser à fond leurs avantages après leur victoire de Vouillé (507). En Espagne, il est considéré comme une sorte de suzerain. Il accueille les Alamans vaincus par Clovis. En Germanie même, les rois des Thuringiens et des Érules (sur le Danube) sont avec lui en relations de protégés à protecteur. Somme toute, Théodoric apparaît plus proche d'un Stilichon que d'un roi germanique tel que Clovis.

Il use habilement de la politique des mariages : sa sœur Amalfride épouse Thrasamond, roi des Vandales (500). Une fille est fiancée au Bourguignon Sigismond, une autre épouse le Wisigoth Alaric II. Lui-même avait épousé, en 493, Audoflède, sœur de Clovis. En la personne du chef du peuple gothique établi sur son sol avec mission de la défendre, l'Italie semble donc continuer à exercer une sorte d'hégémonie sur l'Occident pendant le premier quart du VI<sup>e</sup> siècle (1).

(1) DCLIV, 47.7

## CHAPITRE II

### PERSISTANCE DES FORMES POLITIQUES ROMAINES EN OCCIDENT. LE PROBLÈME DE LA DISPARITION DE L'EMPIRE

#### I

##### PERSISTANCE DES FORMES POLITIQUES ROMAINES EN OCCIDENT.

*L'Empire et les Wisigoths.* — Au moment où l'Empire d'Occident s'éteignait « comme un vieillard qui expire de caducité », sans que sa fin émût véritablement les populations, les Wisigoths étaient maîtres de l'Espagne et des deux tiers de la Gaule (des Pyrénées à la Loire, de l'Océan aux Cévennes).

On a vu qu'ils étaient entrés au service de l'Empire comme fédérés, d'abord en Orient en 376, puis en Occident en 412. Le fameux Alaric, qui prit Rome en 410, avait été général au service de Théodose : il était *magister militum* et « citoyen romain ». Pendant la première moitié du v<sup>e</sup> siècle, c'est grâce à ces Goths que l'Empire put nettoyer l'Espagne des Vandales (dont une des branches, les Silingues, fut exterminée), des Alains, des Suèves, enfin des Vandales Asdingues qui préférèrent se mettre à l'abri en Afrique en 429. C'est grâce à l'appui de leurs contingents qu'Attila put être repoussé de Gaule en 451.

Mais le roi wisigoth (466-484), voyant l'Empire d'Occident pencher vers sa chute, entreprit d'occuper la Gaule et l'Espagne *jure suo*. En 469, il expulse les Suèves de Lusitanie et les rejette en Galice. Au début de son règne, il se met en rap-



port avec l'empereur de Constantinople Léon, mais nous ignorons le détail et la nature de ces relations (1).

Entre la chute de l'Empire et le triomphe de Théodoric l'Ostrogoth, Euric est le plus puissant des princes germaniques de l'Occident. Il protège la Gaule contre les pirates saxons et autres Barbares. La Gaule méridionale est le centre de la domination wisigothique. Le roi y réside, à Toulouse de préférence. Même après la catastrophe de 507, la royauté wisigothique se cramponne à ce pays : le jeune roi Amalaric demeura en Septimanie, à Narbonne, où il mourut en 531. Il vit sous le protectorat de l'Ostrogoth Théodoric, qui fait gouverner le royaume de son protégé par des gouverneurs nommés par lui.

C'est seulement lorsque la race antique des Balthes se fut éteinte en sa personne qu'un aventurier ostrogoth, qui se saisit de la monarchie, Theudis, transporta le siège du pouvoir en Espagne, et encore dans le nord, à Barcelone. La royauté wisigothique n'exercera vraiment d'influence sur le centre et le sud de l'Espagne qu'à partir du milieu du vi<sup>e</sup> siècle, quand Agila s'installera à Mérida sur le Guadiana. Agila lui-même ne parvint pas à imposer son autorité aux Hispano-Romains du Sud. Il fut défait par les habitants de la Bétique, pays qui change son nom en celui d'Andalousie (pour avoir été occupé un siècle auparavant par des Vandales).

Quelle fut l'attitude des Wisigoths vis-à-vis de l'Empire pendant cette période? Se considérèrent-ils comme vraiment indépendants ou bien eurent-ils conscience d'être partie, au moins idéale, d'un tout?

Les documents ne jettent pas la même lumière que pour les Ostrogoths et les Bourguignons. Deux textes semblent indiquer que, dès le début du règne d'Euric, les Wisigoths rompirent avec Rome : 1<sup>o</sup> *Euricus ergo crebram mutationem prin-*

(1) **DXV**, 11-46; **DLIV**, t. V et VI.

*cipum Romanorum cernens Gallias suo jure nusus est occupare* (1) ; 2<sup>o</sup> *Evarix, rex Gothorum, rupto dissolutoque antiquo foedere* (2). Mais Jordanis, qui écrit cent ans après le règne d'Euric, résume en une phrase la politique réelle du roi goth, sans qu'on soit en droit, peut-être, d'en conclure que celui-ci rejeta la souveraineté théorique de l'Empire ; et c'est la seule chose en question pour l'instant. Quant à Sidoine, il fait peut-être allusion à une rupture passagère, non permanente.

Ce qui ferait croire que l'existence, au moins idéale, de l'Empire continua à être toujours reconnue dans les pays occupés par les Wisigoths, c'est que les monnaies wisigothiques, cent ans encore après la mort d'Euric, portent le nom de l'empereur (3). En outre, des actes conciliaires sont datés à la romaine du nom des consuls, auxquels, au temps du protectorat de Théodoric sur le royaume des Wisigoths, on accole l'an du règne de l'Ostrogoth, lequel est inusité en Italie (4).

Quant à l'organisation administrative, elle n'a pu se maintenir strictement comme en Italie (5). Il n'est pas possible de conserver un préfet du prétoire, des vicaires, etc., qui eussent été gênants pour les rois goths. D'ailleurs, en Orient même, l'administration subit de graves modifications : les vicaires disparaissent, ou c'est un nom nouveau du « gouverneur » de province.

Les « provinces » subsistent, au moins aux v<sup>e</sup> et vi<sup>e</sup> siècles : en Gaule, l'Aquitaine, la Narbonnaise ; en Espagne, la Bétique, la Tarraconaise, la Carthaginoise, la Lusitanie, la Galice, les Baléares, quoique les chefs-lieux soient changés : Saragosse au lieu de Tarragone, Tolède au lieu de Carthagène, etc. Ces provinces deviennent des archévêchés. Mais il est douteux qu'il y subsiste longtemps un « gouverneur ». Peut-être les

(1) JORDANIS, *Get.* 4. — (2) SIDON. APOLLIN., *Epist.*, VII, 6, 109.

(3) DC, 28-29. — (4) DCLIV, 378, 477.

(5) DLIV, t. VI, 300, 331 ; DCXIII, 281.

« ducs » sont-ils, sous un autre nom et avec la plénitude des pouvoirs, les successeurs des *rectores provinciae*.

La *civitas* est choisie comme unité administrative au lieu de la province et attire à elle ce nom de *provincia*. Elle est administrée par un *comte*, réunissant les pouvoirs administratif, judiciaire, policier. Ce comte est un vrai gouverneur pour un territoire plus exigü. C'est d'ailleurs le développement d'une pratique des derniers temps de l'Empire romain (1).

L'administration financière romaine subsiste avec ses défauts (2). Les curies sont toujours opprimées. La législation est toute romaine.

L'état social ne bouge pas : les grands propriétaires, maîtres du sol, dominent la société.

La langue latine fait disparaître le gothique de bonne heure. Et la littérature latine est assez florissante ; des rois goths écrivent en latin : Sisebuth est l'auteur de la *Vie de saint Didier*, au VII<sup>e</sup> siècle.

A la fin du VI<sup>e</sup> siècle, l'adoption du catholicisme par les Goths permettra un rapprochement entre eux et les Hispano-Romains, rapprochement que, seule, la question confessionnelle empêchait véritablement.

*Les Bourguignons* (3). — Parmi les peuples barbares entrés sur le territoire de l'Empire, aucun, sans doute, n'a plus longtemps conservé le sentiment de sa dépendance vis-à-vis de l'autorité impériale. Et cela s'explique aisément. Au V<sup>e</sup> siècle, leur antique puissance fut brisée. Ils étaient, depuis 405 environ, établis comme fédérés sur la rive gauche du Rhin, à Mayence et à Worms, quand, en 436, des Huns, mercenaires soudoyés par Aetius, leur infligèrent une grosse défaite. Les débris du peuple, cantonnés, toujours comme fédérés au service de Rome, en 442, dans la *Sapaudia*, c'est-à-dire dans le pays

(1) DLVII, 41. — (2) DLIV, t. VI, 252, 279, 306 ; DCLI bis.

(3) DXXXIII et DCIX.

allant du lac de Neuchâtel à Grenoble (1). Ils reçurent les deux tiers du sol et le tiers des esclaves.

En 451, ils fournirent à Aetius contre Attila un contingent qui fut à peu près anéanti. En 456, ils sont avec les Wisigoths au service de l'empereur gaulois Avitus. Sous la conduite de rois d'une dynastie nouvelle, ils vont faire une expédition en Espagne contre les Suèves. Les rois Chilpéric et Gundioc sont à la fois rois des Bourguignons et *magistri militum*.

A partir de ce moment ils convoitent la Lyonnaise, où l'aristocratie semble les avoir appelés ; en 461, Lyon est en leur pouvoir. Ils s'étendent à l'ouest jusqu'au Rhône, au sud jusqu'à la Durance, au nord jusqu'à la vallée de la Saône, à l'est au delà du Jura. Comme fédérés, ils combattent d'autres fédérés, les Wisigoths, plus turbulents et moins fidèles.

La destinée d'un de leurs rois, Gondebaud, qui régna de 480 à 516, est bien représentative de cette époque troublée et confuse. Ce personnage, avant d'être roi des Bourguignons et de régner sur un territoire allant des plaines de Champagne jusqu'à la Durance, a été patrice romain. C'est à lui que revint, un beau jour, le soin d'assurer la succession au trône impérial. Le faiseur d'empereurs, Rikimer, qui avait fait et défait cinq empereurs d'Occident, venait de mourir à l'improviste (473). Le Bourguignon, fait patrice romain par Olybrius en 472, se trouvait à Rome. Il fit nommer Glycerius, puis revint en Gaule (2).

Son fils, Sigismond (516-523), écrit à l'empereur Anastase dans les termes suivants : « Mes ancêtres ont toujours été dévoués à l'Empire ; rien ne les a plus honorés que les titres que leur a conférés Votre Grandeur. Tous mes parents ont brigué les dignités que donnent les empereurs, les tenant en plus haute estime que celles qu'ils avaient de leurs pères. » Il

(1) Quoi qu'ait dit Mommsen, *Ebrodunum* n'est pas Villeneuve, au débouché du Rhône dans le Léman, mais Yverdon.

(2) CL, 452-458; CDLXXXI.

se croit tenu d'annoncer son avènement : « A la mort de mon père, qui vous était très fidèle et qui était l'un des grands (*proceres vesiri*) de votre cour, je vous ai envoyé un de mes conseillers, ainsi que c'était mon devoir, pour mettre sous votre patronage les premiers débuts de mon service... Mon peuple vous appartient. Je vous obéis en même temps que je lui commande et j'ai plus de plaisir à vous obéir qu'à lui commander. Je parais roi au milieu des miens, mais je ne suis que votre soldat. Par moi vous administrez les contrées les plus éloignées de votre résidence. J'attends les ordres que vous daignerez me donner (1). »

Dans une autre lettre, Sigismond remercie l'empereur de lui avoir accordé *militiæ fasces* (le titre honorifique de *magister militum*), *aulæ contubernium* (la qualification de patrice?), *venerandam romani nominis participationem* (l'alliance avec l'Empire).

De leur côté les Romains considèrent les Bourguignons comme les alliés du peuple romain, au dire de Jordanès (2).

*Les Vandales* (3). — Les successeurs du grand Geiserich (mort en 477), conscients de leur faiblesse, sont tiraillés entre la domination ostrogothique de Théodoric et Constantinople. Hilderich (523-530), fils d'Hunerich et d'Eudocie, par suite petit-fils d'un empereur romain d'Occident (Valentinien III), semble reconnaître l'autorité, au moins idéale, de l'Empire, entendez de Constantinople. Les monnaies sont frappées à l'effigie de Justin I<sup>er</sup>. Il est vrai qu'une violente réaction anti-impérialiste se produit sous son successeur, Gelimer. Mais elle provoquera une réplique de Justinien qui sera foudroyante : en une seule bataille, le royaume vandale sera abattu (532).

Cependant si, sauf à deux ou trois reprises, les Vandales se

(1) AVITUS, l. 83 (éd. Peiper, 94). — (2) *Getica*, 45. — (3) CDXLV.

sont affranchis de la fiction de la souveraineté impériale, il n'en faudrait pas conclure qu'ils ont apporté dans la vie sociale et même politique de l'Afrique du Nord des changements profonds. Rien ne serait plus éloigné de la réalité. Leurs violences contre les personnes ne sont peut-être pas pires que celles des autres barbares. Le « vandalisme » contre les monuments est inexistant (1). Leur réputation est due à la continuité de leurs persécutions contre les catholiques : ils étaient ariens convaincus. Aussi impuissants vis-à-vis des Maures que les Romains, ils n'ont rien changé à la structure sociale des parties civilisées de l'Afrique. Ils ont accepté le mécanisme du gouvernement romain. Ils se sont bien gardés de supprimer l'administration financière ; ils l'ont fait jouer à leur profit. Jamais la perception des impôts romains n'a été plus lourde en Afrique que sous la domination vandale. Le système monétaire est le même. La géographie administrative ne subit aucun changement essentiel. Les Romains d'Afrique fréquentent le palais et remplissent les fonctions civiles. La vie municipale se poursuit comme auparavant ; les curies subsistent. Le peuple des campagnes est toujours réduit au servage du colonat. Le peuple des villes, comme jadis, passe son temps au cirque ou à l'amphithéâtre. Inutile de dire que le droit romain continue à régir les sujets romains des rois vandales.

Le latin est la langue de la diplomatie et de la législation. Et si Geiserich, au moment de passer en Afrique, le savait peu ou mal, il n'est pas douteux qu'il ne fût une langue usuelle pour ses successeurs.

Grammairiens et rhéteurs tiennent toujours leurs écoles ouvertes, et il s'y presse non seulement des « Africo-Romains », mais des jeunes gens d'origine vandale. L'Afrique qui, depuis la fin du <sup>iv</sup>e siècle, est de beaucoup la partie du monde la plus

(1) KLEINSCHMIDT (*Progr. Torgau*, 1875).

féconde pour les lettres latines, continue à produire des écrivains estimables, pour le temps, le poète Dracontius, par exemple.

Quant aux usages et aux mœurs, au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, les Vandales avaient tendance à oublier les leurs pour ceux des Romains, et cela à leur grand détriment.

On le voit, si l'Afrique vandale est de fait séparée de l'Empire d'Occident un demi-siècle déjà avant la chute de celui-ci, la vie romaine, sous toutes ses formes, n'en est pas pour cela sensiblement altérée.

*L'Empire et les Francs.* — C'est une chose bien connue que les rapports entre l'Empire et les Francs n'ont pas été constamment hostiles. Quantité de Francs ont entretenu les meilleures relations avec Rome. Dès le milieu du <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle on se plaint que les Francs encombrant le « palais », c'est-à-dire la cour des empereurs. Mais ces Francs ne sont plus des barbares. Ce sont des aventuriers, quelquefois de race royale, qui ont renoncé à la barbarie. Ils ne sont plus Francs de cœur ni de nationalité et n'hésitent pas, à l'occasion, comme généraux au service de Rome, à écraser leurs compatriotes demeurés barbares.

En tant que peuple, l'ensemble des Francs ne forme pas bloc contre Rome. Une partie d'entre eux a obtenu de s'établir sur territoire d'Empire : vers 358 Julien les autorise à demeurer en Toxandrie (nord du Brabant actuel). Trop à l'écart, ceux-ci ne se romanisent pas, mais sont sujets de l'Empire.

Même les chefs qui s'étendent aux dépens de l'Empire au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle ne sont pas complètement indépendants de lui. Peut-être sont-ils « fédérés ». Il est plus que probable que Childéric, le père de Clovis, a été au service de Rome. En 463 il combat sous les ordres du *magister militum* Aegidius ; en 469, de concert avec le comte Paul, il bat les Saxons et les Alains.

Clovis lui-même est-il un conquérant?

Que Clovis ait été un conquérant vis-à-vis des autres Francs et des autres Germains, tels les Alamans et les Wisigoths, la chose ne fait pas de doute. Quant à la lutte contre Syagrius, c'est une « rivalité d'ambition entre deux chefs », et non une opposition de nationalités.

Vis-à-vis des Gallo-Romains, Clovis ne s'est pas posé en conquérant. A dire vrai, nous sommes très mal renseignés sur les sentiments des Gallo-Romains du nord de la Loire et sur la manière dont Clovis étendit son autorité jusqu'à ce fleuve. Nous savons seulement que nombre de Gallo-Romains vivant sous l'autorité des rois wisigoths préféraient les Francs. Ils étaient poussés dans la voie de l'appel aux Francs par les évêques catholiques qui détestaient les Wisigoths, non point comme barbares, mais comme hérétiques, comme ariens. Quand Clovis eut vaincu à Vouillé le chef des Goths, Alaric II, la population se rallia à lui. Son autorité sur les Gallo-Romains aurait obtenu une sorte de consécration officielle aussitôt après. En théorie, la Gaule fait partie de l'Empire romain dont la capitale est désormais Constantinople. Au retour de son expédition victorieuse en Aquitaine, Clovis trouva à Tours, en 508, une ambassade de l'empereur Anastase. On nous dit que Clovis reçut d'elle les insignes du consulat. Revêtu d'une tunique de pourpre et d'une chlamyde, le diadème en tête, le roi franc parcourut à cheval, en jetant au peuple de l'or et de l'argent, les quelques centaines de mètres qui séparent la basilique de Saint-Martin de la cathédrale de Tours. Depuis ce jour on l'appela consul ou auguste.

Selon Dubos, c'était véritablement être de fait empereur dans les Gaules que d'y être reconnu consul dans les circonstances où le fut Clovis (1). En présentant aux populations la « lettre » de l'empereur Anastase, il acquérait sur elles une autorité légale, soutient Fustel de Coulanges (2). « Désormais



Clovis apparaissait aux yeux des Gallo-Romains comme le délégué de l'empereur et, par suite, comme le représentant de cet ordre de choses ancien, qui, au milieu des troubles de ce temps, restait l'expression du droit. Ses conquêtes étaient en quelque sorte légitimées (1). »

Néanmoins ceux-là mêmes qui admettent que l'autorité impériale se poursuivait en Gaule d'une manière au moins idéale, reconnaissent que les choses changèrent de face au cours du VI<sup>e</sup> siècle. Fustel de Coulanges s'attache, dans le formulaire des lettres des rois Francs, successeurs de Clovis, aux empereurs de Constantinople, à relever des expressions déférentes. Mais il reconnaît que la subordination des Mérovingiens a cessé (2). Il adopte même une date (539) pour la disparition de cet état de choses, malheureusement sur la foi de ce qu'il appelle un « chroniqueur », et qui n'est qu'une mauvaise vie de saint de basse époque (la *Vita Treverii*).

En Italie même, la fiction de l'hégémonie impériale se soutient difficilement. Tout en prodiguant les marques de respect aux empereurs, Théodoric entend être effectivement le maître. Sur un simple soupçon d'intelligence avec Constantinople il fait supplicier Symmaque, Boèce, vers 524, jette en prison le pape Jean, qui y meurt. Il faut dire aussi que le roi goth, attaché à l'arianisme, est exaspéré par les persécutions dont ses coreligionnaires sont victimes en Orient. Après sa mort (mai 526), sa fille, Amalaswintha, règne sous le nom de son fils Athalarich, mais celui-ci meurt à dix-huit ans (534). Sa mère veut garder le pouvoir, mais tombe victime d'une réaction anticatholique et antiromaine. Mais alors intervient l'empereur, c'est Justinien. Il croit le moment venu de rétablir l'autorité de l'Empire non seulement en Italie, mais sur tout l'Occident. Dans son esprit, comme dans celui de bien des hommes cultivés, l'Empire n'a pas cessé d'exister. Sa vie se poursuit en dépit des apparences.

(1) BAYET dans CCLXXIX, t. II, 1, 103. — (2) CL, 508-511.

## II

## LE PROBLÈME DE LA DISPARITION DE L'EMPIRE D'OCCIDENT (1).

Les contemporains ont-ils remarqué que quelque chose se terminait, que quelque chose de nouveau naissait à la vie à la date de 476 ?

Les gens de ces époques ont eu le sentiment amer de la décrépitude de l'Empire, à partir surtout des règnes d'Honorius et d'Arcadius et de leurs successeurs. Mais ils ne semblent pas s'apercevoir qu'une des deux moitiés de la *Respublica Romanorum*, l'Empire d'Occident, avait cessé d'exister. La date de 476 n'est point, pour eux, fatidique. Quand, en cette année, le chef barbare de l'armée germano-romaine d'Italie, Odoacre, juge inutile de continuer de hisser sur le trône un souverain fantôme, il reconnaît, ou feint de reconnaître, de concert avec le Sénat romain, comme son souverain l'empereur qui règne à Constantinople. L'unité de l'Empire est rétablie dans sa majesté (2). Cette fiction se prolonge longtemps. Nous venons de dire que dans les parties de l'Empire tombées au pouvoir d'envahisseurs barbares, Wisigoths en Gaule et en Espagne, Ostrogoths en Pannonie, puis en Italie, Burgondes en Gaule, peut-être même Vandales en Afrique, les chefs seront longtemps considérés comme exerçant un pouvoir à eux délégué par l'autorité impériale.

Que ce fût une convention ou un malentendu, c'est ce que prouve la difficulté qu'eut Justinien à remettre sous son autorité réelle l'Italie après la terrible résistance des successeurs de Théodoric l'Ostrogoth. Néanmoins, au milieu du vi<sup>e</sup> siècle, alors que l'Italie, l'Afrique du Nord-Est, en Gaule la Provence, en Espagne les côtes, sont soumises à la loi de l'empereur romain résidant à Constantinople, des esprits doués d'un

(1) CDIII. — (2) CL, 518.

optimisme superficiel ont pu s'imaginer que, après une tourmente d'un siècle, le monde romain s'était reconstitué, tout au moins dans la partie méditerranéenne.

Des concepts de théoriciens ecclésiastiques contribuèrent à prolonger cette existence idéale de l'Empire. L'eschatologie chrétienne a longtemps pensé que la fin du monde était proche. Des chrétiens pieux aux <sup>iv</sup><sup>e</sup>, <sup>v</sup><sup>e</sup>, <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècles, et bien au delà encore, ont attendu le cataclysme dans le tremblement, quelques-uns dans le ravissement avec un espoir passionné. Déjà Tertullien tire d'un texte de Paul (II *Cor.*, 27) l'idée que l'Empire romain doit être le dernier des Empires et que son existence retarde la fin du monde (*Apol.*, 32) (1). De même Lactance (2).

Historiens et chronologistes chrétiens divisaient la vie de l'humanité en un certain nombre d'âges, quatre pour les uns, six pour les autres.

La croyance à une division de l'histoire du monde en grandes périodes, ou âges, âge d'or, d'argent, d'airain, de fer, remonte fort haut. Elle s'accompagne, comme on sait, d'une croyance à une décadence progressive. Saint Jérôme identifie l'âge de fer à l'Empire romain, et c'est le dernier que verra l'humanité. Mais la conception la plus répandue, du moins dans le monde occidental, est celle de saint Augustin. Il divise l'histoire en six âges. Le cinquième, va de la captivité de Babylone à la naissance du Christ ; le sixième commence à la venue du Christ. Il se terminera avec l'arrivée de l'Antichrist et la catastrophe finale. Commencé sous l'Empire, c'est celui sous lequel vivent ces chrétiens dévots et savants.

L'Empire romain est donc le dernier âge de l'humanité, et il est impossible qu'il soit remplacé par un autre état de choses. S'il tombe en ruines, si des parties entières sont la proie des Barbares, rien d'étonnant à cela, c'est que la coupe d'iniquité déborde, et que les temps sont proches. Adopté par Isidore de

Séville en Espagne au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, par Bède le Vénérable en Angleterre au <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle et, à leur suite, par les chroniqueurs et computistes jusqu'au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle et au delà, ce système a joui d'une vogue immense.

Pour ces raisons, l'idée de la fin de l'Empire romain a été assez lente à se faire jour. L'Empire était mort effectivement depuis longtemps en Occident que l'on ne s'en était pas bien rendu compte, ou plutôt les intellectuels du temps refusaient de s'en apercevoir. Sa prolongation idéale, sa survie, leur était indispensable. L'Empire apparaissait, selon l'expression de Lavissee, comme une « manière d'être du monde nécessaire, supérieure aux accidents historiques » (1).

Néanmoins ces conceptions répondaient si peu à la réalité, et cela dès la seconde moitié du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, et surtout au <sup>vii</sup><sup>e</sup> et au <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, qu'elles se seraient dissipées en fumée, si l'événement du 25 décembre 800, le couronnement de Charles comme empereur, ne leur avait donné une vigueur nouvelle. Nous savons aujourd'hui que cette cérémonie fut une comédie à peu près improvisée par une poignée d'ecclésiastiques archaïsants. Nous savons que Charles et les plus puissants de ses successeurs tirèrent leur force d'un état social qui ne ressemblait plus en rien à celui du Haut ou même du Bas Empire. Mais les clercs et les savants, à partir de cette époque, s'imaginèrent que les Charles, les Ottons, les Henris, les Frédéricis étaient vraiment les successeurs de Justinien, de Théodose, de Constantin, même d'Auguste et de Trajan.

Les constitutions de ces empereurs germaniques, où l'on traite de matières dont les empereurs romains n'ont pas eu la moindre idée, se donnent comme une continuation des constitutions de ceux-ci, et la tradition sur ce point est si forte que, hier encore, les manuels de droit dont ont usé nos maîtres les contenaient toujours.

(1) CCLXXX, t. I, 205.

Empereurs, historiens, juristes du moyen âge et des temps modernes ont cru sincèrement que l'Empire, quoique son chef fût de nation germanique, était réellement la continuation de l'Empire romain d'Occident. Si bien que, au point de vue du droit constitutionnel, si l'on veut dresser l'acte de décès légal de l'Empire romain, il faut descendre jusqu'au 6 août 1806, jour où François II renonça à son titre d'empereur romain de nation germanique pour prendre celui d'empereur d'Autriche (1).

(1) JAMES BRYCE, *Le saint Empire romain germanique*, trad. Domergue, p. 474.

## CHAPITRE III

### RETOUR OFFENSIF DE L'EMPIRE. JUSTINIEN ET LA «RECONQUISTA» (1)

Au lendemain de la mort de Théodoric (526), monte sur le trône impérial Flavius Petrus Sabbatius Justinianus, Justinien, qui devait ruiner son œuvre. Celui qui rêva de reconstituer l'Empire romain dans toute son étendue et de faire revivre sa splendeur était d'humble origine. Il était né près d'Uskub, aux confins de la Macédoine et de l'Albanie, donc dans la partie des provinces «illyriennes» où l'on parlait latin, d'une famille de paysans illyriens (2). Le hasard d'une carrière militaire fit de son oncle Justin un empereur. Vieux soldat illettré, Justin était arrivé au poste important de chef de la garde impériale (*comes excubitorum*) lorsque mourut l'empereur Anastase en 518. Les prétendants étaient les neveux du défunt et Vitalien, petit-fils de cet Aspar qui avait dominé l'Empire au siècle précédent. Justin trompa leurs espérances et s'empara du trône. On prétend qu'il avait reçu une grosse somme d'argent du grand chambellan, l'eunuque Amantius, pour acheter les soldats et le peuple en faveur d'une de ses créatures. Justin aurait utilisé l'argent au profit de son ambition personnelle. Quoi qu'il en soit, la fortune de Justin n'a rien d'extraordinaire. Depuis la fin du III<sup>e</sup> siècle, le trône impérial est le terme, quasi normal, d'une carrière militaire ; le pouvoir impérial semble comme le grade ultime (3).

(1) DLXIII; DCIII.

(2) L'origine slave de Justinien est une invention de basse époque.

(3) C. JULLIAN dans *Bulletin épigraphique*, t. IV.

C'est le côté démocratique de la vie du monde romain et byzantin. Pareille fortune était impossible dans les royaumes barbares, où le roi était réputé descendre des dieux.

Sans instruction et âgé, — il était septuagénaire, — Justin s'associe son neveu Justinien, qui avait reçu à Constantinople une instruction approfondie. Il gagne la faveur populaire par un moyen facile, les jeux, courses de chars et jeux de bêtes, car depuis un siècle les combats de gladiateurs ont cessé sous l'influence du christianisme. Il essaye de ramener la paix dans l'Eglise. Impuissant contre les monophysites, il fait du moins cesser cette sorte de schisme avec l'Eglise d'Occident qui durait depuis un tiers de siècle : en 484, le pape Félix III avait excommunié les patriarches de Constantinople et d'Antioche, auteurs de l'Hénotique, par lequel l'empereur Zénon avait cru pouvoir mettre fin aux querelles des monophysites et des catholiques. Malheureusement Justin était un dévot zélé. Il persécuta, non seulement les manichéens et les Juifs, mais les sectes chrétiennes, les monophysites, les ariens. En 523 il ordonna de livrer aux catholiques les églises de ces derniers. C'est cet ordre qui provoqua la brouille entre l'Empire et Théodoric. L'Ostrogoth, tolérant pour les catholiques d'Italie, n'admit pas que ses coreligionnaires ne pussent jouir des mêmes faveurs en Orient.

Justinien, en succédant à son oncle en 527, à l'âge de quarante ans, hérita de ses sentiments religieux. Il se posa en défenseur de l'orthodoxie méconnue par les rois barbares de l'Occident, lesquels sont presque tous ariens. Dans ses entreprises contre les Vandales et les Goths il y a déjà un peu de l'esprit des croisades. Mais surtout il se posa en héritier des Césars. Sa tâche ici-bas, c'est de réparer les fautes de ses prédécesseurs et de reconstituer dans ses antiques limites, de l'un à l'autre océan, le monde romain. Il écrit dans une nouvelle (30, 11, 2) (1) : « Dieu nous a donné d'amener les Perses

(1) DLXIII, 23; CDXLV, 126, note 1.

à conclure la paix, de soumettre Vandales, Alains et Maures, de recouvrer l'Afrique entière et la Sicile, et nous avons bon espoir que le Seigneur nous accordera le restant de cet Empire que les Romains d'autrefois étendirent jusqu'aux limites des deux Océans et qu'ils perdirent par indolence. »

« Ce fut toujours un principe à Byzance de ne jamais reconnaître les pertes territoriales subies par la monarchie (1). » Ils savent bien que l'Italie, que l'Afrique, que l'Espagne, que la Gaule, ont échappé à l'Empire. Mais les rois germaniques qui gouvernent l'Occident ne le font qu'en vertu d'une délégation, formelle ou tacite, de l'empereur de Constantinople. Nous avons dit que les chefs germaniques eux-mêmes n'étaient pas loin de partager ces idées.

En fait, l'Occident était détaché de l'Empire puisqu'il ne lui fournissait ni soldats ni argent, au moins sous forme d'impôt régulier, et puisque les constitutions impériales n'avaient plus force de loi, du moins celles promulguées après 470 environ.

Impossible que la prescription ne se fût pas établie si les choses avaient continué à demeurer en cet état. Mais, comme aucun roi germanique n'avait l'intention d'abdiquer ses pouvoirs, il était trop clair que l'Empire, pour se reconstituer en Occident, aurait besoin d'avoir recours à la force. Tout latin qu'il fût d'intention, et bien que ses regards fussent tournés vers l'Occident, Justinien ne pouvait méconnaître les périls qui menaçaient la partie orientale de l'Empire, la seule dont l'existence fût réelle et non fictive. Ces périls, c'est la ruée des Barbares en Europe : débris des Germains, Lombards, Gépides, Érules, dans la vallée du Danube, débris des Huns, derrière lesquels apparaissent déjà des peuplades turques, Bulgares, Awares, enfin les troupeaux innombrables des Slaves ; en Asie, avant tout, l'Empire perse. Ici il n'est pas question de Barbares. C'est une civilisation rivale de celle des

(1) DLXIII, 129.



Romains. La Perse représente, avec la Chine et Rome, une des trois ou quatre cultures organisées qui se partagent l'humanité, et elle est extrêmement redoutable à cause du fanatisme religieux qui anime les Perses, sectateurs du Mazdéisme. Heureusement pour Justinien, la succession de Khobad est difficile. Chosroès, en proie à des difficultés intérieures, accepte les ouvertures de paix, d'où sortit le traité de paix « perpétuelle » de 532, peu avantageux aux « Romains », mais qui assura les frontières pour quelques années. Quant aux Barbares, ils furent neutralisés tant bien que mal par des subsides et des dissensions fomentées par la diplomatie impériale. En 532, Justinien a donc les mains libres. Il commence aussitôt l'attaque contre les princes germaniques de l'Occident.

A ce moment, le plus faible était le Vandale. L'État, créé par le génie militaire et surtout diplomatique de Geiserich, n'avait jamais été puissant (1). Les Vandales sont fort peu nombreux. Quand ils avaient franchi la Méditerranée cent ans auparavant (422), ils n'étaient que 80 000 tout compris, même les débris du peuple alanique. Geiserich avait vu tout de suite que c'eût été folie de disperser son peuple dans l'immensité de l'Afrique septentrionale. Vainqueur, il l'avait concentré dans l'Afrique proconsulaire (nord de la Tunisie actuelle). Lentement, mais sûrement, la culture latine avait exercé son attrait sur les Vandales. Elle les avait amollis (2).

Cependant une réaction germanique venait de porter au pouvoir un homme nouveau, Gelimer (19 mai 530). Mais celui-ci, malgré sa bravoure magnifique, n'avait aucune des qualités d'un homme d'État. Justinien, sous un prétexte fallacieux, se posa en vengeur de la famille du roi détrôné, Hilderich, et attaqua le royaume vandale d'Afrique.

L'entreprise effrayait beaucoup l'entourage de l'empereur. On se souvenait du désastre du siècle précédent : en 468, une

(1) DLXIV, 3; CDXLV. — (2) Voy. plus haut p. 287.

grande *armada* byzantine, commandée par Basiliscus, avait été surprise au *promontorium Mercurii* (cap Bon) et anéantie par la flotte vandale. La volonté de Justinien l'emporta sur la prudence pusillanime de la cour.

En juin 533, une flotte de 500 vaisseaux cingla pour l'Afrique. Elle transportait une petite armée de 10 000 fantassins et 5 000 cavaliers, au total 15 000 hommes : c'était tout ce que l'Empire pouvait fournir. A la tête des « Romains » était Bélisaire, le meilleur général du temps, qui s'était déjà distingué dans la lutte contre les Perses. L'armée put débarquer sans résistance près de *Caput Vada* (Ras Caboudia), entre Sousse et Sfax ; la flotte et les meilleures troupes vandales étaient en Sardaigne, occupées à comprimer une révolte (septembre 533). Bélisaire marcha sur Carthage en suivant les côtes, escorté de la flotte.

La rencontre avec Gelimer eut lieu à *Decimum*, non loin de Tunis actuel. Elle fut désastreuse pour le Vandale qui s'enfuit en Numidie. Carthage tomba au pouvoir de Bélisaire qui y fit son entrée le 15 septembre 533. Gelimer tenta un second effort ; il rallia les débris des Vandales d'Afrique, rappela les troupes de Sardaigne, soudoya des Maures et offrit la bataille à *Tricamarum* (30 kilomètres de Carthage) ; une charge de la cavalerie byzantine suffit à enfoncer l'armée vandale (milieu de décembre). Ce fut la fin. Quelques mois plus tard, Gelimer dut se livrer avec sa famille au vainqueur. Il figura dans le cortège de Bélisaire ; lors du triomphe à la romaine qui eut lieu en grande pompe à Constantinople. Les débris des Vandales furent enrôlés dans l'armée de la nouvelle Rome. Le royaume vandale fut détruit à jamais. Après ce succès imprévu, décisif, la tête tourna à Justinien : il le célébra en termes grandiloquents et prit les qualifications de *Vandalicus*, *Africanus*.

Pour l'instant, la conquête n'était que partielle. Outre la Tripolitaine, elle comprenait la Byzacène et la Proconsulaire,

soit, en gros, la Tunisie, la Numidie et la Maurétanie Sitifienne, c'est-à-dire la province de Constantine dans l'Algérie actuelle, des ports éparpillés le long de l'Afrique jusqu'à Septem (Ceuta), considérée comme inexpugnable, enfin la Corse, la Sardaigne, les Baléares. Mais l'Empire ne put reprendre pied dans l'intérieur de la Maurétanie Césarienne et dans la Maurétanie Tingitane, c'est-à-dire les provinces d'Alger, d'Oran et le nord du Maroc actuel. Nous avons vu (1) qu'en fait, ces derniers pays avaient échappé à la domination romaine bien avant l'arrivée des Vandales ; dès le commencement du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle et même dans la seconde moitié du <sup>iv</sup><sup>e</sup>, ils étaient virtuellement perdus pour Rome. Les Maures s'y étaient rendus indépendants et retournaient rapidement à la barbarie. Ils devinrent des « Berbères », comme nous disons encore aujourd'hui.

Même dans ces limites réduites, la conquête était belle. La suite montra qu'elle était peu solide.

*L'Italie* (2). — La mort de Théodoric le Grand en 526 amena une détente entre les Goths et l'Empire. Le vieux souverain avait désigné pour son successeur son petit-fils Athalaric, âgé de dix ans, qui devait être jusqu'à sa majorité sous l'autorité de sa mère Amalaswintha. L'Empire accepta et favorisa ces dispositions. La régente, consciente des difficultés de sa tâche, ménagea l'Empire et l'élément romain en Italie : le Sénat fut traité avec déférence, les catholiques furent en faveur, les enfants de Boèce et de Symmaque furent rappelés et on leur restitua leurs biens. On vit même un Romain, Libère, obtenir, avec le titre de *patricius praesentalis*, des fonctions militaires qui lui permettaient de commander l'armée gothique.

Cette réaction romaine allait trop loin. Les Goths s'en indi-

1) Voy. p. 243.

(2) DLXIII; LXVI, t. II: CCX; CCXXXI.

gnèrent. Le bruit courut que la régente voulait livrer l'Italie à l'Empereur. La mort imprévue d'Athalaric, à dix-huit ans (le 2 octobre 534), acheva de gâter la situation. La régente voulut garder le pouvoir en s'associant son cousin Théodahad qu'elle épousa. Mais celui-ci entendait s'emparer du trône. Amalaswintha fut emprisonnée dans l'île du lac Bolsena (au nord de Viterbe) et elle y fut trouvée morte peu après (30 avril 535).

Justinien trouva le prétexte qu'il cherchait. Amalaswintha avait reconnu l'autorité nominale de l'Empire et son accession au trône s'était opérée avec le consentement de l'Empire. Toutes relations furent rompues avec l'assassin royal.

Bélisaire fut chargé de s'emparer de l'Italie. Il n'avait qu'une armée ridiculement insuffisante à sa disposition (10 000 hommes environ). Ces faibles forces lui suffirent pour s'emparer de la Sicile pendant que le *magister militum* Mundo se rendait maître de la Dalmatie (fin 535).

Théodahad, plus encore que le Vandale Gelimer, était incapable d'opposer une résistance sérieuse aux « Romains » d'Orient. Il n'avait plus rien d'un Goth. Élevé à la romaine, dans l'amour des lettres, il se piquait d'être un platonicien et de dédaigner les armes (1). A la fin de 536, Bélisaire, débarqué en Italie, s'emparait de Naples et entra dans Rome, acclamé par les populations qui détestaient dans les Goths, des étrangers, malgré tout, et surtout des ariens.

Il semblait que la reprise de l'Italie n'était plus qu'une question de jours et serait aussi rapide que celle de l'Afrique. L'illusion fut vite dissipée. Les Goths montrèrent infiniment plus d'énergie et de talent que les Vandales. Théodahad venait d'être renversé; sur le champ de *Regeta* (près de Rome), l'Amale dégénéré fut dépouillé des attributs de la royauté par l'armée gothique, qui éleva sur le bouclier un

(1) DLXIII, 182.

officier de basse naissance, mais rempli de bravoure, Witigès. Et cette reprise de l'Italie, qui semblait un jeu, employa dix-huit années de guerres sanglantes et ruineuses, guerres où les impériaux subirent des revers si éclatants que plus d'une fois la victoire parut leur échapper. Byzance employa le système des petits paquets, dont usèrent trop souvent les Français dans leurs guerres coloniales et qui les éternise. On n'en retracera pas les détails. On peut les lire dans l'*Histoire des guerres gothiques* de Procope de Césarée, un Syrien, secrétaire de Bélisaire.

Voici seulement quelques étapes qui méritent d'être signalées :

Le premier siège de Rome, où Bélisaire dut s'enfermer (en mars 537) ; il réussit avec 5 000 hommes à défendre l'énorme ville contre Witigès, pendant une année entière. En mars 538, Witigès dut lever le siège et une armée byzantine de secours se rendit maîtresse de l'Italie du Nord. En 540, Witigès, enfermé dans Ravenne, tomba au pouvoir des Byzantins, grâce à une perfidie de Bélisaire, et fut emmené à Constantinople ; il y fut traité honorablement.

Les Goths firent leur soumission. Justinien crut la conquête de l'Italie achevée. Il ajouta à ses titres celui de *Gothicus*, nomma pour gouverner la province un préfet du prétoire et ramena en Orient la majeure partie de l'armée.

Mais les Goths se ressaisissent. Après quelques tentatives malheureuses, leur choix se porte sur Totila (ou plutôt Badvila), sans doute la plus belle figure de l'époque. Aussi généreux et humain que bon guerrier et bon politique, il empêche le massacre des femmes et des enfants pendant l'assaut des villes et interdit le carnage dans les campagnes. C'est la seule figure chevaleresque de ces temps de ruses et de perfidies. Il n'était pas de parti pris ennemi de l'Empire. Il négociait même sa soumission au moment où il fut élu. Aussitôt choisi par son peuple, il ne songea plus qu'à le sauver.

Avec 5 000 hommes, il défait près de Faenza une armée byzantine de 12 000 hommes et dégage l'Italie du Nord ; une seconde victoire à Mugillo (*Mucella*) en Toscane lui livre le Centre. Au printemps de 543 il est maître de Naples et du Sud. Enfin il met le siège devant Rome. Bélisaire, envoyé au secours de Rome, débarque à Porto ; mais, faute de troupes en nombre suffisant, il manque son opération. Rome ouvre ses portes au roi goth (17 décembre 546). Totila exaspéré songe à détruire la ville de fond en comble. Il s'arrête devant les représentations de son adversaire, Bélisaire, qui lui fait comprendre l'horreur de son action. Dans les années qui suivirent, le roi goth acheva la conquête de l'Italie, à laquelle il joignit la Sicile, la Sardaigne, la Corse ; il constitua une flotte qui ravagea les côtes de la Dalmatie et de l'Épire. Installé à Rome, Totila semblait plus maître de l'Italie que ne fut jamais Théodoric. « Tout l'Occident était aux mains des Barbares », dit Procope (*B. G.*, 416). Le plan de Justinien n'était plus qu'un rêve du passé. Lui-même semble oublier : il paraît accablé par l'âge, perdu dans les controverses théologiques (1).

En 551, enfin, l'empereur se décide à tenter un suprême effort. Son choix, en apparence tout à fait absurde, se porte sur un vieil eunuque de soixante-quinze ans, Narsès, qui remplissait les fonctions de grand chambellan. Narsès était d'une fidélité à toute épreuve et doué d'une énergie indomptable. Justinien lui fournit les ressources qu'il avait marchandées à Bélisaire, 20 000 à 25 000 hommes.

Narsès choisit comme base de ses opérations la Dalmatie et résolut de prendre pied dans l'Italie du Nord avant tout, alors que jusqu'alors on commençait par l'Italie du Sud. Totila inquiet offrit de reconnaître la suprématie impériale et de payer tribut. Justinien refusa. La décision intervint rapi-

(1) **DLXIII**, 196.

dement en 552. Narsès, parti de Ravenne, va droit vers le Sud. Totila, sorti de Rome par la *via Flaminia*, marche à sa rencontre. Le choc a lieu à *Tadinae* (non *Taginas*), aujourd'hui Gualdo Tadino dans l'Apennin d'Ombrie (1).

L'armée romaine est une grosse armée : supérieure en nombre à l'armée gothique, elle compte environ 20 000 hommes. Voici de quoi se compose une armée « romaine » au *vi*<sup>e</sup> siècle : 2 500 Lombards, envoyés de Pannonie par leur roi Audouin, moyennant finance naturellement ; sous Narsès, 3 000 Érules, des Huns en grand nombre ; Dagisthaüs, un Perse ennemi de Chosroës, tiré de captivité, avec sa suite ; un Érule, Aruth, avec sa bande ; Johannes avec sa bande. C'est une armée de *condollieri*, dont pas un soldat n'est Romain, pas même le chef, Narsès étant, comme l'indique son nom, Arménien ou Perse d'origine. Le gros est formé de cavalerie, et ces cavaliers sont des cuirassiers armés de l'épée et de l'arc : ils chargent en tirant des flèches, un peu comme les cuirassiers du temps de Louis XIV qui chargeaient le pistolet au poing. Les péripéties de la bataille présentent, dit-on, quelques analogies avec celle de Crécy (2). Les Goths furent enfoncés et Totila fut blessé mortellement (printemps de 552) (3).

Les Goths voulurent tout de même tenter une dernière fois la chance. Ils élurent à Pavie Teias, qui, finalement, se trouva acculé par Narsès en Campanie sur le *Mons Lactarius* (Monte Lettere), en face du Vésuve. Les Goths résistèrent en désespérés : Teias, après s'être battu en héros, trouva la mort (553).

L'année suivante, des bandes franques et alamanniques, appelées par les Goths, parcoururent l'Italie, en pillant indifféremment amis et ennemis, sous la conduite de Leuthari et de Butilin. Elles furent décimées par la maladie et écrasées par les Byzantins, près de Capoue (automne de 554). Cepen-

(1) CDXLIII, 109. — (2) CCCLXIII, 34. — (3) CVIII, t. II, 367-379.

dant il restait encore des Goths réfugiés dans une forteresse des Apennins, Compsae : ils capitulèrent au nombre de 7000. Engagés au service de l'Empire, ils furent dirigés en Orient contre les Perses (555). Les dernières garnisons gothiques, qui tenaient, au Nord, Brescia et Vérone, prolongèrent leur résistance jusqu'en 563 (1).

La nation gothique fut donc extirpée d'Italie. Elle n'a joué aucun rôle ethnique ou linguistique dans l'histoire de ce pays.

« *Narses pa'ricius Italiam Romano imperio reddidit urbesque dirutas restauravit totiusque Italiae populos, expulsi Gothi, ad prisinum reduci gaudium* », dit un chroniqueur (2). Une inscription en l'honneur de Narsès, trouvée sur le pont de l'Anio (détruit par les Napolitains en 1798), disait qu'il avait rendu la liberté à Rome et à l'Italie entière (3).

La Pragmatique Sanction de 554 réorganisa l'Italie en province romaine. Elle sera gouvernée par un vice-roi, l'exarque, résidant à Ravenne, décoré du titre de patrice.

Justinien s'appliqua à restaurer le gouvernement romain dans tous ses détails, comme si rien ne s'était passé depuis 476. La séparation absolue des fonctions civiles et militaires, à laquelle lui-même avait tendance à renoncer pour l'Orient, est rétablie dans toute sa rigueur. Il y a là un parti pris évident de remonter le cours du temps.

*L'Espagne* (4). — Un instant il parut vraisemblable que Justinien pourrait également réunir l'Espagne à l'Empire. La situation de l'État wisigothique apparaît lamentable après la défaite d'Alaric II (508). Sans la protection toute-puissante

(1) CCCLXIII, 34.

(2) CONTIN. DE PROSPER, *Mon. Germ., Auctores antiq.*, IX, 267, 337.

(3) *Corpus ins. ripl. lat.*, VI, 1199.

(4) DLIV, t. V; DXXIII, t. I; DXXV, t. I.



de Théodoric le Grand, il eût été emporté par la tourmente. Après la mort du grand roi (526), Amalaric se retrouva impuissant à résister aux Francs. Il avait pourtant épousé une fille de Clovis, qui portait le nom de sa mère, Clotilde; mais il la maltraita pour la faire passer du catholicisme à l'arianisme. La reine se plaignit à son frère Childebert, le « roi de Paris », qui mena une expédition victorieuse contre son beau-frère. Vaincu près de Narbonne, Amalaric prit la fuite et fut assassiné par ses propres soldats (531).

Le royaume wisigothique fut sauvé par Theudis, un Ostrogoth qui avait été gouverneur d'Espagne au temps où ce pays était sous l'autorité de Théodoric. Il repoussa les Francs qui étaient en train de s'emparer de la Septimanie et avaient mis le siège devant Pampelune et Saragosse. Il reprit un instant *Seplem* (Ceuta) aux Byzantins. Mais il fut assassiné par un fou à Séville en 548. Son successeur eut le même sort, en la même ville, un an après.

Agila, qui prit le pouvoir, fut impuissant à s'emparer du sud de la Bétique où la population se souleva contre les Goths, moins pour des raisons de nationalité que pour des motifs de religion — car Agila, arien fervent, persécutait les catholiques.

Un grand wisigoth, Athanagild, peut-être secret catholique, se posa alors en prétendant au trône et fit appel au secours de Justinien. L'empereur lui envoya le patrice Libère (chargé auparavant de reprendre la Sicile à Totila) avec quelques troupes. Le patrice romain ne trouva aucune résistance sérieuse, car, bien qu'il fût un vieillard et peu versé dans l'art de la guerre, il put rapidement s'emparer des côtes méditerranéennes de l'Espagne, Valence, Carthagène, Malaga, puis de Murcie et de Cordoue. Le roi Agila, attaqué près de Séville par Libère et Athanagild, fut battu et, peu après, tué par ses soldats qui reconnurent Athanagild (554).

Athanagild aurait bien voulu se débarrasser de ses alliés.

Mais les Romains d'Orient occupaient à peu près les territoires des anciennes provinces de Bétique et de Carthaginoise. Le roi wisigoth transporta alors le siège de son pouvoir au centre de la péninsule, à Tolède; de là, il pouvait plus facilement, non seulement lutter contre les envahisseurs de l'Empire, mais se porter au nord contre les Francs et les Basques qui s'étaient rendus indépendants dans les montagnes de Cantabrie. C'est là qu'il mourut à la fin de 567.

Son successeur Léovigild fit savoir son accession au trône à Justin II — Justinien était mort deux ans auparavant — et lui demanda sa confirmation. Il apparaît donc que le roi wisigoth reconnaissait encore la suprématie théorique de l'Empire pour la partie du territoire espagnol sur lequel il régnait. Vainqueur des Suèves du nord-ouest, il fit frapper une médaille commémorative au revers de laquelle se trouve encore le buste de Justin II. Néanmoins, exception faite des côtes, l'intérieur de la péninsule échappa à la domination effective de l'Empire.

*La Gaule.* — Contre la Gaule, Justinien n'a rien tenté (1). Il abandonna même aux Francs (536) la Provence, qu'avaient possédée les Ostrogoths comme annexe de l'Italie (2).

Ces réserves faites, il faut reconnaître que, au milieu du vi<sup>e</sup> siècle, les côtes presque sans interruption sont au pouvoir de l'empereur, et la Méditerranée redevient un lac « romain ».

A la fin de ses jours, Justinien put croire qu'il avait tout de même réalisé à peu près le dessein de sa jeunesse et de son âge mûr, la reprise par l'Empire de l'Occident.

Il savait que son œuvre législative et son œuvre monumentale et artistique, les innombrables fortifications semées de l'Atlantique à l'Euphrate, du Danube aux déserts d'Afrique,

(1) DLXIII, 206. — (2) G. DE MANTEYER, *La Provence du premier au douzième siècle*, p. 26.

la construction de Sainte-Sophie, la merveille du monde, transmettraient son nom aux générations futures. « Aujourd'hui encore deux choses demeurent : le code Justinien et Sainte-Sophie plaident éternellement devant la postérité la cause du grand empereur (1). » Il put s'estimer le digne successeur, sinon d'Auguste et de Trajan, du moins de Dioclétien, de Constantin, de Théodose.

Nous allons voir que cette grandeur était factice et que son œuvre fut caduque et même malfaisante.

(1) DLXIII, 32, 662-666.

## CHAPITRE IV

### ÉCHEC DE L'ŒUVRE DE JUSTINIEN

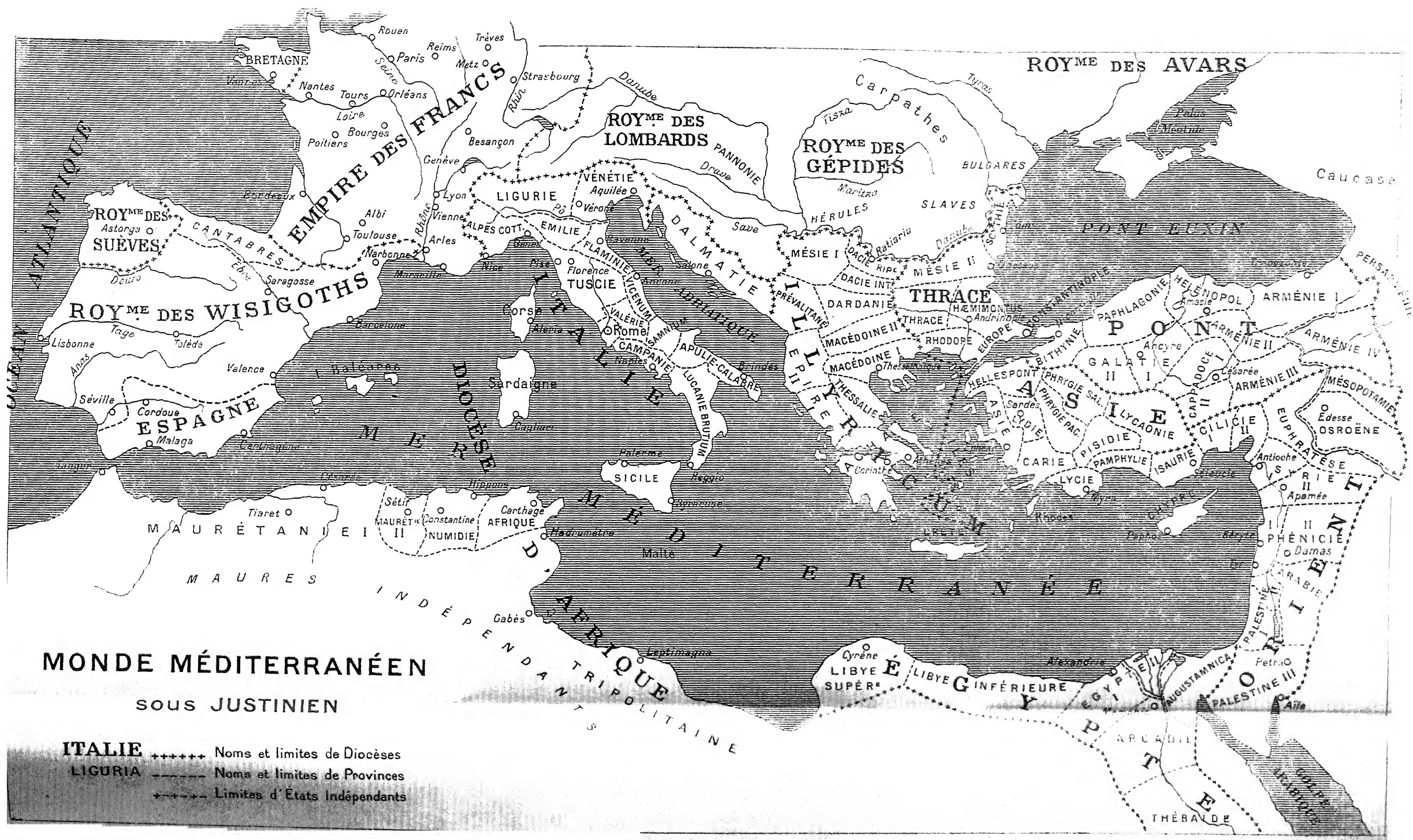
#### I

#### EN AFRIQUE (1).

La victoire de Bélisaire en 533 fut trop prompte pour être durable. Il avait vaincu facilement les Vandales. Ses successeurs furent aussi impuissants vis-à-vis des indigènes, les Maures (Berbères), que l'avaient été les Vandales, et, avant eux, les Romains du iv<sup>e</sup> siècle. Les soldats au service de l'Empire montrèrent une avidité et une indiscipline inouïes. De 535 à 548, l'Afrique ne jouit pour ainsi dire pas d'un instant de repos. Les meilleurs généraux de l'Empire, Bélisaire, Germanus, l'eunuque Solomon, Johannes Troglita, s'épuisèrent pendant près de quinze ans en tentatives infructueuses pour ramener le calme. Quand ils y parvinrent, au milieu du vi<sup>e</sup> siècle, les provinces étaient dépeuplées et ruinées.

On peut accorder que l'œuvre des Byzantins en Afrique n'est pas à condamner entièrement. La domination vandale avait sans doute été encore pire : tracassière et même persécutrice au point de vue religieux, impuissante vis-à-vis des Berbères. Mais on peut se demander si, pour le bien de l'Empire lui-même, il n'eût pas mieux valu concentrer ses forces et ne pas les éparpiller. Et ce qui prouve le peu de solidité de sa domination en Afrique, ce fut la facilité de la conquête musulmane au siècle suivant. La Cyrénaïque fut conquise dès 660; l'Afrique proconsulaire attaquée en 670; enfin Carthage succomba en 698.

(1) DLXIV; CCCXXV, t. III-IV





## II

## EN ITALIE.

L'Italie et Rome, encore florissantes sous la domination gothique, sortirent épuisées des interminables guerres de la *reconquista*. Les armées byzantines, composées de barbares plus sauvages que les Goths, étaient au moins aussi redoutables aux habitants que ceux-ci. Francs et Alamans, vers la fin des guerres, tombèrent comme des loups sur le pays. En 554, quand tout fut terminé, l'Italie était ruinée, dépeuplée, pantelante, dans une situation pire que l'Allemagne après la guerre de Trente ans (1). Pour comble de misère, elle eut à goûter le *prislinum gaudium*, dont parlent le continuateur de Prosper et l'inscription du Pont de l'Anio (2). Ce « bonheur passé » se présenta aux populations redevenues « romaines » sous la forme d'une fiscalité épouvantable (3).

Quant à Rome, prise et reprise cinq fois, elle n'était plus que l'ombre d'elle-même. Sous Théodoric, elle avait encore une population de quelques centaines de milliers d'habitants et était la plus belle ville de l'Occident. Après les guerres gothiques, on la trouve privée des neuf dixièmes de sa population. Quantité d'édifices avaient péri dans les flammes ; non seulement les temples, mais les palais impériaux du Palatin tombaient en ruines, faute d'entretien. Les aqueducs avaient été coupés et, aux environs de Rome, la « campagne romaine », acheva de prendre cet aspect de mélancolie pénétrante qu'elle a gardé jusqu'à nos jours (4).

Un instant même Rome faillit périr. En décembre 546, Totila eut l'idée de la détruire de fond en comble. Procope prête à Bélisaire une éloquente protestation contre l'idée d'anéantir l'œuvre la plus belle qu'eût élevée l'humanité, monument

(1) C'est du moins l'opinion de L.-M. HARTMANN, DCCV, t. I, 353.

(2) Voy. plus haut, p. 308. — (3) DLXV DCCVI.

(4) DLXXXIX et DXC; DCXX; XXII; DCLXXXVII.

admirable de la grandeur des hommes. Totila ne mit pas ses menaces à exécution. Il ne détruisit point Rome et ne fit point de massacres, mais il exigea l'évacuation complète de la ville par les habitants. Pendant quarante jours, Rome présentait le spectacle de Ninive ou de Babylone.

Même lorsque la tourmente fut passée, Rome, profondément déchue, ne put recouvrer même une faible partie de sa splendeur passée. C'était une splendeur artificielle depuis de nombreux siècles : la population était entretenue par des distributions de vivres. Justinien les supprima. Dès lors, quelques milliers d'habitants vécurent des pèlerins qu'ils exploitaient et des charités du pape. Le dernier jeu du cirque fut donné par Totila lui-même en 549. Le dernier triomphe fut celui de Narsès en 552. Mais plus de consul passé 541. Le Sénat disparaît obscurément ; la dernière mention sûre de ce corps est de 579 (1) : c'est une ambassade à Constantinople, qui est en même temps une délégation du pape, signe des temps.

Le « préfet de la ville » subsiste, mais il est tombé sous l'autorité du pape, qui se substitue à l'empereur pour l'entretien et l'alimentation du peuple. « Dans l'épouvantable tourmente de la guerre gothique, la vie antique avait disparu pour toujours. Dans la ville incendiée et déserte, seules les ruines attestaient la prospérité évanouie. La prophétie de la Sibylle était accomplie. Une nuit profonde s'étendit sur le monde latin et dans ces ténèbres aucune lumière ne brillait plus que les cierges des églises et la lampe solitaire du moine au fond des monastères (2). »

L'ironie des choses fit que Justinien, qui voulait réunir l'Italie à l'Empire, lui porta un coup terrible. En extirpant les Goths, il lui enleva la seule force capable de la protéger contre les Barbares du Danube qui la menaçaient, Lombards, Avars. En soumettant et en dominant l'évêque de Rome, il

(1) DLXIII, 622 ; DXC, 146. — (2) DLXXXIX, t. I, 453.



lui donna peu à peu l'idée de se détacher de Constantinople, qui l'opprimait, et de chercher un appui ailleurs. La théocratie pontificale du moyen âge et des temps modernes est en germe dans les décombres de la Rome antique.

### III

#### EN ORIENT.

En Orient même, si le règne de Justinien est un grand règne, c'est par comparaison avec ses contemporains. Il est certain que nos rois francs et wisigoths sont des principicules en comparaison. Mais que d'ombres au tableau !

Pour avoir les mains libres en Occident, l'empereur avait dû payer aux Barbares et aux Perses des tributs déguisés sous le nom de subsides. Il n'y gagna qu'une sécurité précaire. A maintes reprises la péninsule des Balkans, l'Hellade elle-même, furent horriblement ravagées. Les Slaves s'introduisirent dans l'Empire en commettant des massacres effroyables. Ils s'emparent d'Andrinople, assiègent l'Adriatique à Durazzo. En 558, l'empereur est menacé par les Huns Koutourgours et, dans Constantinople même, il tremble pour son salut. Une peuplade tatare, les Awares, apparaît en 562 et se montre non moins terrible peut-être pour l'Empire que les Huns du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle.

Des pestes, des famines, des tremblements de terre répétés achèvent d'assombrir le règne (1).

En Asie, les Perses dominent incontestablement.

La plus grande et la plus riche ville de l'Empire après Constantinople, Antioche, subit un désastre épouvantable. Déjà ruinée par des tremblements de terre sous Justinien, en 526, qui firent, dit-on, 250 000 victimes, la ville fut enlevée par le roi de Perse Chosroës en 540. La population fut massacrée ou

(1) DLXIII, 218, 410, 420, 423.

emmenée en captivité. Il ne resta pas pierre sur pierre. Le désastre fut si complet que, plus tard, lorsqu'on voulut rebâtir la ville on ne trouva plus trace de rues ni de places et qu'une église fut le seul bâtiment qu'on put identifier. Arrivé à la Méditerranée, l'Iranien en prit possession par une cérémonie symbolique. Justinien dut acheter à prix d'or (545) une trêve de cinq ans, renouvelée à deux reprises. « Triste rançon des succès remportés en Occident » (1), et remportés avec combien de peines, on l'a vu !

La réforme intérieure échoue lamentablement. Au début de son règne, l'empereur s'était proposé de mettre fin à la concussion et à la tyrannie des fonctionnaires ; il avait voulu soulager les populations du poids d'une fiscalité oppressive et cupide, et, en même temps, augmenter les revenus de l'État. Tout fut inutile. A la fin comme au début du règne, on flétrit l'oppression d'une administration détestable, corrompue, vendant la justice, s'appropriant les revenus publics, n'assurant même pas la sécurité, car le brigandage sévit. Les finances sont aux abois, la détresse du trésor paralyse les entreprises de l'empereur.

Le mal était trop profond pour être corrigé à coups de *novelles*. Le siège du mal était à la cour même. L'entourage de l'empereur laissait fort à désirer. Tribonien, questeur du sacré palais, c'est-à-dire grand chancelier et ministre de la justice, jurisconsulte illustre, vendait la justice ; le préfet du prétoire, Jean de Cappadoce, amassa une énorme fortune aux dépens de l'État. L'impératrice elle-même, Théodora, au moins aussi maîtresse du gouvernement que Justinien, n'était pas précisément sans reproches, même si l'on n'accepte pas les turpitudes que raconte Procope, qui se venge comme un valet congédié, dans son *Histoire secrète*. La corruption byzantine était incurable.

(1) DLXIII, 222.

On eût bien surpris Justinien en lui disant qu'il était un empereur « byzantin ». Lui-même se considérait comme le vrai successeur des Césars, comme un empereur romain dont la tâche était de reconstituer dans son intégrité le monde romain. Ses succès éphémères le gonflèrent d'un orgueil naïf : « Jamais, si ce n'est sous notre règne, Dieu n'a accordé aux Romains de faire de telles conquêtes (*Nov.*, I, *præf.*). Habitants du monde, rendez grâces au ciel, qui a réservé à notre siècle l'accomplissement d'une si grande œuvre. Ce dont l'Antiquité n'avait pas semblé digne, au jugement de Dieu, s'est réalisé de notre temps (*Constitution Thémist.*, 19) (1). »

En fait, dès le règne même de Justinien, l'Empire romain, l'ancienne *pars Orientis*, n'avait plus de romain que le nom (2). Elle devait à Rome son organisation politique, qu'elle eût été incapable de constituer par ses propres forces. Mais son esprit et ses destinées l'éloignaient rapidement de tout commerce avec la Latinité.

D'abord où sont dans cet empire « romain », qu'on appellera jusqu'à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle la *Respublica Romanorum*, les citoyens romains ? La population des campagnes, formée de paysans de toutes races, est réduite à un profond état de dépendance vis-à-vis de l'État et des grands propriétaires fonciers. C'est une masse taillable et corvéable pour le fisc et l'aristocratie, ne comptant absolument pour rien dans la vie politique de l'empire.

La population des villes est encore plus hétéroclite au point de vue ethnique, formée de marchands de toutes races et d'une plèbe misérable et insolente, capable de faire des émeutes au moindre prétexte, et pour cela redoutée, nourrie, amusée, mais dénuée de tout sentiment de patriotisme et de toute conception politique élevée.

Les forces de l'État résident : 1<sup>o</sup> dans l'armée, c'est-à-dire

(1) DLXIII, 661-666; cf. 81. — (2) DLII

dans les *condottieri* barbares ; 2<sup>o</sup> dans la bureaucratie. Celle-ci maintient les traditions unitaires et centralisatrices de Rome. Quant à l'aristocratie foncière, en petite partie romaine par ses origines (quelques familles sénatoriales à Constantinople), elle est complètement détachée de l'Occident et de la latinité.

Le plus ferme support d'une nationalité, d'une culture, c'est la langue. Le latin est toujours la langue « nationale » de l'Empire au vi<sup>e</sup> siècle. C'est Justinien lui-même qui le déclare (1). Le vrai fondateur de l'Empire qui devait devenir l'Empire « byzantin », Constantin, savait si mal le grec qu'il devait faire traduire en cette langue les discours latins qu'il prononçait devant les conciles (2). A Constantinople, le latin demeura la langue de la cour et de l'administration. Au commencement du v<sup>e</sup> siècle, au témoignage de saint Jean Chrysostôme, il est impossible de faire son chemin si on ne sait pas le latin. Les inscriptions, jusque dans la Batanée (*Haouran*) peuplée d'Arabes, sont latines. Le latin est la langue de l'armée. En Syrie même, les soldats sont longtemps obligés de se servir du latin. En Égypte, sur la statue de Mémnon, on trouve des inscriptions tracées par les garnisons : elles sont en latin.

Le latin est la langue de la législation. Le plus ancien code, recueil de constitutions impériales, est dû à l'initiative d'un empereur qui n'a jamais quitté Constantinople, Théodose II (408-450). Les collections plus amples que Justinien fit compiler, le Code, les Pandectes, sont naturellement en latin. Mais les titres et les commentaires auraient pu être en grec : ils sont en latin. De même le manuel de droit, pour étudiants et praticiens, les *Institutes*, rédigé par Théophile et Dorothee, aurait pu être en grec : il est en latin.

Aux deux grandes facultés de droit, Constantinople et surtout Beyrouth (Beryte) en Syrie, il n'est pas douteux qu'on

(1) *Nov.*, VII, 1 ; cf. *Nov.*, XV, præf., 66, l. 2.

(2) CXXXVI, t. II, 146 ; CCCXXII, t. II ; CXXXIV, note 7.

étudiait en latin (1). Au reste, les grands jurisconsultes latins de l'Occident du III<sup>e</sup> siècle, Papinien, Ulpien, étaient déjà sortis de cette école.

A l'inverse d'un Julien, d'un Alexandre Sévère, d'un Marc-Aurèle, d'un Hadrien même, qui se sentaient plus hellènes que latins, Justinien a voulu être un empereur romain *latin*.

Il fut confirmé dans ces sentiments par son horreur de l'hellénisme. Empereur romain, Justinien est aussi empereur chrétien. Il se considère comme le pilier de l'orthodoxie chrétienne. L'esprit hellénique est profondément païen et Justinien l'exècre. Pour lui, comme pour ses contemporains et ses successeurs, hellène est synonyme de païen et appeler quelqu'un de ce terme c'est l'insulter. Les populations grecques se donnent à elles-mêmes le nom de Ρῶμαιοι (Romains). Aujourd'hui encore *Romios* est usité par le peuple. Hellène est un terme artificiel ressuscité au XIX<sup>e</sup> siècle. La capitale de l'Empire est appelée *Roum* par les populations arabes et turques de l'Asie.

Mais, dans la réalité des choses, la langue, par suite la pensée, n'a plus rien de latin. La seule partie de l'Empire où l'on parle encore la *lingua romana* c'est le lambeau d'*Illyricum* demeuré à la *pars Orientis*. C'est de cette région de l'Empire qu'était originaire Justinien (né près d'Uskub) et c'est à cette circonstance qu'il faut attribuer la prolongation artificielle de la latinité de l'Empire.

Au surplus, l'Illyrie latine, trente ans après la mort de Justinien, est submergée par les Slaves, et les débris des populations illyriennes parlant la *lingua romana*, d'où est issu le *Vlak*, le roumain-macédonien, sont réduits à l'état de bergers errants, ou bien repoussés à la côte. Les villes maritimes, Durazzo, Spalato-Salone, Raguse, jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle gar-

(1) Toutefois, le grec aurait été substitué au latin dès la fin du IV<sup>e</sup> siècle, selon COLLINET, LXXXVII, 222. Cette date nous semble prématurée.

dèrent l'usage d'une langue issue du latin, puis du vénitien (1).

Non loin d'Uskub commençait la domination incontestée du grec. La limite entre les deux langues (2), entre les deux cultures, passait entre *Remesiana* (aujourd'hui Bela-Palanka, à 50 kilomètres environ à l'est de Nisch en Serbie), qui était de langue latine, et *Turres* (aujourd'hui Pirot), qui était de langue grecque. Non seulement en Thrace, en Mésie, non seulement en Asie Mineure, mais en Syrie, en Égypte, la langue usuelle et officielle est le grec. Dans la capitale même de l'Empire, dans la Rome nouvelle, la prépondérance de la langue grecque s'accusait malgré tout. Dans la première moitié du v<sup>e</sup> siècle, latin et grec semblent se balancer à peu près. Sous Théodose, à l'Université de Constantinople, on trouve dix chaires de grammaire pour le latin, dix pour le grec ; trois seulement de rhétorique pour le latin contre cinq pour le grec ; mais, si la chaire de philosophie donnait sans doute l'enseignement en grec, les deux chaires de droit le donnaient sûrement en latin.

Les inscriptions de la ville étaient tantôt en latin, tantôt en grec. Mais il est à signaler que le gouverneur de la ville, sous Théodose I<sup>er</sup>, Cyrus de Panoplie, rédigeait ses arrêtés en grec. Et si nous savons que Pulchérie, sœur de l'empereur Théodose II, parlait et écrivait en latin, c'est que ce fait paraît sans doute assez insolite pour être signalé.

Au cours du v<sup>e</sup> siècle et du siècle suivant, le recul du latin est rapide. Il se précipite sous le règne même de Justinien. Les commentaires de ses recueils législatifs sont en grec et les auteurs de ces commentaires sont en partie des gens, comme Théophile et Dorothee, qui ont été employés à écrire le manuel dit *Institutes*. Évidemment, pour la pratique journalière du droit, il fallait user de la langue parlée, le grec. Il en fut à

(1) CCXLIX ; DCCXIV. Cf. HAUMANT dans *Revue historique*, mars 1917, 28-304.

(2) CCXXXIII, 320.

Byzance comme en Angleterre où les commentaires juridiques, au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle encore, étaient en français, alors que le français était inconnu à l'immense majorité de la population ; les jurisconsultes ne s'en croyaient pas moins tenus d'écrire leurs traités en français, français d'ailleurs extravagant.

Il y a plus et il y a pire : l'empereur lui-même, après les grandes compilations du *Code* et du *Digeste*, qui sont l'assise juridique, mais représentent le passé, doit, pour les besoins du présent, édicter des constitutions nouvelles, des *Novelles*. Nous en possédons 154, de 534 à 565 : la grande majorité est rédigée en langue grecque, et Justinien nous dit pourquoi : « Nous n'avons pas écrit cette loi dans la langue *nationale* (le latin), mais dans la langue commune qui est le grec, *afin qu'elle soit connue de tous* par la facilité qu'ils auront à la comprendre (1). » Aveu significatif dans son inconscience.

(1) *Nov.*, VII, 1.

## CHAPITRE V

### L'ESPAGNE WISIGOTHIQUE (1)

Pendant que l'Italie, et surtout la Gaule et l'Orient, avaient eu à souffrir sans trêve des Barbares qui pressaient constamment les frontières depuis le III<sup>e</sup> siècle, l'Espagne avait joui d'une paix presque ininterrompue, au point de vue politique tout au moins, car les rigueurs contre les chrétiens se poursuivirent plus longtemps en Espagne qu'en Gaule. La Gaule fut en effet gouvernée par Constance Chlore, César, et l'Espagne directement par Maximien Hercule, Auguste. Mais, en 305, Constance César eut l'Espagne et la persécution cessa. En 332, la géographie politique et administrative du pays subit une modification. Le nombre des provinces fut porté de trois à cinq par le morcellement de la Tarraconaise (2). Il y eut désormais cinq provinces : la Bétique, chef-lieu *Hispalis* (Séville), la Tarraconaise proprement dite (chef-lieu Tarragone), puis *Cesarea Augusta* (Saragosse) ; la Lusitanie, chef-lieu Merida (*Emerita Augusta*) ; la Galice, chef-lieu Astorga ou *Braccara* (Braga) ; la Carthaginoise, chef-lieu Carthagène. Deux annexes : les Baléares, chef-lieu Palma ; la Maurétanie Tingitane, chef-lieu *Tingis* (Tanger). Le tout formait le diocèse des Espagnes gouverné par un vicaire résidant à *Hispalis* et relevant du préfet du prétoire des Gaules, résidant à Trèves, puis à Arles. L'organisation ecclésiastique fut mode-

(1) **DXXIII**, t. I ; **DXXV**, t. II ; **DLIV**, t. V et VI.

(2) ALBERTINI, *Les divisions administratives de l'Espagne romaine* 923).



lée sur l'organisation administrative : un métropolitain fut installé dans chaque chef-lieu de province ; mais Tolède fut substitué à Carthagène, ce qui entraînera des conséquences politiques lointaines.

En 409 cette tranquillité fut brusquement troublée par l'arrivée des Barbares qui, depuis plus de deux ans, dévastaient la Gaule : Alains, Suèves, Vandales Asdingues, Vandales Silingues. Pendant deux ans l'Espagne fut mise à sac, surtout à l'ouest où il ne restait plus de troupes romaines. Les villes cependant paraissent avoir échappé, sauf Carthagène qui fut ruinée, plus tard d'ailleurs (425). En 411, un traité intervint avec l'Empire. Les brigands furent cantonnés comme fédérés : les Suèves et les Vandales Asdingues en Galice ; les Vandales Silingues en Bétique ; les Alains, probablement les plus nombreux, en Lusitanie et en Carthaginoise. Restait la Tarraco-naise. Mais, dès l'année suivante, Honorius l'abandonna, ainsi que la Narbonnaise en Gaule, à Athaulf et aux Wisigoths. Le successeur de celui-ci, Wallia, entreprit de nettoyer l'Espagne des Barbares au nom de l'empereur : les Vandales Silingues furent exterminés, leur roi (Fredbal) fut envoyé prisonnier en Italie ; les Alains se trouvèrent si affaiblis qu'ils se joignirent aux Vandales Asdingues et reconnurent leur roi qui, depuis, prit le titre de *rex Vandalorum et Alanorum*. Mais les Wisigoths furent ramenés en Gaule en 418 et installés de Bordeaux à Toulouse. Les Vandales Asdingues sont alors les maîtres de l'Espagne. Ils refoulent les Suèves dans les montagnes du Nord (Cantabrie), battent une armée romaine dirigée par Castinus (421-422). Cependant ils n'y restent pas. Un nouveau roi, Geiserich, entraîne tout son peuple (Vandales Asdingues et Alains) en Afrique. L'embarquement se fait en mai 429. Tout le peuple barbare ne comptait que 80 000 âmes(1)

Il ne resta plus en Espagne que les Suèves, les moins nom-

(1) CDXLV.

breux des envahisseurs, encore affaiblis par une défaite sanglante près de Mérida, qui leur fut infligée par Geiserich avant son embarquement. Il semblerait donc que rien n'eût été plus facile que de rétablir l'autorité de l'Empire en Espagne. Il n'en fut pas ainsi : les rois suèves battirent les troupes romaines (439) et réussirent à prendre Mérida et Séville, qui les rendirent maîtres de la Lusitanie et de la Bétique. Rome subit une nouvelle défaite en 446. Le traité de 454 ne laissa plus à l'Empire que la Tarraconaise et la Carthaginoise.

La seule force qu'on puisse opposer aux Suèves, ce sont les Wisigoths. Dès 456, Théodose II passe les Pyrénées, bat les Suèves, prend leur roi Rechiar, qui est mis à mort, et installe un gouverneur (un Warne, Agiwulf) sur le peuple vaincu. Malgré leurs incursions ultérieures, la puissance des Suèves est brisée. Théodoric agissait soi-disant au nom de l'empereur Avitus, lequel était sa créature et fut déposé l'année même.

L'année 459 vit pour la dernière fois un empereur romain en Gaule, Majorien, qui y vint préparer contre les Vandales une expédition qui échoua.

C'est avec Euric (1) que les Goths s'emparent de la totalité de l'Espagne. En 469 il expulse les Suèves de la Lusitanie et les rejette dans la Galicie où ils seront confinés désormais, subissant l'influence des Goths, qui les font passer du catholicisme à l'arianisme. A la chute de l'Empire d'Occident il ne restait plus à l'Empire que la Tarraconaise. Zénon la cède à Euric (477). L'Espagne entière appartient désormais aux Wisigoths. Cependant les rois n'y résident pas. Ils préférèrent la Gaule où ils ont étendu leur domination jusqu'à la Loire.

La puissance gothique faillit s'effondrer après la défaite et la mort d'Alaric II à Vouillé en 507. La royauté wisigothique fut sauvée par Théodoric, roi des Goths d'Italie, qui empêcha

(1) **DXV**

les Francs de s'emparer de la Provence et de la Septimanie et se posa en tuteur d'Amalaric, fils d'Alaric II, et de sa propre fille Thiudigotha. Amalaric était mineur. Jusqu'en 526 la Gothie gauloise, des Alpes aux Pyrénées, et aussi l'Espagne, sont sous l'influence de Théodoric. Amalaric continua à régner en Gaule, à Narbonne. C'est là qu'il mourut en 531, après avoir été battu par les Francs. La race des Balthes s'éteignit en sa personne.

La disparition de cette famille sacrée eut des conséquences graves pour la solidité de la royauté en Espagne. Le successeur d'Amalaric fut son gouverneur, Theudis, qui se transporta en Espagne, à Barcelone. Il réussit à lutter contre les Francs : en 532, Theudebert et Gontran s'avancent jusqu'à Béziers ; en 542, Childebart et Clotaire prennent Pampelune et assiègent Saragosse.

Jusque-là les populations hispano-romaines avaient laissé tout faire, pendant près d'un siècle et demi. On signale seulement en 476 une tentative de résistance de l'aristocratie de la Tarraconaise, semblable à celle de l'Auvergne à la même époque. Mais c'est un fait sans grande portée : quelques nobles, grands propriétaires, arment clients et esclaves.

L'Espagne, comme la Gaule, connaît les « Bagaudes » : on en signale en 435, 436, 449 ; Tarragone est alors prise par Basile, chef des révoltés. En 453, les Bagaudes sont exterminés sous Tarragone par Frédéric, frère de Théodoric II. Nous sommes mal renseignés sur ce mouvement. Il semble bien avoir été un mouvement social, sorte de jacquerie dirigée contre tous les riches, aussi bien romains que barbares, et non un mouvement national contre l'étranger.

Dans les montagnes de Cantabrie, les habitants, imparfaitement romanisés, redeviennent barbares ; ils perdent l'usage du latin et ne parlent plus que l'idiome ibérique, le basque. Ils prennent l'offensive et commencent à se répandre dans les plaines. Ils donneront de graves soucis aux rois goths et

francs : ils s'avanceront jusqu'à l'Adour : au VII<sup>e</sup> siècle, sous le nom de Vascons ou Gascons, ils s'empareront du pays entre les Pyrénées et la Garonne (1).

Sauf cette exception, rien ne bougea. Mais les Goths étaient de pieux et fanatiques ariens. Ils persécutaient les catholiques et laissaient les évêchés vacants ; d'où la haine que leur ont vouée les évêques catholiques d'Espagne, les seuls personnages ayant de l'ascendant sur les populations depuis la disparition de l'autorité romaine.

Agila, deuxième successeur de Theudis, qui régna de 549 à 554, se transporta de Barcelone à Mérida sur le Guadiana. Son action fut ainsi plus directe sur le Midi de l'Espagne (Lusitanie et Bétique), jusqu'alors négligé. Quand il entreprit de rendre effective son autorité, il se heurta à un soulèvement des populations catholiques et fut complètement défait sous Cordoue. Nous avons vu que Justinien intervint alors : le patrice Libère s'empara des ports de Carthagène, Malaga, Cadix, et la Bétique redevint pour quelque temps province romaine. Mais l'empereur avait trop d'affaires sur les bras pour poursuivre une *reconquista* cependant peu difficile. Il en resta là. Athanagild s'assura la neutralité des Francs en mariant ses filles, Galswinthe à Chilpéric, Brunehaut à Sigebert, et transporta la capitale à Tolède. Il y mourut en 567.

La monarchie gothique fut reconstituée par Léovigild, dans la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle. Il reprit Cordoue et Malaga aux Romains d'Orient, contint les Basques (il fonde Vittoria), annexa le royaume des Suèves, repoussa les Francs qui avaient envahi la Narbonnaise. Léovigild cependant s'habille comme à Byzance, il a un trône, il fait frapper des monnaies d'or. Son règne eût été un grand règne, sans la reprise, à la fin, des hostilités entre ariens et catholiques. L'un des fils du roi, Herminigild, fils d'une mère grecque et catholique, mari

(1) CCCIV, 330.

d'Ingonthe, fille de Brunehaut et de Sigebert, fut converti au catholicisme par Léandre, métropolitain de Séville. Il se révolta contre son père et trouva un appui dans les villes de Mérida, Séville, Cordoue, toujours ennemies de l'arianisme. Vaincu, après plusieurs années de lutte, Herminigild fut mis à mort. Léovigild mourut l'année suivante (586).

Son autre fils, Récarède, se convertit aussitôt au catholicisme (589) et fit disparaître l'arianisme (1). Dès lors rien ne s'opposa plus au rapprochement, sinon à la fusion immédiate des Goths et des Hispano-Romains. La cour adopta de plus en plus les allures byzantines ; le gothique disparaît devant le latin vulgaire : il va sans dire que les actes officiels furent toujours rédigés en latin classique. Les rois goths du VII<sup>e</sup> siècle écrivent en latin dans un style ampoulé. La prohibition de mariage entre Goths et Romains conformément au droit romain, sans doute fictive en pratique, est déjà levée par Léovigild.

Vint enfin l'unité législative. Récarède voulut que ses édits eussent force de loi pour tous les peuples, Goths, Suèves, Romains, vivant sous son autorité (2). En 654 enfin, le roi Recessvind promulgua un code (3) dont il imposa l'usage aussi bien aux Romains qu'aux Goths, la *Lex romana Recessvindiana* ou *Liber judiciorum*, et interdit l'usage de la *Lex romana Wisigothorum*, dite aussi Bréviaire d'Alaric, promulguée pour les Romains par Alaric II en 506 à Toulouse. Le Bréviaire d'Alaric sera utilisé désormais seulement dans la Septimanie et la Gaule méridionale. Le code de 654, à l'imitation des codes romains, est divisé en douze livres et reproduit la législation antérieure toute pénétrée de droit romain. L'activité législative des rois wisigoths s'est d'ailleurs poursuivie sans relâche du règne d'Euric à la chute du

(1) DCXXVII. — (2) DXLV, t. I, 489, 491, 514.

(3) Son père, Chindasvind (642-653), avait eu l'idée de cette entreprise, mais n'avait pu la mener à exécution.

royaume. On a encore des nouvelles d'Egica (mort en 702) et de Witiza (mort en 710). Mais cette législation du <sup>vii</sup>-<sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, tout ecclésiastique d'inspiration et de style, n'est qu'un verbiage sans force juridique (1).

Chose curieuse, il semble que, dans la pratique, le droit gothique ait poussé des racines plus vivaces que ne le ferait supposer la législation, toute romaine, des rois wisigoths. Les *fueros* espagnols présentent des traits frappants avec le droit norvégien-islandais, au dire de Ficker, d'Amira, de K. Maurer.

Au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, l'aristocratie hispano-romaine laïque, et même ecclésiastique, commence à se sentir gothique. Comparez par exemple la chronique de Jean de Biclar et celle d'Isidore de Séville, toutes deux datées du règne des empereurs ; le premier est un Goth, mais il a résidé à Constantinople, le second est un Romain, frère de ce Léandre de Cordoue qui a amené la conversion de la royauté au catholicisme. Ils sont presque contemporains (Isidore mourut en 636, Jean une vingtaine d'années auparavant, semble-t-il). L'Histoire du second est d'inspiration toute gothique (2). Il applaudit à la reprise par Sisebut et Swintila (en 624) des villes enlevées à la *Romana militiā*, c'est-à-dire à l'Empire byzantin.

Les descendants de l'aristocratie hispano-romaine se firent gloire de descendre des Goths (3). La fusion des races fut plus avancée en Espagne qu'ailleurs ; le pays jouit d'un long repos et fut moins tourmenté que la Gaule, l'Italie, l'Afrique. Cependant on assiste à une décadence profonde et implacable de l'Etat au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, en dépit de l'énergie personnelle de la plupart des souverains.

La royauté en principe est, chez les Wisigoths d'Espagne,

(1) **DXLV**, t. I, 493-494.

(2) Voir sa *Laus Spaniæ* et sa *Dedicatio ad Sisenandum, regem* (édition MOMMSEN, *Chron. minora*, t. II, 26, 304, 479).

(3) Cependant ne pas comprendre *hidalgo* comme « fils de Goth ». Le sens est *hi* (fils), *d'algo* (quelque bien).

toute-puissante (1). Comme chez les Vandales et les Francs, elle est tout l'État. Le despote goth imite autant qu'il peut l'empereur des Romains. Au milieu du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, Recessvind réorganise la hiérarchie de sa cour sur le modèle de Byzance. Il revêt le costume byzantin, alors que jusqu'aux environs de 630 les rois goths portaient les cheveux longs à la façon des Barbares. Il imite aussi Byzance en usant d'atrocités contre les compétiteurs et les rebelles. Mais, sous son apparence absolue, la royauté wisigothique est aussi instable que l'Empire. La race royale des Balthes s'éteint en 531 en la personne d'Amalaric, fils d'Alaric II. Les personnages qui s'emparent du trône, l'Ostrogoth Teudis, puis Agila (549-554), puis, après l'intermède glorieux d'Athanagild (mort en 567), Léovigild (mort en 587), Récarède, Sisebut, élevés au pouvoir grâce à des coups de force, n'ont pu s'imposer à leurs rivaux, membres de l'aristocratie gothique. La couronne ne peut demeurer plus de deux générations dans la même famille. Au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, enfin, la royauté devient élective.

Le principe de l'élection est posé au concile de Tolède tenu sous Sisenand (631-636). C'est en vertu de ce principe que Swinthila est élu en 636. La royauté essaye naturellement de s'en affranchir. Chindasvind, un noble, élu en mai 642 par ses égaux, tente d'écraser l'aristocratie : il fait mettre à mort ou réduire en esclavage 700 nobles ; quantité d'autres s'enfuient éperdus en Afrique. Ces mesures atroces n'atteignent pas leur but. Le caractère électif de la royauté est confirmé au huitième concile de Tolède en 653 : le roi doit prendre des engagements envers l'aristocratie et le haut clergé, entre autres celui de poursuivre les Juifs.

L'« institution » fondamentale de l'État wisigothique devient le concile de Tolède où se traitent pêle-mêle les affaires de l'État et de l'Église (2). Contre l'aristocratie la royauté

(1) DLIV, t. VI, 305. — (2) DLIV, t. VI; DCXXVII, 383.

invoque l'appui de l'Église et celle-ci le lui fait payer cher, sans être toujours fidèle. Si Wamba est détrôné par l'aristocratie en 680, la conspiration contre Egica est fomentée par Sisebut, métropolitain de Tolède. C'est après l'abdication du frère du vieux roi Wamba que la décadence de la monarchie wisigothique se précipite. Wamba avait poussé jusqu'à Nîmes pour s'emparer d'un compétiteur, Paul. Il avait rebâti Tolède et ses remparts. Comme on se souciait de moins en moins de s'acquitter du service militaire, Wamba l'impose, en cas d'invasion du pays, à tous, sans distinction de race et de condition, même aux clercs ; il voulut même forcer les grands propriétaires, y compris les ecclésiastiques, à alimenter l'armée avec leurs serfs. Ces dispositions, si caractéristiques et si inquiétantes, furent révoquées par ses successeurs. Ceux-ci ne surent qu'aggraver les mesures, déjà atroces, prises contre les Juifs. Cette royauté affaiblie, l'aristocratie la redoute cependant. Après Witiza (701-708), elle refuse le trône à ses enfants et le donne à un obscur personnage, Roderic (Rodrigue), qui sera le dernier roi goth.

Intellectuellement, l'Espagne wisigothique présente le spectacle d'une décadence inéluctable. Isidore de Séville (mort en 636) n'est qu'un compilateur : ses *Etymologies* ne sont qu'un « grenier où il a remis la défroque de l'Antiquité » (1) : au moins avait-il une belle bibliothèque. A la fin du siècle, sous saint Julien, la bibliothèque de la métropole, Tolède, ne renferme comme auteur profane qu'un Cicéron. La décadence du latin classique, quoique moins précipitée que dans la Gaule, était déjà accusée.

Les rois ne présentent pas le spectacle lamentable des Mérovingiens. Plusieurs d'entre eux, Léovigild, Chindasvind, Wamba, se montrent énergiques. Mais la royauté se heurte à des forces sociales trop fortes, ou plutôt elle est enlisée dans

(1) DCXXVII, 319.



une apathie générale. Seule la question religieuse avait réussi à tirer les peuples de leur torpeur. Après le triomphe du catholicisme, ils retombent dans leur insouciance et restent indifférents aux intérêts publics.

Ainsi, de quelque côté que nous nous tournions, nous voyons la décrépitude du monde antique s'accroître. Les dynasties barbares d'Italie, d'Espagne, à plus forte raison d'Afrique, n'ont pas plus réussi à arrêter sa décadence que le pseudo-Empire romain qui se continue à Constantinople. En Espagne, la caractéristique, c'est que l'organisation romano-gothique, au lieu de traîner comme en Orient, de se régénérer comme en Gaule, reçoit brusquement le coup de grâce.

Il suffit d'une armée de 12 000 Berbères et d'une seule bataille, près de la localité appelée plus tard Medina Sidonia, pour mettre fin à la monarchie wisigothique (19 juillet 711). En deux ou trois ans d'expéditions, ou plutôt de promenades militaires, Tarik et Mouça s'emparèrent de l'Espagne, jusqu'aux Pyrénées, sans rencontrer de résistance sérieuse. L'Etat wisigothique apparaît aussi vermoulu que l'Etat vandale deux siècles auparavant.

## CHAPITRE VI

### L'ÉTAT LOMBARD (1)

A peine les dernières troupes gothiques qui tenaient garnison dans le nord de l'Italie s'étaient-elles rendues à Narsès, à peine Justinien était-il descendu dans la tombe (565), que l'Italie vit arriver les Lombards, qui firent sa conquête et exercèrent une profonde influence sur ses destinées politiques, sur son droit public, et même sur son droit privé. Cette fois elle eut affaire, non à des fédérés unis à l'Empire par des liens plus ou moins réels de dépendance, mais à de véritables conquérants.

Les Lombards ne paraissaient guère appelés à jouer un rôle important dans l'histoire de l'Europe. Peuple renommé dès le 1<sup>er</sup> siècle par sa vaillance et sa férocité, mais peu nombreux, peu puissant (2), il occupait seulement sur le cours inférieur de l'Elbe le petit territoire qui garda son nom, *Bardengau* (*Longo-bardengau*), autour de ce qui est actuellement Lunebourg. A la suite des grandes invasions nous les trouvons au centre de l'Europe, en Pannonie. Ils bataillèrent furieusement contre d'autres peuples germaniques voisins, les Érules (est de la Bohême) et les Gépides. Ils finirent par les exterminer (567), mais en s'alliant à un peuple turc, les Awares, successeurs des Huns. Ils ne semblent pas dangereux pour l'Empire auquel ils fournissent des mercenaires : l'armée de Narsès qui fit sur les Ostrogoths la conquête de l'Italie était,

(1) CDXIX; CDXCVII; CDXCV et CDXCVI; DLXV; CCXXXI, VII; DLIV, t. XII; DXCV, t. II; DCLI.

(2) TACITE, *Germania*, 40.

nous l'avons vu, en bonne partie composée de Lombards.

Les Lombards sont subitement devenus redoutables quand leurs bandes ont été unies sous la direction d'un seul roi et quand la pression des Awares, les chassant de l'Europe centrale, les a poussés vers l'Italie. Au printemps de 568, sous la conduite d'Alboin, le peuple lombard, grossi de contingents saxons et même bulgares, passa les Alpes orientales et, par l'Istrie, pénétra en Italie. Il s'empara de Vérone, entra à Milan dès septembre 569. Seule Pavie subit un siège en règle. A cette exception près, ni les populations, ni même les troupes au service de Byzance n'avaient offert de sérieuse résistance.

Mais si les ravages des bandes lombardes furent multiples et atroces, — elles se répandirent jusque dans le sud de la péninsule et en Gaule jusque dans la vallée du Rhône, — l'État lombard, si on peut employer un terme aussi grandiose, n'eut aucune consistance. Il ne tenait que par la personne du roi. Or le conquérant, Alboin, fut assassiné, dit-on, par sa propre femme, Rosamonde, dès 572; son successeur Kleph eut le même sort dix-huit mois plus tard. La royauté est alors supprimée (574), et les bandes se partagent entre trente-cinq ducs, qui s'installent chacun dans une des *cités* de l'Italie du Nord, et, naturellement, se disputent et bataillent. Les auxiliaires saxons repassent les Alpes.

L'occasion semblait favorable pour que l'Empire, étourdi par l'attaque brusquée des Barbares, se ressaisît. Il est certain qu'il eût suffi d'un effort un peu énergique pour abattre successivement les ducs lombards et leurs petites bandes. Mais cet effort, l'Empire était désormais incapable de le fournir. Après Justinien, Byzance est à bout de souffle. Son successeur, Justin II, dut renoncer à la politique « mondiale », archaïque, de son illustre prédécesseur. Les ressources qui restaient à l'Empire étaient tout juste suffisantes pour lui permettre de lutter contre les Awares et les Slaves en Europe, contre la Perse et, plus tard, contre l'Islam, en Asie.

L'Empire regarde vers l'Orient, et l'Occident ne peut avoir qu'une place secondaire dans ses préoccupations. C'est là une nécessité fatale qui existait dès le <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, et c'est la condamnation de la politique de Justinien : en abattant les Goths d'Italie, Justinien a enlevé à ce pays la seule force qui eût pu le sauver des Barbares, et lui-même était impuissant à en substituer une autre.

Réduits à leurs propres ressources, les Lombards étaient si faibles que les Francs Austrasiens, excités par l'Empire, eurent l'idée de leur disputer l'Italie. De 584 à 590 ils dirigèrent cinq expéditions dans ce pays. Mais déjà l'État franc mérovingien commençait lentement à décliner. Il n'y eut pas de continuité dans ces entreprises ; elles furent cependant assez menaçantes pour que les Lombards reconnussent la suprématie des Francs et leur payassent tribut (1).

Les Lombards sentirent très bien le danger. Dix ans après la suppression de la royauté, les ducs la rétablirent en faveur d'Authari (584). Celui-ci accole à son titre de *rex gentis Longobardorum* l'épithète de *Flavius* et la qualification de *vir excellentissimus*. Voilà qui est significatif : les rois des Goths avaient ainsi agi pour se rattacher par une parenté fictive à l'Empire dont les représentants étaient soi-disant descendants de la seconde dynastie flavienne (2). Il ne paraît pas douteux que, en agissant ainsi, le nouveau roi entendait se faire bien venir de ses sujets romains aussi bien que lombards.

Vis-à-vis de l'Empire il adopte une attitude prudente ; il préfère consolider ses possessions et s'abstenir d'attaquer, moyennant paiement d'un tribut de 500 livres d'or. Pendant un demi-siècle, l'expansion des Lombards en Italie, sans s'arrêter jamais entièrement, se poursuit avec lenteur.

Passons rapidement en revue ce qui demeure à l'Empire, c'est-à-dire à Byzance, au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle.

(1) Cf. plus loin, p. 380.

(2) **DXCV**, t. II, 2, 30.

Au nord-est, il ne lui reste de l'Istrie que les côtes : Trieste, Grado qui remplace Apulée. Les populations de la *Venetia* sont réfugiées dans les lagunes : à Héraclée, Malamocco, etc. ; au ix<sup>e</sup> siècle seulement la capitale de ce « duché » sera établie au *Rivo Alto* (Rialto) auquel s'attache le nom de duché *Venetia*, Venise, et où réside le duc (doge). L'intérieur de l'Istrie, le Frioul (*Forum Julii*) est aux Lombards et constitue une puissante marche contre les Avars, qui menacent sérieusement l'Italie (vii<sup>e</sup> siècle), et aussi contre les Slaves qui ont remplacé les Germains dans les Alpes orientales.

Au sud du Pô, Ravenne, capitale de l'Italie depuis le commencement du v<sup>e</sup> siècle, où demeure l'exarque, sorte de viceroy ; de là le nom d'*Exarchat* donné au territoire environnant ; les Byzantins annexent en outre Bologne. Plus au sud, le long de l'Adriatique, la Pentapole forme un duché byzantin (Rimini, Ancône ; à l'intérieur, Urbin, Gubbio).

Le sud de la péninsule, le Bruttium, la Pouille (*Apulia*), la Calabre demeurent également encore aux Byzantins.

Les côtes de la Campanie constituent le duché de Naples.

Les débris de la Campagne romaine, de la Sabine, le sud de la Toscane, forment le duché de Rome. Enfin, au nord, jusqu'en 640, l'Empire conserve, Gênes et le littoral de la Ligurie.

Tout le reste, c'est-à-dire l'intérieur du pays, est au pouvoir des Lombards. La fondation de la principauté de Spolète coupe la voie entre Rome et Ravenne. Donc, pas de communication facile entre les diverses régions byzantines ; désormais elles tendent à vivre chacune d'une vie indépendante.

L'autorité du roi lombard ne s'étend effectivement que sur la plaine du Pô qui portera le nom de *Lombardie*. Les principautés de Bénévent et de Salerne dans l'Italie du Sud, de Spolète au centre, du Frioul au nord-est, sont à peu près indépendantes ; même le duc lombard de Toscane n'est pas rattaché au roi de Pavie par des liens étroits.

Les contacts entre les Romains des pays soumis aux Lom-

bards et les Romains soumis à Byzance sont permanents et intimes. Au début, les Lombards se sont conduits comme des sauvages, pillant et massacrant pour le plaisir. On estime généralement que dans la première période de leurs incursions, les Lombards ont réduit à une position subalterne ceux des Romains des classes supérieures qu'ils n'avaient pas mis à mort. A vrai dire, nous n'avons sur ce point capital qu'une affirmation, celle de Paul Diacre : *His diebus multi nobilium Romanorum ob cupiditatem interfecti sunt. Reliqui vero per hospites divisi, ut partem suarum frugum Longobardis persolverent, tributarii efficiuntur* (II, 32). Elle est donc très tardive et peut-être contestable. Quoi qu'il en soit, une fois maîtres du pays, la royauté et l'aristocratie lombardes se sont bien gardées de ne pas profiter des avantages de l'organisation sociale romaine. Ils n'ont rien changé au mode d'exploitation du sol, à l'économie agraire. Le colon romain (*massarius*) ou germanique (*aldio*) verse au maître (*dominus*) lombard ce qu'il payait au maître romain ; rien n'est changé pour lui.

Chose capitale, la vie urbaine se poursuit, bien que diminuée ; plus de curie, semble-t-il ; mais, dès le <sup>vii</sup>e siècle, elles disparaissent, même dans les parties de l'Italie demeurées à l'Empire. L'Italie reste cependant, un pays de villes (1), et la classe des hommes libres lombards, celle des *arimanni*, s'installe dans ces villes et vit de la vie urbaine : c'est là une grande différence avec l'aristocratie franque ou wisigothique, sans parler des contrées germaniques (Allemagne et Angleterre) bien entendu. Dans ce milieu, baigné de culture romaine, les mariages deviennent fréquents. Les Lombards apprennent la *lingua romana*, et, de tous les peuples envahisseurs, c'est celui, semble-t-il, qui abandonnera le plus vite son idiome germanique pour adopter la langue des vaincus (2). La division en clans (*fara*), en *sippe*, disparaît.

(1) **DXCV**, t. II, 2, 11, 18.

(2) **DXLIV**, 13; **DCLI**, t. I, 24; **DXCV**, t. I, 2, 16

Enfin le catholicisme se développe de bonne heure et sans obstacles trop sérieux. Déjà en Pannonie, les Lombards avaient été en majorité, sinon en totalité, convertis au christianisme, il est vrai, à l'arianisme. C'est dire qu'ils n'étaient pas reconnus comme frères par les Italiens, tous catholiques. Deux choses favorisèrent cependant l'introduction, puis la victoire du catholicisme : 1° la faiblesse du clergé arien lombard, peu nombreux ou peu cultivé ; 2° l'influence de la cour, comme chez les Francs Saliens, un siècle auparavant. La femme d'Authari, en la personne duquel la royauté fut rétablie, Théodelinde, fille de Garibald, duc de Bavière, est catholique. Elle élève même dans le catholicisme Adaloald, le fils qu'elle a eu d'Agilulf, duc de Turin, successeur d'Authari. Elle règne sous le nom de son fils (616-626) et celui-ci se laisse gagner à l'influence catholique et même politique de Byzance, si bien qu'une réaction éclate : il est détrôné et peut-être empoisonné.

Les règnes d'Arioald, duc de Turin (626-636) et de Rothari (636-652), duc de Brescia, marquent une réaction nationaliste et arienne. Rothari reprend la marche en avant. Il enlève les côtes de la Ligurie avec Gênes (640) et renouvelle dans son œuvre de conquête les procédés féroces du siècle précédent. Il a la volonté de rendre effectif le pouvoir royal sur les ducs et l'ambition d'être un législateur. Il fait rédiger, sous le nom d'*Édit*, un code lombard promulgué par le peuple, c'est-à-dire par l'armée, à Pavie, le 22 novembre 643.

Cependant, sous ses successeurs, le catholicisme s'installe en maître à Pavie même. Après la mort de Rothari le pouvoir ne se maintient pas dans sa famille ; le duc de Bénévent, Grimoald (mort en 671), se trouve avoir régné, pour quelques années, le premier parmi les Lombards, du nord au sud de l'Italie, les côtes exceptées.

Le plus grand des rois lombards est Liutprand (712-744). Il réussit à rendre à peu près effectif le pouvoir royal sur les

ducs du Nord. Catholique zélé, généreux, grand fondateur de monastères, il n'était nullement antiromain de parti pris; mais il avait fermement le dessein d'unir sous l'autorité de la royauté lombarde l'ensemble de l'Italie. Dans ce but il n'hésita pas à engager la lutte, non seulement contre les princes lombards du Centre et du Sud, non seulement contre l'exarque et Constantinople, mais aussi à s'attaquer au territoire administré par la Papauté. Sa politique parut réussir : les princes lombards du Sud furent soumis, la *Respublica* pressée. Après le court interrègne du duc de Frioul, Ratchis, « impérialiste » et dévoué au Saint-Siège, la politique de Liutprand fut reprise et poursuivie avec vigueur par Aistulf (frère de Ratchis) qui fut levé sur le pavois à Milan en juin 749. Deux ans après, en juillet 751, Ravenne capitule. Il ne reste plus à Constantinople dans le Nord que la Vénétie. Au centre et au sud, il n'y a plus que le duché de Rome qu'administre, soi-disant au nom de l'Empire, l'évêque, le pape. Que ce duché, dernier asile de la *Respublica Romanorum*, soit emporté et il ne subsistera plus aucun point d'appui sérieux à Byzance, et l'unification de l'Italie, sous le sceptre du roi de Pavie, sera achevée. Tout semblait présager que le cours des événements s'effectuerait dans cette direction. L'Italie allait recouvrer, sous la domination d'une royauté sortie de conquérants germaniques, romanisés de mœurs et de langue, l'unité qu'avait failli réaliser la royauté gothique de Théodoric. Mais la royauté lombarde, en apparence toute-puissante, va se briser contre la papauté servie par les Francs. Arrêtons-nous avant d'exposer ce grand conflit et tentons d'esquisser un tableau de l'État lombard à son apogée.

Il en va de l'État lombard comme de tous les États germaniques fondés sur le territoire romain, Vandales, Wisigoths, Burgondes, Francs. L'État se confond avec la royauté. Les antiques constitutions germaniques de droit public (aristocratiques ou autres) ont été pulvérisées pendant les migrations.



L'assemblée du peuple n'est pas un pouvoir autonome, elle ne se réunit que sur l'ordre du roi. Dans ces ruines une seule institution subsiste, la royauté (1) ; mais elle est très fragile au début, intermittente même (supprimée de 574 à 584). Chez les Lombards les vieilles familles royales se rattachant aux dieux s'éteignent avec Alboin. Elles sont remplacées par des hommes nouveaux. Le roi n'est qu'un duc choisi par les autres ducs. D'où des difficultés inextricables pour imposer son pouvoir. En outre, comme on ne parvient pas à établir des dynasties solides et durables ; en fait sinon en droit, la royauté, comme chez les Wisigoths du VII<sup>e</sup> siècle, devient élective. Le roi est levé sur le bouclier par le peuple, c'est-à-dire par l'armée réunie dans une plaine sous Pavie ou Milan.

L'établissement du pouvoir absolu rencontre des difficultés infiniment plus grandes qu'en Afrique, en Espagne, en Gaule, en Germanie. Les *duchés*, qui, ailleurs, en Gaule par exemple, sont temporaires et confiés à des gens qui, aux VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles, sont des fonctionnaires, se dressent dès l'origine de l'État lombard contre la monarchie. C'est qu'ils sont contemporains de la royauté et même antérieurs à elle, puisque la royauté a été supprimée et n'a été rétablie qu'avec l'assentiment des ducs. Et on ne parle pas des duchés du Sud et du Centre, fondés par des aventuriers, indépendants du roi dès la fin du VI<sup>e</sup> siècle.

Dans l'intérieur de chacun de ces trente ou quarante duchés du Nord qui constituent vraiment, par leur ensemble, l'État lombard, quel est exactement le pouvoir du roi ? N'est-il pas à prévoir que dans chacun de ces duchés, bien que, en théorie, le duc soit nommé par le roi, il s'établira une petite dynastie et que, dès le VII<sup>e</sup> siècle, le roi se verra à peu près dans la situation du roi de France au X<sup>e</sup> siècle, du souverain de Germanie au XII<sup>e</sup> ou XIII<sup>e</sup> siècle ? En pratique il en fut à peu près ainsi : le duc

(1) **DOLI**, t II, 162: **DOXOM**.

fut nommé à vie, et toujours son fils lui succéda (1). Cependant la royauté n'est pas sans action. Lors de son rétablissement, chaque duc a abandonné la moitié du « domaine » ducal dans la *civitas*, et ce domaine est administré par un intendant royal, le *gastald*. Le *gastald* correspond assez bien au *domesticus* franc. Vis-à-vis des *arimanni*, correspondant à la classe des hommes libres francs du VII<sup>e</sup> au IX<sup>e</sup> siècle, le *gastald* remplit à peu près le rôle du comte franc. Il n'est pas héréditaire ni à vie, comme le duc ; c'est donc une sorte de fonctionnaire (2). L'État lombard, c'est, par rapport à l'État franc, un État où dans chaque *pagus* l'autorité serait représentée par le *domesticus*, et non par le comte, et où le contingent armé de chaque *civitas* marcherait sous la direction d'un duc inamovible.

Les pouvoirs législatifs et judiciaires sont en principe réservés au roi. C'est la royauté qui, avec Rothari, a eu l'idée de coucher par écrit les coutumes lombardes. Son *Edictum*, rédigé en latin, est de beaucoup la plus perfectionnée des lois barbares. Bien que son rédacteur s'inspire dans sa préface d'une *novelle* de Justinien et connaisse à coup sûr la *Lex antiqua* wisigothique, révisée par Léovigild, l'Édit est une œuvre originale (3). Il représente un droit purement germanique, moins proche du droit franc et gothique que du droit anglo-saxon, preuve de la fidélité avec laquelle les Lombards ont gardé leurs coutumes datant de l'époque où ils habitaient le *Bardengau*. Ses dispositions ne visent que les sujets lombards du roi.

Ses sujets romains sont soumis aux lois romaines, surtout à celles qui sont antérieures à Justinien, la législation de ce dernier n'ayant pas eu le temps de s'implanter dans l'Italie du Nord. Le « Romain », sujet lombard, n'est soumis à

(1) D<sup>XXCV</sup>, II, 2. 33-35; D<sup>XXCIII</sup>, 210.

(2) D<sup>XXCV</sup>, t. II, 2, 37-39; D<sup>XXCIII</sup>,

(3) D<sup>XLV</sup>, 530, 536,

[*Edictum* qu'en cas de conflit entre le droit romain et le droit lombard (1) et, en outre, pour le droit public.

Les dispositions législatives des souverains lombards, Grimoald, Liutprand, Ratchis, Aistulf, se présentent comme des compléments de l'Édit, des nouvelles. Mais il est toujours spécifié que le roi ne les a prises qu'en présence des juges et de l'assemblée du peuple, laquelle se tient réglementairement le 1<sup>er</sup> mars. Il est vrai que, au viii<sup>e</sup> siècle, elle se composait seulement des ducs, des fonctionnaires et des palatins. La législation de Liutprand se présente même comme une suite de quinze *volumina* (713 à 725), chacun pris dans une assemblée. Les dispositions en faveur de l'Église catholique s'y font jour naturellement (droit d'asile, mariage dans le sens chrétien). Et l'on peut y relever quelques traces d'influence du droit romain. Même après la conquête franque, l'action législative lombarde se poursuivra dans l'Italie du Sud, dans la principauté de Bénévent (2).

L'influence du droit lombard s'est prolongée fort tard dans l'Italie du Nord. Non seulement à Pavie, à Milan, mais à Bologne même, la ville de la renaissance du droit romain au xi<sup>e</sup> siècle, on a édité et commenté la loi lombarde, la *Lombarda*, même au xiii<sup>e</sup> siècle et au delà.

*Ressources de la royauté* (3). — Dans la tourmente, l'impôt foncier a disparu. Il était impossible que le Lombard y fût soumis, encore moins à la *capitation*, considérée comme un signe de servitude. Le *chrysargyre* sur les classes marchandes a disparu également.

Les conquérants ont maintenu les impôts indirects et des taxes diverses : 1<sup>o</sup> impôts sur la circulation et péages (*tractatica*, *pulveratica*, *pedatica*, *rotatica*, *pontatica*, *ripatica*);

(1) *Contra*, **DXLIII**, t. I, 102, note 3.

(2) POUPARDIN, *Institutions des principautés lombardes de l'Italie du Sud*, 1907.

(3) **DXCV**, t. II, 2, 42; **DCLI**, t. I, 308; **DCXCIII**, 21

2<sup>o</sup> tonlieux (*telonea*) et taxes sur les marchandises (*foratica*), le commerce (*laudatica, salutatica*); 3<sup>o</sup> des prestations de tous genres : droits de gîte et de procuration (*paratae, mansiones, albergariae*), fournitures de chevaux (*paraveredi*), de fourrage (*fodra*), suite de l'*annona militaris* antique; 4<sup>o</sup> des corvées personnelles (*angariae*). Enfin les profits de la frappe de la monnaie.

Mais le produit de ces taxes, il y a lieu de le croire, restait surtout entre les mains des ducs et des *gastaldes* et une bien faible partie devait parvenir à la caisse du roi.

Le roi vit surtout de son domaine : dans chaque *ducat* la tradition veut que le duc ait abandonné à la couronne, lors du rétablissement de la royauté, en 584, la moitié des terres fiscales. Le roi les fait administrer, nous l'avons vu, par ses *gastaldes*. Ses ressources sont donc, avant tout, celles d'un grand propriétaire foncier.

L'État lombard, lui aussi, est donc un État sans finances. Sa structure, lâche, rudimentaire, lui permet de subsister ainsi. Pas de services publics : les travaux publics sont exécutés tant bien que mal par les intéressés (routes, ponts); plus de théâtres ni d'amphithéâtres. La charité, l'assistance, sont abandonnées à l'Église; de même l'instruction. La justice et l'administration ne coûtent rien : les juges se payent sur le produit des amendes judiciaires (dont il revient même une partie au roi). L'armée elle aussi ne coûte rien : tout homme libre (*arimannus*) doit à ses frais le service militaire. Le roi a droit de faire garder ses châteaux forts.

Aussi la cour, le *sacrum palatium* (à l'imitation de Byzance) n'est pas chose compliquée. Elle se compose de quelques grands personnages remplissant des fonctions d'origine germanique ou romaine : maréchal (*marpahus*), majordome (*stolesaz*), trésorier (*vesterarius*), porte-épée (*spatharius*), référendaire, avec un petit nombre d'employés (*notarii*) sous leurs ordres.

De fait, le roi n'a pas de prise directe sur la masse de ses

sujets libres. La pratique de la *commendatio* (1), dérivant et du *comitalis* germanique et du patronat romain, supplée en partie à la faiblesse de l'État. Il existe une classe de sujets qui entretient avec le roi des rapports intimes, personnels, celle des *gasindi* (« domestiques », *Gesinde*). Ils ont un *wergeld* supérieur et, parmi eux, on distingue des *gasindi* de premier rang, des *optimates*. Il n'est pas douteux que, pour être efficace, l'action de la royauté doit s'appuyer sur la fidélité de ces gens.

Malheureusement la « fidélité » a besoin d'être entretenue, réchauffée, par des présents. Dans cette société en état de régression économique, la seule richesse c'est la terre : le roi distribue (en pleine propriété) des portions des biens du fisc à ses fidèles. Et quelque considérable que soit le domaine royal, il est certain qu'il diminue sans cesse par suite de ces libéralités devenues obligatoires. La force de la royauté, même sous un Liutprand ou un Aistulf, est bien plus apparente que réelle. Or la royauté c'est tout l'État. Elle tombée, il ne reste plus rien qu'une poussière d'intérêts locaux.

Il est douteux en effet qu'il existe un sentiment national lombard, une unité politique résultant de la fusion des envahisseurs et des classes dirigeantes, comme chez les Wisigoths d'Espagne dans la seconde moitié du VII<sup>e</sup> siècle. La situation respective des Lombards et des Romains du territoire lombard est très controversée. Au VII<sup>e</sup> siècle encore la personnalité des lois subsiste : ainsi la femme lombarde devient romaine en épousant un *Romanus* sujet du roi lombard. Et, tant qu'existe la personnalité des lois, pas de nationalité véritable.

Il est vrai qu'on croit reconnaître un grand changement au cours de ce siècle. La législation militaire subit des modifications importantes : le service militaire est établi en raison de la fortune. Une loi de 750, due à Aistulf, l'impose à quiconque possède au moins 7 *casæ massariæ*, et le propriétaire de

(1) DCLI, t. I, 440; DXCV, t. II, 2, 46.

40 arpents (*jugera*) doit le service à cheval, avec la lance, l'écu, la cotte de mailles (1). Peut-être faut-il en conclure que le Romain propriétaire doit le service aussi bien que le Lombard. Par suite il est assimilé à celui-ci, il est un *ariman*, il fait partie de l'État politique lombard (2). Mais il est possible également qu'il ne reste plus de Romain propriétaire et que tous les possesseurs de terres soient Lombards (3).

Ainsi il n'apparaît pas d'une façon assurée que, même au milieu du VIII<sup>e</sup> siècle, l'État lombard ait réussi à fondre les divers éléments politiques qui le constituaient.

Les Lombards de l'aristocratie, la seule classe qui compte ici comme ailleurs, ont oublié leur langue; le mélange de sang par les mariages mixtes ne permet probablement pas de distinguer physiquement le grand seigneur d'origine germanique des indigènes italiens; les noms (lombards), le costume même, ne suffisent pas à les différencier (4). Mais il subsiste juridiquement un droit et une nationalité lombards, qui élèvent encore une barrière entre ces descendants, romanisés de sang et de langue des conquérants, et plusieurs millions de *Romains* leurs sujets.

Il est possible que, jointe à l'absence de ressources solides pour la royauté, cette dualité de race et d'institutions et cet abâtardissement de l'aristocratie lombarde soient les causes qui expliquent que l'État lombard soit tombé en poussière au seul contact des Francs carolingiens.

(1) **DXCV**, t. II, 2, 50, 63; **DCXCIII**, 49, 285.

(2) **DCLI**, t. I, 2-5, 28, 46-48, 414. — (3) **DXCV**, t. II, 2, 4, 50.

(4) **HARTMANN** (**DXCV**, t. II, 2, 21-22) pense qu'au VIII<sup>e</sup> siècle les Lombards ne se distinguent plus des autres habitants de l'Italie par l'aspect et le costume. **PAUL DIACRE** (IV, 22), voulant décrire l'extérieur et le costume de ses compatriotes dans le passé, est obligé d'avoir recours aux peintures du palais de Monza exécutées sous la reine Théodelinde. En sens contraire, textes cités par **ERNST MAYER**, **DCLI**, t. I, 46-48 et n. 85. — Cf. **DUCHESNE**, **DLXIX**, 10-12.

## CHAPITRE VII

### LA PAPAUTÉ ET L'ITALIE DU MILIEU DU VI<sup>e</sup> AU MILIEU DU VIII<sup>e</sup> SIÈCLE (554-753)

La reprise de l'Italie par l'Empire romain sous Justinien parut peu favorable tout d'abord à l'autorité, tant spirituelle que matérielle, de la Papauté. La situation personnelle du pape sembla même s'aggraver. Sans doute, sous la domination gothique, comme au temps de l'Empire d'Occident, la nomination de chaque nouveau pape était soumise à l'agrément du souverain. Mais les évêques de Rome ne subirent jamais un régime aussi despotique, aussi brutal, qu'après la reprise de Rome par l'Empire.

A peine Bélisaire fut-il dans Rome que, sur l'ordre de l'empereur et de Théodora, Silvère fut dépossédé et exilé. Vigile, emmené à Constantinople, y resta plusieurs années, se soumettant d'abord aux volontés théologiques de Justinien et condamnant (548) les trois chapitres (1<sup>o</sup> Théodore de Mopsueste, 2<sup>o</sup> Théodoret, 3<sup>o</sup> lettre d'Ibas à Maris) comme entachés de nestorianisme. Malgré sa souplesse et ses concessions, Vigile, jugé indocile, fut exilé et Justinien fit rayer son nom des diptyques. L'empereur de Constantinople, à l'exemple de ses prédécesseurs, entend régler les questions de foi, et ce régime de « Césaro-papisme » sera imité par ses successeurs. En 653, Martin I<sup>er</sup>, sur l'ordre de Constant II, est envoyé dans la pénin-

(1) **DCXXXVIII**, t. I, 66 ; **DCLXXXVII**, 53-55, 134, 141.

sule Taurique où il meurt. En 692, Serge I<sup>er</sup>, menacé du même sort par Justinien II, n'y échappe que grâce à un soulèvement des populations d'Italie. Sous les pontificats de Jean VII (705-707), de Constantin (708-715), des commissaires impériaux viennent à Rome enlever les conseillers du pape, tenter de peser sur lui par des menaces, des flatteries ou des promesses.

Vis-à-vis de l'empereur, l'attitude du pape est déférente et même très humble. Les flatteries qu'un homme comme Grégoire le Grand prodigue à la bête brute qu'est l'empereur Phocas passent la mesure. Au VII<sup>e</sup> siècle, les papes sont grecs : depuis 685, pendant une trentaine d'années, la chaire de saint Pierre voit se succéder sept papes grecs.

La population italienne ne témoigne au VI<sup>e</sup> et au VII<sup>e</sup> siècle aucune hostilité ouverte contre Byzance (1). Au V<sup>e</sup> siècle, la Rome antique n'aimait pas la Rome nouvelle. Elle était jalouse de sa splendeur et envieuse de sa sécurité. Aux VI<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècles, toute idée de rivaliser avec Constantinople est abandonnée. Rome avait pris conscience de sa déchéance et s'y était résignée, tout au moins politiquement; les usurpateurs n'ont pas de succès en Italie.

Au point de vue honorifique et même dogmatique, la situation du pape parut également amoindrie par le rétablissement de l'autorité impériale. Les évêques de Constantinople, forts d'habiter la capitale de l'Empire, de fréquenter la cour, d'y jouer un rôle de premier plan, voulurent transporter dans le domaine spirituel la primauté politique de Constantinople.

Le deuxième concile œcuménique de Constantinople, en 381, décrète que l'évêque de cette ville a la prééminence après celui de Rome « parce que Constantinople est la Nouvelle Rome » (canon 3). Mais ce concile n'a eu d'œcuménique que le nom; il eut peu de célébrité et les contemporains en parlent à peine. Il ne semble pas avoir été pris au sérieux (2). Au con-

(1) DCLXXXVII, 118-130. — (2) CXXV, 177; XXIII, 134.



traire, en 445, Valentinien III proclame l'autorité doctrinale et judiciaire du pape. En 451, au concile de Chalcédoine, le légat de Léon I<sup>er</sup> dépose Dioscore, patriarche d'Alexandrie. C'est une victoire à la Pyrrhus (1), car, à partir de cette date, l'Égypte et la Syrie se détachent de Rome pour se rapprocher de Constantinople, ensuite pour embrasser l'hérésie monophysite jusqu'à la conquête arabe.

En 484 et 536, ce sont les patriarches de Constantinople eux mêmes, Acace et Anthime, qui sont déposés, celui-ci par le pape Agapit en personne.

Cependant les prétentions de Constantinople se font jour de nouveau. Dans la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle, les patriarches se disent œcuméniques. Les Orientaux veulent faire la leçon aux Romains. Le concile *in Trullo* de 692 (*Quini-Sexte*) condamne nombre d'usages ecclésiastiques, de particularités de discipline des églises d'Afrique et de Rome. Le but est d'étendre à toute l'Église les usages byzantins. Sous la pression de Justinien II, les légats romains sont obligés d'accepter et de souscrire.

Chose plus grave encore, le sixième concile œcuménique (Constantinople, 681), dirigé contre le monothélisme, s'il condamne la doctrine d'un patriarche de Constantinople, Serge (610-638), enveloppe aussi dans un anathème rétrospectif le pape Honorius (625-628), qui, dans une lettre à Serge, l'avait approuvé.

Rome peut donc se tromper. Il est vrai qu'Honorius n'a pas parlé *ex cathedra*, ce qui, pour les catholiques modernes, sauve le principe d'infailibilité. Mais faisait-on cette distinction à une époque où l'on cherchait à établir l'orthodoxie avec des textes de tous genres, épîtres, visions, etc. ? Le pasteur de l'Église qui, au dire de saint Ignace (fin du I<sup>er</sup> siècle), « n'a jamais trompé personne et a enseigné les autres, dont l'enseignement est incontesté » (2), pouvait donc errer.

(1) CXXV, 193 ; XXIII, 582-589. — (2) CXXV, 128.

A ce moment Rome semblait tombée assez bas, au moins au regard de l'Orient. On eût pu croire que, politiquement et même disciplinairement et même dogmatiquement, elle se résignerait de gré ou de force à suivre l'impulsion venue de Constantinople.

La face des choses changea brusquement en 726. Léon III l'Isaurien venait de promulguer le décret interdisant le culte des images. Cette mesure semblait animée d'un véritable esprit chrétien. Le christianisme se paganisait. Le culte rendu aux reliques devenait un succédané du paganisme (1). Il a même paru à quelques savants que, très souvent, des saints chrétiens ne sont que des dieux païens dont le nom est à peine changé : sainte Pélagie serait Aphrodite Pelagia, saint Demetrius le dieu honoré à Thessalonique, saint Lucien, honoré le 15 octobre, dont le corps fut rapporté par un dauphin, serait Dionysos (Apollon) traîné par des dauphins, dont la fête est le 15 octobre. Le paganisme se serait donc continué sous le voile d'une christianisation superficielle.

Cette théorie paraît exagérée (2). Mais, que le culte des saints procède par voie de filiation directe des cultes antiques, qu'il soit comme l'éruption malade d'un virus dont le paganisme expirant aurait infecté le christianisme, ou qu'il représente tout simplement un besoin psychologique des masses, une forme, sans cesse renaissante, du culte des héros, le fait certain c'est que les populations chrétiennes tendaient de plus en plus à manifester leur piété sous des formes sentant l'idolâtrie.

Le décret fut rendu dans un véritable esprit de piété sincère et de sagesse apparente. L'empereur eut pour lui la majorité des gens instruits et du clergé. L'iconoclastie ne réussit point cependant ; en 787, 842, il fallut abolir les décrets iconoclastiques (3). Le paganisme chrétien survécut. Et les destinées de l'Art du moyen âge furent sauvées. Si l'iconoclastie avait

(1) DCIV. — (2) CCCIX, CCCLXXVIII. — (3) CIX.

triomphé, la peinture, la sculpture surtout, auraient eu le sort qu'elles ont eu dans les pays musulmans. Et ce qui le prouve bien, c'est que le triomphe des défenseurs de la tradition ne fut que partiel en Orient. On toléra la peinture, d'ailleurs stylisée, figée, inféconde, mais la représentation par des statues fut proscrite. La renaissance de la statuaire a été impossible dans le monde byzantin. Les descendants des Hellènes, ou du moins les héritiers de la culture grecque, ont perdu le sentiment de la beauté plastique et n'ont jamais pu le retrouver.

En Orient, la réforme s'est heurtée au sentiment populaire et à l'opposition des moines. En Occident, elle a été combattue par la papauté tout de suite et avec violence sous l'influence de l'esprit de tradition et aussi de l'intérêt : Rome vit du culte des reliques, et sans ses tombeaux elle serait désertée. Le pape est alors Grégoire II, un Romain pour la première fois depuis trente ans. Il fait des représentations à l'empereur et, comme les officiers impériaux le menacent, les populations se souèvent à Rome et à Ravenne. Il faut dire aussi que, par une singulière maladresse, l'empereur avait, en 726, augmenté l'impôt. Les Lombards font cause commune avec les indigènes. Si le pape l'avait voulu, dès cette époque, l'Italie était perdue pour l'Empire (en 732, expédition inutile). Cependant il n'y eut pas de séparatisme. Les insurgés songent à changer d'empereur, voilà tout. L'intervention des Lombards semble avoir plutôt gêné, inquiété, le pape Grégoire II et son successeur, Grégoire III, qu'avoir été sollicitée par eux. Toutefois il y eut un grave sujet de plainte : en 732, l'empereur Léon III détacha de l'obédience de Rome pour le rattacher à celle de Constantinople l'ancien *Illyricum* oriental (Thessalonique, Nicopolis, Athènes, Patras, la Crète), et en Italie, Reggio, la Sicile, la Sardaigne. Il tenta aussi de rattacher Naples à Constantinople. Rien n'y fait : le pape s'efforce de secourir l'exarque en fuite (Ravenne est pris momentanément de 732 à 735), il combat les

usurpateurs, il tolère l'installation à Rome d'un *dux et patricius* byzantin.

D'où viennent au pape ces forces nouvelles qui lui permettent de résister à l'empereur et pourquoi en use-t-il avec tant de modération ?

Pour tenter de résoudre cette double question contradictoire, il faut nous rappeler la géographie politique de l'Italie.

La conquête lombarde (568), arrêtée quelque temps après l'établissement des Barbares dans la plaine du Pô, reprit au cours du VII<sup>e</sup> siècle, si bien que tout l'intérieur de la péninsule tomba en leur pouvoir. Le domaine impérial fut refoulé vers les côtes : Vénétie, Exarchat (Ravenne), Ferrare, Pentapole, duché de Rome, duché de Naples. Le Sud (Bruttium et Calabre) relevait du « thème » de Sicile, encore tout hellénique.

Constamment menacée par les Lombards, l'organisation reconstituée par Justinien sur le modèle du Bas-Empire (un préfet du prétoire, deux vicaires, des provinces dirigées par des gouverneurs) ne pouvait subsister. Les fonctions civiles furent absorbées par les fonctions militaires. Le général en chef, l'exarque, gouverne toute l'Italie romaine (1). Les ducs remplacent les gouverneurs civils. Les villes deviennent les lieux de refuge des campagnes contre les Barbares. Le *tribunus*, qui commande le détachement (*numerus*) tenant garnison, devient, avec l'évêque, le maître de la cité.

La vieille organisation municipale (*curie, defensores*) disparaît au VII<sup>e</sup> siècle en Italie comme en Gaule (2). Elle ne se conserve que pour l'enregistrement des actes : les curiales ne sont plus que des tabellions (à Naples, par exemple).

L'Empire, absorbé par les guerres contre les Bulgares, les Perses, puis les Arabes, n'a plus de troupes à envoyer en Italie. Pour y suppléer, il a recours au recrutement local. Les

(1) DLXV; DXCVI. — (2) DXCV, t. II, 364; DCLXXXVII, t. I, 71

habitants devront défendre les villes et les châteaux forts. Incapables de résister aux Barbares en rase campagne, les milices peuvent tenir derrière des remparts. En fait, l'invasion lombarde n'avance plus que pas à pas ; les campagnes sont submergées, les villes résistent (1).

Un changement se produit dans la psychologie des Italiens. Ils cessent d'assister passivement aux événements. Une nouvelle aristocratie se forme, celle des chefs locaux de ces *numeri* ou bandes, les *judices de militia*. Ils sont les ancêtres de cette noblesse italienne du moyen âge, si turbulente et si sanguinaire. Dans la période de trouble qu'a traversée l'Empire après 642 (mort d'Héraclius), l'activité de cette milice recrutée en Italie ne pourra que s'accroître. Au VIII<sup>e</sup> siècle, ces armées élisent leurs chefs, leurs ducs, sans plus se soucier de l'exarque. Alors, sans l'avoir cherché, le pape se trouve avoir, en cas de contestation, un point d'appui dans cette force italienne contre le despotisme byzantin.

Diminué en Orient, son prestige n'a reçu aucune atteinte en Occident. En Italie, le pape est vénéré. Le premier soulèvement de l'*exercitus*, des milices, contre Constantinople fut pour sauver Serge I<sup>er</sup> (692). En Espagne, les rapports de l'épiscopat avec le pape sont fréquents. En Gaule, la profonde révérence pour le siège de Saint-Pierre se manifesterait sous les Carolingiens par des témoignages éclatants.

La perte de la Syrie, de l'Égypte, de l'Afrique, tombées au pouvoir de l'Islam, a même contribué à rehausser la position de la papauté aux yeux de l'Occident. Depuis Justinien, l'idée s'était implantée, même dans le monde latin, que l'Église est dirigée par cinq patriarches (2), et saint Grégoire le Grand notifie son avènement aux patriarches de Constantinople, d'Alexandrie, d'Antioche, de Jérusalem. L'invasion des Ara-

(1) DLXV, 308-312 ; DXCIV, t. I, 124 ; DXCVI, 54, 151-165 ; DCLXXXVII, t. I, 119.

(2) CXXV, 167.

bes met en pays musulman trois des cinq patriarchats : Antioche, Jérusalem, Alexandrie. Ce dernier est le plus dangereux de tous pour la papauté. Au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, le patriarche d'Alexandrie avait failli devenir le chef de l'Église en Orient ; trois fois il avait déposé le patriarche de Constantinople, Chrysostome en 403, Nestorius en 431, Flavien en 449 (1). Quant à Carthage, sa position est tout à fait à part, en raison de la grande autonomie dont jouit l'Église d'Afrique : l'évêque de Carthage ne reçoit pas le *pallium* comme les autres métropolitains (2).

Il n'est plus resté en face de Rome que Constantinople, dont la fondation ne remonte pas aux apôtres. En Orient, Constantinople a pu, grâce à l'appui de l'Empire et au mépris des populations byzantines pour les Latins et les Barbares d'Occident, contrebalancer Rome, puis l'emporter. En Occident, c'était chose impossible. Le triomphe de l'Islam a donc indirectement eu pour résultat de grandir Rome sur la ruine des grandes villes d'Orient, berceau du christianisme.

En Occident, le christianisme subit une perte cruelle avec l'Espagne. Ce n'est pas que les Musulmans y aient supprimé violemment le christianisme, mais il y vit d'une existence diminuée. Dans le Sud, à Séville, Cordoue, la partie la plus vivante de l'Espagne, les conversions à l'Islam sont nombreuses.

Mais cette perte est contrebalancée par l'acquisition de la Grande-Bretagne. Bretons et Irlandais chrétiens vivent d'une vie à part, séparés de leurs coreligionnaires du continent par des différences de rites (calcul de la fête de Pâques, forme de la tonsure), qui semblent des choses très graves aux gens de ce temps. Les Bretons exècrent les Angles et les Saxons. L'effort d'évangélisation des Scots d'Irlande porte surtout sur le nord de la grande île, habitée par les Pictes sauvages.

(1) CXXV, 192. — (2) CXXV, 236

Grégoire le Grand (1) reprend vis-à-vis de l'Angleterre l'œuvre de Célestin vis-à-vis de l'Irlande au siècle précédent, alors que Palladius avait été envoyé de Rome pour convertir les Scots (431) (2). Il adresse quarante moines, sous la direction d'Augustin, au roi du Kent, Athelberth, dont la femme, fille du mérovingien Caribert, est chrétienne. L'évêché de Cantorbéry est fondé en 597. La conversion du Nord, de la Northumbrie, a lieu en 627. Malgré la résistance du parti païen, à la date de 673, les petits royaumes saxons, angles et jutes, Kent, Essex, Wessex, Estanglie, Mercie, Northumberland, Sussex, étaient convertis au christianisme. En 735 York devenait la métropole du Nord.

Rome garde la haute main sur le christianisme d'Angleterre (3). Elle écarte les missionnaires bretons et scots et impose sa discipline et ses rites. Avec le christianisme un reflet de la culture antique se projette sur l'île, tombée dans la barbarie depuis la conquête germanique de 441. Au début du VIII<sup>e</sup> siècle, Bède le Vénérable (mort en 735) est à la fois le dernier représentant des lettres antiques et l'ancêtre des écrivains médiévaux (4).

Les Anglo-Saxons ignorent les églises d'Orient, ignorent l'empereur. Ils ne connaissent que Rome. Leur piété les amène en foule à la Ville éternelle. Plus d'un de leurs rois veut y mourir : Ceadwala de Wessex, en 684, Conrad de Mercie, Offa d'Essex, en 709. La papauté trouvera en eux des auxiliaires plus soumis, plus candides, plus enthousiastes que dans le clergé d'Italie et même de Gaule. Elle va s'en servir pour christianiser la Germanie, réformer le clergé des Gaules et, par le monachisme, l'amener à reconnaître la suprématie romaine (5).

Le *monachisme* s'implante au IV<sup>e</sup> siècle en Occident, malgré

(1) DLXX : DCLXXIII. — (2) DLXXXVII : DCCXLI.

(3) DXLVIII ; LXXXIII, 496-541. — (4) CDXVII ; DCLXXXVI.

(5) DCXXVI.

la répugnance du clergé « séculier » (1). Il dépouille le caractère individualiste et contemplatif de l'Orient. Le plus illustre des moines d'Occident est Benoît de Norcia (mort vers 543), dont la règle finit par être adoptée partout (2). Elle impose la vie au cloître, une discipline sévère, un ascétisme rigoureux mais sans extravagance, le travail corporel et, jusqu'à un certain point, intellectuel. Les moines s'établissent à la campagne, loin des villes, ou, près des villes, dans le *suburbium*. Saint Benoît fonde le Mont-Cassin sur une montagne solitaire, à mi-chemin entre Rome et Naples.

Mal vu de l'épiscopat, le monachisme cherche un appui auprès de la papauté. Dès le VII<sup>e</sup> siècle, on commence à demander en Italie d'abord, puis en Gaule, à relever directement du Saint-Siège, à être soustrait à l'« ordinaire ». Moins engagés dans le siècle, rompus à la discipline, les moines seront, au moyen âge, les meilleurs agents de la politique pontificale. Sans eux, il est douteux que la papauté eût pu porter son autorité aussi loin et faire pénétrer son action aussi profondément.

Enfin le secret de la puissance temporelle du pape doit être cherché dans les ressources économiques du Saint-Siège, dans son patrimoine, dans l'immensité des donations à Saint-Pierre. Le pape est le plus grand propriétaire de l'Italie. Les grands domaines du Saint-Siège, les *massae*, sont répandus dans toute l'Italie, dans la Sicile, dans l'Illyrie, en Orient (3). L'activité économique de la papauté nous apparaît en bonne lumière dans la correspondance de Grégoire le Grand (590-604). Il est le premier en date des papes du moyen âge (4), le premier pape moine. Il déteste la culture et l'art antiques; il ne sait pas le grec, quoiqu'il ait vécu quelques années à Constantinople. Ses écrits, remplis d'allé-

(1) XXXI; XXXV et XXXVI; DXXI; cf. XIV et XVI.

(2) D XLVII. — (3) DLXXVII bis et DCCVII bis.

(4) DLXX; DCLXXIII.



gories, de superstitions, ont eu une grosse influence sur l'esprit des écrivains du moyen âge.

Enfin, l'absence à Rome d'un pouvoir civil résidant en permanence a aussi puissamment favorisé la papauté. Depuis plusieurs siècles Rome est délaissée par l'empereur. La seule fois qu'elle reçut la visite du souverain, entre 476 et 800, fut le 5 avril 663, quand Constant II y fit son entrée : il n'y resta, d'ailleurs, que douze jours. Le pape ne sentait auprès de lui rien qui pût le gêner. Et aux Barbares qui venaient en pèlerinage il apparaissait comme le maître de la Ville sainte : ils n'étaient pas nécessairement au courant des humiliations qu'il devait subir de la part de l'empereur ou de l'exarque.

Au cours de la première moitié du VIII<sup>e</sup> siècle, le pape, maître de Rome et du *Ducatus*, en vient à identifier la papauté et le patrimoine de Saint-Pierre avec ce qui restait de territoire à l'Empire en Italie, à la *Respublica*. C'est qu'il est devenu la seule force que l'Empire pût opposer aux Lombards, et c'est pourquoi les empereurs Léon III et Constantin V n'ont pas osé marcher à fond contre lui.

La période des conquêtes lombardes recommence avec Liutprand (712-744). L'Empire n'a presque aucune force à lui opposer. La milice de Ravenne est trop faible à elle seule pour lutter contre le roi lombard. C'est par des négociations que Grégoire II, au plus fort de sa lutte dogmatique contre Léon III, obtient l'appui des « Vénitiens », qui reprennent Ravenne, un instant enlevé à l'Empire.

Vis-à-vis des ducs lombards indépendants de Spolète et de Bénévent, le pape seul est en mesure de traiter : le premier est surtout dangereux, car il peut couper la communication entre Ravenne et Rome. En maintes circonstances, sous Grégoire III (731-741), Zacharie (741-751), Étienne II (752-757), une ambassade ou une démarche personnelle du pape à Pavie, auprès du roi lombard, est l'unique moyen qu'ait l'Empire d'obtenir que le barbare arrête sa marche en avant

ou qu'il restitue quelques places (1). L'influence du pape Zacharie vaut une paix de vingt ans avec Ratchis, successeur de Liutprand, et même Ratchis entre au cloître. Seulement, quand Zacharie obtient la restitution de quatre places de la Toscane lombarde, il se trouve, comme fatalement, que ces places rendues au Saint-Siège et administrées par lui, se confondent avec le « patrimoine » de Saint-Pierre.

Après les ruines entassées par la guerre gothique, Rome, abaissée, dépeuplée, ne vit que par la papauté. Sans les souvenirs chrétiens qui s'y rattachent, sans les tombeaux des apôtres, sans le commerce des reliques, sa décadence se serait tellement accentuée qu'elle fût sans doute devenue une ville morte. La population, fainéante, sans industrie ni commerce, était incapable de subvenir à ses besoins. Elle ne vit que des aumônes du Saint-Siège, comme elle avait vécu de celles de l'empereur. Bientôt elle n'est défendue que par lui : il répare les murailles de la ville.

Le préfet de Rome, chef de police, juge criminel, subsiste : il est devenu fonctionnaire pontifical. Douze régiments (*numeri*) sont organisés pour la défense de Rome avec leurs *patroni*. Mal payés, ou point du tout, par Byzance, ils tombent tout naturellement sous l'influence du pape ; ils l'acclament lors de son élection, ils le soutiennent de leurs armes.

Le duc même, introduit tardivement à Rome, finit par tomber sous l'autorité du pape. Il disparaîtra quand le roi franc sera appelé comme « patrice ».

Au civil, les sept juges (*primicerius*, *secondicerius*, *arcarius*, *sacellarius*, etc.) sont devenus des fonctionnaires du palais pontifical. Les corporations (*collegia*) et leurs chefs (*paironi*) appelés, après le x<sup>e</sup> siècle, *consuls*, sont dans une dépendance économique trop étroite à l'égard de la cour

(1) DCIV, 34, 36; DCLXXXVII, t. I, 147-160.

pontificale pour ne pas lui être politiquement subordonnées (1).

Rome offre, en plus grandiose, le spectacle de ce qui s'est passé dans toutes les villes. L'évêque y est le maître partout. En Orient, la « pragmatique » de 554 favorisait son action : l'évêque concourt au choix des gouverneurs (*judices provinciarum*) et des magistrats municipaux. Il assiste aux jugements, il signale à l'empereur les abus commis dans l'exercice de la justice.

Ratchis entré au cloître fut remplacé par son frère Aistulf. Celui-ci reprend la conquête. En 751, il enlève Ravenne. L'exarque disparaît. Il n'y a plus de fonctionnaire byzantin en Italie (sauf dans le thème de Sicile). L'unique représentant de l'Empire, c'est le pape.

Alors, maître de Ravenne, de l'Exarchat, Aistulf entreprend de mettre la main sur l'Italie entière. Il annonce qu'il va soumettre Rome au tribut. Les ducs lombards de Spolète, de Bénévent, Naples, n'avaient pu lui résister. Seules, Venise et la Sicile peuvent lui échapper.

Le nouveau pape Étienne II est consterné. Pourquoi ? Est-il si terrible de devenir lombard ?

Sans doute, au début, les Lombards avaient commis des atrocités, mais ensuite ils s'étaient calmés. La dureté de leur domination a été peut-être exagérée. En tout cas, il n'y a pas eu de révoltes dans les régions italiennes annexées à l'Etat lombard. Depuis le milieu du VII<sup>e</sup> siècle, les Lombards avaient abjuré l'arianisme; ils eurent des rois très pieux qui comblèrent de dons le Saint-Siège. Pourquoi les papes du VIII<sup>e</sup> siècle ont-ils trouvé intolérable une situation à laquelle s'étaient résignés, au VI<sup>e</sup> siècle, leurs prédécesseurs sous la domination gothique ? Pourquoi ont-ils supporté tant d'avaries de Constantinople ? Pourquoi ont-ils accepté de défendre

(1) L. HALPHEN, *Étude sur l'administration de Rome au moyen âge. 757-1282* (Paris, ), p. 11-15, 20, 40.

l'empereur? Craignaient-ils que le roi lombard vînt résider à Rome et qu'il en résultât une restriction de leur autorité spirituelle? Éventualité peu probable. Le roi eût continué à habiter Pavie. « En somme, soit comme pape, soit comme évêque de Rome, soit comme chef de l'Église, le pape n'aurait pas perdu grand'chose à passer avec son monde du régime byzantin au régime lombard (1). »

Mais le pape s'était identifié à la *Respublica*. Les populations italiennes l'y identifiaient. Le pouvoir temporel du pape était né de la répugnance des Romains à devenir Lombards (2). Une raison matérielle renforçait cette répugnance sentimentale. Il y avait des domaines de Saint-Pierre partout et partout ils étaient menacés par les rois lombards. Le seul moyen pratique de conserver ces propriétés c'était d'être le maître politique des régions où elles étaient situées.

Le 14 octobre 753, Étienne II partit de Rome pour Pavie, chargé par les ambassadeurs de l'empereur, Constantin V, de négocier la restitution de l'Exarchat et de la Pentapole. Il n'obtint rien du roi Aistulf. Un mois après, le 15 novembre, au sortir de Pavie, au lieu de revenir à Rome, il tourna au nord et prit le chemin des Alpes, se rendant en France. Il emportait avec lui les destinées de l'Italie. Il était écrit que ce pays ne serait plus rattaché à l'Empire byzantin, qu'il ne serait pas, non plus, unifié sous l'autorité d'un roi barbare, à l'exemple de la Gaule et de l'Espagne, mais qu'il serait courbé pendant d'innombrables siècles sous l'autorité de souverains venus du nord des Alpes.

(1) DLXIX, 11. — (2) DLXIX, 12-13, 115, 219; DCLXXXVII, 162.

## CHAPITRE VIII

### LA MAINMISE DES FRANCS SUR LA GAULE.

#### CLOVIS (1)

Nous avons vu que les États romano-germaniques, nés de la décomposition du monde romain en Occident, s'étaient montrés peu viables. L'État vandale en Afrique, l'État ostrogothique en Italie, ne purent résister aux entreprises de l'Empire romain d'Orient, conduites pourtant avec des moyens très médiocres. En Espagne, l'État wisigothique put finalement échapper à Byzance, mais il traîna une existence agitée et misérable, terminée brusquement en 711 par la catastrophe de l'invasion musulmane.

La nouvelle Rome elle-même ne put maintenir ses reprises sur les Barbares en Occident. L'Italie, à peine reconquise, lui échappa, l'Afrique ne fut guère soumise que nominalement. En Orient, si elle put, au prix d'efforts épuisants, rejeter hors de la Syrie et de l'Égypte la civilisation rivale de l'Iran, elle succomba aussitôt après, sous les coups d'une force nouvelle, l'Islam. D'ailleurs elle n'a de romain que le nom, passé le règne de Justinien. Dès la seconde moitié du <sup>vi</sup>e siècle, le contact avec l'Occident se perd et les souvenirs du passé latin achèvent de s'effacer. Désormais cet Empire mérite le nom traditionnel de « byzantin ». C'est un organisme encore puissant, bienfaisant à certains égards, rempart de l'esprit chrétien, amalgamé avec l'hellénisme, contre les Barbares

(1) CCLXXIX, t. II, 1; LI et DLXXXII; DCXXVIII; DCXV; DCXVI et CCLXXIV; DCXXXV; DCLXX; DLXVIII; DLXXVIII; DXLIII; CDXLIII et CDXLIV; DCXCVII; DCCV; DCCXVI

de l'Europe centrale et orientale et contre les Musulmans d'Asie et d'Afrique, ce n'est plus que par une fiction un État romain.

Au nord des Alpes et entre l'Adriatique et le Danube, la latinité achève d'expirer au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle. Rhétie, Vindélicie, Norique se germanisent et deviennent, ici alamanniques et là bavaïoises. L'Illyrie est repeuplée par les Slaves dans les vallées de la Save, de la Drave, de la Morawa. La Pannonie est au pouvoir des Awâres, c'est-à-dire d'une peuplade turque. C'est à peine si sur les côtes de l'Adriatique les « Romains » se maintiennent dans quelques ports et dans les îles, et encore pas pour bien longtemps (1). L'Europe centrale est un chaos sans nom et les envahisseurs, quelle que soit leur race, sont incapables de fonder quoi que ce soit de stable et de grand.

La Grande-Bretagne, d'ailleurs en marge du monde romain dès le <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, voit les progrès incessants des envahisseurs anglais, saxons, jutes, qui effacent au fur et à mesure de leurs conquêtes toute trace de latinité. Leurs adversaires, les Bretons des petits royaumes de Domnonée (Devonshire et Cornwall), de Galles, d'Elmet, de Cumberland, de Strathclyde, réussissent à se maintenir, il est vrai, et à balancer la fortune jusque vers la fin du <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle. Mais, bien que jusque vers le milieu du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, ils se soient considérés comme « Romains » (2), ces Bretons ont oublié déjà la langue et le droit de Rome. Leur lutte est en réalité celle de Celtes contre Germains. Partagée entre douze ou quinze États bretons ou « saxons », la grande île ne joue, cela va de soi, aucun rôle « mondial ».

Un peuple germanique, compté parmi les plus féroces, les Lombards, a semblé un instant capable de fonder un État stable sur le sol de l'Italie et d'un caractère nouveau. Ne

(1) Cf. plus haut, p. 319.

(2) Voy. J. LOTH, *Les mots latins dans les langues brittoniques* (1892), p. 9.

s'embarrassant d'aucune fiction de *fœdus*, il procède par conquête violente, imposant aux vaincus son droit public. Il semblait qu'il jouerait dans la péninsule le même rôle que les Francs en Gaule. Mais, bien qu'il ait laissé une empreinte profonde dans les lois du moyen âge et qu'il ait enrichi le roman vulgaire d'Italie de quantité de termes nouveaux, le peuple lombard vit ses destinées se terminer presque aussi soudainement que l'État wisigothique. On a tenté d'esquisser plus haut les raisons qui peuvent expliquer que l'État lombard n'ait pu résister au choc des Francs.

Nous venons d'écrire le nom du peuple germanique auquel étaient réservées les plus hautes destinées après la décomposition du monde antique. C'est lui qui eut l'heureuse fortune de créer un type d'État nouveau, qui domina l'Europe occidentale pendant quatre siècles, de la fin du <sup>ve</sup> siècle à la fin du <sup>ix</sup>e siècle. Le centre politique de l'histoire, après la mort de Théodoric en 526, ne sera plus ni Rome, ni Ravenne, ni Milan ou Pavie, encore moins Arles et Toulouse. Il sera reporté très au nord de la Gaule, dans le bassin de la Seine, puis dans celui de la Meuse.

Même quand l'État franc périt définitivement, en 888, ses fondements se trouvèrent assez profonds et assez solides encore pour servir de supports, d'une part au Saint-Empire romain germanique, de l'autre à la monarchie capétienne. Et du <sup>vi</sup>e au <sup>xiii</sup>e siècle, la région entre la Loire et le Rhin sera la plus importante de l'Europe occidentale au point de vue de la civilisation.

Les Francs ne semblaient pourtant nullement prédestinés à jouer ce grand rôle. Sans doute, au <sup>iii</sup>e, au <sup>iv</sup>e siècle, ces débris de l'antique amphictyonie des Istveons avaient compté au nombre des plus hardis faiseurs de raids sur le sol romain, mais, au fond, ils n'étaient pas plus redoutables que les Saxons, les Alamans, les Érules. Julien, Gratien, les

avaient en partie vaincus et établis sur le sol de l'Empire, en Betuwe (entre le Lek et le Wahal), en Toxandrie (Brabant) comme sujets, comme soldats-laboureurs. À titre individuel ils faisaient, nous l'avons vu (1), une brillante carrière comme officiers et magistrats romains.

Sous le règne d'Honorius les tribus franques commencent à passer le Rhin et à s'installer de gré ou de force sur la rive gauche. Cologne tombe de bonne heure aux mains des Bructères, connus plus tard sous le nom de Ripuaires. Coblenze et la vallée de la Moselle, puis Mayence, et, après le départ des Bourguignons pour la *Sapaudia*, Worms, sont occupés par des Francs « Ripuaires », ou peut-être « Hessois ». Mais ces groupes semblent perdre dans la seconde moitié du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle de leur ardeur combative et se contentent de repeupler la rive gauche du Rhin et la vallée de la Moselle qui commencent à se germaniser.

Moins nombreux peut-être, mais plus agressifs sont alors les Saliens. Démembrement de la grande tribu des Chamaves (2), les Saliens, après être demeurés confinés longtemps dans la petite région de l'Yssel, une des branches du Rhin inférieur, passent le fleuve, dès le début du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, et s'étendent dans la Belgique d'un mouvement irrésistible. Vers 431, Aetius et Majorien (le futur empereur) battent les Francs à Helesme (Nord) (3), à mi-chemin entre Tournai et Cambrai. Leur chef Chloio (le Clodion de l'histoire de France traditionnelle) finit cependant par s'installer dans ces deux cités et s'étendit jusqu'à la Somme. Cependant la germanisation ne se produisit pas sur la grande voie romaine de Tongres à Bavay suivie par les Saliens dans leurs invasions. La Forêt Charbonnière et l'Ardenne lui opposèrent un obstacle difficile à surmonter. La « francisation », commencée déjà en Brabant

(1) Voy. II<sup>e</sup> partie, chapitre III.

(2) Idée, très admissible, de Ludwig SCHMIDT, CDXLIV, t. II, p. 428.

(3) LONGNON, CCCIII.



à l'époque romaine, s'opéra entre la Forêt Charbonnière et la mer du Nord (1).

Il semble qu'une sorte de *modus vivendi* se soit alors établi entre eux et l'autorité romaine. Les Francs Saliens, comme les Ripuaires (dont le nom apparaissait alors pour la première fois), se rangèrent du côté de Rome à la bataille des *Campi Mauriaci*, livrée en 451 à Attila par le patrice Aetius. Ils étaient probablement *fédérés*, c'est-à-dire qu'ils étaient considérés, plus ou moins fictivement, comme au service de l'Empire. Le *fœdus* survécut même à Aetius (assassiné en 454), dont le patronat avait été recherché par des roitelets francs. C'est avec des auxiliaires francs que le *magister militum* Aegidius (2) triompha des Wisigoths, près d'Orléans, en 463. Des légendes, transmises par Grégoire de Tours et Frédégaire (3), nous disent que ce personnage a régné huit ans sur les Francs, entendez qu'il a rétabli momentanément l'autorité romaine en Belgique. Le prologue de la loi Salique, écrit vers le milieu du vi<sup>e</sup> siècle, a gardé le souvenir du « dur joug des Romains ».

C'est encore comme auxiliaire d'Aegidius que le chef salien Childéric combattit les Saxons qui cherchaient à s'établir sur le cours inférieur de la Loire. Après la mort d'Aegidius (464), Childéric, de concert avec le comte Paul, reprit à ces pirates la ville d'Angers, puis, seul, battit les Alains qui, de retour d'Italie, infestaient la Loire. Il fut enseveli près de Tournai et les monnaies trouvées dans son tombeau en 1653 montrent qu'il mourut peu après 476 (4).

L'Empire d'Occident venait de finir son agonie. En Gaule, les dernières troupes au service de Rome étaient concentrées à Soissons sous les ordres de Syagrius, fils d'Aegidius. Mais cette poignée d'hommes coupés de Constantinople, désormais siège unique de « l'Empire romain », ne pouvait que prolonger

(1) Voy. G. DES MAREZ, *Le problème de la colonisation franque... dans la Basse-Belgique* (Bruxelles, 1926).

(2) CDLXXV. — (3) DCX; DCXVII; DCLXXIX.

(4) E. BABELON, XII.

ger une résistance évidemment sans espoir à la poussée des Barbares.

Trèves aussi fit obstacle aux Francs, sous le commandement d'Arbogast, petit-fils de l'adversaire de Théodose, et qui fut dans le bassin de la Moselle le dernier chef au service de Rome (1). Sa destinée finale nous est inconnue, mais ce qui est certain, c'est que, avant la fin de l'Empire, Trèves fut enlevé à la *Romania* et germanisé.

Ce serait cependant une grande illusion que de s'imaginer que, en 476, les Francs apparaissent déjà comme la race élue, à qui la force des choses réserve la domination de la Gaule et de la Germanie. D'abord ils ne sont pas unis. Les Ripuaires peuplent la vallée du Rhin et le cours inférieur de la Moselle, mais ils n'attaquent plus. Les Saliens, plus combattifs, sont divisés entre plusieurs petits rois. Le « royaume » de Tournai de Childéric a des rivaux à Cambrai, ailleurs aussi en Belgique et jusque dans le Maine.

Un autre peuple germanique, non moins célèbre et non moins dangereux pour le monde romain, les Alamans, apparaît comme un concurrent extrêmement redoutable. Dans la seconde moitié du <sup>ve</sup> siècle pour le moins, renouvelant la manœuvre d'Arioviste au <sup>1er</sup> siècle avant notre ère, ces Souabes se sont installés en Alsace, en Rhétie. Ils disputent aux Francs Worms, Mayence même. Plus à l'ouest, ils s'emparent de la capitale de la Séquanais, Besançon, et leurs tribus (les *Varasci*, les *Scolingi*) commencent à peupler les campagnes de la future Franche-Comté (2). Ils s'avancent même un instant jusqu'à Langres, menaçant de là et la Champagne, au nord, et la vallée de la Saône, au sud. Les Bourguignons, établis à Genève, à Lyon, à Chalon-sur-Saône, leur repirent,

(1) Quoiqu'en dise W. BRANDES (*Des Auspicus von Tout rythmyscher Epistel an Arbogastes*, Wolfenbittel, 1905), p. 21-23.

(2) LONGNON, CCCIV, 158, attribue aux Burgondes des noms de lieux qui sont alamaniques.

il est vrai, ces postes avancés de Langres et de Besançon (vers 480). Rejetés du côté du Rhin, les Alamans n'en sont que plus menaçants pour les Francs.

Les Bourguignons, établis désormais sur un territoire très étendu, des plaines de Champagne jusqu'à la Durance, occupent les vallées de la Saône et du Rhône et, au delà du Jura, la partie orientale de l'antique *Maxima Sequanorum*. Néanmoins il n'était douteux pour personne que leur puissance était fragile et qu'ils auraient peine à se maintenir. Eux-mêmes le sentaient si bien qu'ils tentent de se rattacher, comme désespérément, à l'Empire, à la trop lointaine Constantinople (1).

Le peuple élu, c'est le peuple des Wisigoths. Un an après l'extinction de l'Empire d'Occident, ils venaient de faire reconnaître par l'empereur d'Orient leur domination sur l'Auvergne. Désormais leur roi, Euric, règne sur la moitié de la Gaule, des Pyrénées à la Loire. Comme il est déjà maître de l'Espagne et que, dans peu d'années, les Ostrogoths vont s'installer en Italie, il semble que le monde romain va, en Occident, poursuivre ses destinées sous le protectorat de la plus civilisée des nations germaniques, le grand peuple des Goths.

La Gaule paraît leur être destinée, sinon en entier, du moins pour la plus grande partie. Il n'est pas douteux en effet que le successeur d'Euric, Alaric II, qui lui succède en 485, ne s'arrêtera pas à la Loire, mais qu'il tentera de pousser jusqu'à la Seine, et aussi qu'il voudra enlever la vallée du Rhône aux Bourguignons. Quant au pays situé entre la Seine, la Marne et le Rhin, l'antique *Belgium*, disputé entre Francs et Alamans, son avenir paraissait réglé : il était destiné à retomber dans la barbarie et à se germaniser. C'était là la part du feu. Mais le reste de la Gaule devait former un État romano-gothique, gouverné par la dynastie des Balthes.

(1) Cf. plus haut, p. 288.

Telles étaient, semble-t-il, les prévisions qu'un esprit, en apparence sagace, eût formées au lendemain de la chute de l'Empire d'Occident. Sans doute furent-elles faites par bien des gens.

L'avènement en 481 d'un jeune *regulus* franc, âgé d'une quinzaine d'années, le fils de Childéric, que nous appelons Clovis, va bouleverser ces prévisions et changer le cours des destinées de la Gaule, puis de l'Occident.

L'ambition du petit roi de Tournai était sans limites. Elle était servie par une audace et une habileté exceptionnelles. Le succès vint, rapide. Peu après son avènement, cinq ans selon Grégoire de Tours, Clovis attaqua Syagrius en qui les Francs voyaient un « roi des Romains ». La petite armée du Romain, composée naturellement de Barbares, plus que probablement de Francs, fut vaincue, et ses débris furent incorporés aux troupes de Clovis (486). Cette victoire valut tout de suite assez de prestige au roi franc pour qu'Alaric II n'osât recueillir Syagrius fugitif : il le livra à Clovis qui le fit périr.

Le dernier vestige d'autorité romaine ayant disparu, comment s'est opérée la conquête du pays entre la Meuse et la Seine, entre la Seine et la Loire ? Nous n'avons à ce sujet aucun renseignement qui mérite la moindre confiance. Il est évident que, avant de mettre la main sur cette grande région qui représente le tiers de la Gaule, Clovis a dû ramasser toutes les forces des Saliens. Les manœuvres tortueuses grâce auxquelles il parvint à supprimer les petits royaumes francs (saliens) de ses parents et rivaux doivent se placer après sa victoire sur Syagrius. Vers 492, le prestige de Clovis était déjà tel que le grand Théodoric épousa sa sœur Audoflède. Cependant la soumission des Thuringiens à cette même époque demeure énigmatique : il est douteux que Clovis fût déjà en mesure de mener une expédition jusqu'au fond de la Germanie.

La guerre contre les Alamans (1) est un tournant dans

(1) DCXIII.

l'histoire de la rivalité de ce peuple et des Francs. Les Souabes, à la fin du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, disputaient la vallée du Rhin moyen et même inférieur aux Ripuaires : dans une bataille livrée dans la région de Cologne, à Zülpich, le roi Sigebert avait été blessé. Faisant preuve de sens politique, Clovis courut au secours des Ripuaires. Après une furieuse bataille où le succès balança longtemps entre les Alamans et les forces réunies des Saliens et des Ripuaires, les Francs obtinrent l'avantage. La victoire fut décisive. Les Alamans vaincus durent implorer le secours du roi des Ostrogoths pour échapper à la destruction. Désormais ils furent un peuple sujet de leurs anciens rivaux (496 ou 497).

Le baptême de Clovis, quoi qu'en dise la tradition, est sans rapport avec la victoire du roi sur les Alamans. Païen, Clovis était sollicité d'embrasser le christianisme. Mais serait-il arien, comme les autres rois barbares, ou catholique ? Des influences contradictoires se faisaient sentir dans sa propre famille. Les exhortations de la reine, la bourguignonne Clotilde, nièce de Gondebaut, purent ébranler le cœur de Clovis, mais la conversion semble avoir été obtenue à la vue de « miracles » accomplis au tombeau de saint Martin à Tours, le 11 novembre d'une année comprise entre 496 et 499. Néanmoins il n'y a pas lieu de douter que Clovis ait reçu le baptême à Reims des mains de l'évêque Rémy (1).

On ne saurait exagérer la signification de cet événement. C'est le tournant décisif de l'histoire du règne et même de l'hégémonie franque. Clovis se trouva, à la fin du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, le seul chef d'État dans tout l'Occident qui fût catholique. Le clergé « romain » comprit toute l'importance de l'événement qu'il avait préparé de son mieux et vit dans le païen d'hier un nouveau Constantin. Le baptême catholique valut au cruel et rusé barbare la sympathie, l'adoration, de l'épiscopat, non seulement dans son propre royaume, mais dans les parties de la

(1) DCXXX; DCXXXV; DCLXXI; DCLXXXIII.

Gaule au pouvoir des Goths et des Bourguignons. Par les évêques le roi des Francs s'assurait la soumission des populations gallo-romaines. Dans le désarroi universel, au milieu de l'écroulement des institutions politiques et administratives du monde romain, l'épiscopat demeurerait la seule force morale et, grâce à ses richesses en terres, la seule ressource économique pour les populations. Clovis a-t-il pleinement saisi toute la portée de son geste quand il courba la tête devant saint Rémy? Peu importe après tout : il suffit que les conséquences du geste aient été incalculables (1).

Le baptême ne changea rien à la nature du néophyte. Il demeura l'homme fort, habile, sans scrupules, prêt à saisir toutes les occasions d'étendre son pouvoir et sa renommée. En l'an 500, Clovis a encore deux concurrents en Gaule, l'État bourguignon, l'État wisigothique. Le second est puissant ou passe pour tel. Clovis s'en prend d'abord aux Bourguignons. Les querelles de deux de leurs rois fournissent un prétexte à une intervention. Clovis soutient le parti de Godegisèle, l'ancien tuteur de Clotilde et, près de Dijon, met en fuite Gondebaud. Le vaincu recule jusqu'à Avignon où le roi franc vient l'assiéger, mais sans pouvoir emporter la place. La campagne ne fut donc qu'un demi-succès et, après la retraite des Francs, Gondebaud put s'emparer de son frère et le faire périr (501). Clovis laissa faire.

Un autre et plus vaste dessein occupait les pensées du roi franc, et l'appui de la Bourgogne, qu'il n'avait pu détruire, lui était utile. Il ne projetait rien moins que la destruction de la puissance wisigothique, du moins en Gaule. Projet en apparence bien téméraire. Le roi franc dut nouer des intelligences avec l'épiscopat de l'antique Aquitaine. Alaric II prit des précautions, que les catholiques du temps qualifièrent de persécutions : il déplaça des évêques. Ce fut peut-être aussi pour se

(1) DCXVII; DCXXXVIII; DCXCVI; DCCIV.

concilier la population romaine qu'il promulga à Toulouse, le 2 février 506, la compilation de droit romain connue depuis lors sous le nom de « Bréviaire d'Alaric ». Trop tard. L'orage allait fondre sur le royaume de Toulouse et le balayer. Clovis, travaillé par l'empereur Anastase, qui voulait l'affaiblissement des États gothiques d'Italie et de Gaule, attaqua brusquement. Il s'était assuré de l'appui des Francs Ripuaires et des Bourguignons. Pendant que ceux-ci prenaient par le Plateau central, les Francs, partis de Tours, rencontraient les Goths à quatre lieues au nord-ouest de Poitiers, à Vouillé. Alaric II périt de la main même de Clovis, dit-on, et seule la noblesse arverne opposa quelque résistance. Le reste de la campagne ne fut qu'une promenade militaire. Toulouse, capitale du royaume wisigothique, fut prise et incendiée par les Francs et les Bourguignons, et Clovis mit la main sur le trésor célèbre des rois goths. Le fils d'Alaric II, l'enfant Amalaric, âgé de cinq ans, avait été emporté en Espagne. Un bâtard, Gisléric, tenta de rallier les Goths de Septimanie, mais en vain ; Gondebaud et ses Bourguignons s'emparèrent de Narbonne et le contraignirent à s'enfuir en Espagne (507-508) (1).

Ainsi il suffit d'une campagne pour anéantir au nord des Pyrénées la puissance de ces redoutables Wisigoths qui, depuis un siècle, dominant la Gaule du Sud-Ouest et l'Espagne, avaient fait trembler l'Empire et résisté victorieusement à Attila. Il est probable que leur Empire s'était trop étendu et trop vite. Le peuple wisigothique ne fut pas assez nombreux pour occuper solidement l'espace allant des colonnes d'Hercule à la Loire. En Gaule il n'a pas laissé un seul terme de sa langue ; les noms de lieux qui rappellent son séjour en ce pays sont infiniment rares et l'apport ethnique fut imperceptible. Le royaume de Toulouse ne tenait que par la personne de son souverain ; si celui-ci rencontrait un rival plus habile ou plus

(1) DCXV ; DLXXXV.

fort il devait s'écrouler, sans même laisser de ruines rappelant qu'il avait été.

En Italie, Théodoric avait éventé les machinations de l'empereur et tenté d'opposer à Clovis une ligue des rois germaniques d'Occident, Bourguignons, Thuringiens, Érules, Warins. Lui-même avait proféré des menaces que la nécessité de sa propre lutte contre Constantinople rendit vaines. Tout ce que put faire le roi des Ostrogoths, ce fut d'empêcher les Francs de s'emparer de la Provence, du pays entre le bas Rhône et les Pyrénées, la Septimanie, que gardèrent les Wisigoths d'Espagne (509) (1).

Il n'en fut pas moins évident qu'à partir de ce moment la Gaule entière était destinée à tomber au pouvoir des Francs. Clovis assura l'hégémonie de son peuple en s'emparant, par trahison, dit une légende, du royaume de Cologne, unissant ainsi Saliens et Ripuaires. Avec un coup d'œil d'une justesse surprenante, après la destruction de l'État wisigothique, il s'établit à Paris. Il y vécut peu, étant mort en 511, en pleine force de l'âge, à quarante-cinq ans.

On a tenté de réhabiliter l'« homme privé » (2) ; entreprise chimérique, presque ridicule : la psychologie de Clovis est et demeurera toujours inconnue. Son œuvre seule importe à l'historien (3). On n'en saurait exagérer l'intérêt. Clovis a fondé un État d'un type nouveau. La « conquête de la Gaule », pour user d'une expression courante, ne fut pas une conquête du genre de celle qu'opérèrent les Anglo-Saxons en Grande-Bretagne, opération qui substitue aux indigènes détruits une population, une langue, une culture nouvelles. Ce n'est pas davantage une conquête à la manière des Vandales en Afrique, des Lombards en Italie : un petit nombre d'envahisseurs asservit la masse de la population et lui impose son droit public, sans

(1) DCXV. — (2) KURTH, DCXV.

(3) Au fond, Kurth est de cet avis : « Sa grandeur est tout entière dans son œuvre ; l'homme nous échappe en bonne partie » (t. II, 220, 230).



se soucier de modifier le droit privé, la langue, la culture des vaincus.

La domination franque n'a pas passé non plus par le stade du *fædus*, comme les dominations wisigothique, bourguignonne, ostrogothique, ou plutôt elle a rapidement franchi cette étape. Le peuple barbare (goth, bourguignon, etc.) installé sur le sol romain n'est au début qu'une armée de mercenaires dont le chef est une sorte de fonctionnaire. L'organisme romain, politique, administratif, financier, subsiste intact ou presque. Ce n'est que peu à peu, dans la seconde moitié du v<sup>e</sup> siècle, que le maître de la force, le roi barbare, étend la main sur ce mécanisme et le fait jouer à son profit.

Il n'en a pas été ainsi avec les Francs. Sauf pour une région (la Belgique deuxième) et pour une très courte période (sous Childéric) où l'on peut s'imaginer qu'ils ont dominé comme fédérés, ils se sont imposés rapidement, presque sans transition. Et cependant les Gallo-Romains n'ont été ni massacrés, ni réduits en esclavage, ni même socialement diminués. Les invincibles Saliens n'ont dans l'État que fondé leur chef aucun privilège politique ou social. Si leur *wergeld* est de 200 sous, alors que celui du Romain n'est que de 100, la raison en est que la composition est divisible en trois parts : 1<sup>o</sup> la part des héritiers de la victime, soit 66 1/3 sous, 2<sup>o</sup> la part des parents tenus au devoir de vengeance, 3<sup>o</sup> la part du roi, qui est la moitié du total précédent. La deuxième catégorie n'existant pas pour le Romain, celui-ci est estimé 66 1/3 sous, plus la moitié pour le roi, soit 100 sous (1).

Les paysans francs continuent, comme leurs ancêtres, à cultiver le sol du Brabant et des Flandres, mais on n'a aucun indice qu'une aristocratie victorieuse ait dépouillé les « Romains » et se soit approprié leurs terres, même partiellement, comme avaient fait, au siècle précédent, les fédérés germaniques.

(1) Telle est, du moins, l'explication de H. BRUNNER, *DXLV. DXLVI*.

C'est qu'à vrai dire il n'y a pas eu de « conquête de la Gaule », au moins au regard des Gallo-Romains. La Gaule du Nord, après 476, était en réalité *res nullius*. Clovis mit la main sur elle sans se heurter, semble-t-il, à d'autre obstacle que la rivalité du romain Syagrius, à la tête de troupes barbares. Lorsque le roi se fut converti, les dernières répugnances, si tant est qu'il y en eût, s'effacèrent et sa domination ne rencontra aucune résistance dans la population indigène.

On a cru trouver à l'autorité de Clovis sur les Gallo-Romains une base légale (1). On s'est fondé sur la cérémonie qui eut lieu au retour de sa campagne victorieuse contre les Wisigoths. A Tours, où il célébra son triomphe, « Clovis reçut de l'empereur Anastase le diplôme de consul. Dans la basilique de Saint-Martin il revêtit la tunique de pourpre, la chlamyde, et plaça sur sa tête un diadème, puis il parcourut à cheval la distance comprise entre la porte de l'atrium de la basilique et l'église de la ville en jetant des pièces d'or et d'argent au peuple. A partir de ce jour il fut appelé consul et auguste ».

Ce récit de Grégoire de Tours, très postérieur à l'événement, renferme des inexactitudes flagrantes : il est impossible qu'Anastase ait accordé à un chef barbare les insignes impériaux, le diadème, la qualification d'auguste. Clovis obtint le consulat honorifique, ainsi que d'autres chefs barbares avant lui, et fit, en conséquence, les largesses d'usage. On a dit : « Désormais Clovis apparaissait aux Gallo-Romains comme le délégué de l'empereur et, par suite, comme le représentant de cet ordre de choses ancien qui, au milieu des troubles de ce temps, restait l'expression du droit ; ses conquêtes étaient en quelque sorte légitimées. » (2) C'est dépasser la portée du texte. Il est possible que la politique astucieuse de Constantinople, tout en honorant un allié utile, ait voulu le

(1) DLXVIII; LI, 499.

**mettre en posture de sujet, mais rien ne prouve que Clovis ait le moins du monde reconnu de semblables prétentions. Il accepta les insignes du consulat comme une de ces décorations étrangères dont les rois, hier encore, aimaient à se parer, rien de plus. Ses successeurs, pas plus que lui-même, ne reconnurent jamais formellement l'hégémonie de l'Empire « romain » ; les lois de Justinien ne furent jamais reçues en Gaule, au moins comme texte officiel.**

Quant aux sujets gallo-romains des rois francs, ils acceptèrent tout de suite l'état de fait : l'Empire, désormais fixé à Constantinople, ne pouvait les intéresser sérieusement. Le clergé était acquis à l'avance. Le concile que le conquérant fit tenir à Orléans, peu avant sa mort, réunit des évêques de toutes les parties de la Gaule : l'« alliance du trône et de l'autel » y est déjà scellée (1). L'aristocratie laïque se rallia tout de suite à la dynastie mérovingienne.

Quant à la masse de la population, formée surtout de colons, c'est-à-dire de paysans, juridiquement libres, mais socialement dégradés, elle n'avait pas voix au chapitre, non plus que les habitants des villes, petites et misérables, qui n'élèverent la voix que six ou sept siècles plus tard.

La conquête, ou plutôt la mainmise de Clovis sur la Gaule, a donné naissance à un État de forme plus originale et de structure plus vigoureuse que les autres royaumes barbares, nés de la décomposition du monde romain. Est-ce à dire que Clovis ait entrevu tous les résultats que nous discernons aujourd'hui dans son œuvre ? Non, à coup sûr : « Il n'a certainement pas eu l'idée d'un royaume de France que personne alors ne pouvait se représenter. Clovis ne voyait rien de ce que nous voyons. C'est pourquoi il ne convient pas de faire de lui un fondateur de la monarchie française. De la future France il n'y avait que les montagnes et la plaine, les rivières

(1) DCCXXXVIII; DXCVII; DCXXXVIII.

et les bois et une matière humaine qui ne deviendra nation qu'après de longs siècles. Le vrai titre de Clovis à occuper une grande place dans l'histoire, c'est qu'il a réuni en un peuple les populations franques... De simple roi franc il est devenu roi des Francs... Il a créé, non pas une nation, mais une force historique (1).»

(1) LAVISSE, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1885, p. 417.

## CHAPITRE IX

### LA DESCENDANCE DE CLOVIS (1)

Clovis n'avait pas eu le temps, peut-être même l'idée, d'organiser politiquement pour l'avenir les pays dont il s'était emparé. Roi des Francs Saliens avant tout, il ne s'était soucié que de faire mettre par écrit (entre 507 et 511) quelques points de droit germanique et un tarif de « compositions » pécuniaires que l'on a appelé la « Loi Salique ». Lui disparu, aucune conception élevée, ou même simplement sensée, ne présida à sa succession. Le fondateur du nouvel État laissait quatre fils, dont trois nés de Clotilde ; on fit des terres qui lui appartenaient quatre parts, absolument comme s'il s'était agi de l'héritage d'un particulier. Dès le début se révèle le vice organique qui pèsera lourdement sur la monarchie française pendant tout le moyen âge et jusqu'au milieu du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle : la monarchie n'est pas une magistrature comme l'« empire », c'est un patrimoine auquel s'appliquent les règles du droit privé. Tout de suite domine l'esprit germanique, encore enfantin, rebelle à la notion d'intérêt général.

Au début on eut l'illusion que la pluralité des rois ne briserait pas l'unité du *regnum Francorum*. Les quatre capitales, si l'on peut user de ce terme moderne, Paris (à Childébert), Orléans (à Clodomir), Soissons (à Clotaire), Reims (à Thierry) étaient rapprochées, de manière que les rois et leurs armées pussent se prêter secours rapidement et braver les attaques

(1) Cf. pour la bibliographie p. 359.

des ennemis du peuple franc. Il est remarquable que ces rois aient tout de suite, à l'exemple du père, déserté les régions purement germaniques de la Gaule. Celui auquel l'Est est échu en partage pourra, un peu plus tard, préférer Metz à Reims, mais il n'ira pas s'installer à Trèves, à Mayence, à Cologne, dans les parties de son État déjà germanisées.

Au reste, si le premier partage ne mit pas en péril le *regnum*, c'est que les rivaux des Francs, Goths d'Espagne et Goths d'Italie, étaient hors d'état de suivre une politique agressive. En Gaule, les Bretons de la grande île, établis en Armorique depuis près d'un siècle, étaient plus turbulents que dangereux et la faiblesse des Bourguignons était patente. L'élan guerrier des Francs n'avait pas été brisé, ni leurs appétits de butin et de conquêtes satisfaits, à la mort du grand homme qui les avait unis. Les fils de Clotilde, assoiffés de rancunes et d'ambition, achevèrent en deux campagnes (523 et 534) la destruction du royaume de Bourgogne.

De son côté, l'ainé, Thierry, né d'une première femme de Clovis, méditait d'assurer du côté de la Germanie la protection de la Gaule et d'écraser les peuples rivaux. Les Alamans n'étaient plus à craindre, non plus que les Bavares, qui reconnurent (sous Clotaire I<sup>er</sup>) l'hégémonie franque. La plus dangereuse des nations germaniques était pour lors celle des Thuringiens, qui n'étaient autres que les antiques Hermondures (1). Le gros de cette peuplade s'était avancé, au milieu du v<sup>e</sup> siècle, de l'Elbe vers le haut Danube. Vers 480 les Thuringiens menacèrent Passau et Lorsch. Refoulés au nord par les Bavares, ils n'en formaient pas moins au vi<sup>e</sup> siècle un puissant État entre le Thüringerwald et l'Elbe, dangereux pour les Francs Ripuaires. Bien qu'il fût le plus guerrier des fils de Clovis, Thierry ne se crut pas assez fort ; il appela à son aide Clotaire. Sur les bords de l'Unstrutt il y eut une

(1) CDXLIII, 184, 245.

ruée des Saliens et des Ripuaires, auxquels se joignirent inconsiderément les Saxons, contre les Thuringiens(1). Leur roi Hermenfried fut vaincu, puis assassiné par la suite (531). Sa veuve Amalaberge s'enfuit en Italie avec ses enfants auprès de son frère, l'ostrogoth Théodahat. Son fils Amalafriid eut une destinée peu banale : élevé à Ravenne, il fut fait prisonnier en 540 avec Witigès ; emmené à Constantinople, il y prit du service et finit ses jours en Orient comme fonctionnaire de l'« Empire romain ». Dans le butin fait par les Francs figurait une fille d'un autre roi de Thuringe, Berihaire. Clotaire la prit et l'épousa : c'est sainte Radegonde, la protectrice de Fortunat, la fondatrice de Sainte-Croix de Poitiers, la figure de femme la plus touchante de l'époque mérovingienne.

La destruction du royaume d'Hermenfried amena un grand changement dans l'aspect de l'antique Germanie. Désormais la Thuringe fut gouvernée par des ducs francs. La région entre le Mayn et le Thüringerwald fut colonisée par les Francs qui lui ont laissé leur nom, la Franconie. Au nord, les Saxons s'emparèrent du Harz, mais furent tributaires des Francs. A l'est, les Wendes, c'est-à-dire les Slaves, passant l'Elbe, occupèrent le pays jusqu'à la Saale. L'hégémonie des Francs sur cette Germanie ainsi réduite est incontestable depuis le milieu du vi<sup>e</sup> siècle.

Thierry (Theuderich) devait être dépassé en ambition par son fils Thibert (Theudebert). Celui-ci était occupé à batailler contre les Goths de Septimanie et assiégeait Arles, après Béziers, quand il apprit la mort de son père (534). Pendant que ses oncles Childeberr et Clotaire dirigeaient des expéditions en Espagne contre le roi wisigoth Theudis, dévastant la Tarraconaise et assiégeant Saragosse (542), Thibert entraînait les Francs de l'Est et les peuples sujets à des expéditions aventureuses en Italie.

(1) CDXLIII. 186.

La puissance ostrogothique déclinait rapidement après la mort de Théodoric le Grand (526). En 535, Justinien se décida à reprendre l'Italie aux Barbares (1). Thibert se mit à sa solde. Au début de 536 les sujets des Francs, Bourguignons et Alamans, pénétrèrent dans la haute Italie. Witigès crut acheter la neutralité en cédant la Provence et l'Alamanie gothique ; Thibert garda ce dernier morceau et abandonna l'autre à ses oncles. Avec une parfaite mauvaise foi, le Franc ne chercha qu'à tromper Ostrogoths et Byzantins. Plusieurs expéditions lui livrèrent toute la plaine du Pô jusqu'à la Vénétie. Dominant Alamans, Bavares, Thuringiens, il était maître de la Germanie. Les seuls peuples germains pleinement indépendants étaient, en Pannonie, les Gépides et les Lombards. Thibert noua des alliances avec ces derniers en épousant la fille de leur roi, Walcho. On prétend qu'il songeait à marcher sur Constantinople avec leur aide. Le premier des rois Francs, il se pose en rival de l'empereur et, sur ses monnaies, efface le nom de Justinien pour y substituer le sien (2).

À l'intérieur il s'appuie sur l'Église. Grégoire de Tours, qui parle peu de ses expéditions lointaines, vante son habileté, sa piété. Thibert tenta d'augmenter les ressources de la royauté en soumettant les Francs à l'impôt : sur ce terrain il échoua. Thibert est sans doute avec Clovis le plus remarquable des souverains mérovingiens (3). Il disparaît à la fleur de l'âge, en 548.

Sa politique fut continuée par son fils Thibaud (Theudebald). Celui-ci était trop faible physiquement pour porter les armes, et la conduite des expéditions fut confiée à deux ducs alamans (552-553). Mais l'armée du premier, Leuthar, fut, en Vénétie, décimée par les maladies, et celle du second, Butilin, rejointe près de Capoue par les Byzantins de Narsès, fut exterminée. Peu après, la Haute-Italie fut perdue pour les Francs.

(1) Cf. chapitre III. — (2) DCLXXVIII, p. xxxi ; DLXXV, t. I, 58.

(3) DCXCVII, 122.



Ce pays devait revenir aux Lombards (568). Et ce fut, somme toute, un échec heureux pour les Francs qui auraient épuisé leurs forces dans une extension démesurée et prématurée.

Thibaud mourut en 555. Peu après, Clotaire, demeuré le seul Mérovingien, réunit sous son autorité l'ensemble des Francs. Il était temps. Les Saxons, jusqu'alors alliés, prenaient une attitude menaçante. Trois expéditions dirigées contre eux n'aboutirent pas à un succès décisif. Tout ce que put faire Clotaire fut de les refouler sur leur territoire. A Charlemagne était réservé d'achever la conquête de la Germanie. Néanmoins c'est sous le principat de Clotaire que le *Regnum Francorum* atteignit ses limites les plus étendues. L'Etat de Clovis s'était accru de la Bourgogne, de la Provence, des vallées alpines de la Haute-Italie ; les ducs des Alamans, des Bavaïrois, des Thuringiens, les rois ou comtes de Bretons en Armorique, étaient ses sujets. Clotaire ne régna que trois années sur l'ensemble de ces contrées et mourut en 561.

Avant de poursuivre le récit, il convient de s'arrêter un instant sur les fils de Clovis. Le christianisme n'a exercé sur eux aucune influence morale. Perfidie, cruauté, luxure sont les attributs de cette dynastie. Leur duplicité égale ou dépasse celle des Byzantins eux-mêmes. Leur histoire n'est qu'une succession de meurtres, de scènes hideuses que retrace Grégoire de Tours, avec un sang-froid parfois déconcertant.

Les trente années qui s'étendent de la mort de Clotaire (561) à celle du roi Gontran (593) sont les mieux connues de l'époque mérovingienne. Ce n'est pas qu'elles présentent un intérêt plus vif que les précédentes ou les suivantes, loin de là, mais Grégoire de Tours, témoin oculaire, nous fournit sur ce tiers de siècle des renseignements abondants, quoique de valeur inégale.

Le partage qui s'opère en 561 entre les fils de Clotaire ressemble trait pour trait à celui de 511 : les copartageants sont

également au nombre de quatre, leurs capitales sont les mêmes, mais la conquête de la Bourgogne et de la Provence augmente la grandeur de chaque lot. Paris demeure le point central de l'État et, pendant quelques années, est neutralisé.

La période est caractérisée par une lutte implacable, non pas entre la Neustrie et l'Austrasie, qui n'existent pas encore, mais entre les rois Sigebert et Chilpéric, ou plutôt entre leurs femmes respectives, Brunehaut, fille du roi des Wisigoths Athanagild, et Frédégonde. Sigebert, en état d'infériorité, appela deux fois à son secours les « peuples au delà du Rhin », us qu'alors laissés à l'écart des guerres intestines comme trop sauvages. Ces barbares commirent mille atrocités dans la région parisienne, sans que leur chef osât réprimer leurs excès. Au moment où il était élevé sur le bouclier à Vitry-en-Artois par les Francs Saliens eux-mêmes, il fut assassiné à l'instigation de Frédégonde (575). Pendant les dix années qui suivirent, Chilpéric, sans être tout-puissant, devint un personnage de premier plan. Il périt dans la forêt de Chelles, assassiné on ne sait par qui (584). Grégoire de Tours trace de lui un portrait haineux ; il l'appelle le Néron, l'Hérode du siècle. Chilpéric semble avoir été le plus intelligent des successeurs de Clovis (1). Il se faisait une très haute idée des prérogatives royales, se préoccupait de théologie ; il connaissait les lettres latines, se piquait de faire des vers et tenta de réformer l'orthographe, si défectueuse, du latin. Il donna même des jeux de cirque à Paris et à Soissons pour imiter l'empereur : Thibert avait déjà fait de même à Arles.

Sa mort fait de Gontran, jusqu'alors confiné en Bourgogne, le maître du *Regnum*. Ce personnage, dont Grégoire de Tours ne cesse de louer la piété et la bonté et auquel il attribue même le don des miracles, était une sorte de Géronte ; tour à tour débonnaire et cruel, téméraire et pusillanime, il

(1) DCXCI; CCLXXIX, t. II, 1, 138; DCXCVII, 160.

apparaît moralement et politiquement en état de déséquilibre. Ayant perdu ses enfants, il se pose en protecteur et de Clotaire II, fils encore au berceau de Frédégonde, et de Childebert II, fils de Sigebert. Ces héritiers des deux frères ennemis sont épargnés par crainte d'une extinction totale de la dynastie mérovingienne.

Des dangers communs rapprochent le vieux Gontran et le jeune Childebert. D'abord la campagne de Gondowald. Ce personnage est un fils naturel de Clotaire I<sup>er</sup>. Pris en haine par son père, il s'est enfui en Italie, puis à Constantinople. A la mort de Chilpéric il se pose en prétendant. Était-il l'instrument de la cour d'Orient, désireuse, une dernière fois, de rattacher à l'Empire la Gaule par l'intermédiaire d'un roi, sa créature (1)? On ne sait. Ce qui est sûr, par contre, c'est qu'un parti puissant, non seulement dans le Midi et le Centre de la Gaule, mais dans l'Est, favorisait la tentative de Gondowald. Gontran n'en vint à bout qu'en détachant de lui les grands à force de promesses et en le laissant mettre à mort contre la foi jurée (585).

L'aristocratie, dont le rôle ne cesse de grandir depuis la mort de Sigebert, constituait un danger bien plus grand encore. Les deux rois le sentent et s'unissent étroitement à Andelot, entre Langres et Toul, à la limite de la Bourgogne et de la région qui commence à être désignée sous le nom d'Austrasie (28 novembre 587). Les souverains s'indemnisent réciproquement, eux et leurs partisans, prennent l'engagement de ne pas chercher à se débaucher leurs « fidèles »; enfin ils lèguent leurs États respectifs au survivant.

Cette dernière clause était éminemment favorable à Childebert II, qui recueillit la succession de Gontran à la mort de celui-ci (28 avril 593). Le fils de Sigebert semble une réplique de Thierry I<sup>er</sup> ou de Thibert, et il est significatif qu'il donna

(1) DLXXXV.

à ses fils les noms de ces deux rois auxquels il ne se rattachait pas directement. L'aristocratie austrasienne s'était rendue toute-puissante. Elle menaçait ouvertement le jeune roi et sa mère Brunehaut. Childebert II eut peine à mettre à la raison les Rauching, les Gontran-Boson, les Ursion, les Bertfried, véritable ménagerie de bêtes fauves. En Germanie il lutta contre les Warins, remit les Thuringiens sous le joug. En Italie il reprit la politique de ses prédécesseurs, vendant son alliance tantôt aux Byzantins, tantôt aux Lombards et trahissant les uns et les autres avec une tranquille impudence (1). De 581 à 590 il dirigea au moins une demi-douzaine d'expéditions dans la Haute-Italie. Finalement les Francs conclurent la paix avec les Lombards en 591, ne gardant que le passage des Alpes de Gaule en Italie, Suse et Aoste. Childebert II mourut prématurément en 596, âgé d'environ vingt-six ans.

La période qui suit est mal connue. Nous n'avons plus pour nous guider, de 591 à 642, que la chronique bourguignonne anonyme mise sous le nom de Frédégaire.

Les fils de Childebert II, Thibert et Thierry, reçurent l'un l'Austrasie, l'autre la Bourgogne. Frédégonde et son fils Clotaire tentèrent de profiter de la situation. Ils s'emparèrent des cités avoisinant Paris. Les Francs de l'Est marchèrent contre eux. Vainqueur dans une première rencontre à Laffaux (Aisne, canton de Vailly), taillé en pièces dans une deuxième à Dormelles (Seine-et-Marne, canton de Moret), Clotaire fut réduit à un territoire insignifiant entre la Seine et l'Oise (597). Les fils de Childebert II étaient fort jeunes. Le personnage en vue sera leur mère Brunehaut. Vers 601 elle est expulsée d'Austrasie par les grands, avec la connivence de son propre fils, Thibert, qu'elle prend dès lors en haine. Elle se rend en Bourgogne et gouverne ce pays sous le nom de Thierry. Elle tente de mater l'aristocratie laïque et ecclésiastique en

(1) DCLXXXII.

nommant comme « maires du palais » et patrices des personnages d'origine gallo-romaine, tels que Protadius, Claude. Vulf, Richomer, qui finissent mal, assassinés par les grands.

La dégénérescence des Mérovingiens commence en la personne des deux fils de Childebart, l'un soumis à sa mère, l'autre jouet de l'aristocratie austrasienne. A peine au sortir de l'enfance ils vivent dans la débauche, répudiant leurs épouses, s'entourent de concubines. Le peu de vaillance guerrière qui subsiste en eux se dépense en luttes fratricides, car ils se haïssent. Thierry bat son aîné sous les murs de Toul. Thibert fait alors appel aux Thuringiens et aux Saxons, mais Austrasiens et Germains d'Outre-Rhin sont vaincus à Zülrich, près de Cologne, par l'armée franco-bourguignonne de Thierry. Fait prisonnier, Thibert est mis à mort à Chalon-sur-Saône, ainsi que son fils, l'enfant Mérovée (612). Thierry entendait être seul roi des Francs : il réunissait une armée d'Austrasiens pour marcher contre Clotaire II quand il mourut inopinément à Metz (613). Brunehaut tenta alors de faire reconnaître comme roi Sigebert II, l'aîné des fils que Thierry avait eus de ses nombreuses femmes. Mais elle était redoutée et haïe en Austrasie. Les personnages les plus en vue de cette région, Arnoul et Pépin, les deux ancêtres des Carolingiens, appelèrent Clotaire.

Ce fut au tour de Brunehaut de rechercher le secours des peuples d'outre-Rhin. Mais, au moment où la lutte allait s'engager sur l'Aisne, l'armée de Sigebert II se débanda : le maire du palais Garnier (Warnacharius) et les « farons » de Bourgogne avaient partie liée avec Clotaire. Sigebert, en fuite, fut saisi sur les bords de la Saône et mis à mort, ses frères furent massacrés ou se cachèrent pour ne plus jamais reparaitre. Brunehaut, livrée à Clotaire, fut suppliciée avec des raffinements de cruauté sauvage.

On a porté sur elle les jugements les plus divers. Elle ne nous est connue que par ses ennemis. Par réaction contre les

jugements haineux des vieux historiens, on a tenté de la réhabiliter en lui attribuant des conceptions politiques grandioses. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'elle a voulu régner et par tous les moyens, et qu'elle a été brisée par l'indiscipline des grands et aussi du haut clergé (1).

Le roi Clotaire, deuxième du nom, « gouverna seize ans avec bonheur le royaume des Francs tout entier, comme avait fait le premier Clotaire. Il fut en paix avec les nations voisines. Ce fut un roi patient, lettré, craignant Dieu, très généreux à l'égard des églises et des évêques, grand distributeur d'aumônes, bénin envers tous et rempli de piété ». Le chroniqueur (Frédégaire) ne trouve à lui reprocher que d'aimer beaucoup la chasse et d'écouter trop volontiers les femmes.

En réalité, Clotaire II fut le prisonnier de l'aristocratie.

En 614 il dut faire à l'Église et aux grands par un Édit célèbre d'importantes concessions (2). Garnier, dont la trahison avait fait la fortune de Clotaire, avait fait jurer à celui-ci de lui garder à vie sa fonction de maire du palais de Bourgogne. Peut-être Radon en Austrasie, Landry en Neustrie obtinrent-ils aussi cette garantie. Cependant, en 626, à la mort de Garnier, Clotaire parvint à ressaisir la mairie du palais, soi-disant à la demande des grands de Bourgogne.

Par contre, Clotaire, vers la même époque, dut céder au sentiment autonomiste de l'Austrasie, qui prend de plus en plus de force, en accordant à cette région un roi particulier en la personne de son fils aîné, Dagobert. Le fils de Frédégonde mourut le 18 octobre 629 et fut enseveli, comme son grand-père, près de Paris, au monastère de Saint-Vincent, plus tard appelé Saint-Germain des Prés.

Sous le règne de Dagobert (629-639), la royauté mérovinienne jette un dernier éclat, d'ailleurs factice.

Un danger menaçait l'unité du *Regnum* : Dagobert avait un

frère, Caribert, et il dut lui abandonner, en Aquitaine, presque toute l'étendue de l'ancien royaume wisigothique. Ce personnage mourut, ainsi que son fils. Mais, de ce côté, Dagobert se heurta à un peuple nouveau qui devait donner bien des soucis à ses successeurs, les Basques ou Gascons. Descendants des antiques Cantabres, peu touchés par la civilisation romaine, ils avaient gardé leurs mœurs et leur idiome ibérique qui les mettait à part des autres peuples de l'Europe. Seuls parmi les populations de l'Espagne, ils avaient résisté à la domination des Suèves et des Wisigoths. Vers la fin du vi<sup>e</sup> siècle ils franchissent les Pyrénées, à l'ouest, et commencent à piller, entre la Garonne et les Pyrénées, la Novempopulanie qui, un jour, prendra leur nom, Gascogne (1). Entre les montagnes et l'Adour ils s'implantent en masse assez dense pour que, aujourd'hui encore, cette région conserve leur langue. Des expéditions envoyées contre eux en 581 et 587 par les rois Chilpéric et Gontran échouèrent piteusement. En 602, Thierry et Thibert réussirent cependant à leur imposer un tribut et un duc. Mais cette soumission fut temporaire. Dagobert dut diriger contre eux une grosse armée levée dans le royaume de Bourgogne. A sa tête était le référendaire Chadoind; elle était commandée par dix ducs, dont huit Francs, un « Romain » (Aquitain ?), un Bourguignon. Poursuivis dans les Pyrénées, les Basques offrirent leur soumission; mais, quand les Francs se mirent sur le chemin du retour, les Basques surprirent dans la vallée de la Soule le corps d'un des ducs et l'exterminèrent (637). Préface tragique à l'expédition célèbre de Charlemagne en 778 où périt le « paladin » Roland.

Dagobert intervient même au delà des Pyrénées. A la mort de Sisebut il envoya deux armées qui allèrent jusqu'à Saragosse établir Sisenand, qui paya cet appui 200 000 sous. En

(1) DCXXXIX; DXXXIV et DXXXV.

Italie il prend sous sa protection la reine Gondeberge, de la famille mérovingienne, et oblige le duc lombard, Chrotgar, à la faire sortir de prison. Avec l'« Empire » il entretient de bonnes relations : une paix « perpétuelle » fut conclue en 631.

En Gaule, dans la péninsule armoricaine, les Bretons, théoriquement sujets des Francs depuis le commencement du vi<sup>e</sup> siècle, demeuraient de fait indépendants. Des expéditions dirigées contre eux en 580 et 593 avaient, en somme, échoué. Dagobert eut la bonne fortune de voir un de leurs rois, Judicaël, sans doute un roi de Domnonée (région allant de la baie du Mont Saint-Michel à la rade de Brest), venir à Clichy lui offrir sa soumission. Il est vrai que ce personnage, fort pieux, désirait se retirer du monde ; le monastère de Gaël prit son nom : Saint-Juquel.

Mais du côté de la Germanie Dagobert fut peu heureux. Il faut dire que depuis longtemps l'orage s'accumulait. L'Europe centrale était bouleversée par une tempête ethnique. Fuyant les Turcs occidentaux, une peuplade de même race, les Awares ou soi-disant tels (car les vrais Awares sont différents), venus des bords de la mer Caspienne, s'était installée dans l'antique Pannonie dont elle faisait le centre d'un vaste empire (1). Parents des Huns, ces nomades ont la même vaillance, la même férocité : ils manient l'arc, mais aussi la lance et forment à l'occasion une cavalerie cuirassée, résistante. Leur première rencontre avec les Francs remonte à 562. Clotaire I<sup>er</sup> vient de mourir. Les Awares se jettent sur la Thuringe. Le roi des Francs de l'Est accourt au secours de ses sujets et livre aux envahisseurs une bataille indécise. En 566 nouvelle rencontre ; cette fois Sigebert est vaincu, fait prisonnier et doit se racheter à prix d'or. Heureusement que, peu après, les Awares se détournent dans une autre direction. L'empereur Justin II les utilise contre les "Gépides qui sont

(1) KIESSLING, dans CCCXCVII, t. VIII. col. 2599, 2607.



exterminés. C'est pour échapper à leur pression que les Lombards envahissent l'Italie en 568. L'Europe centrale, des Carpathes au Danube et aux Alpes orientales, est alors un désert que sillonnent en tous sens les cavaliers Awares. Certains historiens placent à cette époque la date conventionnelle marquant la fin du monde antique (1).

En 597, ces barbares reparaissent encore en Thuringe. Childebart II venait de mourir ; Brunehaut dut acheter leur retraite. On le voit, vis-à-vis des Awares, l'attitude des Francs ne fut pas brillante. Charlemagne seul pourra jeter à bas l'empire tatar installé au cœur de l'Europe.

Derrière les Awares, soumis à eux, les Slaves s'étaient glissés. Samo, en qui la légende vit un marchand franc, les délivra du joug des Asiatiques (2). Il fonda un empire dont le centre était la Bohême et qui s'étendait de la Havel jusqu'aux Alpes de Styrie. Vers 632 la guerre éclata avec les Francs. La puissance du Slave était telle que Dagobert, pour lutter contre lui, dut s'allier aux Lombards. Ceux-ci, ainsi que les Alamans, furent vainqueurs, mais Dagobert, à la tête des Austrasiens, fut taillé en pièces à Wogatisburg (peut-être en Bohême). Les Sorabes, entre l'Oder et la Saale, secouèrent l'autorité des Francs et reconnurent celle de Samo. Les Wendes prirent même l'offensive et se jetèrent sur la Thuringe. Dagobert s'avança jusqu'à Mayence. Il avait levé une armée austrasienne, mais, peu confiant en elle, il avait une garde neustrienne et bourguignonne. Il n'osa franchir le Rhin. Les Saxons s'offrirent à contenir l'ennemi moyennant la remise du tribut qu'ils payaient aux Francs depuis Clotaire I<sup>er</sup>. Ils protégèrent mal l'Austrasie et ce pays réclama son autonomie. De son côté, la Thuringe eut ses ducs particuliers.

A l'Est, Dagobert n'eut donc que des succès.

(1) GUTSCHMIDT, *Kleinere Schriften*, t. V, 393, 417. — NEUMANN, dans CLXI, t. III, 413. — PEISKER, dans LXXIII, t. II, 436.

(2) PEISKER, dans LXXIII, t. II, 451.

Le prétendu Frédégaire (1) ne tarit pas d'éloges sur la bienveillance du prince, sur sa justice, qui frappe de terreur les méchants quand il fait une tournée en Bourgogne. Mais, quand Dagobert s'installe à Paris, tout va mal : le roi devient cupide et débauché. Le chroniqueur, partisan de Pépin et de l'aristocratie austrasienne, voit à regret le roi délaisser l'Austrasie et disgracier Pépin. Il avoue cependant que Dagobert fut grand aumônier. Il fut aussi grand bâtisseur d'églises. Saint-Denis qu'il enrichit (2) et où il fut enseveli, sera, sous la dynastie suivante, le rival de Saint-Martin de Tours, jusqu'alors le sanctuaire le plus vénéré de la Gaule. Les clercs de l'entourage du souverain, tels Audoenus (saint Ouen), Eligius (saint Éloi), comptent, en ce siècle, parmi les plus grands noms de l'Église de Gaule. Au travers des louanges ou des invectives de Frédégaire on entrevoit un personnage fastueux, voluptueux, mais énergique à l'occasion, tentant de sauvegarder les débris du système financier, de restaurer un peu d'ordre et de justice. Mais l'éclat du règne est une vaine apparence et la monarchie est minée par des germes de dissolution.

(1) DCXLII.

(2) Il ne fut pas cependant le fondateur de Saint-Denis. Voy. LEVILLAIN, dans la *Bibl. de l'école de Chartes*, t. LXXXII et LXXXVI (1921 et 1925).

## CHAPITRE X

### DÉCADENCE ET FIN DES MÉROVINGIENS (1)

A partir de la mort de Dagobert en 639, l'histoire mérovingienne n'est plus l'histoire des rois, c'est l'histoire des grands-vizirs, les maires du palais des trois parties du *Regnum*, Neustrie, Austrasie, Bourgogne.

Chefs de l'aristocratie, les maires du palais la ménagent longtemps. Le chroniqueur dépeint sous les couleurs les plus flatteuses les maires du palais qui dirigent le *Regnum* sous le règne nominal des fils de Dagobert, Clovis II et Sigebert III. Aega, en Neustrie, est prudent, doux, éloquent, pieux : il restitua aux églises des biens enlevés par le fisc. Erkinoald, son successeur (641), est doux, bon, plein de déférence à l'égard des évêques ; il ne s'enrichit pas et est aimé de tous. En Austrasie, Pépin est rempli de prudence et de douceur et gouverne « bénévolement ». Ces éloges d'un partisan de l'aristocratie montrent que ces maires laissent tout faire.

En Austrasie cependant, l'un d'eux, Grimaud, fils de Pépin, se fit illusion et tenta d'assurer le trône à sa maison (656). Une usurpation brutale était impossible, vu le prestige, comme mythique, qui entourait encore la race de Mérovée. Grimaud fit disparaître un fils de Sigebert III (n'osant le mettre à mort, il l'envoya secrètement dans un pays lointain, l'Irlande), et éleva au trône, sous le nom de Childebart III, son propre fils,

(1) Pour la bibliographie, voy. plus haut, p. 359.

adopté par Sigebert. Mais le pseudo-Mérovingien et son père moururent après sept ans de règne et la tentative des Pippi- nides ne fut pas poursuivie (1).

En Neustrie, à la mort de Clovis II en 657, bien qu'il laissât trois fils, un seul, l'aîné, fut proclamé roi, sous le nom de Clotaire III. La régente, veuve du feu roi, Bathilde, une Anglo-Saxonne d'origine servile, était sans prestige et sans autorité. Le chef de l'État fut le maire du palais Ébroïn. L'unité de roi entraînait l'unité de maire. Neustrien, Ébroïn se heurte au particularisme des Austrasiens et des Bourguignons. Aux premiers il dut concéder (663) un roi, Childéric II, frère de Clotaire III, avec un maire du palais, Goufaud (Wulfoaldus) qui était, il est vrai, sa créature. En Bourgogne, Ébroïn fut en butte à l'hostilité des évêques de cette région. Dans la seconde moitié du VII<sup>e</sup> siècle, les évêques n'ont plus l'attitude soumise de leurs prédécesseurs du siècle précédent. Arnoul, évêque de Metz, est le vrai maître de l'Austrasie. L'instigateur du complot, qui relègue la reine Bathilde au cloître dans le monastère de Chelles qu'elle avait fondé et où elle mourut en odeur de sainteté, est l'évêque de Paris Sigebrend. La résistance des Bourguignons est suscitée et soutenue par l'évêque d'Autun, Léger (Leodegarius) (2).

En 673, Clotaire III étant mort, Ébroïn, de sa propre autorité, élève au trône le plus jeune fils de Clovis II, Thierry III. La Bourgogne et l'Austrasie se soulèvent. La créature d'Ébroïn est tondue et enfermée à l'abbaye de Saint-Denis; quant au maire, si on épargne sa vie, on le fait clerc et on le relègue au monastère de Luxeuil. L'aristocratie neustrienne appelle Childéric II et son maire. C'est la même manœuvre qu'en 614, mais en sens inverse, alors qu'Austrasiens et Bourguignons avaient passé au Neustrien Clotaire II. Comme en 614, l'aristocratie exige des garanties : « Sur ces entrefaites,

(1) DCXIV, et surtout DCXXXII, — (2) DLXXII.

tous demandèrent au roi Childéric de rendre des décrets dans les trois royaumes qu'il avait obtenus, en sorte que les juges conservassent, comme anciennement, la loi et la coutume de chaque pays et que les recteurs (les maires du palais) n'entrassent pas d'une province dans l'autre et que personne n'assumât la tyrannie, à l'instar d'Ébroïn, et n'abaissât comme lui ses collègues (*contubernales*) ; mais, au contraire, chacun sachant qu'il monterait au faite à son tour n'oserait se préférer aux autres. Il se rendit volontiers à leurs demandes. »

D'après ce témoignage de la plus ancienne « Vie de saint Léger » (1), il apparaît que l'aristocratie commençait à s'inquiéter de la puissance de la mairie du palais et qu'elle voulait en faire une fonction temporaire. De plus, le particularisme s'était enraciné au point que chacune des trois grandes régions voulait son maire, même sous un roi unique. Mais Childéric II se prit au sérieux et voulut régner. Il manqua à ses engagements : « Dépravé par les conseils de sots presque païens, il révoqua subitement, par légèreté de jeunesse, les dispositions qu'il venait de confirmer avec sagesse. »

L'évêque Léger se rendit insupportable ; Childéric l'envoya à Luxeuil rejoindre son ancien adversaire Ébroïn. L'opposition des Francs s'accentua. Le jeune prince fit battre ceux qui lui résistaient. Une révolte éclata et un certain Bodilon, qu'il avait fait fouetter, l'assassina dans le bois de Lognes (à 6 kilomètres de Chelles), ainsi que sa femme enceinte. L'évêque de Rouen Audoenus (saint Ouen) ensevelit pieusement les victimes à Saint-Vincent (Saint-Germain-des-Prés) où les Bénédictins retrouvèrent leurs ossements derrière le chœur, en 1656 (2). Childéric II périt à l'âge de vingt-cinq ans. Il fut le dernier Mérovingien qui tenta de régner (automne de 675). L'union précaire du *Regnum* fut brisée une fois de plus.

Pendant que Goufaut s'enfuyait à grand'peine en Austrasie,

(1) KRUSCH, *Scriptores rerum Merovingicarum*, t. V, 289.

(2) DCCXIII.

Ébroïn et Léger s'échappaient de Luxeuil. L'évêque d'Autun rétablit Thierry III et choisit comme maire du palais de Neustrie et de Bourgogne Leudesius, fils du maire Erkinwald, qui avait laissé de bons souvenirs chez les grands. Mais Ébroïn réussit à mettre la main sur le jeune roi et, chose plus importante, sur le « trésor ». Leudesius se rendit et fut mis à mort contre la foi jurée. Quant à Léger, assiégé dans Autun, il dut capituler. Il subit le supplice byzantin de l'aveuglement ; puis un concile réuni à Villeroy (Yonne), sous la pression de la terreur, le déclara complice de l'assassinat de Childéric II. Léger fut supplicié et mis à mort le 2 octobre 678. L'indignation de l'Église et la pitié populaire transformèrent en grand saint un personnage qui ne fut sans doute qu'un aristocrate brouillon et agité : cent villages de France et de Belgique portent son nom encore aujourd'hui, et des centaines d'églises ont été dédiées à sa mémoire.

Ébroïn était maître de la Neustrie et de la Bourgogne, et maître absolu. Guérin, frère de Léger, avait été massacré et ses partisans s'étaient enfuis. Il était impossible que la lutte ne s'engageât pas avec les Austrasiens. Ceux-ci étaient en pleine anarchie. Dagobert II, l'ancienne victime de Grimaud, exilé en Irlande, rappelé par les Austrasiens (676), s'était fait détester. Le pays est dominé par un certain Martin et par Pépin II, petit-fils de Pépin I<sup>er</sup> par sa mère Bige, et fils d'Anséis (Ansegisus). Après vingt ans d'éclipse, l'ambitieuse descendance de saint Arnoul de Metz reparait sur la scène. La fonction de maire du palais semble avoir un instant disparu en Austrasie ; du moins Martin et Pépin II ne sont qualifiés que « ducs ». Tous deux, avec une grosse armée d'Austrasiens, se portent contre Ébroïn et son roi fantôme Thierry III. La rencontre a lieu au Bois-du-Fay (Ardennes, canton de Château-Porcien), non loin de la voie romaine allant de Tongres à Reims par l'Ardenne. Les Austrasiens essuient une défaite complète (679). Pépin réussit à s'enfuir pendant que Martin

court se réfugier à Laon. Ébroïn, qui se tenait à Écry (aujourd'hui Asfeld, Ardennes), l'attire par de fausses promesses et le fait mettre à mort : ses envoyés auraient prêté serment sur une châsse vidée de ses reliques. Vers le même temps, Dagobert II est assassiné dans la forêt de Stenay, « traîtreusement, par les machinations des ducs, du consentement des évêques ». Lui aussi fut considéré comme un martyr, et son tombeau, à Stenay, devint un centre de pèlerinage (23 décembre 679) (1).

Ébroïn, désormais seul maître, « opprime cruellement les Francs », entendez les Neustriens. Il est assassiné par l'un d'eux, Ermenfroi, qui s'enfuit en Austrasie auprès de Pépin II, seule autorité qui subsiste en ce pays (681). On a porté sur ce personnage, comme sur Brunehaut, les jugements les plus divers. Comme cette reine, il ne nous est connu que par ses ennemis. Par réaction on a voulu en faire un grand politique. Ses desseins, s'il en a eu en dehors de son ambition personnelle, nous demeurent inconnaisables. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il fut un homme d'une énergie et d'une férocité exceptionnelles et que, en sa personne, la Neustrie, qui le haïssait, perdit son hégémonie.

En effet, ni Waratton, ni le fils de celui-ci, Gilemer (Gislemarus), qui lui succédèrent en qualité de maires, n'étaient de taille à le remplacer. Le premier fit la paix avec Pépin II, qui reconnut pour roi Thierry III. Désormais il n'y aura plus qu'un souverain pour l'ensemble du *Regnum Francorum*. Comme le roi n'a plus ombre de pouvoir, il est inutile de s'embarrasser de plusieurs fantoches. La situation fut troublée par l'ambition de Gilemer, qui se brouilla avec son père et fit la guerre à Pépin. A leur habitude, les Austrasiens furent vaincus, près de Namur (vers 683) ; mais Gilemer mourut peu après, et ensuite son père Waratton (686).

(1) E. TARDIF, *Les Chartes mérovingiennes de l'abbaye de Noirmoutier*, p. 55 (Extr. de *Nouv. Revue hist. de droit*, t. XXII).

Les Neustriens se divisent. On ne sait qui choisir comme maire. A l'instigation sans doute de la veuve de Waratton, on se décide pour Berthier (Bertharius), son beau-fils. Ce personnage était, semble-t-il, incapable. Pépin saisit l'occasion et, avec une armée austrasienne, tombe sur lui. La rencontre a lieu à Tertry (Somme), à mi-chemin entre Péronne et Saint-Quentin, non loin de cette voie romaine allant de Cambrai à Soissons que les armées de Clodion, de Childéric, de Clovis avaient tant de fois parcourue deux siècles auparavant. Berthier vaincu prend la fuite et, peu après, est tué à l'instigation de sa propre belle-mère (687). Une seule bataille, livrée en des circonstances favorables, assure la prépondérance de l'Austrasie, constamment battue depuis plus d'un siècle (depuis la fin de Sigebert I<sup>er</sup> en 575).

Le triomphe de l'Austrasie est dû avant tout à l'habileté de Pépin II, au hasard qui fait durer la descendance de saint Arnoul de Metz, alors qu'en Neustrie aucune dynastie de maires du palais n'a pu s'établir, enfin à l'indiscipline des Neustriens ; en plusieurs circonstances décisives ils n'ont pu s'entendre sur le choix du maire ou ont refusé de lui obéir et ont préféré l'Austrasien. La victoire de Tertry n'est donc pas la victoire d'une race ni d'une politique sur une autre. C'est le succès d'une famille aristocratique de l'Est, puissante, habile, sainte, sur les maires du palais de Neustrie (1). Néanmoins Tertry a une portée considérable, une signification durable. Pépin II, dit de Herstall, ne quittera pas l'Est pour s'installer dans la région parisienne, comme avait fait Dagobert I<sup>er</sup>. Il demeurera dans le pays où s'est constituée la fortune de sa maison, où il a ses attaches, où il puise sa force, le bassin inférieur de la Meuse. C'est un pays mi-roman, mi-germanique. Les domaines des « Pippinides » en terre de langue romane (wallonne) ne sont peut-être pas moins nombreux que ceux situés

(1) DLXXXIV, 177.



en terre germanique. Néanmoins les ancêtres des Carolingiens sont de langue et de mœurs germaniques.

Comme l'Aquitaine se détache, à la fin du VII<sup>e</sup> siècle, du *Regnum*, le caractère germanique de l'État austrasien s'accroît. Les Carolingiens, bien que polyglottes, bien que de droit « salique », resteront des gens de l'Est. Ils pourront par tradition se faire couronner à Soissons, à Noyon, par piété se faire enterrer à Saint-Denis, ils seront presque jusqu'à la fin des Austrasiens. Paris, qui depuis Clovis tendait à devenir, sinon une capitale, du moins un point de ralliement pour la nationalité franque, sera délaissé. Mais, dans l'Est, aucune capitale réelle ne pourra être fondée, preuve irrécusable du caractère économiquement arriéré de l'Austrasie.

Vainqueur, Pépin met la main sur le « trésor » et regagne l'Austrasie. Il ne daigne pas détrôner Thierry III ; il se contente de le faire surveiller par une créature à lui, Norbert. A la mort de celui-ci, Pépin le remplace par son propre fils, Grimaud (maire de Neustrie sous les rois fictifs Clovis III (690-694), et Childebart III (694-711) tandis qu'un autre de ses enfants, Drogon, est gratifié du « duché » de Champagne.

L'anarchie, endémique depuis la mort de Dagobert I<sup>er</sup>, avait été fatale à l'hégémonie des Francs. L'Aquitaine leur avait échappé (1). Elle était au pouvoir d'une dynastie de ducs, Francs d'origine, mais tournant à leur profit la vaillance des Gascons : l'Aquitaine tendait à devenir *Wasconia*, non seulement jusqu'à la Garonne, mais jusqu'à la Loire. En Germanie, les Saxons n'étaient plus tributaires depuis le règne de Dagobert I<sup>er</sup>. La Thuringe avait recouvré son indépendance depuis que le duc Rudolf avait vaincu Sigebert III, mal soutenu par les Austrasiens. Les Bavaois, les Alamans mêmes, tentaient de faire de même. Pépin les força à accepter de lui leurs ducs.

Un peuple ancien apparaît alors, puissant, après de longs

(1) DXXXVII; DCLXXVII.

siècles d'obscurité, les Frisons. Établis à l'embouchure de l'Ems et soumis à Rome au 1<sup>er</sup> siècle, comme leurs parents les Amsivariens (gens de l'Ems), ils s'étaient rendus indépendants vers le 3<sup>e</sup> siècle. Au 5<sup>e</sup> siècle, alors que les Francs s'avancèrent vers l'Ouest jusqu'à la Meuse et l'Escaut, eux-mêmes s'étendaient vers l'Est, aux dépens des Chauques (Saxons) (1). A la fin du 7<sup>e</sup> siècle ils occupent sur la mer du Nord les embouchures de tous les fleuves, du Weser, de l'Ems, du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut. Leur duc, Radbod, les rend redoutables. Pépin essaye de se le concilier. Il lui demande sa fille pour son fils Grimaud; en même temps il tente de convertir ces païens endurcis; l'Anglo-Saxon Willibrord, protégé par lui, fonde l'église d'Utrecht.

Dans le brouillard à travers lequel nous l'entrevoyons, comme tous les gens de ce temps, Pépin semble énergique, politique, pieux aussi : il fonde, entre autres, les monastères d'Echternach, de Susteren, en Austrasie. Il encourage les missionnaires irlandais qui achèvent l'évangélisation de l'Alamannie et de la Bavière.

Malgré tout, quand il meurt, à Jupilles, sur la Meuse, le 16 décembre 714, il semble que son œuvre va crouler et qu'il en sera de sa maison comme de celles de ses rivaux, les maires du palais de Neustrie.

Ses deux fils l'avaient précédé dans la tombe. Drogon était mort en 707 : il fut enseveli près de Metz, dans l'église des Saints-Apôtres, qui commence à prendre le nom du grand ancêtre de la maison, saint Arnoul. Grimaud, « pieux, modeste, doux, juste », fut assassiné par un Frison dans l'église de Saint-Lambert de Liège (avril 714). La dynastie est représentée par trois enfants, Arnoul et Hugues, nés de Drogon, Thiaud (Theudoaldus) né de Grimaud et dont la naissance est illégitime.

(1) CDXLIII, 157.

Les Neustriens tentent alors de recommencer à leur profit le coup qui avait si bien réussi à Pépin vingt-huit ans auparavant. L'antagonisme de la Neustrie et de l'Austrasie s'était tellement exacerbé que les Neustriens ne répugnent pas à s'allier aux Frisons, païens et ennemis des Francs, contre leurs frères de l'Est. Ils mettent en fuite l'enfant Thiaud dans la forêt de Cuise (Compiègne) et se choisissent comme maire du palais un certain Rainfroï (Ragenfridus). Celui-ci passe la forêt Charbonnière et dévaste l'Austrasie jusqu'à la Meuse (715). La maison de Pépin est en plein désarroi. Sa veuve, Plectrude, qui lutte avec courage, a un nouvel ennemi sur les bras, un fils de son mari, né d'Aupaïs (Alpaidis), Charles.

Il semble que le *Regnum Francorum*, que l'œuvre de Clovis, va finir par la banqueroute, comme l'État wisigothique, son antique rival. Trois ans avant la mort de Pépin, Arabes et Berbères sont passés d'Afrique en Espagne et ont mis fin en une seule bataille à la monarchie des Goths (711). Le même sort menace l'État franc. Le duc d'Aquitaine est incapable de tenir longtemps, et, si les Neustriens et les Austrasiens continuent à s'entre-déchirer, il est assuré que la Gaule, comme l'Espagne, sera la proie de l'Islam. Religion, langue, droit, civilisation, tout va changer.

Le salut viendra du fils illégitime de Pépin. Charles s'échappe de la prison où Plectrude l'avait enfermé et tente avec ses partisans de repousser Neustriens et Frisons. Il est d'abord malheureux : le duc des Frisons, Radbod, le bat, cependant que Rainfroï, avec le roi nominal Chilpéric II, arrive jusqu'à Cologne où Plectrude achète sa retraite. Mais, au retour, Rainfroï est surpris par Charles à Amblève, près de Malmédy. L'année suivante, nouvelle rencontre à la limite de la Neustrie et de l'Austrasie, à *Vinciacus* (une écluse du canal de Saint-Quentin, à 9 kilomètres au sud de Cambrai, conserve ce nom : Vinchy) : Rainfroï et son roi sont vaincus (21 mars 717). Charles se retourne alors contre sa marâtre

et, à Cologne, Plectrude doit lui remettre le « trésor » de Pépin. La postérité légitime de Pépin est écartée; les destinées de cette maison et celles de l'Austrasie sont désormais entre les mains de Charles.

Après avoir repoussé les Saxons jusqu'au Weser, Charles reprend la lutte contre la Neustrie. Rainfroï et son roi avaient demandé le secours d'Eudes, qui régnait de fait en Aquitaine, lui promettant de reconnaître de droit sa royauté. Mais les coalisés furent vaincus sous Soissons et poursuivis jusqu'à Orléans (719). L'an suivant, Eudes livra à Charles le roi Chilpéric et le « trésor » qu'il avait emmenés en Aquitaine. Le fantoche étant mort peu après, on tire du cloître un fils de Dagobert III et on lui donne le nom de Thierry IV (721). Le dernier maire du palais de Neustrie, Rainfroï, a disparu. L'unité du *Regnum Francorum* est reconstituée au profit de l'Austrasie et de la descendance de saint Arnoul de Metz.

Une habitude superstitieuse pourra maintenir trente ans encore sur le trône un fantôme qualifié « roi très glorieux », dont le règne fictif sert à dater les chartes, l'ère mérovingienne est close. En la personne du nouveau Clovis, Charles « Martel », la période carolingienne a véritablement commencé.

## CHAPITRE XI

### LA ROYAUTÉ MÉROVINGIENNE. LES INSTITUTIONS (1)

Dagobert, mort à Épinay-sur-Seine, le 19 janvier 639, à l'âge de trente-cinq ans, est à vrai dire le dernier roi mérovingien. Après lui le pouvoir cesse d'être exercé effectivement par le souverain. Il passe aux mains du *major domus*, du maire du palais, comme on a coutume de dire. Il convient de s'arrêter ici et de tenter d'étudier la royauté et les institutions de cette période.

#### I

##### LA ROYAUTÉ.

Quel est le ressort de la société dite « mérovingienne » ?

Ce n'est pas le patriotisme à l'antique, qui subordonne tout à l'existence et à la prospérité de la Cité. Ce n'est pas, du moins jusqu'à la fin du <sup>vi</sup>e siècle, l'aristocratie. Ce n'est pas une bureaucratie menée par l'armée, comme le Bas-Empire. Ce n'est pas la monarchie patriarcale du moyen âge, soumise à l'autorité de la coutume. Ce n'est pas le régime du clan. Ce n'est pas, pas encore, le régime féodal : le « bénéfice » est encore très loin du fief et la détention de la terre en pleine propriété (en *alleu*) est toujours la règle.

(1) CCLXXIX, t. II, 1, 170; DXLV, t. I; DLIX, 90; DLXXVIII; DLXXXII et DLXXXIV; DXCIV; DXCIII; DCXXVIII; DCLXXXIX et DCXC; DCCV, DCCVII, DCCVIII, DCCXXXIV, t. I; et avant tout DCCXXXVI t. II, 1 et 2.

A dire vrai, il n'y a pas d'institutions, ou plutôt la seule institution, la seule force vitale, c'est la Royauté. Le *regnum* est un domaine dont le propriétaire s'appelle roi, et celui-ci en dispose suivant les règles du droit privé. A sa mort ses fils se le partagent, sans tenir aucun compte de la géographie, de l'ethnographie, des désirs ou des convenances des populations. Le *Regnum Francorum* n'est pas un État, ou bien c'est un État qui se confond avec la personne même du roi. Le 3 mars 1766, Louis XV, répondant au Parlement de Paris, définissait ainsi la nature de la royauté française : « C'est en ma personne seule que réside l'autorité souveraine..., c'est à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif, sans dépendance et sans partage. L'ordre public tout entier émane de moi; j'en suis le gardien suprême. Mon peuple n'est qu'un avec moi. Les droits et les intérêts de la Nation, dont on ose faire un corps séparé du monarque, sont nécessairement unis avec les miens et ne reposent qu'entre mes mains (1). » Louis XV parlait comme eût parlé un roi mérovingien, si celui-ci eût été capable de réfléchir sur la nature du pouvoir qu'il exerçait. Et le Mérovingien eût dit la vérité alors que le Bourbon s'abusait : d'autres forces sociales étaient nées en dehors de la monarchie et sa théorie était archaïque et caduque. Ce qu'il y avait aussi de changé, c'est que même un Louis XV se reconnaissait des devoirs envers ses sujets et qu'une telle idée était entièrement étrangère à son lointain ancêtre. Le but du gouvernement mérovingien, c'est la satisfaction personnelle du monarque (2). Le royaume qu'il a acquis n'est pour lui qu'un terrain d'exploitation. S'il fait la guerre, c'est pour grossir sa part. Ses expéditions en Espagne, en Germanie, en Italie, n'ont d'autre but que le pillage ou l'imposition d'un tribut. Ce ne sont pas des croisades pour conquérir à la chrétienté des peuples nouveaux, même au prix d'atrocités. Encore bien

(1) *Arrêts du Conseil*, Paris, 1766, t. I, 4.

(2) **DLXXVIII**, 154.

moins l'attitude du Mérovingien peut-elle être comparée à celle de l'empereur romain entre les mains duquel repose la sécurité et la prospérité du monde antique. La lutte incessante contre la barbarie donne une grandeur tragique même aux pires empereurs. Ils savent fort bien qu'ils finiront sous les coups de l'ennemi, de leurs rivaux, de leurs propres soldats, et ils luttent tout de même d'une lutte désespérée. Des figures comme celle d'un Marc-Aurèle, d'un Julien, sont parmi les plus hautes dont puisse s'honorer l'humanité. Au-dessous d'eux, Septime-Sévère, Claude II, Probus, Aurélien, même Valentinien et Théodose, sont des soldats et des hommes d'État d'un rare mérite. Un Dioclétien, un Constantin mènent à bien une tâche surhumaine, la restauration de cette ruine qu'est le monde romain à la fin du III<sup>e</sup> siècle. Mettre en regard de ces grands hommes des roitelets mérovingiens, serait instituer une comparaison outrageante et porter un défi à l'histoire.

Pour bâtir sa demeure, le roi mérovingien a ramassé des matériaux de toutes parts. Il est vain d'attirer l'attention sur telle partie de l'édifice, sur tel ornement, puis de décréter que l'ensemble est romain ou germain, parce que telle pierre vient de Rome ou vient de Germanie. Les matériaux sont composites, mais le plan et la structure sont adaptés aux besoins et aux goûts du nouveau propriétaire de la Gaule.

La prise de possession de ce pays est un dessein personnel de Clovis qui a réussi. Le prince a employé les Francs parce qu'ils étaient la seule force qu'il eût sous la main. Il n'a pas eu en vue l'intérêt de son peuple, mais le sien propre. La conquête de la Gaule a, d'ailleurs, eu pour effet de changer du tout au tout la situation respective du roi et du peuple. De son passé germanique le Mérovingien n'héritait pas de prérogatives très étendues; en dehors du temps de guerre son pouvoir était bridé par la noblesse et par l'assemblée de la tribu. La conquête donna à la royauté une position tellement éminente que les droits du peuple s'évanouirent. L'assemblée cessa de se réunir, la

noblesse avait déjà disparu en dehors de la dynastie régnante.

Le roi continua à s'entourer de Francs, il persista à s'intituler « roi des Francs », mais il cessa de résider en pays franc. Clovis s'établit à Paris. Ses fils et ses petits-fils s'installèrent à Paris, à Orléans, à Soissons, à Reims, à Metz, à Chalon-sur-Saône. Aucune de ces villes n'est germanique de langue. On a remarqué que, dans les partages, le lot sacrifié est celui qui renferme l'ancienne région des Saliens (1). Enfin, l'armée se recrutant parmi les hommes libres sans distinction de race, l'*exercitus Francorum* se compose bien vite d'une majorité de Gallo-Romains, sauf dans l'Est. La conquête a donc amené une rupture avec le passé, elle a détaché le roi du *populus Francorum*, le plaçant en dehors et si haut que désormais toute trace d'élection disparaît et que la royauté devient héréditaire et absolue.

S'il n'y a plus de noblesse franque, l'aristocratie gallo-romaine des « sénateurs » persiste, mais uniquement comme classe sociale. Seule la faveur du roi donne dans l'État un rang légal plus élevé. Il n'y a que ses serviteurs, ses fonctionnaires, sa garde (les « antrustions »), ses « commendés », qui jouissent d'un triple « wergeld », littéralement « prix de l'homme ». L'aristocratie du vi<sup>e</sup> siècle n'est donc pas une vraie noblesse, c'est-à-dire une classe jouissant de prérogatives héréditaires. Ou bien si c'est une noblesse, c'est une noblesse de fonctions, temporaire, à la merci du souverain.

Le pouvoir du roi est sans limites et les sujets n'ont aucune garantie contre l'arbitraire. Les évêques eux-mêmes, les seuls personnages que leur caractère sacré mette au-dessus du troupeau, ne sont pas toujours à l'abri de la colère du maître, et les conciles tremblent devant la cour.

Comme tout gouvernement, le gouvernement mérovingien réclame des services de ses sujets et tire d'eux de l'argent. Mais, en échange, il ne donne rien. Il n'y a plus de dépenses

(1) DLVII.



d'intérêt public et la notion même d'intérêt public disparaît. Le roi retire de la circulation les espèces métalliques et il les entasse dans ses coffres, dans son « trésor ». Aussi l'impôt prend-il vite le caractère d'une exaction, d'un abus, d'un péché dont le roi charge son âme.

## II

### L'ADMINISTRATION.

On ferait mieux de la qualifier « exploitation de l'État par le roi ». Ce que nous appelons administration centrale se confond avec le service particulier du prince. Les hauts fonctionnaires, comme nous disons, sont ses serviteurs personnels, qu'ils soient d'origine romaine, tels le connétable (*comes stabuli*), les référendaires, les chambellans (*cubicularii*) et les chambriers (*camerarii*), gardiens du trésor (*camera*), ou d'origine germanique, tels le sénéchal, le plus ancien des valets (*sinischalk*), les maréchaux préposés à l'écurie (*marischalk*), etc. Entre ces personnages point de division nette du travail; sans égard à la nature de leurs fonctions, un référendaire ou un huissier (*ostiarus*) pourront être employés, pendant la période franque, à des opérations diplomatiques ou militaires.

Les procès où sont impliqués les gens de la cour et les fonctionnaires détachés dans les provinces sont jugés au *Palais*. On entend par ce terme la *Cour*, l'administration centrale. Le roi en est le souverain juge; dans la pratique, il abandonne la présidence de ce tribunal au « comte du palais ».

L'administration locale offre un aspect très simple. La « province » de l'époque impériale, division administrative artificielle, n'a pu survivre aux bouleversements de la fin du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle; elle a entièrement disparu. Seule est demeurée la cité (*civitas*), c'est-à-dire le petit État d'origine gauloise, cellule organique que Rome a conservée en restreignant ses pouvoirs. Dans chacun d'eux le prince a installé un comte (*comes*), véritable vice-roi qui réunit entre ses mains la pléni-

tude des pouvoirs administratifs, judiciaires, financiers, militaires. Dans les parties germaniques du *Regnum*, ou lorsque la « cité » est trop vaste, il y a un comte par *pagus*.

Cette organisation se retrouve dans l'État wisigothique. Son origine romaine paraît plus que probable : dans les derniers temps de l'Empire d'Occident il a été nécessaire d'installer, non seulement dans les provinces, mais dans les *civitates*, un ami du prince, un *comes* muni de pleins pouvoirs (1). Le peu d'autonomie qui pouvait subsister dans la « cité » achève de disparaître. Les « curiales » persisteront en Gaule jusqu'à la fin du VII<sup>e</sup> siècle, mais leur corps n'est plus qu'un bureau d'enregistrement pour les conventions privées. Peut-être se fondent-ils aussi avec cette délégation d'hommes libres, de « prud'hommes » (*boni homines*, rachimbourgs) dont le droit germanique impose la collaboration au comte (*judex*) dans l'exercice de ses fonctions judiciaires, lors de la tenue de l'assise (le *mallum*).

Tout-puissants au regard de leurs administrés, les comtes ne sont que des créatures du roi. Celui-ci les nomme ou les révoque à son gré ; au moindre soupçon il les chasse, les maltraite, les met à mort, bref les traite comme des esclaves, et plus d'un, en effet, est d'origine servile. Le comte, qui achète son brevet de nomination, n'est pas rétribué. Il vit du produit de quelques domaines du fisc de sa circonspection et du tiers de la part des amendes judiciaires revenant au roi (le *fredum*).

Dans la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle apparaissent, et de plus en plus nombreux, les ducs (*duces*), chargés spécialement de la conduite des armées (1). Peut-être y a-t-il là une influence de l'organisation byzantine.

Le domaine public, qui se confond entièrement avec la fortune privée du prince, a une administration particulière. Chacune des circonscriptions domaniales (*fisci*) est dirigée par un

(1) DLXXVIII, 200.

intendant, le « domestique » (*domesticus*), de rang égal à celui d'un comte (1). Le chef des intendants, le *major palatii*, le maire du palais, prendra vers la fin du VI<sup>e</sup> siècle une importance grandissante. C'est un fait significatif que l'intendant central, le gérant de la vie économique de la cour, du « palais », devienne au VII<sup>e</sup> siècle le chef de l'État.

*L'impôt* (2). — Les rois francs, comme les autres barbares, n'ont eu garde de détruire la machine fiscale impériale. Les impôts ont tous subsisté : impôt foncier, impôt personnel, impôts indirects ou tonlieux (*telonea*) comprenant les douanes, les péages et les taxes sur les objets vendus aux foires et marchés. Persistent également les prestations en nature, la fourniture de chevaux (*paravereda*) pour la poste royale, les droits de gîte et de procuration pour le souverain et ses gens, etc.

Mais très vite la machine marche mal, puis se détraque. L'impôt foncier, qui, dans les civilisations agricoles, est de beaucoup le plus productif, exige pour fonctionner une administration nombreuse et experte. Les Mérovingiens étaient bien incapables de réorganiser un système financier compliqué. Le cadastre ne fut pas renouvelé, ni les rôles tenus à jour. La perception se heurta, comme on pense, à mille difficultés et il est à croire que le rendement fut irrégulier et dérisoire, en dépit de mesures de rigueur au moins aussi atroces qu'au temps de l'Empire.

Quant à l'impôt personnel, nous sommes assurés que les Francs se refusèrent à le payer, le considérant comme une marque de dégradation sociale. Les efforts des rois pour y soumettre leurs compatriotes soulevèrent des émeutes terribles.

D'une manière générale, l'impôt direct fut l'objet d'une réprobation générale. On a déjà dit que, le roi ayant cessé de subvenir à aucun service public, le « cens » ne pouvait plus

apparaître que comme une extorsion. La seule autorité morale de l'époque, l'épiscopat, le condamne hautement. Il profite d'un accès de pitié ou de douleur du maître, lorsqu'il perd des enfants par exemple, pour le pousser à épargner la vie des siens et à sauver son âme en brûlant les livres du fisc. Le clergé a d'ailleurs pris ses précautions. Les églises, d'abord les plus célèbres (Tours, Lyon), puis les autres, enfin les monastères obtiennent des diplômes d'« immunité », qui leur valent la décharge de l'impôt foncier et même des impôts indirects (1).

Au milieu du VII<sup>e</sup> siècle, la matière imposable se dérobe. Le roi mérovingien, comme le sultan du Maroc naguère, ne lève plus l'impôt foncier que les armes à la main ; après Dagobert, quand on veut se débarrasser d'un haut fonctionnaire, on l'envoie percevoir le « cens » : il y a chance pour qu'on ne le revoie plus. Cependant, çà et là, l'impôt foncier, le « cens », et la capitation subsisteront jusqu'au IX<sup>e</sup> siècle, mais dégradés, tombés au rang de redevances « coutumières » payées au souverain.

Par contre, les impôts indirects (*telonea*), d'une perception facile, puisqu'il suffit de barrer une route ou un pont pour les lever, non seulement demeurent, mais pullulent. Leurs dénominations sont innombrables : *portoria* (péages), *foratica* (droits de marché), *laudatica* ou *salutatica* (droits d'exercice), *saumatica* (sur les bêtes de somme), *pulveratica*, *rotatica*, *timonica* (sur les voitures de transports), *cespitatica* et *ripatica* (sur les voies de halage), *portatica* (sur les ports de rivières), *pontatica* (sur le passage des ponts), etc. En 614, on se plaint que, depuis trente ans, ces péages ne cessent de se multiplier. Les droits sur la circulation et sur la vente des marchandises semblent la revanche de la faillite de l'impôt foncier. Déjà les grands ont tendance à s'en emparer.

A ces ressources ajoutons : 1<sup>o</sup> le produit des amendes judiciaires : le roi a droit au tiers de la « composition » par laquelle.

(1) DXII; DLXXXIII, 336-425.

en droit germanique, on éteint la vengeance de la famille lésée par un délit ou un crime perpétré sur un de ses membres ; 2° des présents des grands et des « recommandés » à l'occasion d'un événement tel que le mariage d'une princesse royale ; ces dons gratuits deviendront naturellement obligatoires et exigibles lors de la réunion du *populus Francorum*, c'est-à-dire de l'armée, au mois de mars ; 3° enfin le butin de guerre et le tribut des peuples sujets, non sans importance jusqu'au règne de Dagobert.

Tous ces revenus, encore considérables au vi<sup>e</sup> siècle, vont s'engloutir stérilement dans le « trésor ».

*L'armée* (1). — L'armée, la grande dépense des États, ne coûte rien au Mérovingien. Tout Franc doit en principe le service militaire à ses frais, et le réfractaire ou le négligent paye une lourde amende, le ban de 60 sous. Les fils de Clovis étendent à tous leurs sujets, Romains, Bourguignons, Alamans, Saxons de Neustrie, etc., l'obligation du service militaire. Les pauvres de condition libre n'en sont pas affranchis, au moins en théorie. Les armées dites « franques » sont donc un ramassis d'indigènes (2), sans instruction militaire ni réelle valeur guerrière, plus redoutables à leurs concitoyens qu'à l'ennemi. Le commandement est pris par le roi en personne ou confié à des comtes, à des ducs (dans la seconde moitié du vi<sup>e</sup> siècle) surtout francs, mais souvent aussi romains, bourguignons, provençaux. Les levées générales sont rares. Le plus souvent on ne convoque que les contingents des *pagi* voisins du but de l'expédition. Ainsi, pour une guerre contre les Bretons, Chilpéric appelle les « Tourangeaux, Poitevins, Baiocassins, Manceaux, Angevins ». Contre Carcassonne marchent les Berrichons, Saintongeais, Périgourdiens, Angoumoisins. Contre les Wascons c'est en Bourgogne, c'est-à-dire dans la vallée du Rhône, qu'on lève plusieurs corps d'armée. On se demande

(1) DLXXVIII, 54 ; DLXXXII, 408 ; DCCXXXVI, t. II, 2, 205.

(2) CVIII, t. II, 412.

comment ces masses confuses, indisciplinées, mal armées (les armes défensives sont une rareté), difficilement transportables (les cavaliers sont encore en minorité), ont pu remporter des succès. C'est probablement que leurs adversaires, Goths d'Espagne ou d'Italie, Alamans, Thuringiens, Bretons, étaient encore inférieurs en organisation et, en outre, moins nombreux : les armées franques les ont écrasés sous la masse. Mais que les Francs aient affaire, en la personne des Awares, par exemple, à des cavaliers bien armés, guerriers consommés, et, tout de suite, c'est la défaite (1).

Cependant en Austrasie, seule partie où le champ de mars antique se poursuivait, il s'opéra, sous l'influence évidente des Pippinides, un obscur travail de substitution de la cavalerie à l'infanterie, une évolution dans la tactique qui donnera à Charles Martel l'instrument qui lui permettra de sauver le royaume des Francs de ses ennemis extérieurs (2).

### III

#### DÉCADENCE DE LA ROYAUTE. AVÈNEMENT DE L'ARISTOCRATIE.

Tout l'État reposant en fin de compte sur le roi, la monarchie franque est essentiellement un gouvernement personnel. C'est dire que si la force du maître, pour une cause ou pour une autre, faiblit, toute la machine se détraque.

Un pouvoir absolu ne peut subsister que s'il se fait pardonner sa dureté par des services envers le public, ou encore s'il réussit, à l'exemple de Byzance, à organiser une bureaucratie solide qui l'étaye à ses heures de faiblesse. Les services du Mérovingien sont nuls, à moins qu'on ne qualifie ainsi les expéditions de pillage. Quant à organiser quoi que ce soit, il en est radicalement incapable, très inférieur en cela aux princes goths.

(1) **DCLXXXVIII**; **DXCII**, 97.

(2) **DLXXXVIII**, 194; **DLXXXIV**, 16-111; **DCXXVIII**; **DCCXXXIV**, 1. I, 749; **DCCXXXVI**, t. II, 2, 363.

Despote soupçonneux, capricieux, cruel, égoïste, le monarque mérovingien ne peut être aimé. Aucun courant de sympathie ne s'établit entre lui et ses peuples. Or sans une base affective il n'est pas de gouvernement durable. La royauté franque sent si bien qu'on ne la sert que par peur ou par intérêt qu'elle multiplie et les supplices et les cadeaux. Elle, si indifférente au bien public, est prodigue de largesses envers les gens du roi, envers ceux qu'elle appelle, par une antiphrase involontaire, les « fidèles », les *leudes*. Ducs et comtes dévorent le domaine royal. Les leudes sont gorgés d'or et on se combat entre frères, moins les armes à la main que par l'emploi de la corruption. Le fin mot de la politique, c'est de débaucher les « fidèles » du rival. A ce titre, le « trésor » est le véritable *instrumentum regni*.

Il se produit une perversion de l'esprit public. Que les concessions d'argent, que les concessions de terres soient qualifiées de bienfaits (*beneficia*), c'est chose toute naturelle. Mais bientôt les exemptions d'impôts, les exemptions ou les concessions de droits de péage, les charges publiques elles-mêmes, seront envisagées comme des « bienfaits », des *beneficia* (1).

Pour obtenir un « bienfait », il est nécessaire de se lier au souverain par un lien étroit, celui de la *commendatio*. On devient ainsi l'homme du roi. Le fonctionnaire achève de disparaître derrière le protégé, derrière le serviteur. Et l'idée s'enfonce profondément dans les esprits que le service de l'État est la contre-partie d'un « bienfait ». On n'exerce aucune fonction, on n'obéit même que contre récompense. D'où la conséquence logique que, lorsqu'on n'a pas reçu de bienfaits du roi, on a droit de ne pas obéir, de ne pas servir l'État.

(1) DLXXXIII; DCLXXXIX et DCXC; DXLV, t. II; DCCXXXIV, t. I. A compléter avec deux mémoires remarquables : L. CLOTET, *Le bénéfice sous les deux premières races*; dans *Compte rendu du Congrès scientifique international des catholiques, tenu à Paris du 1<sup>er</sup> au 6 avril 1891*; E. LESNÉ, *Les diverses acceptions du terme « beneficium »*, 1924 (Extrait *Revue hist. de droit*, 1924).

Le « bienfait » ne procure au prétendu bienfaiteur qu'une reconnaissance fugitive. Le bénéficiaire sait trop bien que le roi agit moins par bienveillance que par nécessité. Au reste, le bénéficiaire n'a jamais qu'une jouissance précaire du bien à lui concédé. Non pas que le bénéfice concédé à temps ou à vie, le fief, existe déjà ; au contraire, il est à remarquer que les donations foncières du roi sont, à l'époque mérovingienne, en pleine propriété, héréditaires. Mais le souverain, au plus léger soupçon d'infidélité, n'hésite pas à reprendre sa parole, à révoquer sa donation, à réunir la terre au fisc. Dans ces conditions, la monarchie n'est pas aimée, même de ceux qui profitent de son absolutisme, et, chez les grands, il y a une tendance irrésistible à consolider leur situation. Comme il n'existe aucune vie politique, aucune garantie de sécurité, la masse des hommes libres n'a aucun procédé légal pour faire connaître ses doléances et obtenir justice. L'unique voie de recours c'est la révolte.

Il est une occasion cependant où les hommes libres de toutes nationalités, sujets du Mérovingien, peuvent élever la voix et prendre une attitude menaçante ; c'est lors du « champ de mars », lors de la revue générale des troupes qui précède une expédition militaire. Quand ils ont les armes à la main, les sujets se croient tout permis et souvent imposent leur volonté ou leurs caprices. Le roi mérovingien cesse pratiquement d'être absolu quand il convoque ce ramassis hétéroclite de Francs Saliens, de Francs Ripuaires, de Francs Hessois, de Bourguignons, de Gallo-Romains du Nord et d'Aquitaine, de Provençaux, voire d'Alamans — qu'on désigne sous le terme de *populus Francorum*.

Sans institutions véritables pour l'épauler, la monarchie franque était à la merci du hasard. Sa décadence fut précipitée par les guerres civiles, nées des partages à la mode germanique, puis par une série de minorités. Ce dont il faut s'étonner, c'est qu'elle ait pu faire figure de grande puissance pendant plus d'un siècle après la mort de Clovis.



Derrière la façade d'une monarchie despotique, une force sociale monte, pendant la seconde moitié du vi<sup>e</sup> siècle, qui va supplanter la royauté mérovingienne, l'Aristocratie.

On a vu que chez les Francs la noblesse, qui se maintint chez les Saxons, les Frisons et autres peuples germaniques, avait disparu ; il n'y a plus de famille noble en dehors des Mérovingiens. Chez les Gallo-Romains, au contraire, il existait une véritable classe noble, celle des familles « sénatoriales » (1). Mais elle était certainement peu nombreuse et en voie d'extinction : on a remarqué que Grégoire de Tours, qui appartenait à cette classe et n'en était pas médiocrement fier, cite nombre de gens de race sénatoriale dans la partie de son *Histoire ecclésiastique des Francs* qui se rapporte à la première moitié du siècle, et fort peu pour la seconde, parmi ses contemporains (2). Comme c'est dans cette classe qu'on recrutait les membres les plus distingués de l'épiscopat, sa disparition était fatale, même s'il n'existait pas une loi biologique qui veut l'extinction des vieilles familles riches.

Au reste, les prérogatives de cette classe étaient d'ordre économique et moral, non légal ; le seul privilège élevant un homme au-dessus du vulgaire était le service du roi. Seulement, comme nous l'avons dit, les concessions de terres étaient, dans cette société en régression économique, la forme normale de la rémunération des services, et personne ne consentait à servir sans l'octroi d'un « bienfait » de ce genre.

D'autre part, les « fonctionnaires », pour user d'un terme trop moderne, tendent à être pris parmi les grands propriétaires terriens. A côté des Gallo-Romains, les Francs acquièrent de grandes étendues de terres, non seulement dans les parties de la Gaule qu'ils ont colonisées (Flandre, Brabant, rive gauche du Rhin, vallée inférieure de la Moselle), mais dans les régions où dominent numériquement les « Romains ». Des milliers de

(1) Cf. plus haut, p. 146. — (2) Remarque de FAHLBECK, DLXXVIII.

villages ou de hameaux, aujourd'hui encore, portent témoignage que des Francs les ont possédés et leur ont même imposé leur nom. Toutes les localités où les termes *ville* et *court* entrent en composition ont comme autre terme un nom d'homme francique ; par exemple : Regnierville (*Reginhari villa*), Villeauegard (*villa Adalgardis*), Courtomer (*curtis Audomari*), Cortambert (*curtis Ansberti*). Il y a même eu des établissements de familles et non d'individus. Les quatre localités champenoises qui portent le nom de « La Fère » prouvent l'existence d'une *fara* (clan). En Lorraine, en Franche-Comté, dans la Suisse romande, on ne compte pas les villages dont les noms se terminent en *-ange*, en *-ans*, phénomène aisément explicable : ce sont des régions limitrophes des parties germanisées de la Gaule et l'influence franque, et aussi alamannique, est naturelle. Même dans le bassin de la Seine, on rencontre des Houdan ou Hodenc, des Dourdan, dont les formes anciennes (*Hosdinc*, *Dordinc*) attestent également le suffixe germanique *-ing*, qui décèle l'établissement d'une famille. Cependant ces formations, et d'autres encore, ne se rencontrent en quantité appréciable que dans la région qui va de la Meuse à la Loire, surtout entre la Meuse et la Seine et dans le nord de la « Bourgogne ». En Aquitaine, on ne trouve quasi rien ; évidemment les Francs, s'ils l'ont occupée politiquement, ne s'y sont pas établis fortement. A ce point de vue encore le *Regnum Francorum* ne dépasse pas effectivement la Loire (1).

Le service du roi seul donne des privilèges, par exemple le triple *wergeld* (*vira-gilda*, « prix de l'homme »). L'homme qui sert le roi ou même qui lui est simplement « commandé » est donc de fait un « aristocrate, » un noble. Cette noblesse n'est pas légalement héréditaire. Mais il est impossible qu'elle ne le devienne pas et très vite. L'esprit du temps est profondément aristocratique. Chez les « Romains », il s'était exagéré au point

(1) LONGNON, CCCIV.

d'aboutir à la constitution d'une sorte de caste, la « famille sénatoriale » (1). Il était inévitable qu'il en fût de même chez les Francs, devenus grands propriétaires. Normalement, le fils du grand propriétaire fonctionnaire entraît, lui aussi, au service du roi et recherchait ses « bienfaits ». Au bout de quelques générations, le pli fut pris. Le service du roi et les prérogatives qu'il entraînait devinrent héréditaires. La monarchie mérovingienne reconstitua ainsi l'aristocratie qui devait la détruire.

Enfin un rapprochement s'opéra entre grands « romains » et grands « barbares ». Les mariages mixtes furent fréquents de bonne heure. Sans doute la personnalité des lois subsista, mais, même en admettant qu'elle ait été toujours observée rigoureusement — ce qui est douteux, — il ne faut pas s'en exagérer l'importance. La solidarité des intérêts économiques et des privilèges de classe avait une tout autre portée et rapprochait les deux races. La fusion des deux aristocraties se fit sans doute complète au cours du VII<sup>e</sup> siècle.

Longtemps l'aristocratie gallo-franque demeura inorganisée. Son opposition consista à trahir, à passer du service d'un roi à celui d'un autre. Mais, au début du VII<sup>e</sup> siècle, la disparition des jeunes rois d'Austrasie et de Bourgogne, la tyrannie d'une femme exécrée, Brunehaut, permirent à l'aristocratie d'imposer ses conditions au seul Mérovingien adulte, Clotaire II. Faible, longtemps confiné dans un coin de la Gaule où il régnait à grand'peine, le fils de Chilpéric et de Frédégonde se rendit aisément aux vœux des évêques et des grands de Bourgogne et d'Austrasie qui consentaient à trahir en sa faveur la descendance de Childebert II. En Neustrie même, le concile de Paris éleva des plaintes amères contre le despotisme de la cour. Clotaire, par un édit célèbre du 18 octobre 614, rendu à Paris, donna satisfaction à ces plaintes de l'aristocratie tant ecclésiastique que laïque (2).

(1) Voy. plus haut, p. 146. — (2) Voy. plus haut, p. 384.

A l'Église, le souverain accorde que, en cas de vacance de siège épiscopal, il fera consacrer l'élu (nommé suivant les règles canoniques), si la personne est digne de cette fonction. Si c'est dans le « palais » qu'est choisi l'évêque, on aura égard au mérite et au savoir. Il interdit aux clercs pourvus d'une fonction ecclésiastique de se rendre à la cour pour cabaler contre leur évêque. Il défend d'enlever des religieuses et des femmes consacrées à Dieu en s'autorisant d'un diplôme royal. Il fera observer les legs faits aux églises. Il étend la compétence de la justice ecclésiastique.

Aux grands, il confirme la possession des biens que lui-même ou ses prédécesseurs leur ont accordés et leur restitue ceux qu'ils ont perdus au cours des dernières guerres. Il garantit qu'aucun accusé ne sera condamné sans avoir été entendu. Dans l'intérêt général sont abolis les cens et tonlieux créés depuis les règnes des rois Gontran, Chilpéric, Sigebert.

Une importante concession est faite au sentiment particulariste : le roi ne désignera comme « juge » aucune personne étrangère à la province ou à la région qu'elle doit administrer, et la même disposition est étendue aux subordonnés des évêques et des comtes. Désormais, le recrutement de tous les agents du pouvoir devient strictement local, y compris le plus important de tous, le maire du palais.

Enfin, le souverain, évidemment pour rassurer l'assemblée des évêques et des grands sur l'avenir, décide que le « palais », c'est-à-dire l'administration centrale, ne délivrera pas de « préceptes » (diplômes) contraires aux préceptes antérieurs.

Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, cet acte a frappé les historiens et les juristes. Ils parlent à cette occasion de « révolution dans le droit » (1), de « charte constitutionnelle ». C'est user évidemment d'un langage hors de saison. Par réaction, Fustel de Coulanges a interprété l'édit comme un acte destiné à réprimer les

(1) MOREAU, *Principes de morale publique ou discours de l'histoire de France* (Paris, 1777 et suiv.), t. II, 2-19 ; t. III, 13.

abus commis... par les grands, paradoxe visiblement insoutenable (1). L'édit de 614 n'est pas la charte de 1215 (2), mais il n'en marque pas moins la reconnaissance par la monarchie mérovingienne que son arbitraire est soumis à des restrictions sérieuses (3).

Au reste, deux ans après, Clotaire II réunit à Bonneuil, près de Paris, le maire Garnier avec les évêques et les grands de Bourgogne et là, « consentant à toutes leurs justes demandes, il les confirma par des préceptes » (Frédégaire, c. 44). Et soixante ans après l'Édit fameux, Childéric II devra en reprendre les dispositions les plus particularistes (4).

Si l'aristocratie triomphait, c'est que, depuis peu, elle avait un chef, le maire du palais (5). Ce n'est pas le moindre paradoxe de l'ère mérovingienne que le chef des fonctionnaires soit devenu la tête de l'opposition aristocratique à l'absolutisme royal. Il est déjà surprenant que le *major domus* se soit élevé au sommet de la hiérarchie dans ce que nous appelons « administration centrale ». On comprendrait que le chef des référendaires, secrétaire du roi, ou le « comte du palais », président du tribunal du palais, tous deux chargés à l'occasion de commandements militaires, aient pris en mains, le cas échéant, le gouvernement de l'État. Les fonctions du *major domus* ont une grosse importance économique : il s'occupe du domaine public, c'est-à-dire de la fortune privée du souverain ; il doit veiller à ce que les biens du fisc ne soient pas usurpés ; les intendants (*domestici*) des grandes

(1) DLXXXII, 612-630. Dans DLXXXIV, 70, 80, 84, 101, FUSTEL est moins affirmatif, plus nuancé.

(2) Ainsi, LEHUEROU, DCXXVIII, 485, 491 ; WAITZ, DCCXXXVII, t. II, 2, 389-398 ; LÖNING, DCXXXVIII, t. II, 526-532 ; FAHLBECK, DLXXVIII, 218-225, : 23-337 ; BRUNNER, DXLV, t. I, 446, 541 ; SCHULTZE, DCXCVII, 174 ; VIOLETT, DCCXXXIV, t. I, 394-8, etc.

(3) DIGOT, DLXVII, t. III, 157, 161, PFISTER, dans CCLXXIX, t. II, 1, 156.

(4) Cf. plus haut p. 390-391.

(5) DCCXXXVI, t. II, 2, 83-100 ; DLXXXII, 166-182.

exploitations lui sont subordonnés. Il a même dû, à l'origine, comme l'indique son nom, s'occuper de l'approvisionnement du roi et de la cour. Dans une société revenue à l'économie « naturelle », ces fonctions ont une importance primordiale. Tout de même il y a dans la fortune du « maire du palais » un élément mystérieux. Les autres États barbares ont connu le *major domus* et celui-ci est resté dans l'ombre. Il y a lieu d'admettre avec Fahlbeck (1) que les causes de l'élévation du « maire du palais » sont dues à des rapports personnels, au cours des régence de Brunehaut et de Frédégonde : « la charge s'est élevée avec le titulaire qui a su le premier se faire une place à côté du roi ; cette place une fois prise, l'institution devint permanente. » La force des précédents est, en effet, énorme dans une société sans principes où la spécialisation des fonctions est rudimentaire. Il convient d'ailleurs d'observer que, sous Sigebert I<sup>er</sup> lui-même, les maires du palais Gogon et Lupus, que nous décrit Fortunat, apparaissent déjà comme des grands vizirs.

Ajoutons que le « maire » a fait jouer à son profit la pratique de la « recommandation ». A mesure que son autorité grandit, un plus grand nombre d'hommes recherche sa protection. Enfin les clients mêmes du roi tombent sous son autorité. Quand le souverain reçoit sous sa protection ou *patrocinium* (en germanique *mundeburdis*), « sous sa parole » (*sub sermone tuilionis*), un individu ou un établissement ecclésiastique, il ne va pas s'occuper personnellement des voies et moyens de rendre son patronage effectif. La tâche de suivre les affaires du protégé est confiée au « maire ». Un jour viendra fatalement où, puisque l'exercice de la *defensio* incombe au *major domus*, le roi ne sera plus que le *senior* nominal. Grâce à cette pratique, le maire du palais héritera du patronage, aussi bien que du pouvoir, royal (2).

(1) DLXXVIII, 151. — (2) DLXXXIV, 161.

C'est à l'union intime de la grande propriété et du service public qu'il faut attribuer ce fait, au premier abord énigmatique, que le chef des fonctionnaires, « le premier ministre, ou plutôt le ministre unique de cette monarchie absolue » (selon la juste expression de Fustel de Coulanges), soit devenu le porte-parole de l'aristocratie contre le despotisme royal. Des minorités répétées, le règne de deux femmes, Brunehaut et Frédégonde, tyranniques, vindicatives, mais incapables de se maintenir sans appuis masculins, permirent au parti aristocratique de relever la tête et même d'imposer ses conditions.

La principale de ces conditions, c'est la désignation du maire du palais par l'ensemble des grands, laïques et ecclésiastiques, ou pour mieux dire par l'ensemble des grands de chacune des trois grandes régions entre lesquelles se partage désormais le *Regnum Francorum*.

Au commencement du VII<sup>e</sup> siècle nous nous apercevons, en effet, que trois « nationalités » — nous employons ce terme faute d'un autre — sont nées obscurément. Celle qui se manifeste en premier, quoiqu'elle ne porte son nom que tardivement (Grégoire de Tours ne la nomme pas encore), c'est l'*Austrasie* (1). Étrange nationalité ! L'Austrasie longtemps comprend, non seulement les pays rhénans et mosellans, mais le nord de la Champagne, mais l'Auvergne et ses annexes, mais le Poitou, mais la Touraine. Le roi d'Austrasie réside à Reims, à Metz, presque jamais sur le Rhin, qui demeure, comme dans l'antiquité, une frontière. On distingue même encore des autres les Francs d'outre-Rhin, demeurés tout barbares : c'est bien des siècles plus tard que le Rhin deviendra une artère nourricière de la vie économique et une région politique. L'Austrasie est, en somme, le lot de Thierry, le fils aîné de Clovis. Les successeurs de Thierry n'eurent, comme lui, qu'un fils ; il en résulta que, pendant

(1) DLXVII.

tout un siècle, ce lot ne fut pas partagé. Cette circonstance favorisa la naissance d'un sentiment d'autonomie. Au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, même lorsque le royaume est réuni entre les mains d'un seul roi, les Austrasiens exigent un souverain particulier, le plus souvent un petit enfant, ce qui permet aux grands de se rendre indépendants. C'est ainsi que Clotaire II doit établir Dagobert en Austrasie dès 623, Dagobert à son tour son fils Sigebert III en 634; Childéric II, frère de Clotaire III, est roi d'Austrasie dès 663.

L'Austrasie mérovingienne annonce déjà les États du moyen âge, agrégats de pays sans unité géographique, ethnique, linguistique. L'histoire montre cependant que ces organismes, pour nous monstrueux, ont la vie dure. La communauté d'intérêts et d'habitudes, née de l'obéissance à une même dynastie, peut faire subsister ces États pendant plusieurs siècles, parfois même créer une « nationalité ». L'Austrasie ne deviendra « germanique », et encore à moitié car elle renfermera toujours nombre de « Romains », qu'à la fin du <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, quand l'Aquitaine s'en sera détachée.

La Bourgogne, même après sa conquête par les Francs, conserva un sentiment particulariste. Pendant de longs siècles on désigne sous ce nom une grande région sans unité naturelle, s'étendant de la Champagne à la Provence. Commençant presque à la banlieue de Paris, à Montereau, elle comprenait le cours supérieur de la Seine, de l'Yonne, de la Marne, avec Sens, Troyes, Langres, la vallée de la Saône et du Doubs, celle du Rhône. Débordant le Jura, elle embrassait plus de la moitié de la Suisse actuelle, jusqu'à la Reuss (1). Cette contrée devait son nom aux Bourguignons, mais ne leur devait guère que cela. Fort peu nombreux, les « Burgundiones » ont dû rapidement se fondre dans la population indigène. Ils ne lui ont pas laissé un seul terme de leur

(1) DCXLVII.



langue scandinave. Les noms de lieux en *-ans*, *-ange*, qu'on rencontre en assez grand nombre dans les départements du Doubs, de l'Ain, dans la Suisse romande sont d'origine alamannique (1). Six ou sept *pagi* du Duché et de la Comté de Bourgogne, comme on dira plus tard, portent des noms germaniques, mais ils sont étrangers aux Bourguignons. Dans la Comté, les noms du Varais (*pagus Varascorum*) et de l'Escuens (*pagus Scolingorum*) sont dus, le premier sûrement, le second probablement, à des établissements d'Alamans. Dans le Duché, l'Amous et l'« Atuyer » rappelleront longtemps le souvenir des Francs Chamaves (*pagus Chamavorum*, *Hamavorum*, *Amavorum*) et des Francs *Hattuarii*, dont une autre branche se trouvait au nord de Cologne. Ces barbares, les Francs du moins, avaient été transportés de force au *iv*<sup>e</sup> siècle pour repeupler la *Civitas Lingonum* dévastée. Il est significatif que le type physique des habitants de la Bourgogne et de la Franche-Comté soit si éloigné de celui de la race germanique (sauf des traces dans le Doubs) : Bourguignons et Comtois comptent au nombre des populations les plus brachycéphales de l'Europe (2). Des Bourguignons, Scandinaves très grands et dolichocéphales, il ne resta que le code germanique rédigé par l'ordre du roi Gondebaud (vers l'an 500) et qui garda son nom : « la loi Gombette ». Il était encore en vigueur au *ix*<sup>e</sup> siècle, mais son usage paraissait désuet et incommode ; on sait que l'archevêque de Lyon, Agobard, supplia Louis le Pieux de l'abolir. Les « Bourguignons » du haut moyen âge sont donc des Gallo-Romains qui se parent de ce nom pour s'opposer aux Francs et aux Romains du nord de la Gaule et aux Aquitains.

La Neustrie, de la Loire à la Champagne approximative-

(1) Cf. plus haut, p. 412.

(2) J. DENIKER, *Les races de l'Europe* : I. *L'indice céphalique* ; II. *La taille*, Paris (Extr. de l'*Association française pour l'avancement des sciences Congrès de Saint-Étienne*, 1897 ; *Congrès de Lyon*, 1906). Cf. RIPLEY, *The Races of Europe* (London, s. d.) et PITTARD, t. V.

ment, est le pays des Francs par excellence, des Saliens, par opposition aux Ripuaires et aux Aquitains du royaume dit d'« Austrasie » et aux « Bourguignons » du Sud-Est. Paris en forme le centre naturel. Le plus souvent, au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, le terme « Francs » s'entend des Neustriens (1). Longtemps, jusqu'à la bataille de Tertry, la Neustrie dominera et la Bourgogne et l'Austrasie. C'est sans doute en voyant l'aristocratie d'Austrasie et celle de Bourgogne exiger chacune son « maire du palais » que les Neustriens réclamèrent, eux aussi, un « maire » électif.

C'est un fait significatif que, dès que les maires du palais apparaissent en pleine lumière, ils sont proposés au souverain par les grands des trois grands États du *Regnum*. Il est évident que c'est là un procédé infaillible pour s'emparer du pouvoir. C'est, *mutatis mutandis*, une méthode analogue à celle qu'emploieront les grands d'Angleterre en 1215, 1258, de France en 1316, quand ils voudront mettre la royauté en tutelle : ils exigeront de désigner les membres du « Conseil du Roi », moteur de la machine gouvernementale. De 614 à 751, le moteur c'est le *major domus*, « ministre unique de cette monarchie absolue » (2). Il est tout naturel que l'aristocratie, dominant désormais l'État franc, exige qu'il soit à sa dévotion. En 641, la veuve de Dagobert, Nanthilde, tutrice de Clovis II, réussit par des négociations à faire accepter pour maire par les « évêques et les ducs de Bourgogne » Flaochat, bien qu'il fût Franc; mais celui-ci dut s'engager par écrit et par serment à eux prêté à leur conserver leur « grade d'honneur (leurs fonctions publiques), leur dignité et une amitié perpétuelle ».

Désormais il y a un contrat non seulement entre la royauté et l'aristocratie, mais entre celle-ci et le maire du palais. Et déjà les fonctions publiques tendent à se perpétuer dans les mêmes familles nobles.

(1) DCXVI, t. I, 76-77. — (2) FUSTEL. DLXXXII, 176.

## CHAPITRE XII

### LA VIE ÉCONOMIQUE

La vie économique, en Gaule comme ailleurs, continue sans changements très appréciables celle du Bas-Empire (1). La tourmente du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, l'installation des Barbares sur le sol de l'Empire, n'en ont pas modifié les traits essentiels. Elles précipitent seulement le retour à l'« économie naturelle » qui caractérise le monde méditerranéen à partir du <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle. La terre est la richesse par excellence, la richesse presque unique. La conséquence c'est que, plus que jamais, on paiera les services, soit privés, soit publics, par des concessions de terre, temporaires ou non, et cette pratique aura des répercussions politiques et sociales tout à fait capitales.

#### I

#### L'AGRICULTURE. LES CLASSES RURALES.

L'exploitation du sol se fait en vertu des mêmes procédés que sous le Bas-Empire. La grande propriété règne toujours, mais elle n'entraîne pas comme conséquence l'exploitation en grand. Le propriétaire, le maître (*dominus*), s'il se réserve les bois et les pâturages, n'exploite directement qu'une partie, la moindre (le tiers, le quart), des terres de labour, prés et vignes. La majeure portion du sol arable est cultivée par des fermiers héréditaires, les colons. Ils ont reçu pour eux et leur

(1) Cf. livre I<sup>er</sup>, chap. IV. — (2) CLI; DCCII.

famille une tenure appelée *manse*. Celui-ci n'est jamais d'un seul tenant ; il est constitué par des pièces de terre et de prés situés dans les diverses « soles » du domaine (*villa, fundus*), ce qui permet l'assolement triennal. Les colons ont droit à la jouissance de la forêt où ils prennent le bois mort et envoient paître leurs porcs. Comme contre-partie de ces concessions, ils sont tenus à des redevances en argent, plus souvent en nature, et surtout à des prestations : les colons doivent des corvées et « manœuvres » sur la réserve du propriétaire (*mansus indominicatus*) : les esclaves, très diminués en nombre, ne suffiraient pas, en effet, à mettre en valeur le « manse seigneurial ». Les colons exécutent enfin des charrois, font des messages à pied ou à cheval, etc.

L'institution du « colonat » s'est révélée avantageuse et pour le paysan et pour le propriétaire. Au premier elle assure pour sa vie et, en pratique, pour celle de ses enfants, la possession, sinon la propriété, d'une terre d'une contenance moyenne de 12 à 15 hectares ; la coutume ne permet pas d'augmenter la redevance et les services qui lui incombent. Au second elle assure, à défaut de grosses redevances, des services appréciables et une main-d'œuvre gratuite. L'institution fut jugée si profitable qu'on l'étendit aux esclaves (*mancipia, servi*). Cependant il est à noter que dans les régions romaines les tenures de colons continuèrent à l'emporter de beaucoup numériquement. Dans les régions germaniques, les tenures de serfs et de « lides » sont en plus forte proportion. La tenure servile doit des services plus fréquents : la moitié de la semaine (trois jours sur six ouvrables) est consacrée à la réserve du maître.

Le colon continue, au regard de la loi, à être considéré comme un homme libre et sa tenure sera longtemps qualifiée d'« ingénue ». Mais ce n'est qu'une fiction qui ne trompe personne. Singulier homme libre qui ne peut disposer de son *proedium*, ni le quitter, ni même chercher femme en

dehors du domaine où il est rivé à perpétuité ! Aussi cette classe, sur laquelle repose toute la société, est-elle profondément méprisée ; elle ne joue aucun rôle dans l'État et n'est pas admise à l'honneur de porter les armes ; elle doit payer à la place l'*hostilitium*, en nature ou en argent.

Il n'apparaît pas que la technique agricole ait profité du moindre perfectionnement, sauf en un point et important, le moulin à eau. Il était connu dès la fin de la République romaine, mais plutôt comme une curiosité, semble-t-il. Son emploi ne paraît pas s'être répandu avant le iv<sup>e</sup> ou le v<sup>e</sup> siècle de notre ère (1). A l'époque mérovingienne, il est d'un usage courant : point de charte qui ne mentionne les *farinaria*, et c'est là un progrès indéniable.

## II

### LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE. LA VILLE (2).

L'établissement des Barbares n'a pas affecté profondément, passé la période d'installation, le commerce et l'industrie (3). Les relations avec l'Angleterre se font surtout par Quentovic, aujourd'hui Étaples, à l'embouchure de la Canche. Nantes trafique avec l'Irlande (4). Mais la Méditerranée demeure la grande voie unissant l'Occident et l'Orient. En Gaule, Narbonne, Arles, Marseille surtout, conservent longtemps des relations avec l'Égypte, la Syrie, Constantinople. La *reconquista* de l'Afrique, de l'Italie, du sud de l'Espagne par Justinien a dû favoriser une reprise des affaires. Mais, dès le milieu ou la fin du vii<sup>e</sup> siècle, les progrès des Musulmans ont porté un coup fatal au commerce des États romano-germaniques de l'Occident. Après la prise de Carthage (698), et l'invasion de

(1) XLV, t. II, 83 : CCCXLIV, t. XV, 45 ; DIII, t. II, 85.

(2) CCXCV, t. I ; CDXXXIX.

(3) PIRENNE, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. I, 77-86 ; t. II, 223-235.

(4) DXX.

l'Espagne (711), les relations ont été réduites à peu de choses entre les chrétiens et l'Orient, alors que l'unité de religion, de langue, de culture suscitait, au contraire, une vive poussée commerciale dans le monde de l'Islam.

La voie du Danube n'avait pas été complètement fermée par les convulsions ethniques du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle. Mais, après l'établissement au cœur de l'Europe de l'empire tatar des Awares, les relations entre la Gaule et la Germanie d'une part, Salonique et Constantinople de l'autre, ont dû cesser à peu près entièrement.

Le commerce était exercé, comme à l'époque romaine, par des *negotiatores* groupés en corporations. Au reste, les Gallo-Francis, pas plus que les Gallo-Romains, ne semblent avoir eu beaucoup d'aptitude aux affaires. Nombre de marchands étaient Syriens et Juifs, non seulement dans le Midi, mais dans le Centre (à Clermont) et aussi dans le nord de la Gaule, à Orléans, à Paris (1). La prédominance des Orientaux dans les affaires remontait haut, jusqu'au <sup>i</sup><sup>er</sup> ou au <sup>ii</sup><sup>e</sup> siècle.

Nous sommes très mal renseignés sur l'industrie. La seule qui semble prospère est celle des objets précieux, orfèvrerie, émaillerie, sans compter les armes. Les ouvriers forment encore probablement des associations professionnelles et religieuses. Au reste, l'industrie des campagnes empêchait la ville de se développer. Chaque domaine rural devait se suffire à lui-même. Naturellement on y cuisait le pain, on y pressait le vin, on y fabriquait, dans le Nord, une bière légère; mais on y trouvait aussi des ateliers pour des charpentiers, charrons, selliers, lormiers, forgerons, etc. Les vêtements de lin et de laine étaient tissés par les femmes, surtout serves et lides, groupées dans des ouvroirs ou gynécées. Les marchés des « cités » et des bourgs libres ou vics (*vici*) ne devaient pas, dans ces conditions, être très achalandés. Cependant il y a

(1) BRÉHIER, *Les colonies d'Orientaux en Occident au commencement du moyen âge*, dans *Byzantin. Zeitschrift*, XII, 1903, 1-39.

des foires célèbres, entre autres celle du Lendit, entre Paris et Saint-Denis. Dès le VII<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècle elle attire des marchands, même de l'étranger, de Saxe, de Lombardie, d'Espagne ; mais les seuls éléments de trafic qu'on mentionne sont le vin, le miel, la garance : pas de produits industriels.

Un signe infailible de l'insignifiance économique de la vie du haut moyen âge, c'est la faible étendue de la ville et sa stagnation. On a vu (1) que les incursions barbares avaient forcé les villes dans la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle à se concentrer dans un coin de leur ancienne étendue. La ville du Bas-Empire est un fort d'arrêt d'une superficie insignifiante (10 à 20 hectares), qui ne comporte qu'une population réduite, 3 000, 6 000 habitants tout au plus. Dans ce faible espace il y a juste place pour le palais du *praeses*, plus tard du comte, pour l'église cathédrale, qui remplace le temple, et les demeures du clergé et des serviteurs de l'évêque. Le reste est occupé par les maisons des marchands et aussi des « curiales », des gens de bonne naissance, car une poignée de nobles habite encore ces tristes geôles qu'on appelle des « cités » quand elles sont sièges d'un évêché, des « châteaux » (*castra*) quand elles sont fortifiées mais sans qu'un évêque y réside.

La faible activité urbaine de l'époque se contente d'une superficie aussi misérable. On n'a pas de preuves que ces villes, si petites, aient des faubourgs. Le *suburbium* est une banlieue champêtre, annexe indispensable de la vie matérielle de la cité ; là s'installent les monastères qui ne peuvent tenir à l'intérieur des vieilles murailles romaines. Cette « cité », si exiguë cependant, a elle-même un aspect rural : on y trouve des jardins et les animaux y circulent librement.

Ni l'étendue ni le nombre des cités romaines n'augmentent, bien au contraire. Aucune ville nouvelle ne se fonde, preuve irrécusable de stagnation économique.

(1) Voy. p. 266.

En dehors des villes fortifiées, la Gaule mérovingienne compte encore quantité de bourgs libres, les vics (*vici*) ; on a relevé les noms de près d'un millier d'entre eux sur les monnaies (1). Mais, au cours de cette période, leur nombre n'a cessé de décroître, et à l'époque carolingienne les vics, soi-disant protégés par les grands laïques et ecclésiastiques, sont devenus leur propriété ; ils sont tombés au rang de *villæ*, de domaines particuliers. Ces *villæ* ne sont pas encore des villages. Le village, en tant que personne morale, n'existe pas encore, attendu que la « paroisse » commence à peine à se constituer dans les campagnes (2).

### III

#### LA MONNAIE.

Les souverains francs, comme les autres Barbares, se sont bornés à imiter la monnaie romaine (3). Il n'en pouvait être autrement : seul le numéraire romain avait cours dans le monde. C'est ce qui explique que Francs, Wisigoths aussi, aient si longtemps conservé le nom et l'effigie des empereurs sur leurs pièces, sorte de contrefaçon de la monnaie de l'Empire désormais confiné à Byzance. Thibert le premier osa frapper une monnaie d'or à son effigie ; encore certains ateliers, tels que Marseille, continuèrent-ils au milieu du VII<sup>e</sup> siècle à battre au nom de l'empereur byzantin.

Le système monétaire franc est donc une copie servile du système romain restauré par Constantin. Pour la monnaie d'or, il semble qu'on ait continué en Gaule la frappe à raison de 84 sous (*solidi*, *aurei*) à la livre romaine de 327 grammes et demi, alors qu'en Italie on frappait seulement à raison de

(1) Voy. le relevé d'An. de BARTHÉLEMY, dans *Revue archéologique*, 1865, I.

(2) DCV.

(3) XIII ; XXXIX, t. I, 238 ; DCLXXVIII, et dans *Moyen Âge*, 1910, 132.



72 à la livre. Le *solidus gallicus* pesait donc seulement 3<sup>er</sup>,89 au lieu de 4<sup>er</sup>,55, c'est-à-dire que sa valeur intrinsèque était de 13 fr. 39 au lieu de 15 fr. 67. Dans la pratique on frappait surtout des demi-sous (*semisis*) ou des tiers de sou (*tremissis* ou *triens*). Pour la monnaie d'argent, on frappa en Gaule, sous le vieux nom de « denier », une pièce de valeur égale à la demi-silique romano-byzantine, laquelle pèse 1<sup>er</sup>,30.

Triens d'or ou deniers d'argent sont, d'ailleurs, d'un faible titre et d'un poids irrégulier ; d'où l'usage de la pesée ou de la fonte du numéraire en lingots de métal pur pour les transactions importantes.

Au VII<sup>e</sup> siècle, la monnaie, le droit « régalien » par excellence, passe aux églises épiscopales ou monastiques ou à des particuliers ; le fisc perçoit peut-être encore une part des profits du monnayage. Les ateliers se multiplient dans les cités, les « châteaux » (*castra*), les vics, même dans les simples villas. L'histoire du monnayage traduit d'une façon saisissante la désagrégation du pouvoir royal.

Passé la fin du VII<sup>e</sup> siècle, la frappe de la monnaie d'or se ralentit, puis disparaît entièrement, pour ne reparaitre en France que sous le règne de saint Louis, signe indéniable que les relations avec les pays producteurs d'or ont cessé, et aussi que la Gaule, si elle achète peut-être encore à l'Orient, ne lui vend plus rien. Au VIII<sup>e</sup> siècle, la monnaie d'argent elle-même tend à sortir de l'usage, au moins dans les régions rhénanes : on s'acquitte en grains, en bétail, en chevaux, etc., plutôt qu'en espèces métalliques<sup>2</sup>(1).

Ce sont là des preuves non équivoques que l'Economique poursuit son mouvement de régression vers des formes plus primitives.

(1) DCLXXVIII, p. XIV, xxx-xxxiii.

## CHAPITRE XIII

### LA VIE INTELLECTUELLE ET ARTISTIQUE L'ENSEIGNEMENT (1)

« La culture des belles-lettres dépérit, ou plutôt disparaît, dans les villes de la Gaule. Au milieu des bonnes et des mauvaises actions, pendant que se déchainent la férocité des nations et la fureur des rois, alors que l'Église est attaquée par les hérétiques, défendue par les fidèles et que la foi chrétienne, brûlant en bien des cœurs, languit en d'autres, alors que les établissements religieux dotés par les gens pieux sont dépouillés par les pervers, il ne s'est rencontré aucun grammairien habile dans la dialectique pour retracer ces événements soit en prose, soit en vers. Aussi beaucoup gémissent, disant : « Malheur à notre temps parce que l'étude des lettres périt « parmi nous et que nul n'est capable de consigner par écrit les « faits du présent (2). » Et, un siècle après Grégoire de Tours, le chroniqueur qu'on est convenu d'appeler Frédégaire reprend la même plainte : « Voici que le monde se fait vieux et le tranchant de la sagesse s'émousse ; nul homme de ce temps n'est égal aux orateurs des temps passés et n'ose y prétendre (3). »

Les contemporains ont l'impression d'une décadence, d'une décadence irrémédiable. Et ils ne se trompent pas. L'abaissement de la littérature classique latine avait commencé dès l'époque des Antonins. La stérilité du III<sup>e</sup> siècle est déconcer-

(1) XXI XXVI CCLXXV CDXVII; DLXXIII; DCXLV.

(2) Préface de Grégoire de Tours à son *Historia Francorum*.

(3) Prologue du l. IV.

tante (1). A la fin du iv<sup>e</sup> et au début du v<sup>e</sup> siècle, Ausone et Claudien usent, il est vrai, d'une langue excellente ; c'est que leur œuvre est une collection de centons empruntés à Virgile, à Lucain, à Ovide, à Martial. Au v<sup>e</sup> siècle, un prosateur comme Sidoine Apollinaire écrit avec un mauvais goût intolérable. Cette prétendue renaissance des lettres de la fin de l'Empire masque une décrépitude. Il semble que les hommes de cette époque soient incapables de tirer quoi que ce soit de leur propre fonds et qu'ils n'aient rien à dire.

Au surplus, après la conversion de l'Empire au christianisme, la littérature païenne eût été condamnée, même si ses représentants avaient été des hommes supérieurs, ce qui n'était point le cas. N'oublions pas que la poésie était étroitement liée à la mythologie et le théâtre à la religion. Pour les chrétiens de ces temps, les dieux des poèmes ne sont pas, comme pour nous, des abstractions inoffensives. Ou ils croient à leur réalité et en ont peur et horreur, ou ils les considèrent comme des fictions méprisables et haïssables. Grégoire de Tours avertit, dès le début, ses lecteurs : « Je ne m'occuperai point de la chute de Saturne, ni de la colère de Junon, ni des adultères de Jupiter. Je méprise toutes ces choses qui tombent en poussière. Je m'appliquerai aux choses divines, aux miracles de l'Évangile. »

Les Pères de l'Église étaient en majorité hostiles aux lettres classiques, et cette réprobation persistera à travers tout le moyen âge. Les exemples abondent qui montrent, à cette époque, les meilleurs représentants de l'Église redoutant et condamnant la littérature classique (2). Saint Césaire d'Arles avait étudié auprès du rhéteur Pomerius. Il eut un songe où il vit rongé par un dragon son bras appuyé sur un livre païen : depuis lors il renonça à l'étude des belles-lettres. Les vies de saints sont pleines de traits de ce genre ; ainsi la *Vie de*

(1) Voy. lus haut p. 174. — (2) XLIX, t. II; CDXVII, 156.

*saint Éloi*, attribuée à saint Ouen et qui date du début du viii<sup>e</sup> siècle, flétrit les poètes « scélérats » Homère et Virgile et proclame que les écrits des « gentils » ne valent rien pour des chrétiens. En Italie, Grégoire le Grand prononce la même condamnation. En Espagne, Isidore de Séville, le dernier des écrivains latins, haït la culture antique (1).

On peut se demander pourquoi les chrétiens n'ont pas détruit cette littérature païenne, au lieu de l'étudier et de la conserver. Mais, sous l'Empire, les lettres jouissaient d'un prestige incomparable auprès des classes instruites qui dirigeaient la société. Mépriser les ressources de la « rhétorique » dans la polémique contre les païens et les hérétiques qui la possédaient à fond eût été se priver d'une arme indispensable et s'exposer à n'être ni lu ni entendu. D'ailleurs, au iv<sup>e</sup> et au début du v<sup>e</sup> siècle, les plus illustres des chrétiens sont attachés, malgré tout, à Rome. Ils sentent, eux aussi, que le maintien de l'esprit national est lié à une certaine forme de culture (2).

Il ne faut pas oublier enfin que, à défaut de traités didactiques, on puisait des notions d'histoire, de philosophie, de sciences physiques et naturelles, etc., dans le commentaire des classiques, et ces notions étaient indispensables à l'interprétation des livres saints.

De là l'hésitation des Pères de l'Église à prononcer une condamnation sans appel contre les lettres profanes. Saint Jérôme, saint Augustin, qui les goûtent sans trop l'avouer, les condamnent en théorie mais n'interdisent pas de les étudier. On tente même de s'approprier la forme en s'autorisant de la Bible : les Hébreux, au sortir d'Égypte, ont emporté les vases d'or et d'argent de l'ennemi ; saint Paul, dans l'épître à Tite, cite Ménandre. Des légendes se forment : Platon aurait connu l'Écriture sainte (au dire de saint Ambroise et de saint Augustin), Virgile aurait prédit le christianisme.

(1) CDXVII, 195-201 ; DXL. — (2) Cf. plus haut, p. 190-191.

Néanmoins, à mesure qu'il se constitue une littérature chrétienne dont la forme s'inspire de la littérature profane — et ne s'en inspire, hélas ! que trop, — celle-ci passe au second plan. Aux grands modèles se substituent les écrits des Pères : Tertullien, Lactance, Hilaire, Ambroise, Jérôme, Augustin, les poèmes d'auteurs tels que Commodien, Juvencus, Sedulius, Dracontius, Arator, Prudence enfin, le seul dont la réputation survive. Dans les écoles épiscopales et monastiques, on pourra de loin en loin copier un Virgile, un Ovide ; mais, de moins en moins, on utilise le parchemin pour transcrire des œuvres païennes. Et il en va partout de même. En Espagne, la bibliothèque d'Isidore de Séville, mort en 636, était d'une richesse dont témoignent ses *Etymologiæ*. A la fin du même siècle, la bibliothèque épiscopale de la capitale wisigothique, Tolède, ne renferme plus qu'un seul auteur classique, Cicéron (1).

Aussi les pertes sont-elles effrayantes (2). Si l'Irlande n'avait été convertie au v<sup>e</sup> siècle et n'était devenue, à la dernière heure du monde antique, un asile pour sa culture, le déchet eût été pire encore (3).

Quant à la culture hellénique, elle disparaît en Occident, ainsi que les lettres latines en Orient. Mais, dès la fin du iv<sup>e</sup> siècle, la connaissance du grec s'effaçait rapidement en Occident : des lettrés et des professeurs, comme Ausone ou saint Augustin, le savaient déjà mal ou point du tout (4).

Dès le iv<sup>e</sup> siècle, l'enseignement de la philosophie était négligé chez les Latins. Avec le recul, puis l'effacement de l'hellénisme en Occident, la philosophie et la science subissent des atteintes irréparables. Il y eut des traductions latines d'auteurs grecs. Celle des œuvres des Néo-Platoniciens par Victorin, connue de saint Augustin, périt de bonne heure. Le moyen âge latin ne

(1) DCXXVII, 319, 324.

(2) CCCLXXIII; CDXXXII; CDXVII; CDLXXVII; DCLVIII; DCIII.

(3) CCXVIII; CCCXXIX; DXV, DXVI, DCXCVIII; DCCXLI.

(4) Cf. plus haut, p. 177.

connaîtra la philosophie que par les résumés de Boèce (mort en 526) (1). Cet abrégé ne pouvait susciter aucun mouvement d'idées. La Renaissance carolingienne elle-même sera philosophiquement sans originalité métaphysique. Il faudra, si l'on excepte Jean Scot d'Irlande, descendre jusqu'à saint Anselme pour retrouver un esprit philosophique (2).

La *Théologie* (3), si étroitement unie à la philosophie au moyen âge qu'à peine peut-on séparer l'une de l'autre, n'a pas une destinée plus brillante. Du <sup>v</sup><sup>e</sup> au <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, c'est en Orient que le dogme achève de se constituer. L'Occident se borne à écouter en silence. Point d'hérésie nouvelle pendant cette période, preuve de stagnation intellectuelle ou de tiédeur religieuse. Théologiquement, la période carolingienne sera presque aussi stérile que philosophiquement : elle rabâche les vieux arguments. La fermentation ne reprendra vraiment que vers le milieu du <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle.

La *Science* (4). — La science ne fait pas le moindre progrès. Pour mieux dire, elle recule en Occident. La géométrie d'Euclide, l'arithmétique de Nicomaque, traduites en latin vers le <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, ne survivent que réduites aux propositions, allégées des démonstrations ! Latins et Barbares latinisés, Byzantins aussi, se bornent à abrégé et à compiler. L'œuvre typique, c'est les *Etymologiae*, « immense grenier où se trouve remise toute la défroque de l'Antiquité, arts, science, grammaire, logique, rhétorique, arithmétique, géométrie, astronomie, médecine, agriculture, navigation, etc., tout cela exposé, expliqué en remontant à l'étymologie des mots qui désignent les divers objets » (5). En la personne de l'auteur, Isidore de Séville, mort en 636, on a l'habitude de clore l'histoire de la littérature latine antique.

(1) **DXXXII**.

(2) J. de GHELLINGK, *Le mouvement théologique du XII<sup>e</sup> siècle* (1914).

(3) **CCIII**, t. III ; **CDLXXXIII**, t. III.

(4) **XXVII** ; **LXXIV**, t. I, 573-590 ; **CDLXXVI**. — (5) **DCXXVII**, 309.

Dans le domaine des sciences physiques et naturelles, on pourra se transmettre des recettes utiles, peut-être en augmenter le nombre, mais ce ne sont que des tours de main que n'éclaire pas l'esprit scientifique (1).

*L'esprit mystique, l'allégorie.* — L'esprit scientifique, né chez les Hellènes par une sorte de miracle, n'a jamais pu s'enraciner chez les Romains. C'est une plante trop frêle. En Grèce même, elle se fane rapidement, dès le 1<sup>er</sup> siècle pour le moins, sous le souffle brûlant du mysticisme. Le Néo-platonisme, le Gnosticisme, le Christianisme, plus tard l'Islam, sans compter les religions et les systèmes qui eurent une destinée moins éclatante, lui furent mortels en Orient, à plus forte raison en Occident (2). L'esprit religieux tua l'observation et l'expérimentation, autant dire la méthode scientifique. Il lui substitua l'interprétation des textes.

L'étude des textes est la base de la critique, et celle-ci a prouvé dans l'ère moderne qu'elle est une puissance redoutable. Mais la critique ne ressemble en rien à l'« interprétation » de l'Antiquité finissante et du Moyen Âge.

L'École d'Alexandrie envisageait que tout écrit est susceptible de plusieurs interprétations qui s'accordent, se complètent et s'éclairent réciproquement. Origène, au III<sup>e</sup> siècle, appliqua le système aux livres chrétiens, susceptibles de trois sens : littéral, moral, mystique. Au IV<sup>e</sup> siècle, saint Hilaire et saint Ambroise répandirent cette méthode en Occident, où elle eut tout de suite un succès inouï. Saint Augustin lui-même, qui proteste contre le dédain dangereux où est tombé le sens littéral des saintes Écritures, est tout imbu du système. Voici par exemple l'analyse de son sermon sur David et Goliath, prononcé à Hippône. « David préfigure le Christ, Goliath le démon. David prend cinq pierres dans le torrent et les met dans le vase servant à recueillir le lait de ses

(1) XXXIII; CIII. — (2) Cf. plus haut, p. 193-195.

grebis ; puis, armé, il marche contre l'ennemi. Les cinq pierres préfigurent les cinq livres de la loi de Moïse. La Loi, à son tour, renferme dix préceptes. Voilà pourquoi David combat avec cinq pierres et chante avec un instrument à dix cordes. Remarquez qu'il ne lance pas cinq pierres, mais une seule. Celle-ci, c'est l'Unité qui accomplit la Loi, c'est la Charité. Remarquez encore qu'il prit les cinq pierres dans le lit du fleuve. Que peut représenter le fleuve, sinon le peuple léger et inconstant que la violence des passions entraîne dans la mer de l'oubli, c'est le peuple juif. Il avait reçu la Loi, mais, passant par-dessus comme le fleuve passe par-dessus les pierres, le Seigneur prit donc la Loi pour l'élever jusqu'à la Grâce. comme David prit les pierres dans le lit du fleuve. Il les mit dans une jatte de lait. Quelle figure plus juste de la Grâce que l'abondante douceur du lait (1) ! » On trouverait ailleurs mille exemples, non moins amusants ou non moins tristes, comme on voudra, de cette redoutable folie. Un esprit habitué dès l'enfance à interpréter les textes de cette manière devient, à notre point de vue, radicalement incapable d'y rien comprendre. Cette forme spirituelle nous est devenue tellement étrangère qu'on peut dire qu'entre ces esprits et les nôtres la différence n'est pas seulement quantitative, mais qualitative (2). Or la manie de l'*Allégorie* qui, pour les gens de cette période de l'humanité, était une *science*, a dominé toute la production du moyen âge, non seulement la littérature ecclésiastique, mais les lettres en langue vulgaire (3) !

*La langue.* — La littérature antique est oubliée en Gaule et en Occident, non seulement parce qu'elle ne répond plus aux besoins intellectuels et moraux des hommes de ce temps, mais parce qu'il devient presque impossible de la comprendre sans une initiation pénible. Peu s'en faut que la littérature chré-

(1) Sermon XXXIII. Cf. MALE, *L'Art religieux*, XIII<sup>e</sup> siècle, 167.

(2) DLXXIV ; CCXVIII ; CDXXXIII.

(3) Voy. Ernest LANGLOIS, *Origine et sources du roman de la Rose*.



tienne, dont la forme est moulée sur celle de la littérature profane, ne soit enveloppée dans le désastre.

C'est que, entre la langue écrite et la langue parlée, le fossé s'est peu à peu élargi et le contact s'est rompu (1).

Dans le *vocabulaire*, les pertes sont énormes ; le langage vulgaire, simplifiant à l'excès, fait disparaître les synonymes ; il remplace quantité de mots usités par les bons auteurs par des termes populaires. La *morphologie* est en ruines : plus de neutre, plus de comparatif, plus d'adverbe (remplacé par l'adjectif féminin uni au mot *mente*) ; plus de déponent, plus même de passif (il est remplacé par le participe avec le verbe « être »), plus de cas, plus de futur (on lui substitue l'infinitif uni au verbe « avoir »). Les prépositions *de*, *ad* remplacent les désinences casuelles. La *syntaxe* est profondément affectée par la ruine de la déclinaison non moins que de la conjugaison. Notons la substitution de la proposition conjonctionnelle à la proposition infinitive : *scies quod ego sum salvator mundi*. Le démonstratif devient l'article. La *dérivation* voit le développement de nouveaux suffixes. Enfin, ce qui est peut-être pire que tout, la *phonétique* est atteinte : que le consonnantisme soit touché, par exemple, que *b* et *v* se confondent en mainte région, c'est relativement peu de chose ; mais le vocalisme est bouleversé : le latin classique possédait cinq voyelles brèves et cinq longues, plus les trois diphtongues *ae*, *oe*, *au*. Le latin vulgaire réduit ces treize phonèmes à sept par la confusion absolue de *ō* et de *ū*, de *ē* et de *ī*, de *â* et de *ǎ*, et par la suppression des diphtongues (sauf *au* qui ne persiste que dans le Midi de la Gaule). Aux longues et aux brèves se substituent des voyelles fermées ou ouvertes. Du coup, toute la poésie latine, aussi bien chrétienne que païenne, devient incompréhensible à la masse de la population romane. La seule poésie désormais intelligible sera fondée sur la succession des

(1) CLXXVIII.

syllabes hautes et basses, donc sur la rythmique d'intensité, au lieu que l'antique rythmique était constituée par l'alternance musicale des longues et des brèves.

Un problème se pose à ce propos. La langue littéraire, la langue de la bonne société, existe-t-elle encore à l'état vivant de langue parlée au <sup>vi</sup>e, même au <sup>v</sup>e siècle ?

Il paraît certain que, avant même la chute de l'Empire d'Occident, le nombre des familles où l'on usait couramment d'un langage correct, au moins relativement, n'était pas considérable. Le sort des lettres latines était lié à l'existence d'une classe aristocratique éprise de culture. Cette classe existait à coup sûr en Gaule au <sup>v</sup>e siècle, quoique peu nombreuse, et Sidoine Apollinaire en est le représentant le plus typique. Au <sup>vi</sup>e siècle elle se restreint encore numériquement : nous avons vu, en effet (1), que la classe « sénatoriale » décline dans la seconde moitié de ce siècle.

L'usage ne suffit plus à maintenir la pureté, même approximative, de la langue ; il est impossible que, en contact journalier avec une masse ignare, les familles cultivées, de plus en plus raréfiées, gardent indéfiniment le bon usage. Dès le <sup>vi</sup>e siècle, Grégoire de Tours, apparenté aux maisons les plus nobles de la Gaule, n'ose écrire en vers, et il a raison de parler de la rusticité de son style en prose (2). Son contemporain, Fortunat (3), n'est pas sans mérite dans ses poèmes où, d'ailleurs, en dehors du distique élégiaque, il n'ose se hasarder dans aucun genre lyrique. Encore fait-il des fautes de quantité. Mais Fortunat est Italien, et en sa personne se clôt la poésie latine ; après lui, même en Italie, nul ne composera de vers dignes d'être retenus. Pour la même raison, la prose rythmique, devenue de style au <sup>iii</sup>e-<sup>iv</sup>e siècle dans la langue de la chancellerie, dans la correspondance, etc., sort de l'usage au <sup>vi</sup>e siècle.

(1) Voy. p. 146-411.

(2) **DXXXIX**. — (3) **DCXI**. Cf. Ch. NISARD, *Le poète Fortunat* (1890).

Au VII<sup>e</sup> siècle, seul en Gaule, Didier, évêque de Cahors, a une teinture des lettres antiques. Le chroniqueur Frédégaire fait des efforts désespérés pour écrire en latin. Sa langue, celle des diplômes et des chartes, des formulaires, des vies de saints (quand elles n'ont pas été réécrites à l'époque carolingienne) sont d'une barbarie comique. Ce n'est pas le moins du monde parce que le latin mérovingien est influencé par la langue vulgaire, mais, au contraire, parce que les gens qui tiennent une plume veulent à toute force écrire en latin correct, décliner et conjuguer, alors que personne n'emploie plus ni génitif, ni datif, ni déponent, ni passif, ni futur, distinguer des voyelles que toute oreille confond, etc. Ils usent de l'ablatif, du génitif, du déponent, du futur, à tort et à travers, se fiant à de vagues réminiscences, et l'ironie du hasard veut que ce soit trop souvent hors de propos. Moins on sait le latin classique, plus on le révère. L'énigmatique Virgile le grammairien en vient à le considérer comme une langue hermétique, ou plutôt comme une série de langues mystérieuses, car il distingue douze sortes de latinités ! C'est, du reste, un ignorant qui n'a aucune connaissance réelle de la littérature profane ni des règles de la prosodie. Au VIII<sup>e</sup> siècle la chaîne se rompt, et, quand Charlemagne voudra ranimer la connaissance des lettres au Nord des Alpes, il devra faire appel à des étrangers, tirés d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre, d'Irlande (1).

Alors, et très vite, le latin écrit redeviendra correct. Aussi parle-t-on de « Renaissance carolingienne ». La transmission orale de la langue classique ayant cessé depuis longtemps, on apprend le latin artificiellement, à l'école, par des procédés somme toute, analogues aux nôtres. Le latin est redevenu correct parce que désormais il est une langue morte.

*L'École* (2). — L'enseignement n'a pu prolonger longtemps des traditions. Au V<sup>e</sup> siècle il existait encore des écoles de rhé-

(1) DCXXXIII. — (2) DCCXXVII; CCLXI.

torique subventionnées par le gouvernement impérial. En Italie, les rois ostrogoths les maintiennent et Justinien les restaure. Seule l'invasion des Lombards leur porta un coup fatal. En Gaule, les rois mérovingiens ne se sont pas souciés de subventionner des établissements d'instruction, bien que plusieurs d'entre eux fussent des gens instruits dans les lettres profanes et sacrées. La prétendue « école du palais » est un mythe né d'un contresens : les *scholares* ne sont pas des écoliers, des étudiants, ce sont de jeunes « recommandés » de bonne naissance qui font à la cour l'apprentissage de l'art de la guerre et de l'administration.

Les cloîtres, les évêchés, sont désormais les seuls lieux où les lettres trouvent un refuge, mais l'instruction y prend, cela est tout naturel, un caractère spécifiquement ecclésiastique. Il est déjà bien extraordinaire que, de loin en loin, on y copie un auteur païen. Le programme d'études de Quintilien au <sup>1</sup><sup>er</sup> siècle, d'Ausone au <sup>4</sup><sup>e</sup>, est déjà réduit au <sup>5</sup><sup>e</sup> dans l'œuvre de Martianus Capella, qui jouit pendant dix siècles d'une célébrité extraordinaire : *De Nuptiis Philologiae et Mercurii*. Cet écrit répartit les connaissances humaines en sept *arts*, subdivisés en deux groupes : 1<sup>o</sup> le *Trivium*, qui comprend la Grammaire, la Rhétorique, la Dialectique ; 2<sup>o</sup> le *Quadrivium*, qui s'entend des Sciences, et embrasse Arithmétique, Géométrie, Astronomie, Musique (1). Ce programme insuffisant, qui néglige la philosophie véritable, semble ambitieux dès le <sup>6</sup><sup>e</sup> siècle. Grégoire de Tours le regarde comme le plus haut degré de la sagesse humaine et n'ose se flatter d'atteindre un pareil idéal. Après lui, le programme, dans les écoles ecclésiastiques, se bornera le plus souvent à la Grammaire dans le *Trivium*, et le *Quadrivium* sera réduit en pratique à des notions de comput et de chant pour la détermination des fêtes sacrées et la célébration des offices religieux.

(1) IX ; CDXVII, 127.

La confiscation des biens d'Église par Charles Martel, l'installation violente sur les sièges épiscopaux et monastiques de guerriers cupides, brutaux et ignares éteignent les dernières et faibles lueurs de culture antique. Au VIII<sup>e</sup> siècle, la nuit tombe sur la Gaule.

*La littérature en langue vulgaire* (1). — Les lettres latines, profanes ou sacrées, classiques ou barbares de forme, sont l'apanage des hautes classes de la société, puis, à la fin de l'ère mérovingienne, seulement d'un petit nombre de clercs. Mais la masse de la population, non seulement les paysans rivaux à la glèbe, mais les simples hommes libres sans instruction, n'a-t-elle pas eu des besoins esthétiques ? A-t-elle pu les satisfaire ? Pas de peuple, si sauvage soit-il, qui n'ait des chants d'amour, des chants de deuil, qui ne se plaise à raconter des fables, des histoires. Comment croire que les Gallo-Romains n'aient rien connu de pareil ? Il a dû exister une littérature orale en *lingua romana* vulgaire (1). Mais les clercs n'ont pas daigné en recueillir la moindre parcelle, et une obscurité profonde couvre les origines de la poésie lyrique et de la poésie épique françaises. Les textes affleurent seulement au XI<sup>e</sup> siècle.

Les Germains avaient de toute antiquité des chants épiques. Les témoignages à ce sujet abondent. Charlemagne fit transcrire, « pour que le souvenir s'en conservât, les très antiques poèmes barbares où étaient chantés les exploits et les guerres des vieux rois ». Rien n'a survécu malheureusement. On a cru pouvoir reconstituer quelques-unes de ces compositions en utilisant l'*Historia Gothorum* de Jordanis, l'*Historia ecclesiastica Francorum* de Grégoire de Tours, l'*Historia Langobardorum* de Paul Diacre, tentatives séduisantes, mais périlleuses, car tout récit légendaire [ne représente pas forcément une épopée.

(1) Gaston PARIS, *La littérature française au moyen âge*, 3<sup>e</sup> éd., 191.

Le cycle à demi mythique de Siegfried, le « Nibelung », spécifiquement franc et franc rhénan, nous est surtout connu par le poème haut allemand des *Nibelungen*, du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, où il est profondément remanié. De même les compositions historiques consacrées à Thierry, fils de Clovis, « le Huga » (le Franc), et à son fils Thibert ; les poèmes de *Hug-Dietrich* et de *Wolf-Dietrich*, sont de basse époque et complètement transformés (1).

L'épopée germanique du haut moyen âge est attestée par les poèmes anglo-saxons de *Widsidh* et de *Beowulf*, dont la forme est du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle et dont le fonds peut remonter à l'époque où Angles et Saxons vivaient encore sur le continent au nord de l'Elbe, dans la péninsule cimbrique ; et aussi par un court fragment, conservé dans un manuscrit du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, le combat d'Hildebrand et d'Hadubrand, morceau détaché d'un vaste cycle dont Théodoric l'Ostrogoth forme la figure centrale ; il n'en subsiste que des remaniements du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, tels que *Dietrichsflucht* et *Rabenschlacht* (2). Ces épaves suffisent cependant à donner de l'épopée germanique l'idée la plus favorable : c'était une poésie mâle et rude, animée d'un vrai souffle épique. Sa disparition presque totale n'en est que plus regrettable.

*L'Art.* — Il n'y a presque rien à dire de l'art mérovingien, pas plus que de l'art wisigothique (3). Il est sans originalité. C'est une pauvre continuation de l'art antique, en pleine décadence déjà au <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle. De l'architecture religieuse en Gaule, rien ne subsiste, sauf trois cryptes et deux baptistères. Les contemporains vantent les églises, cathédrales ou monastiques, construites aux <sup>v</sup><sup>e</sup> et <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècles. Mais nous savons qu'elles étaient de dimensions fort médiocres, même la célèbre basilique de Saint-Martin de Tours (4), et il n'est point douteux qu'elles n'aient été que des répliques affaiblies d'édifices froids,

(1) G. PARIS, *op. cit.*, 21 ; DCXVII : DCLXXIX. — (2) DCCXVII.

(3) VIII, t. I, 1 ; DLXXVI ; DCLXXVII, 247. — (4) DCXXIII.

mais grandioses, qu'on trouve encore en Italie; tels que les deux basiliques de Saint-Apollinaire à Ravenne et celles de Sainte-Marie Majeure et de Saint-Paul-hors-les-murs, à Rome. Plusieurs cathédrales étaient simplement bâties en bois. La décoration (peintures, mosaïques, marbres appliqués) nous est à peine connue; elle ne saurait se comparer, pour la mosaïque, à l'art italien, encore intéressant, du moins jusqu'au VII<sup>e</sup> siècle (1).

Aucun édifice civil ne nous a été conservé. L'aristocratie indigène, sans délaisser absolument les tristes villes du Bas-Empire, vivait surtout à la campagne, dans des « villas » très vastes dont l'architecture à portique continuait les traditions romaines. Ces demeures n'étaient pas fortifiées ou point sérieusement. Le *castellum* élevé par Nicetius, évêque de Trèves, pour servir de refuge à ses paysans, et dont Fortunat donne la description, est une exception. Ce n'est pas avant le X<sup>e</sup> siècle que la face de la France changera et se hérissera, pour bien des siècles, de châteaux, hayes, fertés, plessis, etc.

Mieux vaut ne pas parler de la sculpture (2). En Italie même, la statuaire était oubliée dès le IV<sup>e</sup> siècle. Sur les sarcophages on rencontre encore de beaux bas-reliefs, mais la tradition de la ronde bosse se perd au V<sup>e</sup> siècle. A Ravenne même, la sculpture des sarcophages, d'un relief mince et d'inspiration tout orientale, succombe au VII<sup>e</sup> siècle. Personne en Occident ne saura désormais, et pour de longs siècles, représenter une figure humaine. Du moins en marbre ou en pierre, car les orfèvres continueront à fabriquer de pieuses effigies dorées ou argentées.

La sculpture sur ivoire et la glyptique ayant, en outre, disparu, du moins en Gaule, la céramique même étant tombée à rien esthétiquement, l'orfèvre est le seul artiste véritable de l'ère mérovingienne (3).

(1) DLXXVI, t. I, 103-150. — (2) DL. — (3) CCCXXXV; DXXVI.

Ce n'est pas seulement parce que le bijou est la dernière forme d'art sensible au décadent, comme la première au barbare, c'est aussi parce que l'orfèvrerie a été renouvelée par les invasions barbares. Les Goths ont rapporté de leur long séjour dans la Russie du Sud la connaissance du « cloisonné », procédé qui consiste à enchâsser dans des alvéoles ou des plaques à jour des pierres précieuses ou, à défaut, des pierres colorées. Des Goths l'art nouveau passa aux autres Germains et de ceux-ci aux peuples sur le sol desquels ils s'installèrent. Sans doute les Barbares ne sont pas, ici non plus, des inventeurs ; le procédé, la forme et l'ornementation des bijoux, armes, vases sacrés, etc., dénotent l'emprunt à l'art sarmate, une des branches de l'art iranien (1). Sans doute encore les spécimens de cet art conservés en Occident sont-ils, malgré la beauté de plusieurs d'entre eux, inférieurs aux trésors merveilleux retrouvés dans la Russie du Sud et jusqu'au Caucase. Il n'en demeure pas moins que, en propageant un style nouveau, les Barbares ont renouvelé l'imagination épuisée de l'Occident. La vogue de ce style, la fortune extraordinaire des artistes qui le pratiquent, symbolisée par saint Eloi élevé à l'épiscopat, sont donc justifiées.

Une autre importation de l'Orient, l'émaillerie, s'est produite à la même époque et par la même voie ; toutefois cet art sommeillera encore longtemps chez nous avant de briller de tout son éclat (2).

C'est d'Orient encore, de l'Orient iranien, égyptien aussi peut-être, que vient l'ornementation nouvelle qui transforme radicalement l'aspect des livres (3). En Gaule, le manuscrit à peinture n'a pas disparu, mais il n'est resté qu'un petit nombre de représentants de ce genre et où l'imitation de l'antique y est des plus médiocres. Par contre, l'ornementation des lettres révèle un tour d'imagination tout nouveau. Des formes d'ani-

(1 Cf. plus haut, p. 160-1. — (2) Cf. plus haut, p. 162. — (3) CXV, 214, 555.



maux, oiseaux, poissons, serpents, lions, dragons, se combinent en un enroulement capricieux avec le dessin géométrique pour former des initiales. Le tout est tracé à la plume avec une finesse et une sûreté de main inimitables ; et le dessin, une fois tracé, est coloré au pinceau à teintes plates : l'effet est saisissant, harmonieux cependant. On croit remarquer que les calligraphes de Gaule déploient moins d'originalité que leurs émules d'Italie, d'Espagne et surtout d'Irlande et d'Angleterre ; ces derniers font preuve dans leurs productions audacieuses d'un vrai tempérament artistique (1).

Quant à l'écriture, elle est la continuation pure et simple de l'écriture latine, au moins pour la capitale, l'onciale et la demi-onciale, celle-ci usitée tout particulièrement pour les textes sacrés. Mais la cursive, déjà d'aspect très désagréable sous l'Empire, se déforme et devient l'horrible « mérovingienne » avec laquelle on écrit des traités de tout genre et aussi les diplômes royaux (2).

(1) VIII, t. I, 1,303-321, 435. Voy. aussi Aug. MOLINIER, *Les manuscrits et les miniatures* (1892), et E.-H. ZIMMERMANN, *Vorkarolingische Miniaturen* (Berlin, 1916).

(2) PROU, *Manuel de paléographie*, 4<sup>e</sup> éd., par A. de BOÜARD.

## CHAPITRE XIV

### LA VIE RELIGIEUSE (1)

Dans l'effondrement de l'Empire romain, l'Église catholique demeure seule debout. C'est vers elle que se tourne l'espoir des populations.

En Gaule, son organisation reste intacte, sauf, un instant, aux frontières battues par les Barbares. La géographie ecclésiastique subsiste : non seulement la cité, le diocèse, mais la province, siège du métropolitain, laquelle disparaît dans l'organisation civile. Même, grâce à la conversion de Clovis, l'Église catholique achève la déroute de l'arianisme et elle tente d'amener les Germains au christianisme.

L'Église, au <sup>vi</sup>e siècle, c'est avant tout l'épiscopat. Dans son diocèse (*parrochia*), l'évêque est une manière de souverain. Il domine ses paroissiens :

Par l'ascendant de sa naissance, toujours illustre : au <sup>vi</sup>e siècle, il se recrute, comme au <sup>v</sup>e, dans la noblesse « sénatoriale », au <sup>viii</sup>e dans l'aristocratie gallo-franque.

Par le savoir : il unit la connaissance des Écritures saintes à quelque teinture des lettres antiques.

Par la pureté de sa vie : souvent marié au moment de son élévation à l'épiscopat, il se sépare de sa femme et vit dans la continence. Au reste, le clergé et le peuple veillent jalousement sur sa conduite. C'est que la prospérité du pays est liée

(1) CCLXXIX, t. II, 1, 216; DCXXV; DLXXXII; DXC VII, t. I et II; DCXXXVIII, t. VI DCCIV; DCCXXXVIII; DCCXXVIII et IX; DCCXXX; DCCXXXIX; CXXVI.

à la sainteté de la vie du pasteur et le troupeau craint les effets de la colère divine. Entre lui et le berger règne une étroite solidarité ; la *parrochia* est une grande famille.

Par la richesse, grâce à l'influence économique et sociale qu'elle procure. La fortune des églises de Gaule s'est considérablement accrue (1). L'évêque, de concert avec l'archidiacre, en est l'administrateur. Disposant de sommes considérables, il est la providence du clergé, des laïques aussi. En effet, l'État se désintéresse des services publics ; les organes des « cités », les curies, sont sans argent, sans autorité. L'évêque se substitue à elles. Non content de pratiquer la charité envers les pauvres immatriculés (*matricularii*), il rachète les captifs, soulage et nourrit les prisonniers. Hospices, hôpitaux, orphelins, hôtelleries même, sont les annexes des églises et des monastères. Quelquefois l'évêque exécute à ses frais des travaux publics. Félix de Nantes dresse des levées contre les débordements de la Loire ; un évêque de Mayence endigue le Rhin ; Didier de Cahors relève les fortifications de la ville.

Grâce au droit d'asile, chaque sanctuaire est une oasis pour les malheureux, mais aussi, trop souvent, pour les criminels.

L'évêque défend ses ouailles contre le fisc : de bonne heure (Lyon dès le v<sup>e</sup> siècle, Clermont, Tours, au vi<sup>e</sup>), il obtient des exemptions d'impôts pour la ville cathédrale, puis pour les domaines ruraux de l'évêché. Au vii<sup>e</sup> siècle, l'*immunité* n'est plus seulement l'exonération des contributions ; elle comporte l'interdiction aux « juges » de pénétrer sur les territoires de l'immuniste pour y tenir des assises judiciaires, saisir des cautions, mettre la main sur les accusés (2).

Très vite le sol tout entier de la cité et de sa banlieue devient la propriété de l'évêque. La vie du chef-lieu de la *civitas*, dès l'époque mérovingienne, dépend de l'évêque ; son existence matérielle aussi bien que spirituelle est concentrée entre ses mains.

(1) CCXCIV. — (2) DLXXXIII ; DCXII.

C'est là d'ailleurs un phénomène général. La prépondérance de l'épiscopat se retrouve partout, en Italie, en Égypte, en Orient (1).

Le Mérovingien n'en prend nul ombrage, au contraire. L'évêque est même invité à assister le comte dans l'exercice de ses fonctions, c'est-à-dire à le surveiller. Il y a mieux : la juridiction épiscopale est fortement développée (614). Au criminel, prêtres et diacres ne peuvent être jugés par le pouvoir séculier sans une instruction préalable dirigée par l'évêque. Au civil, si les tribunaux séculiers sont compétents pour les causes touchant à la propriété immobilière ou au statut personnel, même en ce qui concerne les clercs, pour les causes civiles proprement dites, susceptibles d'entraîner une composition pécuniaire, l'évêque seul est compétent (2).

Si l'on ajoute que, à côté de la juridiction contentieuse, l'évêque exerce une juridiction arbitrale, qu'il est le tuteur des orphelins, des incapables, qu'il surveille les veuves, on a quelque idée de l'étendue de son action sociale.

Enfin la personne de l'évêque est intangible. Seul un concile peut prononcer contre lui une condamnation légale.

Faut-il voir dans ces faveurs une sorte d'abdication de la monarchie franque, incapable d'administrer et sentant que le poids du gouvernement est trop lourd pour elle ? Ce serait trop dire. Dans l'Empire romain d'Orient les mêmes prérogatives étaient accordées à l'épiscopat. La vérité, c'est que notre idée de la séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, au fond très artificielle, n'existe pas encore. L'Église est un des organes de l'État et c'est même le seul dont on soit à peu près sûr. On a donc tout intérêt à développer ses privilèges et son action.

Mais, s'il favorise l'épiscopat, le roi entend que ce soit à son

(1) CDIX. Cf. VAN CAUWENBERGH dans *Mélanges Ch. Moeller* (Louvain 1914), 234.

(2) DCCLXXVIII. Cf. plus haut, p. 14.

profit. Il tient à avoir bien en mains ses évêques comme ses comtes. Pour cela, le plus sûr procédé c'est de nommer directement l'évêque. L'élection du prélat par le clergé et le « peuple » n'est qu'une fiction : le roi désigne l'évêque (1). Choix souvent malheureux. Déjà Grégoire de Tours nous dépeint ses collègues d'Embrun, de Gap, de Reims, du Mans, comme de véritables forbans. Que sera-ce au siècle suivant ?

Longtemps le haut clergé se soumet docilement au despotisme royal. Pour que l'évêque ose se mettre en travers des caprices du roi il faut qu'il entre en jeu des questions de dogme sur lesquelles il est impossible de transiger. L'Église catholique de Gaule se serre autour de la royauté mérovingienne qui a abattu l'arianisme. Elle est en un certain sens « gallicane ». Non pas que la suprématie doctrinale du pape soit le moins du monde attaquée. Mais les rapports spirituels entre la Gaule et Rome sont, à cette époque, tellement espacés que la prééminence pontificale demeure plus idéale qu'effective. Au reste, les relations entre la cour romaine et le clergé gallo-franc ne peuvent s'exercer que par l'intermédiaire du roi franc (2).

Au VII<sup>e</sup> siècle il se produit un grand changement. L'épiscopat cesse d'obéir servilement et, à plus d'une reprise, se met à la tête de l'opposition à la royauté ou à la mairie du palais. A la fin de la période mérovingienne, on voit même des évêques, comme Savary d'Auxerre ou Eucher d'Orléans, se tailler des principautés. Il faudra toute l'énergie de Charles Martel pour abattre ces « tyrans », précurseurs des futurs évêques-comtes de l'ère capétienne.

Le clergé de Gaule se réunit souvent en concile. Le premier concile « gallican » a été convoqué par Clovis à Orléans en 511, l'année même de sa mort. Au cours du VI<sup>e</sup> siècle il ne se tient pas moins d'une quarantaine d'assemblées synodales.

(1) **DLI.**

(2) **CCXXVI**, t. II, 516 ; t. III, 700 ; **DCXCVII**, 509 ; **DCCXXXIX**.

Depuis la répression du pélagianisme au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, de l'arianisme au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, aucune spéculation dogmatique importante n'agite le clergé de Gaule. C'est en Orient que le dogme catholique achève de se constituer du <sup>v</sup><sup>e</sup> à la fin du <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle. L'Occident se borne à enregistrer les décisions des grands conciles œcuméniques tenus sur le territoire de l'Empire « romain ».

Les préoccupations du clergé de Gaule sont tournées vers la discipline et la vie pratique ; les évêques entendent imposer aux clercs une vie régulière, aux fidèles la stricte observance des rites et des fêtes du christianisme ; ils tentent d'écarter l'intervention des officiers royaux des affaires des clercs.

Mais, à mesure qu'on avance, le nombre des conciles diminue, les réunions s'espacent. Pour le <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle on trouve à peine la trace d'une quinzaine de conciles, et le dernier, celui d'Auxerre, en 695, se tient après une interruption de quinze ans ; ensuite il n'y a plus rien jusqu'en 742.

La vie du clergé des campagnes nous est inconnue pendant cette période, mais, à mainte reprise, Grégoire de Tours parle de prêtres et de diacres résidant dans les villes. Trop souvent ils offrent un spectacle peu édifiant : cupides, ambitieux, brouillons, toujours prêts à espionner leur évêque et à le dénoncer au roi sous le moindre prétexte, et, de plus, aussi violents et sanguinaires que les laïques. Au reste, la séparation entre les deux mondes est insuffisamment nette. Il est d'usage de conférer les ordres sacrés, même l'épiscopat, à des fonctionnaires vieillis ou indésirables, comme une retraite ou une compensation.

La vie religieuse se retire du clergé séculier. Elle se réfugie dans les monastères (1). Le monachisme oriental, qui avait rencontré une réelle animosité en Occident lorsqu'il s'y implanta au <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle, a partie gagnée au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle. Les

(1) XIV et XVI ; XXXI ; XXXV et XXXVI ; DXXI ; DXLVII.

fondations monastiques ne sont plus confinées dans le Midi de la Gaule. Elles montent vers le Nord et les rois donnent l'exemple : Clovis fonde l'abbaye des Saints Pierre et Paul (Sainte-Geneviève) à Paris, le roi bourguignon Sigismond construit Saint-Maurice d'Agaune dans le Valais, Childeburt Saint-Vincent (Saint-Germain-des-Prés) aux portes de Paris; au VII<sup>e</sup> siècle Dagobert est le bienfaiteur de Saint-Denis. Citons encore Saint-Calais à *Anisola* dans le Maine, *Fontinella* (Saint-Wandrille) et Jumièges sur la basse Seine, *Centule* (Saint-Riquier) dans la vallée de la Somme, au Nord *Silhiu* (Saint-Bertin), etc. Les reines s'en mêlent : Radegonde fonde Sainte-Croix de Poitiers, Bathilde Chelles et Corbie. Le mouvement devient irrésistible : dès le VII<sup>e</sup> siècle, point de grand ou d'évêque qui ne veuille assurer le salut de son âme par une fondation de ce genre.

En principe, les moines ne sont ni prêtres, ni même clercs. Les règles qui régissent leur groupement sont celles des monastères d'Orient (Égypte, Syrie), adaptées à la vie occidentale par Cassien et Césaire. A la fin du VI<sup>e</sup> siècle, l'Irlandais Columban les renforce dans le sens de l'austérité. Au VIII<sup>e</sup> siècle, sa règle fait place à celle de l'Italien Benoît de Norcia, le fondateur du Mont-Cassin, mort au milieu du VI<sup>e</sup> siècle. Les moines ne rêvent pas, ils travaillent et prient. Leur vie se passe à la campagne. Le peu d'espace dont disposent les villes interdirait d'y bâtir des cloîtres, si même un dessein prémédité n'écartait les religieux loin des agglomérations. Les cénobites irlandais recherchent même délibérément la solitude (1). Ils s'enfuient dans les îles les plus reculées, aux Shetland, aux Orcades, en Islande même. Sur le continent ils recherchent les forêts et les montagnes escarpées, comme le montrent leurs fondations en Gaule, Luxeuil dans les Vosges, *Condastico* (Saint-Claude) dans le Jura, Stavelot et

(1) DLXXXVII.

Malmédy dans l'Ardenne; en Rhétie, Saint-Gall dans l'Appenzell; en Italie, Bobbio sur l'Apennin.

Même à l'écart, ces établissements excitent la piété populaire et provoquent un afflux de donations. Des abbayes, comme Saint-Germain-des-Prés, Saint-Wandrille, quantité d'autres, n'ont jamais été aussi riches qu'à la fin de l'ère mérovingienne.

La faveur des rois leur vaut des privilèges d'immunité. De leur côté, les évêques, sous l'autorité desquels sont placés moines et religieuses, commencent au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle à accorder des privilèges d'exemption qui relâchent les liens entre la cathédrale et le monastère. Si bien que les établissements religieux en arrivent à constituer de petites souverainetés presque autonomes.

*La diffusion du christianisme.* — Une grande tâche s'offrait au clergé séculier comme régulier, la diffusion du christianisme, tant chez les Gallo-Romains que chez les Barbares. Au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, l'évangélisation de la Gaule est assez superficielle (1). En dehors des chefs-lieux des *civitates* où se tient l'évêque, on ne trouve encore de clergé établi à demeure que dans les « châteaux » (*castra*), c'est-à-dire les villes fortifiées, et dans les vics ou bourgs libres. Les besoins religieux de la majorité des habitants des campagnes, des paysans ou païens (*paganî*) ne sont pas assurés en permanence.

Ces paysans, colons et serfs, attachés à la glèbe, n'ont pas la liberté de leurs mouvements et sont sans ressources. C'est à leurs seigneurs, les grands propriétaires dont ils cultivent les domaines, les villas, de se préoccuper de construire à leur intention des « oratoires », des « chapelles » desservis régulièrement. Évêques et abbés sont les premiers à donner l'exemple. Cependant la période mérovingienne amorce seulement cette grande œuvre qui ne s'achèvera que pendant l'ère carolingienne. Alors seulement la paroisse rurale,

(1) XVI.



ancêtre du village moderne, sera constituée et l'on pourra dire que le christianisme est vraiment pratiqué par la masse de la population rurale (1).

Plus pratiqué sans doute que connu, car on se demande ce que pouvaient comprendre les fidèles et même le clergé, les Gallo-Romains aussi bien que les Germains, aux cérémonies sacrées célébrées en une langue surannée, le latin, que les populations n'entendaient plus très bien avant même la chute de l'Empire romain.

En même temps la lutte contre le paganisme se poursuit sans répit. Les religions et les systèmes rivaux du christianisme, mithracisme, manichéisme, sectes gnostiques, tout a disparu ou se cache sous terre. La vieille mythologie gréco-latine n'est plus qu'un souvenir. Il ne subsiste que des superstitions, mais tenaces : honneurs rendus aux fontaines, aux arbres, çà et là adoration de statues, sacrifices d'animaux en des jours de fête. Tout cela n'est pas très dangereux, n'étant que rite local, tradition machinale peu ou pas comprise.

Les seules régions de la Gaule où le clergé a eu quelque peine à détruire l'« idolâtrie » sont celles que les Francs occupaient, soit en masse, soit en groupes. C'est ce qui explique que les missionnaires les plus célèbres opèrent, saint Amand et saint Bavon dans le bassin de l'Escaut, saint Lambert dans celui de la Meuse, saint Valéry dans la vallée de la Bresle, les saints Romain, Ouen, Wandrille dans le pays de Caux. Le double diocèse de Cambrai et d'Arras dut être évangélisé à nouveau par saint Géry, celui de Noyon et Tournai par saint Éloi. L'Irlandais Gall détruit un *fanum* près de Cologne, Vulfilaïc une statue colossale de Diane à Ivois au diocèse de Trèves, etc. Somme toute, l'œuvre est couronnée de succès, car, passé la fin du VII<sup>e</sup> siècle, il ne subsiste plus en

(1) DCV.

Gaule de culte païen, romain ou germanique, du moins de culte organisé (1).

Mais, il faut bien l'avouer, en dehors des territoires soumis à l'autorité des rois, la propagande de l'Église gallo-franque s'avère impuissante. Elle est incapable d'amener au Christ la Germanie indépendante, les Frisons, les Saxons. Même dans l'Allemagne du Sud, dans la vallée du Mayn, la christianisation est de surface. Au VIII<sup>e</sup> siècle, il faudra faire appel à des Scots, c'est-à-dire des Irlandais, et surtout à des Anglo-Saxons, Willibrord, Winfrid (saint Boniface), Lull. Le clergé de Gaule est devenu trop incapable ou trop corrompu pour qu'on puisse lui confier une entreprise de conversion hérissée de difficultés (2).

La forme de christianisme qui triomphe en Occident n'est point d'une qualité très haute ni très pure. Les meilleurs des évêques eux-mêmes sont superstitieux, crédules aux présages, sous la hantise de la peur du diable. Leur concept de la divinité est trop souvent celui du dieu jaloux, vindicatif, favorisant ses dévots sans souci de leur moralité. Que dire de la masse des fidèles ? Certaines pratiques contribuent à dégrader le sentiment chrétien, ainsi l'usage des « pénitentiels », venu d'Irlande semble-t-il : ce sont des tarifs de rachat des péchés.

Dès cette époque le culte divin le cède au culte des saints. L'admiration et la révérence pour les martyrs, puis pour les confesseurs de l'Église, se sont rapidement transformées en un véritable culte (3). On attend des saints, non seulement une intercession auprès de la divinité, mais des profits matériels. Leur corps protège le pays où il est enseveli ; ses fragments mêmes, ses reliques, sont des talismans qui guérissent infirmités et maladies. Le saint est donc un thaumaturge qui soigne les maux de l'âme et du corps. Peu à peu il se crée entre les saints des différenciations qui spécialisent les effets de leur

(1) DCCXXVIII. — (2) DCXXV et DCXXVI.

(3) DXXXI DCXLVI. t.

intervention, tant et si bien que les saints guérisseurs se substituent aux dieux et aux héros de l'Antiquité. Non pas que les saints soient, sous de nouveaux noms, d'anciens dieux grecs, latins, sémitiques, égyptiens, syriens, voire germaniques, — le cas n'est avéré que pour un petit nombre de personnages, et secondaires (1). Mais l'humanité, incapable de se satisfaire d'un Dieu juste et bon, elle qui n'est ni juste ni bonne, se retourne vers des puissances plus accessibles, qu'elle veut plus favorables à ses besoins, voire plus indulgentes à ses vices. Abandonné à lui-même, l'esprit humain retombe de tout son poids dans le paganisme.

L'espoir et la reconnaissance des fidèles se manifestent par des dons abondants, notamment aux monastères, c'est-à-dire aux saints personnages dont l'abbé et les moines ne sont que les mandataires. L'excessive richesse territoriale du clergé créait pour lui un danger. Quand l'État n'eut plus rien à distribuer parce qu'il n'avait plus rien lui-même, il jeta un coup d'œil d'envie sur les terres d'Église. Le maire du palais, maître du gouvernement, était tenu de récompenser la fidélité de ses partisans. N'osant ou ne voulant avoir recours à des évictions brutales, il tourna à son profit une pratique de l'Église, imitée d'usages romains, celle de la « précaire ». La précaire (ou l'une de ses formes) est une concession, longtemps extra-légale, à titre essentiellement révocable. Le précariste, possesseur au regard des tiers, ne jouit d'aucun droit vis-à-vis du propriétaire concédant, qui est libre de reprendre son bien à l'heure qui lui plaît et sans motif. En pratique, le précariste jouit d'un droit d'usufruit, et ce droit paraît assez dangereux pour qu'on exige de lui de cinq ans en cinq ans une *epistola precatória* où il expose sa demande de concession en termes à dessein très humbles et reconnaît qu'il n'est pas propriétaire ; ou bien encore on lui impose annuellement

(1) Cf. plus haut, p. 57.

un cens, d'ailleurs très modique, qui légalement manifeste qu'il n'est qu'un simple tenancier. Tenue par les canons de ne pas aliéner ses biens, l'Église a usé de cette pratique, qui lui permettait, tout en respectant la lettre, de récompenser des services ou des dévouements, de s'attacher une clientèle (1).

Dans la seconde moitié du vi<sup>e</sup> siècle, le maire du palais par ce détour obtient pour ses partisans des biens d'Église, tel le domaine de Taverny, concédé par Saint-Denis à un fidèle d'Ébroïn. Inutile de dire que la prière du maître est un ordre. Charles Martel ne fera pas autre chose que d'appliquer ce procédé sur une grande échelle. Pour récompenser les guerriers austrasiens qui l'ont soutenu, il procédera à d'immenses confiscations. Ses successeurs seront hors d'état de restituer et se borneront, en fait, à consolider la spoliation en la colorant d'une apparence légale. Jamais les églises et les monastères anciens ne pourront se remettre entièrement du coup qui les accable au moment où se ferme l'ère mérovingienne (2).

(1) CCXCIV, 314. — (2) CCXCIV, 314, t. II.

## CHAPITRE XV

### LA SOCIÉTÉ LAÏQUE

Tenter un tableau d'ensemble (1) de la société laïque à cette époque est chimérique. Grâce à Grégoire de Tours, nous entrevoyons la cour, par éclairs, et c'est une vision hideuse : la conspiration permanente du frère contre le frère, du neveu contre l'oncle, du fils contre le père. La délation fleurit comme au Bas-Empire et la colère du roi frappe au hasard, sans discernement, sans pitié. Les mœurs sont au plus bas : le roi se vautre dans la débauche et son entourage l'imité. Dans la seconde moitié du VII<sup>e</sup> siècle et au VIII<sup>e</sup> ce sera pire : le souverain est littéralement un dégénéré vicieux qui meurt jeune, victime de ses excès.

A la fin du VI<sup>e</sup> et au VII<sup>e</sup> siècle, l'aristocratie des fonctionnaires, qui est en même temps la classe possédant la terre, manifeste une brutalité et une corruption sans limites. En même temps son niveau intellectuel et son instruction subissent une forte baisse. Fortunat a entretenu un petit commerce littéraire, non seulement avec des ecclésiastiques, mais avec quelques laïques de haut rang, tels que Gogon et Lupus, maires du palais de Sigebert, Magnulfus, frère de Lupus, Jovinus, patrice de Provence, Mummolenus, peut-être maire du palais de Chilpéric, le *domesticus* Conda, le référendaire Boson, etc. Encore faut-il remarquer que, si ces grands per-

(1) La chose a été tentée par A. MARIIGNAN, DCXLVI.

sonnages ont pu se complaire aux laborieuses futilités du versificateur italien, ou faire semblant, ils étaient incapables de lui donner la réplique.

Le type du grand seigneur lettré, présenté par Sidoine Apollinaire et ses correspondants au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle (1), s'efface au cours du siècle suivant, puis disparaît entièrement. Le service du Mérovingien n'exige pas grande culture littéraire, bien que certains rois (Chilpéric, Caribert) sachent le latin classique, et le contact avec les Francs n'est pas fait pour polir les mœurs et le style. Au contraire, l'aristocratie gallo-romaine subit très vite l'attrait de la vie rude et guerrière des Barbares. En contact incessant, à la cour, à l'armée, à la ville et aux champs, « Romains » et Francs ne pouvaient pas rester longtemps étrangers les uns aux autres. Les mariages mixtes, à coup sûr, devinrent fréquents, et, si la personnalité des lois subsista, elle fut sans doute, dans la pratique, peu gênante, mal observée. Au cours du <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, la fusion s'acheva entre les familles gallo-romaines et les familles franques. Alors s'élabore cette aristocratie « française » turbulente, batailleuse, ignorante, dédaigneuse des choses de l'esprit, incapable de s'élever à aucun concept politique sérieux, foncièrement égoïste et anarchiste. C'est cette classe sociale qui dominera la France et, parfois l'Europe, pendant dix siècles.

Dans la constitution de la société gallo-franque, à partir des <sup>vii</sup><sup>e</sup> et <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècles, l'apport germanique est considérable, prédominant sur bien des points.

Sans doute Clovis et ses Francs ne sont pas des conquérants à la manière turque ou mongole (2). Sans doute ils n'ont pas dépouillé, du moins systématiquement, les indigènes. Sans doute ils ne les ont pas considérés comme une race inférieure. Sans doute ils ont cherché à s'assimiler tout ce qui était à leur convenance dans l'organisation et la culture

(1) VII. Cf. plus haut, p. 402.

(2) Cf. plus haut, p. 373.

romaines de la Gaule, se gardant de rien dédaigner. Sans doute les rois cessèrent tout de suite de résider en pays purement franc. Il n'en reste pas moins que le prestige des Francs est incomparable et le demeure pendant quatre siècles.

L'onomastique en porte un témoignage certain. Plus on avance dans le vi<sup>e</sup> siècle, plus les « Romains » abandonnent leurs noms latins pour adopter des noms francs. Au vii<sup>e</sup> siècle il ne subsiste quasi plus que des noms germaniques (1). C'est une mode, mais une mode est révélatrice d'un état d'âme. Nous n'avons point de renseignements sur l'habillement et l'armement des Romains de Gaule ; mais soyons bien assurés qu'ils se hâtèrent d'imiter ceux des Francs pour que rien ne les en distinguât. Seul le clergé imposa son costume romain, qui était devenu de rite, aux Barbares.

Dans la langue des Romains de Gaule l'influence barbare est indéniable. Non pas que les idiomes germaniques se soient fort étendus au delà des territoires qu'ils occupaient lors de la disparition de l'Empire ou qu'ils aient modifié en quoi que ce soit la structure grammaticale du latin vulgaire, mais le francique déverse dans le vocabulaire roman un torrent de mots, et de mots usuels (2) : termes de guerre (guerre, escrime, épier, guetter, blesser), d'armement (heaume, haubert, éperon, étrier), de vêtements et parure (robe, guimpe), de droit (ban, gage, saisir, garantir, nantir, déguerpir, alleu, fief), d'habitation et ameublement (bourg, hameau, beffroi, fauteuil, banc), de nourriture (gâteau, gaufre, rôti), de divertissement (danse, harpe). Le vocabulaire usité pour le monde et la nature s'est enrichi des noms des points cardinaux (nord, sud, est, ouest), des mots : forêt, bois, jardin, gazon, haie, gerbe, de noms d'animaux (épervier, héron, gerfaut, mésange, esturgeon, écrevisse, hareng), de noms de plantes (hêtre,

(1) Albert DAUZAT, *Les noms de personne* (1925), 37.

(2) Ferdinand BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. I; NYROP, *Grammaire historique de la langue française*, t. I (1904).

houx, if, mousse, roseau) ; pour les parties du corps : hanche, échine, tétou, quenotte. Il y a même des vocables révélateurs d'une influence plus subtile, plus profonde, des noms de couleurs (blanc, bleu, blond, brun, gris, blême), des termes de la vie morale : adjectifs, tels que frais, gai, gaillard, morne, joli, laid ; substantifs : honte, orgueil ; verbes enfin : haïr, effrayer, gagner, choisir (apercevoir), honnir, épargner, hâter, fournir, etc.

Si l'on remarque que ces mots appartiennent à la langue courante, qu'ils sont nombreux et l'étaient bien davantage au moyen âge, on se rendra compte de l'importance de l'élément germanique dans le matériel verbal du roman. Quantité de ces mots, expressifs et charmants, sont devenus organiques et dureront autant que la langue française.

Le droit germanique a marqué d'une empreinte profonde, durable, toute la Gaule du Nord et même une partie de l'Aquitaine jusqu'au plateau central. Non pas que les Francs aient entrepris systématiquement d'étendre leurs coutumes nationales. Ils ne s'en souciaient guère et, comme les autres Barbares, trouvaient juste et normal que les « Romains » fussent jugés d'après les lois romaines. Leur droit se propagea, comme malgré eux, par la pratique de l'assise (le *mall*) où les prudhommes de toute nationalité « disaient la loi ». Dans chaque *pagus*, même dans les régions où ils n'étaient pas établis en masse dense, les Francs étaient en nombre assez considérable pour que les procès mixtes, entre eux et Romains ou Bourguignons, fussent fréquents. Le droit francique, dont une pratique journalière apprenait le maniement même aux Romains, bénéficia du prestige de la nation franque auprès des populations. Tout homme libre aspira donc à porter un nom franc, à être vêtu comme un Barbare, à suivre sa coutume. Du Rhin à la Loire, et même au delà, le droit germanique gagna tellement de terrain qu'au ix<sup>e</sup> siècle, dans l'Orléanais, on ne trouvera plus personne qui connaisse le droit romain.



Au surplus, condensé dans le Bréviaire d'Alaric, pétrifié depuis que, à partir de 463 environ, les constitutions impériales de Rome, puis de Constantinople, ne viennent plus le vivifier, le droit romain en Gaule tombe au niveau d'une coutume. Dès le milieu ou la fin de l'ère mérovingienne, l'influence germanique s'avère irrésistible. Le recueil des formules de Marculf nous montre que la région parisienne le pratique au milieu du VII<sup>e</sup> siècle. Les recueils de formules d'Angers, de Tours, d'Auvergne même, n'échappent pas entièrement à son action.

On ne saurait dire que cette action soit heureuse. Le droit germanique, tel qu'il apparaît dans la loi Salique et la loi Ripuaire, et leurs dérivées, les lois des Alamans et des Bava-rois (VIII<sup>e</sup> siècle), est un droit archaïque (1).

Dans la famille, le pouvoir du père est resté exorbitant. Son *mundium* lui donne pleine autorité sur sa femme et ses enfants : il va jusqu'à lui conférer le droit de les vendre. A plus forte raison le père peut-il marier ses filles comme il l'entend. Le mariage n'affranchit même pas le fils de la puissance paternelle. La condition juridique de la femme germane, comparée à celle de la femme romaine, est profondément dégradée : c'est une éternelle mineure sous le *mundium* du père, du mari, voire du fils. Quant au mineur, il est, lui et sa fortune, à peu près à la discrétion de son *mainbour*. Et les mœurs sont loin de tempérer la rigueur du droit.

Les lois du mariage, caractéristiques de la moralité d'une société, existent à peine. Le divorce par consentement mutuel ou la répudiation, sans autre motif que le caprice, de la femme par le mari sont d'usage courant. Les rois et les grands pratiquent ouvertement la polygamie. Le mal est tellement invétéré qu'on ne voit pas, à l'époque mérovingienne, que l'épis-

(1) DCXCIX ; DCCXXXIII : HEUSLER, *Institutionen des deutschen Privatrechts*, t. I.

copat le combatte, comme s'il était découragé par l'immensité de la corruption publique

Le droit germanique est riche de formalisme, signe non trompeur d'une civilisation retardataire. Naturellement le concept des contrats par consentement mutuel, auquel le droit romain est arrivé, lui demeure entièrement étranger et les conventions sont subordonnées à une forme symbolique. Les obligations ont un caractère si étroitement personnel que les créances, par exemple, sont incessibles à des tiers. Inutile de dire que la bonne foi ou l'erreur n'entrent point en ligne de compte dans l'appréciation de la valeur du contrat.

Le chapitre des successions n'est pas moins imparfait. Un privilège de masculinité exclut les femmes des immeubles. Quant à la parenté ascendante, elle n'est jamais appelée à la succession. La transmission des biens est si rigoureusement réglée qu'elle ne laisse aucun jeu à la volonté du défunt et le testament véritable est inconnu.

C'est encore plus dans la procédure (1) que se manifeste l'esprit étroit, implacable, du droit germanique, sacrifiant tout au formalisme. La plus légère erreur de parole ou de geste entraîne la perte du procès. La procédure demeure essentiellement privée : la sommation est faite par le demandeur et c'est lui aussi qui opère la saisie.

Le système des preuves (2), assez peu satisfaisant, même dans le droit romain, est tout primitif. Le serment avec co-jureurs et l'ordalie (épreuves par le feu ou l'eau) l'emportent sur la preuve testimoniale, à plus forte raison sur la preuve écrite. La preuve incombe au défendeur, non à l'accusateur. Une preuve, d'abord subsidiaire, prend vite un développement inouï au détriment des autres, le combat judiciaire, le « jugement de Dieu », qui aboutit à la négation même de la justice.

La jurisprudence ne peut corriger les imperfections légales.

(1) DCCXII; DCCXX. — (2) DLVIII.

Quand les experts, les prudhommes (*boni homines, rachimbourgs*) ont « dit le droit », le « juge », c'est-à-dire le comte, est lié, et l'assistance aussi, le « peuple », dont l'assentiment, exprimé ou tacite, parfait la sentence. Reste enfin à faire accepter la sentence par la partie perdante, laquelle peut s'y refuser (1).

Le contraste du formalisme rigide et sauvage du droit germanique avec la législation romaine du Bas-Empire, toute pénétrée d'un souffle libérateur, moins soucieuse de la forme que de l'équité, cause une impression pénible. On s'étonne que les Francs et, en Italie, les Lombards, en contact quotidien avec les Romains, aient pu propager leurs coutumes si arriérées. Le recul du droit romain devant le droit germanique dans des régions où les Romains formaient de beaucoup la majorité de la population, est un des plus sûrs témoignages de la barbarie de ces temps. Il est possible, d'ailleurs, que le caractère frappant du symbolisme germanique ait été une des causes du succès de cette législation chez les populations romanes de la Gaule septentrionale, moins civilisées que dans la Narbonnaise et l'Aquitaine.

Le trait le plus connu du droit pénal germanique est la *composition*, qui permet de racheter à prix d'argent les coups et les blessures, le meurtre même. Ce procédé s'est vite imposé aux Romains et a été favorisé par l'Église, qui y voyait un moyen d'éviter l'effusion du sang, et par l'État, à peu près incapable d'assurer l'ordre public. Dans nombre de cas le critère de sévérité ou d'indulgence de la loi touchant l'indemnité due par le coupable est déconcertant : serrer le bras d'une femme au-dessus du coude entraîne une amende de 35 sous, 5 de plus que pour les blessures qui ont mis à nu la cervelle ou ouvert le ventre de la victime. C'est que la composition n'est, au fond, ni une amende, ni une indemnité au sens mo-

(1) CLXIX

derne, c'est un moyen d'éviter la vengeance, la *faïda*. Dans la composition entrent comme éléments, non seulement le tort subi et le ressentiment, mais la situation sociale respective du coupable et de la victime, ou pour mieux dire de leur « famille ». Le devoir de vengeance incombe en effet à la parenté au sens le plus étendu. La rançon est d'autant plus lourde que la parenté est plus puissante.

On s'explique aussi par là qu'on doive la composition même quand l'intention délictueuse n'a pas été suivie d'effet, alors, par conséquent, que le dommage est nul : c'est qu'on a à redouter le ressentiment de l'homme attaqué. Et si le meurtrier paye moins à l'enfant de l'homme assassiné qu'au père de l'enfant massacré, c'est que le coupable a moins à redouter d'un enfant que d'un homme fait !

La composition ne répond donc à aucune préoccupation généreuse. Elle ne vise nullement à protéger les faibles. Elle se soucie aussi peu que possible des droits sacrés de l'individu, comme on dit aujourd'hui. Elle est tout simplement le paiement d'une prime contre l'exercice du droit de vengeance (1). Garantie elle-même bien précaire, car, en dépit des efforts de la royauté, les puissants et les violents ne se privent pas d'exercer la vendetta. Grégoire de Tours nous la montre endémique dès le <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle et pas seulement chez les Francs. Désormais la vengeance n'arrêtera plus sa course. Des Barbares elle passe aux Romains, des hautes classes de la société aux classes populaires et, à travers les siècles, c'est une large traînée de sang (2). L'esprit du droit germanique est certainement responsable pour une grande part de cette violence perpétuelle, incoercible, démente, qui caractérise les mœurs du moyen âge.

Il est responsable aussi de l'insécurité des biens. Le concept

(1) DCCXXV.

(2) FRAUENSTAEDT, *Blutrache im deutschen Mittelalter* (1881); P. DUBOIS, *Les assurements... recherches sur le droit de vengeance* (1900).

confus de la *saisine*, qui distingue mal la propriété, la possession, la détention, ne donne que des garanties précaires (1). L'idée de donation non plus n'est pas nette : sous un prétexte futile la concession peut être révoquée (2).

Ainsi l'introduction dans l'Europe occidentale d'une législation archaïque, ne convenant qu'à une société peu évoluée économiquement et politiquement, a eu pour résultat de replonger les peuples dans la barbarie. A ce point de vue, les invasions marquent un recul pour l'humanité (3).

La Monarchie franque, le plus vigoureux en même temps que le plus original des États nés de la décomposition du monde romain en Occident, sombre donc, elle aussi, dans la banqueroute. Sur tous les domaines, l'ère mérovingienne accuse une décadence sur l'ère précédente. C'est vraiment une période historique maudite.

Elle a dû paraître intolérable aux cœurs délicats et purs qui eurent le malheur de vivre en ces temps. De quoi pouvaient-ils alimenter leur vie intellectuelle et morale ? Le patriotisme à l'antique était éteint, le dévouement monarchique s'affaïssait, découragé par l'indignité des Mérovingiens, le dévouement vassalique n'avait encore qu'un aspect domestique et quasi servile. La philosophie et la science étaient comme mortes. Les lettres, peu accessibles en des langues devenues presque incompréhensibles, étaient sans saveur et sans vie, et aucune production contemporaine originale ne venait les ranimer. Quant à l'art, qui suffit à transfigurer les époques les plus sombres, l'Occident n'en percevait qu'une lueur très affaiblie venue d'Orient.

Une seule voie restait ouverte, la religion. Mais l'Église séculière était souillée des passions et des vices des laïques ; la vie spirituelle de l'évêque lui-même était des plus ché-

(1) E. CHAMPEAUX, *Essai sur la vestitura ou saisine* (1899).

(2) DCLV, t. I, 294, 308.

(3) La conclusion de DCLXXVII est au contraire, optimiste.

tives. Le seul lieu où les hommes et les femmes redoutant les contacts d'un monde pervers purent trouver un asile, ce fut le cloître. Le monastère réalisa sur cette terre la cité de Dieu. Au dehors, c'était le règne de la violence et du péché, le « siècle ».

## CONCLUSION

Quand l'unité romaine se fut dissoute en Occident, deux politiques étaient possibles si l'on voulait éviter au monde de sombrer dans la barbarie : la reconstitution de l'Empire, l'établissement d'un *modus vivendi* entre les Romains et les Germains établis chez eux.

Justinien se crut de taille à refaire l'unité romaine. Il put recouvrer l'Afrique et, péniblement, l'Italie, puis quelques parties de l'Espagne. La Gaule se trouva hors de son atteinte, et sans elle aucune reconstruction n'était viable en Occident. La *reconquista* ne répondait point à un vœu des Romains d'Occident. Les populations n'appelèrent pas les Romains d'Orient qui, par l'esprit, les mœurs, la langue, leur étaient déjà étrangers. La situation de Constantinople était trop excentrique pour lui permettre de dominer l'ensemble de la Méditerranée. Somme toute, l'œuvre de Justinien s'accuse archaïque, artificielle, malfaisante, car elle aboutit à laisser l'Italie sans défense contre les Germains du Danube et à livrer l'Afrique aux Berbères à demi sauvages.

Une autre voie était tracée par les événements eux-mêmes. Depuis les années 378 et 407 il était évident que Rome ne pourrait plus écarter le monde barbare de ses frontières, et pas davantage assimiler, romaniser, les hordes qui s'installaient sur son sol. Néanmoins l'accord n'était pas impossible avec les Germains, particulièrement avec les Goths. Ces peuples un songeaient nullement à détruire le monde romain, mais à se mettre à son service, ou plutôt à vivre à ses dépens. De fait, en dépit d'innombrables souffrances individuelles, aucun bou-

leversement social, aucune atteinte mortelle à la culture antique, ne résulta de l'installation des Ostrogoths en Illyrie, puis en Italie, des Wisigoths en Gaule et en Espagne, des Bourguignons dans la vallée du Rhône, même des Vandales dans l'Afrique du Nord.

Le monde romain n'avait pu subsister que par une compression impitoyable, et cette compression, en brisant tout ressort chez les populations, avait fait de l'Empire la proie des Barbares, qui n'étaient par eux-mêmes ni très nombreux ni très dangereux. Lorsque les liens qui unissaient entre elles des populations romanisées, mais séparées par la géographie, la race, les mœurs, les aspirations, eurent été brisés, n'eût-il pas été possible de tirer parti du fait accompli ? En mettant fin à une forme politique caduque, l'Empire, les Barbares n'auraient-ils pu affranchir les peuples, et ainsi, sans le savoir ni le vouloir, leur être indirectement bienfaisants ?

L'Italie, la Gaule, la Grande-Bretagne, l'Afrique du Nord même sont des individualités géographiques. Chacune de ces régions pouvait et devait être le siège d'une civilisation autonome. La grande crise du <sup>III</sup><sup>e</sup> siècle avait semblé un instant, en brisant en morceaux le monde romain, pouvoir constituer des nationalités à base de culture latine. Mais les populations avaient perdu tout sentiment national ou même particulariste. Ce n'était là que des fragments qui aspiraient à se rejoindre pour reconstituer l'ensemble imposant de l'Empire. Deux siècles plus tard les populations ne forment plus qu'une masse amorphe sans spontanéité, radicalement incapable de diriger ses propres destinées. En cristallisant ce qui pouvait subsister d'énergies latentes chez les indigènes autour d'une dynastie barbare, il eût été possible de rendre à ces pays, écrasés sous l'uniformité romaine, une figure personnelle et une vie originale.

De fait, c'est ce qui s'est passé en Espagne, en dépit même de l'obstacle constitué par l'arianisme de la race dominante.



A la fin du <sup>vii</sup>e siècle, la fusion était très avancée entre Goths et Hispano-Romains, et, à tous les points de vue, l'Espagne tendait à l'unité. C'est ce qui serait à coup sûr arrivé en Afrique mineure et en Italie avec les Vandales et les Ostrogoths sans l'entreprise inconsiderée de Justinien, en Gaule avec les Wisigoths sans l'accident Clovis.

Malheureusement ces États romano-germaniques s'avérèrent très vite comme des États fragiles. La culture romaine ne fut pas favorable aux Barbares. Ils la singèrent sans réussir à se l'assimiler. Le climat méridional les débilita certainement. Ils étaient peu nombreux et leurs armées demeurèrent numériquement très faibles là où, comme en Afrique, en Italie, ils persistèrent à faire bande à part. Quant aux Wisigoths de Gaule et d'Espagne qui enrôlèrent les indigènes, ils furent indubitablement noyés sous la masse de ces derniers. Enfin ces peuplades déracinées n'apportaient aucune institution politique en dehors de la royauté. Leur cohésion était due uniquement à l'ascendant d'un chef illustre, au prestige d'une dynastie. Quand les vieilles familles divines des Amales et des Balthes chez les Goths eurent disparu, le trône fut désormais en proie à des compétitions incessantes. L'État vandale d'Afrique, l'État gothique de Toulouse, l'État gothique de Tolède succombèrent en une seule bataille. Et si les Ostrogoths firent une belle et longue résistance, cela tient en bonne partie au fait que Justinien ne put leur opposer que des forces dérisoires.

Les États fondés par les Francs et les Lombards n'ont pas eu — au début du moins — ce caractère mixte, amphibie des États gothiques. Les Lombards sont de rudes et impitoyables conquérants, mais, presque tout de suite, la monarchie est chez eux matée par l'aristocratie. Les rois ne réussissent pas à unir l'Italie entière sous leur autorité, non seulement à cause de l'opposition de Byzance et de la papauté, mais parce que leur État ne comprend guère que la vallée du Pô et une

partie de la Toscane, les principautés lombardes du centre et du sud étant, en réalité, indépendantes. La nation lombarde n'avait jamais été un grand peuple numériquement, ni en Germanie, ni en Pannonie. Tout entière transportée en Italie, elle a dû être assez vite engloutie dans la population indigène. Au VIII<sup>e</sup> siècle, un Lombard est un homme qui vit sous l'autorité d'un prince d'origine barbare et conformément au droit germanique, mais par la langue et le sang c'est probablement déjà un Italien. Deux campagnes suffiront pour mettre fin au royaume de Pavie.

On a vu le caractère propre de l'État franc. L'ambition d'un homme l'a constitué. La population gallo-romaine a accepté tout de suite la domination, plus exactement la prééminence des Francs. Le centre du pouvoir est très vite transporté en pays romain. Toutefois il y a en arrière, ce qui manque à l'État lombard, de fortes réserves germaniques, sur l'Escaut, la basse Meuse, la Moselle, le Rhin. Les Francs garderont leur individualité au milieu des indigènes. Ils s'imposeront même à eux par leur prestige. A partir du début du VI<sup>e</sup> siècle ils constituent la puissance la plus redoutable de l'Europe occidentale et domineront la Gaule, la Germanie presque entière, un instant l'Italie du Nord. Mais l'unique institution, chez eux aussi, c'est la Royauté. Elle entre en décadence à la fin du VI<sup>e</sup> siècle. Au VII<sup>e</sup> siècle, l'Aristocratie l'emporte. Seule l'institution du maire du palais, véritable vice-roi, empêche l'État de se briser en morceaux. Une famille habile et ambitieuse d'Austrasie réussit même à reconstituer l'unité du *Regnum Francorum* en écartant ses rivales de Neustrie et de Bourgogne, puis en régnant sous le nom du Mérovingien dégénéré. Mais, au commencement du VIII<sup>e</sup> siècle, il semble que cette maison, à son tour, va disparaître. Sans l'apparition d'un nouveau Clovis, Charles Martel, l'État franc périssait sous les coups des Germains païens d'un côté, des Musulmans d'Espagne de l'autre.

Au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, la faillite est donc générale. Les États, plus germaniques, des Francs et des Lombards semblent aussi ruineux que les États romano-germaniques des Goths.

L'entrée des Barbares dans le monde romain, sous quelque forme qu'elle se soit produite, n'a donc réussi ni à régénérer le monde antique ni à lui substituer des formes politiques meilleures.

La régénération par les Barbares est une thèse séduisante *a priori*. Mais, quand on a entrevu dans les textes la corruption effroyable de ces temps, il est impossible d'y voir autre chose qu'un thème à déclamation. Les monarchies franque, wisigothique, ostrogothique, lombarde, sont au tant de Byzances germaniques, alliance de la décrépitude et de la barbarie. De semblables États, sans fraîcheur, sans vertu purifiante, n'étaient pas viables ou ne pouvaient que traîner une existence misérable. Aucune force vitale ne les anima, passé la période guerrière de leur constitution. Quant à l'Église catholique, elle se montra impuissante à améliorer, si peu que ce fût, les nouvelles sociétés. Ici encore c'est la banqueroute.

En marge de ces États, les Germains en fondèrent d'autres purement barbares, sur des territoires jadis romains, entre le cours supérieur du Danube et les Alpes et en Grande-Bretagne. Il n'y a pas lieu de s'y arrêter : les duchés d'Alemanie et de Bavière subirent l'influence des Francs et furent une annexe de leur *Regnum*. Dans la grande île, Angles, Jutes, Saxons, opérèrent la plus impitoyable des conquêtes et effacèrent autant qu'ils purent tout souvenir de Rome. L'histoire de leurs petits royaumes et de leurs déchirements n'a rien qui mérite de nous retenir. Pas plus que les États mixtes romano-germaniques, les États entièrement germaniques n'accusent, en cette période historique, un progrès appréciable dans la marche de l'humanité.

Cependant des forces nouvelles étaient nées ou naissaient, et c'est à elles que l'avenir était réservé : l'Islam, dont la pro

digieuse réussite tient du miracle ; la Papauté, qui allait saisir la direction de l'Église et tenter de dominer la société civile ; la Vassalité enfin, germe organique du régime féodal, qui incarnera la vie de l'Europe occidentale pendant de très longs siècles.

Avec ces forces commence véritablement le *Moyen Age*.

# BIBLIOGRAPHIE

## PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES

ARBERG (Nils), <i>Die Franken und Westgoten in der Völkerwanderung</i> , Upsala-Paris, 1922 .....	I
ALBERT-PETIT (A.), <i>Comment meurt une civilisation</i> , dans <i>Revue de Paris</i> , 15 juin 1922, p. 841-852 .....	II
ALLARD (Paul), <i>Le Christianisme et l'Empire romain de Néron à Théodose</i> , Paris, 7 <sup>e</sup> édit., 1908 .....	III
ALLARD (Paul), <i>Les Dernières persécutions du III<sup>e</sup> siècle</i> , Paris, 1887 .....	IV
ALLARD (Paul), <i>La Persécution de Dioclétien</i> , Paris, 1890, 2 vol. ....	V
ALLARD (Paul), <i>Julien l'Apostat</i> , Paris, 1900-03, 3 vol. ....	VI
ALLARD (Paul), <i>Saint Sidoine Apollinaire</i> , Paris, 1909 .....	VII
ANDRÉ-MICHEL, <i>Histoire de l'Art depuis les premiers temps chrétiens jusqu'à nos jours</i> , Paris (le tome I) .....	VIII
APPUHN (A.), <i>Das Trivium und Quadrivium</i> , I. <i>Das Trivium</i> , Erlangen, 1900 .....	IX
ARBOIS DE JUBAINVILLE (H. d') et DOTTIN (G.), <i>Recherches sur l'origine de la propriété foncière et des noms de lieux habités en France</i> , Paris, 1890 .....	X
BABELON (Ernest), <i>La Gravure en pierres fines, camées et intailles</i> , Paris, 1894 .....	XI
BABELON (Ernest), <i>Le Tombeau du roi Childéric et les origines de l'orfèvrerie cloisonnée</i> , Paris, 1923 (Extr. des <i>Mémoires de la Soc. des Antiquaires de France</i> ) .....	XII
BABELON (Ernest), <i>Traité des monnaies grecques et romaines</i> , Paris, 1901 .....	XIII
BABUT (E.-A.), <i>Priscillien et le Priscillianisme</i> , Paris, 1909 ( <i>Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes</i> , 169 <sup>e</sup> fascicule) ....	XIV
BABUT (E.-A.), <i>Recherches sur la garde impériale et sur le corps d'officiers de l'armée romaine aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles</i> , Paris, 1914 (Extr. de la <i>Revue historique</i> , t. CXIV et CXVI, années 1913 et 1914) .....	XV
BABUT (E.-A.), <i>Saint Martin de Tours</i> , Paris, s. d. ....	XVI
BAILEY. Voy. <i>The Legacy of Rome</i> .....	
BALL (W. R.), <i>A short Account of the history of mathematics</i> .	

London, 4 <sup>e</sup> édit., 1908.....	XVII
BANG (Martin), <i>Die Germanen im römischen Dienste bis zur Regierung Constantins</i> , Berlin, 1906.....	XVIII
BARBAGALLO (Corrado), <i>Contributo alla storia economica dell' Antichità</i> , Roma, 1907.....	XIX
BARBAGALLO (Corrado), <i>L'Oriente et l'Occidente nel mondo romano</i> , dans <i>Nuova Rivista storica</i> , t. VI, 1922, 141-167.....	XX
BARDENHEWER (Otto), <i>Geschichte der altkirchlichen Literatur</i> , 2 <sup>e</sup> édit., Freiburg, 1913 ; trad. française : <i>Les Pères de l'Eglise</i> , par Godet et Verschaffel, Paris, 1899, 3 vol.....	XXI
BATIFFOL (Pierre), <i>La Paix Constantinienne et le catholicisme</i> , Paris, 1914.....	XXII
BATIFFOL (Pierre), <i>Le Siège apostolique (359-451)</i> , Paris, 1924..	XXIII
BATIFFOL (Pierre), <i>Les Eglises gallo-romaines et le siège apostolique</i> , dans <i>Revue d'histoire de l'Eglise de France</i> , t. VIII, 1922, p. 145-169.....	XXIV
BATIFFOL (Pierre), <i>Le Catholicisme de saint Augustin</i> , Paris, 1920, 2 vol.....	XXV
BAUMGARTNER (A.), <i>Geschichte der Weltliteratur</i> : IV, <i>Die lateinische Literatur der christlichen Völker</i> , Freiburg-im-Brisgau, 1905.....	XXVI
BAYIERA (Giovanni), <i>Concetto e limiti dell'influenza del cristianesimo sul diritto romano (Mélanges offerts à P. Frédéric Girard)</i> , t. I, 1912, p. 67-121.....	XXVII
BEAUDOUIN (Edouard), <i>Les grands domaines dans l'Empire romain</i> , Paris, 1909 (Extr. de la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger, 1897 et 1898).....	XXVIII
BELOCH (Julius), <i>Die Bevölkerung der griechisch-römischen Welt</i> , Leipzig 1886.....	XXIX
BELOCH (Julius), <i>Die Bevölkerung Italiens im Altertum</i> , dans <i>Klio</i> , t. III, 1903, p. 471-490.....	XXX
BELOCH (Julius), <i>Der Verfall der antiken Kultur</i> , dans <i>Histor. Zeitschrift</i> , t. LXXXIV, 1900, p. 1-38.....	XXXbis
BERLIÈRE (Dom Ursmer), <i>L'Ordre monastique des origines au XIII<sup>e</sup> siècle</i> , Maredsous, 1912 ; 2 <sup>e</sup> édit., 1921.....	XXXI
BERNOULLI (J.-J.), <i>Römische Ikonographie</i> , Stuttgart, 1882-94, 3 t. en 4 vol.....	XXXII
BERTHELOT (Marcellin), <i>Essai sur la transmission de la science antique au moyen âge</i> (vol. I de <i>Histoire des sciences : La Chimie au moyen âge</i> , 1893, 3 vol.).....	XXXIII
BESNIER (Maurice), <i>Le Commerce du plomb à l'époque romaine d'après les lingots estampillés</i> , dans <i>Revue archéologique</i> , 1920 et 1921.....	XXXIV
BESSE (Dom J.-M.), <i>Les moines d'Orient antérieurs au concile de Chalcedoine (451)</i> , Paris, 1900.....	XXXV
BESSE (Dom. J.-M.), <i>Les moines de l'ancienne France : période gallo-romaine et mérovingienne</i> , Paris, 1906.....	XXXVI
BEUGNOT (A.), <i>Histoire de la destruction du paganisme en Occident</i> , Paris, 1835.....	XXXVII
BIDEZ (J.), <i>Amiens ville natale de l'empereur Magnence</i> , dans <i>Revue des études anciennes</i> , 1925, p. 311-318.....	XXXVII

- BLANCHET (Adrien), *Etude sur les figurines en terre cuite de la Gaule romaine* (Mémoires de la Société des antiquaires de France, année 1891)..... XXXI
- BLANCHET (Adrien), *Les Enceintes romaines de la Gaule*, Paris, 1907..... XL
- BLANCHET (Adrien), *Les Trésors de monnaie romaine et les invasions germaniques en Gaule*, Paris, 1900..... XLI
- BLOCH (Gustave), *L'Empire romain*, Paris, 1922..... XLII
- BLOCH (Gustave), *La Gaule indépendante et la Gaule romaine*, Paris, 1900 (*Histoire de France*, d'Ernest Lavisse, t. I, vol. 2)..... XI-II bis
- BLUEMNER (Hugo), *Die Gewerbliche Thätigkeit der Völker des klassischen Alterthums*, Leipzig, 1869..... XLIII
- BLUEMNER, *Die Römischen Privataltertümer*, Munich, 1911 (*Handbuch*, d'Iwan von Müller, 3<sup>e</sup> édit., IV, II, 2)..... XLIV
- BLUEMNER (Hugo), *Technologie und Terminologie der Gewerbe und Künste bei Griechen und Römern*, Leipzig, 1875-87, 4 vol., 2<sup>e</sup> édit. du t. I, 1912..... XLV
- BLUEMNER (Hugo), *Der Maximaltarif des Diocletian erläutert*, Berlin, 1893..... XLVI
- BOAK (Arthur), *The Master of the offices in the later roman and byzantine empires*, New-York, 1919..... XLVII
- BOAK (Arthur) et DUNLOP (James), *Two studies in later roman and byzantine administration*, New-York, 1924..... XLVIII
- BOISSIER (Gaston), *La fin du paganisme, étude sur les dernières luttes religieuses en Occident au IV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1891, 2 vol..... XLIX
- BOTSFORD (George W.), *Roman imperialism*, dans *American historical review*, t. XXIII, 772-8..... L
- BOUCHÉ-LECLERCQ (A.), *L'intolérance*, Paris, 1911..... LI
- BOUCHÉ-LECLERCQ (A.), *Leçons d'histoire romaine*, Paris, 1909..... LII
- BOUCHÉ-LECLERCQ (A.), *Manuel des institutions romaines*, Paris, 1886..... LIII
- BOUCHIER (E.-S.), *Spain under the roman empire*, Oxford, 1914..... LIV
- BRÉHIER (Louis), *L'Art chrétien, son développement iconographique des origines à nos jours*, Paris, 1918..... LV
- BRÉHIER (Louis), *Constantin et la fondation de Constantinople* (*Revue historique*, t. CXIX, 1915, II, p. 241-272)..... LVI
- BRÉHIER (Louis), *Etudes sur l'histoire de la sculpture byzantine*, Paris, 1911 (*Archives des missions scientifiques*)..... LVII
- BRÉHIER (Louis), *Les Origines de la sculpture romane* (*Revue des Deux Mondes*, 15 août 1912, p. 870-901)..... LVIII
- BREMER (Otto), *Ethnographie der germanischen Stämme*, dans *le Grundriss der germanischen Philologie* d'Hermann Paul, 2<sup>e</sup> édit., Strasbourg, 1900, t. III, p. 735-950..... LIX
- BROGLIE (Albert de), *L'Eglise et l'empire romain au IV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1856-66, 6 vol..... LX
- BRV, *L'Edit de Caracalla de 212 d'après le papyrus de Giessen* (dans *Etudes juridiques...* Paul F. Girard, t. I, p. 1)..... LXI
- BRUCHER (Karl), *Etudes d'histoire et d'économie politique*, traduites par Alfred Hansay, Bruxelles-Paris, 1901..... LXII
- BÜCHSENSCHÜTZ (B.), *Die Hauptstätten des Gewerbefleisses im klassischen Alterthum*, 1869 [*Schriften der Fürstlich-Jäble-*

- nowskischen Gesellschaft zu Leipzig, n° 14]..... **LXIII**
- BUCHLMANN (J.) et WAGNER (A.), *Das Alte Rom mit dem Triumphzuge Kaiser Constantins im Jahre 312 nach Christ*, Munich, 1913. **LXIV**
- BURCKHARDT (Jakob), *Die Zeit Constantin's des Grossen*, 2<sup>e</sup> édit., Leipzig, 1880..... **LXV**
- BURY (J.-B.), *History of the later roman Empire, from the death of Theodosius I to the death of Justinian (395-565)*, 2<sup>e</sup> édit., London, 1923, 2 vol..... **LXVI**
- BUTLER (E. Cuthbert), *The Lausiac history of Palladius, texts and studies*, Cambridge, 1898-1904..... **LXVII**
- CAGNAT (René), *L'armée romaine d'Afrique et l'occupation militaire de l'Afrique sous les empereurs*, Paris, 1892; 2<sup>e</sup> édit., 1912..... **LXVIII**
- CAGNAT, *L'Année d'Afrique (Mémoires de l'Académie des Inscriptions, t. XL)*..... **LXIX**
- CAGNAT (René) et CHAPOT (V.), *Manuel d'archéologie romaine*, Paris, 1916-17, 2 vol..... **LXX**
- CAHUN (Léon), *Introduction à l'histoire de l'Asie: Turcs et Mogols des origines à 1405*, Paris, 1896..... **LXXI**
- CALZA, *La statistica delle abitazioni ed il calcolo della popolazione in Roma imperiale*, dans *Rendiconti della reale Accademia dei Lincei*, vol. XXVI, série V, fasc. 2, 1920..... **LXXII**
- Cambridge Medieval History (the)*, vol. I: *the Christian empire and the foundation of the teutonic Kingdoms*, Cambridge, 1911. **LXXIII**
- CANTOR (Mor.), *Vorlesungen über Geschichte der Mathematik*, Leipzig, 3<sup>e</sup> édit., 1907, 4 vol (le t. 1<sup>er</sup>)..... **LXXIV**
- CAUSSE (A.), *Essai sur le conflit du christianisme primitif et de la civilisation*, dans *Revue d'histoire des religions*, mars-avril 1919..... **LXXV**
- CAYAIGNAC (Eug.), *Population et capitalisme dans le monde méditerranéen antique*, Strasbourg, 1923..... **LXXVI**
- CESSI (R.), *La crisi imperiale degli anni 454-455 e l'incursione vandalica a Roma*, dans *Archivio della R. Società romana di storia patria*, vol. XL, 1917, p. 161-204..... **LXXVII**
- CHABOT (J.-B.), *Choix d'inscriptions de Palmyre traduites et commentées*, Paris, 1912..... **LXXVIII**
- CHADWICK (H. Munro), *The origin of the English nation*, Cambridge, 1907..... **LXXIX**
- CHARLESWORTH (M. P.), *Trade routes and commerce of the Roman empire*, Cambridge, 1924..... **LXXX**
- CHÉRON (Emile), *Conséquences juridiques de l'édit de Milan (Nouvelle Revue historique de droit*, 1914, p. 255-263)..... **LXXXI**
- CHOISY (Auguste), *Histoire de l'architecture*, Paris, 1904, 2 vol.. **LXXXII**
- CHRISTENSEN (Arthur), *L'Empire des Sassanides. Le peuple, l'État, la loi*, Copenhagen, 1907..... **LXXXIII**
- CICOTTI (E.), *Le déclin de l'esclavage antique*, traduit par G. Platon, Paris, 1910..... **LXXXIV**
- COLE (P.-R.), *Later roman education in Ausonius, Capella and the Theodosian Code*, New-York, 1909..... **LXXXV**
- COLEMAN (Christopher-Bush), *Constantine the Great and the christianity*, New-York, 1914 (*Columbia University Studies in*



<i>history</i> , LX, 1).....	LXXXVI
COLLINET (Paul), <i>Histoire de l'école de droit de Beyrouth</i> , Paris, 1925 .....	LXXXVII
COMBARIEU (J.), <i>La Musique au moyen âge</i> , dans <i>Revue de synthèse historique</i> , t. I, 1900.....	LXXXVIII
COMBARIEU (J.), <i>Histoire de la musique, des origines à la mort de Beethoven</i> , Paris, 1913.....	LXXXIX
CORDIER (Henri), <i>Histoire générale de la Chine</i> , Paris, 1920, 4 vol.....	XC
COULANGE (Louis), <i>Le Christ Dieu</i> ( <i>Revue de l'histoire des religions</i> , mai-juin 1914).....	XCI
COURBAUD (Edmond), <i>Le Bas-relief romain à représentations historiques</i> , Paris, 1899.....	XCII
CROISSET (Alfred et Maurice), <i>Histoire de la littérature grecque</i> , 2 <sup>e</sup> édit., Paris, 1896-99, 5 vol.....	XCIII
CROISSET (Alfred et Maurice), <i>Manuel d'histoire de la littérature grecque</i> , Paris, 4 <sup>e</sup> éd., 1904 .....	XCIII bis
CUMONT (Franz), <i>Pourquoi le latin fut-il la seule langue littéraire de l'Occident</i> (dans <i>Mélanges Paul Frédéricq</i> , Bruxelles, 1904).	XCIV
CUMONT (Franz), <i>Les Religions orientales dans le paganisme romain</i> , Paris, 2 <sup>e</sup> édit., 1909.....	XCV
CUMONT (Franz), <i>Les Mystères de Mithra</i> , 3 <sup>e</sup> édit., Bruxelles, 1913 .....	XCVI
CUQ (Édouard), <i>La Cité punique... (C. R. Académie des inscriptions, 1920).....</i>	XCVII
CUQ (Édouard), <i>Le Colonat partiaire dans l'Afrique romaine (Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions, 1<sup>re</sup> série, t. XI, 1<sup>re</sup> partie, 1897, p. 83-146).....</i>	XCVIII
CUQ (Édouard), <i>Le Consilium principis d'Auguste à Dioclétien (Ibid., 1<sup>re</sup> série, t. IX, 2<sup>e</sup> partie, 1884, p. 311-504).....</i>	XCIX
CUQ (Édouard), <i>Les Contrats... première dynastie babylonienne (Nouvelle Revue hist. du droit, 1910).....</i>	C
CUQ (Édouard), <i>Les Institutions juridiques des Romains; t. II : Le droit classique et le droit du Bas-Empire</i> , Paris, 1902.....	CI
CUQ (Édouard), <i>Une statistique des locaux affectés à l'habitation dans la Rome impériale (Mémoires de l'Académie des inscriptions, t. XL, 1915).....</i>	CI
DANNEMANN (E.), <i>Die Naturwissenschaften</i> , I, Leipzig, 1912...	CI
DATTARI (G.), <i>Nuova teoria sopra il sistema monetario della riforma di Diocleziano e de l'epoca Constantinia</i> , dans <i>Rivista italiana di Numismatica</i> , 1906.....	CII
DÉCHELETTE (Joseph), <i>Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine</i> , Paris, 1908-1914, 2 tomes en 4 volumes.	CIII
DÉCHELETTE (Joseph), <i>Les Vases céramiques ornés de la Gaule romaine</i> , Paris, 1904, 2 vol.....	CIV
DECLAREUIL (J.), <i>Quelques problèmes d'histoire des institutions municipales au temps de l'empire romain</i> , Paris, 1911 (Extr. de la <i>Nouvelle Revue hist. du droit</i> ).....	CV
DELBREUCK (Hans), <i>Geschichte der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte</i> , Berlin, 1907, 3 vol.....	CVI
	CVII
	CVIII

2 <sup>e</sup> édit., 1906.....	CIX
DEL MAR (AL.), <i>Les Systèmes monétaires anciens et modernes</i> , trad. Chaly, Paris, 1899.....	CX
DELOUME (Antonin), <i>Les Manieurs d'argent à Rome</i> , 2 <sup>e</sup> édit., Paris, 1892.....	CXI
DELOUME (Antonin), <i>La Passion de l'argent dans les institutions les lois et les mœurs des Romains</i> , Paris, 1907.....	CXII
DESJARDINS (Ernest), <i>Géographie historique et administrative de la Gaule romaine</i> , Paris, 1878-93, 4 vol.....	CXIII
DESROCHES (J.-P.), <i>Le Labarum</i> , Paris, 1894.....	CXIV
DIEHL (Charles), <i>Manuel d'art byzantin</i> , Paris, 1910, 2 <sup>e</sup> édit., 1925, 2 vol.....	CXV
<i>Dictionnaire des antiquités grecques et latines</i> , publ. sous la direction de Saglio, Paris, 1878-1916, 5 tomes en 10 volumes...	CXVI
DIETERICH (Albrecht), <i>Der Untergang der antiken Religion</i> , dans <i>Kleine Schriften</i> , Leipzig, 1911, p. 449-539.....	CXVII
DIEUDONNÉ (Ad.), <i>Les Monnaies françaises</i> , Paris, 1923.....	CXVIII
DILL (Samuel), <i>Roman society in the last century of the Western Empire</i> , 2 <sup>e</sup> édit., London, 1899.....	CXIX
DOELGER (F. Jos.), <i>Konstantin der Grosse und seine Zeit</i> (dans <i>Festgabe zum Konstantin Jubiläum</i> , 1913, p. 377-477).....	CXX
DOMASZEWSKI (A. von), <i>Die Rangordnung des römischen Heeres</i> , Berlin, 1908 ( <i>Bonner Jahrbücher</i> , fasc. 117).....	CXXI
DOMASZEWSKI (A. von), <i>Der Truppensold der Kaiserzeit</i> , dans <i>Neue Keidelberger Jahrbücher</i> , t. X, 1900, p. 218-241.....	CXXII
DOPSCH (Alfons), <i>Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der Europäischen Kulturentwicklung aus der Zeit von Caesar bis auf Karl den Grossen</i> , I Teil, 2 <sup>e</sup> édit., Wien, 1923.....	CXXIII
DREWS (Arthur), <i>Plotin und der Untergang der antiken Weltanschauung</i> , Iena 1907.....	CXXIV
DUCHESNE (Louis), <i>Autonomies ecclésiastiques, Églises séparées</i> , Paris, 1905.....	CXXV
DUCHESNE (Louis), <i>Histoire ancienne de l'Église</i> , Paris, 1906-25, 4 vol.....	CXXVI
DUREAU DE LA MALLE, <i>Economie politique des Romains</i> , Paris, 1840, 2 vol.....	CXXVII
DURUY (Victor), <i>Histoire des Romains</i> , édit. illustrée, Paris, 1879-85, 7 vol. (les t. VI et VII).....	CXXVIII
EBERSOLT (Jean), <i>Les Arts somptuaires de Byzance, étude sur l'art impérial à Constantinople</i> , Paris, 1925.....	CXXIX
EFFERTZ (Otto), <i>Antagonismes économiques</i> , Paris, 1906.....	CXXX
ELSEE (C.), <i>Neoplatonism in relation to christianity</i> , Cambridge, 1908.....	CXXXI
EMMEREAU (C.), <i>Notes sur les origines de Constantinople; les grands centres historiques</i> , dans <i>Revue archéologique</i> , 1925, I, p. 1-25, carte.....	CXXXII
FADDA (Carlo), <i>Il diritto commerciale dei Romani</i> , Naples, 1904.....	CXXXIII
FERRERO (Guglielmo), <i>Grandeur et décadence de Rome</i> , trad. Mengin, Paris, 1914-18, 6 vol.....	CXXXIV
FERRERO (Guglielmo), <i>La ruine de la civilisation antique</i> , Paris, 1921.....	CXXXV

- FIGGIO (J.-N.), *The Political aspects of St. Augustin's City of God*, Londres, 1921..... CXXXVI
- FIRTH (John-B.), *Constantine the Great, the reorganisation of the Empire and the triumph of the Church*, Londres, 1923..... CXXXVII
- FLACH (Jacques), *La Table de bronze d'Ajustrel*, Paris, 1879.... CXXXVIII
- FRANCOTTE, *L'Industrie dans la Grèce antique*, Bruxelles, 1900, 2 vol..... CXXXIX
- FRANCOTTE, *La Polis grecque (Studien zur Geschichte und Kultur des Altertums, 1907, 252 p.)*..... CXL
- FRANK (Tenney), *An Economic history of Rome to the end of the republic*, Baltimore, 1920..... CXLI
- FRANZISZ (Franz), *Bayern zur Römerzeit*, Regensburg, 1905.... CXLIH
- FREDÉRICQ (Paul), *Conséquences de l'évangélisation sur le développement de la langue nationale des peuples convertis, dans Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, 1903..... CXLIII
- FREEMAN (E. A.), *Western Europe in the fifth century*, Londres, 1904..... CXLIV
- FRIEDLAENDER (Ludwig), *Darstellungen aus der Sittengeschichte Roms in der Zeit von August bis Ausgang der Antonine*, 8<sup>e</sup> édit., Leipzig 1910, 3 tomes en 4 volumes; — traduction libre sur la 2<sup>e</sup> édit., par Ch. Vogel sous le titre : *Mœurs romaines du règne d'Auguste à la fin des Antonins*, Paris, 1865-74, 4 vol..... CXLV
- FRIEDLAENDER (Ludwig), *Ueber den Kornpreis und den Sachwerth des Geldes in der Zeit von Nero bis Trajan*, dans *Jahrbücher für Nationalökonomie*, t. XII..... CXLVI
- FROTHINGHAM (Arthur L.), *Roman cities in northern Italy and Dalmatia*, Londres, 1910..... CXLVII
- FROTHINGHAM (Arthur L.), *The Monuments of christian Rome, from Constantine to the Renaissance*, New-York, 1908..... CXLVIII
- FUSTEL DE COULANGES, *La Gaule romaine*, Paris, 1891..... CXLIX
- FUSTEL DE COULANGES, *L'Invasion germanique et la fin de l'Empire*, Paris, 1891..... CL
- FUSTEL DE COULANGES, *L'Allevé et le domaine rural*, Paris, 1889..... CLI
- FUSTEL DE COULANGES, *Le Colonat romain*, dans *Recherches sur quelques problèmes d'histoire* (p. 3-186), Paris, 1885..... CLII
- GARSONNET (E.), *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, Paris, 1879..... CLIII
- GASQUET (Am.), *De l'autorité impériale en matière religieuse à Byzance*, Paris, 1879..... CLIV
- GAUPP (E.-Th.), *Die Germanische Ansiedlungen in den Provinzen des römischen Reiches*, Breslau, 1844..... CLV
- GEFFCKEN (Job.), *Kaiser Julian*, Leipzig, 1914 (*Das Erbe der Alten*, fasc. VIII)..... CLVI
- GEIL (William Edgar), *The great wall of China*, Londres, 1909.. CLVII
- GELZER (H.), *Das Verhältniss von Staat und Kirche in Byzanz* dans *Ausgewählte kleine Schriften* (p. 57-141), Leipzig, 1907. CLVIII
- GELZER (Matthias), *Das Römertum als Kulturmacht*, dans *Histor. Zeitschrift*, t. CXXVI, 1922, p. 189-206..... CLIX
- GELZER (Matthias), *Studien zur byzantin. Verwaltung Aegyptens*, Leipzig, 1909..... CLX

- GERCKE et NORDEN, *Einleitung in die Altertumswissenschaft*, Leipzig, Berlin, 1912, 3 vol. .... CLXI
- GEROSA (Pietro), *Sant' Agostino e la decadenza del imperio romano* Turin, 1916. .... CLXII
- GERSPACH, *La Mosaïque*, Paris, 1881. .... CLXIII
- GERSPACH, *La Tapiserie*, Paris, s.d. .... CLXIV
- GERSPACH, *L'Art de la verrerie*, Paris, 1885. .... CLXV
- GIBBON (Edward), *The History of the decline and fall of the roman Empire*, 1776-81; nouv. éd. par J.-B. Bury, 1896, 7 vol. Traduction F. Guizot, Paris, 1812, 13 vol. .... CLXVI
- GIRARD, *Le Campus Mauriacus*, dans *Revue historique*, t. XXVIII, 1885. .... CLXVII
- GIRARD (P. Frédéric), *Histoire de l'organisation judiciaire chez les Romains*, I, Paris, 1901. .... CLXVIII
- GLOTZ (Gustave), *Le Travail dans la Grèce antique*, Paris, 1920. CLXIX
- GLOVER (T.-R.), *Life and letters in the fourth century*, Cambridge, 1901. .... CLXX
- GOELZER (H.), *Etude lexicographique et grammaticale sur le latin de saint Jérôme*, Paris, 1884. .... CLXXI
- GOELZER (H.), *Le latin de saint Avit, évêque de Vienne (450-526)*, Paris, 1909. .... CLXXII
- GOLDSCHMIDT (L.), *Handelsgeschichte*, 3<sup>e</sup> édit., Stuttgart, 1891.. CLXXIII
- GOLDSTAUB (M.), *Der Philologus*, dans *Philologus*, vol. supplém. VIII, Leipzig, 1901. .... CLXXIV
- GOLDZIEHER (I.), *Le Dogme et la loi de l'Islam*, trad. française, Paris, 1921. .... CLXXV
- GOMPERZ (Theodor), *Griechische Denker, eine Geschichte der antiken Philosophie*, Leipzig, 1896, 2 vol.; — trad. fr. par Raymond : *Les Penseurs de la Grèce, histoire de la philosophie antique*, Lausanne, Paris, 1904-05, 2 vol. .... CLXXVI
- GOYAU (Georges), *La Tétrarchie*, dans *Etudes d'histoire juridique offertes à Paul-Frédéric Girard*, t. I, 1913, p. 65-83. .... CLXXVII
- GRANDGENT (C. H.), *An Introduction to vulgar latin*, Boston, 1907. .... CLXXVIII
- GRINDLE (G.-E.-A.), *The Destruction of paganism in the roman Empire*, Oxford, 1892. .... CLXXIX
- GROSSE (Robert), *Rangordnung der römischen Armee der 4-6 Jahrhunderten*, dans *Klio*, t. XV, 1917, p. 122-161. .... CLXXX
- GROSSE (Robert), *Römische Militärgeschichte von Gallienus bis zum Beginn der byzantinischen Themenverfassung*, Berlin, 1920. .... CLXXXI
- GROTHE (H.) *Die Geschichte d. Wolle und Wollen-manufacture im Altertum*, dans *Deutsche Vierteljahrschrift*, 1866, p. 259-304. CLXXXII
- GROUSSET (René), *Histoire de l'Asie*, Paris, 1922, 3 vol. .... CLXXXIII
- GRUPP (Georg) *Kulturgeschichte der römischen Kaiserzeit*, Munich, 1904, 2 vol. .... CLXXXIV
- GUIGNEBERT (Ch.), *Le Christianisme antique*, Paris, 1921. .... CLXXXV
- GUIGNEBERT (Ch.), *Tertullien, étude sur ses sentiments à l'égard de l'Empire et de la société civile*, Paris, 1901. .... CLXXXVI
- GUIGNES (J. de), *Histoire générale des Huns, Turcs, Mogols et des autres peuples tartares occidentaux*, Paris, 1756-8 5 vol... CLXXXVII

GUIGNET, <i>Saint Grégoire de Nazianze et la rhétorique</i> , Paris, 1911 .....	CLXXXVIII
GUIRAUD (Paul), <i>Etudes économiques sur l'antiquité</i> , Paris, 1905.	CLXXXIX
GUIRAUD (Paul), <i>Les assemblées provinciales de l'Empire romain</i> , Paris, 1887.....	CXC
GUIRAUD (Paul), <i>La propriété foncière en Grèce</i> , Paris, 1893....	CXCI
GULDENPENNING (A.), <i>Geschichte des Oströmischen Reichs unter den Kaisern Arcadius und Theodosius II</i> , Halle, 1885.....	CXCII
GULDENPENNING et IFFLAND, <i>Der Kaiser Theodosius der Grosse</i> , Halle, 1878.....	CXCIII
GUMMERUS (Herman), <i>Der römische Gutsbetrieb als wirtschaftlicher Organismus, nach den Werken des Cato, Varro und Columella</i> , Leipzig, 1906 (Extr. de <i>Klio</i> , V Beiheft).....	CXCIV
GUMMERUS (Herman), <i>Römische Industrie</i> , dans <i>Klio</i> , t. XV, 1918, p. 256-302.....	CXCV
GUNTER (H.), <i>Legenden Studien</i> , Köln, 1906.....	CXCV
GWATKIN (H.-M.), <i>Studies of Arianism</i> , 2 <sup>e</sup> édit., Cambridge, 1900 .....	CXCVII
GWATKIN (H.-M.), <i>The Knowledge of God</i> , Edinburgh, 1906, 2 vol.....	CXCVIII
HAARHOFF (Theodor), <i>Schools of Gaul; a study of pagan and christian education in the last century of the Western Empire</i> , Oxford, 1920.....	CXCIX
HAHN (Ludwig), <i>Das Kaisertum</i> , Leipzig, 1913 ( <i>Das Erbe der Alten</i> , fasc. VI).....	CC
HAHN (Ludwig), <i>Zum Gebrauch der lateinischen Sprache in Konstantinopel</i> , dans <i>Festschrift für Martin von Schanz</i> , Würzburg, 1912 (p. 173-183).....	CCI
HAMELIN (O.) <i>Le système d'Aristote</i> , publ. par L. Robin, Paris, 1920 .....	CCII
HARNACK (Adolph von), <i>Lehrbuch der Dogmengeschichte</i> , Freiburg-Leipzig, 1894-97, 3 vol.....	CCIII
HARNACK (Adolph von), <i>Précis de l'histoire des dogmes</i> , trad. Choisy, Paris, 1893.....	CCIV
HARNACK (Adolph von), <i>Geschichte der althristlichen Literatur bis Eusebius</i> , Leipzig, 1893-94, 2 vol.....	CCV
HARNACK (Adolph von), <i>Mission und Ausbreitung des Christentums in den ersten drei Jahrhunderten</i> , 2 <sup>e</sup> édit., 1906, 2 vol...	CCVI
HARNACK (Adolph von), <i>Militia Christi</i> , 1906.....	CCVII
HARNACK (Adolph von), <i>Das Mönchtum, seine Ideale und seine Geschichte</i> , 6 <sup>e</sup> édit., 1903.....	CCVIII
HARRISON (F.), <i>The Meaning of history</i> , New-York, 1908.....	CCIX
HARTMANN (Ludo-Moritz) <i>Ueber die Ursache des Untergangs des römischen Reichs</i> , dans <i>Archiv für sozial. Gesetzgebung und Statistik</i> t. II.....	CCX
HARTMANN (Ludo-Moritz), <i>Weltgeschichte in gemeindverständlicher Darstellung</i> , Gotha, 1921-24, 7 vol.....	CCXI
HATZFELD (Jean) <i>Les Trafiquants italiens dans l'Orient hellénique</i> , Paris, 1919.....	CCXII
HAVERFIELD (F.), <i>Ancient Rome and Ireland</i> , dans <i>English historical Review</i> vol. XXVIII, 1913 p. 1-12.....	CCXIII

- HAVERFIELD (F.) *The Romanisation of roman Britain*, Oxford, 1905 ..... CCXIV
- HAVET (Julien), *Du partage entre les Romains et les Barbares chez les Burgondes et les Wisigoths*, dans *Œuvres*, t. II, 1896.. CCXV
- HAVET (Louis), *La Prose métrique de Symmaque et les origines métriques du cursus*, Paris, 1892 ..... CCXVI
- HAYES (Carlton H.), *An Introduction to the sources relating to the Germanic invasions*, New-York 1909 (*Columbia University Studies in Political science*, vol. XXXIII, n° 3)..... CCXVII
- HEALY (J.), *Insula Scotorum et doctorum or Ireland's ancient schools and scholars*, 5<sup>e</sup> édit., Dublin, 1908..... CCXVIII
- HEDLAM, *The Emperor Constantin and the Edit of Milan*, dans *Church Quarterly Review*, t. LXXII, janvier 1914 ..... CCXIX
- HEIBERG (J.-L.), *Geschichte der Mathematik und Naturwissenschaft im Altertum*, Munich, 1925 (*Handbuch d'Iwan von Müller*, t. I, 1, 2)..... CCXX
- HEISENBERG (Aug.), *Grundzüge der byzantinischen Kultur*, dans *les Neue Jahrbücher für Philologie*, 1909, p. 196..... CCXXI
- HEITLAND (W.-E.), *Agricola, a study of agriculture and rural life in the Græco-roman world*, Cambridge, 1921..... CCXXII
- HEITLAND (W.-E.), *The Roman fate, an essay of interpretation*, Cambridge, 1922..... CCXXIII
- HINNEBERG (P.) *Die Griechische und Lateinische Literatur und Sprache*, Berlin, 1905 (*Die Kultur der Gegenwart*, 1<sup>re</sup> partie, 8<sup>e</sup> section)..... CCXXIV
- HINNEBERG (P.) *Die Romanischen Literaturen und Sprachen, mit Einschluss der Keltischen*, Berlin, 1909 (*Die Kultur der Gegenwart*, 1<sup>re</sup> partie, 11<sup>e</sup> section)..... CCXXV
- HINSCHIUS (Paul), *System des Katholischen Kirchenrechts*, Berlin, 1869-95, 5 t. en 6 volumes..... CCXXVI
- HIRSCHFELD (Otto), *Die Kaiserliche Verwaltungsbeamten*, 2<sup>e</sup> édit., Berlin, 1905..... CCXXVII
- HIRSCHFELD (Otto), *Die Rangordnung der römischen Kaiserzeit, dans Sitzungsberichte de l'Académie de Berlin*, 1901, p. 579-610 ..... CCXXVIII
- HIRSCHFELD (Otto), *Kleine Schriften*, Berlin, 1913..... CCXXIX
- HIRTH (F.), *Ancient history of China*, New-York, 1908..... CCXXX
- HODGKIN (T.), *Italy and her invaders*, Oxford, 1880-99, 8 vol., 2<sup>e</sup> édit. des vol. I-VI, 1916 ..... CCXXXI
- HOLMES (Rice), *The Roman republic and the founder of the Empire*, Londres, 1923, 3 vol..... CCXXXII
- HOMO (Léon), *Essai sur le règne de l'empereur Aurélien*, Paris, 1904..... CCXXXIII
- HOMO (Léon), *La grande crise de l'an 238 après J.-C. et le problème de l'Histoire Auguste* (*Revue historique*, 1919, II, 209-264) ..... CCXXXIV
- HOMO (Léon) *L'Empereur Gallien et la crise de l'Empire romain au III<sup>e</sup> siècle* (*Revue historique*, 1913, II, p. 248)..... CCXXXV
- HOMO (Léon) *Les privilèges administratifs du Sénat romain et leur disparition graduelle au cours du III<sup>e</sup> siècle* (*Revue historique*, 1921, II, p. 161-203)..... CCXXXVI

HOMO (Léon), <i>L'Empire romain</i> , Paris, 1925.....	CCXXXVII
HOUDOUY (Armand), <i>Le Droit municipal</i> . Première partie : <i>De la condition et de l'administration des villes chez les Romains</i> , Paris, 1876.....	CCXXXVIII
HUART (Clément), <i>La Perse antique</i> , Paris, 1925 ( <i>Bibliothèque de synthèse historique</i> ).....	CCXXXIX
HUELSEN (F.), <i>Formae urbis Romae antiquae</i> , Berlin, 1912....	CCXL
HUET, <i>Histoire du commerce et de la navigation des Anciens</i> , Lyon, 1763.....	CCXLI
HUMBERT (Gustave), <i>Essai sur les finances et la comptabilité publique chez les Romains</i> , Paris, 1887, 2 vol.....	CCXLII
HUMPHREY (Edward Frank), <i>Politics and religion in the days of Augustine</i> (395-430), New-York, 1912 (thèse de Columbia Univ.).....	CCXLIII
HUNZINGER (Aug.-Wilh.), <i>Die Diokletianische Staatsreform</i> (dissertation de Rostock, 1898-99).....	CCXLIV
HUTTMANN (Maude A.), <i>The Establishment of Christianity and the proscription of paganism</i> , New-York, 1914 ( <i>Columbia University Studies</i> ).....	CCXLV
HUVELIN, <i>Mercatura</i> , dans le <i>Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines</i> de Saglio.....	CCXLVI
IORGA (Nicolas), <i>Essai de synthèse de l'histoire de l'humanité. T. I : l'Antiquité</i> , Paris, 1926.....	CCXLVII
JAMES (H.-R.), <i>Our Hellenic heritage</i> , Londres, 1921-24, 2 vol..	CCXLVIII
JIRECEK (J.-C.), <i>Die Romanen in den Städten Dalmatiens während des Mittelalters</i> , dans <i>Denkschriften</i> de l'Académie de Vienne, classe historico-philologique, t. XLVIII, 1902.....	CCXLIX
JONES (H. Stuart), <i>Companion to roman history</i> , Oxford, 1912..	CCL
JONES (H. Stuart), <i>The Roman empire: B. C. 29-A. D. 476</i> , Londres, 1908.....	CCL bis
JOUGUET (Pierre), <i>La Vie municipale dans l'Égypte romaine</i> , Paris, 1911.....	CCLI
JOUGUET (Pierre), <i>En quelle année finit la guerre entre Constantin et Licinius</i> ( <i>Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions</i> , 1906).....	CCLII
JULLIAN (Camille), <i>Ausone et Bordeaux, études sur les derniers temps de la Gaule romaine</i> , Paris-Bordeaux, 1893.....	CCLIII
JULLIAN (Camille), <i>Histoire de la Gaule</i> , Paris, 1910-26, 6 vol....	CCLIV
JULLIAN (Camille), <i>Notes sur l'armée romaine au IV<sup>e</sup> siècle</i> , dans <i>Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux</i> , 1884, p. 59-85...	CCLV
JUNG (Julius), <i>Die Romanischen Landschaften des Römischen Reiches</i> , 1881.....	
JUNG (Julius), <i>Römer und Romanen in der Donauländern</i> , 2 <sup>e</sup> édit., 1887.....	CCLVI
JUNG (Julius) <i>Orbis romanus</i> dans <i>Handbuch der Klassischen Altertumswissenschaft</i> d'Iwan von Müller, t. III, 3 <sup>e</sup> partie, 1897 p. 1-178.....	CCLVII
JUNG (Julius), <i>De Scolis romanis in Gallia comata</i> , 1885.....	CCLVIII
KAERST (Julius), <i>Geschichte des Hellenistischen Zeitalters</i> , Leipzig, 1901.....	CCLIX
KARLOWA (Otto), <i>Römische Rechtsgeschichte, I : Staatsrecht und</i>	

- Rechtsquellen*, Leipzig, 1885..... CCLX
- KAUFMANN (G.), *Rhetorenschulen und Klosterschulen oder heidnische und christliche Cultur in Gallien während des 5 und 6 Jahrhunderts*, Leipzig, 1869 (*Historisches Taschenbuch*)..... CCLXI
- KAUFMANN (G.), *Ueber das Förderatverhältniss des Tolosanischen Reiches zu Rom, dans Recherches zur deutschen Geschichte*, t. VI, 1866, p. 435-476..... CCLXII
- KELLER (R.), *Stilicho oder die Geschichte des Weströmischen Reichs von 395-408*, Berlin, 1884..... CCLXIII
- KLEIN (Walter), *Studien zu Ammianus Marcellinus (Klio, supplément 13)*, 1914..... CCLXIV
- Konstantin und seine Zeit, Festgabe zum Konstantin-jubiläum*, publié par Franz-Joseph Doelger, Fribourg, 1913 (*Römische Quartalschrift* 19<sup>e</sup> supplément)..... CCLXV
- KORNEMANN (Ernst), *Die Organisation der Afrikanischen pagi*, dans *Philologus*, t. LX, 1900..... CCLXVI
- KORNEMANN (Ernst), *Die römische Kaiserzeit*, dans Gercke et Norden, *Einleitung*, t. III, p. 210-306..... CCLXVII
- KORNEMANN (Ernst), *Zur Stadtentstehung in den ehemals Keltischen und germanischen Gebieten des Römerreichs* (diss. Gießen, 1898-99)..... CCLXVIII
- KRAUS (Franz-Xav.), *Geschichte der Christlichen Kunst*, édit. Sauer, Fribourg, 1896-1903, 2 tomes en 3 volumes..... CCLXIX
- KREBS (Eug.), *Die Religionen im Römerzeit zu Beginn des IV. Jahrhunderts, dans Konstantin... Festgabe*, p. 1-39..... CCLXX
- KUHN (Emil), *Beiträge zur Verfassung des römischen Reichs, mit besonderer Rücksicht auf die Periode von Constantin bis auf Justinian*, 1849..... CCLXXI
- KUHN (Emil), *Die Städtische und bürgerliche Verfassung des römischen Reichs bis auf die Zeiten Justinians*, Leipzig, 1864-65, 2 vol..... CCLXXII
- KUHN (Emil), *Ueber die Entstehung der Städte der Alten*, Leipzig, 1878..... CCLXXIII
- KURTH (Godefroid), *La Frontière linguistique en Belgique et dans le Nord de la France*, Bruxelles, 1896-98, 2 vol..... CCLXXIV
- LABRIOLLE (Pierre de), *Histoire de la littérature latine chrétienne*, Paris, 1920..... CCLXXV
- LAMPRECHT (Karl), *Fränkische Ansiedlungen und Wanderungen im Rheinland*, dans *Westdeutsche Zeitschrift*, t. I, 1882..... CCLXXVI
- LANGEN (Jos.), *Geschichte der römischen Kirche bis zum Pontifikat Leos I. II : Von Leo I bis Nicolaus I*, Gotha, 1885.... CCLXXVII
- LARDÉ (G.), *Le Tribunal du clerc dans l'Empire romain et la Gaule franque*, Moulins, 1920..... CCLXXVIII
- LAVISSE (Ernest), *Histoire de France*, Paris, 1900-03, t. I et II, en 4 volumes..... CCLXXIX
- LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale du IV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, t. I : *Les origines (395-1095)*, 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1905..... CCLXXX
- LEBEAU (C.), *Histoire du Bas-Empire*, Paris, 1757-1817, 28 vol. (les t. I à X)..... CCLXXXI
- LECLERCQ (Dom H.), *L'Afrique chrétienne*, Paris, 1904..... CCLXXXII
- LECLERCQ (Dom H.), *Manuel d'archéologie chrétienne depuis les*



<i>origines jusqu'au VIII<sup>e</sup> siècle</i> , Paris, 1907, 2 vol.....	CCLXXXIII
LECLERCQ (Dom H.), <i>Les Martyrs</i> , Paris, 1906-1909, 4 vol.....	CCLXXXIV
LECLERCQ (Dom H.), <i>Cénobitisme</i> , dans <i>Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie</i> de Dom Cabrol, t. II, 2, p. 3047-3248 .....	CCLXXXV
LÉCRIVAIN (Ch.), <i>Le Sénat romain depuis Dioclétien, à Rome et à Constantinople</i> , Paris, 1888.....	CCLXXXVI
LÉCRIVAIN (Ch.), <i>De Agris publicis imperatorisque ab Augusti tempore usque ad finem imperii romani</i> , Paris, 1887.....	CCLXXXVII
LÉCRIVAIN (Ch.), <i>Etudes sur l'Histoire Auguste</i> , Paris, 1904.....	CCLXXXVIII
<i>The Legacy of Rome ; Essays</i> , édit. par Ch. Bailey, Oxford, 1923.	CCLXXXIX
LEGGE (F.), <i>Forerunners and rivals of Christianity</i> , London, 1915.	CCXC
LEJAY (P.), <i>Ancienne philologie chrétienne, monachisme oriental, dans Revue d'histoire et de littérature religieuse</i> , 1906.....	CCXCI
LENAIN DE TILLEMONT (Séb.), <i>Histoire des empereurs qui ont régné pendant les six premiers siècles de l'Eglise</i> , Paris, 1692-1738, 6 vol.....	CCXCII
LENAIN DE TILLEMONT (Séb.), <i>Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique des six premiers siècles</i> , Bruxelles, 1693-1707, 15 vol. ; 2 <sup>e</sup> édit., Paris 1701-1712, 16 vol.....	CCXCIII
LESNE (E.), <i>La Propriété ecclésiastique en France aux époques romaine et mérovingienne</i> , Lille-Paris, 1910-26, 3 vol.....	CCXCIV
LEVASSEUR (E.), <i>Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France</i> , t. I, 2 <sup>e</sup> édit., Paris, 1900.....	CCXCV
LIEBENAM (W.), <i>Geschichte des römischen Vereinswesens</i> , Leipzig, 1890 .....	CCXCVI
LIEBENAM (W.), <i>Städteverwaltung in römischen Kaiserreiche</i> , Leipzig 1900.....	CCXCVII
LINAS (Ch. de), <i>Les Origines de l'orfèvrerie cloisonnée</i> , Paris, 1877-87, 3 vol.....	CCXCVIII
LINDNER (Theodor), <i>Weltgeschichte seit der Völkerwanderung</i> , Stuttgart-Berlin, 1901-1917, 8 vol. (les t. I-III).....	CCXCIX
LINSENMAIER (A.), <i>Die Bekämpfung des Christentums durch den römischen Staat bis zum Tode des Kaisers Julian (363)</i> , Munich, 1905 .....	CCC
LITTRE (Emile), <i>Rome et les Barbares</i> , Paris, 1867.....	CCCI
LIZERAND (Georges), <i>Aetius</i> , Paris, 1910 (thèse).....	CCCII
LONGNON (Auguste), <i>Atlas historique de la France</i> , Paris, 1885-1907 .....	CCCIII
LONGNON (Auguste), <i>Les noms de lieu de la France, leur origine, leur signification, leurs transformations</i> , publ. par Marichal et Mirot, Paris, 1920-23, 3 fasc.....	CCCIV
LOT (Ferdinand), <i>De l'étendue et de la valeur du caput fiscal sous le Bas-Empire</i> , dans la <i>Revue historique du droit</i> , 1923, p. 5-60, 177-192.....	CCCV
LOT (Ferdinand), <i>Les migrations saxonnes en Gaule et en Grande-Bretagne du III<sup>e</sup> au V<sup>e</sup> siècle</i> , dans la <i>Revue historique</i> , t. CXIX 1915 .....	CCCVI
LOT (Ferdinand), <i>Hengist, Hors, Vortigern: la conquête de la Grande-Bretagne par les Saxons</i> , dans les <i>Mélanges d'histoire offerts à M. Charles Bémont</i> , Paris, 1913.....	CCCVII

- LOTH (Joseph), *L'Émigration bretonne en Armorique du V<sup>e</sup> au VII<sup>e</sup> siècle de notre ère*, Rennes, 1883..... CCCVIII
- LUCIUS (Ernest), *Les Origines du culte des saints dans l'Église chrétienne*, édit. française, Paris, 1908..... CCCIX
- MACDONALD (George), *The Roman wall in Scotland*, Glasgow, 1911..... CCCX
- MADVIG (J.-N.), *Verfassung und Verwaltung des römischen Staates*, 1881-82, 2 vol. Trad. française par Ch. Morel, 1889, 3 vol..... CCCXI
- MALE (Emile), *L'Art allemand et l'art français du moyen âge*, Paris, 1917..... CCCXII
- MANARESI (Alfonso), *L'Imperio romano e il Christianesimo*, Turin, 1914..... CCCXIII
- MANRIEN (J.), *Les Origines du christianisme chez les Gots*, dans *Analecta Bollardiana*, t. XXXIII, 1914..... CCCXIV
- MARQUART (J.), *Osteuropäische und Ostasiatische Streifzüge*, Leipzig, 1903..... CCCXV
- MARQUARDT. Voy. Mommsen.
- MARSH (Frank Burt), *The Founding of the roman Empire*, Austin, 1922..... CCCXVI
- MARTROYE (F.), *La Répression du donatisme et la politique religieuse de Constantin*, Nogent-le-Rotrou, 1914 (Extr. des *Mémoires de la Soc. des antiquaires de France*, t. LXXIII)... CCCXVII
- MARTROYE (F.), *L'Édit de Milan*, dans *Bulletin d'ancienne littérature et d'archéologie chrétienne*, 1914..... CCCXVIII
- MARTROYE (F.), *Genséric: la conquête vandale et la destruction de l'Empire d'Occident*, Paris, 1907..... CCCXIX
- MARX (Karl), *Das Kapital*, édit. Engels, Hambourg, 1890-94, 3 tomes en 4 volumes (les t. I-II); — trad. Molitor, Paris, 1924, 3 vol..... CCCXX
- MAURICE (Jules), *Constantin*, Paris, 1924..... CCCXXI
- MAURICE (Jules), *Numismatique Constantinienne*, Paris, 1911, 3 vol..... CCCXXII
- MAURICE (Jules), *Les Origines de Constantinople*, dans *Mémoires publiés à l'occasion du Centenaire de la Société des antiquaires de France*, 1904..... CCCXXIII
- MERCIER (E.), *La Population indigène de l'Afrique sous la domination romaine, vandale et byzantine*, dans *Rec. de la Société archéol. de Constantin*, 1895-96..... CCCXXIV
- MESNAGE (le P. J.), *Le Christianisme en Afrique*, Paris, 1914-15, 4 vol..... CCCXXV
- MEYER (Eduard), *Bevölkerungswesen*, dans *Handwörterbuch d. Staatswissenschaft*..... CCCXXVI
- MEYER (Eduard), *Kleinere Schriften*, Halle, 1910-24, 2 vol..... CCCXXVII
- MEYER (Eduard), *Die wirthschaftliche Entwicklung des Altertums*, Iéna, 1895 (Extr. des *Jahrbücher für Nationalökonomie*). CCCXXVIII
- MEYER (Kuno), *Learning in Ireland in the fifth century and the transmission of letters*, Dublin, 1912..... CCCXXIX
- MICHAUT (Gustave), *Le Génie latin*, Paris, 1898..... CCCXXX
- MICHEL (André). Voy. André-Michel.
- MILHAUD (G.), *Étude sur la pensée scientifique grecque*, Paris, 1906. CCCXXXI
- MISPOULET (J.-B.), *Institutions politiques des Romains*, Paris

- 1883, 2 vol..... CCCXXXII
- MITTEIS (Ludwig), *Reichsrecht und Volksrecht in den östlichen Provinzen des römischen Kaiserreichs*, Leipzig, 1891..... CCCXXXIII
- MITTEIS (Ludwig), *Zur Geschichte der Erbpacht im Altertum*, Leipzig, 1901..... CCCXXXIV
- MOLINIER (Emile), *Histoire générale des arts appliqués à l'industrie du V<sup>e</sup> à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1896-1902 4 vol... CCCXXXV
- MOMMSEN (Theodor), *Histoire romaine*, trad. Cagnat et Toutain, 1872-89, 11 vol..... CCCXXXVI
- MOMMSEN (Theodor), *Aetius*, dans *Gesamm. Schriften*, t. V, p. 438. CCCXXXVII
- MOMMSEN (Theodor) *Apollinaris Silonius und seine Zeit*, dans *Reden und Aufsätze*, Berlin, 1905..... CCCXXXVIII
- MOMMSEN (Theodor), *Boden und Geldwirtschaft der römischen Kaiserzeit*, dans *Gesamm. Schriften*, t. V, p. 558-617..... CCCXXXIX
- MOMMSEN (Theodor), *Die Erbllichkeit des Decurionats*, dans *Festschrift Hirschfeld*, 1903, p. 1-7..... CCCXL
- MOMMSEN (Theodor), *Militärwesen seit Diocletian*, dans *Hermès*, t. XXIV..... CCCXLI
- MOMMSEN (Theodor), *Die römischen Lagerstädte*, dans *Gesamm. Schriften*, t. VI, 1910, p. 176-203..... CCCXLII
- MOMMSEN (Theodor), *Stilicho und Alarich* dans *Gesamm. Schriften*, t. IV, 516-530..... CCCXLIII
- MOMMSEN (Theodor) et MARQUARDT (J.), *Manuel des Antiquités romaines*, traduit sous la direction de Gustave Humbert : t. I-VIII, *Droit public*, par MOMMSEN, trad. P.-Fréd. Girard ; t. IX-X, *Organisation de l'Empire*, par J. MARQUARDT, trad. A. Weiss et P. Lucas ; t. XII-XIII, *Le culte*, par J. MARQUARDT, trad. Brissaud ; t. XIV-XV, *La vie privée*, trad. V. Henry ; t. XVI, *Histoire des sources du droit*, par P. KRUGER, trad. Brissaud ; t. XVII-XIX, *Le droit pénal*, par MOMMSEN, trad. A. Duquesne. Paris, 1889-1907, 19 vol..... CCCXLIV
- MONCEAUX (Paul), *Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne depuis les origines jusqu'à l'invasion arabe*, Paris, 1901-23 7 vol..... CCCXLV
- MONNIER (Henry), *Etudes de droit byzantin* : I, De *ἡ ἐκκλησία* ; II, Méditation sur la constitution *ἐκκλησία* et le *jus poenitendi*, Paris, 1895-1900 (Extr. de la *Nouvelle Revue historique de droit*)..... CCCXLVI
- MONTESQUIEU, *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*, 1734..... CCCXLVII
- MOREAU DE JONNÈS, *Statistique des peuples de l'antiquité*, Paris, 1851..... CCCXLVIII
- MORIN-JEAN, *La Verrerie en Gaule sous l'Empire romain*, Paris, 1913..... CCCXLIX
- MUELLENHOFF (Karl), *Deutsche Altertumskunde*, Berlin, 1870-1900, 5 vol. Les t. I, II, V, en nouvelle édition, 1891, 1906, 1908..... CCCL
- NAUDET (J.), *Des changements opérés dans toutes les parties de l'administration de l'Empire romain sous les règnes de Dioclétien, de Constantin et de leurs successeurs jusqu'à Julien*, Paris, 1817 2 vol..... CCCL

- NEUMANN (Karl Johannes), *Römische Staataltertümer*, dans GERCKE et NORDEN, *Einleitung*, t. III, p. 408..... CCCLII
- NEUMANN (Karl Johannes), *Der römische Staat und die allgemeine Kirche bis auf Diocletian*, Leipzig, 1890..... CCCLIII
- NEUMANN (Karl Johannes), *Entwicklung und Aufgaben der Alten Geschichte*, Strasbourg, 1910..... CCCLIV
- NEURATH (O.), *Antike Wirtschaftsgeschichte*, 1909, dans *Aus Natur und Geisteswelt*, vol. 258..... CCCLV
- NEURATH (O.), *Zur Anschauung der Antike über Handel, Gewerbe und Landschaft*, dans *Jahrbücher für Nationalökonomie*, t. XXXII, 1907..... CCCLVI
- NIESE (Benedictus), *Grundriss der römischen Geschichte, nebst Quellenkunde*, 2<sup>e</sup> édit., Munich, 1897..... CCCLVII
- NISSEN (Henrich), *Italische Landeskunde*, Berlin, 1883-1902, 3 vol..... CCCLVIII
- NISSEN (Henrich), *Der Verkehr zwischen China und dem Römischen Reiche*, dans *Bonner Jahrbücher*, t. XCV, 1894, p. 1-28..... CCCLIX
- NORDEN (Eduard), *Die antike Kunstprosa von VI Jahrhundert vor Christus bis in die Zeit der Renaissance*, 2<sup>e</sup> édit., Leipzig, 1909, 2 vol..... CCCLX
- NORDEN (Eduard), *Die lateinische Literatur im Uebergang vom Altertum zum Mittelalter*, dans Hinneberg, *Die Kultur der Gegenwart*, 1<sup>re</sup> partie, 8<sup>e</sup> section, 3<sup>e</sup> édit., 1912 p. 483-522... CCCLXI
- OVERZINER (Lodovico), *Le Guerre germaniche di Flavio Claudio Giuliano*, Rome, 1896..... CCCLXII
- OMAN (Ch.), *History of the art of war*, Londres, 1898..... CCCLXIII
- OTTO (Walter), *Kulturgeschichte des Altertums*. Munich, 1925... CCCLXIV
- OVERBECK (J.), *Geschichte der griechischen Plastik*, 4<sup>e</sup> édit., Leipzig, 1892-94, 2 vol..... CCCLXV
- OZANAM (A.-F.), *La Civilisation au V<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1855, 2 vol..... CCCLXVI
- OZANAM (A.-F.), *Etudes germaniques*, 6<sup>e</sup> édit., Paris, 1893-94, 2 vol..... CCCLXVII
- PAIS (Ettore), *Storia della colonizzazione di Roma antica, Prolegomeni*, Rome, 1923..... CCCLXVIII
- PARIS (Gaston), *Romania, Romani*, dans *la Romania*, t. I, 1872 p. 22..... CCCLXIX
- PARRAVICINI (Achille), *Studio di retorica sulle opere di Claudiano*, Milan, 1905..... CCCLXX
- PARVAN (Vasile), *Die Nationalität der Kaufleute im römischen Kaiserreich* (dissert. de Breslau, 1909)..... CCCLXXI
- PARVAN (Vasile), *La Pénétration hellénique et hellénistique dans la vallée du Danube*, dans le *Bulletin de la section historique de l'Académie roumaine*, t. X, 1923..... CCCLXXII
- PECK (Harry Thurston), *A History of classical philology from the seventh century B. C. to twentieth century*, New-York, 1911..... CCLXXIII
- PEISKER (T.), *The Asiatic background*, dans *Cambridge medieval History*, t. I, p. 323-359..... CCCLXXIV
- PÉRATÉ (André), *L'Archéologie chrétienne*, Paris, 1892..... CCCLXXV
- PERSON (Alex. W.), *Staat und Manufaktur im römischen Reiche*, Lund, 1923..... CCCLXXVI
- PETER (Hermann), *Die geschichtliche Litteratur über die römische*

- Kaiserzeit bis Theodosius, Leipzig, 1897, 2 vol. .... CCCLXXVII
- PETIT (Albert), Voy. ALBERT-PETIT.
- PFISTER (Christian), Voy. LAVISSE, *Histoire de France*, t. II, 1<sup>re</sup> partie.
- PFISTER (F.), *Der Reliquienkult im Altertum*, Giessen, 1909. .... CCCLXXVIII
- PFLUG-HARTTUNG (Julius von), *Römer und Germanen im 3 und 4 Jahrhundert. Die Grenzwehr von 268-375*, dans *Zeitschrift für allgemeine Geschichte*, t. II, 1885, p. 321-339. .... CCCLXXIX
- PFLUG-HARTTUNG (Julius von), *Weltgeschichte*, Berlin, s. d. .... CCCLXXX
- PICHLER (Fritz), *Austria Romana, geographisches Lexikon*, Leipzig, 1902 (Quellen und Forschungen zur alten Geschichte und Geographie, publ. par W. Sieglin, fasc. 2). .... CCCLXXXI
- PICHON (René), *Etudes sur l'histoire de la littérature latine dans les Gaules. Les derniers écrivains profanes: les panégyristes, Ausone, le Querolus, Rutilius Namatianus*, Paris, 1906. .... CCCLXXXII
- PICHON (René), *Lactance, étude sur le mouvement philosophique et religieux sous Constantin*, Paris, 1901. .... CCCLXXXIII
- PICHON (René), *Histoire de la littérature latine*, Paris, 1903. .... CCCLXXXIV
- PIRENNE (Henri), *The Stages of the social history of capitalism*, dans *American historical Review*, avril 1914, p. 494-515. .... CCCLXXXV
- PIRENNE (Henri), *Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme*, dans *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, 1914. .... CCCLXXXVI
- PLANCK (M.), *Der Verfall des römischen Kriegswesens am Ende des IV Jahrhunderts*, Stuttgart, 1877 (*Festschrift Gymn. Württemberg zur 4 Säcularfest Univ. Tübingen*). .... CCCLXXXVII
- POHLMANN (Robert von), *Aus Altertum und Gegenwart, Gesammelte Abhandlungen*, 1911, 2 vol. .... CCCLXXXVIII
- POHLMANN (Robert von), *Geschichte des antiken Kommunismus und Sozialismus*, 1893. .... CCCLXXXIX
- POHLMANN (Robert von), *Römische Kaiserzeit und Untergang der alten Welt*, dans Pflug-Harttung *Weltgeschichte*. .... CCCXC
- POHLMANN (Robert von), *Die Uebervölkerung der antiken Grossstädte*, Leipzig, 1884. .... CCCXCI
- PREUSS (Theodor), *Kaiser Diocletian und seine Zeit*, Leipzig, 1869. .... CCCXCII
- PREUSS (Theodor), *Die Franken und ihre Verhältnisse zu Rom im letzten Jahrh. des Reiches*, Tilsitt, 1889. .... CCCXCIII
- PURCH (A.), *Saint Jean Chrysostome et les mœurs de son temps*, Paris, 1891. .... CCCXCIV
- RAUSCHEN (G.), *Das griechisch-römische Schulwesen zur Zeit des ausgehenden Heidentums*, Bonn, 1901. .... CCCXCV
- RAWLINSON (H.-G.), *Intercourse between India and the Western world, from the earliest times to the fall of Rome*, Cambridge, 1916. .... CCCXCVI
- Realencyclopädie der classischen Altertumswissenschaft*, sous la direction de Pauly, nouv. édit., par Wissowa, 1894-1924, 12 t. et supplém. 25 vol. .... CCCXCVII
- REICHE (Friedrich), *Ueber die Teilung der Zivil und Militär-gewalt im 3 Jahrhundert* (Progr. Bresslau, 1900). .... CCCXCVIII
- REICHE (Friedrich), *Der Untergang der antiken Welt, Zusammenfassende kritische Betrachtung*, dans *Festschrift zur Feier des*

50-jährigen Bestehens der Gymnasiums zu Schrimme, 1908....	CCCCC
REID (James S.), <i>Roman Municipalities of the roman Empire</i> , Cambridge, 1913.....	CD
REINACH (Salomon), <i>L'origine et les caractères de l'art gallo-romain</i> , dans <i>Description raisonnée du musée de Saint-Germain</i> , 1894.....	CDI
REINHARDT (Ludwig), <i>Helvetien unter den Römern</i> , Berlin-Wien, 1924.....	CDII
REITTERER (Nikolaus), <i>Der Glaube an die Fortdauer des römischen Reiches im Abendlande</i> , dissert. Münster, 1899-1900....	CDIII
<i>Religion in Geschichte und Gegenwart (die)</i> , publ. par Schiele et Zscharnack, Tübingen, t. IV, 1914.....	CDIV
RENAN (Ernest), <i>Marc Aurèle et la fin du monde antique</i> , Paris, 1882.....	CDV
RÉVILLE (Albert), <i>Histoire du dogme de la divinité de Jésus-Christ</i> , 4 <sup>e</sup> édit., Paris, 1904.....	CDVI
RÉVILLE (Jean), <i>La religion à Rome sous les Sévères</i> , Paris, 1886.	CDVII
RÉVILLOUT (Ch.), <i>De l'Arianisme des peuples germaniques qui ont envahi l'Empire romain</i> , Paris, 1850 (thèse).....	CDVIII
RÉVILLOUT (Eug.), <i>Les Ostraka</i> , dans <i>C. R. des séances de l'Académie des inscriptions</i> , 1870, p. 321.....	CDIX
RICHTER (H.), <i>Das Weströmische Reich, besonders unter den Kaisern Gratian, Valentinian II und Maximus</i> , Berlin, 1865.	CDX
RICHTER (Otto), <i>Topographie von Rom</i> , dans <i>Handbuch der klass. Philologie</i> d'Iwan von Müller, t. III, 3 <sup>e</sup> partie.....	CDXI
RIEGL (Alois), <i>Spätromische Kunstindustrie nach den Funden in Oesterreich-Ungarn</i> . I, Vienne, 1901-23, 2 vol.....	CDXII
ITTERLING (E.), <i>Zum römischen Heerwesen des ausgehenden dritten Jahrhunderts</i> , dans <i>Festschrift für Otto Hirschfeld</i> , 1903.....	CDXIII
RODBERTUS, <i>Untersuchungen auf dem Gebiete der Nationalökonomie des klassischen Altertums</i> , dans <i>Jahrbücher für Nationalökonomie</i> de Hildebrand, t. II, IV, V, VIII, 1864-67....	CDXIV
ROGALA (Sig.), <i>Die Anfänge des arianischen Streits</i> , Paderborn, 1907.....	CDXV
ROGER (H.), <i>L'Enseignement des lettres classiques d'Ausone à Alcuin</i> , Paris, 1905.....	CDXVI
ROMAN (J.), <i>Notes sur l'organisation municipale de l'Afrique romaine</i> , I: <i>Les Curies</i> , dans <i>Annales de la Faculté de droit d'Aix</i> , t. IV, 1911, p. 85-123.....	CDXVII
ROMANO (G.), <i>Le Dominazioni barbariche in Italia (395-1024)</i> , Milan, 1909 ( <i>Storia politica d'Italia</i> , scritta da una società di professori).....	CDXVIII
ROSCHER (W.), <i>Ueber das Verhältniss der Nationalökonomie zum klass. Alterthum</i> , dans <i>Berichte de l'Académie de Saxe</i> , 1849.....	CDXIX
ROSTOWTZEW (Michel), <i>Hellenistisch-römische Architekturlandschaft</i> , dans <i>Römische Mitteilungen</i> , 1911.....	CDXX
ROSTOWTZEW (Michel), <i>Studien zur Geschichte des römischen Kolonats</i> , Leipzig, 1910.....	CDXXI
ROSTOWTZEW (Michel), <i>Social and Economic history of the roman</i>	CDXXII

- Emptre, Oxford, 1926.**..... **CDXXII bis**
- ROUGIER (Louis), *La Mentalité scolastique*, dans la *Revue philosophique*, mars-avril 1924..... **CDXXIII**
- RUGGIERO (Ettore de), *La Patria nel diritto pubblico romano*, Rome, 1921..... **CDXXIV**  
**CDXXXV**
- RUNKEL (F.), *Die Schlacht bei Adrianopol*, diss. Rostock, 1903..  
*Du Sage antique au citoyen moderne*, publ. par Bouglé, Bréhier,  
Delacroix, Parodi, Paris, 1921..... **CDXXVI**
- SAGLIO, Voy. *Dictionnaire*.
- SAINT-YVES (P.), *Les Saints successeurs des dieux*, Paris, 1907..  
**CDXXVII**
- SALEILLES (Raymond), *L'Organisation juridique des premières communautés chrétiennes*, dans *Mélanges P.-Fréd. Girard*, t. II, 1912, p. 469-509..... **CDXXVIII**
- SALEILLES (Raymond), *De l'établissement des Burgondes sur les domaines des Gallo-Romains*, dans la *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, t. I, p. 43-103..... **CDXXIX**
- SALVIOLI (G.), *Le capitalisme dans le monde antique*, trad. par Alfred Bonnet, Paris, 1906..... **CDXXX**
- SANDYS (John), *A Companion to latin studies*, 2<sup>e</sup> édit., Cambridge, 1913..... **CDXXXI**
- SANDYS (John), *A history of classical scholarship*, Cambridge 1906-1908, 3 vol. ; le t. I : *From the sixth century B. C. to the end of the middle ages*..... **CDXXXII**
- SANDYS (John), *A Short history of the classical scholarship*, Cambridge, 1915..... **CDXXXIV**  
**CDXXXV**
- SARWEY, *Der Abgrenzung des Römerreiches*, 1894..... **CDXXXVI**
- SARWEY et HETTNER, *Der Obergermanisch-rätische Limes*, Heidelberg, 1894-1913, 39 livr..... **CDXXXVII**
- SAVIGNY (Carl. von), *Vermischte Schriften*, Berlin, 1850, 2 vol..  
SCHANZ (Martin von), *Römische Literaturgeschichte*, 2<sup>e</sup> édit. Munich, 1898-1914, 4 parties (*Handbuch d'Iwan von Müller*).  
**CDXXXVIII**
- SCHAUBE, *Handelsgeschichte der romanischen Völker des Mittelmeergebiets bis zum Ende der Kreuzzüge*, Munich, 1906..... **CDXXXIX**
- SCHILLER (Hermann), *Geschichte der römischen Kaiserzeit*, Gotha 1883, 2 vol..... **CDXL**
- SCHILLER (Hermann) et VOIGT (Moritz), *Die römischen Staats-Kriegs und Privataltertümer*, 2<sup>e</sup> édit., Munich, 1893..... **CDXLI**
- SCHLOSSER (J. von), *Zur Genesis der mittelalterlichen Kunstanschauung*, dans *Mittheilungen des Instituts für Oesterreich. Geschichtsforschung*, 6<sup>e</sup> vol. supplémentaire, 1901, p. 760-791. **CDXLII**
- SCHMIDT (Ludwig), *Allgemeine Geschichte der germanischen Völker bis zur Mitte des sechsten Jahrhunderts*, Munich, 1909..... **CDXLIII**
- SCHMIDT (Ludwig), *Geschichte der deutschen Stämme bis zum Ausgang der Völkerwanderung*, Berlin, 1904-1918, 2 vol. (*Quellen und Forschungen*, publ. par W. Sieglin)..... **CDXLIV**  
**CDXLV**
- SCHMIDT (Ludwig), *Geschichte der Vandalen*, Leipzig, 1901....
- SCHMIDT (Ludwig), *Die Ursachen der Völkerwanderung*, dans *Neue Jahrbücher für das klassische Altertum*, t. XI, 1903... **CDXLVI**
- SCHMIDT (Richard), *Allgemeine Staatslehre*, Leipzig, 1901-03, 2 vol..... **CDXLVII**
- SCHMOLLER (Gustav), *Die geschichtliche Entwicklung der Unter-*

- nehmung, XI: Die Handelsgeschichte des Altertums, dans *Jahrbuch für Gesetzgebung*, t. XVI, 1892.....  
**CDXLVIII**
- SCHRIJNEN (J.), *Konstantin de Groote en het edikt van Milaan*, Utrecht, 1913.....  
**CDXLIX**
- SCHULTHEISS (J.-G.), *Die Germanen im Dienste der römischen Reichsidee*, dans *Zeitschrift für allgemeine Geschichte*, t. II, 1885, p. 801-807.....  
**CDL**
- SCHULTZE (Victor), *Altchristliche Städte und Landschaften, I: Konstantinopel (324-450)* Leipzig, 1913.....  
**CDLI**
- SCHULTZE (Victor), *Geschichte des Untergangs des griechisch-römischen Heidentums*, Iéna, 1887-92, 2 vol.....  
**CDLII**
- SCHULTZE (Victor), *Konstantin*, dans *Realencyklopaedie für protestant. Theologie und Kirche*, 3<sup>e</sup> édit., t. X, p. 769.....  
**CDLIII**
- SCHWARTE, *Die Technik des Kriegswesen*, 1913, dans *Die Kultur der Gegenwart*, t. IV, part. 12.....  
**CDLIV**
- SCHWARTZ (Ed.), *Kaiser Constantin und die christliche Kirche*, Leipzig, 1913.....  
**CDLV**
- SCHWARTZ (Ed.), *Die Konzilien der 4. u. 5. Jahrhunderten*, dans *Histor. Zeitschrift*, t. CIV, 1910.....  
**CDLVI**
- SEBECK (Otto), *Geschichte des Untergangs der antiken Welt*, Berlin, 1895-1921, 6 vol.; le t. I en 3<sup>e</sup> édit., Berlin, 1910.....  
**CDLVII**
- SEGRE (Arturo), *Storia del commercio*, 2<sup>e</sup> édit., Turin-Gênes, 1923, 2 vol.....  
**CDLVIII**
- SERRIGNY (D.), *Droit public et administratif romain*, Paris, 1862, 2 vol.....  
**CDLIX**
- SESAN (Valerian), *Kirche und Staat im römisch-byzantinischen Reiche*, Czernowitz, 1911.....  
**CDLX**
- SIGWART, *Kapitalismus*, dans PAULY-WISSOWA, *Realencyclopædie*, t. III, 2<sup>e</sup> partie, col. 1900-1909.....  
**CDLXI**
- SITTL (Karl), *Archäologie der Kunst*, Munich, 1895 (*Handbuch d'Iwan von Müller*, t. VI).....  
**CDLXII**  
**DLXIII**
- SOMBART (Werner), *Das Moderne Kapitalismus*, 1916-17, 2 vol..  
**CDLXIV**
- SOREL (Georges), *La Ruine du monde antique*, nouvelle édit., Paris, 1925.....  
**CDLXV**
- SPECK (E.), *Handelsgeschichte des Altertums*, 1906, 4 vol.....  
**CDLXVI**
- STEIN (Ernst), *Untersuchungen über das Officium der praetorianer Praefektur seit Diokletian*, Vienne, 1922.....  
**CDLXVII**
- STEINACKER (H.), *Die römische Kirche und die griechische Sprachkenntnis des Frühmittelalters*, dans *Festschrift Th. Gomperz*, Vienne, 1901 (p. 324-341).....  
**CDLXVIII**
- STEMPLINGER (Eduard), *Das Plagiat in der griech. Literatur*, Leipzig, 1912.....  
**CDLXIX**
- STÖCKLE, *Spätromische und byzantin. Zünfte*, dans *Klio*, 9<sup>e</sup> vol. supplémentaire, 1911.....  
**CDLXX**
- STREHL (W.) et SOLTAN (W.), *Grundriss der alten Geschichte und Quellenkunde*, t. II: *Römische Geschichte*, Breslau, 1914.....  
**CDLXXI**
- STRZYGOWSKI (Josef), *Die Bedeutung der Gründung Konstantinopels für die Entwicklung der christlichen Kunst*, dans *Konstantin der Grosse*, p. 363-376.....  
**CDLXXII**
- STRZYGOWSKI (Josef), *Orient oder Rom, Beiträge zur Geschichte der späteren und frühchristlichen Kunst*, 1901.....



- STRZYGOWSKI (Josef), *Kleinasien, ein Neuland der Kunstgeschichte*, 1903 ..... CDLXXXIII
- STUART-JONES, Voy. JONES. .... CDLXXXIV
- SUNDWALL (J.), *Weströmische Studien*, Berlin, 1915. .... CDLXXXV
- TAMASSIA (Giovanni), *Egidio e Siagrio*, dans *Rivista storica italiana*, t. III, 1886, p. 193-234. .... CDLXXXVI
- TANNERY (Paul), *Mémoires scientifiques*, Paris-Toulouse, 1880-1925, 7 vol. .... CDLXXXVI bis
- TANNERY (Paul), *Pour l'histoire de la science hellénique*, Paris, 1887 ..... CDLXXXVII
- TAYLOR (Henry Osborn), *The classical heritage of the Middle ages*, 3<sup>e</sup> édit., Londres, 1911. .... CDLXXXVIII
- TENNEY-FRANK, Voy. FRANK.
- TEUFFEL (W.-S.), *Geschichte der römischen Litteratur*, édit. Kroll et Skutsch, 1910-16, 3 vol. ; trad. française par Bonnard et Pierson, Paris, 1879. .... CDLXXXIX
- THIERRY (Amédée), *Saint Jean Chrysostome et l'impératrice Eudoxie*, Paris. .... CDLXXX
- THIERRY (Amédée), *Alaric, l'agonie de l'Empire*, 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1880 ..... CDLXXXI
- THIERRY (Amédée), *Derniers temps de l'Empire d'Occident, la mort de l'Empire*, 6<sup>e</sup> édit., Paris, 1883. .... CDLXXXII
- THIERRY (Amédée), *Histoire d'Attila*, Paris, 1864, 2 vol. .... CDLXXXIII
- TILLEMONT, Voy. LENAIN DE T.
- TIXERONT (J.), *Histoire des dogmes*, Paris, 1912-15, 3 vol. .... CDLXXXIV
- TOUTAIN (J.), *Les Cultes païens dans l'Empire romain*, Paris, 1905-20, 3 vol. (*Bibl. École hautes études, Sc. relig.*, fasc. 20, 25, 31). .... CDLXXXV
- TREDE (Th.), *Das Heidentum in der römischen Kirche*, Gotha, 1889-91, 4 vol. .... CDLXXXVI
- TROELTSCH (E.), *Augustin: die christliche Antike und das Mittelalter in Anschluss an die Schrift De civitate Dei*, Munich-Berlin, 1915 (*Histor. Bibliothek*, 36). .... CDLXXXVII
- TROPLONG, *De l'influence du christianisme sur le droit civil des Romains*, Paris, 1843 ; 3<sup>e</sup> édit., 1868. .... CDLXXXVIII
- UEBERWEG (Fried.), *Grundriss der Geschichte der Philosophie, Das Altertum*, 11<sup>e</sup> édit. par K. Praechter, Berlin 1920 ; *Mittelalt-oder d. patrist. und Scholast.*, 10<sup>e</sup> édit. par M. Baumgartner, 1915. .... CDLXXXIX
- VACANDARD (El.), *Études de critique et d'histoire religieuse*, Paris, 1905-23, 4 séries. .... CDLXXXX
- VACHEROT (Et.), *Histoire critique de l'école d'Alexandrie*, Paris, 1846, 2 vol. .... CDLXXXXI
- VALENTIN (abbé), *Saint Prosper d'Aquitaine, étude sur la littérature latine au V<sup>e</sup> siècle en Gaule*, Paris, 1900. .... CDLXXXXII
- VAN BERCHEM (Max) et CLOUZOT (Et.), *Mosaïques chrétiennes de l'Italie*, Genève-Paris, 1924. .... CDLXXXXIII
- VAN CAUWENBERGH (Paul), *Coutumes ecclésiastiques d'après les ostracae coptes*, dans *Mélanges Ch. Moeller*, Louvain, 1914. .... CDLXXXXIV
- VAN MILLINGEN (A.), *Byzantine Constantinople. The walls of the city and adjoining historical sites*, Londres, 1899. .... CDLXXXXV

- VASILIEV (N.-A.), *La Chute de l'Empire romain et la disparition de la législation et de la culture antique*, Kazan, 1921 (en russe) ..... CDXCV
- VENTURI (A.), *Storia del arte italiana*, Milan, 1901 sq. .... CDXCVI
- VILLARI (Pasquale), *Le Invasioni barbariche in Italia*, Milan, 1901 ; édit. anglaise en 2 vol., Londres, 1902. .... CDXCVII
- VILLEMAIN, *Tableau de l'éloquence chrétienne au IV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1850. .... CDXCVIII
- VOETTER (O.), *Erste christliche Zeichen auf römischen Münzen*, dans *Numismatische Zeitschrift*, 1892. .... CDXCIX
- WADDINGTON (H.-W.), *Édit de Dioclétien établissant le maximum dans l'Empire romain*, Paris, 1864. .... D
- WALLON (Henri), *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*, Paris, 1847, 3 vol. .... DI
- WALTZ (Pierre), *Les artisans et leur vie en Grèce*, dans *Revue historique*, t. CXLI-CXLVII, 1923-24. .... DII
- WALTZING (J.-P.), *Étude historique sur les corporations professionnelles des Romains*, Louvain, 1895-1900, 4 vol. .... DIII
- WEBER (Max), *Agrargeschichte des Altertums*, 2<sup>e</sup> édit., 1898. .... DIV
- WEBER (Max), *Die sozialen Gründe des Untergangs der antiken Kultur*, dans *Die Wahrheit*, 1896, VI, 3. .... DV
- WENDLAND (Paul), *Die hellenistisch-römische Kultur in ihren Beziehungen zu Judentum und Christentum*, Tübingen, 1912. .... DVI
- WESTERMANN (W.-L.), *The Economic basis of the decline of ancient culture*, dans *American historical Review*, t. XX, 1914-15 (p. 723-743). .... DVII
- WIETERSHEIM (Eduard von), *Geschichte der Völkerwanderung*, Leipzig, 1859-64, 4 vol. .... DVIII
- WILCKEN (Ulrich), *Griechische Ostraka aus Aegypten*, Leipzig, 1899. .... DIX
- WILLEMS (P.), *Le Droit public romain*, 7<sup>e</sup> édit., Louvain, 1910. .... DX
- WISKEMANN (H.), *Die Antike Landwirtschaft und das Von-Thünensche Gesetz, aus den alten Schriftstellern dargelegt*, 1859 (*Schriften der Fürstlich-Jablonowskischen Gesellschaft zu Leipzig*, n<sup>o</sup> 7). .... DXI
- WITTE (Fritz), *Die Kolossalstatue Konstantins des Grossen, dans Konstantin der Grosse* (p. 259-268). .... DXII
- XENOPOL (A.-D.), *Histoire des Roumains*, Paris, 1896, 2 vol. .... DXIII
- YATES (James), *Textrinum antiquorum*, I, Londres, 1843. .... DXIV
- YVER (Georges), *Euric roi des Wisigoths (466-485)*, dans *Études d'histoire du moyen âge dédiées à Gabriel Monod*, Paris, 1896 (p. 11-46). .... DXV
- ZELLER (Joseph), *Die Zeit der Verlegung der praefectura Galliarum von Trier nach Arles*, dans *Historische Zeitschrift*, t. XXIII (1904), p. 91-102. .... DXVI
- ZELLER (Joseph), *Das Concilium der Septem Provinciae in Arelate* (*Ibid.*, t. XXIV, 1905, p. 1-19). .... DXVII
- ZIMMER (Heinrich), *Celtic church in Britain and Ireland*, translated by Alice Meyer, Londres, 1902. .... DXVIII
- ZIMMER (Heinrich), *Ueber die Bedeutung des irischen Elements für die Mittelalterliche Cultur*, dans *Preussische Jahrbücher*,

- t. LIX, 1887 ; trans. by J.-L. Edmonds, *The Irish element in mediæval culture*, 2<sup>e</sup> édit., Londres, 1913..... **DXIX**
- ZIMMER (Heinrich), *Ueber direkte Handelsverbindung West-Galliens mit Irland in Altertum und früh-Mittelalter*, dans *Sitzungsberichte* de l'Académie de Berlin, 1909..... **DXX**
- ZÖCKLER (O.), *Askese und Mönchthum*, Frankfurt-am-Mayn, 1897, 2 vol..... **DXXI**

## TROISIÈME PARTIE

- ÆBERG (Nils), *Die Goten und Langobarden in Italien*, Upsal, 1923..... **DXXII**
- ÆBERG (Nils), *Die Franken*, voy. 1<sup>re</sup> partie.
- ALTAMIRA (Rafael), *Historia de España*, Barcelone, 1906-11, 4 vol. et dans la *Cambridge Medieval History*, t. II..... **DXXIII**
- AMPÈRE (J.-J.), *Histoire littéraire de la France avant le XII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1839-41, 3 vol..... **DXXIV**
- ANDRÉ-MICHEL, Voy. 1<sup>re</sup> partie.
- BALLESTEROS y BERETTA (Antonio), *Historia de España y su influencia en la historia universal*, Barcelone, 1919-28, 3 vol.. **DXXV**
- BARRIÈRE-FLAVY (G.), *Les Arts industriels des peuples barbares de la Gaule du VI<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle*, Toulouse, 1901, 3 vol.... **DXXVI**
- BAYET, Voy. LAVISSE, t. II, vol. 2.
- BEAUCHET (Ludovic), *Histoire de l'organisation judiciaire en France : époque franque*, Paris, 1886..... **DXXVII**
- BEAUDOUIN (Ed.), *La Participation des hommes libres au jugement dans le droit franc*, Paris, 1888 (Extr. de la *Nouvelle Revue hist. de droit*)..... **DXXVIII**
- BERNHEIM (Ernst), *Mittelalterliche Zeitanschauungen in ihrer Einfluss auf Politik und Geschichtsschreibung*, Tübingen, 1918..... **DXXIX**
- BERNHEIM (Ernst), *Politische Begriffe des Mittelalters im Lichte der Anschauungen Augustins*, dans *Deutsche Z. f. Geschichtswissenschaft*, 1896-97..... **DXXX**
- BERNOUILLI (C.-A.), *Die Heiligen der Merowinger*, Tübingen, 1900..... **DXXXI**
- BESSE (Dom), Voy. 1<sup>re</sup> partie.
- BIDEZ (J.), *Boèce et Porphyre*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. II, 1923, 189-201..... **DXXXXII**
- BINDING (G.), *Das Burgundisch-romanische Königreich, von 443 bis 532*, Leipzig, 1868..... **DXXXXIII**
- BLADÉ (J.-B.), *Les Vascons avant leur établissement en Novempopulanie*, Agen, 1891..... **DXXXXIV**
- BLADÉ (J.-B.), *La Vasconie cispyrénéenne jusqu'à la mort de Dagobert, I*, Le Puy, 1891..... **DXXXXV**
- BLADÉ (J.-B.), *L'Aquitaine et la Vasconie cispyrénéenne depuis la mort de Dagobert jusqu'à l'époque du duc Eudes*, 1891..... **DXXXXVI**
- BLANCHET (Adrien) et DIEUDONNÉ (A.), *Manuel de numismatique française*, Paris, 1900..... **DXXXXVII**

- BONNELL (H.-E.), *Die Anfänge des Karolingischen Hauses*, Berlin, 1886..... DXXXVIII  
 BONNET (Max), *Le Latin de Grégoire de Tours*, Paris, 1890..... DXXXIX  
 BREHAUT (E.), *An Encyclopaedist of the dark ages : Isidore of Seville*, New-York, 1912..... DXL  
 BRÉHIER (Louis), *Les Colonies d'Orientaux en Occident au commencement du moyen âge*, dans *Byzantinische Zeitschrift*, t. XII, 1903, p. 1-39..... DXLI  
 BREYSSIG (T.), *Jahrbücher des fränkischen Reichs (714-741)*, Leipzig, 1869..... DXLII  
 BRISSAUD (J.), *Cours d'histoire générale du droit français public et privé*, Paris, 1904, 2 vol..... DXLIII  
 BRUCKNER (W.), *Die Sprache der Langobarden*, Strasbourg, 1895..... DXLIV  
 BRUNNER (Heinrich), *Deutsche Rechtsgeschichte*, Leipzig, 2 vol. ; t. I, 2<sup>e</sup> édit. 1906..... DXLV  
 BRUNNER (Heinrich), *Sippe und Wergeld*, dans *Zeitschrift der Savigny-Stiftung, Germ. Abteil.*, XVI, 1882 (p. 14)..... DXLVI  
 BUTLER (Cuthbert), *Benedictine monachism*, 2<sup>e</sup> édit., Londres, 1924..... DXLVII  
 CABROL (Dom), *L'Angleterre chrétienne avant les Normands*, Paris, 1907..... DXLVIII  
 CAHUN (Léon), *Voy. 1<sup>re</sup> partie.*  
*Cambridge Medieval History*, *Voy. 1<sup>re</sup> partie.*  
 CARLOT (Armand), *Etude sur le Domesticus franc*, Liège, 1903  
*(Bibl. de la Faculté des lettres de Liège, fasc. 13)*..... DXLIX  
 CLEMEN (Paul), *Merowingische und Karolingische Plastik*, Bonn, 1892, dans *Jahrbuch. d. Vereins f. Altert. im Rheinlande*, fasc. 92)..... DL  
 CLOCHÉ (Paul), *Les Elections épiscopales sous les Mérovingiens*, dans *le Moyen âge*, sept.-déc. 1924-25 (p. 233-254)..... DLI  
 COLLINET (Paul), *Le Caractère oriental de l'œuvre législative de Justinien et les destinées des institutions classiques en Occident*, Paris, 1912..... DLII  
 COURAJOD (Louis), *Leçons professées à l'École du Louvre*, Paris, 1899-1906 (le t. I)..... DLIII  
 DAHN (Felix von), *Die Könige der Germanen, Das Wesen des ältesten Königtums der germanischen Stämme und seine Geschichte bis auf die Feudalzeit*, Munich, Wurzburg, Leipzig, 1861-1909, 12 vol..... DLIV  
 DAHN (Felix von), *Urgeschichte der german. und roman. Völker [jusqu'en 814]*, 1889, 4 vol. (Collection Oncken)..... DLV  
 DAHN (Felix von), *Zur Merovingischen Finanzen*, dans *Germanistische Abhandlungen...* Konrad von Maurer, Göttingen, 1893, p. 335-373..... DLVI  
 DECLAREUIL (J.), *Des Comtes de cité à la fin du V<sup>e</sup> siècle*, dans la *Nouv. Revue hist. de droit*, nov.-déc. 1910..... DLVII  
 DECLAREUIL (J.), *Les Preuves judiciaires dans le droit franc du V<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1899 (Extr. de la *Nouv. Revue hist. de droit*)..... DLVIII  
 DECLAREUIL (J.), *Cours d'histoire du droit français*, Paris, 1925.. DLIX

- DELOCHE (Max.), *La Trustis et l'antrustion royal sous les deux premières races*, Paris, 1873..... DLX
- DIEHL (Charles), *Histoire de l'Empire byzantin*, Paris, 1919.... DLXI
- DIEHL (Charles), *Byzance, grandeur et décadence*, Paris, 1919... DLXII
- DIEHL (Charles), *Justinien et la civilisation byzantine au VI<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1901..... DLXIII
- DIEHL (Charles), *L'Afrique byzantine (533-709)*, Paris, 1896.... DLXIV
- DIEHL (Charles), *Etudes sur l'administration byzantine dans l'Exarchat de Ravenne*, Paris, 1888..... DLXV
- DIEHL (Charles), *Manuel d'art byzantin*, voy. 1<sup>re</sup> partie.
- DIERKS (S.), *Geschichte Spaniens von den frühesten Zeiten bis auf die Gegenwart*, Berlin, 1895-96, 2 vol..... DLXVI
- DIGOT (A.), *Histoire des rois d'Austrasie*, Nancy, 1863, 4 vol.... DLXVII
- DUBOS (abbé), *Histoire critique de l'établissement de la Monarchie française dans les Gaules*, Paris, 1734 ; nouv. édit., 1742, 4 vol..... DLXVIII
- DUCHESNE (Louis), *Les premiers temps de l'Etat pontifical*, Paris, 1898, 2<sup>e</sup> édit., 1904..... DLXIX
- DUCHESNE (Louis), *Histoire de l'Eglise*, voy. 1<sup>re</sup> partie.
- DUDDEN (F.-H.), *Gregory the Great, his place in history and thought*, Londres, 1905, 2 vol..... DLXX
- DUMOULIN (Maurice), *Le Gouvernement de Théodoric*, dans *Revue historique*, 1902, I et II..... DLXXI
- DU MOULIN-ECKHART, *Leudegar Bischof von Autun*, Breslau 1890..... DLXXII
- EBERT (Adolph), *Allgemeine Geschichte der Litteratur des Mittelalters im Abendland*, Leipzig, 1874-87, 3 vol. ; 2<sup>e</sup> édit., 1889 ; trad. française par Aymeric et Condamin, Paris, 1883, 3 vol. DLXXIII
- EICKEN (H. von), *Geschichte und System der Mittelalterlichen Weltanschauung*, Stuttgart, 1887..... DLXXIV
- ENGEL et SERRURE, *Traité de Numismatique du moyen âge*, t. I, 1892..... DLXXV
- ENLART (Camille), *Manuel d'archéologie française depuis les temps mérovingiens jusqu'à la Renaissance* Paris, 1902-16, 3 vol..... DLXXVI
- ESMEIN (Adhémar), *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 11<sup>e</sup> édit., Paris, 1912..... DLXXVII
- FABRE (Paul), *De patrimonio Ecclesiae usque ad aetatem Carolinorum*, Lille, 1892..... DLXXVII bis
- FAHLBECK (Pontus), *La Royauté et le droit royal francs durant la première période de l'existence du royaume (486-614)*, Lund, 1883..... DLXXVIII
- FLACH (Jacques), *Les Origines de l'ancienne France*, Paris, 1886-1917, 4 vol. (les t. I-II)..... DLXXIX
- FLETCHER (C.-R.-L.), *The Making of Western Europe, being an attempt to trace the fortune of the children of the Roman empire*, Londres, 1914, 2 vol..... DLXXX
- FRIEDLAENDER (L.) *Das Nachleben der Antike im Mittelalter, dans Erinnerungen...*, Strasbourg, 1905, t. I, p. 272-391..... DLXXXI
- FUSTEL DE COULANGES, *La Monarchie franque*, Paris, 1888..... DLXXXII
- FUSTEL DE COULANGES, *Les Origines du système féodal : le Béné-*

- fic et le Patronat pendant l'époque mérovingienne*, Paris, 1890. **DLXXXIII**
- FUSTEL DE COULANGES, *Les Transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne*, Paris, 1892. **DLXXXIV**
- GASQUET (Am.), *L'Empire byzantin et la Monarchie franque*, Paris, 1888. **DLXXXV**
- GAUDENZI (A.), *Sui rapporti tra l'Italia e l'imperio d'Oriente fra gli anni 476-554*, Bologne, 1888. **DLXXXVI**
- GOUGAUD (Dom Louis), *Les Chrétientés celtiques*, Paris, 1911. **DLXXXVII**
- GRAFF (A.), *Roma nella memoria e nelle immaginazioni del Medio evo*, Turin, 1882-83, 2 vol. **DLXXXVIII**
- GREGOROVIVS (Ferdinand), *Geschichte der Stadt Rom im Mittelalter*, Stuttgart, 1859-72, 8 vol.; édit. italienne illustrée, *Storia della Città di Roma nel medio evo*, Rome, 1900-01, 4 vol. **DLXXXIX**
- GRISAR (Hartmann), *Roma alla fine del mondo antico*, Rome, 1899. **DXO**
- GRISAR (Hartmann), *Geschichte Roms und der Päpste im Mittelalter*, Freiburg-im-Brigau, 1898; trad. française par G. Ledos, *Histoire de Rome et des papes au moyen âge*, Paris, 1906 et suiv. **DXCI**
- GUILHIERMOZ (Paul), *Essai sur l'origine de la noblesse en France au moyen âge*, Paris, 1902. **DXCII**
- GUIZOT (F.), *Histoire de la civilisation en France*, Paris, 1829-38, 5 vol. **DXCIII**
- HALBAN (Alfred von), *Das römische Recht in den germanischen Volkstakten*, Breslau, 1899-1907, 3 vol. (*Untersuchungen de Gierke*, fasc. 56, 64-89). **DXCIV**
- HARTMANN (Ludo Moritz), *Geschichte Italiens im Mittelalter*, Leipzig, 1897, 3 tomes en 4 vol.; 2<sup>e</sup> édit. du t. I, Stuttgart, 1923. **DXOV**
- HARTMANN (Ludo Moritz), *Untersuchungen zur Geschichte der byzantinischen Verwaltung in Italien (540-750)*, Leipzig, 1889. **DXCXVI**
- HAUCK (Ad.), *Kirchengeschichte Deutschlands*, Leipzig, 1887-1911, 5 vol.; t. I-III en 3<sup>e</sup> édit., 1906-1911. **DXCVII**
- HASKINS (Charles H.), *Studies in the history of mediaeval sciences*, Cambridge (U. S.), 1924. **DXCVIII**
- HELLMANN (S.), *Gregor von Tours*, dans *Histor. Zeitschrift*, t. CVII, 1911, p. 1-43. **DXCIX**
- HESS (Alois), *Description générale des monnaies des rois wisigoths d'Espagne*, Paris, 1872. **DX**
- HEYD (W.), *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, trad. fr. par Furcy Reynaud, Leipzig, 1886, 2 vol. **DXI**
- HODGKIN (Thomas), *Theodorich the Goth, the barbarian champion of civilisation*, New-York, 1891. **DXII**
- HODGKIN (Thomas), *Italy*, voy. 1<sup>re</sup> partie.
- HOLMES (W. G.) *The age of Justinian and Theodose, a history of the sixth century*, Londres, 1905-07, 2 vol. **DXIII**
- HUBERT (H.), *Etude sur la formation des Etats de l'Eglise*, dans *Revue historique*, t. LXIX, 1899. **DXIV**
- IMBART DE LA TOUR (Pierre), *Les paroisses rurales*, Paris, 1900. **DXV**
- IMBART DE LA TOUR (Pierre), *Des immunités commerciales*

- accordées à l'Église du VII<sup>e</sup> au IX<sup>e</sup> siècle, dans *Études...*  
 G. Monod, 1896..... DCVI
- IORGA (N.), *Histoire des Roumains*, Bucarest, 1915-16, 2 vol.... DCVII
- IORGA (N.), *Histoire des États balkaniques jusqu'à 1924*, Paris, 1925..... DCVIII
- JAHN (A.), *Geschichte der Burgundionen und Burgundiens bis zum Ende der I Dynastie*, Halle, 1874, 2 vol..... DCIX
- JIRECEK, *Die Romanen*, voy. 1<sup>re</sup> partie.
- JUNGHANS (W.), *Histoire critique des règnes de Childeric et de Clodoweck*, trad. G. Monod, 1879 (*Bibl. Ecole hautes études*, fasc. 37)..... DCX
- KAUFMANN (G.), *Rhetorenschulen*, voy. 1<sup>re</sup> partie.
- KOEBNER (Richard), *Venantius Fortunatus*, Leipzig, 1915 (*Beiträge zur Kulturgeschichte*, fasc. 22)..... DCXI
- KROELL (Maurice), *L'Immunité franque*, Paris, 1910..... DCXII
- KRUSCH (Bruno), *Chlodoweck's Sieg über die Alamannen*, dans *Neues Archiv für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XII (1886), p. 289..... DCXIII
- KRUSCH (Bruno), *Das Staatsreich des fränkischen Hausmeiers Grimoald I*, dans *Histor. Aufsätze Karl Zeumer...*, Weimar, 1910 (p. 411-438)..... DCXIV
- KURTH (Godefroid), *Clovis*, 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1901, 2 vol..... DCXV
- KURTH (Godefroid), *Études franques*, Paris-Bruxelles, 1919, 2 vol..... DCXVI
- KURTH (Godefroid), *Histoire poétique des Mérovingiens*, Bruxelles-Leipzig, 1893..... DCXVII
- LAMPRECHT (K.), *Deutsche Wirtschaftsgeschichte im Mittelalter*, Leipzig, 1885-86, 4 vol..... DCXVIII
- LAMPRECHT (K.), *Études sur l'état économique de la France pendant la première partie du moyen âge*, trad. Marignan, Paris, 1889..... DCXIX
- LANCIANI (R.), *Destruction of ancient Rome, a sketch of the history of the monuments*, New-York, 1899..... DCXX
- LANCIANI (R.), *Pagan and christian Rome*, Boston, 1893..... DCXXI
- LANCIANI (R.), *Wanderings in the roman Campagna*, New-York, 1909..... DCXXII
- LASTEYRIE (Robert de), *L'Église de saint Martin de Tours*, dans *Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XXXIV, I, 1892, p. 1-52..... DCXXIII
- LAVISSE (Ernest), *La Décadence mérovingienne*, dans *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1885..... DCXXIV
- LAVISSE (Ernest), *La Foi et la morale des Francs*, *Ibid.*, 15 mars 1886..... DCXXV
- LAVISSE (Ernest), *La Conquête de la Germanie par l'Église romaine*, *Ibid.*, 15 avril 1887..... DCXXVI
- LECLERCQ (Dom H.), *L'Espagne chrétienne*, Paris, 1910..... DCXXVII
- LEHUEROU (J.-M.), *Histoire des institutions mérovingiennes et du gouvernement des Mérovingiens jusqu'à l'édit de 615*, Paris, 1842..... CXXVIII
- LE PRIEUR, Voy. ANDRÉ-MICHEL.
- LESNE (E.), *Propriété ecclésiastique*, voy. 1<sup>re</sup> partie..... DCXXIX

- LEVILLAIN (Léon), *Le Baptême de Clovis*, dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1906. .... DCXXX
- LEVILLAIN (Léon), *Le Formulaire de Marculf*, *Ibid.*, 1923. .... DCXXXI
- LEVILLAIN (Léon), *La Succession d'Austrasie au VII<sup>e</sup> siècle*, dans *Revue historique*, t. CXII, 1913. .... DCXXXII
- LEVISION (Wilhelm), *Die Iren und die fränkische Kirche* dans *Hist. Zeitschrift*, t. CIX, 1912, p. 1-22. .... DCXXXIII
- LEVISION (Wilhelm), *Das Nekrologium von Dom Racine und die Chronologie der Merowinger*, dans *Neues Archiv*, t. XXXV, 1909. .... DCXXXIV
- LEVISION (Wilhelm), *Zur Geschichte des Frankenkönigs Chlodowech*, dans *Bonner Jahrbücher*, t. CIII, 1898, p. 42-86. .... DCXXXV
- LINDENSCHMIDT (L.), *Handbuch der deutschen Altertumskunde*, I : *Merowingische Zeit*, Braunschweig, 1880-89. .... DCXXXVI
- LINDNER (Theodor), *Weltgeschichte*, voy. 1<sup>re</sup> partie. .... DCXXXVII
- LOBELL (J. W.), *Gregor von Tours und seine Zeit.*, 2<sup>e</sup> édit., 1869. .... DCXXXVIII
- LOENING (Edgar), *Geschichte des Deutschen Kirchenrechts*, Strasbourg, 1878, 2 vol. .... DCXXXIX
- LONGNON (Auguste), *Géographie de la Gaule au VI<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1878. .... DCXL
- LONGNON (Auguste), *Atlas historique de la France*, Paris, 1885-1907. .... DCXLI
- LONGNON (Auguste), *Les noms de lieu de la France*, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> fasc., Paris, 1922-23. .... DCXLII
- LOT (Ferdinand), *Encore la chronique du Pseudo-Frédégaire*, dans la *Revue historique*, t. CXV, 1914. .... DCXLIII
- LOT (Ferdinand), *La Nomination du comte à l'époque mérovingienne...*, dans *Revue hist. du droit*, 1924. .... DCXLIV
- LOT (Ferdinand), *De la valeur historique du De excidio... Britanniae de Gildas*, dans *Mélanges... Gertrude Schoepperle*, 1926. .... DCXLV
- MANITIUS (Max), *Gendries der lateinischen Literatur des Mittelalters*, I : *Von Justinian bis zur Mitte des zehnten Jahrhunderts*, 1911 (*Handbuch d'Iwan von Müller*, X, 2, 1). .... DCXLVI
- MARIGNAN (A.), *Etudes sur la civilisation française*, t. I : *La Société mérovingienne*; t. II : *Le culte des saints sous les Mérovingiens*, Paris, 1899, 2 vol. .... DCXLVII
- MARTIN (Paul-Edmond), *Etudes critiques sur la Suisse à l'époque mérovingienne*, Genève-Paris, 1910. .... DCXLVIII
- MARTROYE (F.), *L'Occident à l'époque byzantine : Goths et Vandales*, Paris, 1904. .... DCXLIX
- MAURER (G.-L. von), *Geschichte der Fronhöfe, Bauernhöfe und Hofverfassung in Deutschland*, Erlangen, 1862, 2 vol. .... DCL
- MAYER (Ernest), *Italianische Verfassungsgeschichte*, Leipzig, 1909, 2 vol. .... DCLI
- MAYER (Ernesto), *Historia de las instituciones sociales y políticas de España y Portugal durante los siglos V a XIV*, t. I, Madrid, 1925. .... DCLII
- MEITZEN (Aug.), *Siedelungs und Agrarwesen der West-Germanen und Ostgothen, der Kelten, Römer, Finnen und Slawen*, Berlin, 1895, 5 vol. et atlas. .... DCLIII
- MIGNET, *Comment l'ancienne Germanie est entrée dans la société*



- civilisée de l'Europe occidentale et lui a servi de barrière contre les invasions du Nord, dans *Notices et mémoires historiques*, Paris, 1843, 2 vol. .... **DCLIII**
- MILLET (G.), Voy. ANDRÉ-MICHEL.
- MOMMSEN (Th.), *Ostgotische Studien*, dans *Neues Archiv*, t. XIV, 1889, et dans *Werke*, t. VI. .... **DCLIV**
- MONOD (Gabriel), *Etudes critiques sur les sources de l'histoire mérovingienne*, 1<sup>re</sup> partie : Grégoire de Tours, Marius d'Avenches, Paris, 1872 (*Bibliothèque de l'École des hautes études*, fasc. 8) .... **DCLV**
- MUNRO (D.-C.), *The Attitude of the western church towards the study of the latin classics in the early middle ages* (vol. VIII de *American Society of church history*, 1897) .... **DCLVI**
- NIEDERLE (Labor) *Manuel de l'antiquité slave*, t. I : l'Histoire, Paris, 1923. .... **DCLVII**
- NORDEN (W.), *Das Papyrus und Byzanz*, Berlin, 1903. .... **DCLVIII**
- OGLE (B.), *Classical literary traditions in early german and romane Literature*, dans *Modern languages notes*, t. XXVII, 1912 .... **DCLIX**
- OMAN (Ch.), *The Dark ages (470-918)*, 2<sup>e</sup> édit., Londres, 1908.. **DCLX**
- OMAN (Ch.), *England before the Norman conquest*, vol. I, Londres, 1910 .... **DCLXI**
- OMAN (Ch.), *Art of war*, voy. 1<sup>re</sup> partie.
- OZANAM, *Civilisation chez les Francs*, voy. 1<sup>re</sup> partie.
- PAETOW (Louis John), *Guide to the study of Medieval history*, Berkeley (California), 1917. .... **DCLXII**
- PALACKY, Samo, dans *Jahrbücher des böhmischen Museum*, t.
- PEISKER (J.), *Die älteren Beziehungen der Slawen und Turkotataren und Germanen*, dans *Vierteljahrsschrift für Social-und wirtschafts-Geschichte*, t. III, 1905. .... **DCLXIV**
- PELLIOT (P.), *L'origine des Tou-Kine (Toures)*, dans *Toung-Pao*, année 1915. .... **DCLXV**
- PÉREZ-PUJOL (E.), *Historia de las instituciones sociales de la España goda*, Valencio, 1896, 4 vol. .... **DCLXVI**
- PERRAUD (Ch.), *Les Origines du premier duché d'Aquitaine*, Paris, 1883 .... **DCLXVII**
- PERTILE (A.), *Storia del diritto italiano*, Padoue, 1873-87, 6 vol. ; 2<sup>e</sup> édit., Turin, 1891-1903. .... **DCLXVIII**
- PÉTRAU-GAY (Jean), *La Notion de lex dans la coutume salienne et ses transformations dans les capitulaires*, Grenoble, 1920 (thèse Faculté de droit de Lyon). .... **DCLXIX**
- PREILSCHTER, *Die Germanen im römischen Reich: Theodorich der Grosse*, Mayence, 1911. .... **DCLXX**
- PFISTER (Christian), *Le Baptême de Clovis*, dans *Revue hebdomaire*, 21 octobre 1916. .... **DCLXXI**
- PFISTER (Christian), Voy. LAVISSE, 1<sup>re</sup> partie.
- PIELPP (H.), *Die Historisch-geographischen Quellen in den Etymologiae des Isidore von Sevilla*, Berlin, 1912-13 (*Quellen und Forschungen zur älteren Geschichte und Geographie*, publié par Sieglin, fasc. 25, 26). .... **DCLXXII**
- PINGAUD (Léonce), *La Politique de saint Grégoire le Grand*, Paris,

1872 .....	DCLXXXII
FIRENNE (Henri), <i>Histoire de Belgique</i> , Bruxelles, 1900-21 (le t. I) .....	DCLXXXIII
PIRSON, <i>Le Latin des formules mérovingiennes et carolingiennes</i> , dans <i>Romanische Forschungen</i> , t. XXVI, 1909 (p. 837-944) ..	DCLXXXV
PRESLAND (J.), <i>Belisarius, general of the East</i> , Londres, 1913...	DCLXXXVI
PROU (Maurice), <i>La Gaule mérovingienne</i> , Paris, (1897) .....	DCLXXXVII
PROU (Maurice), <i>Introduction au Catalogue des monnaies méro-</i> <i>vingiennes de la Bibliothèque nationale</i> , Paris, 1892 .....	DCLXXXVIII
RAJNA (Pio), <i>Le Origini dell'epopea francese</i> , Florence, 1884...	DCLXXXIX
RAMSAY (Sir James), <i>The Foundation of England</i> , Londres, 1898 .....	DCLXXX
REINAUD (M.), <i>Invasions des Sarrasins en France</i> , Paris, 1836..	DCLXXXI
REVERDY (Georges), <i>Les Relations de Childeberr II et de Byzance</i> , dans <i>Revue historique</i> , t. CXIV, 1913 (p. 61-86) .....	DCLXXXII
REVERDY (Georges), <i>Note sur l'interprétation d'un passage</i> <i>d'Avitus</i> , dans <i>Le Moyen Age</i> , année 1913 .....	DCLXXXIII
RICHTER (Gustav), <i>Annalen des fränkischen Reiches im Zeitalter</i> <i>der Merowinger</i> , Halle, 1873 .....	DCLXXXIV
RODOCANACHI (E.), <i>Les Monuments de Rome après la chute de</i> <i>l'Empire</i> , Paris, 1914 .....	DCLXXXV
ROESSEL (Margarete), <i>Erziehung in England vor der normann.</i> <i>Eroberung</i> , dans <i>Englische Studien</i> , t. XLVIII, 1914 (p. 1-114).	DCLXXXVI
RESSLER (Oskar), <i>Grundriss einer Geschichte Roms im Mittel-</i> <i>alter</i> , t. I, Berlin, 1909 .....	DCLXXXVII
ROGER, <i>Enseignement</i> , voy. 1 <sup>re</sup> partie.	
ROLOFF (G.), <i>Die Umwandlung des fränkischen Heeres von</i> <i>Chlodowig bis Karl dem Grossen</i> , dans <i>Neue Jahrbücher für</i> <i>das klassische Altertum</i> , t. IX, 1902 .....	DCLXXXVIII
ROMANO, <i>Voy. 1<sup>re</sup> partie</i> .	
ROTH (Paul), <i>Geschichte des Beneficialwesens</i> , Erlangen, 1850...	DCLXXXIX
ROTH (Paul), <i>Feudalität und Untertanverband</i> , Weimar, 1863..	DCXC
ROUGIER, <i>Voy. 1<sup>re</sup> partie</i> .	
ROUSSEL (E.), <i>Le roi Chilpéric</i> , dans <i>Annales de l'Est</i> , 1897....	DCXCI
RUEBEL (Karl), <i>Die Franken, ihr Eroberungs und Siedlungssystem</i> <i>im deutschen Volkskunde</i> , Leipzig, 1904 .....	DCXCII
SALVIOLI (G.), <i>Trattato di storia di diritto italiano</i> , 6 <sup>e</sup> édit., 1908.	DCXCIII
SANDYS, <i>Voy. 1<sup>re</sup> partie</i> .	
SCHANZ, <i>Ibid.</i>	
SCHAUBE, <i>Ibid.</i>	
SCHLOSSER (Julius von), <i>Quellenbuch zur Kunstgeschichte des</i> <i>Abendländischen Mittelalters</i> , Wien, 1896 .....	DCXCIV
SCHMIDT (Ludwig), <i>Voy. 1<sup>re</sup> partie</i> .	
SCHMIDT (Richard), <i>Ibid.</i>	
SCHUBERT (Hans von), <i>Geschichte der christlichen Kirche im</i> <i>Frühmittelalter</i> , Tübingen, 1917-21, 2 vol. ....	DCXCV
SCHUBERT (Hans von), <i>Staat und Kirche in den arianischen König-</i> <i>reichen und im Reiche Chlodowigs</i> , Munich-Berlin, 1912 ( <i>Histor. Bibliothek</i> , fasc. 26) .....	DCXCVI
SCHULTZE (Walter), <i>Das Merowingische Frankenreich</i> , Stuttgart, 1896 ( <i>Bibliothek deutscher Geschichte da Zwiedeneck-Süden-</i>	

- horst, t. II)..... DCCXVII
- SCHULTEE (Walter), *Die Bedeutung der Irischottischen Mönche für die Erhaltung und Fortdauer der Mittelalterlichen Wissenschaft*, dans *Centralblatt für Bibliothekswesen*, t. VI, 1884. DCCXVIII
- SCHUPPER (Francesco), *Manuale di storia del diritto italiano*, Città di Castello, 4<sup>e</sup> édit., 1908..... DCCXCIX
- SCHUPPER (Francesco), *Il Diritto privato dei popoli germanici*, Città di Castello, 1907-09, 4 vol..... DCC
- SCHWANZLOSE (K.), *Die Patrimonien der römischen Kirche bis zur Gründung des Kirchen-Staates*, Berlin, 1887..... DCC bis
- SCHWANZLOSE (K.), *Die Verwaltung und die finanzielle Bedeutung der Patrimonie der römischen Kirche*, dans *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. XI, 1890..... DCCII
- SIEU (Henri), *Les Classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge*, Paris, 1901..... DCCIII
- SEMPER (H.), *Das Fortleben der Antike in der Kunst des Abendlandes*, Essling, 1908..... DCCIII
- SERESIA (Alfred), *L'Eglise et l'Etat sous les rois francs au VI<sup>e</sup> siècle*, Gand, 1888..... DCCIV
- SICKEL (Wilhelm), *Die Entstehung der fränkischen Monarchie*, dans *Westdeutsche Zeitschrift*, t. IV..... DCCV
- SICKEL (Wilhelm), *Die Reiche der Völkerwanderung*, *Ibid.*, t. 0, 1890..... DCCVI
- SICKEL (Wilhelm), *Die Hervoringische Volksversammlung*, *Ibid.*, vol. supplém. II, 1893..... DCCVII
- SICKEL (Wilhelm), *Zum Ursprung des mittelalterlichen Staates*, dans *Mitteilungen d. Instituts f. Oesterr. Geschichte*, vol. supplém. II, 1886..... DCCVIII
- SICKEL (Wilhelm), *Zur Organisation der Grafschaften im fränkischen Reiche*, *Ibid.*, vol. supplém. III..... DCCIX
- SICKEL (Wilhelm), *Zur German. Verfassungsgeschichte*, *Ibid.*.... DCCX
- SOHM (Rudolf), *Fränkische Reichs und Gerichtsverfassung*, 1873.. DCCXI
- SOHM (Rudolf), *La Procédure de la Lex Salica*, trad. Thévenin, Paris, 1873 (*Bibl. Ecole des hautes études*, fasc. 13)..... DCCXII
- STEIN (Henri), *La Mort de Childéric II*, dans *Le Moyen Age*, 1908. DCCXIII
- STRAKOSCH-GRASSMANN (Gustav), *Geschichte der Deutschen in Oesterreich Ungarn*, Wien, 1895..... DCCXIV
- STRUNTZ (F.), *Geschichte der Naturwissenschaft im Mittelalter*, Stuttgart, 1910..... DCCXV
- SYBEL (Heinrich von), *Die Entstehung des deutschen Königtums*, 3<sup>e</sup> édit., 1884..... DCCXVI
- SYMONS (B.), *Holdensage*, dans *Grundriss der german. Philologie* de H. Paul, 2<sup>e</sup> édit., Strasbourg, 1900, t. III, p. 606-734..... DCCXVII
- TAYLOR (H. Osborn), *The Mediaeval Mind, a history of the development of thought and emotion in the Middle ages*, Londres, 1911, 2 vol..... DCCXVIII
- TAYLOR (H. Osborn), *The classical heritage*, voy. 1<sup>re</sup> partie..... DCCXIX
- THONISSEN (J.-J.), *L'Organisation judiciaire, le droit pénal et la procédure pénale de la loi salique*, Bruxelles, 1881..... DCCXX
- TIERENTEYN (Louis), *Les Comtes francs depuis Clovis jusqu'au traité de Verdun*, Gand-Paris, 1893..... DCCXXI

- TOMASETTI, *La Campagna romana antica, medioevale e moderna*, Rome, 1910-13, 3 vol. .... DCXXXII
- TOURNEUR-AUMONT (J.-M.), *L'Alsace et l'Alemanie*, Nancy, 1919 ..... DCXXXIII
- TRAUBE (Ludwig), *Perrona Scottorum, ein Beitrag zur Ueberlieferungsgeschichte und zur Palaeographie des Mittelalters*, dans *Sitzungsberichte* de l'Académie de Munich, 1900. .... DCXXXIV
- TREICH (L.), *Les Tarifs de la loi salique*, dans *Revue historique*, t. CIV, 1910. .... DCXXXV
- URENA y SMENJAUD (de), *La Legislacion gotico-hispana*, Madrid, 1905 ..... DCXXXVI
- VACANDARD (E.), *La scola du palais mérovingien*, dans *Revue des questions historiques*, t. LXI, LXII, LXXXVI, 1897, 1904. . DCXXXVII
- VACANDARD (E.), *L'Idolatrie en Gaule au VI<sup>e</sup> et au VII<sup>e</sup> siècle*, *Ibid.*, t. LXV, 1899. .... DCXXXVIII
- VACANDARD (E.), *Vie de saint Ouen, évêque de Rouen*, Paris, 1902. DCXXXIX
- VAES (M.), *La Papauté et l'Église franque à l'époque de Grégoire le Grand*, dans *Revue d'histoire de l'Eglise*, juillet 1905. .... DCXXX
- VAN DER ESSEN (L.), *Étude critique et littéraire sur les Vitae des saints mérovingiens de l'ancienne Belgique*, Louvain-Paris, 1907 (*Recueil des travaux de l'Université de Louvain*, fasc. 17). DCXXXI
- VAN WETTER, *Le Droit romain et le droit germanique dans la monarchie franque*, Gand, 1899-1900, 2 fasc. (dans *Rapports sur la situation de l'Université de Gand*). .... DCXXXIII
- VILLARI (G.), *Invasioni*, voy. 1<sup>re</sup> partie.
- VIOLLET (Paul), *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, Paris, 1890-1912 (les t. I. et II). .... DCXXXIV
- VIOLLET (Paul), *Histoire du droit civil français*, 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1905 ..... DCXXXV
- WAIZ (Georg), *Deutsche Verfassungsgeschichte*, 3<sup>e</sup> édit., Kiel-Berlin, 1880-1885, 4 tomes en 5 volumes. .... DCXXXVI
- WALTERHAUSEN (A.), *Die Germanisierung der Rätoromanen in der Schweiz*, Stuttgart, 1900. .... DCXXXVII
- WERMINGHOFF (A.), *Geschichte der Kirchenverfassung Deutschlands im Mittelalter*, Leipzig, 1905. .... DCXXXVIII
- WEYL (Richard), *Das fränkische Staatskirchliche Recht zur Zeit der Merowinger*, 1888 (*Untersuchungen de Gierke*, fasc. 27). .... DCXXXIX
- ZÄUMER (Karl), *Geschichte der westgothischen Gesetzgebung*, dans *Neues Archiv*, t. XXIII, XXIV, XXVI, 1898-1901. .... DCXXL
- ZIMMER (Heinrich), *Ueber die Bedeutung des Irischen Elements für die mittelalterliche Kultur*, dans *Preussische Jahrbücher*, t. LIX, 1887. .... DCXXLI
- ZOTENBERG (M.-H.), *Les Invasions des Visigoths et des Arabes en France*, Toulouse, 1876 (*Extr. de l'Histoire de Languedoc*, édit. Privat) ..... DCXXLII

# INDEX

- ACHILLE TATIOS**, 174.  
*Adjectio*, 131.  
**Administration**, 22-3, 67, 99..., 284, 401.  
**Adoption**, 15.  
**AEGIDIUS**, 361.  
*Aerarium*, 7.  
**AETIUS**, 229, 233, 237-40, 285.  
**AFRIQUE**, 12, 29, 48, 77, 81, 147, 156, 172, 179, 243, 288, 299, 310, 463.  
**Ages**, 293.  
**AGILA**, 324.  
**Agriculture**, 70-1, 90, 125-9, 142, 222, 419.  
**AISTOLF**, 355.  
**ALAINS**, 222, 226, 269, 321.  
**ALAMANS**, 217, 237, 269, 362, 364, 393.  
**ALARIC**, 234, 306.  
**ALARIC II**, 322.  
**ALBINUS**, 197.  
*Album*, 137.  
**ALEXANDRE d'Alexandrie**, 50.  
**ALEXANDRE SEVERE** 123, 157, 175, 183.  
**ALEXANDRIE**, 27, 48, 70, 81, 135, 193.  
**ALLARD (P.)**, 26, 158.  
*Allou*, 397.  
**Allégorie**, 432.  
**AMALARIC**, 307.
- AMBROISE (Saint)**, 51, 177, 180-1, 225, 431.  
*Amici*, 104.  
**AMMIEN MARCELLIN**, 14, 176-9, 199, 202-3, 207, 224, 229, 269.  
**ANASTASE**, 108, 253, 290, 370.  
**ANDLER**, 91.  
**ANDRINOPLE**, 224-5, 265.  
**ANDRONICUS** de Rhodes, 193.  
**ANNIBALIEN**, 29.  
*Annone*, 65, 91.  
**ANTHEMIUS**, 131, 139, 239, 249.  
**ANTIOCHE**, 25, 27, 38, 313.  
**ANTIOCHE (Concile d')**, 48, 55.  
**ANTOINE (Saint)**, 184.  
**Antonins**, 63.  
**APOLLONIUS de Tyane**, 185.  
**APPIEN**, 173.  
**APULÉE**, 172.  
**AQUILÉE**, 41, 82, 227, 239.  
**ARBOGAST**, 226.  
**ARCADIUS**, 148-50, 204, 229-31.  
**Architecture**, 155-7, 171.  
*Argentarius*, 89.  
*Argenteus*, 20.
- Aristocratie**, 7-8, 68, 70, 73, 94, 144, 171, 212, 259, 236-7, 342, 369, 371, 387-9, 397, 400, 406, 413, 466.  
**ARIUS**, 34, 47-51, 130, 218, 227, 258, 280, 33, 464.  
**ARLES (Concile d')**, 56, 237.  
**Armée**, 9, 13, 16-9, 27, 35, 66, 83, 96, 102, 110, 120, 147, 208-9, 224, 257, 261-9, 271-2, 305, 405 (voir *Milice*).  
**ARMÉNIE**, 11, 19, 29.  
**ARNOBE**, 179-80.  
**ARRIEN**, 173.  
**Art**, 69, 80, 84, 88, 115, 154-71, 185, 213, 438.  
*Asile*, 148.  
**ASPAR**, 251.  
**ATHANAGILD**, 307, 324.  
**ATHANARIC**, 218, 222, 225.  
**ATHANASE**, 34, 47-51, 182.  
**ATHAULF**, 235.  
**ATHÈNES**, 76.  
**ATTALE**, 235.  
**ATTICUS**, 93-4, 127.  
**ATTILA**, 239.  
*Augustales*, 137.  
**AUGUSTE**, 2, 109, 133.  
**AUGUSTIN (Saint)**, 180,

- Augustus*, 6, 15-6, 28.  
 AULU GELLE, 172.  
*Aureus*, 20, 63.  
 AURÉLIEN, 13, 63, 67, 82, 104, 210, 216, 257.  
 AURÉLIUS SYMMACHUS (G.), 177.  
 AURÉLIUS VICTOR, 228.  
 AUSONE, 177, 182, 429.  
 AUSTRASIE, 388, 415.  
 AUTUN, 25, 82-3.  
 AVITUS, 244, 287.  
 AWARES, 253, 312, 384.  
 BAGDAD, 87.  
 BABELON (E.), 361.  
 Banques, 89.  
 Barbares, 11-3, 19, 24, 52, 61, 104, 115, 122, 129, 176, 186, 196, 203, 207, 210-1, 213, 215..., 256, 272-3, 276, 304, 467.  
 BARTHÉLEMY, 424.  
 BASILE (Saint), 182, 188.  
 BASQUES, 383.  
 BATIFFOL (P.), 26, 51.  
 BAVAROIS, 241, 247, 393.  
 BEAUDOIN (ED.), 149, 1, 196.  
 BELGIUM, 363.  
 BÉLISAIRE, 302.  
 BELOCH (J.), 75, 78, 80-  
*Beneficium*, 397, 407.  
 BENOÎT de Norcia, 352, 447.  
 BERBÈRES 301, 329, 463.  
 BERNOUILLI (J.-J.), 14.  
 BLANCHET (A.), 82.  
 BLOCH (M.), 128.  
 BLUEMNER (H.), 72.  
 BOËCE, 291.  
 BOISSIER, 26, 93, 207.  
 BORDEAUX, 177-8, 236.  
 BOSSUET, 184.  
 BOUCHÉ - LECLERCQ, 26, 82, 108.  
 BOURGUIGNONS, 237-
- 8, 245, 287, 285, 263, 405-416.  
 BRÉHIER (L.), 41, 432.  
 BRETAGNE, 29, 76-7, 217, 234, 238, 244, 247, 358.  
 BROGLIE (A. de), 23, 44, 86, 97.  
 BRUNNER (H.), 369, 413.  
 BRUNEHAUT, 380, 391.  
 BRUNOT (F.), 455.  
 BRUTUS, 94.  
 BUECHER, 90.  
 BUECHSENSCHUTZ, 74.  
 BURCKHARDT (J.), 16, 32.  
 BURY, 241.  
 BYZANCE, 42-3.  
*Cæsar*, 15-6, 24, 28-9, 36, 60, 229.  
 CAGNAT, 81, 108.  
 CALLEWAERT, 26.  
*Capella*, 145, 448.  
 Capitalisme, 68, 71, 74-5, 87, 89-96.  
 Capitulation, 108, 127.  
 CAPITOLINUS, 175.  
*Caput*, 19, 64, 107, 133, 339.  
 CARACALLA, 11, 63, 66, 120, 152, 155.  
 CARIN, 14.  
 Carolingiens, 396, 430, 437.  
 CARTHAGE, 310.  
 CARUS, 25, 176.  
 CASSIEN, 447.  
 CASSIODORE, 183.  
*Castellum*, 103-4, 123, 439.  
 Castes, 97, 115, 141-6, 211.  
 CAUWENBERGH (van), 444.  
 Céramique, 69, 162, 439, 447.  
 CÉSAIRE (Saint), 427, 447.  
 CÉSAR (JULES), 62, 133,
- CHAMPEAUX (H.), 461, 487, 205, 289, 423, 451.  
 CHAPOT, 206.  
 CHARLES MARTEL, 452, 466.  
 Chasteté, 413.  
 CHAVANNES (ED.), 222.  
 CHENON, 38.  
 CHILDÉRIC II, 389.  
 CHILPÉRIC, 247, 378.  
 CHINDASVIND, 325.  
 CHINE, 72, 87-8, 188, 220, 222.  
 CHOSROES, 203, 313.  
 Christianisme, 25 8, 31-61, 81, 99, 112, 119, 137, 145, 154, 170, 181-3, 210, 213, 243, 258, 346, 442.  
 Christologie, 34, 36, 47-51, 250, 253.  
 CIGÉRON, 90, 127, 180.  
 Circocciliens, 213.  
 Cité, *civitas*, 20, 24, 119, 131-9, 146, 206, 255, 285, 301, 397, 401, 423, 443.  
 CLAUDE, 135, 216.  
 CLAUDE II, 13, 37, 63, 149, 312.  
 CLAUDE, 177-9, 188.  
 Clotaire, 112, 146, 445.  
 CLOTAIRE, 377, 381.  
 CLOTAIRE II, 413.  
 CLOTET, 407.  
 CLOVIS, 289-91, 364-9, 451.  
 Code, 319.  
*Cognitio extraordinaria*, 22.  
 Collatio, 148.  
 Collegium, 96, 116, 145, 211.  
 COLLINET, 316.  
*Colonus*, 92, 112, 123-33, 255, 334.  
*Comes, comitatus*, 18, 104, 401.  
*Comitiva*, 104, 195.  
 Commerce, 80-1, 83-5, 87, 90, 112, 118, 421.

- COMMODE**, 204.  
**COMMUDIEN**, 180, 187.  
*Conductores*, 92, 125, 143.  
*Consistoire*, 22.  
**CONSTANCE**, 15, 28-9, 101, 107, 122, 202, 216, 228, 237.  
**CONSTANCE CHLORE**, 15, 25, 29, 37.  
**CONSTANT**, 29.  
**CONSTANTIN**, 17, 28-9, 31-44, 63, 67, 97..., 155, 175, 195, 198-9, 201, 210, 257.  
**CONSTANTINOPLE**, 39, 81, 100, 225, 232, 250, 350, 463.  
**CONSTANTINOPLE** (Gonelle), 47, 345.  
*Corporations*, 117-9, 143.  
**CRISPUS**, 179.  
**GROISSET**, 186, 207.  
**CRUET (J.)**, 156.  
**GUQ (ED.)**, 23, 80.  
*Curia*, 137-41, 348.  
*Curiales*, 112, 132.  
**CYPRIEN (Saint)**, 179.  
  
**DACIE**, 76.  
**DAGOBERT**, 2, 382.  
**DALMACE**, 29.  
**DAMASE**, 51.  
**DATTARI**, 21.  
**DAUZAT (A.)**, 455.  
**DÈCE**, 26.  
**DÉCIUS**, 10-1, 224, 243.  
*Decurio*, 143.  
**DELAHAYE**, 57, 184.  
**DELBUECK (H.)**, 76, 88.  
*Délégation*, 5.  
**DELOUME**, 93.  
**DEMANTE (G.)**, 130.  
**DÉMOCRITE**, 193.  
**DENIKER (J.)**, 417.  
*Despotisme*, 209.  
**DEXIPPE**, 173.  
**DIDIER**, 435.  
**DIDIUS JULIANUS**, 10.  
**Dieux**, 2, 27, 37.  
**Dieu**, 2, 32, 35, 42, 184, 451.  
  
*Digeste*, 319.  
**DIGOT**, 413.  
*Diocèse*, 21, 105, 442.  
**DIOCLETIEN**, 2, 14, 23, 34, 39, 63, 67, 97, 105, 109, 111, 139, 149, 153, 155, 173, 195, 210, 257.  
**DIODORE de Sicile**, 79.  
**DION CASSIUS**, 8, 173.  
**DION CHRYSOSTOME**, 174.  
*Division des pouvoirs*, 23.  
**DÖLGER (F.)**, 139.  
*Dominus*, 16, 22, 124, 126, 334, 419.  
*Domus*, 80, 85, 203.  
*Donatisme*, 48, 180, 243.  
*Donativum*, 65.  
**DRACONTIUS**, 289.  
**Droit**, 55, 61, 89, 189, 195, 278, 319, 339, 412, 456.  
**DUBOIS**, 460.  
**DUBOS**, 290.  
*Duchés*, 337, 353, 402.  
**DUCHESNE (L.)**, 26, 51.  
*Duoviri*, 136-7.  
**DUREAU DE LA MALLE**, 67, 75, 80.  
**DURUY (V.)**, 19, 32, 38, 86, 99, 113, 196, 224.  
*Dux*, 12, 18.  
  
**EBROIN**, 389-91, 452.  
**Économique (Vie)**, 62-98, 168, 211, 256, 419...  
*Écriture*, 441.  
**ÉDESSE**, 25.  
*Édiles*, 137.  
*Édits*, 279, 338.  
**Eglise**, 31, 34, 44-5, 52-61, 251, 412.  
**ÉGYPTE**, 12, 64, 68, 77, 81, 131, 165, 440.  
**ÉLAGABAL**, 41.  
**ÉLOI**, 386, 428.  
*Émaillerie*, 161, 440.  
*Empereur romain*, 5, 99.  
**Empire**, 139, 212, 230, 255, 273, 294-5, 322.  
**ÉPICTÈTE**, 174.  
  
**Épiscopat**, 45, 51, 54, 442.  
*Épopées*, 238, 437.  
*Esclaves*, 69, 73-5, 91, 112, 116, 118-9, 124, 148, 420.  
**ESMEIN**, 149.  
**ESPAGNE**, 77, 202, 204, 244, 283, 306, 321-2, 464.  
**État**, 6-7, 31, 35, 44-5, 61, 96-8, 99..., 137, 153, 206, 212, 251, 255, 315, 340, 359, 371, 465.  
*Etymologiae*, 430.  
**EUGÈNE**, 52, 227.  
**EUMÈNE**, 175.  
**EUNAPPE**, 184.  
**EURIC**, 244, 283, 322.  
**EUSÈBE (de Césarée)**, 41, 183.  
**EUSÈBE (de Nicomédie)**, 50.  
**EUTROPE**, 249.  
*Évangile*, 61.  
*Exactio*, 145, 200.  
  
**FAHLBECK**, 409, 413.  
*Féodalité*, 17-8, 397, 468.  
*Fermiers généraux*, 92-3, 143.  
**FERRERO**, 90.  
*Ferronnerie*, 163.  
*Fêtes*, 203.  
*Filiation*, 29.  
*Finances*, 107, 139.  
**FIRMICUS MATER-NUS**, 179.  
**FIRMUS**, 243.  
*Fiscus*, fisc, 7, 148, 200, 211, 402.  
**FLAVIUS JOSEPHE**, 173.  
*Fœderati*, 122, 272, 359.  
**FORTUNAT**, 434, 453.  
**FOUCART (P.)**, 53.  
**FRANCS**, 60, 205, 217, 226, 246, 269, 289, 322, 332, 357, 465.  
**FRAUENSTAEDT**, 460.  
**FRÉDÉGAIRE**, 388, 443

- FRÉDÉGONDE, 378, 415.  
 FRIEDLAENDER, 73, 80, 84, 279.  
 FRITHIGERN, 223.  
 FRONTON, 172.  
 FROTHINGHAM, 158.  
*Fundi*, 148.  
 FUSTEL DE COU - LANGES, 151, 208, 290, 412, 415, 418.  
 GAINAS, 249.  
 GAUUS, 175.  
 GALÈRE, 15, 27-8, 31, 35-6.  
 GALIEN, 174.  
 GALLIEN, 12-3, 18, 63, 104, 269.  
 GASCOGNE, 383, 393.  
 GAULE, 12, 29, 35, 77, 82, 91, 122, 125, 135, 178, 216, 226, 237, 244, 282, 308, 357, 464.  
 GEISERICH, 239, 242, 288.  
 GELIMER, 299.  
 GELZER, 57, 60.  
 GENGISKHAN, 222.  
*Gentiles*, 122.  
 GERMANIE, 35, 216, 268, 271, 294-5, 336, 375, 437.  
 GHELLINCK (J. de), 430.  
 GIBBON, 16, 75, 224.  
 GILDON, 243.  
 GILEMER, 391.  
 GLOTZ, 83.  
 Glyptique, 159, 439..  
 GOLDSCHMIDT, 88.  
 GOLDZIHHER, 61.  
 GONDEBAUD, 286.  
 GONTRAN, 378.  
 GORDIEN, 10, 14.  
 GOTHs, 11, 13, 207, 218-9, 222..., 249, 250, 305.  
 GOUFAUD, 389.  
 GOYAU (G.), 16.  
 GRATIEN, 45, 51-2, 156, 177, 204, 223.  
 GRÈCE, 12, 68, 70, 76-7, 88, 125, 170, 182-3, 190, 202.  
 GRÉGOIRE de Nazianze, 182.  
 GRÉGOIRE de Nysse, 182.  
 GRÉGOIRE le Grand, 344, 352, 428.  
 GRÉGOIRE de Tours, 377, 409, 415, 426, 434, 437, 453.  
 GRENIER (P.), 83.  
 GREUTUNGS, 219, 222.  
 GRIMAUD, 394.  
 GRUPP, 88.  
 GUÉRIN, 26.  
 GUIRAUD, 74, 76, 93.  
 GUMMERUS, 90.  
 HADRIEN, 7, 103, 117, 155, 169, 172, 175-7.  
 Hagiographie, 185.  
 HAHN, 60.  
 HALÉVY (E.), 57.  
 HALPHEN (L.), 355.  
 HARDY, 26.  
 HARNACK, 26, 54, 58, 60.  
 HARTMANN (L.-M.), 311, 342.  
 HATZFELD, 88.  
 HAUMANT, 317.  
 HARTLAND, 90.  
 HÉLIODORE, 174.  
 Hellénisme, 43, 173, 175, 357, 429.  
 HÉRODIEN, 173.  
 HÉSIODE, 69.  
 HEUSLER, 457.  
 Hiérarchie, 100.  
 HILAIRE (Saint), 180, 431.  
 HIMÉRIUS, 188.  
 HIOUNG-NOU, 220.  
 Histoire, 173, 183, 198, 293, 437.  
*Histoire Auguste*, 176.  
*Historia Francorum*, 426, 437.  
 HOMÈRE, 69.  
*Homoousie*, 48, 50.  
*Honores*, 138, 143, 145.  
 HONORIUS, 46, 150, 178, 206, 229, 231, 234.  
 HONORIUS, pape, 345.  
 HOSIUS, 50-1.  
 Hospitalité, 277.  
 HUME, 75.  
 HUNS, 219, 226, 238, 251, 285, 313.  
 HUNZINGER (A.-W), 16.  
 ILLYRIENS, 15, 17, 29, 210, 296, 317, 347.  
*Imperator*, 5, 12.  
 Impôt, 19, 64, 81, 93, 107-9, 200-1, 255, 339, 403.  
 INDE, 87.  
*Industrie*, 69, 71, 83, 85-7, 94-5, 112, 117, 203, 421.  
*Inquisitio*, 22.  
*Institutes*, 318.  
 Institutions, 256, 327, 397, 408.  
*Intercessio*, 6.  
 IRANIENS, 11, 24, 123, 165, 216, 220, 440.  
 ISABURIE, 12.  
 ISIDORE de Séville, 328, 428.  
 Islam, 44, 56, 61, 154, 170, 213, 350, 431, 467.  
 ITALIE, 78, 91, 301, 311, 349, 464.  
 Ivoires, 159, 439.  
 JAMBLIQUE, 184, 189-90.  
 JEAN Chrysostôme, 81, 182, 188, 233.  
 JEAN de Cappadoce, 314.  
 JÉROME (Saint), 180, 187, 293.  
 JÉRUSALEM, 26, 38.  
 Jeux, 119, 203.  
 JORDANIS, 284, 437.  
 JOUGUET, 88, 81.



- JOVIEN**, 29, 219.  
**Judaïsme**, 26, 35, 38, 89, 113, 154, 173, 181, 187, 828.  
*Judicium*, 22.  
*Jugum*, 19, 64, 107, 139, 200.  
**JULIEN**, 29, 45, 51, 64, 148, 175, 177, 202-3, 217, 228, 271.  
**JULIUS AFRICANUS**, 183.  
**JULIUS NEPOS**, 239, 246.  
**JULLIAN**, 296.  
*Jus*, 22, 153.  
**Justice**, 23, 100, 112.  
**JUSTIN**, 1<sup>er</sup>, 287, 296.  
**JUSTINE**, 52.  
**JUSTINIEN**, 45, 149, 151-2, 190, 201, 287, 296-319, 463.  
**JUSTINIEN (Code de)**, 128-9, 309, 319.  
**JUVENAL**, 177.  
**JUVENCUS**, 181.  
  
**KLEINSCHMIDT**, 288.  
**KNELLER (A.)**, 26.  
**KROELL**, 152.  
**KROPOTKINE (P.)**, 73.  
**KRUSCH**, 389.  
**KURTH**, 368.  
  
*Labarum*, 36, 38.  
**LACTANCE**, 16, 24, 27, 107, 179, 188, 200, 293.  
**LAMPRIIDIUS**, 175.  
**LANDRY**, 81.  
**LANGLOIS**, 192, 432.  
*Latifundia*, 78, 90.  
**Langue**, 432, 455.  
**LAVISSE et RAMBAUD**, 86, 236, 294, 372.  
**LEBLANC**, 26.  
**LEHUÉROU**, 413.  
**LÉON**, 149, 252.  
**LÉOVIGILD**, 324.  
**Lètes**, 122, 228.  
**LESNE (E.)**, 407.  
**LIBANIUS**, 188, 199, 205.
- LIBÈRE**, 51, 301.  
 Liberté, 141.  
**LICINIUS**, 29, 31, 41.  
**LINSENMAIER (A.)**, 26.  
**LIPSE (JUSTE)**, 75, 80.  
*Littérature*, 115, 172-94, 213, 426.  
**LIUTPRAND**, 335, 353.  
**LÖNING**, 413.  
**Lois**, 7, 22, 97, 111, 124, 137, 325, 338.  
**LOMBARDS**, 60, 312, 330-42, 348, 358, 385, 465.  
**LONGNON**, 360, 362, 410.  
**LONGUS**, 174.  
**LOTH (J.)**, 358.  
**LUCIEN**, 174.  
**Luxe**, 84-5, 88, 94.  
  
 Magistrats, 139, 212, 255.  
**MAGNENCE**, 29, 216, 228.  
 Maire du palais, 414.  
*Maiuma*, 204-5.  
*Majestas*, 9.  
**MAJORIEN**, 148, 150, 232, 239, 322.  
**MALE**, 432.  
 Manichéisme, 213.  
*Manses*, 126, 419.  
**MANTEYER (G. DE)**, 308.  
**MANTOUX (P.)**, 86.  
**MARC-AURÈLE**, 34, 45, 135, 172, 175, 203, 215.  
**MARCIEN**, 151, 232, 251.  
**MARCOMANS**, 123, 241.  
 Mariage, 117, 122, 130, 269, 280-1, 340, 411, 457.  
**MARQUARDT**, 67, 72, 80-3, 86, 88, 91.  
**MARSEILLE**, 83, 135.  
**MARSHALL**, 96.  
**MARTIANUS CAPEL-LA**, 436.  
**MARX (K.)**, 90.  
**Massa**, 148, 352.  
 Mathématiques, 190.  
**MAURES**, 218, 244, 301.
- MAURICE (J.)**, 21, 37.  
**MAXENCE**, 28, 36, 156, 198.  
**MAXIME**, 198, 226.  
**MAXIMIEN**, 15, 28, 66, 149, 153.  
**MAXIMIEN DAIA**, 31, 35.  
**MAXIMIEN HERCULE**, 37, 232.  
**MAXIMIN**, 228.  
 Mazdéisme, 11.  
 Médiéisme, 1.  
**MÉROVÉE**, 247, 381.  
 Mérovingiens, 373...  
*Métrocomies*, 131.  
**MEYER (ED.)**, 76, 83, 86, 88, 90, 92, 207.  
**MILAN**, 24, 41, 82, 232, 239, 331.  
**MILAN (Édit de)**, 31.  
 Milice, 226-8, 246-7.  
**MINNS**, 141.  
**MINUTIUS FELIX**, 179, 187.  
**MISPOULET**, 121, 123.  
 Mithriacisme, 170, 213.  
**MOLINIER**, 161, 441.  
**MOMMSEN**, 26, 63, 72, 90, 306, 326.  
 Monarchisme, 57, 184, 351, 446, 462.  
**Monarchie**, 58, 16, 29, 195, 256, 258, 397, 461.  
**MONGOLS**, 221-2, 239.  
 Monnaie, 20, 62, 68, 88, 95-6, 111, 164, 287, 424.  
**MONNIER (H.)**, 152.  
 Monophysisme, 53, 297.  
 Montanisme, 27.  
**MONTESQUIEU**, 67, 75, 88.  
 Moralité, 113, 207.  
**MOREAU DE JONNÈS**, 75, 412.  
 Mosaïque, 166.  
**Moyen Âge**, 12, 68, 84, 87, 96, 108, 175, 184, 194, 198, 397, 431, 468.  
 Munitipes, 134.

*Munus*, 107, 112, 128, 145.

Musique, 167.

Mysticisme, 53, 189, 214.

*NAKEH-ROUSTEN*, 11.

NAUDET, 8, 191.

NARSÈS, 306, 330, 376.

Navigation, 88-9, 118.

NÉRON, 63, 95.

NERVA, 173.

Nestorianisme, 54, 250.

NEUMANN (K.-J.), 26.

Nibelungen, 238, 438.

*NICÉE* (Concile de), 38, 47, 50, 52.

*NICOMÉDIE*, 24-5, 27, 31, 38, 41, 155.

NIEBUHR, 32.

NISSSEN (H.), 78, 82, 88.

Nomades, 222.

*Novelles*, 319, 338.

*Numen*, 6.

Numismatique, 32, 37, 164.

NYROP, 455.

OBERHAMMER, 42.

*Occident*, 29-30, 35, 40, 42-3, 59, 88, 98, 106, 125, 131, 165, 170, 172, 212, 216..., 220, 230..., 240, 248, 282...

ODOACRE, 230, 253-4, 276.

*Officiales*, 22, 140, 148, 201.

OMAN (CH.), 224.

Onomastique, 271, 455.

*Oppidum*, 135.

*Ordo*, 137, 143-4.

Orfèvrerie, 161, 165, 439.

*Orient*, 11, 19, 21, 24, 29, 30, 35, 40, 42-3, 51, 59, 71, 79, 88-9, 98, 106, 153, 155, 165, 170, 172, 182, 211-2, 218, 227, 240, 249..., 260, 313, 347, 440.

ORIGÈNE, 431.

ORLÉANS, 373.

OROSE, 184.

*OSTROGOTHS*, 219, 222, 241.

OUEN, 386, 428.

*PALMYRE*, 12-3.

*Panegyriques*, 175.

*PANNONIE*, 12, 35, 241.

Pape, 60, 336, 343, 353-6, 467.

PAPINIEN, 175.

*PARIS*, 373.

PARIS (G.), 437.

Parrochia, 442.

*PARTHES*, 11, 174.

PARVAN, 89.

*Patrocinium*, 113, 151.

*Patronus*, 124, 144, 149-51, 354.

PAUL (Saint), 49, 293, 428.

PAUL de Samosate, 55.

PAUL DIACRE, 334, 342, 437.

Peinture, 164.

PEISKER, 185.

Pélagiens, 180.

PELLIOT (P.), 222.

PÉPIN, 387, 390-5.

Pères de l'Eglise, 180, 427.

*Permutatio*, 89.

Persécutions, 25-7, 45.

*PERSES*, 11, 19, 68, 72, 219, 297, 299, 313.

PFISTER, 413.

PHILIPPE, 228.

Philosophie, 189-94, 205, 213, 261, 428-9.

PHILOSTRATE, 185.

PHOCAS, 344.

PINDARE, 78.

PIRENNE, 421.

Plastique, 157, 439.

PLATON (le philosophe), 192-3, 428.

PLATON (G.), 151.

Plèbe, 74, 81, 127, 136, 203, 206.

PLINE le Jeune, 303.

PLOTIN, 174.

PLUTARQUE, 77, 174.

*Polis*, 70, 136.

POLYBE, 76.

PONT, 29.

*Pontifex*, 6, 33, 39, 60.

Population, 71, 76-83, 91, 202-3, 265.

PORPHYRE, 194.

*Possessio*, 131, 139.

Poste, 110.

POUPARDIN, 339.

*Prædium*, 142.

*Præses*, 21, 280, 423.

Préfet du prétoire, 21.

Prétoriens, 10, 17.

*Princeps*, 6, 7.

Privilèges, 44.

PROBUS, 13, 210, 216.

Procédure, 22, 458.

PROCLUS, 190.

Proconsul, 5.

Procope, 304.

Propriété, 67, 92, 130, 147, 149, 397-8, 434.

PROSPER, 306, 311.

PROU, 441.

Provinces, 12, 21, 284, 401.

PRUDENCE, 177, 181, 188, 429.

PTOLÉMÉE, 174.

Publicains, 93, 117.

Pyrrhéoniens, 193.

Pythagoriciens, 154, 186, 190.

QUINTILIEN, 436.

RADBOD, 394.

RABIRIUS, 93.

*RAVENNE*, 232, 336, 353, 439.

RÉCARÈDE, 325.

REIMS, 373.

REITZENSTEIN, 53.

Religion, 2, 11, 25-8, 31-61, 113, 195, 207, 210, 215, 256, 431, 442.

Renaissance, 159, 173.

175, 178, 182, 430, 435.

RENAN, 45, 56, 83, 60-1, 170.

- Respublica*, 5, 6, 10, 60, 292, 315, 356.  
 RÉVILLE (A.), 32.  
 RHÉTORIQUE, 185-6, 189, 427.  
 RHIN, 217, 223, 234.  
 RIKIMER, 230, 240, 254, 276, 286.  
 RIMEY, 117.  
 ROBERTUS, 90.  
*Romania*, 13, 24, 52, 189, 216, 254, 315.  
 ROME, 24-5, 40-4, 51, 53, 71, 74, 79-81, 83, 88, 91, 94, 97, 131, 155, 202, 456, 311-2, 317, 313-4, 350.  
 ROSTOWTSEW, 161.  
 ROTHARI, 335.  
 RUFIN, 183, 233, 249.  
 RUGUES, 276.  
 RUSSIE, 73, 440.  
 RUTILIUS, 177-8.  
 Sacré, 99.  
 SAINTYVES, 57.  
 Salicus, 362, 369.  
 Salique (Loi), 361.  
 SALLUSTE, 133.  
 SALONE, 25, 28, 155, 317.  
 SALVIEN, 152.  
 SALVIOLI, 74, 81, 85-6, 88-91.  
 SAPAUDIA, 245, 285.  
 SAPOR, 11, 39, 224.  
 SARMATES, 123, 161, 218.  
 SATURNINUS, 10.  
 SCANDINAVIE, 256.  
 Science, 115, 190-4, 261, 430, 436.  
 SCHIEDER (L.), 206.  
 SCHILLER (H.), 32.  
 Schmidt (L.), 360.  
 SCHMOLLER, 74, 88.  
*Schola*, 18, 436.  
 SCHULTZE, 81, 413.  
 SCHWARTZ (ED.), 22.  
 SCISSIA, 37.  
 SCYTHES, 161, 237.  
 SNECK, 32, 65, 124.  
 Sénat, 6-9, 14, 36, 40, 43, 46, 99-100, 115, 137, 144, 147, 235.  
 SÉNEQUE, 205.  
 SEPTIME-SÉVÈRE, 10, 17, 66, 103, 135, 152, 155.  
 SEPTIMIUS ODENATH, 12.  
 SEVÈRE ALEXANDRE, 8, 14, 25.  
 SICILE, 78, 81.  
 SIDOINE APOLLINAIRE, 179, 271, 284, 434, 454.  
 SIGEBERT, 381, 384.  
 SIGISMOND, 286.  
 SISEBUTH, 285.  
 SLAVES, 255, 317, 375.  
 SOCRATE, 183.  
 SOISSONS, 73.  
 Soleil, 32, 38, 99.  
 SOMBART (W.), 96.  
 Sophistes, 184, 186, 188.  
*Sors*, 133.  
 SOZOMÈNE, 183.  
 SPARTE, 76.  
 Spectacles, 119.  
 STILICHON, 178, 229, 233.  
 Stoïciens, 154.  
 STRABON, 77, 81, 136.  
 STRASBOURG, 217.  
 STROHL, 60, 88.  
*Suburbium*, 80, 352, 423.  
 SUETONE, 172.  
 Suèves, 321.  
 SULPICE-SÉVÈRE, 183.  
 SYAGRIUS, 271, 370.  
 SYLLA, 133.  
 SYLVANUS, 228, 276.  
 SYMMAQUE, 118, 178, 205, 208, 291.  
 SYNESIUS, 201.  
 TACITE (l'historien), 173, 176, 268.  
 TACITE, 13-4, 66.  
 TANNERY, 167.  
 TARDIF (E.), 391.  
 TÉLÉMAQUE, 205.  
 TERTULLIEN, 179, 187.  
 Tétrarchie, 25, 28, 257.  
 TETRICUS, 10.  
 THÉODAHAD, 302.  
 THÉODORE, 314.  
 THÉODORET, 123.  
 THÉODORIC, 278, 283, 322.  
 THÉODOSE, 30, 45, 51, 56, 105, 128, 148-9, 156, 206, 218, 225.  
 THÉODOSE (Code de constitution de), 95, 124, 150, 168.  
 THÉODOSE II, 131, 151, 231, 249-51.  
 THÉOGNIS de Nicée, 50.  
 Théologie, 47, 345, 430.  
 THIBAUD, 376.  
 THIBAUT (F.), 151.  
 THIBERT, 375, 438.  
 THIERRY, 373-5, 415, 438.  
 THUENEN, 91.  
 THURINGE, 375, 385, 393.  
 TIBÈRE, 123.  
 TIBÈRE II, 151.  
 Tissus, 167.  
 TOLEDE (Concile de), 327.  
 Tolérance, 26, 31, 41, 59.  
 TONNELAT (E.), 238.  
 TOTILA, 203, 302, 311.  
 TOUTAIN, 185.  
 TRAJAN, 125, 155, 172-3, 177, 215.  
 TRÈVES, 41, 237, 362.  
 Tribut, 20.  
 TURCS, 221, 239, 253.  
 ULFILAS, 52, 218.  
 ULPIEN, 175.  
*Unanimitas*, 240, 246.  
*Universitas*, 157.  
*Urbs*, 132, 134.  
 URSMER, 57.  
 Usure, 93.  
 VALENS, 51, 122, 148, 218, 223.

- VALENTINIEN, 30, 51,  
     65, 122, 128, 148-9, 156,  
     177, 198, 218.  
 VALENTINIEN II, 52,  
     118, 276.  
 VALENTINIEN III, 107,  
     232, 236-7.  
 VALÈRE, 26.  
 VALÉRIEN, 11, 224.  
 VANDALES, 218, 242,  
     265, 287, 299, 321.  
 Vassalité, 468.  
 VENISE, 239.  
 Verrerie, 162.  
 VESPASIEN, 6, 95.  
*Vexillum*, 36.  
 Vicaire, 21.  
*Vicus*, 131, 136, 145, 151.
- Villa*, 125, 420, 439.  
 Villes, 79-82, 85, 119, 132-  
     4, 423.  
 VIOLLET, 413.  
 VIRGILE, 435.  
*Vitæ*, 184-5, 427.  
 VÆTTER (A.), 37.  
 VOPISCUS, 175.  
 VOSSIUS (ISAAC), 75, 80.  
 VULCACIUS GALLICA-  
     NUS, 175.
- WALLON, 99.  
 WALTZING, 86.  
 WAMBRA, 328.  
 WEBER, 90.  
 WEISS (J.-E.), 24.  
 WENDES, 375, 385.
- Wergeld*, 369, 400, 410.  
 WESTERMANN 90.  
 WIETERSHEIM 75.  
 WISIGOTHS 52, 219,  
     223, 234, 238 282, 307,  
     322.  
 WITHIMER 222.  
 YUE-TCHI 220.
- ZACHARIE 353-4.  
 ZÉNOBIE 12-3.  
 ZÉNON, 149, 153, 242,  
     248, 253, 297.  
 ZIMMERMANN, 441.  
 ZOSIME, 14, 104, 107,  
     152, 199, 202, 225, 228.  
 ZULUETA, 151.

## TABLE DES CARTES

---

CARTE I. — L'Empire romain à la fin du iv <sup>e</sup> siècle. . . . .	216
CARTE II. — Démembrement de l'Empire romain vers la fin du v <sup>e</sup> siècle . . . . .	276
CARTE III. — Le monde méditerranéen sous Justinien . . .	312

---

## TABLE DES PLANCHES

---

Les deux Capitales . . . . .	Frontispice
Ivoires représentant Stilichon, Serena et leur fils Eucher . . . . .	232-233
Bijoux du tombeau de Childéric. . . . .	232-233



# TABLE DES MATIÈRES

---

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

## PREMIERE PARTIE

### La crise du III<sup>e</sup> siècle et la reconstitution de l'Empire.

CHAPITRE PREMIER. — La crise politique du III <sup>e</sup> siècle.....	5
CHAPITRE II. — La restauration du monde romain.....	14
I. Dioclétien et la restauration de l'Empire, 14. — II. Dioclétien et le christianisme, 25. — III. La succession de Dioclétien, 28.	
CHAPITRE III. — L'Empire romain et l'Eglise au IV <sup>e</sup> siècle....	31
I. Constantin et l'édit de Milan, 31. — II. Conséquences pour l'État, 44. — III. Conséquences pour l'Eglise, 53.	
CHAPITRE IV. — Régression économique du monde romain....	62
I. Les crises monétaires et économiques, 62. — II. Le capital et l'industrie ; la population, 72. — III. Le commerce, 87. — IV. L'agriculture, 90.	
CHAPITRE V. — La monarchie constantinienne. Son caractère. Réformes et services.....	99
I. L'Empereur, le Sénat et les hauts fonctionnaires, 99. — II. L'armée, 102. — III. Le gouvernement et les finances, 107. — IV. Réformes législatives et protection sociale, 112.	
CHAPITRE VI. — Le régime des castes.....	115
I. « Officiales », « Collegiati », 116. — II. La caste militaire, 120. — III. Le colonat, 124. — IV. Les paysans libres, 131. — V. Les curiales, 132.	
CHAPITRE VII. — La grande propriété contre l'État et les faibles. Le patronage.....	147
I. Le grand propriétaire contre l'État, 147. — II. Le grand propriétaire contre les faibles. Le patronage, 149.	

<b>CHAPITRE VIII. — Décadence et fin de l'art antique.....</b>	<b>154</b>
I. L'architecture, 155. — II. La plastique, 157. — III. Les arts décoratifs, 160. — IV. La musique, 167. — V. Causes de la régression de l'art antique, 168.	
<b>CHAPITRE IX. — Décadence de la littérature. Disparition de la philosophie et de la science antiques.....</b>	<b>172</b>
I. Les lettres païennes, 172. — II. La littérature chrétienne, 180. — III. Disparition de l'esprit scientifique et de l'esprit philosophique, 190.	
<b>CHAPITRE X. — Corruption de l'esprit public.....</b>	<b>196</b>
<b>RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS DE LA PREMIÈRE PARTIE.....</b>	<b>211</b>

## DEUXIÈME PARTIE

### La débâcle.

<b>CHAPITRE PREMIER. — Rome et les Barbares dans la seconde moitié du iv<sup>e</sup> siècle (350 à 395).....</b>	<b>217</b>
I. La lutte contre les Barbares après Constantin (350-375), 218. — II. L'arrivée des Huns. Installation des Goths dans l'empire d'Orient. Théodose (375-395), 221.	
<b>CHAPITRE II. — L'Empire romain d'Occident de 395 à 476 ....</b>	<b>233</b>
I. Installation des Barbares, 233. — II. L'Empire en 476, 242.	
<b>CHAPITRE III. — L'Empire romain en Orient de 395 à 518.....</b>	<b>251</b>
<b>RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES.....</b>	<b>257</b>

## TROISIÈME PARTIE

### Après la débâcle.

<b>CHAPITRE PREMIER. — L'Italie après la disparition de l'empire d'Occident, de 476 à 526 .....</b>	<b>277</b>
<b>CHAPITRE II. — Persistance des formes politiques romaines en Occident. Le problème de la disparition de l'Empire.....</b>	<b>284</b>
I. Persistance des formes politiques romaines en Occident, 284. — II. Le problème de la disparition de l'empire d'Occident, 294.	
<b>CHAPITRE III. — I. Retour offensif de l'Empire. Justinien et la « Reconquista ».....</b>	<b>298</b>



# TABLE DES MATIÈRES

515

CHAPITRE IV. — Échec de l'œuvre de Justinien.....	312
I. En Afrique, 312. — II. En Italie, 313. — III. En Orient, 315.	
CHAPITRE V. — L'Espagne wisigothique.....	322
CHAPITRE VI. — L'État lombard.....	332
CHAPITRE VII. — La Papauté et l'Italie du milieu du vi <sup>e</sup> au milieu du viii <sup>e</sup> siècle (554-753).....	345
CHAPITRE VIII. — La mainmise des Francs sur la Gaule. Clovis.	359
CHAPITRE IX. — La descendance de Clovis.....	375
CHAPITRE X. — Décadence et fin des Mérovingiens.....	389
CHAPITRE XI. — La royauté mérovingienne. Les institutions...	399
I. La royauté, 399. — II. L'administration, 403. — III. Décadence de la royauté. Avènement de l'aristocratie, 408.	
CHAPITRE XII. — La vie économique.....	421
I. L'agriculture. Les classes rurales, 421. — II. Le commerce et l'industrie, 423, la ville, 423. — III. La monnaie, 426.	
CHAPITRE XIII. — La vie intellectuelle et artistique. L'enseignement.....	428
CHAPITRE XIV. — La vie religieuse.....	444
CHAPITRE XV. — La société laïque.....	455
CONCLUSION.....	465
BIBLIOGRAPHIE.....	471
INDEX.....	503
TABLE DES PLANCHES.....	511
TABLE DES CARTES.....	511

## ERRATA

---

Page 151, avant-dern. ligne : au lieu de 478, lire 578.

Page 158, l. 18, au lieu de *l'art* lire *l'arc*.

Page 221, l. 3, au lieu de *Tibre* lire *Tigre*.

Page 252 : rétablir ainsi la phrase de la ligne 11 :

L'homme, né de la femme, de Marie *n'est pas fils de Dieu par nature mais par grâce et Marie n'est pas Θεοτόκος mais Χριστοτόκος*.

Page 278 l. 13. Le Syagrius, correspondant de Sidoine Apollinaire, n'est pas l'adversaire de Clovis, mais un romain de Lyon, au service des rois de Bourgogne. Voy. Tamassia, *Egidio et Siagrio* ( dans *Rivista storica ital.*, III, 1886, p. 198) et A. Coville, *Recherches sur l'histoire de Lyon du V<sup>e</sup> siècle au IX<sup>e</sup> siècle*, 1928, p. 24.

Page 293, l. 6, e romain dans *admetten*.

Page 306, l. 3, *Mug Ilo* au lieu de *Mugillo*.

Page 485, CCCXLVI ἐπιβολή.





BIBLIOTHÈQUE DE SYNTHÈSE HISTORIQUE  
**L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ**

Dirigée par HENRI BERR

DIRECTEUR DE LA REVUE DE SYNTHÈSE HISTORIQUE

LA  
**FIN DU MONDE ANTIQUE**  
ET LE  
**= DÉBUT DU MOYEN ÂGE =**

*avec 3 planches et 3 cartes hors texte*

PAR

**FERDINAND LOT**

MEMBRE DE L'INSTITUT,

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE PARIS

**LA RENAISSANCE DU LIVRE**

**78, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS**



# L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

## PREMIÈRE SECTION

### *Introduction (Préhistoire, Protohistoire); Antiquité.*

- \* Vol. 1. — **La Terre avant l'Histoire** (*Les origines de la Vie et de l'Homme*), par Edmond PERRIER, 16<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 2. — **L'Humanité préhistorique** (*Esquisse de Préhistoire générale*), par Jacques DE MORGAN, 15<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 3. — **Le Langage** (*Introduction linguistique à l'Histoire*), par J. VENDRYES, 13<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 4. — **La Terre et l'Évolution humaine** (*Introduction géographique à l'Histoire*), par Lucien FEBVRE, avec le concours de L. BATAILLON, 11<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 5. — **Les Races et l'Histoire** (*Introduction ethnologique à l'Histoire*), par Eugène PITTARD, 10<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 6. — **Des Clans aux Empires** (*L'organisation sociale chez les primitifs et dans l'Orient ancien*), par A. MORET et G. DAVY, 11<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 7. — **Le Nil et la Civilisation égyptienne**, par A. MORET, 10<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 8. — **La Mésopotamie : les Civilisations babylonienne et assyrienne**, par L. DELAPORTE, 9<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 9. — **La Civilisation égéenne**, par G. GLOTZ, 12<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 10. — **La Formation du Peuple grec**, par A. JARDÉ, 9<sup>e</sup> mille.
- Vol. 11. — **Le Génie grec dans la Religion**, par C. SORDILLE.
- \* Vol. 12. — **L'Art en Grèce**, par A. DE RIDDER et W. DEONNA, 9<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 13. — **La Pensée grecque et les origines de l'Esprit scientifique**, par L. ROBIN, 9<sup>e</sup> mille.
- + Vol. 14. — **La Cité grecque** (*Le développement des Institutions*), par G. GLOTZ.
- \* Vol. 15. — **L'Impérialisme macédonien et l'Hellénisation de l'Orient**, par P. JOUGUET, 5<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 16. — **L'Italie primitive et les débuts de l'Impérialisme romain**, par Léon Homo, 7<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 17. — **Le Génie romain dans la Religion, la Pensée et l'Art**, par Albert GRENIER, 9<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 18. — **Les Institutions politiques romaines : de la Cité à l'État**, par Léon Homo, 6<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 19. — **Rome et l'organisation du Droit**, par J. DECLAREUIL, 7<sup>e</sup> mille.
- \* Vol. 20. — **L'Économie antique**, par J. TOUTAIN, 5<sup>e</sup> mille.
- Vol. 21. — **Les Celtes**, par Henri HUBERT.
- \* Vol. 22. — **Le Monde romain**, par Victor CHAPOT, 5<sup>e</sup> mille.
- Vol. 23. — **La Germanie**, par Henri HUBERT.
- \* Vol. 24. — **La Perse antique et la Civilisation iranienne**, par Clément HUART, 7<sup>e</sup> mille.
- Vol. 25. — **La Chine et l'Asie centrale**, par Marcel GRANET.
- Vol. 26. — **L'Inde**, sous la direction de Sylvain LÉVI et A. FOUCHER, par J. BACOT, A. BASTON, J. BLOCH et P. MASSON-OURSSEL.

# L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

## DEUXIÈME SECTION

### *Origines du Christianisme et Moyen âge.*

- Vol. 27. — Israël et le Judaïsme, par A. LODS.  
Vol. 28. — Jésus et la naissance du Christianisme, par CH. GUIGNEBERT.  
Vol. 29. — La formation de l'Église, par E. DE FAYE.  
Vol. 30. — Le développement du Christianisme et l'Empire, par CH. GUIGNEBERT.  
Vol. 31. — La fin du Monde antique et les débuts du Moyen Age, par F. LOT.  
Vol. 32. — L'Empire d'Orient et la Civilisation byzantine, par CH. DIEHL.  
Vol. 33. — Charlemagne et l'Empire carolingien, par LOUIS HALPHEN.  
Vol. 34. — La dissolution de l'Empire carolingien et le Régime féodal, par F. LOT et F.-L. GANSHOT.  
Vol. 35. — Les origines du Monde slave : Slaves, Germains et Byzantins, sous la direction de PAUL BOYER, par PIERRE CHASLES, L. EISENMANN, H. GRAPPIN et TESNIÈRE.  
Vol. 36. — L'Islam et Mahomet, par GAUDEFROY-DEMOBYNES.  
Vol. 37. — L'Islam en marche, par L. BARRAU-DIHIGO.  
Vol. 38. — La Chrétienté et l'idée de Croisade, par PAUL ALPHANDÉRY.  
Vol. 39. — La Théocratie et l'organisation de l'Église, par R. GÉNESTAL.  
Vol. 40. — L'Art du Moyen Age et la Civilisation française, par G. HUISMAN.  
Vol. 41. — Les monarchies féodales en Occident (*France, Angleterre, Espagne*), par CH. PETIT-DUTAILLIS et GUINARD.  
Vol. 42. — Le début des monarchies modernes en Occident, par CH. PETIT-DUTAILLIS, DUPONT-FERRIER et GUINARD.  
Vol. 43. — L'Organisation du Droit, par ED. MEYNIAL.  
Vol. 44. — Les origines de l'économie européenne (*V<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles*), par MARC BLOCH.  
Vol. 45. — De l'économie urbaine et seigneuriale au capitalisme financier (*XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*), par MARC BLOCH.  
Vol. 46. — Le Commerce maritime. Les Sociétés marchandes, par F. HODSONNADE.  
Vol. 47. — La Philosophie du Moyen Age, par ÉMILE BRÉHIER.  
Vol. 48. — La Science du Moyen Age, par ABEL REY.  
Vol. 49. — Les forces nouvelles dans l'Europe orientale et septentrionale, sous la direction de PAUL BOYER.  
Vol. 50. — La préparation du génie moderne dans la littérature et l'art de l'Occident, par R. SCHNEIDER et G. COHEN.  
Vol. 51. — L'apparition du livre, par G. RENAUDET.

\* Volumes parus.

*Voir le programme de la 1<sup>re</sup> section au verso.*













W

2003